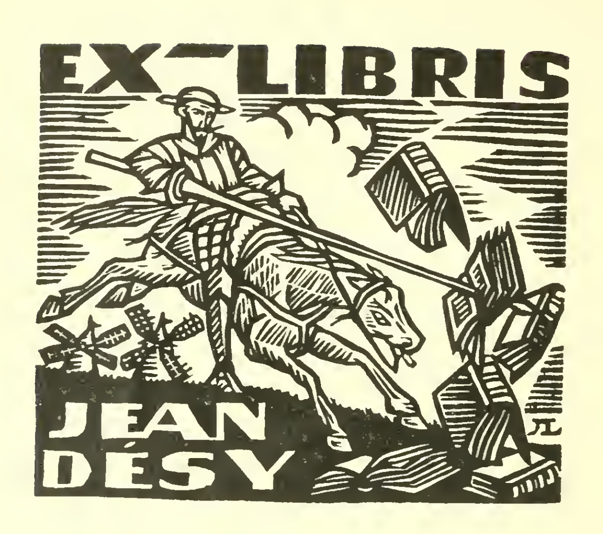

EX-LIBRIS
JEAN
DÉSY

A Monsieur
de Claybrook,
souvenir affectueux

S. de Berth

MAGYARS ET ROUMAINS

DEVANT

L'HISTOIRE

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Cet ouvrage a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en décembre 1899.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 227.

A. DE BERTHA

MAGYARS ET ROUMAINS
DEVANT
L'HISTOIRE



PARIS
LIBRAIRIE PLON
E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
10, RUE GARANCIÈRE

1899

Tous droits réservés


LIBRARY
AUG 1 1968
UNIVERSITY OF TORONTO

AVANT-PROPOS

Depuis la visite que *François-Joseph Ier*, le vénéré et adoré souverain austro-hongrois, a faite en Roumanie après l'achèvement des travaux exécutés aux Portes-de-Fer, et que *Carol* Ier, roi de Roumanie, accompagné de la reine *Élisabeth*, lui a rendue l'année suivante à Budapest, la soi-disant question des Roumains de la Hongrie est entrée dans une phase nouvelle.

Ou, pour parler plus explicitement : au lendemain de l'accueil chaleureux et enthousiaste avec lequel la Roumanie a reçu le roi de Hongrie et cette dernière le roi de Roumanie, quoiqu'on sache pertinemment qu'ils sont tous deux complètement solidaires des sentiments les plus intimes de leurs peuples, — déjà bien amoindrie par la défaite des chefs de la « Ligue roumaine » au congrès interparlementaire de Bruxelles, en 1895, alors qu'ils auraient voulu y faire repousser l'invitation de la ville de Budapest à l'occasion des fêtes millénaires de la Hongrie, — cette question, péniblement soulevée par quelques meneurs intéressés, se meurt, cette question, artificiellement entretenue dans l'opinion publique européenne, est morte !

Car, quelles que soient les spécieuses distinctions à l'aide desquelles on veuille séparer la double qualité d'empereur d'Autriche et de roi de Hongrie chez le chef de l'État austro-hongrois, il ne reste pas moins le gardien jaloux de l'intégrité de la monarchie tout entière, qu'il saura défendre aussi bien

contre les tendances ouvertement agressives des ultras de la Roumanie que contre les agissements plus ou moins irrédentistes de certains Roumains de la Hongrie. Le but qu'ils visent de deux côtés différents, est l'acquisition d'un tiers de la Hongrie limitrophe de la Roumanie ; seulement, tandis que les premiers sont pour son annexion sans phrase à leur pays, les seconds le veulent d'abord roumaniser de fond en comble, afin qu'au bout d'un temps plus ou moins long, il tombe tout naturellement, comme un fruit mûr, dans les mains de la prétendue mère patrie roumaine. But, qui, aux yeux d'un soldat aussi accompli que *François-Joseph*, est d'autant plus condamnable qu'il apprécie mieux que quiconque l'importance stratégique de ce territoire convoité et notamment de la Transylvanie, d'où ses princes indépendants, encouragés par la diplomatie d'un Richelieu, pouvaient si aisément paralyser les forces les plus précieuses des rois de Hongrie, déjà à l'époque de la guerre de Trente-Ans. Tolérer seulement ces aspirations directement ou indirectement séparatistes des Roumains serait donc, pour le souverain austro-hongrois, un vrai suicide moral d'abord, politique et militaire ensuite, entraînant à bref délai l'émiettement succesif et définitif de la monarchie tout entière ; il faudrait donc que les Roumains aient jugé la situation actuelle tout à fait à la légère pour voir autre chose dans ce rapprochement amical des deux pays que la consécration officielle du *statu quo*, impliquant le respect absolu de l'État hongrois et de sa constitution.

Mais si, partant de là, on doit penser sur les bords de la Dimbovitza qu'il est dès aujourd'hui complètement oiseux de se plaindre de la prétendue oppression des Roumains de la Hongrie — ce dont la « ligue » susdite convient elle-même enfin, puisqu'elle interdit publiquement à ses membres toute participation à l'agitation s'y rapportant, — il est, au contraire, du plus haut intérêt pour les Hongrois de vider cette question à fond une fois pour toutes, afin qu'elle ne puisse plus être jamais remise sur le tapis. Car il ne leur suffit pas que ce soit uniquement l'opportunisme de ses propagateurs qui les réduise au silence. Il faut que ceux-ci aient la conviction d'avoir en face

d'eux une Hongrie armée de pied en cap, prête à repousser les attaques aussi bien sur les champs de bataille que sur le terrain des discussions scientifiques.

En vue de ces dernières, plusieurs savants hongrois très éminents — tels que *Paul Hunfalvi*, l'auteur d'une « Histoire des Roumains » et d'un traité sur la langue roumaine, *Paul Királyi* dont on possède un volume latin : « Dacia provincia Augusti », le Dr *Grégoire Moldován*, appartenant lui-même à la nationalité roumaine, directeur de la « Revue magyaro-roumaine, » M. *Ladislas Réthy* avec son livre sur les origines de la race et de la langue roumaine, etc., — ont depuis plus d'un quart de siècle recueilli les arguments les plus irréfutables pour rectifier les erreurs plus ou moins involontaires des historiens roumains *Sinkai*, *Petru Maïor*, *Laurian*, *Hasdeu*, *Hurmusaki*, etc.

Quoique très consciencieusement faits, leurs travaux avaient trop le caractère spéculatif pour éclairer la religion et pour asseoir le jugement du lecteur étranger au sujet de cette polémique des écrivains hongrois et roumains. C'est l'ouvrage considérable de M. le Dr *Benoit Jancsó* : « L'histoire et l'état actuel des tendances nationalistes roumaines », à peine paru, qui est réellement appelé à remplir avec le plus de succès l'office de vulgarisateur auprès du public français sur cette matière, car l'érudition profonde, la sagacité politique et philosophique s'y marient aux réflexions prises sur le vif au milieu du peuple roumain et puisées dans la connaissance la plus parfaite de sa langue et de sa littérature. La théorie de l'origine et de la continuité daciques, les migrations du peuple roumain, son établissement sur le territoire où il vit à présent, les principaux événements de son histoire politique, militaire et religieuse, M. le Dr *Jancsó* les raconte, depuis l'empereur Trajan jusqu'à l'année 1854, non seulement avec des documents en main, mais la plupart du temps en confrontant les versions contradictoires pour pouvoir en tirer des conclusions impartiales à ciel ouvert.

La simple traduction de cette œuvre, qui fait autant d'honneur à son auteur qu'à la littérature hongroise, est malheu-

reusement impraticable à cause du développement que M. le Dr *Jancsó* a été obligé de lui donner par suite de la reproduction intégrale des citations ainsi qu'à cause de l'angle sous lequel elle est présentée et qui suppose une foule de notions, aussi familières aux Hongrois que peu compréhensibles en dehors de leur pays.

Pour faire apprécier quand même sa haute valeur et son importance, il faut donc se contenter de n'en donner qu'une analyse synthétique consciencieuse, composée expressément à l'usage des Français, désireux d'approfondir cette question qui, semblable au fameux serpent de mer, réapparaît périodiquement dans les colonnes des journaux et des revues, en exaspérant tout le monde par son obscurité. Elle en resterait enveloppée, malgré les explications les plus instructives et les plus concluantes de M. *Jancsó*, si l'on n'insistait pas sur le point le plus saillant de ce procès entre Magyars et Roumains, point qui en détermine le caractère féroce tout en le rendant curieux au possible pour quiconque s'occupe de la philosophie de l'histoire, point où se trouvent rassemblées toutes les idées qui remuent actuellement les masses. Car l'animosité que le Roumain ressent contre le Magyar n'est pas seulement politique, — si elle n'était que de cette nature, elle serait intermittente et on pourrait l'apaiser facilement au moyen de transactions, — elle est malheureusement doublée de la haine que les membres d'une caste longtemps humiliée, les fidèles d'une église jadis négligée pouvaient éprouver à l'égard des favorisés, des préférés d'une constitution. De là cet acharnement à se ruer non seulement sur l'État et le gouvernement hongrois, mais sur la race magyare tout entière elle-même, de la dépeindre avec les couleurs les plus odieuses, de lui refuser le droit à l'existence, en un mot toute vertu, toute qualité ou capacité!

Personne ne se doute en France de cette inimitié, comme on y ignore aussi généralement les bons rapports que les partisans d'un empire autrichien centraliste — réactionnaire ou libéral — entretinrent de tout temps avec les Roumains de la Hongrie et de la Transylvanie pour combattre en commun l'indépendance hongroise. Entente que M. *Jancsó* démontre claire-

ment dans le corps de son ouvrage, sans y appuyer cependant plus que de raison, puisqu'en Hongrie on est suffisamment édifié à cet égard et dont il faudra, au contraire, soigneusement indiquer toute l'influence et tous les effets dans les pages suivantes, destinées à faire cesser l'équivoque au dehors sur le bien fondé des revendications injustifiables des Roumains et des droits incontestables de la Hongrie.

Si dans l'accomplissement de cette tâche il n'est pas possible d'éviter la relation et la constatation d'une foule de faits peu flatteurs pour l'amour-propre des Roumains et, par contre, très avantageux pour la bonne renommée du peuple magyar, on doit se rappeler que l'agression vient de la part des premiers et qu'il y a là, en réalité, pour le dernier, un cas de légitime défense. D'ailleurs, il serait fort discourtois si, du côté hongrois, on ne ménageait pas une nation dont le gouvernement ne s'est jamais rendu coupable d'infraction aux lois des convenances internationales. Pour la Hongrie du Millénaire, se montrer conciliante ne peut nullement être interprété comme un indice de faiblesse; que ce dernier tournoi des arguments historiques, des documents ethniques et géographiques, des citations étymologiques se passe donc selon les règles de la plus exquise chevalerie, afin qu'en sortant des lices il soit aisé aux deux adversaires, magyar et roumain, de se tendre la main loyalement et sans arrière-pensée, au profit de la paix du monde, du progrès de leur pays et de la civilisation en général!

Paris le 2 septembre 1899.

LIVRE PREMIER

CONTROVERSES THÉORIQUES

CHAPITRE PREMIER

RAISONS ET NATURE DES REVENDICATIONS ROUMAINES.

Les revendications roumaines au sujet de la possession de la *Transylvanie* et des dix ou douze départements limitrophes de la *Hongrie*, ont une raison d'être d'apparence très sérieuse. Elles se basent sur la configuration géographique des contrées, qui, si on ajoute encore la *Roumanie*, forment un État complet avec le haut plateau transylvanien pour centre. C'est de là que descendent les rivières qui les arrosent : le *Szamos* au Nord, le *Maros* à l'Ouest et l'*Olt* (Aluta) au Sud ; c'est autour des Carpathes orientales, qui le ceignent comme des fortifications naturelles, que les départements hongrois en question, la *Valachie* et la *Moldavie* anciennes, s'étendent jusqu'à la *Tisza* (ou Tibissus), au *Danube* et au *Pruth,* en lui servant pour ainsi dire de zone militaire, qu'une armée, sortant de la *Transylvanie* par les cols de *Vulkan,* d'*Oïtoz* et de *Voeroes-Torony*, ou le long des cours d'eau susdits, peut aisément défendre toujours.

Réunir ces pays en un seul, soit par voie de conquête, soit par leur fédération, semble donc être une nécessité que les *Romains* ont reconnue comme telle au premier siècle de notre ère et les princes indépendants de la *Transylvanie* au dix-septième. De là la campagne de l'empereur *Trajan* contre *Décébal,* roi des *Daces,* visant la prise de sa capitale *Sarmizégéthuse*, clef

du haut plateau précité ; de là les guerres de Gabriel *Bethlen* et de Georges *Rákóczy II*, ayant pour but l'arrondissement du centre par l'adjonction de la zone.

Or il se trouve que ce territoire, d'une superficie d'environ deux cent cinquante mille kilomètres carrés est habité par une population dans laquelle l'élément roumain, parlant la même langue et appartenant en majorité à la religion orthodoxe, entre pour les huit-onzièmes avec 5,038,000 âmes en *Roumanie*, avec 1,277,000 âmes contre 972,000 *Magyars* et *Saxons* en *Transylvanie*, avec 1,309,000 âmes contre 2,770,000 *Magyars*, *Serbes* et *Slaves* dans les départements hongrois. (Il y a encore 208,000 *Roumains* dans la province autrichienne la *Bukowine*, mais, par un illogisme étrange, la mère patrie ne les réclame jamais, ni les sujets roumains de la *Russie* ou de la *Serbie*).

Il eût été extraordinaire si, séduits par la rencontre de leur prépondérance numérique avec cette situation géographique, les *Roumains* ne fussent pas arrivés à la conviction qu'une coïncidence pareille ne pouvait être que providentielle, et qu'ils devaient se considérer en réalité comme le peuple élu de cette terre promise, si riche en produits de l'agriculture et des mines, si propice à l'élevage, en un mot si désirable. Conviction à laquelle les théories récentes sur les droits des nationalités ont donné un corps tangible en opposition aux droits historiques consacrés par les constitutions et les traités internationaux ; conviction dont la légitimité s'accroissait à mesure que la race roumaine avait fait des progrès, matériellement et intellectuellement, pouvant aspirer avec de plus en plus de certitude à l'hégémonie parmi les peuples successivement délivrés de la domination turque et rendus à la civilisation.

Mais si, grâce à ces données avantageuses de la géographie et de l'ethnologie ainsi qu'à leur perfectibilité indiscutable, il était permis aux *Roumains* d'entrevoir le mirage d'une *Roumanie* grande et puissante, jouant le rôle de coryphée à la tête des états de la péninsule balkanique, devant la réalisation de leur rêve il se dressait aussi un obstacle insurmontable, quoique d'apparence longtemps chétive et d'essence abstraite. C'était

la *Hongrie* jadis baignée par la *Baltique, l'Adriatique et* la *mer Noire,* plus tard servant de champ de bataille a la Chrétienté et à l'Islam aux prises, vouée pendant deux cents ans à toutes les horreurs des guerres étrangères et intestines, et enfin se relevant de ses cendres électrisée par le souffle de la Révolution française, avide de liberté et de progrès, brûlant de prendre part aux plus nobles travaux de l'humanité. C'était l'esprit magyar, inébranlablement fidèle aux traditions nationales et cependant prompt à s'enthousiasmer pour les idées qui agitaient l'Occident auquel le catholicisme, la Renaissance, la Réforme l'ont tour à tour attaché par des liens indissolubles. Non seulement un État déjà constitué à l'époque où les noms de la *Moldavie* et de la *Valachie* n'existaient pas encore, mais aussi une organisation sociale complète, dans laquelle on rencontrait les castes essentielles d'une nation viable : aristocratie, clergé, noblesse de robe et d'épée, population citadine et rurale, avec une monarchie héréditaire ou élective à la tête ; castes ayant des devoirs différents et nettement circonscrits à remplir envers le pays, selon les dispositions d'une constitution presque aussi ancienne que celle de l'Angleterre : tandis que les *Roumains*, à peine sortis de la barbarie, ne connaissaient qu'un vayvode autocrate, entouré de ses officiers et de ses fonctionnaires, prêts à exécuter ses moindres caprices et le plus souvent victimes eux-mêmes de ses penchants sanguinaires, et ne comptaient dans leurs rangs que des popes ou des caloyers dépourvus de toute instruction et des pâtres à moitié nomades, réfractaires à toute civilisation.

D'un côté la *Hongrie*, possédant depuis mille ans les cinq onzièmes des contrées précitées avec la race magyare comme classe dirigeante et ayant résisté maintes fois au danger de sa disparition au milieu des orages qui l'assaillirent de toutes parts, et de l'autre les *Roumains* ayant à leur actif de composer la majorité parmi les habitants, d'appartenir à la même religion et de parler la même langue ; ici des *Ouralo-Altaïens* vivant de la vie du monde occidental et devenant par là, en quelque sorte, son représentant en Orient, et là un peuple balcanique élevé dans l'atmosphère de *Byzance* et n'ayant eu sous ses yeux

comme exemple à suivre, que la conduite des pachas turcs ; les uns sont des *beati possidentes* venus, il est vrai, de la mer Caspienne et cependant reconnus comme tels par tous les traités internationaux conclus depuis leur apparition en Europe, et ayant déjà fourni la preuve de leur sagesse politique, de leur courage militaire et de leur valeur intellectuelle, et les autres une puissance, une conception ethnique toutes nouvelles, ne pouvant que promettre et ne pouvant tenir leurs promesses que par le bouleversement général du *statu quo*.

Voilà le théâtre de l'action, voilà les acteurs en présence. Et si l'on combine le premier avec les seconds, on trouve facilement le drame inévitable parce qu'humain : la lutte entre la *Hongrie* et les *Roumains* ayant débuté par une guerre de castes qui se transforme plus tard en guerre de race, pour tourner finalement en guerre de suprématie. Trois aspects les plus féroces de l'inimitié internationale.

« ... Ce ne fut d'abord que le droit à la vie que les Roumains demandèrent, dit l'historien roumain A. D. Xenopol dans son ouvrage *Teoria lui Roesler*, — car ils n'avaient pas encore la conscience de leur nationalité. Aujourd'hui ils ne se contentent plus de l'existence physique et aspirent à la vie morale et intellectuelle aussi, sans laquelle un peuple n'est qu'un vil troupeau. Si nous les avons vus combattre dans le passé avec acharnement pour leur existence matérielle seulement, est-ce qu'ils resteront inactifs quand il s'agira de défendre les biens d'un ordre plus élevé, qui nous sont donnés afin que nous puissions mieux jouir de la vie terrestre? ... Maintenant c'est l'autonomie de leur pays que les Roumains veulent obtenir (des Magyars) à l'aide de laquelle, si elle ne tardait pas, ils pourraient conquérir l'hégémonie (dans les départements mentionnés de la Hongrie et en Transylvanie), car ils y sont les plus nombreux. C'est par des mesures draconiennes que les Magyars répondent à leurs injonctions, ayant le projet de magyariser tout le pays. La situation est pour le moment des plus tendues ; une seule étincelle suffirait pour que le brandon s'enflamme... La haine mortelle que les Magyars éprouvent à l'égard des Roumains ne peut finir qu'avec l'extermination de l'une de ces deux races. »

Et il ne faut pas croire que cette guerre d'extermination, prétendue inévitable, entre les deux peuples soit le produit de la fantaisie et du fanatisme national de *Xenopol* uniquement. Cette pensée a été trop profondément gravée dans la conviction de la majorité des *Roumains*. Les intérêts des Roumains ont toujours été contraires à ceux des Magyars — s'érie *Jean Slavici* dans son étude sur les Magyars (*Studia a supra magharilor. Convorbiri literare*). C'est à cause de cela qu'il n'y a jamais eu une alliance durable entre les deux peuples; cependant la guerre n'a pas été continuelle non plus. A la fin du XVIIIe siècle, il survient cependant un changement notable. Les Roumains deviennent nombreux, leur conscience nationale se réveille, ainsi que le sentiment de leur parenté avec les frères qui vivent de l'autre côté des Carpathes. Leur intelligence commence à se développer; en raison de quoi, ils deviennent, à l'égard des Magyars de la Hongrie, une force menaçante. En 1848 ils ont le premier choc non plus avec la noblesse magyare, mais avec le peuple magyar lui-même. Depuis ce moment-là la lutte continue sans pitié. Leurs intérêts les plus simples sont tellement opposés les uns aux autres qu'un compromis entre eux est inimaginable. Il est donc certain que les Roumains et les Magyars de la Hongrie ne vivront jamais en bonne intelligence. *C'est l'union nationale qui constitue l'idéal des Roumains*. Les Magyars ont le leur aussi : c'est une Hongrie grande et puissante. Mais les deux ne peuvent pas subsister ensemble : les Carpathes ne sauraient appartenir à la fois aux Roumains et aux Magyars. *Les Roumains ne désirent qu'une chose : l'écroulement de la Hongrie*, afin d'en retirer leur part. Or les Magyars acceptent tout, excepté cela. Si les Roumains ne deviennent pas assez forts jusqu'à la culbute des Magyars pour accepter la lutte contre le germanisme, alors la disparition de ces derniers entraînera celle des Roumains également. Si, au contraire, il leur réussit de ne plus faire qu'une âme, de se fortifier intellectuellement, de se rendre puissants par la richesse jusqu'à cette chute probable des Magyars, alors cet événement les conduira au seuil d'une ère nouvelle de prospérité et de grandeur, car en dehors des Magyars il n'y a pas de

peuple en Orient qui puisse disputer la primauté aux Roumains ».

Et comme par ce chapelet d'aveux dépouillés d'artifice, conçu dans le silence des bibliothèques et publié en pleine paix, l'historien roumain ne se sent pas encore assez soulagé, pour porter le coup mortel aux Magyars devant l'aréopage de l'opinion publique libérale de l'Europe, *Slavici* y ajoute l'accusation en règle suivante :

« La noblesse magyare n'a jamais eu une autre signification pour les peuples qui habitent le bassin du Danube que celle que les Turcs ont dans les Balkans ou les Tartares dans la partie méridionale de la grande steppe sarmate. C'est en étrangers et sans s'assimiler à nous que la noblesse magyare vit parmi nous; nos idées n'existent pas pour elle et elle ne sent pas avec nous; elle n'aime pas non plus ni le droit ni la justice, comme nous les aimons; elle ne veut rien savoir de l'amour du prochain et elle ne se trouve nullement en communion avec l'Humanité. Les nobles magyars étaient de tout temps condamnés à vivre comme les princes de Transylvanie à Szeben en festoyant, en buvant, en se promenant et en chassant, en usant du *jus primæ noctis*, qu'ils ont créé eux-mêmes, ou maintenant ne pouvant plus en profiter, en gaspillant leur fortune, gagnée au prix de la sueur des autres, dans des aventures galantes, aux jeux de hasard. »

« Ils n'ont jamais cultivé ou patronné ni les arts, ni les sciences, et ils n'ont su créer en Transylvanie, après une domination inhumainement spoliatrice de plusieurs siècles, aucun monument ayant une valeur artistique : ni un château, ni un palais, ni une église, ni une collection artistique, ni quelque chose de rapprochant. Il n'y a que trois églises monumentales en Transylvanie, et c'est la bourgeoisie allemande qui les a élevées toutes trois; il n'y existe qu'une seule collection de peintures, et c'est encore un Allemand, le baron Bruckenthal, qui l'a fondée. Quant à la noblesse magyare, elle n'a fait que manger et boire! C'est à cause de cela que les peuples habitant les territoires des Carpathes ou le bassin du Danube ont été privés de la civilisation occidentale jusqu'à la paix de Karlovitz,

et à ce moment encore ce n'est pas par l'entremise des Magyars plus proches de l'Occident qu'ils y ont été initiés, mais par les peuples cultivés de l'Occident eux-mêmes, par les Allemands d'abord et ensuite par les Français. »

« Les formes de la vie occidentale civilisée ainsi que la religion chrétienne n'ont été acceptées par les Magyars que pour pouvoir mieux se soutenir dans leur situation. Mais leurs convictions n'avaient pas plus de force que leur foi, aussi sont-ils restés étrangers à nos luttes intellectuelles, comme ils n'ont pas pris part à nos mouvements religieux — mais ils en ont tiré profit. Et c'est précisément la raison à cause de laquelle les nobles magyars sont toujours victorieusement sortis de la lutte, car le combat n'a pas eu lieu avec des armes égales : tandis que les peuples du bassin du Danube perdaient le meilleur de leur sang en défendant les plus grands principes communs à tous, la noblesse magyare ne se battait jamais et dans aucune circonstance que pour ses propres intérêts. C'est seulement aujourd'hui, à la fin du siècle, après la plus fructueuse propagation des principes démocratiques engendrés par la Révolution française, quand les mouvements révolutionnaires tiennent le monde européen continuellement en éveil, que la noblesse magyare se met en communication avec les éléments révolutionnaires de l'Europe, sentant qu'il lui serait impossible de conserver ses privilèges dans une lutte ouverte et désirant qu'on la considère comme la plus dévouée et désintéressée alliée des principes démocratiques. »

« Quoique la chose puisse paraître incroyable, il n'en est pas moins vrai que, comme au commencement du XII[e] siècle, c'étaient les nobles magyars, ces chrétiens de la pire espèce, qui se ruaient sur la Transylvanie pour y répandre le catholicisme, — de nos jours ce sont encore eux, les plus réactionnaires parmi les nobles de l'Europe tout entière qui puissent s'emparer du pouvoir en Hongrie, sous prétexte qu'ils ont la mission d'y propager l'esprit démocratique. Ces gens-là savent si bien dissimuler que du temps de la révolution de 1848 et 49, l'Europe démocratique n'a pas hésité à croire que ce n'étaient pas eux, mais leurs anciens serfs qui combattaient pour le

maintien des institutions féodales. Et cette croyance est devenue après la révolution une vraie conviction grâce aux pérégrinations des émigrés hongrois à travers le monde, qui ne cessaient pas de se plaindre et de se vanter aussi de tout ce qu'ils eussent accompli sans l'intervention de la tyrannique Russie. »

« Ce fut ainsi que la noblesse magyare réussit à faire de sa cause personnelle une cause nationale et à lancer dans la circulation l'idée de transformer l'état hongrois polyglotte en un état national magyar. Sous prétexte de travailler à la réalisation de cette grande idée nationale, la noblesse magyare ne craint pas de dénaturer les institutions, de violenter les consciences, de violer les lois, de dissiper la fortune péniblement ramassée des autres et d'exposer ainsi à des dangers graves la paix intérieure de toute la monarchie. Il lui eût été cependant difficile de continuer ce travail de destruction si la monarchie austro-hongroise ne se fût pas trouvée dans des situations très embarrassées après les événements de 1870 et surtout de 1876 à 1878. Aujourd'hui encore, comme de tout temps, ce n'est qu'en exploitant les dangers qui menacent le pays que les Magyars parviennent à se maintenir. La magyarisation des peuples qui habitent le bassin du Danube et qui ont déjà tant de fois donné la preuve indiscutable de leur fermeté, est une telle absurdité que les chauvins magyars eux-mêmes la considèrent comme un moyen utile seulement pour tenir toujours en haleine le peuple magyar. Et cette idée, ce sont encore moins les hommes d'État de l'Autriche qui peuvent la prendre au sérieux. Il serait donc ridicule de croire qu'ils ne laissent les mains libres aux Magyars qu'à cause de la Triple Alliance qui en a besoin et dont c'est l'intérêt que la Hongrie soit un état homogène, ayant le caractère national magyar. »

« Non! Les Magyars ne peuvent se maintenir qu'en menaçant l'Autriche, la dynastie et la Triple Alliance et en exploitant à leur avantage — comme c'est leur coutume de le faire — la situation précaire où se trouve actuellement le monde en Europe. Nous, les autres nations européennes, nous versons notre sang et nous usons toutes nos forces pour obtenir la

meilleure manière de vivre en bonne harmonie les unes avec les autres. Et pendant ce temps ces Asiatiques-là restent à l'affût, comme ils y sont restés toujours, prêts à dévaliser ceux qui sont tombés morts pendant la lutte! »

Il a fallu plusieurs couches de ressentiments superposées et mûries par le temps — ceux que peuvent avoir les serviteurs et les élèves contre leurs maîtres ou les commençants contre les plus avancés — pour produire la haine profonde que ces lignes exhalent et qui a même sa répercussion dans la poésie littéraire ou populaire roumaine. *Alexandri* la fait sentir dans sa fameuse pièce : « La sentinelle roumaine », qu'il fait placer par sa mère, l'antique *Rome*, sur le bord du *Danube* ou sur le sommet des *Carpathes* afin qu'elle dirige ses yeux d'aigle vers l'Orient. Tout à coup il arrive un aigle pour l'engager à se sauver, car voici l'inondation... voici les *Goths*, les *Huns*, les *Gépides*, les *Longobards*, les *Avares*, les *Bulgares*. Et la sentinelle roumaine ne se sauve pas ; elle reste comme un rocher au milieu des flots... Le *Roumain* ne périra jamais (*românu'n veci nu pere*) et le *Goth*, le *Hun*, le *Gépide*, *l'Alain*, le *Longobard*, l'*Avare*, le *Bulgare* s'enfuient et leur ombre s'évanouit dans le néant! Allégorie dont le sens caché se dévoile dans la bouche du jeune *Tschoban* de la chanson populaire quand il s'écrie : Hé! *Magyar*, hé! que cherches-tu dans mon pays? Mon pays, c'est la *Roumanie*. Que diable! va-t'en d'ici! car si tu ne sors pas de plein gré, je te mettrai à la porte (1).

Exiger que les *Roumains* donnent la raison réelle de leur haine contre les *Magyars*, c'est-à-dire qu'ils avouent ouvertement leur désir de s'emparer de la *Transylvanie* avec les départements limitrophes de la *Hongrie*, serait excessif. D'ailleurs le même *Jean Slavici* ne dit-il pas que « la sincérité n'est

(1) Mài Unguré mài...
Ce cauti în tara mea?
Tara mea'i romàna tara
Dute dracului afarà
Ca cu bine de n'oi vrea
En cu sila te voiù da!

Chanson tirée du volume de G. Teodoresco, intitulé : *Noua mica, poesie comprinzend cele mâi noui romante si cântece populare*, Bucuresci, 1842.

pas une vertu aux yeux des Roumains; leur langue n'a pas de mot pour l'exprimer et ils ne la considèrent nullement comme obligatoire. » (1) Aussi, en face des droits historiques patents et de la force militaire respectable de la *Hongrie*, indissolublement liée à l'*Autriche* par la maison souveraine des *Habsbourg*, recourent-ils à un stratagème scientifique des plus curieux et unique dans son genre pour donner le change et pour faire semblant d'être l'agneau de la fable que le loup magyar poursuit et malmène sur son propre pré. Car ils prétendent, avec le plus imperturbable sang-froid, que le territoire compris entre entre la *Tisza*, le *Danube* et le *Pruth* avec le haut plateau transylvanien pour centre étant le territoire de l'ancienne *Dacie*, que les *Romains* en ayant romanisé les habitants, que ces habitants romanisés y étant restés à travers le moyen âge jusqu'à nos jours, ils sont les rejetons directs du peuple romain, comme leur nom et leur langue l'indiquent péremptoirement.

Contre une prétention nobiliaire pareille il n'y a rien à dire (sinon que noblesse oblige et que porter un nom trop illustre est quelquefois un lourd fardeau), tant qu'elle ne quitte pas le domaine de la spéculation généalogique. Malheureusement, pour donner le coup de grâce aux *Magyars*, les *Roumains* concluent de la légitimité de leur descendance à leur droit au patrimoine, et considèrent comme étant le leur tout ce qui appartenait jadis aux *Romains*. Or la part la plus importante et la plus belle en ayant été incorporée à la *Hongrie* lors de la conquête du pays par les *Magyars*, ils la revendiquent avec l'aigreur de l'héritier qui croit être frustré du plus beau lot d'une succession.

C'est donc de deux côtés opposés que les *Roumains* dirigent leurs attaques contre les *Magyars* : comme *Daco-Roumains* — issus des colons romains de la *Dacie* — au nom des droits historiques, car *qui prior tempore, potior jure;* et comme enfants du siècle au nom des droits des nationalités en vertu desquels se sont formés l'empire d'Allemagne et le royaume

(1) *Die Rumänen in Ungarn und Siebenbürgen*, p. 145.

d'Italie. Aussi, pour y répondre efficacement, sera-t-on obligé de remonter dans l'histoire jusqu'aux événements auxquels font allusion les historiens roumains, d'y chercher avec eux les origines de la race et de la langue roumaines, ainsi que d'en suivre le développement à travers les siècles. Aussi, arrivé à l'époque où il y a déjà des documents authentiques pour constater leur existence, faudra-t-il clairement et minutieusement indiquer les rapports politiques, religieux, militaires, sociaux et économiques entre les peuples magyars et roumains; car ils expliqueront ceux qui peuvent paraître anormaux, contraires aux idées modernes et désobligeamment imputés à la malveillance seule des *Magyars* dans le présent.

Afin de résumer d'avance les résultats de ce travail rétrospectif forcément quelque peu fastidieux, mais que la réhabilitation de l'honneur outragé des *Magyars* rend indispensable, qu'il soit encore permis de citer ici les passages suivants de la septième lettre adressée à *Ghica* par *Rosetti,* le fondateur de l'indépendance roumaine, cités par le docteur Grégoire *Moldován* :

« Les Magyars! les Magyars! Dis, si en prononçant leur nom tu n'as pas envie de te couvrir la tête de cendres! de prendre un pistolet, de commencer par Éliade, et de finir par toi-même! Honte, mille fois honte! Mais que dis-je! malédiction sur ceux, et je suis aussi dans le nombre, par qui la gloire roumaine fut perdue, une longue série de souffrances suscitée, et le plus honteux des esclavages renouvelé! Ah! si nous avions été un véritable gouvernement roumain : la gloire de délivrer le monde de la servitude n'eût pas appartenu aux Magyars, mais à nous, Roumains! »

Paroles d'autant plus mémorables que, tout en dédommageant les *Magyars* des avanies dont ils sont abreuvés par les *Roumains*, elles prouvent que parmi ceux-ci les plus illustres sont assez impartiaux pour avouer la vérité, fût-elle avantageuse à leurs adversaires. Et qu'est-ce que l'impartialité, sinon un acheminement vers le jugement équitable lui-même, condition *sine qua non* de toute entente future, but unique de l'ouvrage actuel.

CHAPITRE II

L'ORIGINE DACIQUE.

Après la mort de *Nerva* (an 98 de notre ère), ayant été élu empereur à *Colonia* (Cologne) — *Trajan* se dirigea incontinent vers la Dacie pour châtier *Décébal* et s'emparer de *Sarmizégéthuse,* la capitale de son royaume.

Conclure de cet empressement à l'importance de l'expédition serait une erreur. Certes les *Daces*, que les mains de fer de *Buribista* avaient su réunir un moment sous le même sceptre, étaient des voisins terribles pour la *Mésie* dès le règne de *Tibère* et forçaient déjà *Vespasien* à prendre des mesures énergiques à leur égard ; mais les incursions qu'ils entreprirent périodiquement sur la rive droite du Danube ne pouvaient menacer que les colonies riveraines : *Bonona* (Widdin), *Darticum, Ad Aquas* (Vidovatz) ou entraver le halage des bateaux romains sur la rive gauche, seule praticable à plusieurs endroits. Car ils n'étaient pas très nombreux, leur pays étant presque entièrement couvert de forêts immenses d'où l'auroch lui-même ne disparut qu'il y a trois siècles et les riches plaines de la *Basse-Hongrie* n'étant pas encore cultivées alors à cause des marais qui s'y étendaient ininterrompus le long du *Tibissus* et y servaient de fossés naturels aux contreforts occidentaux des *Carpathes* de la *Dacie.*

En réalité, il s'agissait là pour *Trajan* plutôt de faire une action d'éclat, que rehaussaient les travaux gigantesques exécutés en amont des *Portes de Fer* et le pont par lequel il les franchit, dont les vestiges étonnent encore aujourd'hui le spectateur. C'était toucher le cœur romain là où il se laissait le plus facilement prendre : aussi lui décerna-t-on le surnom de « Dacique » et consacra-t-on à cette campagne une partie des bas-reliefs de la colonne de Trajan, quoique la victoire ne fût

pas très glorieuse, vu la disproportion de puissance des deux belligérants et que la nouvelle province n'eût qu'une valeur économique, en raison de ses mines.

En tout cas, les récits au sujet de cette conquête étant assez sobres, les passages des historiens romains qui s'y rapportent, sont excessivement précieux. Or voilà ce qu'on lit chez Eutrope (VIII. 3) : « Trajanus, victa Dacia ex toto orbe Romano infinitas eo copias transtulerat ad agros et urbes colendas. Dacia enim diuturno bello Decebali viris fuerat exhausta. »

Eh bien, ces phrases prétentieuses, écrites au quatrième siècle en pleine décadence, ne sont pas moins devenues des brandons de discordes entre *Magyars* et *Roumains* en donnant naissance à la théorie de *l'origine dacique de ces derniers*. Elle a été formulée en premier lieu par G. G. *Sinkai*, religieux à *Balázsfalva* (Transylvanie), de l'ordre de Saint Basile, et publiée dans sa « Chronique roumaine » . (1)

« L'empire des Romains, dit-il à la dixième page de cet ouvrage, serait tombé en décadence rapide si Trajan, le plus vaillant et le plus puissant des empereurs, n'eût pas conquis la Dacie, — excité, d'après Samuel Köleséri, (2) autant par la résistance des Daces que par la richesse du pays. Aussitôt le pont achevé, cet empereur franchit le Danube, défit et écrasa les Daces à un tel point qu'il ne restait personne d'entre eux pour travailler la terre ou pour habiter les villes. Aussi dans la même année, ainsi que dans les deux années suivantes, fit-il venir en Dacie une grande multitude de colons soit de tout l'empire, soit particulièrement de Rome et de l'Italie, comme il appert clairement des inscriptions des monuments funèbres que l'on retrouve encore de nos jours, surtout en Transylvanie. Ces inscriptions nous apprennent que les colons transportés en Dacie ne se composaient pas uniquement de gens appartenant au bas peuple, mais que l'on trouvait parmi eux quelques familles très distinguées aussi. »

Et ayant établi ainsi l'extermination complète des *Daces* et leur remplacement par des colons transportés particulièrement

(1) *Chronica Românilor.*
(2) *Auraria Romano-dacica,* ch. 1, note 5.

de « Rome et de l'Italie, » il continue — pages 46 et 47 du même ouvrage :

« Dans le courant de l'année pendant laquelle l'empereur Aurélien (de 270 à 275) entreprit son expédition contre les Perses, il retira de la Dacie ses légions ainsi qu'une partie des colons et les fit passer sur la rive droite du Danube. Il serait puéril de nier ce fait; mais puéril serait également d'admettre que les colons fussent tous partis pour la Nouvelle-Dacie; car on peut hardiment supposer qu'ils devaient être en grande partie des cultivateurs, et ceux-ci n'abandonnent pas facilement leurs propriétés, surtout après un laps de temps aussi long que celui qui s'est écoulé entre les règnes de Trajan et d'Aurélien. D'ailleurs, comme il est clairement démontré que pendant les années suivantes la rive gauche du Danube appartenait encore aux Romains jusqu'à l'arrivée des Bulgares, — il devient indubitable que, sous Aurélien, la Dacie n'a pas été entièrement évacuée par les colons. Donc les Roumains habitant la rive gauche du Danube descendent des colons romains restés dans l'ancienne Dacie, tandis que les colons ayant traversé le Danube et s'étant fixés dans la Nouvelle-Dacie, ainsi que les Roumains émigrés en Thrace sous Constantin le Grand, doivent être considérés comme les aïeux des Roumains de la rive droite du Danube et que l'on appelle des « Vlahos », ou mieux dit, des « Kotzo ou Kuzo-Vlahos » ou encore des « Tzintzars. » Quant aux Roumains de la rive gauche, on les a d'abord désignés sous le nom de « Romains, » ensuite sous celui « d'Abotrites, » plus tard, sous celui de « Cumans, » de « Patzinakites, » et enfin sous ceux de « Muntyans, » de « Moldaves, » de « Margitéans, » de « Mokanys, » de « Fratutzs. » Mais qu'ils aient porté ou qu'ils portent tel ou tel nom, leurs origines et leurs ascendances sont identiques, c'est-à-dire qu'ils sont tous des *Romains* pur sang, comme c'est surabondamment confirmé par leur caractère et leurs vertus! »

Quoique entièrement terminée, la chronique de *Sinkai* n'a pas pu paraître imprimée pour des raisons que l'on indiquera plus loin. *Pierre Maior* s'est cependant complètement indentifié avec ses tendances et il les a mises en pleine lumière dans son

livre intitulé : *Historia pentru inceputul Romaniloru in Dacia*, paru en 1812. De cette manière, il est devenu, grâce à *Sinkai*, le Moïse de l'historiographie roumaine. C'est à la suite de l'apparition de son livre que s'est enracinée chez les savants roumains la croyance dans la complète disparition de l'élément dace après la conquête romaine, dans l'envahissement de la Dacie par les colons romains.

Admettre cette théorie sans restriction comme *Gr. G. Tocilesco*, l'archéologue très renommé l'admet (1), c'est supposer la possibilité de la disparition complète des *Daces* soit par l'extermination, soit par l'éloignement, et de l'introduction dans la Dacie ainsi dépeuplée d'une nombreuse colonie entièrement romaine ou très romanisée.

Et quelle eût été la raison de l'extermination et de l'éloignement? « Voulant en faire (de la Dacie) — écrit *Tocilesco* — le poste le plus septentrional du romanisme dans le Nord barbare, Trajan ne pouvait se fier assez aux Daces pour les y laisser, ni y amener des étrangers. »

Quoique bien ingénieuse, cette explication n'est pas suffisante car, si elle est très plausible à l'égard des intentions de l'empereur, elle n'éclaircit rien au sujet de l'exécution matérielle. Faire passer au fil de l'épée la population d'une ville assiégée au moment de l'assaut, est chose imaginable; par contre, supprimer la totalité des habitants d'un pays exigerait un effort extraordinaire dont les historiens eussent fait certainement mention, tandis que dans le texte d'Eutrope il n'est question que d'une Dacie *viribus exhausta :* dépourvue d'hommes valides. Donc les femmes et les enfants y sont restés épargnés, assurant d'une part la perpétuation de la race dace et de l'autre la formation d'une nouvelle, issue de l'union des vainqueurs et des vaincus.

Cette hypothèse, les noms propres que l'on rencontre dans les inscriptions des pierres tumulaires, la changent en certitude. Car si à *Várhely*, dans le département de *Hunyad*, sur l'emplacement d'*Ulpia Trajana* de la *Sarmizégéthuse* latinisée

(1) Gr. G. Tocilesco, *Istoria Română*, p. 20-21. Bucuresci, 1887.

par l'empereur *Adrien*, — on trouve déjà des *Bovipal* et des *Andena*, la population romaine y a dû être prépondérante, cependant, à cause des branches diverses de l'administration civile et militaire qui y étaient centralisées et à cause du « concilium trium Daciarum » (Provincia Apulensis, Malvensis et Porollissensis) qui y a siégé; — dans les autres parties du pays les noms daces se présentent à foison. Ainsi à l'*Alsó-Illosva* actuelle, *Sola Mucatri*, vétéran de l'Ala Frontiniana, consacre une pierre votive à *Apollon* et son exemple est suivi par *Aelino Mucapor* et *Mucapius*, cavaliers de la même cohorte. A *Optatiana* il y a un autre *Mucapor ; Nandonis*, *Andrada*, *Bituvantio* meurent à *Potaïssa* en gardant leur nationalité. (1)

On sent dans tous ces noms un penchant à les latiniser; néanmoins la barbarie dace s'y fait jour ostensiblement. Ils prouvent une fois de plus en faveur de la grande loi de la lutte pour la vie des nations, qui veut que l'aristocratie d'un peuple vaincu, pour sauver une partie de son influence et de ses privilèges, se mette à pactiser avec le nouvel ordre de choses, se dénationalise et s'assimile au conquérant étranger. Les survivants de la noblesse dace et de la caste des « tarabostei pileati » voulant prendre part au gouvernement autonome dont la nouvelle province a été gratifiée par la sagesse politique de *Trajan*, devaient se conformer sans retard à la *loi claudienne*, exigeant la connaissance du latin et l'adoption des mœurs romaines de quiconque désirait entrer dans le service de l'État.

Mais la grande masse du bas peuple est restée dace, gardant sa langue et sa religion que l'aristocratie romanisée n'a pas complètement abandonnées non plus. A *Germizara*, il y a un autel élevé par *Sulavi* à la divinité dace *Acuinus*. Et le gouvernement impérial est prêt à tenir compte de ce fait, surtout au Nord-Ouest, où *Resculum* étant une colonie dace pure, il lui accorde le nom de *Vicus Anartorum*, d'après le nom d'une des tribus daces. Voici quelques autres villes ou villages ayant des noms daces : *Aizizi*, *Deuzara*, *Napoca*, *Acidava*, *Porolissum*, chef-lieu d'une des trois provinces créées par *Antonin le Pieux*.

(1) KIRALYI PAL. *Dacia, provincia Augusti*. 2 vol. Nagy-Becskerek.

En 150 après J.-C., *Ptolemaeos* cite 15 villes de la Dacie qui ont la terminaison dace : *dava*.

On peut signaler aussi la présence de l'élément dace dans les rangs de l'armée romaine. *Higinus Gromaticus* réserve à sept cents *Daces* un emplacement spécial dans son camp, établi pour recevoir trois légions — et cela du temps de *Trajan* même quand les souvenirs des hostilités récentes devaient être encore très vifs des deux côtés. Ce sont des légionnaires daces — « I. Aelia Dacorum » et « I. Dacorum » — qui occupent les camps dans les *limes* de la *Grande-Bretagne*. Ils ont conservé pour enseigne le dragon volant, qui était celui de la nation dace, ainsi que le sabre recourbé, à côté de l'épée droite des légionnaires.

En parlant *d'Antonin le Pieux*, *Capitolinus* rappelle parmi les peuples, que ce successeur de l'empereur *Adrien* a terrassés, les *Daces* (1). Mais il s'agit là probablement des *Daces non asservis*, qui campaient en dehors et au Nord de la province romaine et dont le proconsul *Sabinianus* ramène 12,000 dans « notre Dacie », comme dit *Dion Cassius*. Au surplus, on rencontre sur tout le territoire de l'empire des inscriptions avec des noms daces, parmi lesquels il y a des *Décébal* nombreux et auxquels il est ajouté la mention : « natione Dacus (2) ».

Tout en paraissant abonder dans le sens des défenseurs de l'origine dacique *Mommsen* s'exprime ainsi à cet égard : « L'empereur entra de nouveau dans la capitale ennemie, et *Décébal*, après avoir lutté contre l'adversité jusqu'au dernier moment, et étant convaincu que tout était perdu, s'y suicida (107). Alors la guerre se continua non plus pour la liberté, mais pour l'existence du peuple. On chassa la population autochtone de toutes les contrées avantageuses et on y fit venir pour l'exploitation des mines, en partie des montagnes de la Dalmatie, mais surtout de l'Asie Mineure, une population n'appartenant à aucune nationalité déterminée. Dans certaines parties de la province, la population autochtone s'est cependant

(1) *Et Mauros ad pacem postulandam coejit, et Germanos et Dacos et multas gentes et Judæos rebellantes contudit per præsides et legatos.*

(2) ROESLER, *Romanische Studien*, p. 45.

conservée, sa langue est devenue même la langue dominante. Ces Daces, ainsi que les tribus daces des contrées avoisinantes donnaient même plus tard, surtout sous *Commode* et *Maximien*, beaucoup de fil à retordre à leurs vainqueurs. (1) »

La coexistence d'une population dace et des colons romains étant démontrée et partant de là l'origine purement romaine des *Roumains* étant devenue inadmissible, les plus chauvins des historiens roumains se consolent avec la théorie de la romanisation totale de la première par les derniers. « Les cent soixante sept ans, pendant lesquels a duré la domination romaine en Dacie — dit *Tocilesco* — ont largement suffi pour y faire naître une nationalité nouvelle... la race roumaine. » *Xenopol*, — bien qu'il ne soit pas de l'avis de *Sinkai* relativement à la disparition des *Daces*, à cause de quoi il s'attira des anathèmes en règle de la part de *Densusiano* — n'affirme pas moins « que la population dace s'est romanisée soit par les liens du mariage, soit en latinisant ses noms propres ou en acceptant la langue et l'écriture latines. Le Roumain actuel est donc le produit du mélange du sang dace et romain, mélange dans lequel. cependant, l'élément romain prédomine. C'est plutôt relativement au physique que les Daces ont contribué à la formation de la race roumaine. La manière de penser, le sentiment, la langue accusent la provenance romaine. » (2) « Mais il y a encore bien d'autres choses dont le Roumain hérite du Dace ; tels sont la coiffure, les vêtements, la manière de construire ; même le type du visage, qui rappellent à s'y tromper les figures daces de la Colonne de Trajan. (3) »

Pour *Hasdeu* — l'auteur de l'article : *Strat si substrat* (Genealogia poporelor Balcanice) (4) « c'était la civililisation latine seule qui pouvait s'étendre entre le Balkan et le Danube sans entraves au-dessus de la couche thrace, se métamorphosant ainsi dans la nationalité roumaine de la rive droite du Danube, parallèlement à la nationalité roumaine de la rive gauche du

(1) Th. Mommsen, *Römische Geschichte*, vol, 5 p. 203.
(2) A. D. Xenopol, *Istoria Românilor*, p. 22-23. Jassy.
(3) — — *Teoria lui Roesler*, p. 40.
(4) *Revista nuova*. 1892, n° 1 et 2.

Danube et des Carpathes, formée un peu plus tard par ces deux éléments constitutifs : le Romain et la branche dace des Thraces. »

Accepter la fusion des *Romains* et des *Daces* sans vouloir faire passer certains faits sous silence, mais à la condition qu'elle profiterait exclusivement au romanisme, c'est tomber dans l'erreur de *Sinkai* et de *Maior* avec une teinte de science et de discernement. Car, pour que la romanisation de la *Dacie* puisse devenir un fait accompli dans l'espace de cent soixante sept ans, il eût fallu qu'elle constituât aux yeux des *Romains* une nécessité politique et stratégique absolue. Or la situation de la *Dacie* dans le cadre de l'empire romain n'était pas de nature à imposer au gouvernement central l'obligation de recourir aux mesures extraordinaire qu'une romanisation si rapide eût exigées. « La conquête de la Dacie n'a pas été aussi profitable à la défense des frontières dans le bassin du Danube qu'on pouvait s'y attendre — écrit *Mommsen* dans son ouvrage cité (page 205). Un déplacement réel de la ligne défensive n'en est pas résulté. Aussi la nouvelle province n'était-elle administrée que comme une position excentrique, n'étant en contact avec le territoire romain proprement dit qu'au Sud par le Danube et dont les trois côtés s'enfonçaient complètement dans les pays barbares. »

Une fois admis qu'il n'y avait aucune raison pour effectuer le colonisation de la Dacie dans des conditions extraordinaires, c'est l'examen de la situation générale de l'empire au moment de cette colonisation, ainsi que des mesures administratives prises en vue de la colonisation qui s'impose à la réflexion.

« L'histoire de l'empire romain nous apprend clairement, écrit M. *Jancsó*, qu'à l'époque de la conquête de la Dacie par Trajan la force vitale de la race romaine se trouvait déjà en pleine décadence; Rome était déjà moralement, intellectuellement et matériellement anémiée. On voyait s'abaisser la valeur intrinsèque de la race à vue d'œil; on constatait la stérilité croissante des familles, la disparition graduelle du caractère romain pur. La faculté d'assimilation et d'absorption du peuple romain était complètement affaiblie par l'introduction

incessante des éléments étrangers. Il ne pouvait plus être question de coloniser avec l'excédent de la population de l'Italie. Aussi est-ce Trajan, le vainqueur de la Dacie lui-même qui interdit le recrutement des colons en Italie... Les quelques Bénéventains, Carsulais et Romains qui s'étaient fixés en Dacie, n'y étaient pas amenés par force, mais par l'appât du gain commercial et industriel ou de l'avancement dans la carrière militaire. »

Quoique partisan de l'origine dacique des *Roumains*, le docteur *Jules Jung* cite lui-même le passage suivant : « (Marcus Antonius Philosophus) Hispaniis exhaustis Italica allectione *contra Trajani præcepta* verecunde consuluit. » Un démenti plus catégorique n'aurait pas pu être donné, même avec préméditation, à *Sinkai* et à *Maior* relativement à l'origine des colons de la *Dacie*.

D'après le texte déjà mentionné de *Mommsen*, ces colons venaient surtout de l'*Asie-Mineure*. « Nous trouvons parmi eux, dit encore *Jung* (2), des Bithyniens, des Cariens, des Galatéens et des Syriens dans le sens le plus élargi du mot. Ils ont emporté de leur ancienne patrie leur religion orientale et le culte de leurs dieux nationaux dans la province nouvellement colonisée. C'est là qu'a débuté le culte de Mithras et d'Isis, propagé par les Grecs et les Orientaux, et c'est de là que s'est répandu plus tard dans tout l'empire comme une spécialité de la province, que l'on ne rencontrait nulle part ailleurs. »

Leur ville principale est *Napoca* où réside leur chef, le *spiriarche Germanicus*. A *Micia* il est question dans les inscriptions d'un *Aelius Pergamianus*, à *Apulum* d'une *Isidora domo Asiæ;* dans cette ville les *Lydes* sont nombreux. Deux adorateurs du dieu-serpent *Glicon* sont originaires de la *Paphlagonie*. Les *Galates* considèrent leur séjour à *Napoca* comme temporaire. Ils s'intitulent : *Galatæ consistenses*. Par contre, ils fondent des associations (*collegia*) à *Micia* et à *Germizara* pour défendre leurs intérêts, leur religion. On rencontre à *Sarmizégéthuse* des

(1) Dr Jules Jung, *Die romanischen Landschaften*, p. 382.
(2) — — *Römer und Romanen in den Donauländern*, p. 89-90.

Taviens. Le contingent de la *Cohors I. Cretulorum*, en garnison à *Apulum*, vient également de l'*Asie Mineure*.

Les *Syriens*, ces *Sémites* à moitié hellénisés, contribuent en fractions importantes à la population civile et militaire de la *Dacie* nouvellement colonisée. A l'endroit où se trouve actuellement *Héviz*, ils sont tellement nombreux qu'ils ont un cimetière à part. A *Sarmizégéthuse*, plusieurs d'entre eux se réunissent pour élever un autel à *Mithras;* un second y est consacré au « Jupiter dolique » par les commerçants syriens de l'endroit, orgueilleux de leur nationalité. Pour le service des places fortes on emploie de préférence les *Commagènes* plus robustes, et à côté des *Ituréens*, ces archers célèbres, on constate la présence de quelques rares *Israélites* aussi : celle de *Cittius Jiovai*, de *M. Chrestus*.

Les *Palmyriens* ne manquent pas non plus à l'appel. Sur le territoire du *Karansebes* actuel campe un *numerus Palmyraenorum,* dont l'officier — *optio* — est *Guras*, fils de *Jiddei*. La même inscription parle d'*Aelius Habibis*, qui se donne le titre de « pontifex ». Il y a des *Palmyriens* dans les garnisons de *Porolissum* et de *Potaïssa* où à leurs noms se mêlent ceux appartenant à des *Palmyriens* civils aussi, qui étaient très probablement des ouvriers.

En fait de légionnaires et de colons recrutés en *Europe*, il faut d'abord mentionner les *Hispano-Ibériens*. Originaire de ces pays, *Trajan* employait pour la guerre de guerillas principalement ses compatriotes. Il y en avait qui combattaient à pied comme il y en avait dans les rangs des cavaliers formant la garnison de *Largina*, surveillant les chemins qui conduisaient au cœur de la province, gardant le « castrum » de *Micia*.

Les *Bataves* et les *Ubiens* représentaient la *Germanie*, les soldats de la XIII *Gemina* la *Pannonie* et ceux de la V *Macedonica* la *Mésie*. C'est au camp de l'*Also-Kosaly* actuel que *Trajan* place la *Cohors I. Britannica miliaria civiorum* et c'est le 22 mars 129 que l'empereur *Adrien* renvoie dans leurs foyers ses vétérans gaulois dont les descendants fournissent les hommes de la « cohors dacica ». Plus tard leur cavalerie se trouve incor-

porée dans une même « *ala* » (corps) d'abord avec les *Pannoniens* et ensuite avec les recrues venant du *Bosphore*. La « canaba » d'*Apulum* nomme *Fabius Ibliomarus* décurion : il est originaire de la *Gallia Belgica*.

Le rôle que les *Thraces* jouent en *Dacie*, n'est pas à dédaigner non plus. Il y en a qui séjournent à *Optantia* et une de leurs tribus (celle des *Besses*) est spécialement mentionnée dans la « honesta missio » à laquelle l'empereur *Adrien* appose sa signature à la date plus haut citée.

Et afin que la réduction en raccourci de la composition ethnographique de l'empire tout entier soit complète, la *Vexillatio Mauritanorum Caesarensium*, dont le quartier général était à *Tibiscum*, rappelait l'*Afrique* comme l'un des « duumvir » de *Sarmizégéthuse*, nommé *P. Aelius Theimes*, citoyen romain arabe, — d'après le comte *Géza Kuun*, le distingué archéologue transylvanien, — originaire de la tribu arabe des *Teim*, qui, ne voulant pas renier sa nationalité, ne craignit pas de donner à une de ses filles le nom de *Zabidol*.

En face de cette population si bizarrement composée et si bariolée, les *Illyriens* seuls peuvent compter comme appartenant à l'élément romain véritable. On les a fait venir expressément de la *Dalmatie* pour l'exploitation des mines. Aussitôt après la conquête, écrit *Jung*, *Trajan* s'occupa de la colonisation des *Pirutes* pour les installer dans les « Montagnes à minerais » (Érczhegység). Leurs noms reviennent assez fréquemment sur les tablettes en cire. A cause d'eux, *Alburnus maior*, l'endroit le plus riche en mines d'or, s'appellera tout bonnement *Vicus Pirustarum*. Mais les *Dalmates* ne sont pas rares ailleurs non plus; il suffit de faire allusion aux deux individus venant d'*Aequum*, qui reposent à *Apulum* en compagnie d'un autre « *Dalmatus princeps adsignatus ex municipio Splono*. »

Après avoir passé en revue de cette manière toute la population civile et militaire que l'administration impériale romaine a introduite en Dacie, admettre qu'elle eût pu romaniser pour toujours une province à peine soumise et si éloignée du centre de l'empire, dans le court espace de 167 ans, serait de l'illo-

gisme pur. Que la couche supérieure des colons, devenue avec le temps la classe dirigeante dans les municipes, que le corps des officiers aient eu le latin pour langue maternelle ou qu'ils aient été au moins des citoyens romains latinisés, on se l'imagine aisément. Mais il est très probable aussi que la grande masse de ce personnel recruté dans tout l'univers ne considérait le latin que comme une langue officielle dont elle ne se servait que dans l'intimité. Ceux qui étaient originaires de l'*Asie Mineure* et comme on a pu le voir plus haut, ils formaient la majorité, employaient volontiers le grec même dans la vie publique, puisque l'on trouve plusieurs inscriptions ainsi qu'une tablette de cire rédigées dans cet idiome.

Du reste, le romanisme de la *Dacie* ne pouvait ressembler en rien au romanisme des autres provinces de l'empire. « Dans la haute Italie, dans les Gaules, en Ibérie et en Pannonie, etc., il était le produit de la dénaturalisation complète des peuples déjà assez développés, — produit qu'engendrait d'une part l'usage d'une langue nouvelle et d'une nouvelle manière de penser et, de l'autre, la fusion des immigrés avec les races autochtones des Ibères et des Celtes. En Dacie, autant qu'on peut en juger approximativement, dans ce pays n'ayant qu'une population très clairsemée et très hostile aux immigrés, on ne pouvait créer qu'une province d'un caractère purement colonial, où le romanisme était impuissant à prendre racine, parce qu'il lui manquait le terrain propice que lui offraient dans les contrées citées les peuples intellectuellement conquis » (1).

Il faut se rappeler encore que la *Dacie* n'a jamais été entièrement colonisée, même avec cet amalgame extraordinaire des colons dont on vient de fournir la description ethnique. La vie romaine ne florissait que dans la partie orientale du département de *Temes*, dans celui de *Krassó — Szörény*, situé en *Hongrie*, dans le Sud-Ouest et dans le centre de la *Transylvanie* et enfin dans la *Petite-Valachie* actuelle. Et là elle se concentrait dans *Ulpia Trajana* ainsi que dans les villes mi-

(1) Roesler, *Romänische Studien*, p. 45

nières des alentours. Dans le reste de la *Dacie*, elle s'affaiblissait graduellement pour se réduire finalement aux seuls postes militaires. En dehors de ceux-ci on n'y rencontre aucune trace de la civilisation ou de l'administration romaines.

Et combien aurait-il fallu pouvoir travailler systématiquement sans interruption et d'après un plan bien conçu, pour faire de toutes ces races une seule nationalité qui fût susceptible de supporter les orages d'une longue suite de siècles, tout en étant très éloignée de *Rome*! Or, dès le règne du successeur immédiat de *Trajan*, on est inquiété en *Dacie* par les précurseurs de la migration des peuples : les *Jazyges* et les *Rhoxolanes* se révoltent dans le voisinage de la nouvelle province. Ce fut alors qu'*Adrien* fit démolir le pont de *Trajan*, car, selon *Dion Cassius*, il craignait « que les Barbares n'eussent raison des troupes auxquelles était confiée la garde du pont et qu'ils n'y trouvassent un passage facile pour envahir la Mésie » Voilà comment la politique agressive de *Trajan* se change chez *Adrien* en politique défensive sous la pression des circonstances!

En 167, du temps de *Marc-Aurèle*, ce fut le tour des *Marcomans*, des *Quades*, et des *Jasyges* encore de traverser le *Danube* et de dévaster les provinces limitrophes et conséquemment la *Dacie*. La commotion que cette attaque a exercée sur cette province nouvellement colonisée a dû être considérable, car des pièces d'argent enfouies à *Tibód*, — dont la plus récente date de 167, — des mines comblées à *Verespatak* et renfermant des tablettes de cire écrites dans les années 131 à 167, prouvent à l'envi les inquiétudes de la population de la *Dacie* à cette époque.

Dans l'espoir d'y obtenir des terrains et une haute paye, la tribu vandale des *Astingues*, conduite par *Rhaos* et *Rhaptos*, avait grand désir de s'allier aux *Romains*. Mais, son vœu ne s'accomplissant pas, elle laisse en 172 les femmes et les enfants en otages chez le gouverneur *Clemens* et s'empare du territoire des *Costobotes*, tout en causant des dégâts sérieux en *Dacie* également. Alors un autre corps des *Germains*, les *Dacringues* ou les *Lacringues*, craignant que *Clemens* ne les livre aux

Astingues les attaquent et les anéantissent à tel point qu'ils deviennent impuissants à nuire dorénavant aux *Romains* et se fixent même quelque temps après sur les rives des *Körös*.

Septime-Sévère renforce les garnisons de la *Dacie* avec la légion *V Macedonica*. Son fils *Caracalla* est en guerre avec les *Daces* non asservis et, quand ceux-ci deviennent ses alliés, il en obtient des otages, qui, d'après *Dion Cassius*, furent renvoyés par son compétiteur *Macrin*, car, tout en ayant déjà suffisamment ravagé la *Dacie*, ils ne parlaient de rien moins que de sa complète destruction.

Au bout de quelque temps, ce sont le *Carpes*, consanguins des *Daces*, qui se mettent à dévaster la *Dacie*. En les fuyant, la mère de l'empereur *Maximin* se réfugie en *Pannonie* (1). Cet empereur se battra avec les *Daces* plus tard aussi, d'où son surnom *Dacicus Maximus*, tandis que *Dèce*, ayant fait repeupler *Apulum* et fortifier toute la province, s'appellera *Restitutor Daciarum*. Et on ne peut restaurer que ce qui a été détruit!

En 258, quand les *Goths* envahissent l'*Asie Mineure*, ils traversent la *Dacie* sans être inquiétés, d'où il résulterait qu'à ce moment cette province n'avait plus de gouverneur romain. La frappe des monnaies daces commencée sous *Philippe l'Arabe* (244-249) cesse en 257. Les dernières inscriptions de la *Dacie* datent de l'époque de *Gallien* (260-268). C'est alors que rivalisent pour le pouvoir les 30 *tyrans*, dont l'un, C. *Publius Regulianus* prétend être le descendant de *Décébal*. Après la mort de *Claude* victime de la peste pendant sa campagne contre les *Goths*, les légions proclament *Aurélien* empereur (270). Mais il a à peine le temps de s'installer sur le trône, et déjà, encouragées par la mort de son prédécesseur, des hordes nouvelles de *Goths* et de *Vandales* traversent le *Danube* en plusieurs endroits. *Aurélien* les défait mais après sa victoire il est obligé de se montrer pacifique à cause des *Germains*, prêts à envahir l'*Italie*. Sa défense exige toutes les forces disponibles de l'empire. Ne pouvant pas le protéger dans toute la longueur du *Danube*,

(1) Lactantius, *De mortibus persecutorum*.

l'empereur abandonna sa partie inférieure, c'est-à-dire la *Dacie*, d'où les légions *XIII Gemina* et *V. Macedonica* avaient été déjà retirées et conduites en *Macédoine* dès 260. « Voyant que l'Illyrie était dévastée et la Mésie ruinée — dit *Vopisque* — Aurélien prit le parti d'abandonner la province constituée par Trajan au delà du Danube et il en retira l'armée ainsi que les habitants civils, car il crut que la conserver serait impossible. Il fit transporter toute cette population dans le centre de la Mésie, qu'il appela *sa* Dacie et par là il fit une séparation entre les deux Mésies » (1). Passage qu'*Eutrope* reproduit presque mot à mot dans son précis de l'histoire romaine dédié à l'empereur *Valens* (2).

Dans les annales de *Rome*, l'épisode dacique, en somme d'une importance très secondaire, se termine par cet exode. Aussi les grands historiens, selon le vieil adage : *de minimis non curat praetor*, s'en occupent-ils peu et s'empressent-ils, animés par le grand souffle de la Renaissance, d'accepter, sans l'approfondir, sans l'examiner de près, la théorie de *Sinkai*. Car, tout en donnant une origine illustre au peuple roumain, elle augmente le nombre des nations qui appartiennent à la race latine, elle exalte la grandeur romaine, elle élargit l'orbite de l'influence que la ville aux sept collines a exercée sur le monde à la veille même de sa déchéance politique définitive.

(1) Flavius Vopiscus, 39. *Cum vastatum Illyricum ac Moesiam deperditam videret, provinciam Transdanuvianam, a Traiano constitutam, sublato exercitu provincialibus reliquit, desperans eam retineri posse, abductosque ex ea populos in Moesia collocavit, appellavitque suam Daciam, quo nunc duas Moesias dividit.*

(2) Eutropius, IX, 15. *Provinciam Daciam, quam Traianus ultra Danubium fecerat, intermisit, vastato omni Illyrico et Moesia, desperans eam posse retineri; abductosque Romanos ex urbibus et agris Daciæ, in media Moesia collocavit et est in dextra Danubio in mare fluenti, quam ante fuerit in leva.*

CHAPITRE III

LA CONTINUITÉ DACIQUE

Les textes qui se rapportent à l'évacuation de la *Dacie* par les *Romains* ne sont pas moins rares que ceux relatifs à sa conquête. Il ne faut pas être étonné conséquemment si les lignes plus haut mentionnées de *Vopisque* ne manquent pas de commentateurs. C'est *Toppeltinus* né en Transylvanie, à *Medgyes* — qui attire principalement l'attention parmi ceux-ci, à cause de son livre publié à Lyon en 1667 sous le titre : *Origines et occasus Transsylvanorum*. Car il ne s'y efforce pas seulement de prouver que les *Roumains* de la *Transylvanie* descendent directement des colons de *Trajan*, mais il ajoute encore que c'est spécialement à eux, c'est-à-dire aux habitants romanisés de la province qu'*Aurélien* a abandonné la *Dacie*. Pour arriver à cette conclusion, il se base sur l'expression : « *Aurelianus provinciam sublato exercitu provincialibus reliquit.* » Sa manière de voir est complètement partagée par d'*Anville*, l'auteur d'un article publié en 1771 sous le titre : *États formés en Europe après la chute de l'empire romain en Occident*, d'où *Gibbon* tire ses renseignements. « Une population nombreuse est restée néanmoins longtemps dans l'ancienne Dacie, dit-il, car elle considérait l'émigration comme plus pénible que la domination des Goths. Et en agissant ainsi, ces Romains dégénérés rendaient un grand service à l'empire auquel ils avaient tourné le dos, car ils ont propagé les notions élémentaires de l'agriculture, les métiers utiles ainsi que les mœurs de la vie civilisée parmi les Barbares qui les avaient conquis. Il s'est formé peu à peu un contact commercial, intellectuel entre les deux rives du Danube. Aussi la Dacie devenue indépendante figurait-elle comme le boulevard le plus propice à la défense de l'empire contre les incursions des Barbares du Nord (1).

(1) GIBBON : *The history of the Decline and Fall of the Roman Empire* Chapter IX, vol. II.

Après la théorie de l'*origine dacique* voilà son corollaire : celle de la *continuité dacique!* Après avoir accordé aux *Roumains* des ancêtres romains, les voici maîtres de la *Dacie* abandonnée!

Or le véritable sens de la citation de *Toppeltinus* ne s'explique que par la proposition principale relative qui la complète : *abductos que ex ea populos in Moesiam collocavit*. Il est clair que les mots : *populos* et *provincialibus* indiquent un contraste très sensible entre les fractions d'origine différente des habitants. *Populos* désigne les *Romains* ou tous ceux qui figuraient comme tels, tandis que *provincialibus* comprend les populations qui sont originaires de la province elle-même. Donc il s'impose ici un choix : ou il faut admettre que les *Roumains* sont descendants des *Romains*, et alors la continuité dacique est une fiction, les *Romains* ayant évacué la *Dacie*, ou il faut opter pour la continuité dacique, et alors se résigner à n'avoir pour ancêtres que des provinciaux, c'est-à-dire des *Daces*.

D'ailleurs *Eutrope* substitue au mot *populos* celui de *Romanos*, pressentant les controverses et voulant les éviter, en quelque sorte par une expression plus précise. Vaines précautions! Les historiens roumains ne se laissent pas démonter si facilement et n'en affirment pas moins soit que les Daco-Romains vivaient sous les Barbares, dans leurs villages et au milieu de leurs champs aussi paisiblement qu'auparavant et en constituant la base la plus solide de l'ordre social, en civilisant même leurs vainqueurs goths, huns, gépides, bulgares et magyars, — c'est l'avis de *Maior*, de *Laurian* et de l'Allemand *Jung*, — soit qu'ils se sont réfugiés dans les montagnes et dans les forêts et qu'ils y ont vécu jusqu'au moment où, les temps devenant meilleurs, il leur a été possible de regagner les vallées et les plaines abandonnées, comme se l'imagine *Xenopol*.

Et cela aurait été dans ces conditions en tout cas rustiques ou demi-sauvages qu'une population, n'ayant reçu, dans les 167 ans de domination romaine que la teinte du romanisme selon *Jung* lui-même, eût pu résister à neuf siècles de vicissitudes, depuis *Aurélien* jusqu'à la première apparition docu-

mentée des *Roumains* en *Hongrie*! Le romanisme incomparablement plus intense et plus ancien de la *Pannonie,* de la *Norique* et de la *Bretagne,* n'exigeait pas tant de temps pour disparaître sans laisser la moindre trace.

« La circonstance — dit néanmoins *Tamm* (1) — que les Roumains du Nord habitent le même endroit où s'est formée une population romanisée du temps de Trajan, parle d'une façon tellement décisive et convaincante en faveur de sa continuité et de sa parenté directe, que nous le pouvons considérer comme une preuve irréfutable et déterminante. »

Cependant cette coïncidence de la situation géographique de la *Dacie* et des territoires aujourd'hui habités par les *Roumains* — quoique surprenante évidemment — ne peut profiter en rien à la théorie de la continuité dacique. Car il est indiscutable qu'en *Transylvanie* les noms géographiques sont d'origine slave ou magyare, surtout si l'on considère ceux qui se rapportent à des montagnes, à des fleuves, à des villes ou villages en évidence et dont on peut supposer qu'ils ont été donnés très anciennement. *Roesler* dit que dans les documents transylvaniens datant du douzième siècle les noms de communes, de vallées, de montagnes et de ruisseaux ne manquent pas. Si les *Roumains* eussent été les habitants du pays déjà depuis plusieurs siècles, on trouverait parmi ces noms quelques-uns ayant l'origine roumaine.

On ne rencontre des noms roumains géographiques en Transylvanie que dans les contrées habitées par les *Roumains*. Oui, mais ailleurs on les a magyarisés, prétendent les défenseurs de la continuité dacique — sans excepter l'allemand *Jung*, les *Hongrois* étant toujours partisans de la magyarisation à outrance. Si cela est vrai, il est curieux que cette manie de magyariser ne se soit manifestée qu'au sujet des noms géographiques roumains et non pas en même temps au sujet des slaves aussi qui se rencontrent cependant très fréquemment dans les contrées les plus magyares de la Transylvanie.

Hasdeu, *Onciul* et, en général ,la plus grande partie des

(1) Traugott Tamm, *Ueber den Ursprung der Rumänen*, p. 39

auteurs roumains sont d'avis que c'était dans les départements *d'Also-Fehér*, de *Hunyad* et dans la *Petite-Valachie* où la vie romaine battait son plein depuis *Trajan* jusqu'à *Aurélien;* c'est donc là qu'il faudrait chercher le berceau du roumanisme, c'est donc là qu'on devrait rencontrer le plus grand nombre de noms géographiques d'origine romaine. Et les noms géographiques d'origine slave y sont dans la même proportion prépondérante que dans le restant de la Hongrie, *Gyulafehérvar* devrait s'appeler en roumain *Alba-Julia*, car c'est la traduction latine du mot hongrois, et les Roumains l'appellent *Belgrad*. *Varhely* le célèbre *Ulpia Trajana*, se dit aujourd'hui en roumain, *Gredistye*. Par contre, dans le comitat de *Hunyad*, où les *Roumains* habitent aujourd'hui en masses compactes, on trouve nombre de villages ayant le nom slave : *Briznik*, *Tirnova*, *Tirnovitza*, *Sztregonya*, *Branyicska*, etc. démontrant à l'évidence que la population autochtone du comitat a dû être slave avant l'arrivée des *Magyars*.

Pour expliquer cette anomalie *Hasdeu* (1) fait plus d'une tentative. Il prétend « que l'influence des Slaves sur la langue roumaine est surtout d'essence civilisatrice. Elle a commencé après le neuvième siècle avec le cyrillisme ; elle s'est fait sentir dans la langue du peuple et dans les dénominations géographiques ; car elle a été soutenue par l'usage officiel, la liturgie et la mode pendant huit cents ans, c'est-à-dire jusqu'en 1700. » Or la langue slave n'a jamais été ni officielle, ni liturgique, ni à la mode en *Hongrie* et cependant il n'y a pas d'arrondissement dans le royaume où l'on ne puisse rencontrer des noms géographiques slaves facilement. D'autre part, la langue latine était officielle, liturgique et jusqu'à un certain point même usuelle, et cependant il n'y a pas un seul nom géographique d'origine latine dans le pays. Double analogie qui démontre qu'il ne s'agit pas dans les noms géographiques d'influences ou de pression, mais de traditions remontant aux habitants autochtones de la *Hongrie* qui ne pouvaient être que des Slaves.

Pour fournir une preuve irréfutable en faveur de la conti-

(1) HASDEU, *Istoria critica*, I, p. 305.

nuité dacique, *Pierre Maior* s'étend longuement sur les relations des *Huns* et des *Roumains*. D'après son dire, elles étaient des plus amicales. C'est en *Dacie*, et, partant de là, c'est au milieu des *Roumains* que sont nés *Attila* et ses hommes. Aussi parlaient-ils presque tous la langue ausonienne, — c'est-à-dire la langue roumaine actuelle, car en *Dacie* la majorité de la population se composait de *Roumains*, et les *Huns* ne représentaient que la minorité dominante, il fallait que ces derniers se servissent, à côté de leur propre langue, de la langue ausonienne, ainsi que cela se passe encore aujourd'hui en *Transylvanie*, où la minorité magyare presque tout entière parle le roumain. Pour se convaincre de la véracité de cette assertion, on n'a qu'à consulter le rapport diplomatique du rhéteur *Priscus* datant de 448, dans lequel il semble spécialement souligner que la langue ausonienne était assez familière aux *Huns*. Et comme *Priscus* ne manque pas de faire une différence entre le latin et la langue ausonienne, il est clair comme le jour que celle-ci ne pouvait être autre chose que la langue de la population de la *Dacie*, c'est-à-dire le roumain actuel.

En consultant le récit de *Priscus* lui-même, on n'y trouve naturellement pas un seul mot de tout ce dont le « Moïse de l'historiographie roumaine » parle avec tant d'assurance. Voilà ce que raconte l'ambassadeur byzantin : « Ces populations de Barbares variés n'aiment parler que leur langue, soit le hun, soit le goth, ou encore la *langue ausonienne* s'ils s'adressent aux *Romaïons*. » Ce fut dans cette langue que *Priscus* parla avec le *Scythe*, son voisin de table, au banquet qu'*Attila* donna en l'honneur de l'ambassade. Le bouffon *Zerkon* mêle également des mots goths et ausoniens à sa conversation pour égayer les convives. Mais comme dans son rapport *Priscus* ne fait jamais mention de la langue latine, on peut en conclure que son silence témoigne en faveur de l'indentité du latin et de l'ausonien, contrairement aux assertions de *Pierre Maior*. Quant à ces *Romaïons*, c'étaient d'après le roumain *Onciul* (1) lui-même, — des *Romains* véritables, quoique sujets byzantins,

(1) *Convorbiri literare*, XIX, 1885.

qui venaient de l'*imperium;* on les a toujours distingués des *Hellènes* proprement dits ainsi que de leurs colons établis sur les bords de la mer en *Illyrie* et en *Thrace*.

Il est encore à remarquer que *Priscus* traverse pendant son voyage justement les contrées où les auteurs roumains placent le berceau du roumanisme, c'est-à-dire le *Banat* et les territoires voisins, et cependant son attention ne s'y trouve éveillée par aucun vestige de la domination romaine et il ne mentionne jamais d'y avoir parlé le roumain, malgré que la langue ausonienne lui soit familière.

En ce qui concerne les secrétaires latins d'*Attila*, dont parle *Priscus*, ce n'étaient pas des individus venant de la *Dacie;* le « Fléau de Dieu » les faisait venir de l'*imperium*, par l'entremise d'*Aétius*.

On apprend également de ce rapport qu'*Onégésius*, l'un des confidents d'*Attila*, se fit bâtir des bains magnifiques et confortables, pour la construction desquels il dut faire venir les pierres et les bois de *Pannonie*, et son architecte lui-même était un *Sirmien*. Si les *Roumains* de la *Dacie* eussent été réellement les dépositaires de la civilisation romaine, on n'aurait pas été forcé d'en chercher un au loin, à *Sirmium!*

Pour prouver, par des arguments d'un autre ordre, la présence des *Roumains* en *Dacie* après l'exode de la population romaine, *Sinkai* cite un passage de *Tertullien* (1), où celui-ci annonce enthousiasmé la propagation du christianisme même « parmi les Sarmates, les Daces, les Germains et les Scythes » . Ce résultat ne pouvait être obtenu que par les nombreux chrétiens qui se trouvaient dans les rangs des légionnaires envoyés en *Dacie* par les différents empereurs et qui, fidèles à leur foi, convertirent au christianisme beaucoup de *Goths* dans un court espace de temps. Aussi voit-on déjà, parmi les trois cent huit membres du concile de *Nicée*, un évêque goth, nommé *Théophile*, dont le siège épiscopal ne pouvait être, d'après *Sinkai*, que *Gyulafehérvar*. Selon *Pierre Maior*, il ne fait pas de doute que les *Roumains* de la *Dacie* ne soient chrétiens dès la domi-

(1) *In libro adversus Judæos*.

nation barbare. *André Siaguna* (1) ajoute que : « Notre église consacre un jour de fête au souvenir du martyr Nicétus, mort pour la foi en Dacie. Or Nicétus était le successeur de l'évêque Théophile. » Il est intéressant de savoir que, d'après *Hasdeu* (2), ce fut *Sabas* et non pas Nicétus qui fut martyrisé par le roi goth *Athanaric*, et que, d'après *Pap-Szilágyi*, le métropolite roumain présent au concile de *Nicée* s'appelait *Protogène* et non pas *Théophile* (3). « Il appert de tout ceci, poursuit *Siaguna* que le christianisme des Roumains remonte même jusqu'au temps des apôtres! »

Le docteur en théologie Alexandre *Grama* (4) présume que le christianisme a été importé en *Dacie* par les *Romains* dès le début de leur domination, parce que dans les mots techniques religieux et liturgiques roumains, ceux se rapportant à l'essence même du christianisme, dont on avait besoin pour expliquer les principes fondamentaux de la nouvelle religion, sont pour la plupart d'origine latine : *crestim* de *Chrestus*, *cruce* de *crux*, *serbatoria* et *serba* du verbe latin *observo*, etc. Ceux, au contraire, qu'on n'employait qu'à propos des cérémonies du culte proprement dit, proviennent sans exception du slave et du grec. Si donc les mots de la première catégorie dérivent du latin, c'est que le christianisme a été une importation romaine, tandis que ceux appartenant à la seconde indiquent l'origine slave et grecque du rituel actuel de l'église roumaine. Avis que *Xenopol* partage aussi. « Le christianisme des Roumains date de l'occupation romaine. Le fait est confirmé à l'évidence par la grande masse des mots latins que la langue roumaine emploie pour exprimer les idées chrétiennes : *crestin, christianus ; pagan, paganus ; biserica, basilica ; botez, baptisma ; dumine zeu, dominus deus*. Or *crestin* vient du slave *Krestin, serbatoria* de *salvare*, *basilica* et *baptisma* sont des mots empruntés au grec par les *Roumains*.

(1) *Istoria bisericei ortodoce resàritanà universala*. Sibiui 1860, t. II, p. 42.
(2) Hasdeu, *Zina Filma*. — *Gotii si Gepizii in Dacia*. Bucuresci, 1877, p. 8.
(3) Pap-Szilagyi, *Enchiridion juris canonici ecclesiæ orientalis*.
(4) Grama, *Istoria Baserice romanesci unite cu Roma*. Blasiu, 1884, p. 11 *et passim*.

« Quoiqu'il soit absolument sûr, — écrit encore *Xénopol*, — que les Roumains fussent déjà chrétiens avant l'arrivée des Bulgares et avant leur transmigration en Mésie, il n'en est pas moins vrai qu'ils ont accepté le rituel slave de ces derniers et qu'ils l'ont gardé pendant huit cents ans. » Fait curieux en lui-même puisque, d'après les défenseurs de la continuité dacique c'étaient les *Roumains* qui représentaient en *Dacie*, sous la domination barbare, la civilisation latine, qu'ils étaient par là les civilisateurs des autres peuples. Donc ils savent lire et écrire et cependant ils subissent l'influence d'un peuple moins avancé, ils troquent leur langue dans le culte contre le bulgare et ils abandonnent même l'écriture latine pour adopter les caractères cyrilliques !

C'est peut-être pour donner le change au sujet de cette dernière absurdité que déjà *Dimitri Cantemir* soutient dans son « *Descriptio Moldaviæ* » que les *Roumains* écrivaient d'abord avec des caractères latins; mais quand à la suite du concile de *Florence*. les dissensions se sont aggravées entre orthodoxes et catholiques, il s'est formé en *Moldavie* une réaction formidable contre le catholicisme, de sorte que le vayvode *Alessandro Cel Bun* y a fait détruire tout livre écrit en latin et y a interdit de se servir dorénavant des caractères anciens, c'est-à-dire latins. Malheureusement pour *Cantemir*, le vayvode en question était mort avant le concile de *Florence* et, par conséquent il lui a été impossible d'ordonner un pareil vandalisme. Selon *Lauriano* (1), ce fut un caloyer nommé *Téoctist* qui provoqua la réaction contre le catholicisme et par là indirectement la suppression des caractères latins!

Il y a, du reste des défenseurs de la continuité dacique qui connaissent une langue roumaine formée en *Dacie* dès l'arrivée des *Romains*. Voilà ce que *Densusiano* (2) affirme à cet égard : « C'est sur une tablette de cire trouvée en Dacie que nous est parvenu le plus ancien document de la langue roumaine, car il date de l'an 160 de notre ère. Il y est écrit en lettres grecques : Alexandrei Antipatri *secodo* auctor *segnai*. Le scribe était un

(1) Lauriano, *Istoria romaniloru*, p. 291.
(2) Densusiano, *Istoria limbei si literaturei române*. Jassy, 1894, p. 52.

Grec et ne connaissant pas la lange latine cultivée, il a écrit comme le peuple parlait. C'est ainsi qu'il a écrit *Seguai* et *secodo* au lieu de *secundus*. Nous rencontrons sur une autre tablette de cire, datant de l'an 167, les mots suivants : *Remasisse*, en latin. « Remansisse » et dans le roumain actuel « remasese » ; *abuerat, abere, abiturum*, pour le latin « habuerat, habere et habiturum. » *Cipario*, le célèbre philologue de *Balàzsfalva* était aussi d'avis que ces textes représentaient « le bourgeonnement de la langue roumaine en Dacie » .

Ces assertions tombent d'elles-mêmes devant le jugement plein de bon sens de *Jon. Bogdan*, le savant professeur de l'Université de *Bucarest*. « Jusqu'au IIIe siècle la langue latine reste partout la même, déclare-t-il. Les inscriptions, recueillies aux endroits les plus éloignés les uns des autres, le prouvent suffisamment. C'est donc en vain que l'on s'efforce de rencontrer des formules roumaines dans les inscriptions daciques. Ce n'est qu'au Xe siècle que le roumain commence à avoir une individualité linguistique distincte. » *Lambrior* — le si remarquable, mais hélas! si prématurément disparu philologue roumain, n'admet pas non plus que le roumain puisse se développer isolé des autres langues romaines.

En fait de documents écrits il y en a plusieurs qui pourraient témoigner en faveur de la continuité dacique, si leur authenticité était à l'abri de tout soupçon légitime. Mais aucun d'eux n'a une provenance facilement explicable, sans même parler de celui qui, se rapportant à la commune de *Rezsinar* et muni de la date de 1488, se trouve être écrit d'après la marque *G. B. K.* sur du papier fabriqué à *Rezsinar* en 1742 dans la papeterie de la comtesse Kat Bethlen (en hongrois *Grof Bethlen Kata*). La *Chronique de Hurul* ne mérite pas d'être prise au sérieux non plus. Au moment de son apparition en 1856 non seulement *Saulesco*, son confectionneur probable, la taxe de découverte précieuse, mais *Héliade* aussi, ainsi que *Melchisédec* le savant renommé et l'historien ecclésiastique. Au début, personne n'aurait voulu douter de son authenticité, malgré l'attitude réservée de *Kogalniceano*, de *Negruzzi*. Enfin ce dernier se décida à une attaque ouverte, qu'il fit paraître dans ses « Convorbiri

literare » qui a été suivi par une autre dans la « Revista română » d'*Odebesco*. Mais ce fut *Tocilesco* qui porta les coups les plus meurtriers à la réputation de cette chronique dans sa revue intitulée : « *Revista pentru istoria, archeologia si filologia.* » *Hasdeu* la déclare apocryphe aussi. *Lambrior* s'appuie sur des raisons linguistiques pour nier son authenticité en démontrant qu'elle fourmille d'imitations mal faites de vieux langage. *Basile Urechia* (1) n'osa pas la défendre mais ne se permet pas non plus de se prononcer franchement sur sa valeur. Chose curieuse! malgré les anachronismes manifestes que renferme cette chronique, son autorité reste incontestable aux yeux des auteurs roumains de la *Hongrie*.

La *Chronique de Fogaras* à laquelle fait allusion à la fin du XIIIe siècle *Constantin Capitanul* (Filipesculŭ) est probablement celle qui se trouve dans la collection de *Joseph Kentény*. Cette chronique raconte que la forteresse de *Fogaras* avait été bâtie par l'empereur *Auguste* et prise et détruite par *Trajan;* mais qu'elle a été ensuite rebâtie par l'empereur *Claude* qui lui a octroyé le nom de *Caesurgis Daciæ !*

En raison de l'importance que *Baritiu*, le meilleur historien roumain de la *Transylvanie*, a donnée aux « lettres patentes de Beszlercze » dans son « Mémoire » rédigé au nom des *Roumains* réunis en conférence à *Nagy-Szeben* dans l'année 1881, il est impossible de ne pas s'en occuper particulièrement. Elles ont une teinte d'authenticité et ne contiennent ni anachronismes ni énonciations tirées par les cheveux ou fabriquées pour les besoins de la cause. Voilà comment M. *Jancsó* raconte leur découverte.

En 1808 on fit transporter les archives de *Besztercze*, ville de la Transylvanie habitée par les *Saxons*, dans un nouveau local. Pendant le déménagement, un employé de la mairie remit à l'archiviste un pli disant qu'il l'avait trouvé sous l'une des armoires et qu'il portait l'inscription en allemand : « Lettres diverses concernant les territoires des communes. » Dans ce pli il y avait un document daté de 1557 et se rapportant

(1) Urechia, *Schite de istoria literaturei române*, p. 55.

au bornage effectué la même année par les échevins de *Besztercze*, pour aplanir les difficultés que les communes de *Szent-Pêter* et de *Neudorf* avaient eues ensemble au sujet de leurs limites.

A cette occasion, les témoins saxons de *Neudorf* affirmaient qu'il leur avait été enlevé, en 1498, une partie de la forêt en litige par les habitants roumains de *Szent-Pêter*. Ceux-ci répondirent que c'était vrai, mais qu'ils avaient envoyé déjà des hommes à *Besztercze* pour y chercher, dans les archives de la ville, des lettres patentes à l'aide desquelles ils pouvaient justifier leurs droits. Cette proposition fut acceptée par tout le monde et en attendant on commença le bornage. Quand on l'eut terminé, les hommes envoyés à *Besztercze* revinrent avec le vieux document, c'est-à-dire avec des lettres patentes délivrées en 1366 par le comte de *Besztercze* sur l'ordre du roi *Louis* en faveur de la commune de *Szent-Pêter*, dans lesquelles on pouvait lire le passage suivant : « Les Roumains de Szent-Pèter sont lésés parce que les propriétés *qu'ils possèdent, eux* et *leurs aïeux, depuis plus de mille ans,* et qu'ils ont plusieurs fois rachetées même au prix de leur sang, leur ont été arrachées... Après de longues délibérations se rapportant à ce procès, ils ont jugé juste et équitable que, comme les limites datent *de l'époque de l'invasion des Huns et se trouvent fixées pour l'éternité par les chefs de ceux-ci*, la forêt soit restituée au village roumains auquel elle appartenait de tout temps et au su de tout le monde. »

Le document écrit sur parchemin étant lu, il est devenu manifeste pour les gens de *Neudorf* que les *Roumains* étaient dans leur droit. Aussi les personnages officiels de *Besztercze* firent-ils copier ces vieilles lettres patentes dans un document nouveau expliquant toute la procédure employée en 1557. C'est ainsi que les lettres patentes datant de 1366, et si importantes pour les *Roumains,* ont été conservées dans un document plus récent, c'est-à-dire copiées. Du document de 1557 on a fait faire quatre exemplaires ; l'un de ceux-ci a été placé dans les archives de *Besztercze* et c'est probablement celui trouvé en 1808.

L'examen minutieux que *Charles Schuller* a fait subir à ce document en a grandement démontré la fausseté (1). D'abord on possède l'index daté de 1602 des archives de *Beszterce*, et le document n'y est nullement mentionné. Il est curieux aussi que l'employé nommé *Istrate*, qui a fait la soi-disant découverte, soit justement un *Roumain*. Il faut remarquer ensuite que l'écriture du document ne correspond pas à l'écriture usitée au XVIe siècle, mais qu'elle est la copie de celle d'un document bien antérieur. D'après son importance, il faudrait que quatre écritures différentes y figurent; or il est écrit entièrement de la même main. Les signatures de *Séraphin* et de *Heinrich*, qu'ils ont apposées au bas du document en leur qualité de fonctionnaires de la ville de *Beszterce*, se trouvent sur plusieurs autres documents authentiques conservés dans les archives de la ville et ne ressemblent en rien à celles du document en question. Il est également inadmissible que les *Saxons*, d'ordinaire si jaloux de leurs droits, puissent permettre cette fois l'expression : *Teutones advenæ* au lieu de *Teutones hospites*. Et, au surplus, il est absurde, au point de vue de la rédaction, qu'un document hongrois du moyen âge en appelle aux *Huns*.

Il faut ranger dans la catégorie de ces documents falsifiés les chansons populaires roumaines aussi, qu'*Athanase Marianesco* a publiées à Pesth en 1859 sous le titre de *Collinde* et parmi lesquelles il y a par exemple un *Jocul* (danse), auquel dans son enthousiasme l'auteur ne craint pas d'ajouter cette réflexion : « Voilà l'histoire romaine dans les *Collinde* du peuple roumain ! » *G. Dem. Theodoresco*, l'un des meilleurs *folkloristes* roumains, les qualifie d'apocryphes dans son étude consacrée aux *Collinde* roumaines et publiée à Bucarest en 1879, car elles n'ont pas été recueillies sur les lèvres du peuple d'où elles ne sont jamais sorties n'y étant nullement à leur place (2).

Cette leçon n'a pas suffi à M. *Marianesco*. Pour donner des pendants roumains à l'*Iliade*, au *Niebelungen Lied* ou au *Kale-*

(1) *Archiv für siebenbürg. Landes Kunde*. Nouvelle série, vol I, p. 30 *et passim*.

(2) *Notiune despre colindele române*. Bucuresci, 1879.

vala, il s'est mis à rassembler les différentes variantes des ballades traitant les faits et gestes de *Novak et Gruja* et il en a confectionné une épopée d'abord en vingt-trois et plus tard en vingt-quatre chants qu'il a présentée à l'Académie de Bucarest en 1884 sous le titre : *Le cycle des légendes de Marc*. Ce fut à *Alexandri*, le plus grand poète roumain et le connaisseur le plus érudit de la poésie populaire roumaine que l'Académie l'a remise pour être examinée. Son rapport se résume dans la déclaration verbale, que l'épopée de *Marianesco* est une création cérébrale de fantaisie (1). Grégoire *Moldován* (2) ne condamne pas moins sévèrement les élucubrations poétiques du malheureux collectionneur : « La partie qui se rapporte à la naissance de *Novak* n'est que de la falsification pure. Elle n'existe pas dans la poésie populaire roumaine. » De son côté, voilà ce que dit le jeune et savant philologue *Saineano* : « Comme le Serbe Verkovics sent l'influence d'Orphée dans les chansons bulgares, ainsi découvre le collectionneur transylvanien (Marianesco) les vierges sabines dans les *Collinde* et annonce plus tard la présence des divinités antiques dans les contes populaires roumains, qu'il a publiés en 1859 (3). »

« Les savants roumains faisaient des efforts incommensurables — dit *Roesler* (4) — pour reconnaître les grandes figures de l'histoire romaine dans les poésies et les contes de leur race. Ils découvrent Trajan sous tous les déguisements, si même la chanson ne parle que d'Argirus. Aurélien a beau se cacher, on le retrouve toujours, fût-il travesti en *Lériu*, *Leroni* ou *Reriu*. On démasque *Marius* et *Sylla* avec une égale facilité. Et à force d'exercer la perspicacité, comme il devient aisé d'établir des rapprochements entre *Diana* et les « *doïne* » ! Ces derniers sont des chants, prétendent-ils, composés en l'honneur de *Diane*, quoique le mot soit très répandu en lithuanien et que les Lithuaniens ne connaissent nullement *Diane*. D'ailleurs Dimitri Cantemir était déjà d'avis qu'il fallait chercher en « *doïna* »

(1) *Anal. Acad*, t. VII, section I, p. 13, 15, 146, 155.
(2) *Magyar-román szemle*, 1895, numéro d'avril, p. 119-120.
(3) *Istoria filologiei rumane*. Bucaresci. 1892, p. 340-341.
(4) *Rumänische Studien*, p. 284.

le nom dace de Mars ou de Bellone! L'explication de la légende de « *Docchie* » est encore plus réussie. Couverte de neuf pelisses, *Docchie* s'en va avec son troupeau le 1er mars dans les montagnes. Elle ôte tous les jours une pelisse, qui une fois ôtée se congèle immédiatement. Le neuvième jour, elle est gelée elle-même, comme les pelisses ôtées, car il fait une tempête de neige et de pluie glaciale. C'est au bout de ces neuf jours que commence seulement le printemps; aussi le peuple les appelle-t-il les « jours de Docchie ». D'après Asachi (1), celle-ci représente la Dacie elle-même dans son attachement profond à ses enfants. Tandis que quiconque connaît la religion grecque, sait pertinemment que le 1er mars a été consacré par l'Église grecque à *Eudoxie* ou *Eudocchia*. Donc cette *Docchie* ne peut être que l'Eudoxia de la martyrologie grecque. Quant au mot lui-même, il s'explique comme n'importe quel autre ayant acquis sa forme actuelle par la suppression de sa première syllabe non accentuée. »

(1) *Nouvelles historiques de la Moldo-Roumanie.* 1859, p. 38.

CHAPITRE IV

LA PÉNINSULE BALKANIQUE EST LE BERCEAU DU PEUPLE ROUMAIN.

La langue qu'un peuple parle, remplit à l'égard de son histoire en quelque sorte l'office de ces instruments enregistreurs dont on munit les ballons-sondes lancés dans l'espace. Elle indique l'endroit et l'époque où il s'est formé, les voisins qu'il a eus, les influences politiques et religieuses qu'il a subies. De là l'étroite union de la linguistique et de l'historiographie modernes pour résoudre les problèmes ethniques qui sont restés jusqu'ici sans solution, faute de documents authentiques.

En ayant écarté la théorie de l'origine et de la continuité daciques, la présence des *Roumains* dans les pays qu'ils occupent aujourd'hui serait inexplicable aussi. Ils s'y seraient introduits sans éveiller l'attention, d'une manière subreptice, en plein moyen âge, dans un temps où le droit ne résidait que dans la force — si les recherches philologiques d'un *Thunmann* (1), d'un Gaston Paris (2), d'un *Hunfalvy* (3), d'un *Onciul* (4) et surtout le récent travail du Dr *Réthy* (5) n'eussent pas dissipé les ténèbres qui couvraient, opaques et épaisses, le berceau du peuple roumain. Grâce à leurs efforts, il ne peut plus y avoir de doute à son sujet; ils sont arrivés à en déterminer l'emplacement et l'établissement à une centaines de kilomètres et d'années près.

Selon leurs conclusions, il faut d'abord constater, comme constatent *Roesler* et le professeur *Jon. Nadejde* également, que

(1) J. Thunmann, *Untersuchungen über die Geschichte der œstlichen europäischen Völker. Leipzig* 1774.

(2) Gaston Paris, *Romania*, vol. II, p. 3.

(3) Paul Hunfalvy, *A rumun nyelv*. Budapest, 1878.

(4) *Convorbiré literare*, XIX, 1885.

(5) Dr Ladislas Réthy, *A romanismus Illyricumban*. Budapest, 1896.

la langue roumaine n'est qu'une seule et unique langue malgré ses trois dialectes : le macédo-roumain, — celui que l'on parle dans la *Vieille-Serbie*, et l'istrien, car la différence qu'ils ont entre eux n'est pas plus considérable que celle qui existe entre les divers dialectes de l'italien; — unité qui suppose qu'elle a été créée par une seule race et sur un même territoire. Et celui-ci devait être en contact direct avec l'*Italie* puisque la construction phonétique et les traits les plus saillants du caractère de la langue roumaine rappellent non pas le « sermo rusticus » latin, comme l'affirme le « Tentamen criticum » de *Trebonien Laurian* ou le « Grand Dictionnaire » et le « Glossaire » de l'Académie de Bucarest, mais l'italien du VIIe siècle quand le *c* est devenu déjà *tch* devant l'*e* et l'*i* et le *j* et le *g* sont devenus *ge* et *dge*. (Pierre Maior soutenait dans son « Lexicon » qu'il fallait considérer la langue roumaine comme la mère du latin!) D'ailleurs, il y a des dialectes italiens — celui que l'on parle en *Sardaigne* et que l'on appelle *logudoro* ainsi que le dialecte *ombro-macératais* — dans lesquels on retrouve certaines particularités du roumain : le changement du *qu* et du *gr* en *p* et *b*, par exemple *aq* : *ua apa*; *quattro*, *patru*; *lingua*, *limba*; le changement de *l* en *r* (même dans l'article).

Si, d'autre part, on tient compte du nom *roumain* qui est évidemment la forme corrompue du *romano* italien c'est-à-dire : habitant de l'ancien *Romania* — de la *Romagna* actuelle, — où la population est rhotacisante même aujourd'hui, on doit convenir qu'en cherchant parmi les pâtres des *Apennins* les plus proches consanguins des *Roumains*, on est sur la bonne voie aussi bien à cause de la ressemblance du nom et du langage qu'à cause de la conformité du goût chez les uns et les autres pour la vie pastorale et presque nomade.

La propagation dans l'Est de l'*Europe* d'une population venant de l'*Italie* ne pouvait avoir lieu naturellement qu'au moyen d'essaimements. Pour des raisons locales, et il ne devait pas en manquer du temps de l'invasion des *Goths* et des *Longobards*, ou poussés par le besoin de déplacement, les habitants de l'*Exarchat* se mirent en marche dans la direction de

Nord-Est, vers le *Frioul*, pays des berger fourlans auxquels il empruntaient certains mots aussi, et de là ils redescendirent en côtoyant *Udine* et *Aquilée* dans l' « Hinterland » de l'*Illyricum*, où les riches vallées de la *Drina*, de la *Narente* et du *Vardar* déjà plus oriental, offraient à leurs troupeaux des pâturages incomparables.

Mais on aurait tort de prétendre qu'en se fixant dans ces parages, les émigrés de la *Romagne* ne pensaient qu'au bien-être de leur bétail. Ils y allaient aussi de préférence parce que dans l'*Illyricum* colonisé par les *Romains* déjà avant Jésus-Christ, et dont les habitants albanais parlaient une langue saturée de latin, ils se croyaient moins expatriés probablement. C'est à l'intimité plus ou moins longue dans laquelle ils y ont vécu avec la population illyrienne, partagée en *Conventus Salonitanus* et *Naronitanus*, qu'ils sont redevables de quelques particularités de leur langue, telles que : placer l'article à la fin des substantifs, former la comparaison par le mot « mai », exprimer les nombres de onze à dix-neuf à l'aide de la syllabe « spre », etc. Il est à remarquer aussi que plusieurs expressions du vieux latin se sont introduites dans le roumain par le canal de l'albanais, en ayant gardé au passage le caractère de ce dernier. D'ailleurs le fait rapporté par *Théophanès* (Chronographia, 394) à propos de l'expédition des généraux impériaux *Kommentiolos* et *Martinus* contre les *Avares* prouve à l'évidence combien étaient latinisées toutes ces régions à la fin du sixième siècle. On voulait surprendre les barbares envahisseurs entre *Calvomunti* et *Lividurgo ;* mais il y eut une panique dans les rangs de l'armée impériale par suite de l'exclamation d'un soldat, proférée dans *la langue du pays* (πατρῴᾳ φωνῇ) et s'adressant à un *conducteur de mulets indigène*. Or il s'agissait d'avertir ce dernier que sa bête perdait son chargement, et l'avertissement consistait dans cette phrase : *Torna, torna fratre*, retourne-toi, mon frère! En l'entendant les soldats crurent à quelque trahison et s'enfuirent incontinent.

Le souvenir de l'origine romanaise du peuple roumain a été conservé dans le nom *roumougne*, qui désignait en *Roumanie*, jusqu'à l'abolition récente du servage, les serfs roumains. Sur

la péninsule balkanique on appela cependant les nouveaux venus des *Vlachs*, des *Valaques*, des Βλάχοι, noms dérivant de l'allemand *Wälsch*, employé par les *Germains* toutes les fois qu'il s'agissait d'une race latine ou latinisée, — noms devenus chez les *Byzantins* plus tard synonyme de *pasteurs*, en opposition aux citadins ou villageois grecs et slaves.

Ces derniers étaient des envahisseurs ou des immigrants pacifiques dans la *Dacie* aurélienne, la *Dardanie* et la *Macédoine* dès la fin du cinquième siècle, soit qu'ils vinssent poussés par les *Goths* et les *Huns* ou se joignant à leurs armées, soit appelés par les empereurs romains eux-mêmes, afin d'y augmenter la population décimée par les Barbares. *Jirecek* (1) affirme que l'empereur *Justin Ier* (518 à 527) était d'origine slave ainsi que son petit fils *Justinien Ier* (527 à 565), car il est né en *Macédoine* et il s'est marié avec une esclave nommée *Ljubkini*, signifiant en slave « amante ». La mère de *Justinien* s'appelait *Viljenica* et son père *Jotok* et ses compatriotes slaves lui ont donné le surnom de *Oupravda* parce qu'en vieux slave la « justitia » latine s'exprime par le mot « pravda ».

Mais les *Slaves* n'envahissaient pas seulement comme les ouragans dévastateurs des *Goths* et des *Huns*; ils savaient aussi se fixer à demeure. A la fin du septième siècle, ils sont déjà bien attachés au sol de la péninsule balkanique. Ils possèdent la *Bulgarie* actuelle jusqu'au *Hémus* ainsi que la *Serbie* et la *Vieille-Serbie* presque jusqu'au *Pinde* et il s'établit entre eux et les populations romanisées des rapports continuels et profonds au détriment linguistique de ces dernières.

« La langue roumaine, écrit *Diez* (2), n'avait pas encore eu en quelque sorte conscience d'elle-même quand elle eut à subir l'influence étrangère. Rien ne prouve mieux à quel point elle manquait de force assimilatrice que la servilité avec laquelle elle a copié à la lettre les mots étrangers et la facilité avec laquelle les sonorités et même les combinaisons phonétiques slaves ont pu s'adapter à son cadre. »

Sous l'empereur *Héraclius* (610 à 641), arrivent dans le

(1) Jirecek, *Geschichte der Bulgaren*, p. 78 et 79.
(2) Diez, *Vergleichende Grammatik der rom. Sprachen*, p. 141.

bassin de la *Save* et sur les bords de l'*Adriatique* les *Croates* et leurs voisins les *Serbes*, de leurs patries situées derrière les *Carpathes*, pour protéger la *Dalmatie* contre les incursions des *Avares*. Ce fut à la même époque que le chef bulgare *Kubrat* ou *Kuvrat* secoua le joug de ces derniers et conclut une alliance avec *Byzance*. Mais déjà son fils *Asparuch* ou *Isperich*, établi dans le triangle formé par la *Niester*, la *Mer Noire* et le *Danube*, n'était plus d'humeur à conserver les mêmes sentiments pacifiques. Ayant été attaqué infructueusement en 679 par l'empereur *Constantin Pogonate*, il traversa à sa suite le *Danube* et il fonda sur l'emplacement de la *Bulgarie* actuelle même, *l'Empire bulgare mésique*.

Les tribus slaves qui y étaient déjà antérieurement installées, montrèrent beaucoup d'empressement pour échanger le joug grec contre le joug bulgare. Comptant dans leurs rangs beaucoup de chrétiens et même des prêtres chrétiens, les *Bulgares* purent facilement connaître le christianisme ou plutôt l'aimer au point de s'y convertir bientôt, sous le règne de leur souverain *Boris* (852 à 888). Il reçut dans le baptême le nom de *Michel* et se mit immédiatement en rapport avec le pape *Nicolas* pour lui soumettre 106 propositions devant servir à régler la conduite des *Bulgares* chrétiens. A ce moment, l'élément bulgare dominateur n'était pas encore slavisé; sa slavisation ne se fit pas cependant longtemps attendre puisque les disciples de *Méthode*, chassés par *Svatoplouk*, reçurent un accueil très amical en *Bulgarie*, où ils trouvèrent pour la littérature slave naissante un terrain très propice aussi. Par leurs soins, la langue de la liturgie devint slave, et comme les *Bulgares* connaissaient mieux le slave que le grec, à cause de leurs contacts continuels avec les *Slaves*, cette langue slave de la liturgie put se répandre non seulement sans entraves, mais considérablement contribuer aussi à ce que l'élément bulgare conquérant peu nombreux, soit complètement absorbé par la majorité slave conquise.

Divisé par le tsar *Pierre* en deux parties, l'orientale et l'occidentale, l'empire bulgare s'écroula en peu de temps par suite des incursions des *Petschénègues* et des *Magyars*. Ce fut

en 972 que la Bulgarie orientale tomba au pouvoir de l'empereur grec *Tzimischès;* quant à la *Bulgarie* occidentale, elle fut conquise en 1018 par l'empereur *Basile* II, surnommé le « Tueur de Bulgares » (Βουλγαρόκτονος).

Après la mort de *Tzimischès*, quatre frères bulgares préparent un soulèvement parmi leurs compatriotes contre *Basile II*. Mais l'un d'eux — *David* — est tué, comme le raconte l'auteur byzantin *Kedrénos*, entre *Castoria* et *Prespa*, à l'endroit appelé *les beaux chênes*, par quelques *Vlachs* errants. C'est à cette occasion que l'on rencontre la première fois leur nom chez les écrivains grecs. Cependant *Basile II* les surveille de près dès 1020 en réorgarnisant l'église bulgare et en confirmant ses droits. Car il place tout les *Vlachs* de la *Bulgarie* sous la juridiction de l'archevêque d'*Ochrida* et leur enjoint de lui payer dorénavant leurs dîmes régulièrement. Sa charte fut comfirmée en 1272 par l'empereur *Michel Paléologue*

Grâce aux écrits de *Kekauménos* (1), on sait qu'il y avait à moment-là des *Vlachs* jusque dans les montages du *Pinde* et, ce qui plus est, même en *Hellade.* Polémarque grec chargé de combattre les *Vlachs*, *Kèkauménos* écrivit son ouvrage en 1071. Il faut en retenir les passages suivants : « Le fleuve Plérès (2) passe au milieu d'une large vallée habitée par les Vlachs, qu'il sépare en deux factions. — Leur race est corrompue et impie ; elle n'est fidèle ni à Dieu, ni à l'empereur, ni à ses propres alliés. Elle est menteuse et fourbe, étant prête à jurer ses grands dieux pour n'importe quelle chose à ses amis et parents, sauf à les trahir quand même. Les Vlachs sont des Daces et des Besses. Jadis ils vivaient dans des villes fortifiées le long du Danube et de la Save, là où habitent actuellement les Serbes. Feignant d'être attachés aux empereurs, ils se sont transportés sur la terre des Romaïos qu'ils ont dévastée jusqu'à ce que ces derniers se fâchent et les fassent se sauver. Alors ils se retirèrent dans l'Épire, la Macédoine et surtout dans l'Hellade. Les Vlachs sont couards, pusillanimes, mais

(1) Le rapport de KÉKAUMÉNOS a été publié par le professeur *Vasiljevsky* en 1881.

(2) Rivière descendant du Pinde. Aujourd'hui elle s'appelle *Bleurès.*

aussi à cause de leur lâcheté, impudents. C'est pourquoi je vous conseille de ne vous fier jamais à eux ! »

Nikétas Choniatés raconte, de son côté, que pour payer les dépenses des fêtes données lors du mariage de l'empereur grec *Isaac* avec *Marguerite*, la fille du roi de Hongrie *Béla* III, on fit lever de nouveaux impôts à cause desquels les *Barbares, qui habitaient le Hémus et que l'on appelait d'abord des Mésiens et que l'on désigne maintenant sous le nom de Vlachs*, se soulevèrent et recoururent aux armes. Et la tradition que les *Vlachs* étaient des descendants des *Mésiens antiques* fut acceptée par les Turcs aussi, puisque les sultans accordèrent plus d'une fois le titre de *vayvode de la nation mésique* aux chefs des Roumains. *Kinnamos* les appelle cependant des *colons italiques*.

Nikétas Choniatès parle de la *Grande*, de la *Haute* et de *Petite-Valachie; Anna Komnéna* mentionne, dans l'armée de son père, l'empereur *Alexis*, « des individus appartenant à cette race nomade, que l'on appelle vulgairement Vlacques. » Étant composée de bergers, habitués à vivre en plein air, elle a dû fournir incontestablement de bons soldats.

Les chroniques des cloîtres du *Mont-Athos* signalent la présence des *Vlachs* sur le territoire de la célèbre presqu'île sacrée; leurs femmes et filles, habillées en homme, y jettent le trouble, aussi le patriarche constantinopolitain *Nicolas* interdit tout commerce entre caloyers et *Vlachs* que l'empereur *Alexis* fait transporter dans le *Péloponèse* en 1097.

Le voyageur *Benjamin de Tudèle* rapporte que « c'est à Zeïtun que commence la Valachie, dont les habitants demeurent sur les montagnes. On les appelle des Valachs et ils courent comme des chèvres. »

« Les Roumains étaient un peuple adonné à l'élevage du bétail, écrit *Miklosich* (1), et vivaient tantôt dans les demeures fixes qu'ils appelaient des *Katun*, comme on les appelle encore aujourd'hui, tantôt en se transportant avec tous leurs chevaux, moutons et chèvres d'un glacier ou d'une prairie à l'autre. Il faut souligner ce trait dans le caractère du peuple

(1) *Die Wanderungen der Rumänen*, p. 4

roumain particulièrement, car il explique son expansibilité et son importance au point de vue de l'histoire des contrées comprises entre l'Adriatique et la mer Noire et des pays avoisinants. L'élevage eut pour corollaire chez les Roumains la fabrication de fromage et le transport des marchandises. A un moment, l'importance du fromage roumain était si considérable chez les habitants de Raguse qu'ils l'acceptaient dans les payements en guise de monnaie. Ce furent les municipalités qui fixèrent le prix du « caseus vlachescus » ou « vlachiscus ». D'autre part, en leur qualité de propriétaires de bêtes de somme, les Vlachs s'occupaient de transport aussi; ils fournirent à Raguse du plomb, et de là ils transportèrent toutes sortes de marchandises, entre autres du sel, dans les villes du littoral, provoquant ainsi un mouvement commercial très important pour le développement du pays. »

On lit des choses surprenantes sur le compte des *Vlachs* dans les *Monumenta* serbes, édités par le même *Miklosich*. Ils parlent des familles vlacques offertes en cadeau aux monastères par les souverains de la Serbie, de certaines dispositions prises par le tsar *Duchan* contre les *Vlachs* prévaricateurs; quant aux habitants de *Raguse*, ils défendant aux *Vlachs* de laisser paitre leurs troupeaux sur le territoire de leur ville. Ce même *Duchan* interdit aux serfs serbes de se marier avec des femmes roumaines, de crainte qu'elles ne les rendent nomades aussi.

En 1085, il est même question d'un *Vlach* de qualité (ἐκκρίσ-της τῶν βλάχων) nommé *Budilos*, qui avertit l'empereur grec de l'incursion des *Cumans*, pendant qu'il séjourna à *Anchiale*. Quatre-ving-dix ans plus tard, ce sont deux frères vlachs des montagnes du *Hémus*, *Assan* et *Pierre*, qui se mettent à la tête des mécontents bulgares et vlachs pour les délivrer du joug byzantin. Le premier, ayant été souffleté à *Constantinople* par le sébastocrator *Jean*, retourne chez lui et pour entraîner ses compatriotes, recourt à une supercherie religieuse, grâce à laquelle il réussit à se faire accepter comme empereur, la tête ceinte d'une couronne et les pieds chaussés de bottes rouges! Battu par l'empereur *Isaac Angelos* lui-même, il se sauva avec son frère chez les *Cumans* en traversant le *Danube*.

L'armée grecque ayant évacué leur pays, tous deux y reviennent avec des troupes auxiliaires accordées par les *Cumans* et ils réunissent de nouveau sous la même domination les *Mésiens* et les *Bulgares*. Pendant la longue lutte qu'ils soutinrent contre l'empire d'Orient et au milieu de laquelle *Assan* rend indépendant l'archevêque de *Trnovo* du patriarche de *Constantinople*, arrive la croisade conduite par l'empereur *Frédéric* sur la péninsule balkanique. La croisade a été fidèlement décrite par *Ansbertus* (1). Il raconte toutes les difficultés intérieures et extérieures de l'empire grec et confirme ce qui a été dit par *Nikétas Choniatés* au sujet d'*Assan* et *Pierre*, seulement il met en avant ce dernier sous le nom de *Kalopeter* (le beau Pierre) et il change le premier en *Crassianus*, et il les dépeint tous deux comme les tyrans de leurs sujets vlachs dans la *Bulgarie* et le long du *Danube*. Il dit aussi que *Kalopeter* a conclu une alliance avec les princes croates et serbes contre l'empereur de *Constantinople*, et qu'il a offert à *Frédéric* une armée de secours de 40,000 *Cumans* et *Vlachs* pour marcher contre la capitale de l'empire. Mais *Frédéric* ne pense qu'à s'embarquer le plus tôt possible.

L'année suivante — en 1190 — les *Cumans* et *Vlachs* alliés remportent une victoire sur les *Grecs*; d'autre part l'empereur *Isaac* détruit l'armée des *Serbes* sur les bords de la *Morava* en 1194. Alors il veut s'allier à *Béla III*, roi de *Hongrie*, mais entre temps il est dépouillé de la couronne par *Alexis III*.

Préférant la paix à la guerre, celui-ci entre en négociations avec *Assan* et *Pierre*. Mais ceux-ci étant assassinés successivement, ce n'est que leur frère cadet *Kalojan* (Joannitzius ou le beau Jean) qui conclut la paix avec l'empereur en 1204, année où les *Latins* s'emparent de *Constantinople*. Alors, redoutant le partage de son empire entre ces derniers et les *Hongrois*, leurs alliés, *Kalojan* s'adresse au pape *Innocent III* et lui promet de faire triompher l'union religieuse dans son empire, s'il lui envoie une couronne et s'il élève l'archevêque de *Trnovo* au

(1) *Historia de expeditione Friderici imperatoris, edita a quodam Austriensi clerico, qui eidem interfuit, nomine Ansbertus. Fontes rerum Austriacarum. Scriptores.* Vol. V. Vienne. 1863.

rang de *patriarche*. Ce fut le cardinal *Léo* à qui le pape confia la mission de lui porter la couronne. Mais craignant que la dignité royale offerte à *Kalojan* ne fît tort à sa propre autorité, le roi de *Hongrie* ne permit pas au cardinal d'accomplir sa mission et le fit arrêter sur le territoire hongrois. *Léo* ne recouvra la liberté que sur la promesse formelle du pape que la couronne royale offerte à *Kalojan* n'impliquait aucun amoindrissement de l'autorité de la royauté hongroise.

Entre temps, les *Grecs* s'étant révoltés contre les *Latins*, soutenu par ses alliés et ses parents les *Cumans*, puisque sa femme appartenait à cette race, *Kalojan* accourut au secours des premiers et ne tarda pas à attaquer *Baudoin*. La bataille eut lieu le 15 avril 1205 et se termina avec le triomphe complet du chef *cuman Kotzas*. L'empereur *Baudoin* y fut fait prisonnier et les *cumans* s'avancèrent jusqu'aux portes de *Constantinople* en dévastant le pays. Ils n'épargnèrent pas *Kalojan* lui-même et le tuèrent pendant qu'il assiégeait *Thessalonique*. Son fils *Assan* se réfugie alors chez les *Russes* et c'est *Boril*, le fils de sa sœur, qui s'empare du trône resté vacant, mais pour peu de temps seulement, car *Assan* revient aidé par les *Russes* et assiège *Trnovo* où s'est enfermé *Boril*. En voulant s'évader, celui-ci tomba dans les mains de son oncle, qui lui fit crever les yeux, et lui ayant succédé sur le trône, *Assan II* se maria avec une fille d'*André II*, roi de *Hongrie*.

Ce fut sous son règne que l'empire bulgare-roumain atteignit à son apogé. A la fin du XIIIe siècle, les *Cumans* conquièrent la suprématie : *Georges Terterij* fonde une dynastie à *Trnovo* tandis qu'à *Viddin* le pouvoir tombe dans les mains des *Sismanides*. Une fraction du pays, baignée par la *mer Noire*, échoit à *Eltimir*, chef cuman, qui la gouverne presque en souverain indépendant. Mais aucun de ces États ne peut résister au *Turc* victorieux ; il achève leur asservissement en 1398.

Tous ces faits prouvent à l'envi que le berceau du peuple roumain ne doit être placé ailleurs que sur la péninsule balkanique non seulement parce que des documents authentiques et contemporains y constatent la présence de cette race, mais parce que l'élément slave, dont sa langue et ses institutions

politiques, sociales et religieuses sont saturées, rappellent le slavisme balkanique, notamment le génie albanais et le génie bulgare. L'un présidait à sa naissance, l'autre à ses années d'apprentissage ; c'est sous leur tutelle que les *Roumains* ont quitté l'existence nomade et sont devenus aptes à fonder un État. S'il n'a pu être érigé sur la rive droite du *Danube*, c'est qu'il n'y a eu là aucun voisin assez puissant et assez bien établi pour le protéger ou le guider à l'époque de sa formation et pendant son développement. Pour en trouver un, il fallait franchir le *Danube* et y ayant encore éprouvé des déboires avec les *Cumans*, se mettre enfin sous l'égide de la *Hongrie* déjà considérée comme un des plus fermes soutiens de la Chrétienté et appelée à compléter l'éducation des *Roumains*, en éveillant chez eux la conscience nationale, en répandant parmi eux les bienfaits de la civilisation.

En examinant de près ces événements, on arrive à la conclusion aussi que s'il y a des *Cumans* et des *Russes*, des *Serbes* et des *Croates* dans les rangs des protecteurs ou des alliés des *Roumains*, aucun État roumain organisé n'y figure. Jusqu'à la première moitié du XIV[e] siècle, les *Roumains* ne constituent qu'un élément ethnique — incontestablement très vivace dans cette étrange cohue de races qui tourbillonne sur les territoires compris entre le *Danube* et les *Balkans*. Avoir pu en retirer leur individualité nationale intacte, est un mérite considérable aux yeux de tout historien et doit largement compenser la perte de la vaine gloriole dacique dans l'esprit de chaque *Roumain* sérieux.

CHAPITRE V

LES ROUMAINS SE RÉPANDENT SUR LA RIVE GAUCHE DU DANUBE.

Il faut incontestablement un réel effort d'imagination à la fin du XIX[e] siècle, où en Europe il n'y a presque plus de territoire qui ne soit cadastré et cultivé, ni d'habitant qui n'ait son état civil, pour se reporter à la triste époque de la décadence de l'empire romain, pendant laquelle *Aurélien* abandonna la *Dacie* et les contrées avoisinantes sur la rive gauche du *Danube* aux Barbares, et à laquelle s'ajoute, en guise de suite, à l'avenant, la plus sombre moitié du moyen âge, employée par le gros du peuple roumain à peine sorti de sa chrysalide pour entreprendre sa transmigration de la péninsule balkanique dans sa demeure actuelle : la *Roumanie*, la *Bessarabie*, la *Transylvanie* et les départements limitrophes de la *Hongrie*. Effort sérieux et indispensable cependant, car comment comprendre autrement l'infiltration secrète mais constante, l'expansion rapide mais insensible, d'une race aussi humble au point de vue de ses origines qu'à celui de ses occupations ?

Il faut se rappeler que c'étaient des forêts vierges, des marais immenses qui couvraient alors la plus grande partie des pays en question ; quant à celles qui étaient habitables, elles furent occupées successivement par divers peuples barbares et semi-barbares, qui y apparurent ou en disparurent comme des nuages chargés d'orages dont le passage ne laisse aucune trace sur le firmament, mais qui, par terre, engendrent la ruine, la dévastation ou la mort. Et, d'autre part, on doit tenir compte de l'humeur vagabonde du peuple roumain aussi, qui l'ayant fait rayonner sur toute la péninsule balkanique, ne tarda pas à le pousser au delà du *Danube*, jusqu'à une distance de 250 à 300 kilomètres au nord du fleuve et aux instigations

de laquelle il céda d'autant plus aisément qu'il sentait approcher le péril turc à pas de géant du côté du Sud-Est, et dont il était content de pouvoir se garantir par une barrière naturelle, infranchissable au moins pendant l'hiver et la saison des hautes eaux.

Voici maintenant quelques indications tirées des documents authentiques et pouvant servir de points de repère au milieu de l'obscurité qui règne dans l'histoire de ces régions et enveloppe les débuts de la nation roumaine. Avec leur aide, on complète le tableau tout à l'heure ébauché par l'imagination, et l'on obtient des conclusions que les événements ultérieurs, déjà plus faciles à vérifier, corroborent grandement.

D'abord on apprend de *Ménandre*, du contemporain de l'empereur grec *Maurice*, assassiné en 602, — que *Bajan*, le Khagan des *Avares*, s'adressa à ce dernier pour lui demander la permission de traverser le *Danube* à *Singidunum* et à *Sirmium*, afin de punir les *Slaves* révoltés qui habitaient le territoire de la *Roumanie* actuelle, en les attaquant de cette manière du côté de la *Dobrudja*. Cet incident, qui a eu lieu en 581, prouve à l'envi que c'étaient des *Slaves* qui vivaient à cette époque sur la rive gauche du *Danube* et que la *Transylvanie* se trouvait dans une telle condition d'inaccessibilité que les *Avares* eux-mêmes ne tenaient pas à s'y frayer un chemin, quelque direct qu'il fût, pour aller de la *Pannonie* en *Roumanie*.

Quatre-vingt-dix-huit ans plus tard a eu lieu la fondation par *Asparuch* du premier empire bulgare. Selon *Pic* (1), il y a plusieurs raisons pour supposer que cet empire s'étendait sur les deux rives du *Danube*. Les auteurs byzantins ne distinguent-ils pas toujours très clairement la *Bulgarie d'au delà du Danube* (ἐκεῖθεν τοῦ Ἴστρου) de la *Bulgarie d'en-deçà du Danube* (ἔντος τοῦ Ἴστρου)? N'y a-t-il pas eu des contestations en 827 entre les *Francs* et les *Bulgares* au sujet de certaines exactions que ces derniers avaient commises au détriment des *Slaves*, qui n'auraient pas pu avoir lieu, s'ils n'eussent pas possédé la rive gauche du *Danube*? N'existe-t-il pas une lettre de l'empe-

(1) *Abstammung der Rumänen*. Leipzig. 1880.

reur *Arnolphe*, datée de 892 et adressée à *Wladimir*, roi des *Bulgares*, dans laquelle il le prie de ne pas permettre l'exportation du sel en *Moravie?* Or, on ne peut y exporter du sel que de la *Transylvanie* et du département de *Marmaros;* donc les *Bulgares* devaient être les maîtres de ces deux endroits.

En tout cas, *Asparuch* venait de l'*Onglos*, contrée qui se trouvait à l'est de la *Moldavie*, et ne renonça jamais à cette possession. Son frère, le quatrième fils de *Kubrat*, se fixa en *Pannonie* (1), et fit même transmigrer les *Slaves* du *Danube* aux pieds des *Carpathes*. C'est la victoire de *Charlemagne* sur les *Avares* qui a été la cause de la domination des *Bulgares* de ce côté-là. En 805 le khan des *Bulgares*, nommé *Kroum*, soumit ceux parmi les *Avares* qui avaient survécu à la destruction de leur race par les *Francs*, tandis qu'en 813 il prit *Adrianople;* il est conséquemment plus que probable qu'il régnait sur tous les pays appartenant aux *Bulgares*.

Si l'on combine cette extension de l'empire bulgare sur les deux rives du *Danube* avec l'intimité dans laquelle vivaient les *Bulgares* et les *Vlachs*, on se range forcément à l'avis d'*Engel* qui assigne à la transmigration de ces derniers sur la rive gauche du *Danube* l'époque du premier empire bulgare. Et, après la chute de celui-ci, le nombre des *Vlachs* ayant traversé le *Danube* ne devait qu'augmenter, car on ne découvre aucun empêchement pour éloigner leurs troupeaux des grasses prairies, qui les y attendent.

Mais les apparitions sporadiques des *Vlachs* ne s'y constatent pas toujours sans difficultés. Dans un poème latin composé en 1550 par le Saxon *Scheseus*, on lit par exemple : « Sur le bord de l'*Olt* rempli de poissons, il y a une forteresse que ses habitanst appellent *Fogaras* depuis des temps immémoriaux. Elle est entourée de fossés et de murs formidables. Des *Triballes* agriculteurs demeurent tout autour, gouvernés par les lois et de règles imposées par la forteresse. » Charles *Eder*, le commentateur de ce poème (2), affirme que le nom de *Tri-*

(1) Engel, *Geschichte des Alten Pannoniens und der Bulgaren*. alle; 1797. p. 265. *et passim*.

(2) Eder, *Scriptores rerum Transylvanicarum. Scheseus. Ruinæ Pannoniae.*

balles ne peut signifier que des *Bulgares*, c'est-à-dire des *Roumains*, puis que les *Roumains* de *Brasso* s'appellent des *Bulgares* et leur quartier : le « Bolgarszék » — le siège des Bulgares. Chez *Attilios*, cité par *Tomaschek* (1), il est fait mention d'une alliance contractée en 1074 contre les *Grecs* entre les *Scythes* et les *Mixobarbares*, habitants du Nord du *Danube*. Il y a aussi des *Sauromates* et des *Daces* qui guerroient en 1059 et en 1087 contre le même empire. Or le mot *mixobarbare* désigne à la fois les *Bulgares* et les *Vlachs*, tandis que *sauromate* et *dace* signifient : *sarmate* et *valch*.

La chronique de *Hypatios* datant de 1150 parle d'une contrée *Bolochovo*, située près du *Haut-Bug* dont les habitants s'appellent des *Bolochovtzes*. Ce sont assurément des *Roumains*, car la ville de *Bolochov* en *Galicie* ne figure dans les documents latins que sous le nom de « Villa Vlachorum » (2).

Il y a cependant des auteurs byzantins chez qui on rencontre la dénomination de *Vlach* en toutes lettres aussi. C'est ainsi que *Kinnamos*, l'historiographe de l'empereur *Manuel* dans sa guerre contre le roi de Hongrie *Étienne* III, raconte que *Léon*, surnommé le *Vatatzès*, reçut l'ordre de n'attaquer les *Magyars* que du côté où ils n'avaient jamais été attaqués jusque-là, c'est-à-dire du côté de la *mer Noire*. Et on lui confie une armée dans les rangs de laquelle il y avait un grand nombre de *Vlachs*.

« A la fin de l'année 1164, il se passe un événement, écrit *Tomaschek*, dans lequel il échoit un rôle important aux Roumains. Et ces Roumains ne pouvaient habiter que la Moldavie et la Bessarabie. Cette preuve n'a été enregistrée jusqu'ici par personne; elle a échappé à Roesler lui-même. Voilà ce que Nikétas Choniatès (3) nous raconte à un endroit. « Le sébastokrator Andronikos Komnénos fut nommé chef de l'éparchie de Nisch et de Branitsévo par l'empereur *Manuel*. Mais, à peine installé, on le soupçonne d'aspirer au trône et de

(1) *Zur Kunde der Hamus-Halbinsel*. I, 49. *Attaliota. Historia Corpus scrip. his. byz.* Bonnæ, 1853, p. 504.

(2) Miklosich-Kaluzniacky, *Die Wanderungen der Rumänen*.

(3) *De Manuele imperatore*, IV, 2, p. 169-172.

rechercher l'amitié du roi de Hongrie pour en faire son allié. Étant mis en accusation à ce sujet, il essaye de se débarrasser du jeune empereur. Or ses desseins furent découverts et on le fit étroitement surveiller au palais impérial à Constantinople. Il tente deux évasions, et la seconde lui réussit effectivement. Il comptait s'enfuir à Halits dans la petite Russie; c'était Jaroslaw Wladimirovich qui y régnait, par qui il avait été jadis très hospitalièrement reçu et qui lui avait fait cadeau de plusieurs propriétés. Arrivé à Ankhilas — les manuscrits plus récents mettent Ankhelo, correspondant à l'Ahkjolov de nos jours, — il tourna vers le Nord et il réussit à s'approcher inaperçu des frontières de Halits. Mais là, les Vlachs qui étaient alors en bonne intelligence avec Byzance et qui avaient appris son évasion, l'arrêtèrent et le ramenèrent à l'empereur grec. Pendant le trajet, ayant trompé ses surveillants, il parvint cependant à s'évader et il arriva finalement sain et sauf à Halits. »

Ce récit, tout en fournissant un témoignage irrécusable en faveur de la présence de l'élément roumain sur la rive gauche du *Danube*, prise au sens le plus large du mot, n'en contient pas moins des indications précieuses au sujet de la situation où il s'y trouvait. Malgré les liens religieux et les affinités en résultant qui l'attachent à *Byzance*, les *Grecs* ne les considèrent que comme un facteur ethnique. S'il avait eu la moindre importance politique et sociale, ils en eussent parlé avec plus de complaisance qu'ils ont parlé des *Patzinakites* et des *Cumans*, leurs ennemis, qui les ont préoccupés pendant plusieurs siècles et qu'ils font figurer en individualités nationales sur l'échiquier de la diplomatie et sur les champs de bataille.

A vrai dire, la courte histoire des premiers n'est, en quelque sorte, que l'appendice de celles des *Magyars*, avec laquelle elle se confond graduellement. « On doit savoir, — écrit l'empereur *Constantin Porphyrogénète* (1), — que les Patzinakites habitèrent dès l'origine dans les parages des fleuves de l'Atel

(1) *De administrando imperio*, ch. 37 et 38.

et du Gleich, ayant pour voisins les Mazars et le peuple qu'on appelle des Uzes. Or il y a cinquante ans ils ont été attaqués par lesdits Uzes, alliés des Khazars. Étant chassés de leur patrie, ce furent les Uzes qui s'en emparèrent et ce sont eux qui l'habitent encore. Dès lors, les Patzinakites s'en allèrent en vagabondant et en cherchant une nouvelle patrie pour s'y fixer. Ils arrivèrent ainsi au pays, qui leur appartient encore aujourd'hui, et y trouvant les Toures (les Magyars) comme habitants, ils les en chassèrent et s'y installèrent après en maîtres, comme je le disais, il y a cinquante ans. Ceux des Patzinakites, que l'on nomme des Kangars, entreprirent une guerre contre les Khazars, mais ils furent battus et forcés d'abandonner leur pays. Poussés par la nécessité, ils s'emparèrent du territoire des Tourcs. De là une guerre aussi entre les Toures et ceux des Patzinakites que l'on nomme des Kangars, dans laquelle l'armée des Toures est battue et se sépare en deux. En partie ils s'en vont en Orient dans la direction de la Perse ; — ils s'y fixent et on les appelle encore aujourd'hui des Sabartoyasphaloï, ancien nom des Toures ; — en partie il s'en vont vers l'Occident sous la conduite de leur premier vayvode et chef Lébédias et se fixent dans les endroits que l'on appelle Atelkoezu. Ce sont les Patzinakites qui y habitent aujourd'hui. »

« Les Magyars demeuraient en Atelkoezu — ajoute M. *Jancsó* — quand l'empereur Léon leur demanda de le secourir contre le tsar bulgare Siméon. Alors les Magyars traversent le Danube sous la conduite du fils d'Arpád et remportent une victoire sur les Bulgares et s'en retournent en Atelkoezu, chargés de butin. Pendant ce temps-là la paix est conclue entre les Grecs et Siméon, qui, pour se venger des Magyars, leur suscite l'inimitié des Patzinakites. Ceux-ci, profitant de l'absence momentanée du gros des forces magyares, s'attaquent à leurs campements et les détruisent. Découragés par la vue de la destruction de tous leurs biens, les Magyars s'en vont à la recherche d'une nouvelle patrie. Alors ce sont les Patzinakites qui deviennent les possesseurs de leur territoire, l'Atelkoezu. D'après Constantin, l'emplacement occupé par les Patzinakites où demeu-

raient précédemment les Tourcs, porte un nom dérivant des fleuves qui s'y trouvent. Ce sont la Baruch, le Koubon, le Troublous, le Broutos, (Βρούτος) et le Serethos. » Quels peuvent être les trois premiers, on ne saurait le deviner, mais nul doute que les deux derniers ne soient le *Pruth* et la *Sereth* actuels. Comme le mot *Atelkoezu* veut dire en hongrois *entre eaux*, il est probable qu'il désignait le territoire compris entre le *Niester* et la *Sereth*.

C'est par le col de *Vereczke*, situé dans les *Carpathes orientales* que les *Magyars* entrent dans leur nouvelle patrie, la Hongrie actuelle (vers 890). *Constantin* en indique les frontières avec assez d'exactitude. « Les habitations des Tourcs commencent au pont de Trajan, là où se trouve la tour de Constantin le Grand (actuellement les Portes-de-Fer). De là à trois journées de marche se trouve Belgrade, à l'embouchure de la Save dans le Danube. De cet endroit jusqu'à Sirmium il y a deux journées de marche. Il y a aussi des Tourcs qui habitent entre la Save et le Danube. Ensuite on arrive dans la Grande-Moravie où régnait jadis Sphendoplok (Svatoplouc). Les Tourcs ont mis maintenant ce pays en état de destruction complète... Dans les parages situés au delà du Danube, ce sont les fleuves respectifs qui prêtent leurs noms aux campements des Tourcs. La première rivière est le Témès, la seconde le Toutès (?), la troisième le Maros, la quatrième le Krisos, la cinquième le Tibissus (les noms de Témès et de Maros existent encore actuellement, celui du Krisos et du Tibissus s'exprime en hongrois par Koeroes et Tisza). Les Tourcs ont pour voisins à l'Orient, là où le Danube forme la séparation, une partie des Bulgares; au Nord les Patzinakites, à l'Occident les Francs, au Sud les Croates. »

Venant du côté de la *Russie*, pour propager la religion chrétienne *saint Bruno* (1) parcourut le pays des *Patzinakites* du temps de *saint-Étienne*, premier roi de *Hongrie*. Il y apprit que les *Magyars-Noirs* s'étaient déjà convertis. Il ne se dirigea donc

(1) Ce fut Helferding qui publia le premier en 1856 les relations de saint Bruno. Miklosich ne les fit paraître dans le tome II, de la *Slavische Bibliothek* qu'en 1858.

plus vers eux comme c'était d'abord son intention, mais il s'en alla chez les *Prusses* (Prussiens) païens pour leur prêcher l'Évangile. On sait qu'il faut comprendre la *Transylvanie* sous la dénomination de *Hongrie-Noire* et les *Magyars* de *Transylvanie* sous celle de *Magyars-Noirs*, car en Orient la signification du *noir* est équivalente à *petit*, et du *blanc* à *grand*, quand il s'agit de pays.

Ce furent les *Patzinakites* qui combattirent les *Magyars* avec le plus d'acharnement du côté de l'Orient et c'était probablement à cause de cela que la terre des *Magyars noirs* n'avait, jusqu'à l'avènement de *saint Étienne*, que des liens bien relâchés avec la mère patrie. Un des miracles que relatent la petite et la grande légende, ainsi que l'évêque *Hartwig* sur le compte du saint roi, se rapporte aussi à une invasion de la *Transylvanie* par ces voisins terribles. Étant à la chasse, le fondateur apostolique de la *Hongrie* eut un rêve dans lequel un ange lui apprit l'incursion des *Patzinakites*. Il fait immédiatement savoir cette nouvelle par un envoyé au tribun préposé à la *Transylvanie* afin qu'il rassemble les hommes valides et qu'il délivre une ville, c'était, il paraît, *Gyulafehérvar* déjà complètement bloquée par les envahisseurs. D'après les légendes, ayant entendu parler des vertus de *saint Étienne*, grand nombre de *Patzinakites* accoururent dans son royaume avec tous leurs biens, pour devenir ses sujets, et pour s'amalgamer avec la race magyare.

Mais le reste de ce peuple ouralo-altaïque ne menaça pas moins la paix de la *Hongrie* jusqu'en 1060. Ensuite, ce sont les *Cumans* qui ont continué les incursions, car ils avaient soumis les *Patzinakites*. Comme ils appartenaient à la même race et comme ils parlaient à peu près la même langue, la fusion entre les vainqueurs et les vaincus ne tarda pas de s'effectuer. Aussi les *Magyars* prirent-ils les premières incursions des *Cumans* pour celles des *Patzinakites*. A ce moment-là, le premier empire bulgare n'existant plus, les *Cumans* purent facilement envahir le territoire de la *Roumanie* actuelle et en faire leur propriété. L'empire grec n'était plus assez fort pour les en empêcher. Il lui aurait suffi qu'ils ne traversassent pas le *Danube*, — vœu

qui cependant ne put s'accomplir car les *Cumans* le franchirent à plusieurs reprises : en 1078 et en 1087 (1), incursions dont quelques documents russes font aussi mention, seulement ils ne l'attribuent pas à des *Cumans* mais à des *Polovtzes* — en 1095 pour répondre à l'invitation du prétendant *Léon*, qui voulut se faire passer pour le fils de l'empereur *Diogène*, et en 1114 finalement, car cette fois-là ce furent les *Grecs* qui remportèrent la victoire.

On a vu plus haut quel rôle ont joué les *Cumans* dans la fondation de l'empire d'*Assan*. Il est facile d'en conclure qu'il a dû s'établir une union bien intime entre *Cumans*, *Bulgares* et *Vlachs* de la rive droite du *Danube*, à la suite de cette coopération. Ce fut cette intimité qui rendit possible l'accroissement lent mais continuel du nombre des *Vlachs* sur la rive gauche du *Danube*. Il est non moins intéressant de savoir aussi que du temps de *Béla IV*, roi de *Hongrie*, alors que des dominicains hongrois s'en vont en *Moldavie* pour y fonder un évêché cuman, ses ouailles y sont des *Sicules*, des *Vlachs* et des *Cumans*.

La défaite que ces derniers essuient en 1224, près de *Kalka* contre les *Tartares*, met fin à leur domination. A la suite de cet événement, le même *Béla IV* se fait intituler : « Rex Cumaniæ » et comme tel il donne au grand maître des *Johannites* le *Szörenység* — la *Petite-Valachie* actuelle — et la *Cumanie* située au delà de l'*Olt* — la *Grande-Valachie* d'aujourd'hui. Cependant c'est encore le cuman *Kuthen*, roi des *Cumans*, qui conduit en Hongrie le restant de sa race et les *Jasyges* congénères sous le règne du roi *Ladislas*, surnommé le *Cuman* précisément à cause de la protection qu'il leur accordait. Leurs descendants forment encore présentement un départemet hongrois, qui porte leur nom et que les *Hongrois* considèrent néanmoins comme un des foyers du magyarisme. Du reste, on retrouve le souvenir de leur séjour en *Roumanie* dans les noms de beaucoup de villes et de villages également : il y a des *Komanka*, des *Komanesti*, des *Koman* dans plusieurs districts, ainsi que des *Valea Jasuluj* et *Jassy* lui-même y fait allusion

(1) Scylitzès, *Excerpta ex breviario historico ap. Cedronis*, II, 741.

dont les environs s'appellent dans les documents roumains jusqu'à l'époque des *Fanariotes* « *Cinutul Jasilor.* »

Si, dans quelques chroniques russes et notamment dans celle de *Kiew*, il est plusieurs fois question de la ville de *Berlad*, située en dehors du territoire russe, et de son souverain *Ivanko Rostislavitz*, de qui un compétiteur au trône russe reçoit une armée auxiliaire de 6,000 hommes et avec qui il s'avance jusqu'au *Niester*, et il prend la ville d'*Olésie;* si dans cette même chronique on parle en 1156 de certains *pêcheurs ruthènes* de *Galatz* aussi, d'où l'on conclut à l'existence d'une principauté indépendante englobant cette ville et ses environs, ces données ne militent qu'en faveur de la supposition qu'il pouvait y avoir, dans ces contrées, en dehors des *Patzinakites* et des *Cumans*, d'autres peuples ayant une existence indépendante et jouant un rôle politique. Voilà tout ce qu'on peut constater à l'aide des documents et des auteurs contemporains au sujet de tous ces peuples ayant occupé le territoire de la *Roumanie* actuelle. Partant de leur situation effacée dans ce pays, on devrait supposer logiquement qu'ils en occupaient une semblable en *Hongrie* aussi, comme ils en occupaient réellement. Or, grâce à l'étourderie d'un chroniqueur magyar et précisément à l'occasion du récit de la conquête de la *Hongrie* par les *Magyars*, il y a un texte qui prête aux interprétations les plus hasardeuses et que *Sinkaï* a habilement exploité pour s'en servir comme d'un argument irréfutable en faveur des droits des *Roumains* de la *Hongrie*, tandis qu'en réalité son auteur n'a dû penser en l'écrivant qu'à la glorification de la bravoure de ses aïeux. Son imagination leur y crée des ennemis fictifs afin que leur mérite de les vaincre puisse paraître plus grand. Si sa supercherie tourne à l'encontre de ses désirs et au lieu de profiter à sa race, lui suscite des difficultés, c'est une nouvelle preuve pour démontrer aux historiens, fussent-ils roumains, que la fraude même la plus pieuse est une faute, qui doit recevoir sa punition tôt ou tard et dont les conséquences aussi fâcheuses qu'imprévues ne peuvent être rachetées que par la sincérité et la véracité les plus complètes, comme on essayera de le faire dans les pages suivantes.

CHAPITRE VI

Y A-T-IL EU DES ROUMAINS EN HONGRIE A L'ÉPOQUE DE LA CONQUÊTE DU PAYS PAR LES MAGYARS?

Il n'y a des données historiques réellement documentées se rapportant à la conquête de la *Hongrie* par les *Magyars*, que celles qui concernent leurs faits et gestes dans la partie occidentale du territoire ayant formé la *Grande-Moravie* et appartenant à l'époque aux deux frères ennemis *Mojmar II* et *Svatoplouc II*. Car comme ces souverains moraves, tantôt en bonne intelligence tantôt en hostilité avec les *Allemands* déjà chrétiens, ainsi que leurs sujets faisaient partie du diocèse de l'évêque de *Passau*, — suffragant de l'archevêque de *Salzbourg*, — sans parler de l'éclat qu'a pu jeter sur le pays la présence de *Cyrille*, le célèbre « apôtre des Slaves » et de son frère *Méthode*, — les événements qui s'y sont passés, se trouvent fidèlement consignés soit dans l'histoire de l'Église, soit dans les annales de l'*Allemagne*. On sait donc pertinemment que la *Grande-Moravie* a été plusieurs fois attaquée par les *Magyars* et que l'on peut indiquer comme date de son anéantissement l'année 907, dans le courant de laquelle a eu lieu la bataille de *Pozsony* perdue par *Louis*, dit l'*Enfant*, roi de *Germanie*, l'allié des dits souverains moraves.

Les relations des sources étrangères au sujet de la conquête sont grandement confirmées par les récits des trois chroniqueurs hongrois : *Kézai* (1282), le moine *Marc* (1358), et *Thuroczy* (1464). Ils ne citent parmi les habitants contemporains que les *Moraves* ayant montré de l'énergie dans leur résistance aux envahisseurs. Quant au quatrième, connu sous le nom de l'*Anonyme* qui s'intitule *P. dictus Magister ac quondam bonæ memoriæ gloriosissimi Belæ regis Hungariæ Notarius*, il n'en fait nullement mention et il raconte au contraire, une foule de

choses qui ne sont mentionnées ni dans les autres chroniques hongroises ni dans aucune relation étrangère. Voilà ses passages les plus importants selon la version de *Sinkaï*, d'où l'irrédentisme roumain tire son deuxième chef d'accusation contre les *Magyars*.

« Ayant obtenu de Zalan, souverain des Bulgares, le territoire qui s'étend jusqu'au fleuve de Sajo, Arpád n'hésita pas beaucoup, mais il envoya des ambassadeurs à Ménmarot aussi, chargés de cadeaux semblables à ceux envoyés à Zalan, et il lui demanda la cession du territoire entre le fleuve Szamos, les montagnes de Meszes et le Nyirsèg. Mais Ménmarot ne fut pas enclin à satisfaire la demande d'Arpád. Ce dernier envoie donc contre lui une armée et lui prend de force ce qu'il n'a pas voulu lui céder de plein gré. Les chefs magyars, parmi lesquels se trouvait Tuhutum, indiquent la frontière par une borne au pied du Meszes. »

« Pendant qu'ils séjournent à cet endroit, ils se préoccupent tous, mais Tuhutum plus particulièrement que les autres : comment on pourrait s'emparer de la Transylvanie, de manière à ce qu'elle reste toujours dans leur pouvoir? Tuhutum envoya donc Ogmand, le fils d'Opaforkos, pour explorer le pays. Celui-ci part, explore et devient tout enthousiasmé de ce qu'il voit. En retournant chez Tuhutum, il dénigre les Roumains et ne tarit pas sur les beautés de la Transylvanie en déclarant que : « ses habitants sont les plus misérables gens du monde « tout entier, car ils sont des Vlachs et des Slaves, qui en dehors « de la flèche et de l'arc n'ont aucune autre arme. Leur chef « Gélou n'est point brave et il n'a pas même dans son entourage « de bons guerriers. Il ne pourra donc pas résister aux Magyars, « car il a déjà assez souffert des Cumans et des Patzinakites. »

« Étant informé de tout ceci, Tuhutum fait aussitôt prier Arpád de lui permettre de traverser les montagnes du Meszes et de se mesurer avec le prince des Roumains. Après en avoir obtenu la permission, il se met en route avec ses guerriers, et laissant ses frères d'armes (les autres chefs magyars) au pied du Meszes, il traverse les forêts dans la direction de l'Est pour attaquer Gélou, le prince des Blacques (Vlachs). Or ayant

appris l'arrivée de Tuhutum, celui-ci rassemble ses guerriers et s'avance au-devant de lui afin d'empêcher son passage à travers le Meszes. Mais Tuhutum l'avait déjà traversé et il arriva quelque temps après sur les bords de la rivière d'Almas. Ce fut là que les deux armées se rencontrèrent. »

« Le prince Gélou se berça alors de l'espoir que ses archers pourraient arrêter son adversaire. Mais Tuhutum avait déjà son armée partagée. Il en envoya la moitié en amont de la rivière afin qu'elle la traverse inaperçue et qu'elle puisse attaquer à revers les guerriers de Gélou. Or, la chose se fit justement comme cela. Et comme la traversée peut facilement s'exécuter, les deux moitiés de l'armée magyare arrivèrent en même temps sur le champ de bataille. Elle se battirent toutes deux avec courage et elles remportèrent une victoire complète sur l'armée de Gélou, en lui faisant subir des pertes énormes soit en morts et soit surtout en prisonniers. Ce que voyant, le prince Gélou afin de sauver sa vie, ne chercha plus son salut que dans la fuite. Mais avant d'arriver à son château fort situé au bord du Szamos, il est rejoint par les hommes de Tuhutum qui l'avaient poursuivi, et il est tué sur le bord du Kapus. Après avoir appris la mort de leur souverain, les habitants du pays tendirent volontiers leur droite pour faire la paix et ils offrirent à Tuhutum, au père de Horka, la succession de Gélou. Ayant scellé leur fidélité par un serment (en magyar *Eskü*) ils appelèrent l'endroit où cet acte eut lieu, Esküllö. Depuis ce jour, Tuhutum ainsi que ses descendants possédèrent la Transylvanie en paix et dans le bonheur, mais seulement jusqu'à l'avènement de saint Étienne. »

« Nous apprenons donc de ce passage de l'Anonyme, ajoute *Sinkaï*, que ce ne fut pas les armes à la main que les Magyars soumirent les Roumains. (*Hungari vi armorum Transylvaniam non occuparunt.*) Il y eut soumission volontaire de la part de ces derniers et union entre les deux peuples sur le pied de l'égalité qui dura jusqu'au moment où les Roumains furent dépouillés de leurs droits par les Approbata, la charte réglant la constitution politique de la Transylvanie. »

C'est d'après l'*Anonyme* que *Pierre Maior* fait l'historique de

la conquête du territoire de la *Hongrie* aussi. En citant son récit, il assure que certains passages y démontrent clairement combien le chroniqueur a été enclin à glorifier les *Magyars*. Il est cependant indiscutable, selon lui, que d'avoir élu *Tuhutum* pour leur souverain, ne changeait rien à la situation des *Roumains* de la *Transylvanie* En somme, ils ne firent qu'élire *Tuhutum* pour remplacer son prédécesseur décédé; et s'ils étaient auparavant les sujets de *Gélou,* ils le furent alors de *Tuhutum* seulement et non pas en même temps d'*Arpád* et des *Magyars* également. Cela n'est arrivé qu'au moment où *Gyula le Jeune* a été vaincu par *saint Étienne.* Ce fut à la suite de cette défaite que les *Roumains* perdirent leur domination en *Transylvanie,* sans perdre toutefois simultanément leurs droits politiques.

On peut se poser ici avec raison la question suivante, poursuit *Maïor :* les guerriers magyars sont-ils ressortis de la *Transylvanie* pour rejoindre *Arpád* ou sont-ils restés au service de *Tuhutum*, déjà prince des *Roumains?* Comme ces guerriers ne lui ont pas prêté serment, ils sont probablement retournés chez *Arpád*, à qui ils étaient liés par un serment de fidélité. D'ailleurs, si un chef n'est pas abandonné par ses troupes, *Anonyme* le souligne particulièrement. Il ne faut pas oublier non plus qu'après une conquête, les chefs magyars avaient l'habitude de distribuer des propriétés aux plus braves. Or le chroniqueur ne fait pas ici mention que *Tuhutum* eût fait alors des donations pareilles. Donc aucun *Magyar* n'est resté avec lui en *Transylanie ;* il n'en est venu qu'au moment où *saint Étienne* a soumis *Gyula* et encore il n'y en est venu qu'un petit nombre isolément et non pas en masses compactes comme les *Saxons* et les *Sicules*. La manière dont les *Magyars* vivent aujourd'hui éparpillés parmi les *Roumains* le prouve surabondamment.

L'*Anonyme* rapporte aussi qu'après avoir vaincu les *Slaves*, *Szabolcs* en fit des serfs et il n'en dit pas autant des *Roumains*. On doit donc conclure qu'ils ont gardé leur indépendance en *Transylvanie* jusqu'au XIe siècle. Et quelle était la raison à cause de laquelle ils élurent *Tuhutum* pour souverain? Il savait

le roumain, ayant vécu un certain temps au millieu des *Patzinakites* et des *Cumans*, qui n'étaient que des *Roumains* non soumis. Des vieux auteurs grecs l'attestent et, au reste, ne leur était-il pas aisé de changer le nom *Roman* ou *Rouman* en *Koman* ou *Kouman?* Cette petite falsification graphique leur a été imposée par la nécessité de se distinguer des *Roumains;* car, ne voulant pas renoncer à l'idée que leur empereur ne soit en même temps l'empereur de l'empire occidental, ils se donnaient aussi le nom de *Romains!* Les *Grecs* eurent sous ce rapport des imitateurs chez divers peuples. A la fin, ce nom nouveau devenait tellement à la mode que, s'entendant appeler par tout le monde des *Cumans* ou des *Comans*, les *Roumains* l'adoptèrent eux-mêmes.

Mais le territoire de la *Hongrie* actuelle ne renfermait pas seulement la principauté roumaine indépendante de *Gélou ;* plusieurs autres s'y trouvaient également. « Par malheur, écrit *Hilarion Papiu* (1), ayant vécu entre eux en hostilité sous la domination des barbares aussi, et complètement oublieux de l'unité nationale, les Roumains s'organisèrent après la disparition de leurs oppresseurs sans penser un instant à leur union. Ils vivaient sous des chefs respectifs, non seulement indépendants de toute influence étrangère, mais aussi en ne se souciant guère des liens qui d'ordinaire resserrent ensemble tous les enfants d'une même race. » Ce fut la raison à cause de laquelle après la domination des *Avares*, les principautés de la *Basse-Dacie* (la *Roumanie* actuelle) tombèrent bientôt sous celle d'autres barbares. Par contre, il y avait des principautés indépendantes dans la *Haute-Dacie*, la *Transylvanie* actuelle, dans *Bihar* et dans le *Banat*, formant actuellement les départements limitrophes de la *Hongrie*. Notamment en *Transylvanie* comme il a été dit plus haut, celle de *Gélou* (exactement de *Julin*), dans *Bihar* celle de *Ménmarot* (exactement de *Mariot* ou de *Minor Marius*) et dans le *Banat* celle de *Gladin* (exactement de *Claudin*). Ce sont les historiens magyars qui, seuls, ont consigné l'histoire des *Roumains* de cette époque, car ces derniers pré-

(1) *Istoria românilor din Dacia superiore,* I, p. 8.

féraient déjà alors, comme dit judicieusement *Cantemir*, l'exécution des grandes et louables œuvres à leur description !

Ce fut ainsi que le brave *Ménmarot*, le souverain du territoire situé entre les trois fleuves : le *Tibissus*, le *Maros* et le *Szamos*, fit la réponse suivante aux ambassadeurs d'*Arpád* qui le sommaient de remettre sa principauté à leur maître comme à un descendant d'*Attila*, à qui elle appartenait jadis. « Dites à votre prince Arpád, au chef des Magyars, que nous ne lui devons autre chose que ce que doit un ami à son ami, de ce qu'il a besoin en sa qualité d'hôte. Quant à la terre, qu'il désire obtenir de notre bonne volonté, elle ne lui appartiendra pas de notre vivant. Aussi étions-nous très peiné de voir que le prince Zalan lui ait cédé un territoire aussi considérable soit de bon gré, à ce qu'il dit, soit par crainte, ce dont il ne veut pas convenir. Nous n'avons pas envie de lui céder un seul pouce de notre territoire ni par crainte ni par bonté, quoiqu'il prétende y avoir droit. Ses paroles ne nous intimident pas, même s'il prétend descendre d'Attila, le fléau de Dieu, car ce fut par violence que celui-ci arracha à mes aïeux cette terre qui m'appartient de nouveau grâce à la bonté de l'empereur constantinopolitain, et que je ne laisserai plus jamais sortir de mes mains ! » Ayant parlé ainsi, il accorda aux ambassadeurs la permission de se retirer.

Très courroucé par la réponse hautaine du souverain des *Roumains*, *Arpád* envoya contre lui incontinent l'élite de ses guerriers. *Ménmarot* les reçut à la tête de son armée. Ce premier choc ne procura pas aux *Magyars* des avantages bien sensibles. *Ménmarot* se replia derrière la rivière de *Koeroes* et parvint à s'y maintenir victorieusement. Mais il ne déposa les armes que quand, ayant conquis le restant du pays, *Arpád* l'attaqua une seconde fois. En réalité, ce n'est pas par les armes que les *Magyars* l'ont soumis, mais en lui proposant une alliance à laquelle le mariage de *Zoltan*, fils d'Arpád, avec une fille de *Ménmarot*, a donné la consécration la plus éclatante. *Ménmarot* mourut deux ans après cet événement et comme il ne laissa pas de fils, ce fut son gendre *Zoltan* qui hérita de sa principauté roumaine de *Bihar*. Ce n'est donc

pas la conquête qui en a fait une possession magyare, mais le mariage.

C'est de la même manière qu'a eu lieu la soumission de *Glad* (Claudiu), prince roumain de *Témès*. Il sut garder l'indépendance aussi bien pour lui-même que pour ses successeurs, de façon que cette contrée pouvait également jouir d'une autonomie complète sous ses souverains nationaux. Il advint cependant que son petit-fils *Ohtumu* (exactement *Optumus*) ayant conscience de sa puissance croissante et s'étant rappelé de l'ancienne splendeur de sa principauté, ainsi que se fiant à la bravoure de ses nombreux nobles et guerriers, ne voulut plus obéir à *saint Étienne*. De là la furieuse attaque de ce dernier qui ne put remporter la victoire dans une bataille sanglante où *Optumus* périt, que grâce à la trahison de son gendre *Cinadu* (Csanad). L'indépendance de la *Transylvanie* ne disparut pas d'une autre manière. *Gyula*, le petit-fils de *Tuhutum*, embrasse la religion de ses sujets roumains, c'est-à-dire la religion grecque-orientale, dès 948. Sa fille *Charlotte* se marie avec *Géza*, père de *saint Etienne*. Donc c'est d'après le rite grec-oriental que *saint Étienne* est baptisé. Pour être roi, il devint plus tard catholique et comme *Gyula le Jeune* ne voulut pas abandonner sa religion grecque-orientale, il l'attaqua à la tête de ses armées et lui ayant ravi sa couronne, il réunit la *Transylvanie* à la *Hongrie*. Mais les *Roumains* restèrent grecs-orientaux même après la défaite de *Gyula* et ne se convertirent point au catholicisme.

A vrai dire, l'*Anonyme* ne parle en fait de princes roumains ayant régné sur le territoire de la Hongrie actuelle, que de *Gélou le Transylvanien*. Or celui-ci ne règne pas non plus sur une population roumaine pure, mais sur des *Roumains* et des *Slaves* mélangés. Que *Ménmarot* et *Glad* aient été des princes roumains, l'*Anonyme* lui-même l'ignore. Selon lui, ce furent des « peuplades soi-disant Khazares » qui vivaient sous son sceptre, donc ce ne fut pas un prince roumain proprement dit, mais un prince khazare. Pour en faire un prince roumain, *Pierre Maïor* dit que les *Khazares* ou exactement les Khozares formaient une partie de ces colons romains que les empereurs

romains avaient fait venir en *Dacie* de la ville de *Coza* en *Calabre!*

En ce qui concerne *Glad*, le seigneur de *Témès*, l'*Anonyme* ne fait sur son compte que la réflexion suivante : « Le territoire qui s'étend du fleuve du Maros jusqu'au château-fort d'Orsova, fut conquis par le chef nommé Glad qui y arriva du château-fort de Vidin en compagnie des Cumans. » Cette supposition est plus fondée que celle qui se rapporte au roumanisme de Ménmarot; car, d'après son récit, il advint que les *Magyars* ayant attaqué *Glad*, celui-ci leur livra une bataille derrière le *Témès* à la tête « d'une nombreuse troupe de fantassins et de cavaliers et avec le concours des Cumans, des Bulgares et des Roumains, » — bataille qu'il perdit d'ailleurs complètement. Pour faire de *Glad* un prince roumain, lire quelque part qu'il ait été aidé par des *Roumains* dans son entreprise contre les *Magyars*, a largement suffi aux historiens daco-roumains.

« Le secrétaire anoyme du roi Béla est le seul chroniqueur du moyen âge, dit *Roesler* (1), — chez qui les Roumains jouent un rôle satisfaisant pour les exigences des historiens roumains; le seul chroniqueur qui les trouve installés au IXe siècle dans les parages de l'ancienne Dacie et leur territoire actuel; et le seul aussi qui ne les considère pas seulement comme un élément nomade de pâtres errants, mais comme un peuple vivant sous le sceptre de ses propres princes, dans un état constitué. »

Si, pour étudier une personnalité aussi importante au point de vue des revendications roumaines, on examine de près sa chronique finissant avec le règne de *Béla Ier*, voici les conclusions auxquelles doit s'arrêter tout esprit impartial.

Laissant de côté l'auteur lui-même caché derrière l'anonymat, il s'agit d'abord de déterminer de quel *Bela* il a été le secrétaire — ou, comme il s'appelle, le notaire. Aujourd'hui on penche de plus en plus vers la supposition qu'il vivait à l'époque du quatrième roi de ce nom, dans la seconde moitié du XIIIe siècle, car il mentionne l'existence de la principauté

(1) ROESLER, *Rumänische Studien*, p. 149.

de *Susdale*; il s'emporte contre la curie romaine pour défendre les droits héréditaires de la maison d'*Arpád* en face des compétiteurs au trône de la *Hongrie* de la maison d'*Anjou*. Mais l'argument le plus décisif est le suivant : l'*Anonyme* emprunte certains passages au livre de contes de *Gui de Columpna* intitulé : « La guerre de Troie », ouvrage qui n'a été terminé qu'en 1272.

Écrite presque quatre cents ans après la conquête de la *Hongrie* par les *Magyars*, cette chronique est un curieux spécimen de l'historiographie comme on la comprenait aux environs de la Renaissance. Si, d'une part, elle contient beaucoup de données précieuses au sujet de l'histoire des *Magyars*, d'autre part, il est impossible de la considérer comme une source sérieuse au point de vue de la conquête du pays non seulement à cause de la difficulté que l'on a et de la circonspection qui est nécessaire pour faire un choix parmi ses assertions, mais surtout parce qu'il transporte les événements de son époque à celle qu'il décrit. Il a beau affirmer qu'il n'écoute pas les *hégédoes* (les trouvères), ni les bavardages du peuple, en réalité il ne travaille que sur les données fournies par les traditions. En sa qualité de savantasse, il les regarde de toute sa hauteur, et il se croirait perdu s'il les répétait dans leur simplicité. Aussi les présente-t-il affublées d'oripeaux, enjolivées de contes et de quolibets. Par rapport à son époque, c'est un lettré; il connait *Régino*, *Saint-Jérôme*, le *Cycle d'Alexandre le Grand*, l'ouvrage de l'évêque de Séville *Isidore*, intitulé : *Etymologia*, à l'exemple duquel il confectionne ses calembours et ses analyses grammaticales.

Son plus grand tort est cependant d'avoir des idées préconçues; il veut faire paraître le peuple magyar comme le plus brave et le meilleur, digne de dominer sur toutes les autres nations. S'il se sert de la chronique de *Régino*, il en retranche la première partie prudemment, parce que la *Hongrie* y est dépeinte comme un pays inhabité et désert, dont la conquête n'aurait pas exigé de grands efforts. Le secrétaire chauvin se croit donc obligé de la remplir d'une foule de princes et de principautés, qui historiquement n'ont jamais existé, mais sur

qui faire triompher ses *Magyars* est pour lui une satisfaction patriotique incommensurable!

L'*Anonyme* est en contradiction aussi avec tout ce que l'on peut lire dans les autres sources relativement à la manière de combattre des *Magyars* au temps de la conquête du pays. Tandis que *Régino* affirme, conformément à la vérité, que c'était au moyen d'une pluie de flèches qu'ils anéantissaient leurs ennemis, — lui prétend qu'ils se servaient principalement de sabres. Aussi refuse-t-il de voir dans les *Slaves* et les *Vlachs* des adversaires redoutables parce qu'ils n'ont pas d'autres armes que les flèches, or les *Magyars* de la conquête n'en avaient pas d'autres non plus, et il a jugé étourdiment selon la tactique militaire de son temps.

Il fait de même avec les conditions ethniques de la *Hongrie* à la fin du IX[e] siècle, en y laissant jouer un rôle important aux *Cumans* et aux *Bulgares*. Or, quant aux premiers, il avait été dit plus haut qu'ils ne parurent sur le théâtre du monde qu'après 1060. Seulement, comme dès lors ils ont donné beaucoup de fil à retordre aux *Magyars* jusqu'au règne de *Béla IV*, pour l'*Anonyme* quoi de plus naturel que d'en découvrir aussi du temps de la conquête parmi les alliés de *Glad*, qui accourent à son secours du côté du *Bas-Danube*? Et comme la situation et les conditions ethniques d'alors de la péninsule balcanique étaient déjà bien connues à cause des guerres que les *Magyars* avaient eues avec les empereurs grecs, quoi de plus naturel de sa part que de placer des *Bulgares* dans les parties orientales du pays et dans le bassin du *Tibissus*, et des *Vlachs* et des *Slaves* en Transylvanie! Car du temps de *Béla IV*, en *Transylvanie*, il y avait encore des *Slaves* mais déjà des *Roumains* aussi. On n'a qu'à se rappeler que du document datant de 1231, dans lequel il s'agit du droit de propriété de la terre de *Boje*, elle n'est rendue à *Thrulh* par *Gallus*, le fils de *Wdh*, qu'à cause des aïeux de *Thrulh* qui l'avaient possédée de mémoire d'homme «et a temporibus jam, quibus ipsa terra Blaccorum terra Bulgarorum extitisse fertur». Si l'on parle déjà en 1231 d'un *Roumain* habitant une propriété roumaine, comme de quelqu'un dont les aïeux y ont demeuré de mémoire

d'homme, on peut supposer qu'elle peut bien signifier l'espace de temps de cent ans et qu'il y ait deux cents ans d'écoulés depuis la première arrivée des *Roumains* en *Transylvanie* jusqu'à *Anonymus*. Aussi n'eut-il aucune hésitation d'en conclure que les *Roumains* ne fussent les habitants autochtones de la *Transylvanie*, vaincus par *Tuhutum*, en compagnie de *Slaves* y ayant vécu également de mémoire d'homme. Voilà la valeur que peut avoir son récit au sujet de *Gélou* et de l'existence d'un état roumain en *Transylvanie* et rien d'autre, comme il appert des faits suivants, encore plus clairement, s'il est possible.

On lit dans les auteurs byzantins *Scylitzès* (1057) et *Kedrénos* (1130) que ce furent deux grands seigneurs magyars : *Bolosudès* et *Gylas*, qui se firent baptiser tout d'abord à *Constantinople* et que le dernier amena même avec lui en *Hongrie* un moine appelé *Hierotheus* que le patriarche *Théophilaktus* consacra évêque de *Hongrie*. C'est donc *Gylas* qui apporte la première semence du christianisme parmi ses compatriotes. Or les *Roumains* étaient déjà certainement chrétiens à ce moment-là, chrétiens orthodoxes; comment se fait-il que s'ils vivaient en *Transylvanie*, *Gylas* ne les aperçoit pas et que, devenu chrétien, il ne s'occupe pas d'eux, ses coreligionnaires qui se trouvent parmi ses administrés?

C'est avec le zèle d'un apôtre que *saint Bruno* parcourut le pays des *Patzinakites*. Il poussa une pointe jusque dans la *Moldavie* et la *Bessarabie* et c'est là qu'il apprit que les paroles de Dieu avaient déjà fait des prosélytes même dans la *Hongrie Noire*. Mais il ne souffle pas mot des chrétiens roumains et cependant, d'après les savants roumains, il devait y en avoir une grande quantité dans les contrées qu'il a parcourues.

Ohtum fait venir de *Widdin* des moines bulgares dans le monastère qu'il a fait bâtir dans le voisinage du *Maros*. D'autre part, on sait, d'après l'histoire et la légende, qu'il a mis l'embargo sur le sel venant de *Transylvanie* pour le compte du roi de *Hongrie*. La *Transylvanie* ne lui est donc pas inconnue et dans le *Banat* il y avait, comme les historiens roumains

l'affirment, un souverain roumain; et cependant il ignore l'existence des *Roumains* chrétiens de la *Transylvanie* et du *Banat,* et pour avoir des prêtres chrétiens il est obligé de s'adresser aux pays étrangers. Nonobstant les *Roumains* des environs du *Maros*, comment se fait-il que *saint Gérard* ne se peine plus tard qu'avec des disciples magyars, au lieu de fraterniser avec les premiers en sa qualité d'Italien?

Au temps de l'incursion des *Mongols* (1243), *Rogérius* s'enfuit de *Nagy-Varad* dans le département *d'Arad* et de là en *Transylvanie*. Il erre dans les champs pendant des semaines entières ayant mille aventures. Il les raconte minutieusement en s'étendant sur le caractère ethnique des gens qu'il a rencontrés. Eh bien! il parle tour à tour des *Allemands*, des *Magyars* et des *Cumans* mais il n'aperçoit pas un seul *Roumain* et cependant en sa qualité d'*Italien* qui n'aime ni les *Allemands*, ni les *Magyars*, il n'aurait certes pas oublié d'en faire mention dans la préface de son « Carmen miserabile » dédié à un évêque italien, s'il en eût vu quelque part.

Au contraire, la circonstance que *Bakna* et *Bua*, fils du chef *Gyula*, conspirent en *Transylvanie* dans l'intérêt de la religion nationale des *Magyars* — ils étaient guèbres — démontre clairement qu'il y avait là, dès le lendemain de la conquête, une population magyare extrêmement attachée aux traditions de sa race qui formait, dans le premier demi-siècle de la conversion au christianisme des *Magyars*, un vrai foyer de résistance pour le paganisme.

Quoique remontant sinon au déluge, mais au moins aux temps les plus obscurs du moyen âge, ces récapitulations historiques ne pouvaient pas être évitées. Elles réduisent à leur juste valeur les prétentions des *Roumains* à se poser en représentants de la civilisation romaine dans l'Est de l'*Europe* et en victimes d'une spoliation brutale de la part du peuple magyar. Vu son tempérament sensible et son libéralisme invétéré, rien ne pouvait mieux affecter celui-ci qu'un reproche pareil. Car, tout en étant convaincu de son bon droit acquis au prix du sang versé par ses aïeux et à une époque où l'on n'en reconnaissait pas d'autre que celui du plus fort, il lui aurait

été très pénible de penser que le royaume de *Hongrie* contînt seulement une parcelle de terrain qu'un voisin ami pourrait revendiquer avec la moindre lueur de raison.

Non, grâce à Dieu, en prenant possession de la *Hongrie*, les *Magyars* n'ont pu ni léser les intérêts des *Roumains*, ni les priver de leur indépendance puisqu'il n'y en avait pas dans le pays à l'époque de la conquête comme il n'y en avait que très peu en général — et aucun appartenant à la population d'un état roumain constitué, — sur toute la rive gauche du *Danube*. Concernant la prétendue origine dacique des *Roumains*, qu'il soit permis d'ajouter aux arguments déjà exposés plus haut les réflexions suivantes, tirées d'une conférence de *Michel Cogolnicéano*, du célèbre professeur de l'*Académia Mihaileana* de *Jassy* lui-même :

« Je ne veux pas faire un mystère de l'origine latine de nos lois, de nos mœurs, de notre langue et de notre race, car elle est depuis longtemps reconnue par l'histoire, mais je tiens à vous répéter que je n'ai aucune envie de présenter comme les nôtres les actions des Romains. Et je m'efforcerai, au contraire, de vous faire observer que si vous voulez être leurs descendants, vous assumez aussi l'obligation d'accomplir quelque chose de comparable aux hauts faits de ce peuple providentiel. (1) »

Prononcées il y a une cinquantaine d'années, ces paroles sont aujourd'hui d'autant plus de saison qu'avec le progrès des idées démocratiques le mérite individuel devient l'unique source de toute considération de fortune ou de réussite. D'ailleurs à l'égard de l'ancienneté de leur race et de leur langue les *Magyars* n'ont aucune comparaison à redouter, les savantes recherches d'un linguiste tel que M. *Jules Oppert*, membre de l'Institut, ayant démontré leur parenté avec les *Chaldéens* primitifs et sumériens et les *Mèdes*. Elle a été pressentie par plusieurs historiens hongrois au commencement de ce siècle — notamment par *Étienne de Horvath* — et les extravagantes spéculations généalogiques et étymologiques de *Pierre Maïor*

(1) *Cuvênt introductio la cursul de Istoria nationala, rostit in* 24 *novembrie* 1848 *in Academia Mihaileana*. Jassy.

ne doivent être envisagées que comme des imitations grossières. exécutées dans leur manière. Seulement, tandis que les savants hongrois n'obéissaient qu'à leur curiosité scientifique en fouillant les couches les plus profondes de leur histoire nationale, *Sinkaï* et *Maïor* visaient un but politique tout matériel et, qui pire est, semaient les germes de la discorde entre deux peuples voisins, faits pour s'entendre et pour marcher ensemble, pour combattre en Orient l'ignorance et la réaction!

LIVRE DEUXIÈME

RELATIONS ENTRE MAGYARS ET ROUMAINS JUSQU'A LA FIN DU XVIIe SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER.

SOUS LES ROIS DE LA MAISON D'ARPAD

Si l'on écoutait les historiens roumains au sujet des relations de leurs ancêtres avec les *Magyars* au onzième et au douzième siècle, il faudrait arriver à la conviction qu'elles étaient absolument nulles, vu que, d'après leur dire, il n'y avait pas de *Magyars* en *Transylvanie* avant 1291.

« Le territoire de la Transylvanie fut très dépeuplé par suite de longues et sanglantes guerres avec les Cumans ; c'est pourquoi il ne figure dans les document jamais autrement que : « terra vastea et inhabitata — dit *Joan Slavici* (1). Pour le repeupler, les rois de Hongrie y amènent des colons de diverses nationalités. Les premiers sont fournis par les Patzinakites, que l'on place au long des montagnes (1122 à 1125). Après ceux-ci arrive un groupe considérable de Cumans qui se fixe dans la vallée du Tibissus (Tisza), sur la rive droite du fleuve. C'est enfin le roi Geiza II (1141 à 1161) qui commence à faire venir des colons de l'Allemagne. Leur immigration dure sans interruption pendant cent ans... En Transylvanie on les appelle des Hospites et plus tard des Saxons. On les installe le long de la route que les Cumans ont l'habitude de suivre.

(1) Joan Slavici, *Ardealul. Studiu istoric*. Bucuresci, 1893.

En 1211, le roi André II fait don du Bartzasàg à l'Ordre teutonique. S'ils sont éloignés par André II, les Saxons ne restent pas moins sur leurs territoires mêmes après l'incursion des Mongols. »

« Les Sicules — selon toute probabilité une branche détachée au IXme siècle du tronc magyar — campaient jusqu'à l'incursion des Mongols dans les environs des sources du Maros et de l'Olt ; ils ne s'établissent dans la vallée du Maros qu'après cette incursion néfaste. Ce fut au même moment — en 1279 — que Ladislas le Cuman fit don aux Cumans — arrivés du temps de Béla IV — des terrains dépendant des places fortes de la couronne et situés entre le Tisza, le Koeroes et le Maros, ainsi que des propriétés ayant appartenu à des nobles ou à des hommes liges et qui, depuis l'incursion des Mongols, n'avaient plus de possesseurs. »

« Et ici nous avons le droit de demander maintenant quelle a été la nationalité des individus, qui habitaient sur ces porpriétés offertes en cadeaux aux Saxons, aux Sicules et aux Cumans. C'étaient les descendant des Romains comme les Basques le sont dans les Pyrénées ; ils vivaient retirés aux sources des fleuves, dans les vallées perdues, sur les sommets des glaciers et partout, en un mot, où c'est en masse compacte que demeurent aujourd'hui les Roumanis. »

« Il n'y a pas encore des Magyars en Transylvanie à ce moment. En 1246, trois ans après le départ des Mongols, Béla IV exempte chaque Magyar de la juridiction du vayvode s'il s'établit sur les propriétés de l'évêché de Gyulafehérvàr, car ce diocèse était tellement dégarni de population qu'il y en avait à peine au siège même de l'évêque. Nous pouvons demander maintenant qui étaient ces hommes tombés dans les combats et à quelle nationalité appartenaient les colons qui leur ont succédé. Dans son édit sus mentionné, le roi nomme encore les endroits suivants : dans le département de Doboka, les communes de Herina et de Byolocol ; dans celui de Kolozs celle de Golou (Gyalu), et dans celui de Szolnok, celles de Tasnàd et de Zilah. La population des département dont parle Béla IV, est aujourd'hui roumaine, tandis que celle des endroits

cités est magyare. Il faut en conclure que l'ancienne population ne pouvait pas être la population magyare des villes, mais la population roumaine des vallées inconnues ! »

« Nous ne savons pas quelle a été la situation ethnique de la Transylvanie en 1002, au moment où on a déposé le vayvode Gyula. Il est cependant indubitable qu'il n'y avait pas de Saxons avant 1143 et que les Sicules ne quittèrent les voisinages des sources de l'Olt et du Maros qu'après l'incursion des Mongols et que l'on ne trouve pas de Magyars en Transylvanie avant 1291. Ce fut dans le courant de cette année qu'André III, le dernier rejeton des Arpàd, convoqua une diète à Gyulafehérvàr, mais il n'y fit venir que les nobles sicules, saxons et roumains (nos universis nobilibus Saxonibus, Siculis et Olachis in partibus Transsylvanis apud Albam-Juliam pro reformatione status eorumdem congregationem cum iisdem fecissemus). Donc ne pas « in Transsylvania », mais seulement « in partibus Transsylvanis », dit le roi André III. Les Sicules depuis qu'ils sont pour la première fois apparus dans l'histoire, n'ont jamais été soumis au vayvode, mais seulement à l'Ispàn des Sicules qui était tout autant un vassal du roi que le vayvode. Les Saxons ne dépendent pas non plus de ce dernier, mais du Comes des Saxons, également un vassal du roi. Et les Roumains avaient aussi leur Ban, un vassal du roi également, demeurant à Fogaras, en face du col de Voeroestorony. Les Roumains installés en colons militaires sur les terres dépendant des places fortes de la couronne étaient au même titre des *exempti* (des privilégiés) que l'étaient ceux établis sur les propriétés de l'évêque, qui ne dépendaient que de leurs chefs, appelés des Kénez. On apprend des documents se rapportant aux privilèges, que la juridiction des vayvodes transylvaniens ne s'étendait que sur le bassin occidental du Maros et au delà de la ligne occidentale seulement sur les départements de Szolnok, Kraszna, Bihar et Zarànd. Dans la vallée du Sebes-Koeroes, il y avait un vayvode aussi ayant pour siège Belényes. Un autre se trouvait dans la vallée du Fehér-Koeroes ayant pour siège Hodos. Au delà du Maros, vers le Midi, il y avait des Kéneziats aussi, notamment à Lippa, à Facset, à

Lugos et à Karan-Sebes. Toutes ces contrées réunies constituaient les « partes Transsylvaniae, » ou le roi de Hongrie avait une foule de vassaux et dont la noblesse tenait ses diètes à Gyulafehérvàr, tandis que ce fut à Alba-Regia (Székes-Fehèrvàr) que les nobles magyars se rendirent pour prendre part à la diète de Hongrie. Les nobles qui s'assemblaient à Gyulafehérvàr n'étaient donc pas des Magyars. »

... « Bien qu'il eût accepté sous beaucoup de rapports les institutions des peuples de l'Occident, données par Charlemagne, saint Etienne s'est vu forcé de compter avec les usages de ses peuples et surtout avec ceux des Magyars. C'est à cause de cela que nous le voyons constituer l'armée du royaume de deux éléments. Les Magyars forment une armée nationale comme auparavant; mais le roi ne peut s'en servir que conditionnellement. Les nobles magyars, qui la composaient, n'étaient tenus d'aller en guerre en dehors des fontières du pays que si la chose leur couvenait et s'ils étaient payés par le roi. A côté de cette armée, il y en avait aussi une autre également royale, mais formée de mercenaires et de colons privilégiés, tels que les Saxons, les Allemands du Szepesség (Zipsen), les Patzinakites et les Cumans, ainsi que tous ceux qui reçurent des donations royales en échange desquelles ils furent obligés de rendre des service équivalents dans l'armée royale. A tous points, leurs ressemblants étaient ces colons militaires aussi, que l'on appelait des « dvornik » ou des serfs royaux, établis autour des places fortes de la couronne, qui se trouvaient sur le chemin des Cumans et des Tartares. Ils étaient tous, par rapport aux nobles magyars, des hommes libres, cependant ils ne possédaient pas la noblesse hongroise et conséquemment ils n'allaient pas aux diètes que les rois tenaient en Hongrie, ordinairement à Szèkes-Fehérvàr (Alba-Regia). »

« L'indépendance des Saxons de la Transylvanie par rapport aux nobles magyars est incontestable. Les Sicules, les dvornik établis autour des places fortes et les serfs du roi jouissaient d'une indépendance analogue. Comment pourrait-on prouver dans ces condition là, que les Roumains, soumis à la juridiction du vayvode fussent les seuls qui soient libres, quand

André III déclare péremptoirement qu'il a l'intention de tenir une diète à Gyulafchérvár avec les nobles saxons, sicules et roumains? C'était sur le principe des nationalités que reposait alors l'organisations politique de la Transylvanie. Aucun Sicule ne se trouvait sous la juridiction du vayvode et aucun Roumain sous celle de l'Ispan des Sicules. »

« Il appert des documents qu'en Transylvanie il y avait déjà en 1291 trois nationalités séparément constituées et ayant les mêmes droits : la sicule, la saxonne et la roumaine. S'il y avait à ce moment des nobles magyars y résidant, ils n'appartenaient pas aux États du pays. La « Bulle d'Or » nous explique clairement que les « föispán » (préfets) ne peuvent avoir aucune juridiction ni sur les nobles ni sur leurs propriétés. Aussi ceux des nobles magyars qui avaient des propriétés en Transylvanie ne dépendaient-ils de la juridiction ni du vayvode ni de l'ispán des Sicules et ils ne furent pas jugés d'après les lois transylvaniennes mais d'après celles de la Hongrie. En un mot, ils étaient considérés dans les « parties transylvaniennes » comme des étrangers.

« C'est cette situation de la noblesse magyare qui engendra en Transylvanie tous les malheurs pendant ces six derniers siècles. L'État ne peut être constitué par les rois de Hongrie dans leur lutte contre la noblesse magyare qu'à l'aide des autres nationalités. Les Roumains étant décimés par les guerres contre les Cumans au XII[e] siècle, les rois de Hongrie se crurent obligés d'établir des colons de toutes nations dans les contrées dévastées, car la noblesse magyare ne se battait que pour abaisser le pouvoir royal et pour s'emparer des biens d'autrui. Tandis que les peuples de l'Europe occidentale s'épuisent dans les croisades, les Magyars qui n'y prennent pas part, ne pensent qu'à la conquête de la Croatie, de l'Esclavonie et de la Dalmatie. Et quand, au commencement du XIII[e] siècle, André II s'en va enfin en Terre Sainte, son insuccès est immédiatement exploité par la noblesse magyare pour lui extorquer la « Bulle d'Or ».

« Ce fut à ce moment que Béla IV s'adressa au pape pour obtenir ses bons offices auprès de cette même noblesse magyare

afin qu'elle cesse de lui imposer la vente ininterrompue des propriétés relevant des places fortes de la couronne. Le pape ne refuse nullement ce rôle de médiateur. Malheureusement le résultat est que Béla IV se croit obligé de promettre au pape par serment, avant son couronnement, l'extermination des hérétiques. Et, en 1299, Boniface VIII ne craint plus déjà d'exiger du roi de Hongrie ouvertement qu'il introduise dans ses États l'Inquisition et qu'il y poursuive les schismatiques avec la plus grande rigueur en les frappant des punitions les plus dures dans tous les pays de la couronne de saint Étienne. Or qui étaient ces schismatiques? Les Roumains de confession grecque orientale !

« C'est ainsi que commence à l'égard de ces derniers cette persécution religieuse sans merci, dont la noblesse magyare se sert dans les parties transylvaniennes pour s'emparer des biens des nobles roumains schismatiques. Après les incursions des Cumans et des Mongols, les nobles magyars apparaissent en Transylvanie comme ces hyènes des champs de bataille qui dépouillent les morts et les blessés, car ils enlèvent les biens et les droits de ceux dont les parents se firent tuer pour la patrie.

« Au commencement du XIVe siècle, au moment où Charles-Robert monte sur le trône de la Hongrie, il y a déjà deux espèces de nobles en Transylvanie : les nobles sicules, saxons et roumains transylvaniens et les nobles magyars de la Hongrie. Ces derniers n'occupent aucune place dans l'administration politique de la Transylvanie ; ils ne dépendent ni du vayvode ni des ispans des Sicules et des Saxons. Chez eux, en Hongrie, ils possédaient dans leurs domaines le droit de juridiction, tandis qu'en Transylvanie ils n'avaient que des propriétés dans lesquelles le vayvode ou le roi lui-même exerçaient directement la juridiction.

« En 1282, Ladislas le Cuman concède à l'évêque de Transylvanie l'exercice du droit de juridiction dans ses propriétés. Alors les nobles magyars font aussi tous leurs efforts pour l'obtenir à leur tour. En 1342, le vayvode transylvanien nommé Thomas réunit à Torda une assemblée composée de nobles

magyars (universitas nobilium partis Transylvaniæ). Cette assemblée n'a rien de commun avec les diètes que le roi convoque d'ordinaire à Gyulafehérvár. C'est l'assemblée particulière de la noblesse magyare étrangère ayant pour but le règlement de la situation de cette dernière en Transylvanie. Ce fut à cette assemblée que l'on accorda aux nobles également le droit de juridiction sur leurs serfs et que, par contre, ils admirent celui du vayvode à l'égard des leurs. Voilà comment renoncent les nobles magyars en Transylvanie à leur privilège accordé par la « Bulle d'Or » de ne pas dépendre de la juridiction des föispán (préfets), afin d'obtenir en échange la faculté d'exercer le droit de juridiction sur leurs serfs. C'est aussi depuis cette assemblée que la situation de la noblesse magyare se trouve définie dans l'organisation politique de la Transylvanie et que commence l'exploitation plus cruelle que jamais des Roumains. »

Il faudrait que le peuple roumain soit composé uniquement de saints pour résister à des excitations semblables, habilement revêtues d'une brillante teinte scientifique. Mais quiconque connaît les traits principaux de l'histoire de la *Hongrie* et de la *Transylvanie* ou possède quelques notions au sujet des institutions politiques, judiciaires et sociales de l'État hongrois, conviendra aisément que toute cette explication historique, n'est qu'un amas de faits inexactement racontés auxquels s'ajoute l'altération de certaines phrases des documents les plus clairement écrits; ainsi que la fausse interprétation de l'esprit et du fonctionnement des institutions hongroises anciennes.

D'abord *Léon le Sage* et *Constantin Porphyrogénète* affirment unanimement, dans leurs relations consacrées à la description de la vie des anciens *Magyars*, que les affaires de cette nation se règlent par tribus et familles. Non seulement c'est ainsi qu'il s'assemblent pour aller à la guerre, mais c'est ainsi aussi qu'ils ont partagé le territoire du pays conquis. C'était le souverain, toujours issu de la famille d'*Arpád*, qui commandait aux vayvodes. Dans l'exercice de ses fonctions, il avait deux dignitaires pour aides : le *Gylas* ou, à la hongroise, le *Gyula* et

le *Karhasz*. Celui-ci était le juge suprême du pays, tandis que le premier représentait très probablement le pouvoir royal dans les affaires militaires, comme une espèce de généralissime. Chose curieuse! les deux plus anciens chefs magyars connus en *Transylvanie* s'appellent des *Gyula*. Il est plus que probable que ce nom n'était pas leur nom propre, mais se rapportait à leur dignité. On peut donc aisément supposer que la *Transylvanie* est échue comme part à un chef de tribu, titulaire de cette dignité. Or un tel chef de tribu ne devait pas vivre séparé de la sienne, il est donc hors de doute qu'autour du *Gyula* de la *Transylvanie* il y en avait une aussi à laquelle appartenaient les défenseurs, déjà mentionnés plus haut, de la religion nationale.

En temps de paix, les tribus de *Magyars* étaient gouvernées par leurs chefs respectifs avec un pouvoir autonome. Aussi les *Gyula* envoyés dans une région géographiquement éloignée du centre du pouvoir, devaient-ils y gérer les affaires avec une indépendance que *saint Étienne* dut refréner les armes à la main, tant elle devenait menaçante pour l'unité de l'État. Voilà pourquoi la *Transylvanie* paraît être plus indépendante dès le commencement de la conquête du pays par les *Magyars*.

Depuis la mort du fondateur apostolique de la royauté en *Hongrie* (1038) jusqu'au règne de *saint Ladislas* (1077) c'est un brouillard assez épais qui couvre l'histoire de la *Transylvanie*. On ne sait pas grand'chose sur son compte; tout au plus peut-on présumer que sa possession était peu sûre pour le jeune royaume hongrois à cause des incursions des *Patzinakites*. Elle paraissait être un pays-tampon entre les territoires de ces derniers et la *Hongrie* proprement dite.

Le roi *André Ier* (1046 à 1060) ayant offert à son frère cadet *Béla* de revenir de la *Pologne* afin de partager avec lui le gouvernement et de lui laisser la couronne après sa mort, on divise le royaume en trois parts. Le roi en garde deux par devers lui et il donne la troisième à *Béla* (1). Cette troisième

(1) *Diviserunt regnum in tres partes: quarum duæ in proprietatem regiæ suæ majestatis manserunt; tertia vero pars in proprietatem ducis est collata.* THUROCZY *Chronica*, pars, II. ch. 42.

part se composait de la *Transylvanie* actuelle et des régions qui se trouvent sur la rive gauche du *Tisza* (le Tibissus). Son pouvoir était tellement considérable sur ces territoires qu'il y exerça les droits souverains comme ses monnaies frappées avec le titre de prince en exergue le prouvent d'une manière concluante.

Devenu roi après la mort de *Béla* (1063), *Salomon* permit aux fils de son prédécesseur de garder la *Transylvanie*. C'est de cette façon-là que le partage du royaume a eu lieu, c'est-à-dire la donation de la *Transylvanie* aux princes royaux, source de tant de luttes et de malheurs! Quand cette province n'appartenait pas aux princes royaux, c'était le vayvode qui y représentait le pouvoir royal. Telles sont les raisons à cause desquelles il pouvait sembler aux yeux peu exercés que la *Transylvanie* était un pays indépendant sous le règne des rois de la maison d'*Arpád*.

Les incursions de plus en plus fréquentes des *Patzinakites* attirent forcément l'attention des *Magyars* sur les « parties transylvaniennes ». Les efforts politiques et militaires de *saint Ladislas* visaient particulièrement la défense du christianisme hongrois contre ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Or parmi ceux de l'extérieur c'étaient les *Patzinakites* et les *Cumans* qu'il fallait redouter le plus. Leur anéantissement complet est devenu une nécessité afin que l'ennemi intérieur, le paganisme, puisse être détruit également dans les contrées orientales du jeune royaume.

Saint Ladislas commence déjà du temps de *Salomon*, en sa qualité de chef de l'armée, une série de campagnes contre les *Cumans*. Il la continue comme roi et les écrase en plusieurs batailles glorieuses. Mais il comprend cependant qu'il ne pourrait user des fruits de ses victoires que s'il donne à la *Transylvanie*, surtout dans sa partie orientale, une organisation militaire assez forte pour repousser toute seule les futures attaques possibles de ces voisins dangereux, installés sur le territoire de la *Roumanie* actuelle. Il fait donc rassembler cette partie des habitants magyars de la *Transylvanie*, qui vivait à l'Est de *Gyulafehérvár* comme son nom l'indique : siège du

Gyula magyar, dans les vallées du *Maros* et des deux *Kükülloe*, et il l'établit dans les départements d'*Udvarhely* et de *Háromszék* et dans le *Csik*. Il est probable, — car plusieurs particularités linguistiques l'attestent, — qu'il a augmenté le nombre des *Sicules* du *Háromszék* avec des colons transportés de la rive droite du *Danube* (l'ancienne Pannonie). Les noms de plusieurs communes de ce même département de *Háromszék* aux allures slaves, situées au pied des montagnes, semblent indiquer qu'il y avait là, même à ce moment, une population slave clairsemée. La population magyare se fixa comme d'habitude sur les plaines qui bordent les rivières, ce dont il est facile de se convaincre, car les noms des villages ayant l'adjectif *Saint* (en magyar : Szent) pour qualificatif, sont presque exclusivement dans ces parages. La population magyare d'*Udvarhely* doit etre considérée comme le noyau de la colonisation sicule. C'est à cause de cela que ce département figure dès le commencement comme un siège-mère, et c'est cette circonstance qui explique que « l'antique constitution, le droit civil et public des Sicules, dit *Charles Szabó*, l'historien transylvanien, se trouvent être le reflet d'une époque, où la nation magyare vivait encore sous ce gouvernement patriarcal, qu'elle a eu avant sa conversion au christianisme. »

En dehors de ce foyer sicule, les *Magyars* en avaient un autre encore au nord-ouest de la *Transylvanie* dans le bassin du *Szamos* dès l'époque de la conquête de la *Hongrie*. Car d'après le récit de l'*Anonyme* lui-même, c'est de ce côté que *Tuhutum* a envahi la prétendue principauté de *Ménmarot*. D'autre part, c'est par la *Transylvanie* que *Kézai*, le moine *Marc* et *Thuroczy* font arriver les *Magyars* en *Hongrie*. Or, pour atteindre dans cette direction les plaines arrosées par le *Tibissus* le plus directement, on doit suivre le cours du *Szamos*, comme l'a suivi du reste trois cent cinquante ans plus tard une fraction de l'armée des *Mongols* sous la conduite de *Kadan* aussi, tandis que *Batou-Khan* est passé par le col de *Vereczke*, chemin qu'avait pris *Arpád* avec le gros du peuple magyar.

Ce furent des *Saxons* que les rois de la maison d'*Arpád* établirent sur les territoires inhabités. Ils y immigrèrent en trois

fournées : la première était la colonie de *Besztercze*, qui date probablement de l'époque qui précède l'avènement de *Géza II*; la seconde celle de la contrée de *Szeben*, c'est-à-dire la véritable colonie saxonne du temps du roi *Géza II*, et la troisième celle du *Barczaság*, installée par l'*Ordre teutonique*. La fusion des *Saxons* transylvaniens en un seul peuple s'effectue cent ans après le commencement de la colonisation sur la base du diplôme *Andreanum*, se rapportant aux *Saxons* de la seule contrée de *Szeben*. L'entrée de ceux de *Besztercze* et du *Barczaság* dans l'union des *Saxons* n'a lieu que bien plus tard.

Ainsi se formèrent les territoires des *Magyars*, des *Sicules* et des *Saxons*, dans les parties transylvaniennes, chacun avec une autonomie séparée, sans qu'ils aient ensemble la moindre organisation commune à tous. C'était du roi qu'ils dépendaient directement et n'étaient soumis au vayvode de la *Transylvanie* qu'au point de vue militaire; il lui était interdit d'exercer la moindre juridiction politique ou civile sur aucun d'eux, excepté s'il était en même temps *ispán* des *Sicules* aussi, alors il en exerçait, mais dans cette qualité particulière et sur ces derniers seulement.

Rien ne prouve mieux l'existence des liens intimes qui attachaient la *Transylvanie* à la *Hongrie* que la présence aux diètes hongroises non seulement des seuls nobles magyars fixés en *Transylvanie*, mais des représentants des *Sicules* et des *Saxons* aussi. Le comte *Joseph Kemény* et *Charles Schuller* ont démontré, appuyés sur des documents, que les *Saxons* avaient quatre représentants à la diète de *Hongrie* et que la noblesse sicule y était convoquée au même titre que la noblesse magyare (1). Dans les diètes de la *Transylvanie*, où présidaient tantôt le roi et tantôt le vayvode, on a pu, il est vrai, décréter des statuts, mais ces statuts ne pouvaient pas être en contradiction avec ceux décrétés dans la mère-patrie. (2) La convocation de ces diètes spéciales ne devait avoir lieu que dans le cas où il s'agissait soit de la défense de la *Transylvanie* contre un

(1) Arpadia, *Tört. zsebkönyv*. Rédigé par Kovasóczy, vol. III, p. 82. Schuller K., *Umrisse und Kritische Studien*, 1894, p. 33 à 38.
(2) Werböczy *Decr. Trip.* P. III

ennemi extérieur, soit de la création de lois locales ou intimes ou enfin des subsides en hommes et en argent à accorder au roi. En dehors de cela, il y a des assemblées tenues séparément par chaque nation pour s'occuper des affaires la concernant. Celles des *Magyars* ont lieu à *Torda*, celles des *Sicules* à *Udvarhely* et celles des *Saxons* à *Szeben*. C'est ainsi que se forme peu à peu ce droit public spécial de la *Transylvanie*, qui est certes différent de celui de la *Hongrie* au sujet de tout ce qui touche au gouvernement local mais qui n'est pas en contradiction avec lui non plus. En tout cas, il est impossible d'en tirer la conclusion que la noblesse magyare ait été traitée en étrangère dans la *Transylvanie*. Et cela d'autant moins que, du temps des *Arpáds*, il y avait des nobles non seulement parmi les *Magyars*, mais aussi parmi les *Saxons*. Le diplôme *Andreanum* fait mention de certains *prædia*; *Schloezer* affirme qu'ils composaient les domaines de quelques *Saxons* grands propriétaires, à qui il était permis d'avoir des serfs. D'après *Beniqui* (1), c'étaient des propriétaires nobles saxons, car, comme le prouve le décret d'André III datant de 1291, il y avait jadis des nobles parmi les *Saxons* : « Saxones transsylvani Prædia tenentes et more nobilium se gerentes. »

Il reste à savoir maintenant dans quelle situation on rencontre, au contraire, les *Roumains* en *Transylvanie* à l'époque où les conditions politiques et ethniques revêtent des formes plus accusées.

Dans un document de l'an 1223, *André II* reprend à l'archiprêtre de *Szeben* le *Kis-Disznód* actuel, en lui donnant en échange la terre de *Broduik*. Quant à *Kis-Disznód*, il le donne à un ecclésiastique nommé *Gocelin*, qui le cède à son tour au monastère de *l'Ordre de Cîteaux*, sis à *Kercz*. C'est pour accorder son consentement au sujet de cette cession que le roi signe ce document; mais il confirme en même temps une donation qu'il avait faite lui-même audit monastère de *Kercz* en en ayant d'abord éloigné les *Roumains* (quam prius eisdem contuleramus exemptam de Blacchis).

(1) HUNFALVY, *Az oláhok története*, vol. I, p. 328.

Dans le diplôme *Andreanum* datant de 1221 on lit au IX[e] paragraphe « qu'il donne aux Saxons, en dehors des choses susnommées la forêt des Blaccs et des Patzinakites avec ses eaux, afin qu'ils en usent avec ceux-ci, c'est-à-dire avec les Blaccs et les Patzinakites et que, jouissant de la susdite liberté, ils ne soient tenus à aucune servitude à cet égard ». Il faut mentionner troisièmement le document déjà cité dans lequel on parle de la terre de *Boje* proche voisine de *Szombathely* comme d'une terre depuis longtemps habitée par les *Roumains*. C'est de cette manière-là que l'on constate la présence de ces derniers dans le département de *Fogaras*.

La principale vocation des *Dominicains* magyars était la propagation du christianisme parmi les nations païennes de l'Orient appartenant à la même race que la leur. Les prédications du Père *Paul Magyar* et de ses quelques compagnons religieux obtenaient un tel succès parmi les *Cumans* que non seulement un de leurs princes nommé *Membrok* ou *Boris* s'est fait baptiser, mais il a même envoyé son fils avec douze *Cumans* de haut rang près de l'archevêque d'*Esztergom* (Strigonie) afin de lui demander de venir en *Transylvanie* pour y procéder au baptême des *Cumans*. L'archevêque *Robert*, cédant à ses sollicitations, y alla incontinent et après y avoir baptisé 15,000 *Cumans* à la fois, il y fonda un évêché cuman. Il paraît que ce titre « d'évêché cuman » ne plaisait pas beaucoup aux *Sicules*, qui habitaient avec les *Cumans*, si l'on prête croyance à la lettre de l'évêque *Théodoric* adressée aux *Sicules* : « Il peut y avoir dans l'église à côté des agneaux des loups; pourquoi les Sicules ne pourraient-ils pas rester ensemble avec les Cumans et les Vlachs? »

Le roi *Béla IV* signe en 1263 un décret dans lequel il résume tous les droits de l'archevêque d'*Esztergom*. On y lit entre autres le passage suivant : « Il (c'est-à-dire l'archevêque) prend également le dixième des moutons et des bœufs, que le roi fait prélever chez les Vlachs et les Sicules. » Cet impôt de bétail payé au roi par les *Roumains* est indiqué dans le même document sous le nom de « quinquagesima » vulgairement « cinquantième », représentant une tête de bétail par chaque troupeau

composé de cinquante bêtes. Cette clef de leur impôt est tout à fait semblable à celle que les *Vlachs* ont eue en *Serbie* ainsi que dans toute la péninsule balcanique d'après les « Monumenta » serbes publiés par *Miklosich*.

Il se fait devant le chapitre de *Nagy-Várad* une réconciliation d'une part entre *Ivan,* le vayvode de *Bulenus*, et ses parents : *Boch* et *Balk,* et, d'autre part, entre *Nicolas*, le fils de *Kend* et ses parents : *Jean*, *Henning*, *Blaise*, *Lasdislas*, *Tutamér* et *Stosyan* de *Zalatna-bánya,* après avoir été des ennemis à cause de l'assassinat de *Bikach* et de *Roman*. Cette commune de *Bulenus* n'est autre que le *Belènyes* actuel, situé dans le département actuel de *Bihar*. Se basant sur ce document, les historiens roumains constatent à *Belènyes* l'existence d'une vayvodie roumaine autonome sous les *Arpáds*. D'après leurs noms, les gens de *Zalatna*, dont se compose l'un des deux partis dans le procès, sont probablement des *Allemands;* quant à savoir si la nationalité du parti adverse, — du vayvode *Ivan* et de ses parents *Boch* et *Balk* — est roumaine ou slave, le document ne l'explique pas. Mais, en admettant qu'ils soient des *Roumains*, cela ne prouverait que leur présence à cet endroit et à une époque où on ne pourrait y rien trouver d'extraordinaire d'après ce qui a été dit plus haut. Seulement, il est certain que le pouvoir autonome de ce vayvode ne pouvait pas être bien considérable, puisque, pour faire un procès ou une réconciliation, il s'adresse, comme un simple mortel, au chapitre de *Nagy-Várad*.

Pour terminer, qu'il soit permis de citer le document d'*André III*, datant de 1293 où on lit le passage suivant : « Poussé par les nécessités que le pouvoir Nous impose, Nous avons décidé avec le consentement de Nos barons, que tout Valaque, quelle que soit la propriété où il se trouve, retourne sur Nos propriétés et s'il ne veut pas y retourner volontairement qu'il puisse y être ramené de force. Mais comme Notre oncle, le feu roi Ladislas a permis au chapitre de Gyulafehérvár d'établir 60 familles valaques sur ses propriétés de Fyled et d'Énusd et comme ces Valaques ne devaient payer aucun impôt royal tel que quinquagesima ou dime — respectant et approuvant

cette donation du roi Ladislas, Nous la confirmons de Notre part aussi et Nous enjoignons à Nos receveurs de ne percevoir ni quinquagesima, ni dîme ni autre gabelle de ces Valaques du chapitre, au nombre de 60 familles. »

Donc les *Roumains* de la *Transylvanie* étaient à ce moment-là des serfs au service du roi. Ayant commencé à se répandre sur les propriétés des particuliers, le roi se considérait comme étant lésé dans ses intérêts par leurs migrations et il les a forcés à réintégrer ses domaines. Il y a de là aux assertions orgueilleuses des historiens roumains bien loin; devant l'évidence, il leur faut renoncer au prétendu chef national, désigné d'ailleurs par le nom slave de *Ban,* à la participation des *Roumains* aux diètes de *Gyulafehérvár*, et surtout à l'interprétation fantaisiste avec laquelle on a rendu dans la traduction la fameuse phrase : « Cum universis nobilibus, Saxonibus, Siculis et Blachis pro reformatione status eorundem congregationem cum iis fecissemus. » *Sinkaï* l'interprète de cette manière : « Nous avons tenu une assemblée avec tous les nobles, les Saxons, les Sicules et les Roumains pour la réorganisation de leur situation » pendant que *Slavici,* comme s'il ne connaissait pas le latin, ne craint pas de l'exprimer ainsi : « avec tous les nobles saxons, sicules et roumains. »

On se cramponne également aux paroles : « pro reformatione status eorundem », pour démontrer que l'assemblée de *Gyulafehérvár* était une *assemblée législative.* Or la teneur du document se rapportant à la restitution des biens de maître *Ugrin*, explique clairement qu'il s'agit là simplement d'une assemblée devant être consacrée au règlement des affaires litigieuses, que l'on a l'habitude de tenir de temps en temps sous la présidence du roi, du palatin ou de son représentant, et que les *Roumains* n'y figurent que comme témoins!

CHAPITRE II

LA FONDATION DE LA VALACHIE ET DE LA MOLDAVIE

En 1211 le roi *André II* donne à l'*Ordre teutonique* le *Barczasag* (le pays de Brasso). Pendant son expédition en *Terre Sainte*, la *Hongrie* devient la proie de l'anarchie que ledit ordre exploite probablement aussi pour agrandir ses propriétés. Confisquées d'abord par le roi, elles sont rendues en 1222, considérablement augmentées, c'est-à-dire comprenant le territoire entier, depuis *Nyén* jusqu'à la frontière des *Brotnik*, au grand maître de l'Ordre, *Hermann de Salza*. Et pour compléter la donation, le roi permit aux chevaliers de bâtir des places fortes en pierres contre les *Cumans* et de faire venir pour leurs besoins du sel sur six bateaux à la fois, par le *Maros* et l'*Olt*, et de passer à travers les terres des *Sicules* et des *Vlachs*, eux et leurs hommes, sans payer aucune redevance. Cette lettre de donation a été confirmée par le pape *Honoré* dans le courant de la même année, avec cette variante toutefois que l'expression : « ad terminos Protnikorum » se trouve remplacée par celle-ci : « ad terminos Blaccorum », ainsi que la phrase : « cum transierint per terram Siculorum aut per terram Blaccorum » par la suivante : « cum par Siculorum terram transierint aut Vlachorum. »

Sans s'arrêter à la particularité que dans ce document les mots *brotnik* et *vlach* figurent comme des équivalents, il s'agit de savoir maintenant, où doit-on chercher cette « terra Blaccorum ». Le document dit que le territoire concédé s'étend depuis les prairies de *Nyén* jusqu'à la frontière des *Brotnik* ou des *Vlachs*. Elle doit être située dans les parages de la rivière de la *Bodza*. Et le document ajoute en terminant que le territoire concédé s'étend, d'autre part, de la source de la *Bodza* jusqu'au *Danube*. Il faut donc penser qu'il s'allongeait à travers le col de *Tölesvár* jusqu'à la rivière de la *Dimbovitza* et de là à travers l'emplacement du *Bucarest* actuel jusqu'au

Danube (1). Il appert de tout ceci que le territoire des *Blaccs* occupait une partie de la *Roumanie* d'aujourd'hui. Relativement à ses habitants voilà les renseignements contenus dans le document déjà cité de *Béla IV* (2) : il y avait des *Vlachs* d'une part sous des Kénez ainsi que sous un vayvode de la *Petite-Valachie* et, d'autre part, sous un autre vayvode dans la *Cumanie* située au delà de l'*Olt*. Ces *Vlachs* ne devaient pas être schismatiques, car les *Johannites* étant obligés de combattre les païens et les schismatiques conformément aux statuts de leur ordre, en cas d'attaque ne se seraient certes pas contraints à défendre des *Vlachs* schismatiques. Donc ce sont des organisations romaines modestes groupées autour des *Kénez* — des maires ayant un pouvoir assez étendu — qui remplacent l'organisation cumane. Celle-ci s'effondra sous les coups des *Mongols* et à mesure qu'elle disparut, des chefs roumains se mirent à la tête d'une population dont ils conduisaient déjà les affaires en leur qualité de *Kénez* par suite de l'organisation politique importée de *Bulgarie*. C'est ainsi que le roumanisme apparaît bien accrû en nombre, politiquement et socialement affermi après l'incursion des *Tartares* et l'anéantissement du gouvernement des *Cumans* dans la vaste plaine s'étendant entre le *Danube* et les *Carpathes*.

Les troubles survenus en *Hongrie* après la mort de *Béla IV* et l'amoindrissement croissant du pouvoir royal relâchèrent de plus en plus les liens qui rattachaient la *Cumanie* au royaume hongrois. Depuis le départ des chevaliers *Johannites*, ayant quitté les territoires à eux concédés, il n'y avait plus personne pour les faire sentir dans ces contrées aux vayvodes et aux Kénez. *Lythen*, probablement le plus puissant d'entre eux, voyait avec plaisir cet affaissement du pouvoir royal et, ayant refusé l'obéissance au roi personnellement, il est parvenu à persuader à ses parents qu'ils devaient considérer les terres où ils habitaient comme leurs propriétés et ne plus payer de ce chef des redevances au roi. D'un document signé en 1282 par *Ladislas le Cuman* on apprend que *Lythen* étant tué et son père *Barbat*

(1) *Hunfaloy* : Az oláhok története, vol. I, p. 328.
(2) Theiner, *Monumenta Hist. Hung.*, vol. I, p. 108

pris, l'ordre paraissait être temporairement rétabli dans la *Valachie*. Il est à remarquer qu'à cette occasion *Ladislas le Cuman* ne donne plus au pays le nom de *Cumanie*, mais il l'appelle : « aliqua pars de regno nostro ultra Alpes existens. »

Ces velléités de révolte ont dû prendre des dimensions plus considérables après l'extinction de la maison d'*Arpád* (1301), pendant les règnes tristes et éphémères de *Venceslas* et *d'Othon* de 1301 à 1310 ; mais, comme on ne possède pas de documents authentiques à ce sujet, il faut reculer jusqu'en 1324 pour trouver des indications historiques inattaquables se rapportant aux événements qui se sont accomplis entre temps dans la partie transalpine du royaume hongrois. C'est dans le courant de cette année que *Charles-Robert* de la maison d'*Anjou* confirme les droits de *Martin, l'ispán* de *Szilágy*, relativement à sa propriété de *Davar* pour cause de services rendus au roi à la reprise de la forteresse de *Mihald* et pendant les missions qu'il a remplies comme ambassadeur auprès de *Bassarab*, le vayvode du roi en *Valachie*. L'auteur grec *Kantakuzénos* affirme, d'autre part, que c'est de *Bassarab*, du vayvode de l'*Ugro-Valachie*, que le tsar bulgare *Michel* reçoit des secours en hommes contre l'empereur de *Constantinople* vers 1324. Il y a aussi une lettre que le pape écrit dans la même année à *Bassarab* : « Dilecto filii nobili viro Woyvadæ Transalpino. »

Quoique fortuitement conservés, ces trois documents caractérisent d'une façon complète et frappante la posture particulière dans laquelle se trouve à ce moment le vayvode *Bassarab*. Il est encore dépendant du roi de *Hongrie*, mais, à l'égard de l'étranger, il agit déjà en maître absolu. Cette situation ne pouvait être que transitoire pour préparer la création d'un état autonome, puisque, par suite de leurs dissensions, les *Magyars* n'étaient plus capables de conserver leur autorité dans un pays qui paraissait former partie intégrante de la *Hongrie* des derniers *Arpád*. Pour l'en détacher, la moindre secousse devait suffire. Provoquée par les *Magyars* eux-mêmes, elle ne tarda pas à produire son effet désastreux.

La *Chronique de Vienne* raconte qu'en 1330, quoique le vayvode *Bassarab* eût ponctuellement rempli tous ses devoirs

envers le roi, celui-ci, sur l'instigation de *Thomas*, vayvode de la *Transylvanie* et d'un certain *Dionis*, fils de *Nicolas* qui lui avaient demandé de chasser le vayvode *Bassarab* et de donner ses possessions à l'un d'eux, s'en alla sur le territoire du dit vayvode vlach, à la tête d'une armée, à travers le *Szörénység*. Il s'y empara de la ville de *Szörény* qu'il donna avec tout le banat de *Szörény* à ce *Dionis* susmentionné.

Le vayvode *Bassarab* ou *Bazarád*, comme le nomme la Chronique en question, fit dire alors au roi qu'il était prêt à rembourser ses dépenses de guerre jusqu'à concurrence de 7,000 marcs et laisser dans sa possession la ville de *Szörény* et qu'il voulait s'acquitter ponctuellement chaque année de tous les impôts dus à sa couronne et même lui donner un de ses fils en otage, s'il se montrait bienveillant à son égard. Mais le roi *Charles-Robert*, au lieu d'accepter les propositions, comme plusieurs le lui conseillèrent, fit aux envoyés du vayvode la réponse suivante : « Dites à *Bazarád* qu'il est le pâtre de mes moutons et que je le ferai sortir de sa cachette, traîné par la barbe », — et il s'enfonça de plus en plus dans les forêts et les glaciers. Ce fut là qu'il traita de la paix avec le vayvode qui lui promit non seulement l'obéissance, mais aussi la sécurité pour son retour. Mais quand le roi arriva à un endroit entouré de montagnes, où des haies interceptaient la route, il vit assaillir son armée par les *Roumains* qui en détruisirent la plus grande partie. Il ne se sauva lui-même qu'avec la plus grande difficulté. Telle est la première apparition de la vayvodie de *Valachie* sur la scène de l'histoire.

C'est une obscurité épaisse et impénétrable qui entoure l'origine de la personnalité et de la puissance de *Bassarab*. Dans un document du roi *Charles-Robert*, daté de 1332, il est désigné comme fils de *Tokoméry*, que quelques-uns confondent avec le fameux *Radu Negru*.

« Le premier souverain de la Roumanie ayant régné sur le territoire qui s'étend entre le Danube, la Puthna et les Carpathes, — dit M. *Popesco* (1), — fut *Tugomér Bassarab*, connu

(1) N. D. Popesco, *Istoria unei dinastii (Basarabi) Calendaru pentru toti*. 1892, p. 18 et 19.

sous le nom *Radu Negru*. Il vint d'au delà des montagnes de Fogaras et il s'établit avec sa cour et son armée d'abord à Càmpolung et ensuite à Curtea de Arges. Ce ne fut pas un pays désert que ce souverain trouva ici; il contenait plusieurs petites provinces, à la tête desquelles il y avait, au delà de l'Olt, des « bàn » et en deçà des « vayvodes ». Les principales d'entre elles furent les banats de Severin, de Strehaïa et de Krajova et les vayvodies de Lotor et de Lino. Indépendantes les unes des autres, elles ne se réunissaient pour former une seule armée que quand elles avaient à combattre l'étranger envahisseur. Mais comme ces unions momentanées étaient rien moins que suffisantes pour les défendre avec succès contre les attaques venant du dehors, elles se sont adressées à *Tugomér-Bassarab*, le seigneur d'Omlás et de Fogaras, le plus puissant parmi ses semblables, pour le prier de traverser les glaciers et de devenir leur souverain en les réunissant. »

« Cédant aux sollicitations, *Tugomér* traversa les glaciers et devint le seigneur non plus d'Omlás et de Fogaras seulement, mais de toutes les terres de la Valachie jusqu'à l'embouchure du Danube. Alors les anciens vayvodes et bans ne furent que ses lieutenants dans les terres qui leur appartenaient jadis. Ce fut *Bassarab* qui organisa l'État roumain. Sur un point il a dû cependant céder à la volonté de ses vayvodes et kénez : il a fallu qu'il consentît à ce que la succession au trône fût élective dans la famille des Bassarab. On n'a pas stipulé conséquemment que les rênes du gouvernement passeraient de la main du père dans celle du fils; on a même admis que les fils illégitimes du vayvode eux-mêmes ne pourraient être exclus de la succession. Cette particularité du pacte a servi de prétexte à provoquer des luttes incessantes. Les compétiteurs au trône se présentèrent l'un après l'autre. Il se trouvait même plus d'un boïard ambitieux qui, en se présentant comme fils illégitime d'un vayvode décédé, ne craignait pas de briguer le trône au prix du déshonneur de sa mère. Les compétiteurs s'adressèrent très souvent d'ailleurs pour aide et protection aux voisins, toujours empressés à leur accorder des subsides, car ces luttes fratricides n'étaient pas faites pour

fortifier les Roumains. C'étaient surtout les Magyars qui aimaient à s'immiscer dans ces luttes pour le trône, ayant toujours nourri le désir, dans leur for intérieur, de subjuguer les Roumains. Et pour arriver à cette fin, aucun moyen ne leur paraissait être aussi favorable que l'affaiblissement par les luttes intestines. Ce fut la raison pour laquelle ils donnèrent asile dans leur pays à tous les prétendants roumains, ainsi que des subsides en hommes et en argent si le besoin s'en faisait sentir. Aussi appelait-on le chemin qui conduit de la Valachie en Hongrie à travers la vallée de la Prahova « le chemin des princes » (drumul domni sorilor). D'après la « Cronica Anonyma », Constantin Capitanul, Fotina et d'autres anciens auteurs, Radu Negru étant mort, ce fut son frère Michel, déjà bân de Krajova que les boïards élurent pour souverain et, après la mort de celui-ci, son plus jeune frère Dan, — probablement parce que les fils de Radu Negru étaient trop jeunes encore. Après la mort de Dan, ce fut effectivement Alexandre Bassarab, le fils de Radu Negru, qui monta sur le trône, celui par qui le roi de Hongrie, Charles-Robert, fut battu dans les cols de Vulcan, dans le district de Gorj. »

Parmi les historiens roumains modernes il n'y a que M. *Xenopol* pour prendre au sérieux cet exode de *Radu Negru*. Son argumentation se résume dans les assertions suivantes : Depuis la fondation de la domination magyare en *Transylvanie*, les *Roumains* y furent toujours exposés à la persécution de l'église catholique qu'elle n'avait jamais interrompue contre l'Église orthodoxe. Les rois de *Hongrie* furent plusieurs fois invités par les papes à convertir les « *soi-disant chrétiens* » de leur royaume à la vraie religion. C'est en nombre croissant que les *Roumains* s'efforçaient de se retirer devant la persécution dans les principautés de *Fogaras* et de *Marmaros*, à moitié indépendantes. Mais la propagande catholique ne les laissa pas tranquilles, même dans ces retraites, et comme, par suite de l'immigration incessante, la population de ces principautés s'était considérablement augmentée, une partie du peuple roumain prit la résolution de traverser les montagnes et de s'établir dans les vallées qui conduisent à la *mer Noire* et d'y

commencer une existence dans laquelle elle espérait être préservée de toute persécution jusque-là endurée. La première émigration des *Roumains* part de *Fogaras*. C'est à la tête d'une colonie roumaine puissante composée de familles aisées, de la noblesse roumaine et naturellement de leurs serviteurs, que *Radu Negru* a traversé les montagnes. Voilà comment cette émigration transylvanienne a augmenté le nombre des boïards déjà établis. Le peuple roumain habitant le versant Sud des *Carpathes* s'est aisément soumis aux immigrants et s'est vite transformé en classe inférieure de la société, tandis que ce sont les immigrants de *Fogaras* qui sont devenus les représentants des classes dirigeantes. Et comme le peuple roumain, qui y habitait déjà antérieurement, s'était appelé « *roumain* », en tombant en état de servitude, cette dénomination lui resta et devint synonyme de serf, tandis que ce fut le nom de « *munteni* » que les émigrés dominateurs adoptèrent. De là le nom de « *Muntenia* » pour désigner le pays. Il y a encore un autre nom, le « *Tara romaneasca* », donné par le peuple roumain autochtone. Le troisième nom, celui de « *Valachie* », n'était employé que par les étrangers.

Il serait coupable de ne pas remarquer que ces contes enfantins, arrangés pour rendre les *Magyars* et la religion catholique plus odieux, ne sont pas acceptés comme vérités historiques par la plupart des historiens roumains modernes. *Hurmuzaki* (1) n'en souffle pas mot et ne veut voir dans *Radu Negru* qu'un Kénez semblable au vayvode *Lythen*, révolté sous *Ladislas le Cuman*, mais un Kénez plus heureux dans ses entreprises. Pour *Hasdeu* (2), *Radu Negru* est un personnage fabuleux, car il croit que l'erreur des chroniqueurs provient de ce qu'ils l'ont confondu avec le fils d'*Alexandre Bassarab*, avec *Radu Negru Bassarab* qui régnait de 1372 à 1382, — en imputant les actes de l'un à l'autre. D'après *Tocilesco* (3), le *Radu Negru* des chroniqueurs est une figure des traditions

(1) Hurmuzaki, *Fragmente zur Geschichte der Rumanen*, vol. I, p. 186.

(2) Hasdeu, *Istoria critica a romanilor*, p. 120 et 121.

(3) Gr. G. Tocilesco, *Istoria romana pentru scolele primare de ambe-sexe* Bucuresti, 1887, p. 137.

anciennes, vivant encore dans la bouche des paysans des districts de *Muscel* et d'*Argès* et qui, au fond, n'est personne autre que *Tugomér Bassarab,* le père d'*Alexandre Bassarab.*

Quelle que soit sa personnalité, il n'est pas moins certain que la terre de *Fogaras* ne pouvait pas lui appartenir, car dans le document déjà mentionné d'*André III* et daté de 1291, le roi la fait rendre à maître *Ugrin* comme une propriété qu'il avait déjà possédée. D'autre part, *Nicolas* et *Jean*, fils de *Konrad* ou *Korrad* du commandant du château fort de *Talmács*, font un accord avec *Pierre* et *Simon*, les fils de *Michel,* commandant du château fort de *Solymos*, pour décider que s'ils mouraient sans héritiers mâles, la moitié de leurs propriétés de *Talmács*, *Fekeleviz*, *Omlás*, *Alamor*, *Zeulès*, *Bolkach*, etc. reviendrait à leur beau-frère *Pierre*. Et cet accord, *Charles-Robert* le sanctionne en 1319. Il est donc évident que *Fogaras* et *Omlás* ne pouvaient pas appartenir à *Radu Negru* en 1290 et qu'il ne pouvait pas en sortir non plus accompagné d'une grande foule de nobles et de serviteurs pour émigrer en *Valachie*, et encore moins y fonder *Campolungu* et en faire le siège de son gouvernement, car des documents authentiques prouvent que ce sont les *Saxons* qui ont fondé cette ville, et que son nom roumain n'est que la traduction de son nom allemand de « Langenfeld » (Longchamp).

En tout cas il est probable que ce fut ce *Tugomér Bassarab* qui fonda une dynastie en *Valachie* et que ce fut son fils *Alexandre* qui créa l'État roumain par sa victoire remportée sur l'armée de *Charles-Robert*. Les *Roumains*, auparavant pasteurs, à moitié nomades, deviennent alors une nation véritable, et leur pays composé, comme une mosaïque, de plusieurs Kénézies plus ou moins grandes, se transforme, après la disparition des *Cumans*, en un état indépendant. Il n'y a d'histoire roumaine que depuis cette époque.

Quoiqu'il y ait une quantité de documents transylvaniens et hongrois du XIVe et du XVIe siècle, se rapportant à divers membres de la famille *Bassarab* — Kénez, commandants de districts et propriétaires — il ne faut pas chercher son origine en *Hongrie*. «Une partie de la *Bassarabie* ainsi que du district

de *Covurlui* — écrit M. *Adrian Casolteano* (1) se trouvait sous la domination de chefs cumans et dépendait tantôt de la *Hongrie*, tantot des souverains de la *Valachie*... Il n'est pas impossible que les *Basaraba* de la *Valachie* descendent directement de ces chefs cumans; car il y a un grand nombre de familles roumaines dont l'origine est soit cumane, soit tartare. »

Voilà sur ce sujet le raisonnement de M. *Jancsó :*

Dans un document daté du 21 octobre 1350 le roi de *Hongrie Louis Ier* ordonne au chapitre de *Transylvanie* d'installer un nommé « Egidius, filius Johannis de Bezermen-Zanchal », qui lui a rendu pendant quatre ans des services signalés, dans une propriété sise à *Bezermen-Zanchal* (département de Kïs-Küküllö). D'autre part, le 21 janvier 1361, le vayvode de *Transylvanie*, *Dionis* ordonne également au chapitre de *Transylvanie* d'installer « Egidius, filius Bazarab de Zanchal » dans la propriété de *Zoltan*. Il ne peut y avoir le moindre doute sur l'identité de cet « Egidius Bazarab de Zanchal » avec l'individu susdit et nommé « Egidius, filius Johannis de Bezermen-Zanchal ». On voit donc que les mots *Bezermen* et *Basarab* sont des synonymes. Or le mot *Bezermen* est l'équivalent du mot *musulman*, car dans la langue tartare de *Kazár* on le prononce : *buzurman* et dans le *tschagataï : muzurman*. C'est par le canal des *Tartares* qu'il s'est acclimaté parmi les *Russes* méridionaux, qui ne l'emploient encore aujourd'hui que sous cette forme. Les *Magyars* donnaient le nom de *Boeszoermény* aux *Ismaélites* de religion mahométane à qui il échut plus d'un rôle important dans l'histoire hongroise et dont il est question dans les lois de *Coloman*, de *Ladislas Ier*, ainsi que dans la « Bulle d'Or » et dans les décrets émanants des diètes tenues par *André III*. Il est intéressant de savoir qu'il y a une tête de nègre dans les armes de plusieurs familles de la noblesse magyare ayant une origine ismaélite (boeszoermény), tandis que dans celles de la *Valachie* il y en a trois.

En prenant pour point de départ cet écusson à tête de nègre, on peut affirmer que les fondateurs de la dynastie rou-

(1) Adrian Casolteano : *Basarabia*. Bucuresci, 1895, p. 7.

maine de la *Valachie* étaient dans l'origine des *Cumans* de religion mahométane. Car c'est un fait positif que les *Cumans*, ayant vécu sur le territoire de la *Roumanie* actuelle avant l'incursion des *Tartares*, appartenaient au mahométisme d'une certaine espèce, très répandu parmi les *Cumans* et les *Patzinakites*. Les premiers des *Bassarab* ne pouvaient donc être qu'un chef cuman ayant organisé sa kénésie d'après les traditions bulgares et les institutions de l'État cuman. Ses principaux dignitaires étaient des *Cumans* et des *Bulgares*. C'étaient eux qui formaient l'aristocratie du nouvel État en s'appelant en langue bulgaro-slave des *boljares* ou *boyards*, pendant que la masse du peuple, au-dessus de laquelle ils représentaient le pouvoir, était roumaine aussi bien sous le rapport de sa langue que sous le rapport de sa nationalité. C'est à cause de cela que les membres de la caste privilégiée du nouvel État ne s'appellent que des *boyards* sans épithète. car le mot *roumain* devient une expression pour désigner la grande masse du peuple étant en état de servitude. Naturellement, d'après l'historiographie dacoroumaine, le mot *boyard* n'est pas seulement d'origine romaine, mais encore exprime-t-il une conception romaine aussi. Ce fut dans des chars traînés par des bœufs que les principaux des anciens *Romains* partirent pour la guerre ; de là l'expression : « bovis herus, » c'est-à-dire : « chevalier » et le mot actuel de « boyard » n'est que le dérivé, formé par contraction, des deux susdits mots !

Du reste, c'est encore l'influence cumano-mahométane qui se fait sentir chez les *Bassarab* et leurs *Boyards* quand, dans la famille des premiers, les droits de succession ne se transmettent pas de père en fils, mais reviennent d'un membre à l'autre par suite d'élections circonscrites, comme cela se pratiquait chez les *Magyars* encore païens, — et quand, en général, on les voit vivre tous dans une polygamie déguisée que les témoignages des auteurs constatent à l'envi. Voilà ce que dit *Verancsics* : « Les fils légitimes et illégitimes peuvent indifféremment se succéder au trône, car, en dehors de la femme légitime, ils se marient avec plusieurs autres aussi. Mais même la légitime, quoique ayant déjà des enfants, peut être facilement ren-

voyée, si on lui donne une lettre de divorce et une petite somme d'argent. Les nobles et les roturiers ont à cet égard les mêmes habitudes; chez les derniers il y a même plus de licence à cet égard ». *Reichersdorfer* (1) affirme que « chacun des Roumains a ordinairement deux ou trois femmes; les nobles et les principaux ont droit à plus encore; quant au vayvode, il en a autant qu'il en veut. » De son côté, *Forgách* raconte dans son « Commentarius » que d'après les usages il est permis au vayvode de coucher avec n'importe quelle fille de boyard, qui lui convient. Les enfants issus de ces unions sont marqués au fer rouge afin que l'on puisse reconnaître leur haute origine.

Voilà maintenant l'histoire de la fondation de la principauté de *Moldavie* racontée par M. A. D. *Xénopol* (2).

« C'est de Marmaros (en Hongrie) — principauté servant de refuge aux Roumains qui fuyaient la domination magyare, — que commença à descendre sur les plaines spacieuses et plus fertiles de la Moldavie le peuple roumain dès la fin du XIII[e] siècle. L'un des vayvodes de cette principauté, qui étaient presque tous des Roumains, le nommé Dragos, transmigra en Moldavie sans se séparer complètement de la couronne hongroise, comme l'avait fait Radu Negru. Le fils de ce Dragos était le vayvode Szász (mot qui veut dire en hongrois « saxon ») dont le fils s'appelait Balk; il régnait dans la nouvelle principauté juste au moment où un nouvel exode venant de Marmaros, fut la cause que la Moldavie devint un état indépendant, s'étant séparé du royaume de Hongrie. Ce nouvel exode eut lieu en 1349 sous la conduite du vayvode Bogdan qui, s'étant révolté contre le roi, ne cessa pas d'exciter les Roumains qui le suivirent aussi nombreux que possible. Or le vayvode Gyula n'étant pas enclin à obéir aux injonctions de Bogdan, eut ses biens dévastés par ce dernier, qui transmigra alors en Moldavie suivi d'une foule considérable. Là il battit d'abord Bàlk resté fidèle au roi de Hongrie, ensuite le roi Louis le Grand lui-

(1) REICHERSDORFER, *Moldva leirása*, 1550. Voyez : SZAMOTA ISTVAN : *Régi utazások Magyarországon ès a Balkán félszigeten*, p. 280 et *passim*.

(2) A. D. XÉNOPOL, *Istoria romanilor pentru gimnasii si liecee*, p. 66.

même. Ne pouvant obtenir aucun résultat favorable, celui-ci ramena avec lui Bálk en Hongrie et, pour le dédommager de ses pertes subies en Moldavie, il lui donna les propriétés de Bogdan sises en Marmaros. »

« De cette façon, s'étant rendue indépendante de la domination magyare, la Moldavie se trouva être le refuge de tous ceux mécontents de cette même domination. Il est bien entendu que les premiers et les derniers émigrants appartenaient, à peu d'exception près, à la caste des boyards ; c'est donc à la suite de ces castes que la noblesse dominante s'est accrue en Moldavie comme en Valachie. Mais les boyards émigrants n'y ayant pas opprimé la population du pays, qui les a probablement aidés dans leurs entreprises contre ceux du parti magyar, nous n'y constatons pas non plus que la désignation de « roumain » y fût synonyme de serviteur ou de serf. Du reste, ce n'étaient pas les Roumains qui fournissaient ici les serfs, mais les Slaves encore non roumanisés. Ils se sont plus tard complètement roumanisés sous l'influence de l'élément roumain toujours croissant. »

« Nous ne savons rien autre concernant le règne de Bogdan d'ailleurs assez long (1349-1360) que ce fut à ce moment que l'État indépendant de la Moldavie se fonda. Il a eu pour successeur son fils Latzko, qui reçoit en 1372 une lettre de félicitation du pape au sujet de sa conversion au catholicisme. Or cette conversion n'était que simulée afin d'éloigner les Magyars de son pays, qui y avaient fait des incursions annuelles, quoique malheureuses, du temps de son père. Latzko mourut donc dans la religion orthodoxe et il fut enterré selon ses rites dans l'église de Radautz. N'ayant laissé qu'une fille, pour avoir un souverain de souche princière, les Moldaves s'adressèrent à Jurga Coriatovits, le Lithuanien, pour lui demander de succéder à Latzko. Mais comme ils ne ressentaient aucun respect pour le souverain étranger, ils l'empoisonnèrent et ils élurent pour leur souverain Petru Musat, un rejeton des Bassaraba. Ce fut ainsi que monta sur le trône de la Moldavie la dynastie Musat, issue du sang des Bassaraba. »

En face de ces assertions si compromettantes pour les

Magyars, il est utile d'indiquer deux circonstances, qui en atténuent la portée.

Le voisinage des *Tartares* a dû rendre, après leur dernière incursion en *Moldavie*, la fondation des Kénézies, même les moindres, bien problématique et s'il pouvait s'en fonder une quand même, son caractère cuman devait y être plus prononcé que dans celles de la *Valachie*. Un tel caractère cuman avait la principauté de *Jassy* aussi, comme *Sulzer* (1) l'enseigne. D'après lui, il y avait en *Moldavie* un district cuman même au XVI[e] siècle et une charge de capitaine cuman à la cour moldave. D'ailleurs, les *Cumans* s'entendaient mieux avec les *Tartares* que les peuples d'une autre race. Tout le monde sait que ce fut *André Laczkfi*, vayvode de *Transylvanie*, qui détruisit les *Tartares* quand ils envahissaient la *Hongrie* sous la conduite d' *Athlamos*. Le doyen *Jean de Küküllö*, en racontant l'exode de *Bogdan*, affirme que la *Moldavie* était, avant qu'il n'ait lieu, complètement dégarnie d'habitants et que, tout en dépendant de la couronne de *Hongrie*, elle représentait un vrai désert à cause de la proximité des *Tartares*. Donc l'exode des *Roumains* s'explique par l'attrait d'un pays propre à contenter leur humeur vagabonde.

D'autre part, on lit dans un document du roi *Louis I*[er], daté de 1343, que *Bogdan*, auparavant vayvode de *Marmaros*, ayant soulevé un conflit l'hiver précédent contre *Jean*, fils de *Dionis Kelesey*, s'était traîtreusement sauvé du pays. Conséquemment, le vayvode *Bogdan* commit des violences et, de peur qu'il ne soit puni à cause d'elles, il s'enfuit non pas en 1349, comme M. *Xénopol* le prétend, mais en 1342. C'est encore un document du roi *Louis*, daté de 1349 et signé à *Beszetreze*, qui atteste que *Gyula*, le fils de *Dragos*, se plaint d'un parent, allié à son oncle *Étienne* et au vayvode *Bogdan*, de l'avoir chassé avec son fils de leurs propriétés, que son grand-père homonyme a reçues du roi *Charles*, après les avoir fait incendier. Il prie donc le roi de le faire réinstaller dans ses biens. Ce furent le vayvode des *Roumains Jean Igefi* et *Nicolas* que le roi envoya pour procéder à

(1) SULZER, *Geschichte des transalpinischen Daciens*, vol. II, p. 81; vol. III, p. 251.

l'enquête à ce sujet, et ils firent réellement un rapport dans le courant de cette même année. Un document daté de 1355 relate que *Dragos,* le fils du *Gyula*, dont parle le document précédent, reçoit du roi plusieurs villages roumains en donation, car il voulait ramener à la fidélité envers le roi les *Roumains* qui s'étaient enfuis en *Moldavie* avec *Bogdan* et *Étienne.* Le même roi *Louis Ier* donne, en 1365, la propriété de *Kuhuya* avec d'autres parcelles de propriétés à *Balk* le *Moldave,* fils de *Szász* et vayvode de *Marmaros*, ainsi qu'à son frère, propriétés qui appartenaient jadis à *Bogdan le Félon.* Il les donne, car *Balk* lui resta fidèle même en *Moldavie* et y fut blessé à cause de lui et revint en *Hongrie* en suivant le roi.

Il appert de tout ceci, que *Bogdan* n'était pas le vayvode de tous les *Roumains* de *Marmaros* et que son pouvoir ne s'étendait pas sur toute la *Moldavie.* Son exode n'est pas un fait isolé non plus, car des désertions pareilles s'accomplirent plus tard et dans les autres parties du royaume également. C'est ainsi que se sauvent en *Moldavie*, de la contrée de *Hátszeg*, les kénez *Koszta* et *Stancsul* et le pope *Volkul* avec la moitié des habitants roumains du pays « pour s'y joindre aux ennemis de la couronne. » On voit encore que non seulement les kénez roumains habitant le territoire de *Marmaros* étaient des sujets du roi de *Hongrie*, mais ceux de la *Moldavie* se considéraient comme tels aussi.

Une donation de roi *Louis* (1363) faite à *Ladislas ispàn* roumain et fils de *Musad d'Almás,* range les *Musath* au même titre parmi les kénez roumains connus en *Hongrie* que les *Bassaraba.* La crête des *Carpathes* qui se trouve entre la commune de *Gelencze* et la *Moldavie* s'appelle *Musath,* comme il y a en *Moldavie* la rivière et la ville de *Tatros*, tandis que l'on connaît le nom d'un chef patzinakite nommé *Tatrus.*

CHAPITRE III

LA PRÉTENDUE ORGANISATION MILITAIRE (EPOCA MILITARA) DES ROUMAINS

Résolus à poursuivre le développement de la théorie de l'origine dacique à travers l'histoire tout entière de leur race, les historiens roumains ne craignent pas de découvrir les traces de l'organisation militaire romaine dans les institutions politiques médiévales du peuple roumains. Avec *Nicolas Densusiano* (1) à la tête, ils voient dans les *Roumains* tant sur la rive droite que sur la rive gauche du *Danube* un véritable *peuple legionnaire*. A les entendre, sa vie publique se manifeste dans des entreprises militaires s'étendant, d'un côté, jusqu'en *Sicile* et en *Brandebourg* et, d'un autre, jusqu'en *Bosnie* et jusqu'en *Crimée*, sans parler de la place glorieuse qu'il occupe dans l'armée de l'empire d'Orient d'après le dire des auteurs byzantins eux-mêmes. Et cette prédilection pour le militarisme est commune à tout l'élément roumain, quels que soient l'endroit qu'il habite et le gouvernement sous lequel il vit.

De là cette analogie dans les conditions sociales de tout le roumanisme. Les contrées roumaines ont pour chef en deçà et au delà des *Carpathes* un *vayvode* ou *bàn* ou *capitaine* investi de droits administratifs et jusqu'à un certain point judiciaires aussi. Quant au peuple, il est divisé en trois castes : en *boyards*, c'est-à-dire en soldats de rang élevé ; en *kénez*, c'est-à-dire en capitaines de districts et en *paysans*, à qui incombait la défense des villes et, au besoin, le service en rase campagne.

Au commencement, on divisa les vayvodies situées soit au-delà de l'*Olt*, soit en *Hongrie* ou en *Transylvanie*, en plusieurs *kénezies* ou districts. C'est ainsi que l'on recontra les kénézies de *Jon*, de *Farkas* et de *Lirtioy* dans le *Szörény*, celle de *Petru* à *Mehadia* et celles de *Jon*, de *Sandrin* et de *Stefan* encore, qui

(1) Nic. Densusiano, *Revolutiunea lui Hora*, 1884. Chap. intitulé : *Romani in epoca militara.*

contenaient des territoires considérables, dans les départements de *Bereg* et de *Marmaros*. La dignité kénézienne se transmettait de père en fils et le pouvoir judiciaire du kénez n'était pas toujours identique. S'il représentait dans son district le pouvoir judiciaire et administratif, il en était cependant avant tout le chef militaire. Il y avait en *Hongrie* et en *Transylvanie* même au XIV[e] et au XV[e] siècle un grand nombre de kénézies.

Les *boyards* formaient une classe dans la société roumaine dont l'origine se perd dans l'antiquité la plus éloignée de l'histoire roumaine. Elle n'était pas le produit de la féodalité, car chez les *Roumains* il n'y avait pas une noblesse au sens féodal. Les boyards étaient dans l'ancien temps de vrais *soldats légionnaires*, les meilleurs de la caste militaire chez qui le militarisme était une tradition et non pas la conséquence du vasselage, puisque leurs propriétés ne se transmettaient pas non plus selon les coutumes féodales. Les boyards figuraient en *Hongrie* et en *Transylvanie* jusqu'au XV[e] siècle sous le nom de *noblesse roumaine* (nobiles valachi, nobiles ut dicitur Valachorum), et formaient une classe sociale et politique bien distincte de la noblesse magyare (nobiles hungari) et ils les surpassaient à cause de la nature de leur origine, de leur histoire et de leur privilèges.

La plus nombreuse caste était celle des paysans roumains, appelés *des gens de milice*, de *forteresse* (castrenses, populi castrenses, milites castri). Groupés sur des territoires roumains, partagés en plusieurs vayvodies et kénézies, ils vivaient en *hommes libres*, sans être astreints aux travaux des serfs. Ils héritaient leurs propriétés de mâle en mâle et ils pouvaient les léguer ou vendre à qui bon leur semblait s'ils manquaient d'héritier direct. Ils n'avaient qu'un seul devoir à remplir : faire le service des forteresses, en bâtir de nouvelles, les défendre, et surveiller les frontières ainsi que prendre les armes en cas de guerre.

Les *Roumains* possédaient dans ce temps-là, aussi bien en *Hongrie* qu'en *Transylvanie*, des territoires nationaux ayant des institutions spéciales et dont l'administration leur était confiée. Telle était la *Terre de Fogaras* (terra Blaccorum), dans le midi

de la *Transylvanie*, par exemple ainsi que le *Banat de Szörény* partagé en huit territoires nationaux, appelés « districtus volahicales », formant des provinces nationales dans le royaume de *Hongrie* et ayant pour chef un ban ou un vayvode. On rencontre des districts roumains semblables au nord du *Banat* dans les départements d'*Arad*, de *Zaránd*, de *Bihar*, de *Bereg*, et de *Marmaros*, et les documents du moyen âge en parlent sous le nom de vayvodies ou kénézies roumaines.

En dehors des institutions vayvodales et kénéziales et à côté des castes sociales roumaines, distinctes des castes sociales magyares, il y échoit un rôle considérable au *droit roumain usuel* (ius volahie, antiqua ius districtuum volahicalium) d'après lequel, les crimes capitaux exceptés (exceptis publicis furto et latrocio et criminalibus causis) le *Roumain* ne doit pas être jugé par un autre que son vayvode. On y trouve des tribunaux roumains, composés de kénez, de nobles et de paysans roumains, on y constate l'institution d'un jury élu et même un droit politique et civil spécial. Les propriétés se donnent aux nobles sous des conditions toutes différentes dans les districts roumains que dans les départements magyars. On trouve ensuite des propriétés kénéziales avec droit de justice civile, des propriétés roturières dont la possession impose au propriétaire le service militaire, dans l'accomplissement duquel il doit se conformer à certaines coutumes nationales. Il est régi par des lois spéciales en fait d'impositions et de redevances aussi. Après avoir exposé ces prémisses on peut affirmer « que la population roumaine de la Hongrie et de la Transylvanie nous apparaît dans le XIIIe et même dans le XIVe siècle au moins dans sa première moitié, comme un peuple militaire libre avec un territoire national séparé, avec des castes sociales et des institutions politiques spéciales, en un mot, comme une nation politique indépendante et complètement détachée des nations magyares, sicules et saxonnes. »

Voilà la justification historique des exigences actuelles du parti national roumain visant l'autonomie nationale, territoriale et ayant pour corollaire une administration et une juridiction roumaines et spéciales. Et voilà maitenant la réalité prosaïque

au sujet de cette « époque militaire » (epoca militara) reflétant la vie des anciens légionnaires romains.

D'abord le mot « vayvode » ou en roumain « voda » n'est nullement d'origine romaine et n'exprime nullement une idée romaine quelconque, car il est bulgaro-slave absolument. D'ailleurs les vayvodes roumains n'étaient pas les seuls dans le royaume de *saint Étienne*. Le roi *Sigismond* donne le 18 avril 1417 au vayvode des *Tsiganes* nommé *Ladislas* une lettre de franchise, qui y reçoit des franchises et des privilèges ressemblant en tous points à ceux concédés aux vayvodes roumains et l'autorisant à juger en toute liberté dans les litiges qui pourraient se produire entre *Tsiganes* (si inter ipsos aliqua zizania seu perturbatio evenerit ex parte quorumque... iudicandi et liberandi habeat facultatem). Il y a encore sous le prince *Georges Ràkóczy Ier* (1630 à 1648) un vayvode tsigane, mais les » Approbata Constit. Regni Trans. pars III tit. LIX » interdisent déjà pour l'avenir la nomination de tels vayvodes tsiganes « sub pœna violationis constitutionum regni » . Les *Tsiganes* pourraient donc prouver que ce furent les « Approbata » et les « Compilata » qui les privèrent de leurs chefs nationaux, de leur administration et juridiction, tandis qu'il y avait déjà longtemps que les vayvodies roumaines n'existaient plus quand on fit rédiger le « Codex » du la principauté de *Transylvanie* sur l'ordre du prince *Georges Rákoczy Ier*.

Trois documents, émanant de la reine *Élisabeth* et signés à *Luppertszász*, à *Bude* et datés 1364, 1370 et 1378, fournissent des données très intéressantes au sujet de la situation politique si embrouillée des *Roumains*. On en tire la conviction que chez les *Roumains*, ce ne furent pas les vayvodes qui occupèrent le plus haut degré parmi les membres de l'autorité mais les *ispán* — les commandants — des châteaux forts royaux qui sont, quelle que soit leur origine, des nobles et des représentants du roi, c'est-à-dire qu'ils font partie de la nation hongroise politique. Quant aux vayvodes, ils forment un lien intermédiaire entre les dits *ispán* et les *Roumains* Ce sont eux qui surveillent si les *Roumains* paient leurs redevances au roi et à l'ispán exactement; ce sont eux qui jugent dans les procès moindres,

tandis que les plus importants vont devant l'*ispán*. Dans les cas appartenant au ressort des tribunaux criminels, c'est à la juridiction de la magistrature ordinaire que les *Roumains* doivent s'adresser aussi.

On sait des sources anciennes grecques et slaves que c'était le *katun* (colonie, ferme) qui formait le noyau des institutions politiques et sociales des *Roumains* avec un *kénez* à la tête de chacun; donc le nombre des uns correspondait au nombre des autres. *Engel* (1) raconte en parlant des événements de 1268 que : « pour repeupler la Hongrie on établit des « scultéties » c'est-à-dire on fit don d'un morceau de terre inculte ou de forêt à un colon un peu aisé sous la condition qu'il en ferait une colonie et qu'il s'en chargeât ainsi que ses successeurs pour y rendre justice. S'il s'agit des Roumains ou des Rousniak ces scultéties s'appellent des kénézies. C'est l'origine du droit kénezial. » Il est donné tantôt, comme payement pour l'abattage d'une forêt épaisse, tantôt pour que l'on y installe des colonies nouvelles ou qu'on la repeuple. Si ses possesseurs ne sont astreints à aucune servitude ni impôt, ils payeront, en signe de reconnaissance, une certaine somme d'argent. Le nommé *Dobre* reçoit en 1394 du roi *Sigismond* la forêt de *Lesnek*, sous la condition que lui et ses successeurs obéiraient au commandant de *Déva* et qu'ils exécuteraient les payements et les travaux habituels comme les autres kénez qui dépendent du même château. Ces propriétés pouvaient être données aussi bien par le roi et le vayvode de *Transylvanie* que par le *fö-ispán* (le préfet du département) respectif; sa donation suffisait pour accorder les franchises kéneziales.

D'ailleurs, l'importance des kénézies est assez relative; dans un document de 1378, il est question de deux qui ne sont composées que de cinq foyers chacune et d'une autre qui n'en a que quatre seulement, tandis que les droits judiciaires qui y sont attachés se rapportent uniquement aux procès moindres, insignifiants.

Mais c'est avec une prédilection marquée que les officiers

(1) Engel, *Geschichte des ungarischen Reichs*, p. 359.

du roi établissent les kénez et leurs hommes sur les propriétés dépendant des châteaux royaux, car leurs obligations à remplir ne se bornent plus à l'abattage des forêts, comme on peut s'en convaincre d'un rescrit du roi *Sigismond* daté de 1427 et adressé au vice-vayvode de Transylvanie. « La personne des Roumains n'est pas séparable du château, et les terres de labour dont ils ont la jouissance ne le sont pas non plus, quoiqu'ils les cultivent à leur profit : Ce n'est pas seulement au payement des redevances convenues que les Roumains sont astreints, mais selon les bonnes habitudes anciennes, aux travaux manuels, au creusement des fossés en vue de la conservation du château et au sciage du bois, au transport des vivres également. »

Le roi *Venceslas* ordonne en 1301, sur la demande d'*Urs*, le kénez des gens *d'Olahfalu* (signifiant en magyar : village des Roumains), que les habitants de cet endroit ne soient tenus, dans l'avenir, comme dans le passé, qu'au transport du bois et des poutres au château royal d'*Udvarhely* et au service pédestre autour dudit château, ni assujettis au payement d'aucune dîme, la meule fournie à l'église d'*Udvarhely* exceptée. Qu'ils soient affranchis de toute répartition d'impôts : « more Siculorum inter quos vivunt », mais qu'ils payent à leurs kénez ce dont ils leur sont redevables (1). Voilà à quoi se réduisent, dans la réalité, l'art et la science de la construction des forteresses chez les Roumains, — art et science dont les historiens roumains aiment tant à se vanter !

Là où les kénézies plus ou moins grandes sont en nombre considérable comme, par exemple, dans les départements de *Bereg*, de *Marmaros* et de *Hunyad*, les kénez élisent un vayvode, et alors ce ne sont pas eux qui restent en contact direct avec le commandant du château, mais les vayvodes et qui surveillent si chaque kénézie s'acquitte ponctuellement de ses redevances, si chaque kénez perçoit exactement les revenus dus au roi et au commandant. Il est à remarquer que la charge de vayvode roumain revient quelquefois à des *Magyars*

(1) *Székely oklevéltár*, vol, I, p. 29 et *passim*.

de pur sang comme c'est le cas à *Számoly Keszi* en 1495 quand *Jean Corvin* la confère successivement à deux frères *Székely*, magyars et catholiques (1).

Comme les kénézies, les vayvodies ne ressemblent pas les unes aux autres. Il y a des endroits où elles se rapprochent de l'importance d'une préfecture, tandis qu'ailleurs elles ressemblent à la condition des régisseurs. D'après un document daté de 1445, *Ladislas*, le bân de *Macso*, a six vayvodes sur sa propriété de *Zaránd* (2).

Ce sont en partie les rois qui donnent un certain nombre de *Roumains* en cadeau à des particuliers tels que chapitres ou évêques, ou ce sont en partie eux-mêmes qui s'enfuient pour se placer chez les particuliers, trouvant plus agréable d'y vivre que sur les propriétés royales. Il s'en forme de cette manière en peu de temps deux catégories : ceux qui se trouvent sur les propriétés royales ou dépendent des châteaux royaux sous l'autorité directe des vayvodes ou des kénez, et ceux que l'on appelle des *Roumains* vulgaires, ordinaires.

Le nombre des *Roumains*, dépendant des particuliers, s'accroit par d'autres moyens aussi. Les vayvodes et les kénez anoblis par le roi deviennent des seigneurs et leurs propriétés qu'ils avaient par droit kénézial, des propriétés seigneuriales. Naturellement, la position des *Roumains* qui y habitaient subit un changement également. Ils se transforment de serviteurs royaux en serfs seigneuriaux. De là un grand nombre de contestations au sujet des kénézies transformées en propriétés nobiliaires, comme il appert de plusieurs documents (voir l'attestation du chapitre de Transylvanie, délivrée en 1408, etc).

Il y a encore une autre raison qui sera cause que le kénez anobli se détachera du sein du roumanisme. Le roi *Louis Ier* ordonne — ordonnance que *Sigismond* renouvelle — que pour être kénez il faut que l'on soit catholique. Or le Kénez anobli et converti au catholicisme devient complètement magyar, et c'est à cause de cela que l'on peut citer toute une série de

(1) Marki Sandor, *Aradmegye ès város törtenete*, vol, I p. 502.
(2) Dr Solyom-Fekete, *Adatok a volt zarándmegyei részek történetéhez. Hunyadmegyei Tort. ès Rég. Tarsaság érkönyve*, p. 22.

familles aristocratiques et nobles magyares qui descendent des Kénez. Les auteurs daco-roumains voient dans ce fait une tendance préméditée de magyarisation de la part des rois de *Hongrie*. Ils veulent faire croire qu'il y avait de fait une *noblesse roumaine* aussi datant des temps antérieurs, dont les membres étaient poussés soit par intérêt, soit sous la pression de la société et de l'État, au reniement de leur nationalité. Et cette noblesse roumaine, par qui aurait-elle été conférée? Certes pas par les rois de *Hongrie*, car il leur eût été impossible de conférer une autre noblesse que la hongroise, comme il eût été impossible aux rois de France de créer des nobles anglais ou espagnols. Il est vrai que l'on rencontre souvent dans les documents l'expression : « nobilis valachus », mais son sens est purement ethnique. L'unité et le caractère hongrois de la noblesse sont tellement accusés en *Hongrie*, que dans la *Croatie*, administrativement autonome, on ne pouvait recevoir que la noblesse hongroise. Chaque noble hongrois était membre de la sainte couronne hongroise (sacræ coronæ membrum). Et comme il n'y eut jamais de sainte couronne roumaine ou autre en *Hongrie*, il est évident qu'il ne pouvait y avoir, dans le sens politique du mot, une autre noblesse que la hongroise non plus. Et comme les rois ne se montrent nullement avares dans la distribution des titres de noblesse, il y a de plus en plus de vayvodes et de kénez qui deviennent des nobles hongrois. Il en résulte une diminution dans le nombre des kénez; il arrive même que l'influence et les traces de la colonisation roumaine étant disparues par la force évolutionnelle des circonstances, le système des kénezies se décompose également et le kénez qui n'a pas pu devenir noble, devient serf comme tout *Roumain* vulgaire, résultat du développement social et non pas d'un acte législatif ou gouvernemental.

Si le nombre des vayvodes et des kénez diminue, les immigrations des *Roumains* ordinaires augmentent continuellement mais ceux-ci ne deviennent ni magyars, ni catholiques. D'après la conception hongroise ancienne, constitutionnelle et judirique, c'était uniquement la noblesse qui formait la *hungarica natio*. Ses membres, quelle que fût la race à laquelle ils apparte-

naient, étaient des *Magyars* par le sentiment et la manière de penser et possédaient des privilèges et des franchises dont ne pouvait se vanter la noblesse d'aucune autre nation. En ce qui concernait la nationalité de la *misera plebs*, personne ne s'en inquiétait et l'on préférait même les serfs d'origine étrangère aux serfs magyars insubordonnés et aussi aristocratiques que les seigneurs eux-mêmes. A l'instigation de *Rome*, la royauté et le clergé essayèrent tour à tour de faire de la propagande religieuse parmi les *Roumains*, mais ils crurent qu'il suffisait de convertir les vayvodes et les kénez, sans se soucier du bas peuple.

Il a été dit plus haut que les *Roumains* vivaient sur les propriétés royales et surtout sur des territoires inhabités et le plus souvent couverts de forêts, où leur principale occupation était de faire paître leur bétail et d'abattre les arbres, et où ils payaient la « quinquagesima » à laquelle s'ajoutaient quelques redevances insignifiantes en espèces. Peu à peu, l'élevage du bétail devenant impossible sur les terrains de forêts abattues, ils se virent forcés par la nécessité, sous l'influence des contrées voisines magyares et des conditions d'existence changées, de renoncer à la vie de pasteur et de cultiver les terres défrichées. N'étant pas frappées de dîme quand elles étaient encore couvertes de forêts, ces terres n'en payaient pas non plus après leur transformation. Donc le *Roumain*, pâtre devenu laboureur, ne payait pas de dîme, tandis que le *Sicule*, le *Saxon* ou le *Magyar*, étant agriculteurs dès le commencement, en payaient sans exception. Seulement, les terres qu'ils habitaient et pour lesquelles ils payaient la dîme, s'appelaient des « terres chrétiennes » (terræ Christianorum) en opposition à celles cultivées par les *Roumains* et qui n'étaient pas astreintes à fournir la dîme. Naturellement si un *Roumain* s'est établi sur une terre chrétienne, il l'a payée comme les autres, car elle était inhérente à la propriété. Ne payaient pas de dîme mais seulement la « quinquagesima » les *Roumains* eux-mêmes vivant sur les propriétés des évêques et des chapitres. Elle n'y est transformée en dîme que plus tard et comme un document du roi *Sigismond* daté de 1398 le prouve, avec le consente-

ment spécial royal, l'évêque étant obligé de fournir un groupe de guerriers (banderium) et le chapitre d'y contribuer pécuniairement.

On lit chez *Antoine Verancsics*, d'après *Kovachich :* « Trois nations vivent en Transylvanie : la sicule, la magyare et la saxonne. Il faut que j'y ajoute les Roumains, qui sont aussi nombreux certainement que l'une des trois nations mentionnées. Mais ils n'ont ni franchises, ni noblesse, ni propriétés, excepté ceux de quelques districts de Hátszeg, qui, ayant montré beaucoup de courage dans les guerres contre les Turcs du temps de Jean Hunyadi, furent anoblis depuis. Les autres Roumains ordinaires sont les serfs des Magyars, n'ayant pas de territoires spéciaux mais vivant dispersés dans tout le pays, quelques-uns dans les plaines, la plupart dans les montagnes et les forêts où ils végètent péniblement dans la compagnie de leurs bêtes. »

Il y a cependant dans le pays des contrées dans lesquelles, comme le remarque *Verancsics,* les *Roumains* ont noblesse, propriétés et franchises, où l'on pourrait plutôt parler de territoires roumains mais naturellement non pas dans le sens dans lequel les historiens daco-roumains le font.

Après la prise de *Constantinople* par *Mahomet II* en 1453, la fièvre des armements s'empare de toute l'*Europe*. Les États de la *Hongrie* tiennent une diète à *Bude* dans laquelle ils décident la levée de toutes les forces vives de la nation, même celles des districts jaziges, cumans, *roumains* et tartares, qui doivent fournir autant d'hommes armés d'après chaque centaine de foyers qu'en fournit la noblesse des départements possédant des serfs (1).

On constate dans les documents les noms de huit districts roumains. Un rescrit royal daté de 1457 explique que le roi *Ladislas V* a reçu à *Vienne* une députation déléguée par les

(1) Corpus Juris Hung. 1454. 9. « *Item omnes liberæ Civitates, tam nostræ regales et reginales, quam dominorum despoti et comitis Ciliæ et aliorum Magnatum, necnon totum regnum nostrum Slavoniæ, de quibus lucrum cameræ solvere non consuevissent, malo præmisso connumerari debeant. Et similiter Philistæi, Cumani, Valachi et Tartari connumerati debeant exercituare.*

nobles, les kénez et les *Roumains* ordinaires des districts de *Lugos, Sebes, Miháld, Halmos, Krassòfö, Borzafö, Komjáth*, et *Ilyéd*, afin qu'elle l'implore de confirmer les franchises et les droits, que les rois avaient accordés aux *Roumains* et à leurs kénez. Or, comme ces districts surveillent au *Danube* les incursiens des *Turcs*, le roi, pour les exciter à une plus grande vigilance encore, n'hésite pas à contenter leur désir. Ces districts étaient situés dans les départements actuels de *Krassó-Szöreny*, de *Témès* et de *Hunyad*, ainsi que dans la contrée de *Hátszeg*, sans exception dans des parages, par où le *Turc* avait l'habitude de faire irruption. Au milieu de chaque district roumain il y a un château fort royal et on y en rencontre un plus grand nombre que dans les parties plus centrales du pays. Contraints par la nécessité, les commandants y étaient obligés d'employer les *Roumains*, qui demeuraient sur les territoires dépendant de ces mêmes châteaux, pour le service militaire aussi. Et comme, à cette époque, porter des armes était une chose qui procurait des avantages et inspirait du respect, les vayvodes et les kénez étaient toujours prêts à s'en acquitter. Pour pouvoir disposer, en cas de besoin, immédiatement du plus grand nombre de soldats possible, on étend ce service sur les kénez aussi qui ne demeurent pas sur les territoires dépendant des châteaux royaux, mais qui se trouvent sur les terres défrichées, appelées des « terres roumaines ». C'est ainsi que se développe autour de chaque château un district roumain, que le roi *Ladislas V* réunit sur le territoire du département actuel de *Krasso-Szörény* dans une unité administrative. Donc les districts roumains ne sont les résidus ni d'une institution quelconque de l'antique *Rome*, ni d'une organisation roumaine militaire, ni d'un droit politique antérieurement appliqué. Ils sont simplement les produits de circonstances exceptionnelles.

Dans ces districts transformés dans une entité administrative, les *Roumains* nobles et kénez appartiennent à la juridiction des commandants des châteaux forts, — homme de confiance du roi sinon toujours un *Magyar*, mais au moin un *Roumain* devenu *Magyar* par suite de son anoblissement — et les

Roumains ordinaires à celle des nobles roumains. Si dans un document daté de 1487 on trouve l'expression : « selon les lois antiques et approuvées des districts roumains » (juxta antiquam et approbatam legem districtuum valachalium), personne ne doit s'en étonner, car il a été écrit à une époque dans laquelle, en ce qui concerne l'administration et la juridiction, il y avait autant de coutumes que de maisons, comme dit le proverbe magyar, non seulement en *Hongrie* mais dans toute *l'Europe* en général.

Que les *Roumains* soldats, kénez ou nobles soient complètement magyarisés, les archives de *Karansebes*, dont celles des huit districts roumains réunis, le démontrent à l'envi, car si elles renferment des documents écrits en magyar et en latin presque en nombre égal, il n'y en a aucun rédigé en roumain. Il est conséquemment plus que probable que ces nobles roumains, ne sachant pas le latin, se soient servi du magyar dans leurs délibérations, puisque, d'après *Aeneas Sylvius*, le futur pape *Pie II*, on ne rencontre parmi les *Roumains* militaires qu'un très petit nombre ignorant la langue magyare (hungaricæ linguæ nescius) (1).

Voilà la peinture exacte des vayvodies et des kénesies en *Hongrie*, d'après les documents et les faits historiques et voilà maintenant ce qui se passe à cet égard en *Valachie* et en *Moldavie*.

Le titre de vayvode de la première s'appelle en latin : « Dei gratia Transalpinæ Dominus et terrarum de Omlas et de Fogaras Dux, » tandis qu'en langue slave on l'exprime ainsi : Gospodin vsei zemli Ugrovlachiskoi », et en grec : «βοεβόδος πάσης Οὐγγροβλαχίας » c'est-à-dire, d'après *Hasdeu*, et la plupart des historiens roumains : « Dominus Hungariæ et Valachiæ. » Et comme ce double titre aurait pu justement exciter la jalousie des rois de *Hongrie*, disent-ils, afin d'éviter les contestations, les vayvodes n'employaient dans leurs lettres écrites aux *Magyars* que le mot neutre de « Transalpina » pendant que, dans leurs autres lettres, ils mettaient « Ungro-Valachia. »

(1) FRAKNOI VILMOS, *Mátyás király*. Budapest, 1890. P. 6.

D'après *Hasdeu*, c'est au moment où, ayant battu les *Magyars* sous la conduite de *Léon Vatatzes*, les *Roumains* ont fait une irruption en *Transylvanie*, qu'ils ont occupé les principautés de *Fogoras* et *Omlás*. Donc avec la licence poétique du : « pars pro toto » ils pouvaient s'appeler avec raison : « Dominus Hungariæ et Valachiæ. » Il a été démontré cependant par M. *G. Panu* (1) combien cette assertion était erronée et que les vayvodes roumains ne possédaient les principautés en question que par droit de donation accordée par les rois de *Hongrie* et point sans interruption non plus, car si les rois n'étaient pas contents des services et de la fidélité des vayvodes roumains, ils en faisaient don à d'autres comme on a pu s'en convaincre par le document cité à propos de l'exode de *Radu Negru*.

Le nom d'*Ungro-Valachie* a été donné par les *Grecs* et signifie en réalité : *Valachie hongroise*, afin de la distinguer de leur *Petite* et *Grande Valachie* et pour exprimer également sa dépendance de la *Hongrie*.

Le fait que les vayvodes de *Valachie* étaient quelquefois, par suite de donations royales, les possesseurs de la terre de *Fogaras*, rend la situation des *Roumains* qui y habitent quelque peu différente de celle qu'avaient leurs frères demeurant dans les autres parties du royaume. *Nicolas Oláh* raconte dans sa « Hungaria » (X, lib. I) que ce château de *Fogaras* est comme une petite principauté et que le maître du château y est vénéré par ses sujets les boyards, car les voyvodes et les kénez y portaient ce nom, comme s'il était un souverain. La boérie n'est pas une noblesse hongroise, elle n'est donnée que par les vayvodes roumains. Comment ? le fait suivant l'explique.

Paul Tomori, le commandant de *Fogaras*, fait savoir à tous ceux que cela regarde que le 11 août 1511 *Raduly*, *Vochan* et *Basile*, fils de feu *Komsa*, et un autre *Raduly*, fils de *Stoycza*, ainsi que *Stanislas Karabal*, fils du feu *Alexandre Viszti*, s'étant présentés devant lui, l'ont informé que leur ancêtre *Koszta* avait reçu jadis en donation de *Mircse*, vayvode de *Valachie* et ban

(1) G. Panu, *Istoria critica a românilor. Convorbiri literare* Anul. VII. nº 11.

de *Szorény*, la charge de boyard dans *Also* et *Felsö-Viszi*, ainsi que dans *Also-Arpa*, avec tous les bénéfices y attenants et avec les douze tentes de *Tsiganes* en dépendant. Et qu'ils jouirent effectivement de cette boérie jusqu'au jour indiqué, mais que leur lettre de donation leur fut ravie par les *Turcs* lors d'une de leurs incursions faites du temps du vayvode *Pierre Gerès de Vingard*. Par égard à leur dévouement, *Tomori* les confirme dans leurs boéries, dans la possession de leurs propriétés et de leurs *Tsiganes*, grâce au pouvoir dont il est investi par le seigneur *Jean de Bornemisza*.

Il appert de ce document que les vayvodes de *Valachie*, pendant le temps qu'ils eurent le château de *Fogaras* dans leur possession, distribuèrent des boéries, reconnues ou au besoin confirmées valables par les rois de Hongrie ou par leurs représentants même, à un moment où ce château n'était pas la possession des vayvodes ; pouvoir distribuer des boéries sur le territoire de l'État hongrois dans une propriété conférée par donation royale n'était pas un fait unique ; *Théodore Koriatovic* et ses successeurs agirent ainsi à *Munkacs*.

Que ces boyards ne différaient en rien des kénez installés sur les autres propriétés dépendant des châteaux royaux, les règlements que le commandant *Tomori* édicta en 1508 avec le consentement de tous les boyards et kénez, et qui furent ratifiés dans la même année par le possesseur du château *Jean de Bornemisza*, le démontrent clairement. Il y est dit, au cinquième paragraphe, que si jusque-là les héritiers d'un boyard trépassé étaient obligés de donner au commandant un cheval sellé avec une lance, même s'il n'avait pas de cheval, dans ce cas-là dorénavant ils ne payeront en tout que trois florins. Les dispositions du sixième paragraphe se rapportent au partage de la fortune mobilière et immobilière d'un boyard mort sans héritier et n'ayant eu qu'une fille. Elles accordent toutes une part considérable au seigneur du château. Et si quelqu'un voulait faire hériter sa ou ses filles de ses immeubles aussi, puisque, d'après les lois des *Roumains*, la propriété foncière ne regardait pas le sexe féminin (quia in lege Valachorum hæreditates sexum femineum non concernunt) — il fallait qu'il obtînt

du seigneur et des jurés un document légalisé par leurs sceaux (1). On voit que le principe exprimé dans un document de *Sigismond* cité plus haut : « car la personnes des Roumains n'est pas séparable du château ainsi que les terres de labour dont ils ont la jouissance ne le sont pas non plus, quoiqu'ils les cultivent à leur profit » — a été sévèrement conservé, aussi bien à l'égard des propriétés boériales de la terre de Fogaras qu'à l'égard des propriétés kéléziales.

Après avoir constaté que les vayvodes de *Moldavie* possédaient également des terres en *Transylvanie* par suite de donations royales, notamment les châteaux de *Csicsó* et de *Küküllöe*, il faut finalement indiquer la vraie raison qui a fait agir les rois de *Hongrie* en les concédant. La décision prise par le roi *Mathias* en 1467 l'apprend clairement, car elle dit que l'on ne devra plus donner à personne ni *Fogaras*, ni *Radna*, ni *Omlás* ni les terres qui en dépendent, afin que la couronne puisse à tout moment les céder aux vayvodes de *Valachie* ou de *Moldavie* s'ils étaient forcés d'abandonner leurs trônes souverains et qu'ils puissent y organiser leur retour. D'autre part, *Engel* publie un traité du vayvode *Radul*, traité conclu en 1507 avec les *Saxons* de *Transylvanie*, dont voici les passages les plus saillants : « Moi *Radul*, le vayvode des parties de la Valachie, reconnais que nos ancêtres ont toujours été fidèles à la sainte couronne, aux rois de Hongrie et qu'ils se sont toujours dévoués dans leur service, et que notre pays est un membre du royaume de Hongrie (quod etiam regnum nostrum existat de membro regni Hungariæ). Si donc un jour j'étais obligé de me réfugier dans le royaume de notre roi (ad regnum Serenissimi Domini nostri regis) que la ville de Szeben et les sept sièges saxons nous reçoivent avec notre famille, ainsi que nos boyards avec leur familles et qu'ils nous accordent le séjour et la permission d'aller et venir. (2) » En 1372 le vayvode *Lajko* ou *Ladislas* appelle le roi de *Hongrie* son maître naturel

(1) *A magyar törvényhatóságok jogszabályainak gyüjteménye*, vol. I. *Az erdélyi törvenyhatósagok jogszabályai. Osszegyüjtötték dr. Kolozsváry Sándor ès dr. Cvári Kelemen.* Budapest, 1885, p. 169 et *passim*.

(2) Engel, *Geschichte der Moldau und Walachei*. Halle, 1804, p. 187.

ainsi qu'en 1431 du temps de *Sigismond* le vayvode *Vlad* aussi quoiqu'il se fasse donner dans les documents le titre de : « Valachiæ Transalpinæ Dominus et terrarum de Omlasche et de Fogaras dux. »

En tenant compte de tout ceci, prétendre que c'est par droit de conquête ou d'héritage légué par l'antique *Rome* que les vayvodes roumains ont possédé quelque chose en *Hongrie* ne peut être taxé que d'entêtement ou d'aveuglement. D'ailleurs M. *G. Panu*, le distingué historien roumain, se demande lui-même, avec beaucoup de bon sens, s'il est possible de penser que les rois de *Hongrie*, beaucoup plus puissants que les vayvodes roumains, eussent consenti tranquillement à l'occupation de leurs châteaux forts par ces derniers?

CHAPITRE IV

LES HUNYADI.

A quel point les kénez roumains, jadis de religion grecque orientale, devenaient des catholiques ardents et des patriotes magyars dévoués, l'histoire de l'illustre famille des *Hunyadi* le démontre de la manière la plus éclatante. Aussi ne pas lui consacrer un chapitre spécial serait une omission répréhensible non seulement en ce qui concerne le respect et la vénération que l'on doit à sa mémoire, mais en même temps relativement à la vérité historique également, à laquelle elle fournit une preuve des plus convaincantes en faveur de la cause des *Magyars* si injustement attaqués.

Bonfin raconte dans son ouvrage : « Rerum Hungaricum decades libris LXV comprehensæ, ab origine gentis ad annum 1495 », que l'empereur *Frédéric* III ne voulait pas prendre au sérieux l'élection de *Mathias Corvin* au trône de *Hongrie*, car il pensait que les puissants, riches et orgueilleux seigneurs ne voudraient pas y tolérer longtemps la présence d'un jeune homme étranger, né d'un père roumain (adolescentem peregrina gente, natum e patre valacho). Rempli de reconnaissance envers son glorieux protecteur, *Bonfin* était très ennuyé par cette appréciation ; aussi se donna-t-il la tâche de faire connaitre l'antique origine de la famille du roi *Mathias* et de prouver ainsi que le fils de *Hunyadi* ne devait craindre personne sous ce rapport et qu'il surpassait, au contraire, tout le monde par la noblesse de sa race.

Jean Hunyadi étant d'origine roumaine, la vieille aristocratie magyare le considérait comme un parvenu ; car s'il occupait les places les plus élevées civiles et militaires dans le gouvernement, ses débuts n'en étaient pas moins obscurs. Or d'après *Bonfin*, le corbeau qui se trouve dans les armes des *Hunyadi* servait de preuve irréfutable pour indiquer qu'ils descendaient

des *Corvin*. Et ceux-ci appartenaient à la souche aristocratique des *Valérius* volusiens, témoins de la fondation de *Rome* et, qui plus est, témoins issus d'une famille alors antique puisque ses aïeux étaient au nombre de ces *Lacédémoniens* que les *Héraclides* ont conduits en *Italie*. Il en résulte que le roi *Mathias* était donc comme membre de la famille des *Corvin*, par l'intermédiaire des *Héraclides* et conséquemment d'*Hercule*, un rejeton de *Jupiter* lui-même !

Ce fut au moment de l'invasion des *Gaulois* que la famille des *Valerius* reçut le nom de *Corvin*, à cause d'un corbeau qui s'était posé, pour présager la victoire, sur le casque de *Marius Valerius*, pendant qu'il se battait contre un chef gaulois. Car l'apparition du corbeau était considérée par les *Romains* comme un bon présage, et *Auguste* avait du plaisir à entendre son croassement. « Qui ne connaîtrait d'ailleurs Corvinus Messala, le protecteur du poète Horace, qui introduisit le premier le nom de Corvin en Pannonie ? — s'écrie *Bonfin* ! Ce fut ce Corvinus Messala Valérius qui fit la conquête de la Pannonie ; ce fut de là que transigèrent ses descendants en Transylvanie, et la noble race resta ignorée pendant des siècles jusqu'à sa réapparition dans le village de Hunyad. » Des explications aussi merveilleuses ne sont pas rares chez *Bonfin* au sujet de l'origine de quelques familles oligarchiques magyares non plus. Ne s'avise-t-il pas d'affirmer avec un sang-froid imperturbable que les *Bathori* descendent de *Baths*, roi de *Pannonie* ?

Animés par le même zèle, les continuateurs daco-roumains de *Sinkaï* et de *Pierre Maïor* transformèrent tout *Magyar* célèbre jusqu'à *François Deák* (1), n'exceptant pas même *Betlhen* et *Bocskai*, en autant de *Roumains*. Mais cette douce manie ne peut pas empêcher les historiens sérieux de convenir de l'exactitude de certaines assertions.

L'origine roumaine de la famille *Hunyadi* n'est que difficilement admise, même par les auteurs magyars et allemands plus récents et plus objectifs, et cependant c'est un fait patent.

(1) Pendant l'été de 1847 l'opposition libérale hongroise se réunissait sous la présidence du comte Louis Batthyány et de François Deák, *alias* Pescario, propriétaire macédo-roumain, etc. L. Baritio, *Istoria Transilvaniei*, vol, II, p. 18.

Le Dr *Ladislas Réthy* n'admet que l'existence de quelques liens rattachant les *Hunyadi* au peuple roumain, mais il ajoute que, relativement à son origine, la famille était plutôt slave méridionale que roumaine (1). C'est le nom *Vouk* ou *Vajk* que l'on écrit aussi *Vlk*, prétend-il, qui le prouve, car c'est un nom serbe très répandu et qui signifie « loup ». Il dit encore qu'il y a des passages même dans les documents de *Mathias Corvin* qui militeraient en faveur de sa théorie. « A Regibus vero Bulgariæ attavis nostris» ... écrit *Mathias* en nommant ses parents. De ces documents il appert, selon M. le Dr *Réthy*, que les ancêtres des *Hunyadi* étaient des vayvodes dans l'amalgame de peuples qui avait immigré du côté des *Balkans* et qu'ils étaient les parents des familles souveraines slaves et albanaises (2).

M. *Jancsó* ne s'égare pas dans les hypothèses, mais s'en tient strictement aux documents authentiques. Or il y a une lettre de donation dans laquelle le roi *Sigismond* accorde, le 18 octobre 1409, à son garde de corps *Vajk*, fils de *Serban*, la propriété de *Hunyadvár*, sise dans le département de *Fejér* (Transylvanie). Ce *Vajk* avait trois fils : *Jean*, *Vjak* et *Juon*. Il est curieux qu'en réalité il y avait deux frères qui s'appelaient *Jean*, puisque le document désigne l'un *Joannès*, celui qui fut plus tard le grand *Hunyadi* et l'autre, à la manière roumaine, *Juon*. Il est probable que le premier était catholique et que le second appartenait à la religion grecque orientale, car de telles fluctuations religieuses n'étaient pas rares chez les kénez roumains. En tout cas, on sait que *Joannès* suivait sa religion avec une telle ferveur qu'il délaissa souvent son lit pendant la nuit pour aller à l'église où il demeura jusqu'à l'aurore à genoux en priant avec la plus sincère dévotion devant la Sainte Face.

Juon figure sous le nom de *Johan* dans un document daté de 1419, ce qui prouverait qu'il est devenu entre temps catholique aussi. Voilà comment on appelle *Jean* dans un document

(1) Dr Réthy Laszlo, *Az oláh nyelv ès nemzet megalakulása*, p. 144 et 145.

(2) Kerchelich, *De regnis Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, not. prælim. Zagrab*, p. 280 à 282.

daté de 1434 et signé à Bâle : « Egregius Johannes dictus Oláh, filius condam Vajk de Hunyad, aulæ nostræ miles. » Donc le fils de *Vajk* était déjà à ce moment *egregius*, c'est-à-dire noble. Le roi *Albert* nomme *Jean* et son frère bàns de *Szörény*, et alors tous les deux sont déjà *magnifici*. En 1440, ils reçoivent quatre villages dans le département de *Hunyad* et dans la lettre de donation on les appelle « uterque Johannes de Hunyad » C'est donc à ce moment que leur nom de famille *Olah* est changé en *Hunyadi*. Mais qu'il soit *Oláh* ou *Hunyadi*, *Jean* est tellement magyar que, ne sachant pas le latin, quand il prête serment comme gouverneur de la *Hongrie*, il le prononce en magyar contrairement aux usages.

En 1548, l'Empereur roi *Ferdinand Ier* écrit une lettre à *Nicolas Oláh*, qui était alors évêque de Zágráb et chancelier royal. Dans cette lettre on lit, entre autres, le passage suivant : « Les Vlaches, tes consanguins, tirent au su de tout le monde leur origine de Rome, jadis maitresse du monde, à cause de quoi ils s'appellent aussi des Roumains. Beaucoup de grands capitaines sont issus de ta race, ainsi Jean Hunyadi, le père de Mathias Corvin, qui appartiennent tous deux à tes ancètres les plus directs. » *Nicolas Oláh* était donc un proche parent des *Hunyadi*.

D'autre part, voilà comment ce même *Nicolas Oláh* raconte sa généalogie dans son « Hungaria » (1) :

« Deux familles rivalisèrent en Valachie depuis nos ancètres jusqu'à nos jours pour la vayvodie : les Dan et les Drakul. Au temps de Jean Hunyadi ce fut le vayvode Drack (Dragula) qui s'empara du pouvoir soit en faisant tuer, soit en exilant les Dan. Deux fils naquirent à Manzilla d'Ardgyes de sa femme Marina : Stancsul et Stojan. Stancsul avait également deux fils : Dan et Pierre; quant à Stojan ou Stephane, il nous engendra moi Nicolas, Mathieu, Ursule et Ilona (Hélène). S'étant emparé du pouvoir vayvodial Drak fit décapiter mon oncle Stancsul. Mon père Étienne étant encore garçon alors, s'enfuit heureuse-

(1) *Irodalom történeti közlemènyek*. Première année. Fasc. I, p. 36. HUNFALVY : *Oláh Miklós családi viszonyai ès « Hungaria-ja. »*

ment chez le roi Mathias qui eut plusieurs fois l'intention de le ramener dans son pays ».

Après la mort du vayvode *Mircse*, c'est son fils naturel *Mircse II*, autrement dit *Michel*, qui monte sur le trône vayvodial de la *Valachie* en 1419. Mais son cousin germain *Dan* ne lui permet pas de l'occuper longtemps. Ce *Dan II* est chassé à son tour par *Radu III* que les *Turcs* soutiennent. *Dan* se sauve chez les *Hongrois* et, avec leur aide, il reconquiert son trône vayvodial, mais il ne règne pas longtemps cette fois-ci non plus, car, s'étant insurgés contre lui, les boyards le tuent et ils mettent à sa place *Vlad II*, le *Drakul*. C'est alors que *Jean Hunyadi* se croit obligé de s'en mêler aussi : il chasse, à son tour, le protégé du sultan et il le remplace par *Dan III*, le fils de *Dan II*. Ce sont encore les *Turcs* qui font chasser celui-ci et qui lui substituent la seconde fois *Vlad II*, dans le pouvoir de qui *Hunyadi* tombera après la fatale journée de *Varna*. Ayant recouvert sa liberté, ce dernier expulse *Vlad* encore une fois pour remettre sur le trône *Dan III* derechef. Après la mort de celui-ci, c'est son fils *Vlad III* qui lui succède, que le fils du *Drakul*, le célèbre vayvode *Vlad IV* surnommé le *Tzépès*, remplace en 1456.

Voilà l'historique des luttes des *Danesti* et des *Draculesti*. On y voit toujours intervenir les *Hongrois*, et notamment les *Hunyadi*, dans l'intérêt des premiers. Les historiens roumains prétendent tous, unanimement, que *Serban*, le père de *Vajk* et grand père de *Jean Hunyadi* — descendait des *Danesti* et qu'il s'était sauvé en *Hongrie* en fuyant les persécutions du vayvode *Mircea*. M. *Jancsó* n'a pas trouvé jusqu'ici une démonstration plus probante de cette prétendue parenté chez les auteurs roumains, mais il croit qu'il a dû y avoir quelque chose de vrai dans tout ceci, puisque c'est avec le fils du vayvode roumain que *Vajk* marie une de ses filles, créant ainsi des liens nouveaux pour resserrer plus étroitement la parenté entre les siens et les vayvodes roumains (1). Il n'est pas impossible que dans la rapide élévation d'une position honorable au rang

(1) Gr. Teleki Jozsef, *Hunyadiak kora*, t. II, p. 63.

suprême dont la famille des *Hunyadi* pouvait se féliciter, il ne soit pas entré pour une part, à côté du mérite extraordinaire de ses membres, cette origine relevée aussi. Rechercher à quel degré de parenté se trouvaient les *Hunyadi* avec la branche danestienne des *Bassarab* ne peut pas entrer dans le cadre de ce travail. Mais en admettant l'hypothèse, on a l'explication de quel droit les documents de *Jean de Hunyad* et de son fils, le roi *Mathias*, cités par *Kaprinay* (1), parlent des *Maranovits*, « souverains de l'*Albanie* et de la *Thessalie* », comme de leurs parents bien-aimés.

Au demeurant, l'origine de ses enfants importe peu à la *Hongrie*, pourvu qu'ils lui montrent un attachement filial inébranlable. Tant mieux si le génie roumain lui donne un grand capitaine tel que *Hunyadi* et le génie serbe un grand poète tel que *Petœfi*. Le principal est qu'ils veuillent être citoyens de la patrie hongroise et qu'ils s'en glorifient en partageant ses joies et ses peines, en se rendant solidaires de sa bonne et mauvaise fortune. La grandeur d'une race réside précisément dans son expansibilité qui, à l'intérieur, ne peut se manifester qu'au moyen de l'absorption des éléments étrangers. Et que cette absorption n'est nullement artificielle ou forcée en *Hongrie*, les *Hunyadi* et les *Petœfi* le démontrent par leur ardent patriotisme hongrois, qui les identifie aux *Magyars* pur sang au milieu de qui ils vivent et meurent pour la civilisation et la liberté !

(1) KAPRINAY, *Istoria diplomatica*, II, p. 559 à 569.

CHAPITRE V

LA RÉVOLTE DES PAYSANS ET L'UNION DES TROIS NATIONS.

Si les dissensions intestines qui avaient affaibli la Hongrie pendant les règnes des derniers *Arpád* et les luttes fratricides des *Magyars* précédant l'avènement au trône de *Charles-Robert*, ont rendu possible la sécession des « partes Transalpinæ » et la formation d'un État indépendant sur leur territoire, elles ne causaient pas moins de désastres à l'intérieur où, par suite de l'intervention de la *Curie romaine* et du *Saint-Empire*, et de la résistance de *Csák* et du vayvode *Ladislas*, l'anarchie a pu prendre des proportions tout à fait inquiétantes pour l'avenir du royaume. Quant à la situation de la *Transylvanie*, spécialement, elle a été des plus déplorables dès la mort de *Béla IV*. C'est à l'*évêque de Transylvanie* et aux *Saxons* que revient le triste honneur de l'avoir créée et entretenue.

Le non-payement de la dîme fut le point de départ des mésintelligences. L'évêque tenait à la percevoir chez les *Saxons* aussi. Ceux-ci prétendirent ne devoir la payer qu'à leurs propres prêtres élus. Ces dissensions s'envenimèrent tellement que l'évêque — d'accord avec ses chanoines — n'hésita pas à faire exécuter le maire de *Vizakna*. *Jean*, le fils de celui-ci, ayant excité les *Saxons* contre l'évêque, l'attaque à la tête d'une forte bande de *Saxons* à *Gyulafehérvár* (1277). S'étant rendu maître de la cathédrale et l'ayant incendiée avec les autres églises de la ville, il fit périr deux mille personnes parmi lesquelles quatre chanoines et une foule de prêtres, qui s'y étaient réfugiés. Les *Saxons* s'emparèrent du trésor et des objets précieux des églises et ils souillèrent les reliques; la bibliothèque et les archives de la cathédrale furent détruites et ses lettres de privilèges anéanties.

Plusieurs indices prouvent qu'*André III* avait le plus vif désir de rétablir l'ordre en *Transylvanie*, mais la révolte du vayvode

Roland a considérablement augmenté les complications. Le roi n'a pu la réprimer qu'au prix des plus grands efforts. Après sa mort, c'est dans les mains du vayvode *Ladislas* que tombe la *Transylvanie*. On connaît la conduite de celui-ci envers le roi *Othon* (1305-1308) qu'il a fait enfermer dans le château de *Bálványos* et qu'il a dépouillé de la couronne de *saint Étienne* quand il est allé chez lui pour lui demander sa fille en mariage. Des mécontents se trouvent parmi les *Saxons* aussi — tel *Conrad*, le seigneur de *Talmács*, qui ne dépose les armes devant le roi que contraint et forcé.

Ce sont encore des *Saxons* qui se révoltent contre *Charles-Robert* sous la conduite de *Henning de Szent-Péter*. Les troupes du vayvode de *Transylvanie* étant insuffisantes pour les vaincre, le roi envoie des *Cumans* pour les combattre. Mais leur dernier foyer de résistance, le château fort de *Fekete-Halom*, ne passe de la main du *Saxon Salomon de Brassó* dans celles des partisans du roi qu'en 1331.

Alors il y a des difficultés à cause de la nomination de l'évêque. Le pape ne veut pas reconnaître les élus du chapitre. Le vayvode *Thomas* est aussi continuellement en guerre avec l'évêque *André II*, qui, quoique très capable, aimait prodigieusement les violences. Il y a, d'une part, destruction des propriétés épiscopales et, de l'autre, excommunication du vayvode et du vice-vayvode.

Pour compléter le tableau de l'état anarchique de la *Transylvanie*, il faut ajouter quelques incursions de *Tartares*, une nouvelle révolte des *Saxons*, provoquée par la transformation des revenus du Trésor en impôt foncier. « C'est pourquoi le roi part en personne — écrit *Jean de Küküllo*, l'historiographe royal — avec une grande armée, avec ses barons, ses soldats, ses nobles et les patriotes pour soumettre les arrogants et pour revenir victorieux. »

Il est hors de doute, car les mesures prises le prouvent aussi, que le but principal de la visite du roi *Louis* était d'apaiser « les querelles, dissensions et divergences d'opinions juridiques » soulevées par l'évêque transylvanien entre les *Magyars* (nobles), les *Sicules* et les *Saxons* et de rétablir la paix.

Ce fut aussi une occasion pour le vayvode de *Valachie*, *Alexandre Bassarab*, d'offrir ses hommages au roi et de lui jurer fidélité.

En 1345, l'année qui suit ce voyage de *Louis* en *Transylvanie*, ce sont les *Tartares* qui dévastent le pays à l'Est et au Sud-Est, et ils recommencent cette attaque en 1352, sur l'instigation de *Kejtout*, le Lithuanien. Mais *André Laczkfi*, justement revenu de *Naples*, va au-devant d'eux à la tête des *Sicules*, les vainc et capture même leur chef *Athlamos* qu'il envoie au roi à *Viségrad*. Toutes ces incursions sont des calamités publiques pour la *Transylvanie*.

Entre temps, ce fut *Vlajkó*, c'est à dire *Vladislas*, fils et successeur d'*Alexandre Bassarab* qui monta sur le trône de la *Valachie*. Il était beau-frère de *Stragimir*, roi de *Bulgarie* qu'il a d'abord soutenu contre le roi *Louis*, espérant de se rendre complètement indépendant du roi de *Hongrie*. Mais comme celui-ci s'apprêtait à attaquer *Stragimir* avec une grande armée (en 1364) *Vlajkó* en eut tellement peur qu'il se soumit, même avant le commencement de la campagne.

Ayant terminé la guerre de *Bulgarie*, *Louis* se vit obligé de retourner en *Transylvanie*, dont il s'était énormément occupé dès 1344, car sous l'aspect du *Turc* envahisseur des *Balkans*, il se présenta un beaucoup plus dangereux ennemi pour l'empire des *Magyars* que ne furent les *Tartares*. C'est donc la nécessité de fortifier les frontières orientales de la *Hongrie* qui a exigé que *Louis* tournât son attention vers la *Transylvanie*. Les nobles y sont investis en 1365 du droit que la noblesse de la *Hongrie* possédait déjà depuis 1351, de pouvoir exercer la juridiction sur leurs serfs et domestiques en toutes choses, les vols publics, le brigandage et les crimes exceptés. Il ordonne en même temps aux évêques, aux barons et aux fonctionnaires royaux, ainsi qu'aux municipalités des villes et des communes libres de s'abstenir dorénavant, s'il s'agissait de citer en justice ou de juger les serfs des nobles, sinon en ce qui concerne les exceptions susdites. C'est seulement en cas où les nobles ne voudraient pas rendre la justice, que les plaignants doivent s'adresser aux tribunaux royaux ordinaires, et encore, non pas directement contre les serfs, mais contre les nobles qui leur refusent de rendre la justice.

Dans son second voyage en *Transylvanie* avec l'édit de 1366, *Louis* ne fait que régler la procédure criminelle. Est-ce que si la situation jusqu'à un certain point anarchique du pays n'eût pas provoqué le renversement de l'ordre public, il y aurait eu besoin de recourir à des dispositions tellement sévères qu'elles rappellent celles des cours martiales, comme le roi *Louis* y recourt dans cette ordonnance?

Dans les phrases servant d'introduction, il y déclare, avant tout, que les malfaiteurs, et surtout, les malfaiteurs roumains n'ayant ni situation, ni usages organisés (eorumque statum simul et usum inordinatum), causent journellement un mal considérable en *Transylvanie*. Donc il laisse entière liberté à la noblesse pour exterminer ces malfaiteurs et surtout les malfaiteurs roumains. Elle pourra faire exécuter quiconque est brigand, voleur ou autrement criminel au su de tout le monde, même s'il n'est pas pris en flagrant délit, mais si cinquante personnes l'accusent seulement. Naturellement cinquante nobles s'il est noble, et cinquante paysans s'il est paysan. Celui que l'on prend en flagrant délit peut être tué par l'offensé lui-même si au moins sept d'entre ses égaux déposent contre lui. Et comme pour punir un noble malfaiteur il faut le témoignage de cinquante nobles, que le kénez confirmé par une lettre royale compte autant qu'un noble; tandis qu'un kénez non confirmé ne compte que pour un quart d'homme, les paysans ou les *Roumains* ne comptent comme témoins qu'un huitième d'homme. Si l'on accusait un *Roumain* vulgaire, tout le monde pourrait déposer contre lui. Tout le monde peut prendre ou détenir un paysan ou un *Roumain* condamné par le vayvode, par le vice-vayvode ou par les tribunaux des « ispan » pourvus de juridiction. (1)

Il est incontestable que la manière dont cet édit spécifie les *Roumains* malfaiteurs et les désigne spécialement à la sévérité des autorités a un caractère d'hostilité avérée. Mais il ne faut pas oublier que pour que l'on formule une énonciation aussi draconienne que le « delendam esse e stirpe totam Vala-

(1) Fejér, *Codex diplomaticus*, IX, p. 532 et *passim*.

chorum progeniem » de l'édit de *Louis le Grand*, les *Roumains* ont perpétré mille méfaits patents depuis leur arrivée en *Transylvanie* sans parler de la réputation universellement détestable qu'ils avaient chez les *Grecs* et dans la péninsule balkanique.

A cet égard, c'est le traité que les *Roumains* et les *Saxons* habitant les environs de *Szeben* ont conclu entre eux, sur la proposition de l'évêque *Goblin*, qui jette le plus de lumière sur les relations dans lesquelles vivaient ensemble la population ancienne de la *Transylvanie*, attachée à ses foyers, vouée à l'agriculture, et les *Roumains* nouvellement immigrés, à moitié nomades, ne tirant leurs ressources que de leur bétail. On découvre dans ce document les traits principaux de la lutte permanente de l'élément agriculteur et pasteur. Les *Roumains* se promènent avec leurs troupeaux sans autorisation sur la terre des *Saxons* — faisant beaucoup de dégâts et en ne respectant pas la propriété individuelle, — ces derniers de leur côté, ne se gênent pas non plus d'user de représailles envers ceux qui les ont lésés. Après une guerre de guérillas entre les populations des deux races, une réconciliation a lieu que l'évêque *Goblin* formule à *Nagy-Disznod* en 1382, dans un traité de paix, dont voici le contenu :

« Ni Vladimir, ni les Roumains des environs du château de Szeben n'exigent de dommages-intérêts pour le passé, comme les Saxons pardonnent aussi tout les assassinats, vols, incendies, déprédations commis par les Valachs. Mais que dorénavant ils ne fassent plus paitre sur les terres des Saxons sans la permission de ceux-ci, ni ne cachent les malfaiteurs, car on brûlera aussi bien le recéleur ou celui qui cache que le malfaiteur lui-même. L'assassin et l'incendiaire sont brûlés s'il y a deux témoins pour déposer contre eux ; et l'on brûle même celui qui menace d'incendier, si les témoins sont au nombre de sept. Les Roumains s'engagent à ne pas avoir sur eux des arcs et à ne s'exercer au tir à l'arc que dans le cas de nécessité extrême. (1) »

Pour expliquer les dispositions postérieures des *Approbata* et des *Compilata* de la législature transylvanienne défendant aux

(1) FEJÉR, *Codex diplomaticus* XI, p. 132.

Roumains de porter les armes, les historiens roumains prétendent que cette prohibition n'est imposée que pour rendre impossible le soulèvement des *Roumains* contre la domination magyare et en faveur de leur ancienne liberté. Le document cité prouve, au contraire, à lui seul, que ce n'est pas des mains des héros d'une cause nationale et libérale que les ordonnances magyares enlèvent les armes, mais seulement de celles qui menacent la sécurité publique et détériorent la propriété d'autrui.

Les règlements de police des *Saxons* confirmés par le roi *Mathias* en 1464, visent des délits semblables. « Si des Roumains nobles ou propriétaires d'un autre ordre et surtout les habitants des districts de Fogaras et Omlas, permettaient à leurs troupeaux de moutons, de porcs ou d'une autre espèce, de s'en aller sur des terres des Saxons et d'y faire des dégâts dans les semailles, les prés ou les forêts : qu'il soit accordé de pouvoir retenir comme dommages-intérêts d'un troupeau de moutons, la première fois deux moutons ou mères, la deuxième fois quatre, et la troisième fois douze... Si c'était dans la nuit ou en temps de pluie que les dégâts ont été commis dans les semailles par de tels hommes ou Roumains, on pourra retenir douze moutons ou porcs et l'on pourra encore tuer un mouton ou porc aussi sur place, afin qu'une fois le sang versé, prouvant les dégâts, on ne puisse pas les nier. Que les habitants des sept et deux sièges (saxons) ne se permettent pas, sous peine d'un marc d'argent d'amende, de faire d'un Roumain un soldat du guet et lui payer un salaire... Si on a volé à quelqu'un un cheval ou un autre bétail et en suivant ses traces on est arrivé sur les limites d'une commune saxonne, magyare ou chrétienne d'une autre espèce, les gens doivent consentir aux recherches faites dans leurs maisons ou partout ailleurs, et même jurer que l'animal cherché ne se trouve pas chez eux. Mais si les traces conduisaient aux limites d'une commune habitée par des Roumains, que ceux-ci soient obligés de rendre l'animal cherché. Et s'ils ne le rendent pas et si celui qui a eu le dommage, prêtait serment en compagnie de sept personnes : que les Roumains soient obligés de payer le prix de l'animal volé. » (1)

(1) Gr. Teleki Jozsef, *Hunyadiak kora*. XI p. 540 et 542.

Malgré son origine roumaine, le roi *Mathias* se croit obligé de signer les deux documents suivants. Dans le premier, daté de 1486, il ordonne au vayvode de la *Transylvanie* et à l'ispán des *Sicules*, sur les plaintes communes des nobles et des *Saxons* que, l'impudence des *Roumains* s'étant tellement accrue, qu'ils n'attaquent plus seulement les autres habitants à main armée, mais les nobles eux-mêmes aussi, — ils prennent avec eux des *Sicules* armés et qu'ils châtient sévèrement ces malfaiteurs ; car, quoique les *Roumains* ne soient pas nés pour être libres, ils se procurent de la liberté au moyen de violences et de méfaits à l'encontre des ordonnances du pays (1). En 1487, il donne un ordre direct afin que le village bâti par les *Roumains* sur le territoire de la commune de *Szerdahely* contre la volonté d'icelle, soit brûlé et rasé de fond en comble, car il ne voudrait pas que les *Roumains* puissent y prendre racine au détriment des colons royaux.

Vladislas II se voit forcé, en 1498 et en 1503, d'imposer au vayvode de la *Transylvanie* et au commandant de *Fogaras* la publication d'une ordonnance royale dans laquelle il dit qu'il faut faire arrêter et exécuter tout *Roumain* qui, pour se venger d'une condamnation méritée, se met à incendier ou à extorquer de l'argent. Les nobles d'*Alpestès* commencent en 1504 un procès devant le tribunal de *Szászváros* contre les *Roumains* de *Perkasz*, pour avoir jeté dans le *Maros* et y avoir noyé leur parent *Albert*. En 1515, *François Várdai*, évêque de *Transylvanie*, requiert l'aide du conseil municipal de *Nagy-Szeben*, afin qu'il défende le curé *Alsó-Kenyér* contre les *Roumains*, car il n'y a plus beaucoup de chrétiens dans sa paroisse, aussi les *Roumains* de *Szászváros* occupent-ils peu à peu tous les terrains chrétiens et ruinent-ils la paroisse d'*Also-Kenyér* (2).

Il faut encore ajouter que les vayvodes moldaves et valaques organisaient de nombreuses incursions en *Transylvanie* après la prise de possession des *Balkans* par les *Turcs*. Et en les fuyant, la multitude roumaine ne fait qu'aggraver la confusion et le désordre. Deux lettres émanant du comte des *Sicules* four-

(1) Gr. Kemény József, *Tudományos gyüjtemény*, 1830, vol, III, p. 104.
(2) Hunfalvy Pal, *Az oláhok története*, vol. II p. 203 et 204.

nissent, à cet égard, des indications précieuses. Dans la première, il exhorte le maire et le conseil municipal de *Brassó* à ne pas se laisser entortiller par les *Roumains mécréants*, car les *Turcs* sont déjà en train de se rassembler en *Valachie*. Et dans la seconde il envoie ses remerciements aux habitants de *Brassó* pour les services rendus jusqu'alors, et il leur demande de garder avec soin les frontières et les glaciers et d'exterminer les *Roumains* parjures de *Fogaras*, en n'accordant la vie sauve qu'aux femmes et aux enfants prisonniers. De son côté, le roi *Vladislas II* écrit en 1495 au « Magnifico Vlad voyvodae filio quondam Drakulya, fideli nobis dilecto » de sortir du pays après plusieurs sommations à lui adressées, car il a causé déjà beaucoup de dégâts et désagréments aux *Saxons*. Et, à ce propos, il lui fait savoir qu'il a donné à ces derniers plein pouvoir, afin qu'ils puissent se défendre comme il leur est possible, contre lui et les siens. (1)

Signaler toutes ces particularités des relations magyaro-roumaines était absolument nécessaire pour la compréhension de la grave accusation que les historiens roumains portent contre les *Magyars* à cause de l'*Union des trois nations* (Unio trium nationum) créée en 1437 et ayant servi de base à la *Constitution de la Transylvanie* devenue principauté indépendante (1542 à 1691). Car, si on ne savait pas que les *Magyars* avaient tant de raisons pour en vouloir aux *Roumains*, on ne comprendrait pas pourquoi ceux-ci affirment, avec tant de fracas, que l'union a été uniquement dirigée contre eux, puisque les termes des documents qui s'y rapportent, font à peine mention des *Roumains* et exposent les griefs non pas de deux races en présence, mais de deux castes seulement. Pour motiver leur propre haine, les *Roumains* en imputent aux *Magyars* des quantités incommensurables!

En réalité, l'*Union des trois nations* n'était provoquée que par une révolte des paysans, en majorité magyars incontestablement, — et la révolte avait un caractère tout à fait magyar, ayant eu pour point de départ les transformations, que les

1) Engel, *Geschichte der Walachei*, p. 183.

influences occidentales ou fait subir aux institutions de la *Hongrie*.

Chez les *Magyars*, conquérants du pays, il régnait d'abord un certain collectivisme en ce qui concerne la propriété foncière, non pas relativement à toute la nation, mais à l'égard d'une tribu ou d'une famille, car la principale occupation des nomades est l'élevage du bétail et, pratiqué selon leur méthode, il exige des terrains d'une étendue considérable. Même aujourd'hui, à l'âge d'or de la propriété individuelle, il y a en *Hongrie* des pacages communs dans presque toutes les communes. Donc du temps des princes (de 896 à l'an 1000) il n'y a pas de propriétés privées, mais seulement des propriétés de tribus et de familles. Un des principaux buts des réformes de *saint Étienne* est de rendre les *Magyars* agriculteurs, et la première condition de l'agriculture étant la propriété individuelle, sa première préoccupation est de transformer la propriété territoriale collective en individuelle, à la suite de laquelle transformation le propriétaire disposera dorénavant de la part à lui échue en toute liberté. C'est l'origine des *nobles propriétaires* que l'on ne pouvait dépouiller de leur propriété terrienne qu'en cas de haute trahison.

Le roi était cependant le principal propriétaire du pays, la part la plus considérable du territoire du royaume ayant échu à la famille *d'Arpád* au moment de la conquête. Les propriétés royales sont encore agrandies par *saint Étienne*, qui y ajoute tous les terrains n'appartenant à personne ou inoccupés, comme il y en avait énormément le long des frontières du pays. Elles furent administrées par lui-même, après avoir été divisées en domaines royaux dont il confia la gestion à des fonctionnaires royaux, installés dans autant de châteaux forts et à cause de cela appelés des *várispán* (commandants de château). L'origine du système plus récent des *comitats* (départements) doit être cherchée dans cette institution. Les *serfs* et les *colons des châteaux* dépendaient directement de la juridiction des *várispán*. Les premiers (libertini minoris libertatis) cultivaient les terres avoisinant les châteaux et ils remettaient au trésor royal une partie du produit des terres par eux culti-

vées : les seconds (libertini majoris libertatis) étaient tenus à faire le service militaire, en retour de quoi ils avaient une partie des produits des terres des châteaux. La position des *Roumains* établis sur les propriétés dépendant des châteaux royaux, était d'abord analogue à celle des serfs des châteaux et c'est plus tard seulement qu'ils se sont élevés dans le rang des colons des châteaux après l'organisation des districts roumains dont il a été question plus haut. Ces colons étaient des hommes libres, sans être nobles, excepté s'ils étaient anoblis par le roi en raison d'actions d'éclat. Mais, dans ce cas, ils n'appartenaient plus à la catégorie des colons des châteaux. Ceux-ci pouvaient librement circuler tandis que les serfs dans le cas seulement où ils obtenaient l'autorisation de leurs seigneurs. Du temps de *saint Étienne* il y avait encore des esclaves aussi, mais il a interdit la possession d'esclaves chrétiens.

A mesure que la *Hongrie* devenait un État agricole et que les revenus tirés des propriétés terriennes prenaient de l'importance pour la noblesse, les efforts de cette dernière à pouvoir compter sur des ouvriers dont on dispose impunément, tout à fait à sa guise, se faisaient de plus en plus sentir; l'intérêt individuel du paysan consistait, au contraire, dans la possibilité de se déplacer librement et d'aller là ou on le payait le mieux. Il est bien naturel que deux intérêts si diamétralement opposés aient fait naitre avec le temps des collisions fréquentes, qu'ils soient devenus la cause de maintes révoltes.

Après avoir limité la libre circulation des colons, *Louis le Grand* fait accroitre les charges des serfs aussi (1351), en leur mposant la redevance du neuvième au profit du seigneur. Elle ne fut introduite en *Transylvanie* que plus tard, mais au contraire l'évêque *Gallus* y obtint, tout de suite après l'incursion des *Tartares*, que ses serfs soient soustraits à la juridiction du vayvode et placés sous sa compétence au point de vue juridique aussi. Cette juridiction seigneuriale, d'abord privilège de quelques grands personnages seulement, devient plus tard l'apanage de toute la noblesse, pour être, avec le temps, la source de nombreux abus et la principale cause de la situation malheureuse des paysans. Les serfs n'ont droit qu'à des récla-

mations faites au roi et celui-ci est toujours très loin. Aussi le vayvode *Étienne Báthory* n'était-il pas seul à dire : « Que celui qui me dénonce, ait deux têtes, afin qu'ayant perdu l'une à cause de sa dénonciation, il puisse s'en mettre une seconde. »

Il ne faut pas imputer cette aggravation de la situation des serfs à l'égoïsme et à la rapacité de la noblesse. Pour produire ce résultat déplorable, il y avait une raison politique et économique très sérieuse.

Au moment ou les rois de la maison d'*Anjou* arrivent au trône en *Hongrie*, le système des châteaux royaux, qui y constituait la force défensive principale, était déjà presque complètement usé. Les domaines de la couronne étaient tellement dilapidés depuis le règne d'*André* II, tant par suite de donations inconsidérées que par suite d'extorsions et d'autres abus, que leurs revenus ne suffisaient plus pour couvrir les dépenses de l'État. En même temps, il y avait d'autres recettes du Trésor dont les sources se sont amoindries, sinon complètement taries aussi. Or une des principales préoccupations des rois angevins a été de faire de la *Hongrie* une grande puissance européenne : rôle coûteux qui exige des sacrifices immenses de la part des peuples. C'est à cause de lui que l'on a été obligé de réorganiser le système défensif et contributif du pays ; c'est à cause de cela que *Charles-Robert* introduit l'organisation bandériale, qui impose aux prélats et aux grands seigneurs d'augmenter le contingent des troupes royales avec des hommes armés, levés en proportion directe du nombre des foyers des colons leur appartenant. Ce système entraînait beaucoup de représentations, luxe et faste, choses qui coûtent énormément.

Sa base reposait sur la propriété terrienne. Si on aliénait celle-ci, la bandérie cessait aussi. De là la modification apportée en 1351 au quatrième paragraphe de la « Bulle d'Or » d'*André* II, interdisant aux nobles dorénavant de librement disposer de leur propriété. La propriété personnelle libre devenait ainsi une propriété de famille inaliénable, disposition

(1) Marki Sandor, *Dozsa György*. Budapest, 1893, p. 68

législative appelée « avicitas » ou « *droit avissain* », car la propriété devait être nécessairement transmise des aïeux aux descendants. Dans cette loi, on voit exprimée en forme d'institution la conception féodale que la source unique du droit de la propriété réside dans la couronne. Donc celui qui ne pouvait pas faire remonter son droit de propriété à la couronne, ne pouvait se mettre sous sa juridiction non plus, mais sous celle seulement de qui il l'a tenue. Et comme le serf recevait sa propriété de son seigneur, il devait se soumettre à sa juridiction aussi bien en *Hongrie* qu'en *Transylvanie*, qu'il soit *Magyar* ou qu'il soit *Roumain*.

Des raisons politiques et économiques coercitives, découlant de la situation, ont provoqué ce changement si radical. La propriété et ses charges étaient pour toujours attachées à la famille du noble et la nature de cette liaison intime entre la propriété et ses charges a rendu inévitable l'enchaînement à la glèbe du serf, la bandérie ne pouvant pas être fournie sans cela dans les conditions voulues. C'est à la suite du droit avissain que la société hongroise est devenue exclusivement nobiliaire, et la noblesse elle-même la caste dominante. Le roi ne représente plus seul la souveraineté, car chaque noble y participe. La noblesse pourvue de privilèges forme la nation, et le peuple, écrasé par les charges, n'est que la « misera plebs contribuens in mera et perpetua rusticitate ! »

Et ce n'est pas seulement le système bandérial qui contraignait le seigneur à confisquer la liberté de son serf, mais aussi la manière de percevoir les impôts. Car si *Charles Robert* renonce en 1323 au profit fiscal résultant de la retraite annuelle de la monnaie, il exige, en échange, le payement d'un impôt foncier de 18 deniers par foyer de serf. Cet impôt est payé en réalité par le serf, mais le seigneur répond de son acquittement, chose impossible si le serf était libre de s'en aller à sa volonté.

Il faut remarquer que le pouvoir central politique, représenté par la royauté, défendait aussi longtemps que possible les intérêts des serfs et des colons. Dans l'article 33 des décrets de la Diète de *Pesth*, tenue en 1298, il est interdit aux nobles de

faire de quelqu'un un serf; l'article 70 confirme péremptoirement le droit de libre circulation des colons après l'acquittement intégral de ce qu'ils doivent. *Charles Robert* s'occupe de l'application et de la préservation de ce droit que le roi *Sigismond* reconnait aussi en 1405.

Toutes ces reconnaissances et confirmations ne prouvent naturellement, il faut l'avouer, que les abus du clergé et de la noblesse, commis au détriment des serfs et colons. Quand, en 1437, du temps de *Georges Lépes, evêque de Transylvanie*, ils deviennent insupportables, ils provoquent la révolte des paysans magyars à qui se joint un gros de *Roumains* aussi, dont la présence permet aux historiens roumains de soutenir qu'il s'agit là d'un soulèvement de revendications en faveur des droits historiques de la race roumaine! Or voici ce que contiennent, à cet égard-là, les documents conservés.

Le traité conclu le 6 juillet 1437 entre les paysans révoltés et les nobles devant le chapitre *Kolozs-monostor* indique dans ses causes les précédents de la révolte aussi. Il est incontestablement un des documents les plus intéressants de l'histoire hongroise.

« Salut au nom du Seigneur à tous les chrétiens vivant actuellement ou ne prenant connaissance de ce qui suit que dans l'avenir, de la part du conventicule de l'abbaye dédiée à la Bienheureuse Sainte Vierge! »

« Nous voulons porter à la connaissance de tous, qu'étant choisis pour le règlement de l'affaire ci-dessous d'une part par les nobles Ladislas, fils de Benoît Parnasi, un autre Ladislas, le fils de Grégoire Szamosfalvi, délégués des nobles; d'autre part par les hommes circonspects tels que Ladislas Biró (« Biró » signifie en magyar « maire ») Vincent Biró, — Judex, — et Ladislas Bana, serfs de Jean Bani de Maróth, fils du célèbre Ladislas demeurant à Alparét et par Antoine, serf du brave Désiré Losonczi, demeurant à Magyar-Bagát; non moins par le porte-drapeau de toutes les populations magyares et roumaines de cette principauté de la Hongrie (vexillifer Universitatis regnicolarum et Valachorum hujus principatus Hungari) devant nous en personne comparus; ils se sont exprimés

et ont fait les aveux, qui suivent, de vive voix et d'une manière concordante. »

« Les Magyars et les Roumains demeurant en Transylvanie sur les propriétés de quiconque d'une part : parce que le R. P. en Christ Monseigneur Georges Lépes ne voulant pas recueillir la dîme à lui due de la part des habitants Magyars en dinars de monnaie courante n'ayant pas beaucoup de valeur, l'a laissée s'accumuler presque trois ans et aurait voulu l'extorquer maintenant en argent fin et pesant; et ensuite en les frappant publiquement et indignement à cause du non-payement des dîmes — il les a injustement mis en interdit, pendant la durée duquel les susnommés ont dû enterrer en dehors de l'église et du cimetière leurs parents, sœurs, fils et filles ainsi que leurs autres parents morts sans être nourris du Saint Sacrement et des autres sacrements de l'Église, avec le cœur ulcéré et la douleur la plus amère; ensuite leurs sœurs et filles ayant été mariées à l'encontre des règles et des us de l'Église romaine et catholique de la manière la moins usitée dans l'Église; d'autre part, parce qu'ils étaient traités par leurs seigneurs comme des esclaves achetés, car s'ils voulaient s'éloigner de la propriété de quelqu'un pour aller ailleurs, pour y habiter, ils en étaient empêchés même au prix de leur bien et de leur avoir; en raison et par suite de quoi pour la réacquisition des franchises anciennes, données et accordées à tous les habitants de cette patrie hongroise par les saints rois, s'étant réunis sur la montagne de Bábolna dans les environs d'Alparét avec l'intention bien arrêtée entre eux et s'étant sérieusement consultés au sujet de leurs affaires, ils firent demander par leurs mandataires le plus humblement possible à leurs seigneurs qu'ils leurs maintinssent lesdites franchises des saints rois. »

« Leurs seigneurs se bouchèrent les oreilles; ils n'écoutèrent pas leur demande et ayant été pris par Ladislas Csáky, vayvode de la Transylvanie, leurs mandataires furent décapités et coupés en morceaux; ensuite il les attaqua avec les troupes de vice-vayvode et des deux ispan sicules, et dans la bataille il tomba une grande quantité d'hommes de part et d'autre. »

« Enfin, avertis par une inspiration bienveillante de Dieu puissant, quelques nobles qui craignent Dieu, et des hommes éclairés par la grâce du Saint-Esprit, venant de la part des mêmes nobles et habitants du pays et qui s'étaient entremis pour faire la paix entre les deux partis après l'adoucissement de leurs cœurs, arrivèrent à la conclusion de la paix et de l'entente complètes; mettant de côté tout ce qui fut fait contre les uns et les autres, ils prirent à l'unanimité les résolutions et les décisions suivantes qu'ils doivent exécuter scrupuleusement, sous peine de devenir parjures, en déclarant hautement qu'ils ne veulent nullement nuire par ces décisions ni à Dieu et à sa Sainte Église, ni à la sainte couronne, ni à leur seigneur naturel, Sa Majesté le roi de Hongrie Sigismond, ni aux droits de la couronne; mais seulement ils veulent reconquérir de nouveau, tout en gardant leur fidélité envers le souverain, les franchises jadis concédées par les saints rois et maintenant considérablement diminuées et complètement abolies par l'introduction d'une foule d'abus; cependant ils ne voulurent jamais et ne voudront dans l'avenir non plus résister, causer du mal ou nuire au seigneur du royaume, aux nobles et aux personnes distinguées et revêtues de quelque dignité de l'Église. »

... « Au moment où l'on recueille la dîme épiscopale, ni les membres de la famille de l'évêque ni ceux du parti des nobles ne doivent dîmer; mais prendre la neuvième soit à son propre serf, soit à des agriculteurs ou viticulteurs étrangers, ne doit être permis à aucun magnat, noble ou à aucun autre propriétaire non plus. »

« Et comme le dépouillement violent et l'oppression des habitants du pays proviennent de ce que ceux qui désirent déménager pour habiter ailleurs ne peuvent pas s'éloigner, même après avoir été dépouillés, il a été décidé que les hommes qui sont en liberté après avoir payé leurs dîmes et leurs dettes, puissent s'en aller partout où ils veulent, librement et sans être molestés. »

« Or si quelqu'un des nobles voulait empêcher ou dépouiller de ses biens un serf étant dans ces conditions et désireux de déménager ailleurs, qu'il soit condamné à payer trois

marcs... Ils ordonnent et considèrent comme étant un règlement rigoureusement à maintenir que dorénavant, tous les ans sans interruption, deux envoyés intelligents et dignes de confiance par chaque ferme, domaine ou commune se rencontrent avec les capitaines (nobles) susmentionnés ou au moins avec quelques-uns d'eux, nommés spécialement pour cette occasion, sur la montagne susdite de Bábolna et que là ces vieillards soient interrogés et questionnés par ces mêmes capitaines ou par l'un d'eux s'ils ont conservé leurs franchises ou non? Et s'ils trouvaient que quelques-uns des nobles avaient enfreint le règlement précédent et ses clauses en partie ou en totalité, ou qu'ils avaient agi à l'encontre de ces dispositions, qu'ils soient considérés comme parjures et que les autres nobles s'abstiennent de sa défense et qu'ils s'en méfient. »

« ... La dîme des porcs et des abeilles ou toute redevance de cette espèce, comme cela était exigé dans un certain temps surtout des gens dépendant des châteaux, tant Magyars que Roumains, ainsi que la redevance communément appelée « l'ako », la demi-feuillette, ne doivent plus être payées aux seigneurs par personne. »

« ... Ils ordonnent également que si l'un des nobles, par une raison quelconque, faisait tuer, martyriser ou blesser un des serfs mentionnés, qu'il soit son propre serf ou celui d'un autre et si l'on peut prouver le fait par deux témoins, le noble déclaré soit parjure et que les autres nobles s'abstiennent de sa défense. »

« ... Celui qui ne remplirait pas les obligations précitées, soit seigneur, sois serf, doit être considéré comme parjure et que tout le monde s'abstienne et se désintéresse de sa défense ! » (1)

Si les dispositions du traité de paix de *Kolozs-monostor* eussent été exécutées, elles auraient renversé de fond en comble l'ordre social de la *Transylvanie* d'alors et, en les acceptant, la noblesse n'a cédé que par contrainte, car elle ne pouvait pas penser sérieusement à leur application, incompatible avec le

(1) Gr. Teleki Jozsef : *Hunyaliak kora*, vol. X, document n° 1.

système bandérial. Aussi les nobles signataires du document avaient-ils la conviction que, ne pouvant attendre aucun secours du roi constamment occupé au dehors, il fallait s'adresser aux *Sicules* et aux *Saxons* pour la défense de leurs intérêts communs. Ils les convoquèrent donc à une assemblée à *Kápolna* pour le 16 septembre 1437, où l'union des trois nations fut proclamée et consignée en écrit par *Roland Lépes*, le vice-vayvode de Transylvanie dans les termes suivants (1) :

« Roland Lèpes de Váraskesz, vice-vayvode de la Transylvanie, reconnait que lui et les ispán des Sicules : les seigneurs magnifiques Michel Jaks de Kusaly et Henri Tamási s'étant entendus avec les nobles, avec les Saxons des sept et deux sièges saxons, avec les Saxons de Beszterce et avec les Sicules, ont fondé une union fraternelle sous l'influence de quelques graves raisons. Ayant prêté serment au roi, ils promettent mutuellement qu'ils vont se défendre entre eux avec réciprocité contre tout ennemi bouleversant le pays, laquelle défense ils considèrent même comme un devoir à remplir les uns envers les autres. Mais ils ne s'aideront pas entre eux contre le roi ; au contraire, si l'un d'eux commettait un crime envers lui, ils ne le défendraient pas autrement qu'agenouillés, en implorant son pardon auprès du roi. »

« Ils ont décidé encore que si l'on prêtait secours pendant l'été, on camperait dans les champs où ceux du camp payeront les vivres et les autres choses nécessaires apportées des villages voisins au prix du marché. Celui qui exigera un prix supérieur, devra être sévèrement puni par son juge respectif. Par contre, ceux du camp doivent aussi très exactement payer dans chaque cas particulier. Si l'on entrait en campagne en hiver, alors on logerait dans les villes ou les villages, mais toujours d'une manière que ni le logeur ni le logé n'aient à supporter aucun dommage. Si quelqu'un en causait cependant, que le maire ou le chef s'en enquière et qu'il en fasse justice soit par la peine capitale, soit d'une autre manière, par des punitions en rapport avec le méfait. »

(1) Fejér, *Codex diplomaticus*, X, VII, p. 912.

« Ils ordonnent encore que chaque partie, si les deux autres la demandaient de venir à leur aide, se mette en route au bout de deux jours et reconnaisse pour son devoir de faire trois milles par jour. Et que celui qui ne se conforme pas à cette prescription, soit puni de mort. Ils ordonnent également que tous les procès engagés entre eux et l'évêque ou le chapitre de Transylvanie par envie ou par sentiments hostiles, soient à cette occasion arrêtés, ainsi que toutes les affaires causant des mésintelligences entre les trois nations soient suspendues aussi et ne soient continuées ni renouvelées non plus. »

« Que celui qui ne tient pas compte de tout ceci, soit considéré comme parjure et que celui qui provoque des discussions parmi les parties contractantes soit puni sévèrement aussi. S'il y avait entre elles matière à procès, qu'elles la soumettent à leur juge légal, obligé de juger quand même. »

Les paysans, qui n'avaient pas déposé leurs armes et n'étaient pas retournés dans leurs foyers, même après le traité de *Kolozs-monostor*, ayant eu vent de l'union, se considérèrent comme étant dupés et se mirent à recommencer leurs atrocités. La révolte a même gagné en dehors de la *Transylvanie* le *Nyirség* et le *Szamosköz* aussi. Alors le vayvode *Ladislas Csáky*, ayant rassemblé les nobles en toute hâte, défit les révoltés sur les bords du *Szamos*. Les paysans du *Nyirség* et du *Szamosköz* furent également battus par les nobles de ces contrées. Mais la victoire n'ayant pas été décisive, on fit un nouvel arrangement à *Apáti* le 6 octobre 1437 devant le chapitre de *Kolozs-monostor*. Ce traité est signé au nom des paysans par les capitaines *Antoine Nagy de Buda*, *Thomas Nagy de Szék*, *Michel* et *Gallus Oláh* de *Világos-Bereh*, maitre *Jean de Kolozsvár*, etc, les mandataires des paysans et, comme leurs noms à tous sont magyars, — il est vrai qu'en magyar *Oláh* signifie *Roumain*, — il n'y a aucun indice pour supposer qu'on puisse découvrir parmi ces capitaines un seul *Roumain*.

En comparant la teneur du traité d'*Apáti* à celui de *Kolozs-monostor*, il appert clairement que ce furent à ce moment les nobles qui représentèrent le parti le plus fort. Les paysans ont

beau se donner le titre *d'ordre*, leur ton est plus modeste et le pouvoir judiciaire des nobles y est rétabli aussi. « Si quelqu'un parmi les paysans ou les serfs, sans avoir la permission et n'ayant pas payé le *terragium* ou toutes autres dettes, s'est illégalement déplacé pendant ces derniers troubles, qu'un tel paysan puisse être ramené, selon les vieilles habitudes du pays, même en employant la force, par le noble dont il a quitté la propriété, mais cependant de telle manière que ce paysan que l'on ramène de force reste quinze jours à l'endroit qu'il doit quitter et ne puisse rentrer chez son ancien maître sans avoir acquitté toutes ses dettes. Si un serf voulait se transporter ailleurs et qu'il ait obtenu à cet égard la permission du seigneur, ayant payé le *terragium* et ses autres dettes, qu'il puisse déménager librement et sans contestation. »

... « Chaque seigneur peut exercer la justice sur sa propriété, selon les anciennes coutumes, et s'il condamne son serf et s'il lui inflige une amende qu'il ait le droit d'exécuter le jugement ou de faire rentrer l'amende infligée. Et si un serf ne veut pas se contenter du jugement de son seigneur, alors qu'il puisse aller, selon l'habitude, dans un autre village ou dans une autre commune pour y faire juger sa cause en appel. Quel que soit le jugement que l'on y rende, il faut que le seigneur s'y résigne aussi bien que le serf. »

Pour régler définitivement les rapports entre seigneurs et paysans, on envoya une délégation chez le roi *Sigismond*, mais celui-ci mourut dans l'intervalle à *Znaïm*, en revenant de *Prague*. Le litige n'étant pas terminé, le retour des troubles devint une question de temps. Les paysans n'étaient pas satisfaits des résultats obtenus, tandis que la noblesse, se sentant la plus forte depuis la fondation de l'union, ne cherchait en quelque sorte qu'une occasion pour en venir aux mains, pour faire cesser une situation intolérable. Pendant cette troisième collision, les paysans ont dû avoir la petite bourgeoisie des villes pour alliée, car les villes de *Kolozsvár*, de *Torda* et d'*Enyed* se trouvaient dans leur pouvoir. Ils furent d'abord battus par les nobles à *Kolozs-monostor* le 8 janvier 1438, alors ils se sauvèrent à *Kolozsvár* et à *Enyed*. Après la prise de cette ville,

les nobles assiégèrent la première aussi et, recourant aux stipulation de l'union, ils enjoignirent aux *Saxons* de venir pour les aider.

Les troupes, renforcées par les alliés saxons, prirent *Kolozsvár* quelque temps après, mettant fin à la révolte des paysans avec des atrocités alors généralement employées. Les trois nations tinrent finalement une assemblée à *Torda* le 2 février 1438, où elles renouvelèrent leur traité d'union dans un document daté du 6 février suivant et ainsi conçu : « Nous, Roland Lépes, vice-vayvode de Transylvanie, nous déclarons afin que l'on s'en souvienne toujours, que les seigneurs, les nobles et les sièges des Saxons et des Sicules convoqués dernièrement à Kápolna se sont réunis pour délibérer entre autres sur la manière dont ils pourraient se garantir par l'assistance mutuelle contre la révolte féroce des paysans et les incursions éventuelles des Turcs. A cette fin ils ont fondé en notre présence une union en promettant de s'entr'aider fraternellement et ils ont juré que si les Turcs faisaient des incursions, ils se considéreraient comme obligés d'accourir pour se défendre mutuellement. Et que les Saxons viennent spécialement en aide aux nobles pour écraser leurs ennemis, les paysans révoltés (1). »

Et de quelle nationalité étaient ces paysans révoltés? De nationalité magyare en majorité incontestablement, puisque la contrée où la révolte a eu lieu renfermait en *Transylvanie* justement le plus de *Magyars*, en dehors de la terre des *Sicules*; puisque ce sont toujours les paysans magyars que les documents citent d'abord et de qui l'évêque voulait percevoir la dîme en monnaie nouvelle et à qui il refusait les secours de la religion catholique dont les *Roumains* de religion grecque orientale n'avaient nullement besoin. Le porte-drapeau des révoltés, *Paul Vajdaház*, est un *Magyar* et si les historiens roumains transforment *Antoine Nagy* (« nagy » signifie en magyar « grand ») en « Antoniu Magnu », c'est d'autant plus arbitraire que l'auteur du document l'ayant désigné en latin « Magnus », en roumain il aurait fallu le nommer « Mare ».

(1) Eder, *Supplex lib. Valachorum. Tyrnaviæ*, 1791, p. 24 et 25.

Mais si le rôle que les *Roumains* ont joué dans la révolte des paysans n'était que secondaire, ils y figuraient cependant pour une large part aussi. Dans une société basée sur l'inaltérabilité de la propriété attachée à la famille, un peuple composé de pasteurs ne pouvait pas trouver sa place dévolue sans grandes secousses. Les individus, sortis de ses rangs par sélection, s'amalgamèrent à la nation magyare en leur qualité de kénez anoblis ou devenus nobles; quant au reste, on s'efforça de le fixer définitivement et de le rendre inoffensif. Et comme la grande masse des *Roumains* se composait de paysans et ne possédait aucune caste sociale élevée en dehors des kénez, l'État hongrois ne pouvait la conquérir pour la civilisation qu'en lui imposant le servage et par là, indirectement, l'agriculture. Quand les lois des époques ultérieures admettent donc que les nobles puissent faire des serfs, et même de vive force, de tous les *Roumains* vagabonds, sans tenir compte de l'endroit où ils les ont pris, ce n'est pas leur asservissement qu'elles visent, mais plutôt leur civilisation. Il n'y a chez eux, à ce moment, ni conscience, ni communion d'idées nationales, ni souvenir historique; les groupes divers vivent selon leurs intérêts de famille ou selon les intérêts de leurs communes, quelquefois même en cherchant à se nuire mutuellement. Origine romaine, latinité, aspirations politiques, nationales ou visant la fondation d'un état sont des choses qui n'ont jamais hanté l'esprit d'une population inculte; elles ont été inventées de toutes pièces par une historiographie dépourvue de contrôle critique, qui pour juger les événements d'un passé lointain, n'hésite pas de s'inspirer d'une série d'idées modernes aussi déplacées au milieu du moyen âge, que seraient les inventions les plus récentes : phonographes, voitures automobiles, cinématographes et autres!

CHAPITRE VI

LES TURCS, MAÎTRES DE LA PÉNINSULE BALKANIQUE, S'IMMISCENT DANS LES AFFAIRES DES DEUX VAYVODIES.

On connait généralement la prodigieuse rapidité avec laquelle se développe la puissance des *Turcs*.

C'est au milieu du XIIIe siècle qu'ils commencent à jouer un rôle important en *Asie Mineure*, sous *Ertogrul*, et son fils *Osman* devient déjà un adversaire dangereux pour l'empire byzantin. *Orkhan* occupe *Brousse* en 1326 et, trente ans après, il est maître non seulement de la *Bithynie* et de la *Paphlagonie*, mais de la *Chersonèse thrace* et des côtes voisines à l'Est et à l'Ouest aussi. Son aîné *Soliman* traverse l'*Hellespont* pour s'emparer de *Gallipoli* en *Europe* où le sultan *Amurath I*^er^ se fixe avant la prise d'*Andrinople*, seconde capitale de l'empire grec. De là, il fit attaquer par son grand vizir *Lalasahin* la *Bulgarie* incontinent et en détacha la partie méridionale d'autant plus aisément que *Jean Sisman* et *Stragimir*, les deux fils d'*Alexandre*, s'y combattirent pour la succession, tandis que le despote *Dobrotics* en sépara la partie orientale, contrée que l'on appelle encore aujourd'hui la *Dobrudja*.

Jean Sisman étant devenu le vassal du sultan, et l'empereur grec *Jean Paléologue* s'avouant incapable de résister efficacement aux étreintes de la force militaire des *Turcs*, rattacher les états balkaniques à la *Hongrie* s'imposait comme un devoir impérieux à *Louis le Grand*. Sa puissance aurait largement suffi au refoulemnet des *Turcs* en *Asie*, si les souverains de la péninsule l'eussent soutenue et si elle ne fût pas paralysée par l'attitude équivoque des hommes d'État byzantins. Mais pour les orthodoxes, il représentait avant tout le catholicisme, et c'était assez pour le faire haïr et permettre à son égard toutes les duplicités. Ce fut donc sans avantages que le roi de *Hongrie* combattit les *Turcs* depuis 1366.

La posture des vayvodes roumains ne pouvait être autre que celle des souverains de la péninsule balkanique. *Lajk* s'allie au tsar de *Trnovo*, vassal du sultan, et ne se soumet de nouveau à *Louis* qu'après avoir été battu par l'armée hongroise conduite par *Nicolas Gara*; alors il promet de ne plus créer des difficultés aux chrétiens occidentaux et même de se convertir au catholicisme. En échange, il reçoit en fief le château de *Fogaras* et le territoire en dépendant afin qu'il le repeuple avec des colons roumains (1).

On attribue ces progrès irrésistibles des *Turcs* à la supériorité de leur organisation et instruction militaires. Parce qu'ils avaient leur excellente infanterie, les *Janissaires*, et une cavalerie régulière bien montée, précédées et suivies d'une immense foule de gens armées, qui servait à cacher, comme un nuage, le noyau principal des troupes, on veut expliquer par la tactique et la stratégie toutes leurs victoires. Et certes c'étaient matériellement des moyens très efficaces, aussi le roi *Mathias* les adopta-t-il et les imita-t-il en créant ses « légions noires », mais il ne faut pas oublier que les *Turcs* trouvaient des alliés précieux dans l'abaissement moral et la misère indicible des peuples de la péninsule balkanique. « Les *Turcs* sont très bienveillants pour les paysans, écrit le roi de *Bosnie*, *Etienne Tomasevics* en 1463 au pape, et ils leurs promettent la liberté. Et les seigneurs abandonnés par leurs paysans, ne peuvent pas se maintenir dans leurs châteaux. » On se rappelle ce janissaire que le sultan *Amurath* à fait exécuter parce qu'il s'était approprié un pot de lait appartenant à une paysanne serbe. De tels et de semblables exemples entretenaient la croyance que les *Turcs* ne venaient pas pour aggraver la situation des

(1) Voilà à ce sujet un passage de la lettre de Jean Bethlen adressée au prince Apafy le 28 janvier 1673... « Mais il faudrait envoyer à la Sublime-Porte (au Capitiha) les informations suivantes : Les vayvodes de la Valachie ne tenaient pas des rois de Hongrie depuis longtemps en fief la terre de Fogaras seulement, mais le château de Küküllö avec plusieurs villages, ainsi que le château de Szeszorma près du Szamos, également avec beaucoup de villages. Car c'étaient les rois de Hongrie qui possédaient la Valachie — il leur était donc permis de donner des biens en Transylvanie à leurs serviteurs, biens qui ne devenaient pas pour cela des territoires valachs. D'ailleurs, Monseigneur le vayvode actuel n'est en aucune parenté avec les vayvodes à qui on avait donné ces propriétés en récompense de leur fidèle service. Voyez : *Török-magyarkori emlékek*. Okmánytár. vol. VII, p. 158.

malheureux par des charges nouvelles mais, au contraire, pour les délivrer des extorsions des seigneurs et du clergé.

« La conquête des Turcs porte à plusieurs égards le cachet d'une grande révolution sociale et politique », dit M. *Tsedomil Mijatovics* dans son travail publié dans la revue : *Otacbina*. Aussi les paysans montrent-ils peu d'empressement pour défendre leurs seigneurs et considèrent-ils les envahisseurs comme des libérateurs, et non sans raison puisque, si l'on compare le système des impositions et du servage employé par les *Turcs* avec celui qui était en usage dans les États balkaniques avant leur arrivée, on conviendra qu'il renfermait des allègements très sensibles.

Amurath occupe la ville serbe de *Nisch* dès 1375 et le lendemain de son assassinat par *Milan Obilics*, c'est-à-dire le 27 juin 1389, son fils *Bajazet* défait l'armée coalisée des *Serbes*, des *Bulgares*, des *Albanais*, des *Bosniaques* et des *Roumains* des deux vayvodies à *Kossovo-Polje* (au champ des Merles) en s'assurant ainsi la possession de toute la péninsule balkanique.

Le nouveau sultan envoie, après cette bataille des colonnes volantes dans toutes les directions. L'une d'elles fait une pointe jusqu'en *Valachie*. Mais ce n'est pas le premier contact cependant que les *Roumains* ont avec les *Turcs*. Ils ont été déjà mêlés aux affaires de la *Valachie*, quand *Dan*, le fils du vayvode *Radu*, mort en 1386, avait imploré leur secours contre son frère *Mircéa*. Celui-ci fut effectivement chassé, mais *Dan* ayant été assassiné, *Mircéa* lui succéda légitimement.

Après avoir repoussé l'incursion turque à travers le *Danube*, *Mircéa* se met à dévaster en *Bulgarie* le territoire des *Turcs*. Mais *Bajazet* lui inflige un tel désastre qu'il ne peut se sauver lui-même qu'avec peine; alors ils devient le tributaire du vainqueur de *Kossovo* (1391). Ce qui ne l'empêche pas de renouveler ses anciens rapports de vassal à suzerain à l'égard du roi de *Hongrie*, *Sigismond* (1395), pour le trahir aussitôt, de crainte que les *Turcs* ne se vengent (bataille de Méhédintz).

Sigismond, s'occupant de l'organisation d'une grande coalition européenne contre les *Turcs*, à laquelle s'associe l'empereur grec *Manuel II* aussi, ne se donne pas la peine de châtier

Mircea et lui permet même de joindre un contingent roumain à l'armée chrétienne forte de 80,000 *Magyars*, *Français*, *Bourguignons*, *Espagnols* et *Allemands*. Pour son grand malheur! Car, grâce à l'ardeur inconsidérée des chevaliers français et à la défection de *Mircea*, la victoire resta encore à *Bajazet* (Nicopolis, le 28 septembre 1398).

Après la triste fin de celui-ci, *Mircéa* se mêla aux luttes que les compétitions de *Musa* et de *Mahomet* au trône turc suscitèrent, en soutenant le premier. *Musa* ayant été tué par *Mahomet*, *Mircéa* conclut un traité avec le vainqueur (1411), traité qui forma la base de la situation dépendante de la *Valachie* à l'égard de la *Turquie* pendant plusieurs siècles. Le sultan consentit à sauvegarder presque toute l'indépendance politique de la *Valachie*, ne stipulant pour lui que le tribut annuel de 3,000 gros ou de 300 écus en argent, payables par les vayvodes de la *Valachie*.

Quant à la *Moldavie*, son entrée dans l'orbite de la puissance des *Turcs* eut lieu plus tard. Le protégé de *Mircéa*, *Alexandru cel Bun* règne trente-deux ans et pendant ce long espace de temps, son pays fait des progrès réels dans la voie de la civilisation. Il permet l'immigration des *Hussites* magyars et saxons. C'est même dans la ville moldave de *Tatros* qu'a lieu la première traduction en magyar de la Bible. Des villages sicules et saxons entiers se transportent alors en *Moldavie* ainsi que 3,000 familles arméniennes chassées de l'*Asie Mineure* par les *Turcs*. *Alexandru* reçoit les *Tsiganes* et les *Tartares* aussi, comprenant le prix d'une population nombreuse pour ses États.

Sa mort est suivie de vingt-quatre ans de luttes sanglantes entre ses fils et leurs descendances, luttes ayant des alternatives plus imprévues encore que celles des *Danesti* et des *Drakulesti* en *Valachie* et au milieu desquelles les forces militaires et la considération de la *Moldavie* se trouvent tellement diminuées que le vayvode *Pierre* se voit obligé en 1456 de promettre un tribut annuel de 2,000 ducats à *Mahomet II*, afin de pouvoir rester sur le trône.

Au commencement du XVe siècle, les *Turcs* atteignent déjà la ligne du *Danube* et s'ils ne peuvent pas la franchir encore, la

Hongrie et l'*Europe* ne le doivent qu'à *Jean Hunyadi*, qui arrête à deux reprises différentes leurs pointes hardies poussées en *Transylvanie* (à Szeben et aux Portes-de-fer). Alors il se décide à les attaquer sur leur propre territoire et ayant remporté six victoires et pris les villes de *Nisch* et de *Sofia*, il s'avance jusqu'aux *Balkans*. Le résultat de cette campagne a été le traité de paix de 1444, que le roi *Vladislas* et *Hunyadi*, sur l'instigation de la *Curie romaine*, n'ont pas hésité de violer. La campagne victorieusement commencée se termina par la défaite de *Varna*, où périt avec la moitié de son armée le roi parjure.

Après la bataille perdue, *Vlad*, le vayvode de la *Valachie*, fit arrêter *Hunyadi*, qui cherchait rentrer dans son pays, le considérant comme un ennemi de sa famille, et il ne le relâcha que sur les menaces les plus énergiques de la *Hongrie*. Sortant de captivité, *Hunyadi* défit *Vlad*, malgré les secours des *Turcs* et, l'ayant pris, il le fit exécuter en le remplaçant sur le trône vayvodal par *Dan*, de la famille des *Danesti*.

La diète, qui eut lieu en 1446 à *Rákos*, confia le gouvernement de le *Hongrie* à *Hunyadi*. Comme gouverneur il n'avait qu'une préoccupation : réparer par une nouvelle campagne la brèche faite à la réputation des armes hongroises. L'occasion paraissait être très propice, car *Amurath II* était occupé en *Albanie* et *Dan* se joignit à *Hunyadi* avec 8,000 *Roumains*. Mais *Brankovics*, le despote de *Serbie*, avertit le sultan secrètement des desseins de *Hunyadi*, *Amurath* se porte alors en toute hâte au devant du gouverneur de la *Hongrie*. Leur rencontre eut lieu sur le fameux « Champ de Merles » (Kossovo) et les *Roumains* s'étant rendus sans coup férir, elle tourna de nouveau à l'avantage des *Turcs*.

Les batailles de *Kossovo* et de *Varna* purent convaincre la *Hongrie* qu'elle n'avait rien à attendre des coalitions européennes et rassurer les *Turcs* sur leur sérieux. Aussi *Mahomet II* prit-il, deux ans après son avènement au trône (le 29 mai 1453) la capitale de l'empire byzantin, en le faisant disparaître ainsi. Il devint par là le maître de la péninsule balkanique jusqu'à la frontière de la *Hongrie*, dans le pouvoir de laquelle il ne restait plus sur la rive droite du *Danube*, que la puissante forte

resse de *Belgrade* avec une partie de la *Serbie*. Pour pouvoir attaquer efficacement la *Hongrie*, il fallait que les *Turcs* la prissent d'abord. Trois ans après la prise de *Constantinople*, *Mahomet II* vint déjà pour l'assiéger. Soutenu par les croisés de *Jean Capistran*, *Hunyadi* mit en déroute l'armée immense du sultan et mourut quelque temps après à *Zimony*. S'il n'a pas réussi à refouler la puissance turque derrière les *Balkans*, il l'a empêchée, au moins pendant un demi-siècle, de franchir le *Danube*.

Son fils *Mathias*, monté sur le trône de la Hongrie en 1458, ne suivit pas l'exemple de son père et ne pensa pas à des campagnes offensives. Il en donne la raison dans une lettre adressée au pape au sujet de ses reproches faits à cet égard. « On ne peut pas espérer des choses considérables en n'employant que des moyens insuffisants. Avec des secours minimes il est impossible de conduire une armée à travers les Balkans et le Rodope jusqu'à la mer Noire et si j'entreprenais un ouvrage au-dessus de mes forces, je mériterais le blâme; car ce ne serait pas moi seul qui pâtirais de l'insuccès, mais toute la chrétienté aussi. Ma manière d'agir est en proportion avec les moyens d'action dont je peux disposer. »

Le roi *Mathias* savait pertinemment que ce ne furent pas seulement l'indolence de l'*Europe*, l'attitude suspecte des peuples balkaniques, mais surtout la défectuosité de l'organisation politique et militaire de la *Hongrie* qui causèrent les insuccès des campagnes offensives de son père. Il visait donc avant tout la création d'une armée permanente. Mais il fallait pour cela beaucoup d'argent et des gens spéciaux tels que les soldats de *Ziska*. « Ce n'est pas autant par bigoterie contre les Hussites que Mathias s'est emparé des provinces adjacentes à la Bohême dit le grand historien magyar *François Salamon*. Il les convoite plutôt par calcul pour avoir une source de recrutement intarissable au profit de l'infanterie, élément indispensable de son armée. Si l'on ne s'est pas rendu compte de cela jusqu'ici c'est que la Bohême possédait d'autres avantages aussi dans ses mines et dans ses villes opulentes... En Hongrie les villes industrielles, ces enrichisseuses par excellence du trésor royal,

n'étaient ni nombreuses, ni grandes, et il y en avait même bien peu que l'on pouvait taxer de relativement riches. Par l'acquisition de l'Autriche, de la Moravie, de la Silésie, Mathias élargissait considérablement les bases de ses impositions... En Hongrie, il les augmenta considérablement aussi, en déchargeant la noblesse à tout instant de ses devoirs concernant la défense nationale. Il y établit des contributions régulières comme il y en avait en France. »

Le principe dominant de la politique de *Mathias* se peut donc exprimer ainsi : la *Hongrie* seule est insuffisante pour détruire la puissance des *Turcs* aussi bien au point de vue financier qu'au point de vue militaire. Mais elle sera forte si elle se transforme en un grand empire réunissant sous la même couronne l'archiduché d'*Autriche*, la *Moravie*, la *Silésie* et la *Bohême*. L'empire de *Mathias* devait donc s'étendre à peu près sur le même territoire et avoir à peu près la même situation politique de grande puissance sur laquelle s'étend et que possède aujourd'hui la monarchie austro-hongroise. C'est donc *Mathias* qui devine le premier la nécessité politique imposant à la *Hongrie* de s'unir à l'*Autriche*, si elle désire jouer le rôle d'un facteur important dans la politique générale. C'est cette conception politique reconnue utile et viable qui amène sur le trône de la *Hongrie* la famille des *Habsbourg* dans la personne de *Ferdinand* Ier contre la royauté nationale de *Jean de Szápolya*, naturellement sans être expliquée et appliquée selon les intentions de *Mathias*.

Croire qu'il n'avait jamais pris l'offensive contre les *Turcs* et ne montrait pas assez de zèle et d'énergie à leur égard, serait une grave erreur. Sans entreprendre une de ces grandes campagnes qu'avait entreprises son père pour les expulser de l'*Europe*, *Mathias* passa à l'offensive chaque fois que la défense efficace en fit sentir la nécessité absolue. Il se contenta de les tenir éloignés du *Danube*. Et la même circonspection caractérise sa politique au sujet des vayvodies valaques également.

Ayant été trahi par le vayvode *Dan*, sa créature, dans la bataille de *Kossovo*, *Jean Hunyadi* le fit descendre du trône et, au lieu de lui donner pour successeur son fils homonyme, il

éleva à la dignité vayvodale un autre membre de la famille des *Danesti* sous le nom de *Vlad III*, dont le dévouement lui inspira tant de confiance qu'en partant pour délivrer *Belgrade*, il lui confia même la défense de la *Transylvanie*. Mais à peine le grand protecteur des *Danesti* ferma-t-il les yeux que déjà le fils de *Vlad II* des *Drakulesti* (de celui par qui *Hunyadi* a été fait prisonnier après la bataille de *Varna*) *Vlad IV* surnommé le *Tzépès* (l'empaleur) se jette sur la *Valachie* avec l'aide morale et matérielle des *Turcs*, y fait prisonnier le vayvode *Vlad III*, le fait décapiter avec le jeune *Dan*, le fils du traître de *Kossovo*, pour s'attribuer finalement à lui-même la dignité vayvodale.

Ce *Vlad IV*, ou le vayvode *Tsépès*, est le type des anciens vayvodes roumains. Son père *Vlad II*, pour fuir le courroux de *Hunyadi*, se sauve chez les *Turcs* et y fait élever son fils dans l'atmosphère de l'armée turque, où le futur vayvode sert pendant quatorze ans. Toutes les cruautés et toutes les férocités dont il a pu y être le témoin, s'étaient accumulées dans son âme monstrueuse pour leur donner libre cours aussitôt arrivé au pouvoir. « C'est l'homme le plus cruel qui ait jamais existé en Roumanie, — dit *Tocilesco*. Si nous n'admettons que la moitié de ce que l'on en dit, c'est déjà assez pour nous faire frémir au sujet de ses méfaits abominables, de son sang-froid et de la soif sanguinaire avec laquelle il fit exécuter, brûler et rôtir les gens... Il punissait le vol le plus insignifiant avec l'empalement; de ce chef il fit exécuter en peu de temps 6,000 personnes; aussi la sécurité publique devenait-elle dans le pays, en bref délai, tellement complète, que le plus riche voyageur pouvait impunément laisser ses malles au milieu de la route, car personne n'eût osé y toucher... On dit qu'un autre jour il fit prendre environ 400 enfants magyars et saxons que leurs parents avaient amenés dans le pays afin qu'après avoir appris le roumain, ils pussent les y aider dans le commerce. Les ayant fait enfermer dans un hangar, il y fit mettre le feu et, de cette manière, ils y périrent tous... A une occasion il fit clouer le fez des envoyés du sultan à leurs crânes parce qu'ils ne

(1) Tocilesco, *Istoria româna*, p. 48 et *passim*.

voulaient pas les ôter dans sa présence quoiqu'ils aient affirmé que chez eux c'était une coutume nationale. »

Ne pouvant pas tolérer les méfaits du vayvode plus longtemps, les *Turcs* envoient contre lui *Hamza* pacha à qui ils adjoignent un interprète grec, nommé *Katabolinos*, en lui ordonnant de s'emparer de *Tzépès* même au moyen de quelque guet-apens et de le ramener à *Constantinople*. Le guet-apens ne réussit pas et *Vlad* fit prendre *Hamza* pacha et *Katabolinos* avec tous leurs hommes. Ensuite il franchit le *Danube*, il battit les *Turcs* qui y campaient et il fit 25,000 prisonniers qu'il fit tous empaler en rangs serrés. Ayant appris cette monstruosité, le sultan se mit personnellement à la tête de son armée. Le vayvode se défendit héroïquement mais, comme il fut battu et abandonné par ses partisans, il s'enfuit en *Transylvanie* pour demander aide et protection au roi *Mathias*. Mais à peine met-il le pied sur le territoire hongrois, qu'il pense déjà à la trahison en envoyant au sultan la lettre suivante de *Rezsinár* : « Grand souverain des Osmanli, moi Jon, vayvode des Roumains et ton esclave, je Te demande pardon pour tout ce que j'ai fait contre Toi et contre Ton empire. Que Ta grâce ait pitié de moi, et qu'elle me permette de t'envoyer des ambassadeurs. Si Ta Majesté le désire je peux déposer dans Tes mains toute la Transylvanie que je connais parfaitement et si elle T'appartient alors Tu peux facilement conquérir toute la Hongrie. » Cette lettre tomba dans les mains de *Mathias*; il fit arrêter et enfermer le vayvode à *Bude*.

Radu, le successeur de *Tzépès*, se soumit également au roi de *Hongrie*, mais il ne resta pas longtemps sur le trône, ayant été chassé par *Stefan cel mare*, le vayvode de la *Moldavie*, qui pensait à s'emparer du trône de la *Valachie* également. Pour l'en empêcher, le roi *Mathias* rendit la liberté à *Tzépès*, dont le second règne fut absolument exempt de toute cruauté.

On pourrait écrire des volumes entiers sur les cruautés inhumaines dont les vayvodes roumains tels que *Mihnéa cel Reu* (Mihnéa-le-Méchant), *Alexandru Lapusnénu*, *Jonu Voda cel cumplit* (le vayvode Jean le Terrible) se sont rendus coupables. Il est vrai que c'étaient des hommes qui, pour monter au trône, s'ap-

puyèrent sur la protection des *Turcs* et dont la jeunesse s'était écoulée au milieu de la fraction la moins recommandable de l'armée turque, recrutée parmi les éléments roumains les plus révolutionnaires des peuples balkaniques. La férocité turque, mêlée à la rouerie byzantine, créa chez les vayvodes cet état d'âme, auquel il fut fait allusion plus haut.

Mais si tels étaient les titulaires des trônes vayvodaux, si l'extermination était pour eux un moyen de gouvernement, on peut s'imaginer quelle devait être la situation de la société et de la nation roumaines. Le contre-coup et l'impression morale qu'un gouvernement se servant de moyens semblables devait faire naître chez un peuple condamné à l'endurer, ne peuvent être un mystère pour quiconque réfléchit.

La barbarie des vayvodes, avec laquelle ils ont sévi contre les brigands et les voleurs prouve, d'autre part, d'une manière irrécusable, que ces crimes étaient alors très répandus dans les vayvodies roumaines. Et c'était tout naturel que ce fût ainsi ; car à la victime de la tyrannie vayvodale ou seigneuriale il ne restait pas autre chose à faire que, sortant de la société humaine, se retirer au fin fond inculte des bois pour y attendre l'occasion propice à la vengeance, avec la colère inextinguible d'un individu exilé du cercle de ses semblables. C'est cet état de choses qui a créé dans les vayvodies ces existences des « Haydouks » dont plus d'un chapitre romantique et horrible a dû se dérouler précisément dans les forêts vierges qui couvraient les versants méridionaux des *Carpathes* ; — état de choses ayant également une influence décisive sur les conditions morales des *Roumains* en général, dont se ressentaient tous les groupes qui, par suite des fluctuations des peuples, provoquées par les guerres turques, arrivaient toujours plus nombreux du Sud-Est en *Hongrie*.

Aussi est-ce avec un réel contentement que l'on s'arrête à la figure de *Stefan cel Mare* (Étienne le Grand), vayvode moldave, le petit-fils d'*Alexandru cel Bun*, dont le père, nommé *Bodgan*, a été tué par *Pierre Aron*, son compétiteur au trône. C'est avec l'aide de *Tzépès*, que *Stéfan cel Mare* a chassé à son tour ce *Pierre Aron*. Croyant que *Mathias* était disposé à lui rendre sa

dignité vayvodale, celui-ci se sauve en *Transylvanie*. Sa présence y attire alors *Stéfan* qui, à la tête de son armée, dévaste d'abord sous ce prétexte le pays des *Sicules*, et s'allie ensuite aux mécontents transylvaniens, révoltés contre *Mathias* à cause de ses réformes fiscales (1467). *Mathias* y arrive incontinent avec des forces considérables, et les révoltés lui font leur soumission. Ayant puni plusieurs *Saxons*, il passa en *Moldavie* pour châtier le vayvode *Stéfan* aussi. Mais son armée, insuffisamment gardée, est surprise près de la commune de *Baïa*, et, gravement blessé lui-même, le roi est obligé de retourner en *Transylvanie*. Et comme les affaires de la *Bohême* absorbèrent toute son attention et toutes ses forces, il conclut la paix avec le vayvode *Stéfan* en lui allouant en fief le château de *Küküllö*.

La guerre que le vayvode *Stéfan* fit à *Radu*, vayvode de la *Valachie*, qui devait son trône aux *Turcs*, le mit aux prises avec ces derniers aussi. Pour avoir des secours, il s'adressa à *Mathias* qui lui envoya *Blaise*, le vayvode de la *Transylvanie*, et l'ispan des *Sicules*. Grâce à ces renforts *Stéfan* gagne plusieurs batailles contre les *Turcs* et, par reconnaissance, il se soumet de nouveau à *Mathias* par un traité daté du 15 août 1475, dont la teneur jette une vive lumière sur les rapports qui existaient « de jure » entre la *Hongrie* et les vayvodies roumaines.

« Puisque le vayvode Stéfan reconnaissait pour son maître naturel le roi Mathias et lui promettait, ainsi qu'à la sainte couronne, sa fidélité due, le roi se montrait enclin à le reprendre sous sa protection avec ses boyards et toute la Moldavie. Stéfan promet de faire tout ce que les vayvodes précédents avaient l'habitude et le devoir de faire dans l'intérêt de la couronne hongroise. Mathias en pardonnant ne veut plus se souvenir de ce que les Moldaves ont entrepris contre son royaume. Ensuite il promet qu'il ne souffrira en Hongrie la présence de quiconque est l'ennemi de Stéfan et qu'il lui viendra encore moins en aide. C'est d'après les privilèges concédés par les rois de Hongrie à Alexandre et Mircéa que Mathias confirme aussi bien le vayvode moldave Stéfan que le vayvode valaque Vlad dans les territoires qui se trouvent entre les deux vayvodies. Comme c'est personnellement et avec tout son

pays que Stéfan prend l'obligation de secourir le roi, non seulement contre les païens mais aussi contre ses ennemis en général, ce dernier secourra le vayvode Stéfan également en personne quand le besoin s'en fera sentir, à moins que des affaires plus considérables du pays ne l'en empêchent — mais en ce cas il lui enverra le plus de secours possible. S'il advenait que Stéfan et ses boyards soient forcés de se retirer dans les possessions du roi, ils y trouveront une hospitalité complète. Ils auront également la faculté de retourner chez eux et le roi facilitera même leur retour selon ses moyens » (1).

En ayant fait la paix avec *Bajazet II* (1483), le roi *Mathias* semblait abandonner *Stefan* et la *Moldavie* à leur propre sort. Le vayvode se plaça alors sous le patronage de *Casimir*, roi de *Pologne*. Mais cette alliance polonaise ne dura pas longtemps et finit même par une collision entre les alliés, — collision qui tourna à l'avantage de *Stefan*, grâce au concours de *Barthelemi Drágfi*, vayvode de *Transylvanie*, accouru à son secours avec 12,000 hommes, de la part du roi de *Hongrie*.

Le vayvode *Stéfan*, à qui les historiens roumains donnent avec raison le surnom de « Grand » (cel mare), mourut en 1504. D'après le chroniqueur roumain *Grégoire Uréchié* (1600 à 1640) il exprima ses dernières volontés devant les *vladica* (les évêques), ses conseillers et les boyards les plus importants en recommandant à son fils *Bogdan* « de ne s'appuyer ni sur les Hongrois, qui sont déjà mangés par le Turc, ni sur les Polonais, qui sont inconstants, ni sur les Allemands, qui ne s'entendent pas entre eux, mais qu'il s'efforce d'être dans les meilleurs termes avec les Turcs qui sont les plus forts et les plus constants et de cette manière il pourra sauvegarder la liberté politique et religieuse du pays. Et si les Turcs mettaient des conditions qui entraîneraient la perte de sa religion et de sa liberté, il vaudra mieux que tout le monde périsse ». D'après le rapport envoyé par le médecin *Leonardo de Massari* à la « signoria » de *Venise*, il y a eu des discussions entre les boyards avant la mort de *Stéfan* au sujet de son successeur : sera-ce *Bogdan*, le borgne, son fils légitime, ou son fils natu-

(1) Hunfalvy Pál, *Az oláhok története*, vol. II, p. 150-151.

rel *Pierre Baras?* Ayant eu vent de ces discussions, *Stéfan* se fit porter, quoique malade, à l'endroit où elles eurent lieu. Ayant fait exécuter les discuteurs les plus bruyants, il dit aux survivants : « Maintenant choisissez votre maître librement, car je ne pourrai plus vous défendre. » Et *Stéfan* passa le même jour de vie à trépas!

Ce fut donc avec une cruauté digne d'un vayvode roumain que termina son existence *Stéfan cel Mare* aussi, quoiqu'il ait été la personnalité la plus remarquable parmi toutes celles ayant jamais occupé le trône vayvodal dans les deux principautés roumaines.

Il faut noter encore que sa femme *Eudoxie* étant la fille du prince russe de *Kiev*, il fut le premier parmi les vayvodes, qui entra en relations suivies avec les *Russes* (1). C'est par cette union qu'il espérait se faire un allié du susdit prince soit contre les *Polonais*, soit contre les *Turcs*, et plus d'un de ses successeurs — suivant son exemple — voulut rendre ces relations commencées plus stables et plus effectives. « Le sultan a peur du *Russe*, écrit soixante douze ans plus tard *Giacomo Lorenzo* au Conseil de *Venise* — car ce grand-duc appartient à la religion grecque orientale et les peuples moldaves, bulgares, moréens et grecs lui sont très attachés à cause de cela. Ils sont grecs orientaux également et toujours prêts à recourir aux armes pour se délivrer du joug de l'esclavage turc. »

Que les vayvodes roumains et les peuples de la péninsule balkanique se soient tournés vers les *Russes*, cela n'a été que la conséquence naturelle des conjonctures historiques. Avec la chute de *Constantinople* ce n'est pas seulement le caractère éminemment grec de l'Église orthodoxe qui se change et devient slave moscovite, mais son centre hiérarchique et spirituel se transporte aussi à *Kiev* et à *Moscou*, où jettent l'ancre de leur espoir les peuples orthodoxes des *Balkans*, ne pouvant plus compter sur l'appui de personne, après l'écroulement tragique de l'empire byzantin!

(1) P. D. PETROVICI, *Inciputul politicei rusesci in principatele rumane*. 1889.

CHAPITRE VII

LA CATASTROPHE DE MOHACS ET L'ÉRECTION DE LA TRANSYLVANIE EN PRINCIPAUTÉ INDÉPENDANTE.

Imputer la décadence rapide de la *Hongrie* après la mort du roi *Mathias*, survenue le 6 avril 1490, à la seule insuffisance morale ou intellectuelle de ses successeurs *Vladislas II* et *Louis II*, ou même à la corruption des classes dirigeantes du royaume, aux rivalités des grandes familles, serait le résultat d'un jugement bien superficiel. Si ces circonstances y contribuèrent de beaucoup, le mal avait une raison d'être plus éthique et conséquemment plus grave aussi. Il s'agissait de tirer un enseignement du règne glorieux de *Mathias* pour en faire profiter le pays dans l'avenir et, tandis que les uns ne voyaient que ses succès obtenus, qu'ils mettaient sur le compte de l'origine hongroise du grand roi, les autres se préoccupaient de préférence de l'exécution de son plan politique à peine ébauché, c'est-à-dire de la réunion de la *Hongrie*, de l'archiduché d'*Autriche*, de la *Bohème*, de la *Silésie* et de la *Moravie*, sinon sous un souverain hongrois, mais au moins sous le sceptre de quelqu'un attaché par les liens du sang à la nation et au sol hongrois. Or la lutte de ces deux opinions diamétralement opposées ne pouvait que paralyser l'organisme vital de la *Hongrie*, car, également soutenables, elles n'avaient cependant pour défenseurs que des médiocrités qui, au lieu d'élever le litige à la hauteur d'un choc de principes toujours fructueux, le ramenaient, au contraire, au piteux niveau des querelles personnelles, des antagonismes intéressés. Car, en se généralisant, ils ne pouvaient aboutir qu'à la décomposition du peuple entier.

Par une cruelle ironie du sort, ce sont presque tous ceux, devant leurs dignités à *Mathias*, qui, partisans de sa politique transcendante, combattent avec le plus d'acharnement la candidature au trône de son fils naturel, *Jean Corvin*. *Báthori*, et

ses caudataires ne soutiennent *Vladislas II* que pour pouvoir disposer des forces militaires de la *Bohême*. Enhardis par l'adhésion de *Kinizsi*, le vainqueur de *Kenyérmezö*, ils vont plus loin encore dans cet ordre d'idées quand ils concluent avec *Maximilien*, le prétendant autrichien, en 1491, à *Pozsony*, un traité dans lequel ils déclarent que *Vladislas II* étant mort et sa descendance mâle éteinte, les États de la *Hongrie* reconnaîtront *Maximilien* ou sa descendance mâle pour rois de *Hongrie*. La ratification de ce traité fut refusée par la diète de *Bude*, réunie au commencement de l'année 1492; la majorité des États y affirma même qu'elle préférait la mort à la servitude allemande. Il y a eu néanmoins soixante-dix-sept seigneurs et prélats ne craignant pas d'apposer leur signature au bas de ce document : succès relatif, pour le moment, grandement satisfaisant pour *Maximilien*.

Ce fut *Étienne de Szápolya* qui se plaça à la tête de ceux étant d'avis que la couronne de saint Étienne et l'État hongrois ne peuvent reconquérir leur ancien prestige et leur puissance d'autrefois que sous des rois nationaux, seuls aptes à comprendre les aspirations et les préoccupations de la nation. Devenu de simple noble sous le règne du roi *Mathias* un des plus puissants et des plus riches aristocrates de la *Hongrie*, s'étant marié avec une princesse de *Tessin*, il représenta la réaction nationale avec la plus grande autorité.

L'histoire de la famille de *Szápolya* ressemble beaucoup à celle de la maison des *Hunyadi*. *Étienne de Szápolya* devient aussi subitement une des personnalités les plus en vue que *Jean Hunyadi*, sans avoir cependant le grand talent et les grands mérites du dernier. Si *Mathias*, le fils de ce *Hunyadi*, a pu être élu roi de *Hongrie*, pourquoi le fils de *Szàpolya* ne pourrait-il pas l'être aussi? Cette similitude de situation rendait cette idée très populaire dans l'opinion de la petite noblesse, désireuse de fournir à la *Hongrie* un nouveau grand souverain.

Étienne de Szápolya n'obéissait donc qu'à la secrète pensée de préparer le chemin du trône à son fils, quand il se mit à augmenter la confusion générale et la misère publique. Après sa mort, sa veuve sut encore plus adroitement combiner le plan

commencé, de manière qu'à quatorze ans *Jean de Szápolya* était déjà le candidat et le chef du parti national. Possesseurs de soixante-douze châteaux forts, seul vayvode de la *Transylvanie*, conséquemment le commadant en chef de l'armée la plus considérable du pays, à vingt-quatre ans, il brigua la main d'*Anna*, la fille de *Vladislas*. Mais celui-ci ne tenait pas beaucoup à ce mariage, sachant qu'avec *Szápolya* pour gendre, le fils qui pourrait lui naître, ne monterait jamais sur le trône. Et *Maximilien*, déjà empereur, ne le voulait pas non plus, car pour assurer à son petit-fils *Ferdinand* la couronne hongroise, il avait l'intention de le marier avec *Anna*. *Jean de Szápolya*, comprenant que ses projets allaient avorter, se plaça alors ouvertement à la tête de l'opposition. Celle-ci, en majorité dans la diète de *Rakos* en 1505, y fait adopter la résolution suivante : « Puisque la raison principale du délabrement horrible du pays et de son dépérissement pitoyable réside dans le gouvernement des rois étrangers, qui ne veulent assimiler les vertus et les coutumes de la nation : pour le cas où *Vladislas* mourrait sans enfants mâles, on n'élira plus jamais un roi étranger, et que celui qui soutient la cause d'un prétendant étranger soit déclaré traître à la patrie! »

Cette énergie du parti national rendit *Vladislas* et les fidèles de la dynastie étrangère encore plus favorables à la maison des *Habsbourg*. Ils répondirent à la résolution diétale de 1505 en renouvelant secrètement le traité de 1491 et en faisant promettre à *Vladislas* que, s'il allait lui naître un fils, il le marierait avec *Maria*, la sœur de *Charles-Quint* et de *Ferdinand*. Et il naquit à *Vladislas* effectivement un fils (1508) qu'il fiança, après l'avoir fait couronner comme roi de *Hongrie*, à cette même *Maria*, en déclarant que si la famille d'un des contractants s'éteignait, ce serait celle du survivant qui hériterait de tous les États des signataires.

Cette division de l'aristocratie et de la noblesse n'était rien moins que salutaire pour le bien-être de la *Hongrie*. La faiblesse et l'indolence proverbiales du roi, ne sachant pas sauvegarder les intérêts du trésor public, l'appauvrissement général prit des proportions effroyables, que l'application de certaines

mesures fiscales a rendues encore plus tristes. Aussi la croisade prêchée selon les vœux de *Léon X*, par le cardinal *Thomas Bakocs*, archevêque d'*Esztergam*, trouva-t-elle beaucoup d'écho dans une population découragée, prête à recourir aux moyens extrêmes pour sortir d'une situation qui, à la longue, devenait insupportable. De là la facilité avec laquelle la masse populaire rassemblée pour combattre les infidèles (1514) se laissait détourner du but proposé par l'orgueilleux prélat pour se jeter sur la noblesse sous la conduite de son chef officiel, *Georges Dózsa*, le *Sicule*.

M. *A. V. Urechia*, le président de la « Ligue roumaine » est l'auteur d'un travail intitulé : *Revolutionea lui Doja* (la révolte de Dozsa), dans lequel il développe une théorie, tirée des données fournies par sa fantaisie sur le caractère roumain de cette « Jacquerie », assurant qu'elle n'était, en somme, qu'une révolte des paysans roumains ayant déjà pour point de départ les questions de nationalités et que les lois draconiennes de 1514 concernant les serfs, n'étaient dictées aux législateurs hongrois que par la haine de la noblesse hongroise contre les *Roumains*. Or il n'y a que le trente-sixième paragraphe de la loi de 1514 et un document de 1516 qui prouvent, que quelques individus, — dits des nobles roumains — du département *Marmaros* y prirent part. Mais rien n'indique qu'ils y ont pris part parce qu'ils étaient des *Roumains*, tandis qu'on doit supposer qu'ils avaient les mêmes raisons pour se révolter que beaucoup de nobles magyars de classe moyenne des départements de *Beregh*,de *Szathmár* et de *Bihar*, tels que *Thomas Gencsy*, les *Domahidy*, les *Pogány*, les *Lónyai*, les *Jármy*, etc. dont les familles ont donné beaucoup de serviteurs dévoués à la patrie hongroise et à qui il serait difficile d'attribuer des tendances roumaines. D'ailleurs, on sait que ce sont les sermons enflammés du Père *Laurent*, originaire de *Czegléd*, — centre de la contrée la plus foncièrement magyare de la *Hongrie* — qui ont attiré le plus de monde dans le camp de *Dózsa* où, au milieu des croisés catholiques du cardinal *Bakocs*, les *Roumains* de religion grecque orientale ne se seraient certainement pas sentis bien à l'aise.

Ce fut à la bataille de *Témesvár* que *Jean de Szápolya* terrassa la révolte des paysans et sauva ainsi la noblesse d'un danger en face duquel le pouvoir royal s'était montré impuissant; la popularité et l'influence du cruel vainqueur devinrent alors considérables aux yeux de la noblesse. Tout le monde était convaincu que ce serait encore lui seul qui pourrait efficacement défendre le pays contre les *Turcs* toujours plus entreprenants et plus menaçants. Toujours est-il qu'en attendant il réussit à soutenir le prestige de la *Hongrie* en face des vayvodies roumaines, où il intervient à plusieurs reprises avec succès dans l'intérêt de la politique hongroise.

Ce fut le vayvode *Bogdan* (de 1504 à 1517), qui monta sur le trône de la *Moldavie* après la mort de *Stéfan cel Mare* et, ne se contentant pas seulement de reconnaître la suzeraineté du roi *Vladislas*, il lutta en 1511, activement aidé par les troupes hongroises, avec beaucoup de succès contre les hordes tartares du sultan. Mais la supériorité numérique des *Turcs* a eu finalement, quand même, raison de son armée, et il s'est vu obligé de se soumettre au grand seigneur dans le courant de l'année. A la suite du traité conclu à ce moment ,il avait à envoyer à *Constantinople* annuellement un tribut de 4,000 ducats, de 40 chevaux et de 24 faucons et, en cas de guerre, encore 4,000 hommes de plus, afin qu'ils préparent les routes pour l'armée turque en marche. Après *Bogdan*, ce fut son fils *Stéfan cel tiner* qui lui succéda sur le trône vayvodal; il régna jusqu'en 1527.

La vie exemplaire que le vayvode *Tzépès* mena pendant son second règne en *Valachie*, lui valut le surnom de «Calugarul» (le caloyer). Devenu vayvode, son fils aîné *Radu* reconnut le roi *Vladislas* pour son maître et déclara par écrit (1507) que la *Valachie* faisait partie de la *Hongrie*. En 1508, il alla à *Bude* où le roi lui fit don de son domaine d'*Algyogy*. Après sa mort, ce fut son plus jeune frère *Dantsul* qui se trouvait justement à ce moment en *Transylvanie*, chez le vayvode *Szápolya* et que la Cour de *Bude* voulut faire monter sur le trône vayvodal. Mais déjà *Michnéa cel reu* (Michnéa le Méchant), le second fils du *Tzépès*, y était installé par les *Turcs*, qui lui préférèrent peu de temps après le troisième fils nommé *Vladutzé;* alors *Michnéa*

se sauve en *Transylvanie* où il est assassiné par trois boyards, ses ennemis personnels, à *Szeben* (le 12 mars 1510). Les violateurs de paix furent taillés en morceaux par la population et le roi promit aide et protection à la veuve et au fils de la victime.

L'année suivante, *Jean de Szápolya* reçut l'ordre du roi de ramener ce fils sur le trône de son père. Mais comme les boyards de la *Valachie* n'en voulaient pas et comme *Vladutzé* était prêt à se soumettre, le roi de *Hongrie* ne s'opposa plus à son élévation à la dignité vayvodale. Alors ce sont ses parents de la branche *Peroulesti* de la famille de *Basaraba* qui l'attaquent, et, soutenus par une armée de *Mahomet* pacha, le font prisonnier et le font exécuter pour le remplacer par *Néagoi*, le fils de *Laïot Basaraba*. Celui-ci, tout en augmentant son tribut annuel, payé au sultan, se soumit au roi de *Hongrie* aussi. Son règne dura de 1512 à 1521 et se passa dans la paix la plus profonde, car il sacrifiait tout son temps et tout son argent à la construction des églises et des monastères. C'est de son règne que date la construction de la célèbre cathédrale d'*Argès* (Curtea de Arges).

Néagoi laissa pour successeur *Théodosié*, un fils âgé de sept ans, en lui donnant pour tuteur le bàn *Préda*. Mais les boyards lui préférèrent *Radu*, le ci-devant caloyer. Alors *Mehemed* bey, un renégat issu de la famille de *Basaraba*, accourut au secours du jeune *Théodosié* et ayant fait périr *Radu*, il demanda la *Valachie* au sultan non pas pour son protégé, mais pour lui-même. Mais les boyards élurent déjà à la hâte *Radu de la Afumati* pour empêcher la nomination du renégat.

Ce fut avec des chances diverses que ce nouveau vayvode et *Mehemed* bey se firent la guerre. A la fin, les *Turcs* parviennent à infliger une défaite complète à l'armée de *Radu* près d'*Argésel* et le forcent à se sauver en *Transylvanie*. Victorieux, *Mehemed* se mit à la transformation de la *Valachie* en pachalik turc, mais l'ayant terminée, il commit l'imprudence de retraverser le *Danube* pour retourner à *Nicopolis*, son quartier général. Averti par les partisans de *Radu*, *Jean de Szápolya* le ramène alors et lui remet de nouveau la couronne vayvodale. Le retour en *Transylvanie* de *Szápolya* redonne du courage à *Me-*

hemed; il revient de nouveau en *Valachie* et il fait reprendre à *Radu* le chemin de la *Transylvanie*. Sur le conseil de ses partisans, ce dernier entreprend même un voyage à *Constantinople*, car il espère pouvoir apaiser le courroux du sultan. Mais celui-ci le fait arrêter et emprisonner pour le ramener plus tard sur le trône vayvodal quand son successeur *Vlad* est défait à *Tirgovist* par le bàn révolté de *Krajova*, le *Barbo de Peroulesti* Pour *Jean de Szápolya*, c'est une occasion de retourner en *Valachie* où *Radu de la Afumati*, se soumet à lui, comme au représentant du roi de *Hongrie* (1524).

Telle fut la situation des vayvodies roumaines pendant l'époque qui précède la catastrophe de *Mohács*. Leur sort est d'être éternellement ballottées, étant placées entre la *Hongrie* et les *Turcs*. Ceux-ci sont plus éloignés de la *Moldavie*, mais là, ce furent les *Polonais* qui augmentèrent la confusion. Aussi la partie transylvanienne de l'État hongrois est-elle un véritable asile des vayvodes roumains et de la population roumaine des vayvodies d'où elle afflue incessamment soit de son propre mouvement, soit sollicitée, comme par exemple à *Szászváros*, par le maire lui-même dans l'intérêt des redevances royales en diminution, les contribuables faisant de plus en plus défaut à cause des incursions des *Turcs*. Et après l'avènement au trône de *Soliman* II (1520), ces incursions deviennent de plus en plus fréquentes et considérables.

Pour les arrêter et les venger, il aurait fallu en *Hongrie* un gouvernement fort et respecté, et *Louis* II, le fils et le successeur de *Vladislas*, issu de son second mariage avec *Anne de Candale*, parente du roi de France Louis XII, n'était qu'un adolescent — né en 1506, — au nom de qui gouvernaient depuis la mort de son père (1516) ses trois tuteurs : le cardinal *Bakocs*, *Jean de Bornemisza* et le margrave *Georges de Brandebourg*. Or la petite noblesse les accusa de prévarication et réclama leur éloignement du pouvoir avec tant de violence à la diète de 1518, tout en exigeant en même temps la nomination de *Szápolya* à la dignité de gouverneur, qu'il fallait lui céder, au moins en ce qui concerna les tuteurs, et acquiescer à sa nouvelle réunion à *Tolna* et à *Bács*.

On y vota, sous l'influence du génie oratoire du grand juriste *Etienne Verböczy* des lois patriotiques et avantageuses pour les finances du pays et pour la défense nationale ; mais ni les lois, ni le comité exécutif composé de quatre prélats, de quatre seigneurs bannerets et de seize nobles, ne purent enrayer le progrès des maux, car personne ne voulait tenir compte des lois, si elles froissaient les intérêts particuliers. Il ne fallut pas longtemps au parti de la cour pour venir à bout du comité exécutif et quand, après la mort du palatin *Perényi*, ce fut *Étienne Báthory*, un ancien ennemi de *Szápolya*, qui lui succéda dans la première charge du royaume, la cause de la noblesse mécontente était de nouveau compromise.

Grâce à ces luttes intestines, nul ne songeait aux *Turcs* et à leur jeune sultan, avide de gloire et confiant dans la force militaire de son formidable empire. Et cependant il ne voulait accepter les propositions de paix des ambassadeurs hongrois que s'ils consentaient au payement d'un tribut annuel. Pour répondre à cet outrage, la cour de *Bude* ne trouva rien de mieux que de faire enfermer les envoyés turcs chargés de renouveler les exigences de leur maître (1521). Celui-ci les appuya en faisant attaquer *Jaïcza* et en dirigeant une armée contre *Szabács* et contre *Belgrade* à la défense desquelles villes personne n'avait pensé au milieu de l'anarchie générale, et pendant que le roi et sa fiancée étaient aux noces du palatin *Szabács*, défendu jusqu'à la dernière goutte de leur sang par cinq cents hommes, sous la conduite de Simon *Logody* et André de *Torma*, tomba le 7 juillet, *Zimony* dans les premiers jours d'août et *Belgrade*, que les *Magyars* appelaient *Nandor-Fehérvár*, le 29 du même mois, sa garnison, réduite à soixante-douze hommes, s'étant rendue à discrétion.

La perte de cette forteresse, clef de la *Hongrie* du côté du sud, la livra aux *Turcs*. On comprit qu'il s'agissait dorénavant de l'existence même du pays, et on recourut à des expédients fiscaux et militaires qui, bien exécutés, promettaient le salut, mais dont on ne put tirer aucun profit à cause de l'incurie et de la mauvaise foi d'une administration corrompue par le népotisme et avilie par sa rapacité.

Louis II eut beau se faire proclamer majeur n'ayant pas encore seize ans révolus, et se marier avec l'archiduchesse *Maria*, sœur de *Ferdinand*, mari de sa sœur *Anne*, les dissensions du palatin et du vayvode de *Transylvanie* et de leurs partis respectifs rendaient tous les efforts tentés en vue de l'amélioration de l'état des choses illusoire. En 1525, on nomme à la diète de *Hatvan Verböczy* palatin à la place de *Báthory*, pour rendre la même charge à ce dernier un an après, en mettant le premier en accusation. Et à force de se tirailler, les deux partis oublient le but principal de leur réunion et se séparent sans avoir voté les subsides demandés par le roi pour les besoins de la guerre en vue de laquelle on a cependant proclamé que « rustici universi per singula parati esse debent » (les paysans doivent être prêts tous en personne) et l'on a approuvé les règlements militaires proposés par l'assemblée d'*Enyed* en *Transylvanie*. Car *Jean de Szápolya* y en convoqua une pour le commencement d'avril, — la diète de *Rákos* a eu lieu à la saint-Georges, — et les nobles et les *Saxons* y prirent part. D'après ces règlements il fut décidé que tout ecclésiastique ou laïque valide se rende personnellement au camp. Parmi les laïques il n'y a que ceux nécessaires pour la défense du foyer qui y resteront; parmi les ecclésiastiques il ne restera pour tous les deux villages qu'un prêtre. En apprenant le départ du sultan d'*Andrinople*, *Szápolya* tint une assemblée avec chacune des trois nations. On y fixa la durée de la campagne à quatre mois et l'on imposa à tout le monde l'obligation de se pourvoir du nécessaire pour le même laps de temps. On devait se rassembler à *Kolozsvár* en dix jours à partir de la date de la lettre et la chose se passa réellement ainsi. 40,000 hommes répondirent à l'appel de *Szápolya* comme des documents authentiques, des lois promulguées le démontrent. (1)

A la cour, ce furent les principaux du parti hostile au vayvode de *Transylvanie* qui eurent la confiance du roi. Ils tinrent conseil aussi et ils y invitèrent *de Szápolya*, mais pour en faire un général en chef, personne n'y pensa; or il aurait certaine-

(1) L. WINDISCH, *Magazin*, t. IV, p. 190, et KEMÉNY, *Arpádia*

ment accepté ce poste et alors ses 40.000 hommes n'auraient pas manqué le jour de la bataille de *Mohacs*. Au lieu de cela, on ne fait que le fatiguer par des ordres contradictoires. D'abord on lui dit de venir à *Bude*, ensuite on lui ordonne de faire une irruption en *Valachie* pour se rendre aux vayvodies de *Valachie* et de *Moldavie* et pour inquiéter l'aile droite de l'armée turque. Enfin au dernier moment, après le départ du roi, on le rappelle à *Bude*, car il eût été impossible de faire cause commune avec le vayvode de *Valachie* puisque, pour prouver sa fidélité, celui-ci avait son fils comme otage dans le camp du Sultan.

Au moment de son départ *Szápolya* fit prier le roi par ses envoyés de ne pas quitter *Bude* avant qu'il n'y arrive avec toute son armée. Mais on n'écouta pas son conseil, parce qu'on craignit que si c'était l'épée de *Szápolya* qui sauvait le pays du danger turc, les traités de *Vladislas* et de *Maximilien* ne devinssent caducs et que ce ne soit pas *Ferdinand* qui monte sur le trône de la *Hongrie* après la mort de *Louis II*, mais *Jean de Szápolya* ou éventuellement son fils. Les principales personnalités de la cour veulent donc seules avoir le mérite de sauver la patrie; aussi forcent-elles l'évêque de *Pécs*, *Paul Tomori* d'accepter la bataille avec 25.000 hommes contre les 100,000 hommes et les 300 canons de *Soliman*. Il y avait cependant des aristocrates qui n'étaient pas du même avis. C'est un *Perényi* qui a dit au roi à l'issue du conseil de guerre : « Sire! dites au Père Paul d'écrire à Rome que le Pape inscrive ce jour d'aujourd'hui dans le calendrier comme jour consacré à la mémoire de 25.000 martyrs hongrois! » Parmi les 22.000 qui sont effectivement tombés sur le champ de bataille de *Mohács*, il n'y avait pas seulement le roi et la fleur de la noblesse hongroise, mais aussi *Georges*, le frère cadet de *Szápolya*.

On peut se convaincre de ce qui précède que toute cette effroyable tragédie n'a pas eu pour acteur un seul *Roumain* et que les historiens roumains ont tort de prétendre qu'elle avait pour cause l'aversion ressentie par les *Roumains* contre leurs oppresseurs magyars. La vérité est que la noblesse magyare considérait l'état militaire comme un privilège qu'elle

n'avait nulle envie de partager avec les paysans soit magyars, soit roumains. Il n'y avait que les habitants des districts militaires les *Sicules*, les *Cumans* et les hommes d'armes entretenus par le roi qui prenaient part à la guerre. L'armée de *Jean Hunyadi* est composée en majorité de *Sicules*, aussi le folkslore roumain lui donne-t-il le nom de *Jean le Sicule* souvent et jamais celui de *Jean le Roumain*. Pour le comte *Nicolas Zrinyi*, le grand poète patriote magyar du XVII[e] siècle, le recrutement des soldats ne doit se faire parmi les paysans que s'il n'y a plus de nobles valides.

La bataille de *Mohács* ne dura que quelques heures. Mais le roi *Louis II*, mourut à moitié écrasé par son cheval bardé de fer, et à moitié embourbé dans le lit marécageux de la *Csélé* ruisseau aux bords argileux et glissants dont les eaux s'étaient considérablement gonflées par suite d'une fatale série de plusieurs journées de pluies. Le roi de *Hongrie* ne laissait aucun enfant; d'après le traité renouvelé de *Pozsony*, les États de la couronne de saint Étienne revenaient à la maison des *Habsbourg*. Mais comme ce traité n'avait pas été promulgué constitutionnellement, la veuve du roi et le palatin *Báthory* se résolurent à convoquer à *Pozsony* une diète en vue de l'élection royale. *Ferdinand* s'y fit représenter comme prétendant, mais il acquiesça quand même à son élection motivée par la puissance de son frère *Charles-Quint*, seul souverain capable d'arrêter les progrès des *Turcs* (le 17 décembre 1526).

D'autre part les partisans de *Jean de Szápolya* se rassemblèrent à *Székes-Fehérvár* et, quoique peu nombreux, ils le proclamèrent roi de *Hongrie* et le couronnèrent incontinent (le 11 novembre 1526). Dans ces conditions, une collision armée devint inévitable. Le sort des armes favorisa *Ferdinand*, couronné à son tour dans cette même ville de *Székes-Fehérvár* par le même évêque de *Nyitra* le 3 novembre 1527. Aussi les envoyés de *Jean* étaient-ils déjà en route pour *Constantinople* pour implorer la protection du sultan, qui le rétablit sur son trône avec 200.000 hommes dans l'année 1529 et ayant occupé la capitale hongroise, la lui recéda en protecteur magnanime. Les luttes des deux rois ne cessèrent qu'en 1538,

quand ils conclurent secrètement la paix de *Nagy-Varád* en faisant le partage de la *Hongrie* : la partie occidentale et septentrionale échut à *Ferdinand* avec *Pozsony* comme capitale et la partie méridionale et orientale à *Jean* avec *Bude* comme capitale. Mais le dernier meurt en 1540, laissant un fils, *Jean-Sigismond* de son mariage tardif avec *Isabelle*, la fille du roi de *Pologne*. La guerre éclate alors de nouveau, *Isabelle*, son fils et son conseiller génial, le moine *Georges Martinuzzi* s'enferment à *Bude* qu'une armée de *Ferdinand* vient assiéger. Mais déjà *Soliman* II accourt à l'aide du fils de son protégé, défait l'armée des assiégeants pour s'emparer de *Bude* à son propre profit (29 août 1541) sous prétexte de la soustraire à la convoitise du parti hostile à *Jean-Sigismond* (1).

L'occupation de *Bude* par les Turcs a eu pour la partie orientale de la *Hongrie* appartenant de fait au fils de *Jean de Szápolya*, une importance capitale. Dépourvue de centre, elle était obligée de s'en créer un conforme aux intérêts vitaux d'un territoire et d'une population considérables. Et ce centre ne pouvait se trouver que dans une contrée stratégiquement avantageuse tant au point de vue de la défense qu'à celui de l'attaque. Or, sous ce rapport, la *Transylvanie* est un des pays les plus favorablement partagés du monde, comme il a été déjà dit au commencement de ce travail. Si donc la diète transylvanienne de 1542 élit *Martinuzzi* pour gouverneur du pays et pour lieutenant d'*Isabelle* et de son fils, si elle confirme l'union des trois nations de 1437, si elle adjoint un conseil composé de 21 membres (7 de chaque nation) au gouverneur en le plaçant à la tête de la défense nationale, ce ne sont pas tant des actes exécutés en vue d'une séparation de la *Hongrie*, que des mesures dictées plutôt par l'instinct de la conservation et inspirées par le patriotisme magyar le plus pur. Car servant de champ de bataille à la chrétienté et à l'islamisme aux prises, la *Hongrie* seule n'eût jamais pu faire survivre le génie magyar aux désastres qui avaient fondu sur elle, malgré le dévouement et l'abnégation de ses fils. L'établissement d'un État indépendant,

(1) J. Pauler : *A Habsburg-házboli királyok kora. Az osztrák-magyar monarchia irásben ès képben. Magyarorszàg*, vol. I, p. 145 et *passim*.

ayant le caractère magyar nettement accusé, offrait au contraire un asile tutélaire à la langue, aux traditions et aux coutumes des *Magyars*. Programme peut-être inconsciemment conçu par la plupart de ses auteurs, mais non moins religieusement exécuté par les princes régnants en *Transylvanie* depuis 1556, quand son indépendance est devenue un fait accompli, sous *Jean-Sigismond*, après l'assassinat du *frère Georges* et la courte vayvodie de *Dobó*, le héros du siège d'*Eger*, jusqu'à la principauté d'*Abafi* mort à *Vienne*, interné et recevant une pension de *Léopold Ier*, empereur du *Saint-Empire* et roi de *Hongrie*, surnommé « le Grand ».

Devant ces efforts tangibles des patriotes magyars, les historiens roumains ne craignent pas de parler de ceux que le vayvode d'origine roumaine *Etienne de Majláth* avait tentés pour fonder un État roumain, ou pour mieux dire, pour rétablir la *Daco-Roumanie*. Or, d'après l'historien hongrois M. *Alexandre Szilágyi*, « Majláth n'appartenait pas à ces étrangers qui se trouvaient nombreux dans l'entourage de Jean (de Szápolya) et qui aimaient sincèrement leur nouvelle patrie. Son ambition égalait la vilenie de son caractère et, tout en ayant des capacités brillantes, il ne poursuivait que des desseins antipatriotiques. Il était plus méchant que ces burgraves, fléaux de tous leurs pays, car il visait ouvertement, sans conditions, à la séparation de la Transylvanie et de la Hongrie en voulant placer la première sous le protectorat turc comme une vayvodie tributaire, semblable à celle de la Moldavie et de la Valachie (1). » Il convoqua une diète immédiatement après la mort de *Jean*, mais il se prononça en faveur de *Ferdinand* et, n'ayant pas obtenu de celui-ci tout ce qu'il désirait, il se rapprocha derechef d'*Isabelle*. Vaine tentative, car il fut abandonné de tous et, quand le sultan le fit attaquer par *Pierre Rarès*, le vayvode moldave, personne ne voulut lui prêter le moindre secours. Il se renferma alors dans *Fogaras* d'où *Pierre Rarès* réussit à le faire sortir sous un prétexte fallacieux. En s'emparant de lui, il l'envoya à *Constantinople* pour l'y faire mourir au cachot.

(1) Szilágyi Sándor, *Erdélyország története*. Pesth, 1866, p. 266.

Voilà le portrait que trace de *Pierre Rarès* l'historien roumain *Hilaire Papiu* dans son mémoire adressé au prince *Couza* : « Quand il entrait en Transylvanie — et il y est entré à peu près dix fois — il s'était d'abord réconcilié avec les Polonais afin de se garantir contre les Tartares, et ensuite il faisait son entrée en laissant croire qu'il soutenait tantôt les Turcs contre les Magyars, tantôt les Magyars contre les Allemands ou, en sens contraire, qu'il venait en aide aux Allemands contre les Magyars ou les Turcs, mais toujours au profit des Roumains, et toujours il retournait victorieux, en ayant battu un à un et successivement les ennemis héréditaires des Roumains. »

« Si ces deux grands hommes avaient vécu en bonne intelligence — c'est-à-dire *Majláth* et *Rarès* — ils auraient pu facilement changer la face des choses dans les provinces daciennes et établir entre elles une liaison amicale, afin de pouvoir forcer les étrangers — c'est-à-dire les *Magyars* — au respect envers ces principautés. Mais Majláth et Pierre ne pouvaient pas se supporter (1). »

C'est donc à cause de l'inimitié de ces deux grands hommes que le rétablissement de la *Daco-Roumanie* n'a pas eu lieu tout de suite après la catastrophe de *Mohács!* Il faut espérer que le peuple roumain est au fond très content de ne pas devoir l'accomplissement de ses rêves à des individus pareils et à une occasion semblable.

(1) *Documente istorice despre starea politica si ieratica a romaniloru din Transilvania*, *Vienna* 1850. p. 77 à 78.

CHAPITRE VIII

LA PROTESTANTISME ET LE ROUMANISME AU XVI[e] SIÈCLE.

L'instinct politique de *Pierre Rarés* était assez subtil pour deviner aisément les avantages que les vayvodes roumains pouvaient tirer du dédoublement de la royauté hongroise. En 1535, il traite avec *Ferdinand* par l'entremise de son envoyé *Reichersdorfer* et en 1536 il envoie son confident, nommé *Mathias*, à *Nagy-Várad* pour obtenir la rémission de ses infidélités de *Jean de Szápolya* qu'il avait intitulé dans un document daté du 29 septembre 1529 « son plus gracieux maître ». Mais il s'aperçoit que le ressentiment du sultan est plus profond. Pour fuir son courroux, *Rarès* se sauve en *Transylvanie* et se réfugie dans le château de *Csicsó*. Son extradition étant exigée par le sultan, *Jean* l'envoie comme ambassadeur à *Constantinople*, en le recommandant à la magnanimité du grand-seigneur. Celui-ci le fait interner dans sa capitale, tout en lui allouant un riche apanage. D'ailleurs, après les règnes éphémères d'*Étienne Lacusta* et d'*Alexandre Kornéa*, il renvoie *Rarès* sur le trône vayvodal où ce dernier ne termine son existence peu honorable qu'en 1546.

Sur ses successeurs immédiats voilà ce que l'on lit dans un ouvrage scolaire roumain : « Après la mort de *Pierre Rarès*, c'est son fils *Élie* que les boyards élisent pour vayvode. Il règne de jusqu'en 1551, mais, comme il aime mieux s'amuser et faire assassiner que gouverner, il cède son trône bénévolement à son frère et à sa mère, et il s'en va à *Constantinople* pour y embrasser la religion mahométane. Ce sont les excès qui remplissent le règne d'*Étienne Rarès* aussi (1551-1552) qui ne perpètre pas moins une foule de méfaits : il fait couper à l'un le nez, les oreilles, la langue, les mains, à l'autre il fait crever les yeux ou il fait verser du plomb dans la bouche ; une fois il était même décidé de faire mourir tout son divan. Ne pouvant

supporter plus longtemps ses cruautées inhumaines, un jour ses boyards s'entendent avec ceux exilés en *Pologne* et ils l'assassinent sur les bords du *Pruth*, dans le voisinage du « Pont de Czuczora ».

« Alors environ 300 d'entre les boyards s'en vont en Pologne pour ramener Petréa Lapusneanu afin d'en faire un vayvode. Un autre parti, à la tête duquel étaient le procureur moldave Sturdza et l'hetman Movila, circonvenus par Héleua, veuve de Pierre Rarès, élit Joldéa, le fiancé de Ruxanda, fille de Pierre Rarès. Les boyards précités envoyèrent contre eux, sous la conduite de Moczok, une armée composée de troupes polonaises auxiliaires et de boyards. Ce fut au village de Sipot qu'ils enveloppèrent Sturdza, Movila et Joldéa. Ceux-ci se défendent bravement mais inutilement, car, ayant mis le feu au village, Moczok les prend. Joldéa eut le nez coupé sur l'ordre de Lapusneanu et on l'enferma dans un couvent. Lapusneanu accorde son pardon aux deux autres boyards. De cette manière, le règne de Joldéa ne dura que trois jours. En montant sur le trône, Petréa Lapusneanu s'appela Alexandre (1552-1561). Il est entré en Transylvanie afin de pouvoir seconder les Turcs dans la reprise de Temesvár et de rendre à Isabelle et à son fils Jean-Sigismond la possession de la Hongrie. Mais il fut chassé lui-même de son trône par un Grec, nommé Jacob Héraclide ! »

Avant de raconter la curieuse vayvodie de cet aventurier extraordinaire, il n'est pas inutile de rappeler qu'il a été puissamment aidé dans son entreprise par l'idée dominante de l'époque : le *protestantisme*.

Ce sont des marchands saxons de *Nagy-Szeben* qui apportent avec eux les écrits de *Luther* en *Translyvanie* (1521). Et en même temps arrivent deux ex-moines allemands de *Silésie* pour y expliquer les écrits subrepticement introduits. Or le sol y était admirablement préparé à la réception de tout ce qui pouvait combattre le clergé catholique, car le doyen de *Nagy-Szeben* ne dépendait pas de l'évêque de *Transylvanie*, mais directement de l'archevêque d'*Esztergom*; il y avait donc des contestations continuelles au sujet de la dîme.

Celui qui avait le plus à souffrir de ces tiraillements, était le maire de *Nagy-Szeben* et en même temps l'*ispán* des Saxons, *Marc Pemflinger*. Aussi devint-il un des premiers adhérents de la nouvelle doctrine. Il ne put cependant pas empêcher que l'on brûlât les écrits de *Luther* sur une place de la ville, sur l'ordre de la diète, en 1523. Deux ans après, on promulgue la fameuse loi : « que les *Luthériens* soient tous extirpés du royaume et qu'ils soient pris et brûlés partout où on les trouve, non seulement par les gens d'église, mais par les séculiers aussi » (1). Mais à *Nagy-Szeben* nul n'ose l'exécuter, et quand le roi *Jean* la rappelle au conseil municipal un an après la catastrophe de *Mohács*, celui-ci ne craint pas d'ordonner l'éloignement immédiat de tous ceux qui ne veulent pas se conformer aux Évangiles, sous peine de mort (le 18 février 1529).

A *Nagy-Szeben* on ouvre une école pour enseigner les doctrines de *Luther*, et *Brassó Hunter* établit une typographie pour les imprimer, de manière qu'en 1544 l'assemblée plénière des *Saxons* pouvait déjà ouvertement imposer la religion luthérienne à toute la nation saxonne. En 1545, on décide, à l'assemblée de *Medgyes*, l'élection d'un évêque protestant (surintendant). Mais l'investiture de cet évêque n'eut lieu qu'après l'assassinat du *Frère Georges*, — cardinal *Martinuzzi* — qui fit deux fois citer *Hunter* soit devant la diète de *Kolozsvár* (en 1543,) soit devant la reine *Isabelle* à *Gyulafehérvár* où peu s'en fallut que son remplaçant, *Mathias Glatz*, n'ait le sort de *Jean Huss*.

Les doctrines nouvelles remportèrent des succès considérables parmi les *Magyars* aussi. En 1538, il y a une discussion théologique en présence du roi *Jean*, à *Segesvár* entre maître *Étienne Szántai* et quelques prêtres amenés de *Nagy-Várad*. Le chanoine *Martin Kálmáncsehi* y fonctionnait comme arbitre et quoique *Martinuzzi* ait conclu à l'exécution de *Szántai* et que le roi l'ait exilé, *Kálmáncsehi* se sentit ébranlé dans sa foi

(1) 1525. *Articul.* IV, § 4. *Lutherani etiam omnes de regno extirpentur. Et ubique reperti fuerint, non solum per ecclesiasticas, verum etiam per sæculares personas libere capiantur et comburantur.*

catholique et devint un des plus fervents apôtres de la nouvelle doctrine. Seulement, ce sont les explications de *Calvin* que les *Magyars* acceptent de préférence tant en *Hongrie* qu'en *Transylvanie*. De là une polémique très violente qui semble tourner d'abord à l'avantage des *Luthériens*, mais qui finit après la conversion au calvinisme de quelques *Luthériens* renommés, tels que *Gaspard Heltai* et *François David*, avec le triomphe définitif de l'enseignement du réformateur genevois.

En 1557, la diète de *Torda* permet que « chacun puisse suivre sans contrainte l'ancienne ou la nouvelle religion ». C'est l'année suivante que la reine *Isabelle* confirma l'élection de l'évêque luthérien *Mathias Hébler*, tandis que le calvinisme n'est accepté officiellement que par la diète de 1564.

Il y avait, à ce moment, entre les chefs des protestants calvinistes et luthériens hongrois et les réformateurs allemands un commerce de lettres très suivi. On s'adressait à ces derniers pour avoir leurs conseils et leurs encouragements et on leur communiquait en même temps tout ce qui pouvait favoriser la religion nouvelle. C'est ainsi que les disciples de *Luther*, dès qu'ils se sentent plus forts, s'occupent des *Roumains* aussi. « Il y a ici un peuple écrit *Adalbert Wurmloch* de *Besztercze* en 1546 à *Jean Hess* (1), qui ne diffère pas de nous seulement par ses coutumes et sa langue, mais aussi par sa religion. Nous l'appelons le peuple vlach. Quoique croyant en Jésus-Christ, il n'a jamais été soumis au joug de Rome. Son culte est tout à fait dissemblable du nôtre. Chez ce peuple on baptise par immersions dans une rivière, on se sert à la Sainte Table de pain dans lequel il y a du levain, et de vin. Ils ne lisent ni l'Évangile ni les lettres de Paul dans leur propre langue, mais dans une langue étrangère que nous appelons « die Ratzische Sprach » (la langue serbe). Elle est incompréhensible pour le peuple sans les commentaires du clergé. Parmi les nôtres, il y en a plusieurs qui possèdent la langue de ce peuple. Le catéchisme est traduit dans cette langue vlacque et il a été imprimé ici à Szeben (ville, qui est notre capitale, à nous Saxons tran-

(1) H. Wittstock, *Beiträge zur Reformations-geschichte des Nösner-Gaues*. Wien, 1858, p. 59.

sylvaniens) avec des caractères soi-disant serbes, qui ressemblent quelque peu aux caractères grecs. Plusieurs l'acceptent parmi les popes comme un livre sacré, mais plusieurs le rejettent complétement ! »

« Comme il y a beaucoup de Grecs à Brassó, écrit *Georges Haner* (1), — le très-docte Wagner édite le catéchisme en grec en 1544, fait que les universités allemandes accueillent avec une grande joie. Il n'y a que les Vlachs qui ne profitent pas de la lumière; leurs popes très ignorants, qui peuvent à peine lire leurs chants ordinaires, repoussent et dédaignent le nouveau culte. »

D'autre part, voilà les lignes que l'on peut lire dans les écrits du pasteur de *Brassó* nommé *Marc Fuchs* : « Ce fut dans la même année (1559), le 12 mars, que conjointement avec les conseillers municipaux, Jean Benkner réforma l'Église des Vlachs, en leur enjoignant d'apprendre le catéchisme (reformavit ecclesiam Valachorum et præcepta catecheseos illis discenda proposuit) (2). »

Traduire le catéchisme luthérien en grec et en roumain et vouloir réformer une église valaque sont trois faits se rapportant aux tendances évangélisatrices des protestants, mais avec trois nuances différentes.

En sa qualité d'helléniste achevé et croyant trouver un allié puissant nouveau contre le catholicisme, *Mélanchton* caressait avec amour l'idée d'un rapprochement avec l'Église grecque-orientale dont certains dogmes se ressemblent au point de vue luthérien. Il savait aussi quel rôle prépondérant échoit dans cette église à l'hellénisme en fait de hiérarchie. Si donc *Wagner* s'impose le travail de traduire en grec le catéchisme, il le fait pour exécuter le désir de son maître et pour faciliter ce rapprochement. Il n'est pas resté purement littéraire. Par l'entremise d'*Étienne Gerlach*, d'un des secrétaires de *David Ungnad*, l'ambassadeur de *Maximilien II* à *Constanti-*

(1) *Historia ecclesiarum Transylvanicarum. Auctore* GEORGIO HANER. Francoforti 1794, p. 205.

(2) JOSEPH TRAUTSCH, *Schriftsteller Lexikon, oder biographisch-literarische Denkmaler der Siebenbürger Deutschen.* Kronstadt, 1868, vol. I, p. 103.

nople, le disciple préféré de *Mélanchton*, Martin *Crusius* (Crauss) envoya une lettre au patriarche *Jérémie* en y joignant celle du chancelier de l'université de *Tubingue*, Jacques *André*. Il n'eut de réponse que deux ans après, exprimant très-courtoisement les remerciements du patriarche pour l'attention des théologiens allemands ainsi que son espoir de les voir revenir à l'enseignement du *Christ* et à l'Église véritable, à l'Église orthodoxe. Alors *Crusius* et *Gerlach* lui font parvenir la confession d'Augsbourg » et ils écrivent : « Il est possible que le Père Céleste nous unit dans le Sauveur et que les villes de *Constantin* et de *Tubingue* se réunissent dans l'amour chrétien. » Nouvelle réponse polie du patriarche mais insistant déjà sur la sagesse de ses correspondants « qui ne placeront rien avant la vérité, c'est-à-dire avant Jésus-Christ ». Après un échange de deux lettres, les théologiens de *Tubingue* entament, en 1580, la critique même de l'orthodoxie en attaquant son dogme au sujet de l'invocation des Saints. C'était plus que ne pouvait supporter le patriarche; il leur répondit donc que *saint Paul* étant d'avis d'abandonner l'hérétique déjà deux fois vainement redressé, il n'accuse réception de leur lettre que pour les prier de ne plus écrire sur des sujets dogmatiques. La dernière lettre des théologiens n'eut aucune réponse.

« Invetatura crestineascà » était le titre du catéchisme luthérien traduit en roumain. On n'en possède aujourd'hui aucun exemplaire quoique son existence soit dûment constatée non seulement par *Wurmloch*, mais par le livre de comptes du conseil municipal de *Nagy-Szeben* de 1544, dans lequel il est dit que : « Ex voluntate dominorum dati sunt M. Philippo Pictori pro impressione catechismi Valachi bibale, 2 fl. »

Ce catéchisme est le premier produit de la littêrature roumaine. C'est donc le protestantisme transylvanien qui a réveillé le premier la conscience nationale des *Roumains* en introduisant leur langue par plusieurs livres — traduction d'un « Homiliaire, » du « Pentateuque » — dans le monde religieux, où jusque-là c'était le bulgare et dans les hautes sphères de la *hiérarchie* c'était le grec, qui régnaient. Et si l'on admet que

ce zèle déployé ne visait pas le réveil du roumanisme, on doit convenir qu'il n'était pas inspiré par le désir de le magyariser non plus. Les préoccupations des premiers protestants étaient trop transcendantes pour qu'ils pensent à autre chose qu'à la propagande de leur religion. S'ils emploient la langue de chaque peuple qu'ils veulent catéchiser, c'est pour lui rendre la lecture de la *Bible* et surtout des *Évangiles* plus accessible.

Au début, ils restaient naturellement sur le terrain de la seule persuasion, n'étant pas sûrs de leur lendemain eux-mêmes. Mais ayant été officiellement reconnus, ils parlaient aussitôt un langage moins humble : à la diète de *Szeben*, tenue en 1566, on prend déjà la résolution : « que la prédication des Évangiles ne soit empêchée au milieu d'aucune nation ; il faut même que les idolâtries et les blasphèmes en soient bannis et y cessent. Il a donc été décidé de nouveau, que les idolâtries soient abolies dans toutes les nations de cet empire et que les paroles de Dieu y puissent être librement prêchées et surtout parmi les Valaques, dont les pasteurs, étant aveugles eux-mêmes, ne conduisent que des aveugles, et entraînent ainsi à leur suite des communes entières dans le précipice. A ceux, qui ne veulent pas ouvrir les yeux à la vérité, Sa Majesté ordonne de discuter au sujet de la Bible avec l'évêque Georges, le surintendant et de se prêter à la compréhension de la vérité. Ceux qui ne voudraient pas céder à la vérité comprise, qu'ils soient évêques valaques, ou popes ou caloyers, doivent être éloignés, et que tous n'écoutent que Georges, l'évêque élu et les ecclésiastiques qu'il a choisis. Et que ceux par qui ces derniers seraient tourmentés, soient punis par une peine réservée à l'hérésie. »

La diète de 1577 vote une décision sous le coup de préoccupations semblables. « Comme il y a des Valaques nombreux éclairés par la sagesse de Dieu pour abandonner l'Église grecque et pour lire les paroles de Dieu dans leur propre langue, et comme leur évêque est mort, nous avons décidé qu'ils élisent, eux aussi, un homme sage et craignant Dieu, afin que la prédication des paroles du Seigneur ne soit pas interrompue mais, au contraire, de plus en plus répandue. » Le synode

des *Calvinistes* tenu à *Debreczen* en *Hongrie* décide, de son côté, que les *Valaques* calvinistes doivent procéder à l'élection de doyens, et qu'il faut veiller à la conversion réelle des popes, qui n'embrassent très souvent la religion réformée que pour se libérer du servage (1).

Ces avis comminatoires au sujet de l'élection d'un évêque et des doyens roumains indiquent clairement que, dans l'esprit de la législation séculière et ecclésiastique, il ne s'agissait nullement de magyarisation, mais de la propagande efficace du protestantisme. C'était l'idée dominante de l'époque aussi bien chez les *Magyars* que chez les *Roumains* qui ne reculaient devant aucune violence pour faire des prosélytes en faveur de l'orthodoxie.

Voilà, à cet égard, un fait raconté par le témoin oculaire *Minas Tochati*, dont les écrits se trouvent dans la bibliothèque de l'église grecque-catholique de *Szamos-Ujvár* depuis le règne d'*Abafi*. « C'est Étienne qui règne comme vayvode des Roumains en 1551. Des Arméniens nombreux et distingués habitent sa principauté et ils sont tous bons chrétiens. Mais il leur arrive tout à coup un grand malheur. Le dimanche matin (16 août 1551), leur église, consacrée sous l'invocation de la bienheureuse sainte Vierge, reçoit la visite du vayvode Étienne, qui y pénètre à cheval. Il prit l'ostensoir et le jeta par terre, où des pieds sacrilèges le piétinèrent. On emporta les tableaux de l'église, celui du maître-autel notamment, les croix et les vases sacrés. Après les avoir liés, on mit les prêtres et les moines au cachot. Le lendemain, tout fut emporté de l'église de Szucsava : ensuite on la détruisit à l'aide de canons amenés de la forteresse. Chacun se sauva, comme il put : dans les caves, dans les forêts. On transporta la cloche et les tableaux dans l'église roumaine de Szucsava. »

« ...On fit couper les cheveux de l'évêque et on lui fit raser la barbe et on le fit habiller dans des vêtements portés par les popes orthodoxes... Il fit rassembler (le vayvode) les voith, les arméniens et il les fit rebaptiser en disant : « Je ne veux

(1) Hunfalvy Pal, *Az oláhok története*. Vol. II, p. 333

pas qu'il y ait des Arméniens dans ma principauté ; que chacun vive selon le rite grec. » ... Les Arméniens de Botosàn promirent au vayvode tous les objets précieux de leur églsie s'il voulait l'épargner, mais en vain, car elle fut détruite aussi... En voyant tout ceci, de nombreux Arméniens quittèrent le pays. »

Ce fut donc au milieu d'une société bouleversée par les troubles religieux que *Jacob Héraclide* monta sur le trône de la *Moldavie*. Il naquit en 1510 sur l'île de *Crête* d'un père marin, et de son vrai nom il s'appelait *Jean Bazilik*. Dès son adolescence, il entra dans le service d'un riche *Grec* nommé *Jacob* qui avait la prétention de descendre de la famille des *Héraclides* et qui s'intitulait « Despote des îles de Samos et de Paros. » Il prit en affection le jeune *Bazilik* à cause de son esprit très ouvert et lui fit donner une éducation soignée par les meilleurs maîtres latinistes et hellénistes.

Comme chef d'une troupe de mercenaires grecs, *Jacob Héraclide* entra au service de *Charles-Quint* et se distingua particulièrement en *Péloponèse*. Il passa ensuite en *Espagne* en emmenant avec lui son jeune protégé. Là il mourut en adoptant *Bazilik* et en le faisant son héritier. Alors celui-ci prend le nom de *Jacob Héraclide* et se donne pour le fils du défunt. Son successeur à la tête de ses *Albanais* et *Grecs*, il sait si bien gagner les bonnes grâces de l'empereur qu'il en obtient tous les privilèges de son père adoptif, avec le droit — en sa qualité de despote, — d'avoir un poète de cour et un secrétaire! En 1566 on le voit s'installer avec son ami *Diassorénos*, seigneur de la *Doride*, à *Wittemberg*, où il tient une véritable petite cour et ayant lié amitié avec *Mélanchton*, il se convertit au protestantisme. De *Wittemberg* il passe en *Pologne* avec une lettre de recommandation très chaude de l'électeur de *Brandebourg* pour le chancelier lithuanien *Radzivil*, chef des protestants polonais. Ici il exhibe l'arbre généalogique de son père adoptif, légalisé par *Charles-Quint*, d'où il appert que la femme de *Pierre Rarès*, *Hélène Héraclide*, était une parente de son père et que lui-même en est le fils, conséquemment qu'il est frère de *Roxanda*, de la femme du vayvode *Lapus-*

neanu. Donc, en réalité, c'est à lui que revient le trône de la *Moldavie!*

Aidé par *Radzivil*, il y fit sa première apparition en 1557 mais, quoique ayant capté quelques boyards et ayant promis la délivrance du pays du joug turc, il ne s'y crut pas en sûreté. Pour un moment, il se fixa à *Brassó*, pendant le temps nécessaire à l'impression de sa généalogie, ensuite il se dirigea vers l'*Autriche* où il fit la connaissance de l'archiduc *Maximilien*, fils de *Ferdinand*. Mais comme il ne pouvait en obtenir beaucoup, il reprit le chemin de la *Pologne*. En route, il s'arrêta chez *Laszky*, le gouverneur polonais des treize villes du *Szepeség*, qu'il sut gagner à sa cause et par l'entremise duquel il se lia avec les capitaines *Roussel* et *Székely*, l'un *Français*, l'autre *Hongrois*, dont il fit ses généraux.

Il organise là deux expéditions. Pour la seconde, il dispose de beaucoup d'argent donné par *Laszky* et par *Ferdinand* et il se procure la permission de recruter des soldats en *Hongrie*. Pour endormir la vigilance du vayvode *Lapusnéanu* non seulement il simule d'être gravement malade, mais aussi d'être bel et bien enterré à *Késmark*.

Alors *Székely* se jette inopinément sur la *Moldavie* et comme *Moczok*, le général de *Lapusnéanu* ne demande que trahir son maître, les évêques et les boyards n'hésitent plus à reconnaître *Héraclide* pour leur vayvode sous le nom de *Jean*. On le reconnaît pour tel et peu de temps après à *Constantinople* aussi, malgré la présence et les intrigues du fugitif *Lapusnéanu*.

Mais les *Moldaves* ne tardèrent pas longtemps à s'inquiéter au sujet de la vraie religion de leur vayvode *Jean*. S'il a juré obéissance au patriarche de *Constantinople*, il ne peut pas cacher complètement ses vrais sentiments à l'égard du protestantisme. Il fonda une école à *Cotnár*, endroit à moitié magyar et à moitié saxon, à la tête de laquelle il plaça comme directeur le renommé protestant *Sommer*. Le gendre de *Mélanchton*, *Gaspar Pencer*, ainsi que *Joachim Rheticus*, le savant cracovien, y professèrent les humanités.

Il eut aussi le tort de mettre un terme aux excès polygamiques de ses sujets. S'attribuant la faculté de juger en dernier

ressort dans les procès de divorce, il sévissait avec une sévérité extrême contre tous les coupables de bigamie. *Sommer,* son biographe, prétend qu'il en a fait exécuter six en une heure.

D'une part, ayant éveillé les soupçons du clergé orthodoxe et, de l'autre, s'étant attiré la haine des libertins, il combla la mesure de ses fautes aux yeux de ses boyards par son mariage avec la fille du geôlier protestant de *Cracovie*, nommé *Zborovsky*. Livrer au sultan *Schreiber*, le colporteur des imprimés des protestants, ne pouvait plus changer l'opinion publique en sa faveur. Aussi, dès qu'on s'aperçut qu'il avait congédié ses généraux *Szèkely* et *Roussel*, on conspira d'abord contre ses partisans — on empoisonna l'évêque *Luzsinsky* — ensuite contre *Jean* lui-même.

Il se répand en *Moldavie* tout à coup le bruit d'une invasion des *Tartares*. Alors le vayvode envoie incontinent à la frontière ses trois cents cavaliers magyars, encadrés de plusieurs milliers de *Moldaves*, mais ils ne trouvent nulle part trace des envahisseurs. Campés ensemble, les *Magyars* sont massacrés pendant la nuit par les conspirateurs. Le lendemain, ils entrèrent à *Szucsava*, où résidait *Jean*, pour y attaquer le château vayvodal et pour y exterminer tout le monde. Ils égorgèrent la veuve de *Luzsinsky;* ensuite, ayant fait périr les marchands étrangers dans la ville, ils se rendirent à *Cotnár* où ils détruisirent l'école. Les élèves furent dispersés, les professeurs et les prêtres assassinés. Le directeur *Sommer* ne se sauva qu'avec grande peine.

Les auteurs roumains ne parlent de cette école que dédaigneusement. « L'école fondée à Cotnár par le despote-vayvode en 1562, dit *A. Densusiano* (1), dont on a tant parlé chez nous, était une école étrangère ayant une destination religieuse. Le despote la plaça à Cotnár parce qu'il y avait là une population étrangère considérable composée de Magyars et de Saxons catholiques. »

C'est avec l'aide de la *Hongrie* que le vayvode *Jean* est

(1) *Istoria timbei si literaturei române.* Editiunea a doua. Jasi. 1894, p. 133 et 134.

monté sur le trône de la *Moldavie*, c'est dans un endroit habité par des *Magyars* et des *Saxons* qu'il a fondé la première école sur le territoire moldave, donc c'est sous l'égide magyare qu'il a allumé le flambeau de la civilisation occidentale en pays roumain. On l'a éteint par ressentiment religieux, préférant l'obscurantisme slave à la lumière des idées occidentales, dont la propagation en Orient était de tout temps un devoir sacré pour la *Hongrie*. Des actes semblables à la destruction des écoles de *Cotnár* font que les *Roumains* restent étrangers à la commotion intellectuelle produite par la *Réforme*. Or c'est la participation aux mouvements intellectuels engendrant le progrès de l'*Humanité* qui rattachent les moindres aux grandes nations, et non pas l'origine commune ou la parenté. La race magyare a incontestablement une origine asiatique, mais elle est attachée par tout son passé millénaire à l'Occident, car il n'y a pas d'appel intellectuel, moral ou esthétique adressé à l'*Europe* qui n'ait trouvé dans son sein un écho des plus sympathiques.

Dix-huit ans après la mort du despote-vayvode, c'est un autre aventurier qui monte sur le trône de la *Moldavie*. *Janco Sasu* ou *Joan Lutéranul* se fait passer pour un fils naturel de *Pierre Rarès*, mais en réalité il est *Saxon*, comme son nom l'indique. « Le vayvode Janco commit beaucoup de méfaits pendant son règne, dit *Miron Gostin*, de qui tout le pays se détourna avec dégoût, car il n'aima pas la vraie religion. » En effet on sait pertinemment que le compétiteur du vayvode *Pierre Schiopoul* avait aussi des velléités de propagande en faveur du protestantisme et peut-être eussent-elles été couronnées de succès s'il ne s'était pas rendu odieux à cause de sa vie dissipée et de ses extorsions, et si le roi de *Pologne*, *Etienne Báthory*, ne l'avait pas chassé de la vayvodie au bout de trois ans.

Ce furent, au contraire, les *Turcs* qui chassèrent *Pierre Schiopoul* après que, pour la quatrième fois, il eût pris possession du trône moldave. Alors commença sa mise à l'enchère à *Constantinople*. *Mihnéa* offre 30,000 ducats, un autre 500,000 écus, un *Juif* nommé *Manole* 600,000. Mais *Aron* l'emporta car il promit un million, dont il a payé la moitié au comptant, l'ayant emprunté à des riches marchands grecs, turcs et juifs.

« Voilà comment fut mis à l'enchère le pays de Stéfan cel mare! — s'écrie l'auteur d'un livre scolaire (1). D'ailleurs on considéra toutes les deux vayvodies comme propriétés appartenant aux esclaves du sultan, puisqu'il héritait de leur fortune. On ne savait jamais quel était le tribut payé par l'État, car il s'augmentait tous les ans... Les vayvodes n'étaient que des espèces de mercenaires, qui n'étaient au trône que pour encaisser le tribut, mercenaires qui se précipitaient du trône mutuellement pour mieux satisfaire la soif d'or des Turcs, à qui il fallait payer au moins 200,000 ducats à chaque avènement au trône. »

« Et la Moldavie devenait un désert par suite des incursions dévastatrices des Tartares, des Turcs et des Cosaques, et à cause des famines et des ravages des pestes fréquentes. La misère y était si grande que quand le roi de Pologne, Étienne Báthory, la traversa en 1576, le vayvode Pierre Schiopoul ne pouvait lui envoyer que du pain bis vendu très cher. En écrivant au grand vizir deux ans plus tard, ce même roi raconte que la situation de la Moldavie était devenue tellement précaire que des voleurs ordinaires y montent au trône vayvodal. »

Et ce qui se passe en *Valachie* à cette époque n'est guère plus édifiant. Dans les soixante-quatre ans qui s'écoulent de la mort de *Radu de la Afumati* jusqu'à l'avènement du célèbre *Michel le Brave* (de 1529 à 1593), dix-neuf vayvodes y occupent successivement le trône, parmi lesquels deux seulement ne meurent pas de mort violente. *Radu Calugarul* régna douze ans (1534 à 1546), mais étant tombé au pouvoir des *Turcs*, il termina ses jours dans un couvent de la *Palestine*. Son successeur *Mircea Ciobanul* (1546 à 1552), fils de *Radu de la Afumati*, était berger dans les *Balkans* avant de devenir vayvode. Il finit également en captivité à *Constantinople*. *Petrasco* le remplaça avec avantage, mais il mourut empoisonné (1557), laissant trois fils dont l'aîné fut *Pierre Cercel* (1583 à 1586), homme religieux, mais pusillanime que les vicissitudes de la politique conduisirent à *Venise* où il usa, mais en vain, même de la médiation du

(1) Tocilesco, *Istoria românа*, p. 111.

roi de *France* auprès du sultan pour ressaisir le pouvoir. *Mihnéa* donna 700,000 piastres pour le trône vayvodal (1585 à 1590), mais il ne put le conserver, car *Stéphan Surdul* l'achète pour 500,000 ducats (1590 à 1592). Alors *Mihnéa* devient mahométan et promet au sultan la conversion au mahométisme de tous ses compatriotes, mais il tombe comme bey à la bataille de *Tirgoviste* en disputant le pouvoir au héros roumain *Michel-Vitéazul*, dont le souvenir est pieusement gravé dans la mémoire du peuple roumain et dont on peut admirer la statue équestre sur une des plus belles places de *Bucarest !*

C'est à la même époque — exactement en 1557 — que l'on rencontre en *Transylvanie* les premiers indices d'une organisation hiérarchique de l'Église grecque orientale, car ce fut dans cette année que la reine *Isabelle* confirma l'évêché de *l'igumen* — du prieur — du couvent de *Felsö-Diod*. Jusque-là il est impossible d'y constater, à l'aide de documents authentiques, l'existence du haut clergé orthodoxe, ou, selon l'expression de *Baritio* : « il nous est impossible de savoir si le clergé roumain grec-oriental jouait un rôle quelconque en Transylvanie avant la Réforme. »

En ce qui concerne les *Roumains* de la *Hongrie*, il y a quelques documents du XIV[e] et du XV[e] siècle qui se rapportent au règlement de la situation de leur clergé Une lettre d'*Antoine*, patriarche de *Constantinople*, datée de 1391 et citée dans un rescrit de *Vladislas II* (1494), nomme *Pacome* à la fois *igumen* du couvent de *Saint-Michel*, fondé par le vayvode *Balitza* et par son père, maître *Dragos*, — et *exarque* de tous les fidèles dépendant du couvent et de ceux habitant en *Szilágy*, à *Erdöd*, dans *Ugocsa*, dans *Ungbereg*, à *Csicsò*, à *Bálványos* et à *Bisztra*. « Après la mort de Pacome, Balitza et Dragos auront le droit — d'accord avec les moines — d'élire un nouvel igumen, qu'ils vénéreront également comme un igumen du patriarche. » Donc c'est l'*igumenat* que prend pour point de départ de son développement la hiérarchie orthodoxe aussi bien en *Hongrie* qu'en *Transylvanie*.

En 1479, le roi *Mathias* exempte le clergé roumain de *Marmaros* du payement de tout impôt sur la demande du métropolite de *Belgrade*, nommé *Jovanychik*. Et comme on appelle en

roumain *Gyulafehérvár* pareillement *Belgrade*, les historiens ecclésiastiques roumains n'hésitent pas à revendiquer ce métropolite pour leur compte, feignant d'ignorer la tournure serbe du nom *Jovanychik* et supposant que le fils du glorieux vainqueur de *Belgrade* en *Serbie*, se fût servi du même nom, connu des *Roumains* seuls, pour désigner une autre ville.

Et l'importance de l'église roumaine n'est pas beaucoup plus considérable en *Transylvanie* même, à la fin du XVI[e] siècle, puisque le traité conclu le 25 mai 1595 entre *Sigismond Báthory* et le vayvode *Michel*, où cependant celui-ci reconnait pour maitre le souverain de la *Transylvanie*, contient le passage suivant : « Son Altesse Sérénissime — c'est-à-dire *Sigismond* — maintiendra tous les ordres ecclésiastiques et monastiques ainsi que ceux des caloyers dans leurs anciens us et coutumes, rites, cérémonies et privilèges, ils pourront aussi librement toucher tous leurs revenus. Car toutes les églises valaques sises dans les possessions de Son Altesse seront sous la juridiction et à la disposition de l'archevêque de Tirgoviste (qui se trouve en Valachie), toutefois en tenant compte du droit ecclésiastique et des règlements de ce royaume (la Transylvanie) et elles pourront encaisser leurs revenus usuels et ordinaires (1). »

Il appert de ce document que l'église roumaine de la *Transylvanie* dépendait du métropolite de la *Valachie* ou, comme il s'appelait officiellement : de l'*Ungro-Valachie*. En énumérant les droits et les devoirs de celui-ci, le « Pravila biserecésca » indique clairement que c'est à lui aussi de consacrer les évêques de *Transylvanie*. Et de quelle époque date la fondation du siège de ce métropolite ? Du temps du vayvode *Alexandre Basarab*, car c'est en 1359 que le patriarche et le synode lui envoient, sur sa demande, *Hyacinthe*, le métropolite de *Vitzinès*, afin qu'il ait aussi un véritable pasteur. Ce métropolite dépend directement du patriarche qui prévient le vayvode qu'il faudra s'adresser de nouveau à lui ou à ses successeurs, si l'on veut avoir un autre métropolite après la mort de *Hyacinthe*.

En *Moldavie*, les fidèles de religion grecque-orientale appar-

(1) Pray, *Dissertationes historico-criticæ*. Vienna 1774, p. 140 et 141

tenaient à l'évêché de *Halics*, dépendant du métropolite russe de *Kiev*. Prenant en considération l'accroissement considérable de la population de la vayvodie, celui-ci nomme, en 1395, deux évêques pour la *Moldavie*, dont l'un appelé *Joseph* est originaire du pays. Mais le patriarche de *Constantinople* juge ces nominations comme attentatoires à ses droits. Il excommunie donc les nouveaux évêques et il envoie dans leurs diocèses le protopope *Pierre* pour y pourvoir aux fonctions épiscopales, la consécration des prêtres exceptée. D'autre part un évêque serbe, nommé *Jérémie*, y apparaît aussi. Alors *Alexandre*, le nouveau vayvode moldave, s'adresse directement au patriarche (1401) et lui demande la confirmation dudit *Joseph*, son parent, — demande à laquelle le patriarche obtempère d'autant plus aisément, qu'entre temps *Jérémie* est devenu archevêque de *Trnovo*, laissant la population sans pasteur. Ce sont deux membres du haut clergé qui, envoyés par le patriarche à cet effet, consacrent *Joseph* et donnent à la vayvodie moldave une organisation religieuse complètée.

En face de ces faits avérés, dont les moindres circonstances sont, comme on le voit, fidèlement racontées par les documents authentiques, l'historiographie ecclésiastique roumaine ne sait donner aucune preuve convaincante en faveur de l'existence, antérieure au XVe siècle, de l'Église roumaine en *Transylvanie*. Elle dépendait du métropolite de la *Valachie*, dont la création ne date que de 1359; donc à ce moment elle devait se trouver dans un état encore bien embryonnaire pour dépendre d'un métropolite aussi récent et étranger. Mais si l'église roumaine de la *Transylvanie* ne remonte pas à l'époque de la conquête romaine, que deviennent l'origine et la continuité daciques? Ce sont elles qu'essaient de sauver les *Sinkaï*, les *Claino* et les *Popea* quand ils créent avec plus de fantaisie que de bonne foi plusieurs séries de métropolites transylvaniens. Le célèbre traducteur de la Bible en langue gothique, *Ulphilas* y figure avec ses successeurs *Sevinas* et *Ulinas*, malgré qu'ils soient ou fondateurs de la litérature allemande, ou conseillers des rois *Goths*. Comme il y a deux évêques venant des deux *Dacies* qui assistent au quatrième concile œcuménique (451) et comme un autre,

nommé *Paul*, ayant pour diocèse les mêmes pays, est présent au cinquième, ils en font tranquillement des métropolites roumains sans s'inquiéter de leur nationalité ou de celle de leurs fidèles.

Si du *Hiérothéus*, que *Bolosudes* et *Gylas* ont amené avec eux de *Constantinople* au x[e] siècle ils font aussi un évêque, ce n'est qu'un demi-mal, car il pouvait l'être très facilement. Mais d'après *Samuel Claino* (1) « le roi Étienne permit aux Roumains d'élire un autre évêque pour remplacer Hyérothéus. Ce fut l'archevêque d'Argès qui consacra cet évêque nouvellement élu. » Or ce qui précède dit assez clairement qu'il n'y avait pas alors d'archevêché à *Argès*, et *Claino* et assez prudent pour ne pas donner le nom de cet évêque nouveau. Depuis 1348 jusqu'à 1620 il y a déjà une suite ininterrompue de métropolites transylvaniens, si l'on croit à ce même *Claino* qui les énumère avec un imperturbable sang-froid et dont les indications sont très sérieusement corrigées et redressées par *Popea* et *Cipario*.

« Où était le siège de cette métropolie, écrit ce même *Popea*, nous ne pouvons pas le savoir pertinemment faute de documents historiques. Mais si nous considérons l'histoire et les preuves que nous avons avancées dans ce livre, nous pouvons affirmer avec certitude que le siège de cette métropolie était depuis Hyérothéus jusqu'à sa suppression Gyulafehérvár.... On ne peut pas parler avec autant de certitude des temps qui précèdent Hyérothéus car on ne possède aucune donnée positive de ces époques et on ne peut que se fier aux réflexions. Mais précisément en se basant sur ces réflexions approfondies, nous pouvons certifier que le siège de la métropolie transylvanienne était Gyulafehérvár dans les époques antérieures à Hyérothéus. » Genre de conclusion qui a été si bien exprimé pour tous les siècles et pour tous les endroits dans la célèbre phrase que *Molière* met dans la bouche de *Sganarelle* : « Voilà justement ce qui fait que votre fille est muette. »

Pour ne pas croire à l'importance de l'église roumaine dans la *Transylvanie* de cette époque, il suffit d'ailleurs de se rap-

1. N. Popéa, *Vechia metropolia orthodoxa romana a Translyvanici*. Sabiniu. 1870.

peler les conditions brillantes où se trouvaient alors les églises nationales des deux vayvodies roumaines. « Comme en Italie, dit M. *Jon Bogdan*, le savant professeur de l'Université de *Bucarest*, où c'étaient les Grecs fuyant devant les Turcs qui provoquaient la renaissance, le renouveau des études classiques et des arts antiques, ainsi jetaient chez nous les Bulgares, réfugiés et fixés dans les cours vayvodales et dans les couvents, la base de cette littérature roumano-bulgare, par laquelle nous étions dominés depuis le XIV[e] jusqu'au XVII[e] siècle. Les couvents de la Valachie et de la Moldavie ne conservaient pas seulement ce qui avait été créé antérieurement par les Bulgares, puisque c'est dans nos manuscrits que subsistent les chroniques bulgares, mais ils ont fait faire des progrès aussi à la littérature et à l'art bulgares en même temps. Ce sont les Roumains qui ont perfectionné l'écriture cyrillique également ; car on trouve dans nos couvents des manuscrits plus beaux que ceux venant de la Bulgarie, qui ne peuvent pas leur être comparés. Ce sont les Roumains encore qui ont perfectionné la miniature et la peinture des « ikon », l'architecture religieuse et l'art décoratif. »

De ce renouveau scientifique, de cette renaissance artistique on ne rencontre aucune trace en *Transylvanie*, parce que le roumanisme n'y était pas assez avancé pour fournir un terrain avantageux au développement. Là les *Roumains* se montrent, au contraire, tellement inférieurs aux trois autres nations, que celles-ci les tiennent en tutelle. Mais elles sont loin d'être marâtres, comme le prouvent plusieurs dispositions législatives des « Approbatæ Constitutiones regni Transylvanie ». On lit notamment à la *Pars I, titulus VIII, articulus I :*

« Quoique la nation roumaine ne soit pas comptée parmi les États de ce pays et que sa religion ne figure pas parmi les religions reçues (1), — propter regni emolumentum, — jusqu'à ce qu'on la tolère, voilà à quoi doit se conformer son clergé. Qu'il demande du souverain un évêque, librement élu par les prêtres roumains et qu'ils trouvent apte pour la fonction ; il

(1) Les religions reçues étaient : la religion catholique, calviniste, luthérienne, et unitarienne (socinienne).

sera confirmé par le souverain s'il le juge convenable au point de vue des conditions exigibles, en ce qui concerne la fidélité envers le souverain, le bien du pays et les autres choses nécessaires. »

D'autre part voilà la décision prise par la diète de 1591 et inscrite au huitième article du titre premier de la première partie de ces « Approbatæ » :

« Il a été décidé que personne ne se permettra de ramener à sa religion soit par violence, soit par menace de punition, ni les communes ni les serfs ou leurs familles qui sont sous ses ordres. Il ne faut pas non plus que le seigneur, étant d'une autre religion, s'empare de l'église de la commune ou de la ville, ni qu'il leur impose des prêtres d'une autre religion, ni qu'il fasse célébrer par le prêtre de sa religion des services divins à certaines occasions *sub pœna* de deux cents florins ».

CHAPITRE IX

LE VAYVODE MICHEL LE BRAVE.

Si la carrière brillante et mouvementée du héros légendaire des *Roumains* est assez extraordinaire pour attirer l'attention de quiconque s'intéresse à l'histoire, elle est particulièrement précieuse au point de vue du but de l'ouvrage présent, destiné à révéler le vrai caractère des relations magyaro-roumaines. Car, quoique type du *Roumain* pur, certainement du *Roumain* du passé seulement, — *Michel le Brave* appartient aux annales de la *Hongrie* aussi, tant à cause de ses actes les plus importants, concernant presque exclusivement les affaires de la *Transylvanie,* qu'à cause de son entourage et de son armée, où l'élément magyar était prépondérant et dont il subissait l'influence salutaire avec profit dans les jours les plus glorieux de son existence, en somme assez courte. D'un courage frisant la témérité, d'une intelligence supérieure comprenant à la fois les secrets de l'art de la guerre et des combinaisons diplomatiques, ayant même de la sensibilité, indice sûr d'un cœur généreux, c'était un personnage complexe dont la vie n'était éclairée par aucune idée élevée patriotique, religieuse ou humanitaire, et qui n'agissait conséquemment que dans l'intérêt de son ambition. Or n'ayant qu'elle pour guide, il ne pouvait atteindre qu'une célébrité éphémère sans laisser une œuvre durable et devait, au contraire, mécontenter successivement tout le monde sans se créer des partisans fidèles, ayant les mêmes enthousiasmes, inspirés par le dévouement à une même cause sacrée. Aussi sa chute était-elle inévitable, chute dépourvue de grandeur, indigne d'un homme de guerre, dans laquelle on retrouve une fois de plus la main redoutée de la justice immanente, boiteuse mais infatigable, au coup d'œil juste, quoique ayant les yeux bandés. Criminel par ce qu'il a fait et plus criminel encore en ce qu'il a voulu entreprendre, *Michel*

n'a pour excuse que sa fin prématurée l'empêchant de se montrer meilleur dans ses vieux jours et de prendre une attitude nette après d'incessantes tergiversations. Tel qu'il est, ce n'est pas un grand homme roumain, mais une individualité peu patriote et peu humaine, ayant eu de très grandes qualités militaires et politiques, qu'il n'a employées qu'au service de ses projets personnels, restés problématiques parce qu'inachevés.

Michel était le troisième fils du vayvode *Petrasco*, mais il a dû être un enfant naturel, car, d'après son biographe *Szamosközi*, sa mère vendait de l'eau-de-vie. Il s'occupa d'abord de commerce lui-même aussi, mais avec peu de succès. Il en eut plus comme épouseur quand il obtint la main de *Stanca*, la nièce de *Dombromir Cretzulesco*, le bàn de *Craïova*. Par sa jeune femme intelligente, *Michel* conquit à la fois fortune et honneurs, car elle avait un oncle maternel, *Jane Cantacozino*, très riche et très influent, qui, devenant bàn de *Craïova* après la mort de *Cretzulesco*, ne tarda pas à donner au mari de sa nièce la direction du district de *Mehedincz*, en lui permettant, à son tour, de révéler ses facultés multiples. Aussi le vayvode *Mihnéa* le nomma-t-il successivement conseiller « stolnik » et « grand aga » ,en le plaçant à la tête de toute son armée. En 1590, *Jone Cantacozino* est envoyé à *Constantinople* pour y utiliser ses grandes relations en faveur des affaires de la vayvodie ; alors *Michel* lui succède dans sa charge de bàn de *Craïova* et devient ainsi le premier dignitaire de son pays.

Les quelques années qu'il passa dans cette situation lui permirent d'acquérir de la popularité et de l'influence que sa qualité de fils de vayvode augmenta considérablement. De là la jalousie du nouveau vayvode *Alessandro Bogdan* qui n'hésite pas à embaucher des spadassins à son intention. Ayant eu vent de ce plan homicide, *Michel* prit clandestinement le chemin de *Constantinople*, mais il fut arrêté par les hommes du vayvode qui le conduisirent à *Bucarest*. Là il est condamné à mort. Mais quand on le mène au supplice, « il arrive que le bourreau tsigane se trouve être fortement pris de boisson. Cependant on le pousse sur l'échafaud pour couper le cou au

condamné. Quand le tsigane voit qu'il s'agit de Michel, il prend peur et comme il est en même temps ivre aussi, il fait tomber le glaive, s'enfuit et court en tout sens. Voyant qu'il n'y avait personne pour procéder à la décapitation de Michel, les boyards assiégèrent incontinent Alessandro pour lui demander sa grâce Ce fut ainsi que Dieu le sauva (1) ».

Ayant recouvré sa liberté, *Michel* retourna à *Craïova*, mais ne s'y sentant pas en sûreté, il se réfugia bientôt en *Transylvanie* avec toute sa famille, pour se mettre sous la puissante protection des *Báthory*. Depuis la disparition prématurée de *Jean-Sigismond*, mort en 1571, ayant embrassé la religion socinienne, ceux-ci prirent dans le pays l'ascendant d'une maison régnante. A vrai dire, ils profitèrent de l'éclat de leur nom très honoré par suite de la vayvodie d'*Étienne Báthory* « le boiteux », sous *Vladislas II*, du rival d'*Étienne de Szápolya* et du futur palatin de *Louis II*. Son homonyme, successeur de *Jean-Sigismond*, ne resta vayvode que quatre ans qu'il employa au relèvement de la *Transylvanie*, car il fut élu roi de *Pologne* en 1575, — nouveau lustre pour rehausser encore le prestige de la famille tout entière. De là, la vayvodie successive de son frère aîné *Christophe* et du fils de celui-ci, nommé *Sigismond*, qui prit en 1593, le premier, le titre de « prince de Transylvanie, de Valachie, de Moldavie, et du Saint Empire », titre qui indique clairement le but de la politique des *Báthory* visant la création d'un nouveau royaume hongrois, composé des débris, *stratégiquement inséparables*, de l'ancien. « Ce fut donc l'ambition inconsidérée de Báthory, dit *Balcesco*, qui ouvrit les yeux des Roumains, en leur rappelant que le royaume de Dacie est leur antique patrimoine. Ce furent donc les Magyars eux-mêmes qui éveillèrent la croyance dans un royaume de Dacie futur dont ils sont maintenant hantés comme par un spectre semant l'effroi ». Aveu naïf qui implique à la fois l'absence d'initiative des *Roumains*, obligés de chercher leurs idées nationales soi-disant les plus importantes chez leurs soi-disant ennemis, et la supériorité du coup d'œil militaire des

(1) Szamoskozi, t. IV, p. 93.

Magyars, découvrant, dès le XVIe siècle, le lien stratégique qui réunit la *Valachie* et la *Moldavie* à la *Transylvanie*. Le titre tardivement accepté de « prince de Transylvanie » est en même temps une preuve nouvelle contre les tendances séparatistes. La *Transylvanie* faisait tellement partie intégrante de la *Hongrie* qu'il fallut un certain temps, même à ceux à qui cela profitait, pour les habituer à l'idée de son indépendance.

Au point de vue de la politique étrangère, les *Báthory* étaient, en fervents catholiques, naturellement portés vers l'alliance autrichienne. L'élève des *Jésuites*, le jeune *Sigismond*, n'avait guère envie de frayer avec les *Turcs*. Du reste, la puissance de ceux-ci ne semblait-elle pas aller en diminuant, tandis que la richesse et les forces de la *Transylvanie* s'augmentaient visiblement? On parlait aussi partout d'une grande coalition que l'on devait former des États chrétiens de l'*Europe* pour rejeter les *Turcs* en *Asie*. Et à *Vienne* on attachait d'autant plus de prix à la coopération de la *Transylvanie* qu'elle assurait d'avance l'éloignement du champ des opérations militaires dans l'Orient lointain.

La seule chose qui faisait tache dans ce tableau assez riant de la situation de la *Transylvanie* était l'hostilité constante des *Sicules* contre les *Báthory*, dégénérant plusieurs fois en mutineries sanglantes, réprimées avec sévérité. Les descendants directs des *Huns* ne voulaient pas admettre que l'on pût leur imposer des contributions. Classés en trois ordres : en *principaux* (primores), en *têtes de cheval*, c'est-à-dire cavaliers (primipili) et en *fantassins* (pedites, pixidarii), ils se considéraient tous nobles quoiqu'en réalité ils ne fussent que des hommes libres, exemptés d'impôts et des redevances fournies par les serfs. Le droit d'héritage se transmettait chez eux sur les filles uniques aussi qu'ils appelaient des *filles-garçons*, et ils avaient le droit de monter d'un ordre inférieur dans un ordre supérieur s'ils pouvaient s'acquitter des charges que cet ordre supérieur exigeait. L'appauvrissement des principaux ou des chevaliers entraînait, au contraire, leur dégradation dans un ordre inférieur. Leur organisation primitive et originale, leur caractère opiniâtre, rude, leur façon de penser pleine de tours

inattendus les rendaient particulièrement insupportables aux *Báthory* raffinés, imbus des idées de la Renaissance, ayant pour modèles les *Médicis* et visant, par conséquent, à l'absolutisme plus ou moins déguisé. Ce fut cependant *Jean-Sigismond de Szápolya* qui dépouilla les *Sicules* de leurs franchises (1562); les *Báthory* ne firent que les leurrer de promesses non remplies, ce qui les irrita beaucoup plus peut-être que les répressions cruelles dont ils furent les victimes soit pour avoir pris parti contre *Vladislas II* soit pour avoir combattu sous *Gaspard Békes* l'élection d'*Étienne Báthory*, après la mort du dernier des *Szápolya*.

Cet État indépendant de la *Transylvanie* n'était toléré par les *Habsbourg* qu'à titre provisoire; car, étant les possesseurs de la couronne de *saint Étienne*, ils se considéraient comme les maîtres légitimes de cette ancienne province hongroise : autre preuve en faveur de la légalité de son union présente avec la mère patrie, dont la réoccupation leur revenait toujours de droit. Quant à la *Sublime-Porte*, elle jouait à l'égard de la *Transylvanie* le rôle d'une protectrice plus ou moins désintéressée, se contentant du résultat négatif de l'avoir détachée de la *Hongrie* et ayant l'espoir de la maintenir à jamais dans l'orbite de sa politique anti-autrichienne.

Pour indiquer finalement le caractère général de l'action et des acteurs du drame que l'on voit dérouler devant soi en étudiant la biographie de *Michel le Brave*, on doit se rappeler que le théâtre en est aux confins de l'Orient où les calculs savants de la diplomatie machiavélique occidentale et les roueries les plus audacieuses des peuples à moitié sauvages se combattent dans toute leur horrible nudité. Il faut donc beaucoup d'indulgence en face des forfaits monstrueux auxquels on assiste, mais qui, restant stériles et étant presque aussitôt punis, n'offusquent le bon sens que pour peu de temps et démontrent la vanité de toute grandeur dont la base n'est pas la supériorité morale et intellectuelle, la droiture des principes et la fidélité à la foi jurée.

Au moment de la fuite en *Transylvanie* de *Michel*, c'est-à-dire en 1592, *Sigismond Báthory* était déjà décidé à rompre

avec les *Turcs*. Et il voyait même un auxiliaire tout indiqué contre eux dans le réfugié roumain brave et intelligent, impétueux et habile. Usant du grand crédit qu'il avait alors à *Constantinople*, il écrivit à *Sinan-Pacha*, ainsi qu'à *Édouard Bartonus*, ambassadeur d'*Angleterre*, de tout tenter en faveur de la candidature de *Michel* au trône vayvodal de la *Valachie*. Muni de ces recommandations précieuses, *Michel* partit à *Constantinople*, où l'oncle maternel de sa femme, *Jane Cantacuzino*, le put puissamment aider aussi. Grâce au concours de trois hommes tels que ce dernier, le pacha et l'ambassadeur susdit, le sultan destitua *Alexandre Bogdan* et le remplaça par *Michel*, en lui donnant une escorte de deux mille janissaires et spahis.

« En acceptent la vayvodie du grand seigneur, dit *Szamoskozy*, Michel lui promit 70,000 écus d'annuité; mais ce n'était qu'une promesse et rien de plus. Il promit aussi à Constantinople aux pachas d'acquitter toutes les dettes arriérées de ses prédécesseurs : chose tellement impossible que pour l'accomplir il aurait fallu qu'il vendît toute la population de la Valachie. » Il n'y avait donc de salut pour *Michel* que dans un rapprochement avec *Sigismond Báthory* et les puissances occidentales et dans l'expulsion de ses créanciers turcs de la *Valachie*, où ils étaient venus pour y faire rentrer leur argent, au besoin *manu militari*.

Il exécuta son plan au moyen d'un coup d'État particulier. Dans la deuxième année de son règne (1594), il assembla ses créanciers turcs sous prétexte de les payer. « Il les conduisit dans une maison en bois et, après les y avoir enfermés, il la fit incendier et détruire à l'aide des obus de ses canons. » C'était le signal de l'extermination de tous les *Turcs* résidant en *Valachie*; c'était une déclaration de guerre lancée à la *Sublime-Porte* et la confirmation de l'alliance avec la *Transylvanie*. « Sigismond et Michel écrivent au vayvode Aron afin qu'il se sépare des Turcs également... Ils lui envoient tant de lettres de menaces qu'il fait exterminer tous les Turcs dans son pays, la Moldavie, à son tour. (1) »

1. Szamoskozy, vol. IV, p. 95 et *passim*.

Pour agir aussi hardiment, il fallait que *Michel* fût bien convaincu de l'excellence de ses forces militaires. Voilà, à cet égard, les appréciations des auteurs contemporains : « Dans l'armée de ce vayvode, il y a en dehors des Valaques, dont la bravoure a été reconnue par les Turcs depuis le temps de leur célèbre chef Dracula, beaucoup de Hongrois et de Transylvaniens, ensuite quelques Arnautes, Grecs, Bulgares et Serbes. Il a peu de gens pourvus de fusil, mais, à défaut de cette arme, les Transylvaniens et surtout les Hongrois se battent plus volontiers à cheval ayant des sabres et des lances, et déployant énormément de courage en face de l'ennemi. (1) »

Or ces *Hongrois* et ces *Transylvaniens* étaient des *Magyars* et des *Sicules* non pas pour grossir le nombre des simples soldats, mais pour former l'état-major proprement dit de *Michel*, pour donner des chefs à ses troupes roumaines elles-mêmes, telles que ses gardes du corps appelés des *beslia* à la tête desquels il plaça *Petneházy*, ou ses artilleurs qu'il confia à *Albert Király*.

Ayant ainsi complètement réorganisé son armée, *Michel* débuta par une campagne offensive. Il prit *Giourgévo* et *Flok* à l'embouchure de la *Jalomnitza* et les ayant fait raser il traversa le *Danube* à *Hirsovo* le 1er janvier 1595 et il réussit à battre les *Turcs* qui y hivernaient. « Le brave et excellent Albert Kiraly promena son armée, écrit *Balcesco*, à ce moment-là avec une rapidité inouïe, en faisant tout détruire par le feu et le fer, à travers toute la Bulgarie. Ayant occupé Sistovo, Csernavoda, Rasgrade, Babadag, Oblusitza il avança jusqu'à la mer Noire à l'embouchure du Danube et même jusqu'à Varna. Ensuite il traversa les montagnes et il pénétra au-delà d'Andrinople presque jusqu'à Constantinople après avoir dispersé une foule de détachements turcs ou tartares. Puis Király retourna chez Michel avec son armée, n'ayant jamais été battu et chargé de butin considérable. »

Et la supériorité des hommes de guerre magyars ne s'est pas manifestée dans les qualités militaires seulement pendant cette campagne d'hiver si célèbre. Ils ont démontré qu'à côté des

(1) LORENZO SORANZO, *L'ottomano*, p. 147.

Roumains à peine dégrossis, ils étaient les représentants des sentiments chevaleresques des peuples civilisés. Au siège de *Braïla* notamment, ils ont sauvé l'honneur des armes chrétiennes. Car ne pouvant plus résister, les *Turcs* avaient consenti enfin à rendre la ville (le 30 mars 1595). Mais « étant natif de Braïla, le bon Mihalcsa ne voulait accepter la reddition que sous la condition que les Turcs sortiraient sans emporter leur fortune mobilière. Sur les instances des capitaines hongrois, il accepta cependant finalement les termes de la capitulation et il jura même de les respecter. Et de fait, les Turcs rendirent la ville le 10 avril et commencèrent incontinent à l'évacuer. Ils placèrent leurs biens et leurs trésors sur des bateaux. Alors les nôtres, les Roumains voyant tout l'argent que les assiégés avaient et même de l'or fondu, et aveuglés par la passion du pillage, par laquelle plusieurs d'entre eux étaient dominés au grand détriment de la subordination, devinrent parjures et se jetèrent sur les pauvres Turcs en dépouillant les principaux et en en tuant même quelques-uns. Témoin de cette violation de la convention, le tschaousse Kara s'écrie : « Menteurs! Quelle est votre religion pour vous permettre une chose pareille? » Albert Király et plusieurs officiers de ses troupes c'est-à-dire des troupes hongroises, tirent alors leurs sabres afin de retenir les chrétiens du pillage des Turcs et ils en tuent même les plus récalcitrants. » Tel est le récit de *Balcesco*, l'ennemi acharné des *Magyars*, au sujet de cet incident si suggestif pour caractériser les deux nations.

Après la campagne de *Bulgarie*, le 25 mai suivant, *Michel* conclut un traité avec *Sigismond Báthory* dans lequel il reconnait ce dernier pour son maître et roi et il lui prête le serment de vasselage. Dorénavant ce sera *Sigismond*, c'est-à-dire le prince sérénissime de *Transylvanie*, qui confirmera le vayvode de la *Valachie* son lieutenant et les membres de son conseil, composé de 12 boyards. Le vayvode ne pourra accorder des privilèges qu'au nom du prince qui jugera en appel les procès entraînant la condamnation capitale. La *Valachie* enverra des députés aux diètes de la *Transylvanie*. C'est là que l'on votera les impôts, dont le vayvode devra rendre compte publiquement. C'est le prince qui fixe les appointements du vayvode.

Le vayvode n'emploiera plus dans son titre l'expression : « Dei gratia », et il n'apposera aux documents que son sceau de famille, le sceau vayvodal ne pouvant être apposé que par le prince. Les employés d'administration dépendront du prince, et non pas du vayvode. Le vayvode ne pourra pas envoyer des ambassades à l'étranger à l'insu du prince. Par contre, celui-ci s'engage, en échange de toutes ces stipulations, à la défense complète de *Michel* et de son pays.

Balcesco eut beau prétendre que ce traité était l'œuvre des boyards et des caloyers désireux d'humilier *Michel* après avoir vainement essayé son éloignement et que ce fut sa situation malheureuse qui le força à y souscrire. La vérité est qu'il le signa le lendemain d'une campagne victorieuse et, s'il était sous le coup de la crainte d'un retour offensif des *Turcs*, il ne pouvait en arguer l'imprévu, puisque ce fut lui qui commença les hostilités par le massacre et l'invasion. Il faut croire, au contraire, qu'il l'accepta de plein gré soit qu'il ait eu l'intention d'en remplir les clauses, soit en ayant même une arrière-pensée de trahison. Dans le premier cas, il considérait les avantages que l'amitié et la protection d'un peuple civilisé, instruit et courageux pouvaient lui procurer; les preuves en étaient toutes récentes. Dans le second il ne devait pas lui répugner de resserrer les liens entre le pays qu'il possédait et la *Transylvanie* qu'il convoitait; car le nouveau traité l'a rendu en quelque sorte sujet hongrois, conséquemment éligible pour toutes les fonctions hongroises, la principauté transylvanienne y comprise. Du reste, comme c'était avec une sollicitude très tendre qu'il aimait sa famille, il se peut aussi qu'il ait vu dans ce traité une garantie pour l'avènement régulier au trône vayvodal de ses enfants et descendants.

La réédition des Vêpres siciliennes au détriment de la population turque de la *Valachie*, l'incursion réussie en *Bulgarie* des troupes de *Michel* et sa soumission complète à *Sigismond* devaient forcément déterminer une explosion de colère chez le sultan. Aussi envoya-t-il *Sinane* pacha avec 100,000 hommes dès le milieu de l'année 1595, pour attaquer et châtier les signataires du traité, si nuisible à ses intérêts.

Ayant appris l'approche des forces turques, *Sigismond* ne tarda pas à mettre son armée sur le pied de guerre. Il obtint de l'empereur *Rodolphe II* quinze cents hommes, des munitions et des subsides en argent. En *Transylvanie* il ordonna la levée générale, et il fit porter à travers le pays des *Sicules* un glaive ensanglanté pour indiquer symboliquement, selon la coutume des *Magyars*, que la patrie était en danger. En même temps, il fit tous ses efforts en vue de la possession de la *Moldavie*. Sachant que le vayvode *Aron* n'était pas enclin également à imiter l'exemple de *Michel*, il envoya un corps d'armée sous la conduite de *Gaspard Kornis* pour le destituer et pour le remplacer par son chef militaire *Rezvane*. Il avait d'autant plus de raison pour se fier à ce dernier, qu'il avait fait sa belle carrière sous *Etienne Báthory* en *Pologne*, malgré son origine des plus humbles, — il était le fils d'un *Tsigane*. Voilà donc la *Transylvanie*, la *Valachie* et la *Moldavie* réunies sous le sceptre de *Sigismond*, formant une *Dacie* hongroise, centre d'une coalition européenne contre les *Turcs*.

En dehors des *Roumains*, *Sigismond* jeta son dévolu sur les *Serbes* aussi. Ceux qui habitaient entre le *Témès* et le *Maros*, excités par ses promesses, coururent aux armes et le reconnurent pour leur despote. Mais s'étant heurté contre la mauvaise volonté de ses conseillers, *Sigismond* ne put leur envoyer qu'un drapeau! N'était-ce pas déjà un indice du manque d'équilibre de son esprit qui a rendu son règne si particulièrement néfaste pour la *Transylvanie* et la cause hongroise? Après avoir pris *Becskerek* et battu quatre fois le pacha de *Témesvár*, les *Serbes* succombèrent dans une cinquième bataille et furent presque entièrement exterminés.

« Pendant ce temps-là Sinane pacha avança victorieux. Il battit Michel qui fut mal soutenu par les troupes auxiliaires d'Albert Király. Il s'empara de Bucarest, de Tergoviste et de Braïla et il s'approcha de la Transylvanie. »

Ces quelques lignes d'un historien hongrois passent en quelque sorte sous silence la bataille de *Calugaren*, parce qu'elle a eu une issue défavorable pour *Michel*, tandis que les auteurs roumains la mettent hardiment en parallèle avec *Marathon* et

assurent qu'elle démontre combien les *Roumains* possédaient tous les secrets de l'art de la guerre à un moment où « dans le reste de l'Europe, il se trouvait encore dans ses langes! » Or même d'après la description de *Balcesco*, la part du lion des succès obtenus y revient ou à *Albert Király*, le capitaine magyar, ou aux troupes hongroises placées sous les ordres de *Cocéa*. Quant à *Michel* lui-même, sa conduite était au-dessus de tout éloge. « Ayant pris ses dispositions, il pensa que les circonstances exigeaient absolument l'accomplissement d'un acte héroïque tant pour l'intimidation des Turcs que pour l'encouragement des siens. Il décida donc de n'acheter la victoire, comme d'ailleurs il avait toujours l'habitude de l'acheter, qu'en exposant sa vie. Ayant levé les yeux vers le ciel et ayant imploré le Dieu des batailles, il arrache la hache de la main d'un de ses soldats et se jette sur une colonne ennemie. Ceux qui résistent sont vivement abattus et il arrive jusqu'à Caraïman pacha à qui il tranche la tête d'un seul coup... Aussi ne savons-nous ce qu'il faut plus admirer chez cet homme : son génie stratégique ou sa bravoure militaire personnelle?. »

En tout cas, ni l'un ni l'autre n'empêchèrent les progrès de *Sinane* pacha. Pour les arrêter, et après avoir promis aux *Sicules* rassemblés à *Fekete-Halom* le rétablissement de leurs anciennes franchises en échange de leur concours armé, *Sigismond* descendit en *Valachie* à travers le col de *Törcsvár*. Il y recueillit les troupes débandées de *Michel* et avec ses 60,000 hommes, il attaqua sans tarder les *Turcs* de qui il reprit *Tergoviste* et *Bucarest* en quelques jours. *Sinane* s'enfuit en désordre vers *Giourgévo* où il fut rejoint par *Sigismond* qui le surprit et l'anéantit pendant le passage de son armée à travers le *Danube*. Au bout de trois jours de siège la ville de *Giourgévo* tomba elle-même dans les mains de *Sigismond*. Alors il retourne en *Transylvanie* couvert de gloire comme le héros victorieux de la chrétienté. Il est au sommet de sa gloire et il vole à *Prague*, à la cour impériale, dont il obtient des promesses favorables au sujet de sa participation matérielle et morale dans une prochaine campagne entreprise en commun contre les *Turcs*. Elle eut lieu l'année suivante, en 1596, d'abord entre un des meil-

leurs capitaines de *Sigismond*, nommé *Georges Borbély*, et le pacha de *Témesvár*, ensuite à l'automne entre les alliés : l'archiduc *Maximilien* et *Sigismond* d'un côté et le sultan *Mahomet III* de l'autre. Les deux armées se rencontrèrent à *Mezö-Keresztes*. La victoire sourit d'abord aux chrétiens pour revenir finalement aux *Turcs*, et *Sigismond* s'en retourna découragé et désespéré en *Transylvanie*, laissant les cadavres de 20,000 *Allemands* et *Hongrois* sur le champ de bataille!

Alors commence son attitude extraordinaire de capricieux malade qui ne sait pas ce qu'il veut et dont l'entêtement augmente avec son irrésolution. Ayant appris à ses dépens la vanité des grandeurs humaines, il veut renoncer au pouvoir; il cède donc sa principauté à *Rodolphe*, qui lui donne en échange celle d'*Oppeln*. Mais à peine y passe-t-il trois mois en 1598 qu'il est déjà de retour en *Transylvanie* où il se raccommode avec sa femme *Marie-Christierna* et où il réoccupe son trône avec le consentement des États.

On était encore à *Prague* à se demander ce qu'il fallait faire avec l'incompréhensible *Sigismond*, quand ses mandataires : l'évêque *Náprágyi* et le futur prince *Étienne Bocskai* y paraissent et déclarent que leur maître est prêt à reprendre les négociations moyennant la cession de deux principautés silésiennes et le payement d'une rente annuelle de 100,000 florins. L'empereur ne crut pas devoir repousser ces propositions, mais les ambassadeurs n'étaient pas encore rentrés en *Transylvanie* que déjà il y avait un changement nouveau : *Sigismond*, au lieu d'abdiquer en faveur de l'archiduc *Maximilien*, se fit remplacer sur le trône transylvanien par son cousin, le cardinal *Andre Báthory*, l'évêque d'*Erméland* (1).

En face de ces actes de la folie raisonnante indiscutable, auxquels la *Transylvanie* a eu bien tort d'acquiescer avec une docilité servile, l'attitude de *Michel* était des plus correctes, au moins en apparence. Il paraissait ne s'occuper que des affaires de la *Valachie* et d'une nouvelle incursion en *Bulgarie*, qu'il a menée à bonne fin également, tandis qu'en réalité il

(1) Élevé par son oncle en Pologne, son diocèse ne se trouvait pas dans les pays hongrois.

travaillait dans l'ombre à l'exécution du plan de *Sigismond*, c'est-à-dire à la réunion de la *Transylvanie*, de la *Valachie* et de la *Moldavie* sous son sceptre et au profit de sa famille. Son idée n'était donc ni originale, ni nationale, celle de *Sigismond* non plus du reste, mais purement antiturque et dynastique : mobiles qui ont guidé les hommes d'État autrichiens de tout temps dont il a conquis conséquemment la sympathie de suite. Spectateurs étonnés des tergiversations de *Sigismond*, ils comprirent qu'il ne pouvait que faire du tort aussi bien aux peuples, qu'il gouvernait qu'à la cause de la chrétienté, ils portèrent donc les regards sur *Michel* chez qui il était impossible de nier les réelles qualités de gouvernant et de général dont il avait déjà donné plusieurs preuves. De là l'entente cordiale entre *Prague* et *Bucarest*, transformée à l'occasion du premier départ de *Sigismond*, en rapprochement intime. *Michel* se soumet à *Rodolphe*, roi de *Hongrie* et lui prête, en cette qualité, serment de vasselage moyennant quoi il recevra annuellement des subsides en hommes et argent pour fournir dix mille combattants où et quand le roi le voudra. Après le retour de *Sigismond*, cette soumission devient caduque naturellement. Le vayvode renouvelle ses hommages à *Sigismond* et semble même faire des démarches en sa faveur auprès de *Rodolphe*. En les accueillant avec bienveillance, celui-ci confie alors la surveillance de *Sigismond* à *Michel*, afin que les intérêts du roi ne soient pas lésés. C'était le lui livrer moralement et le trône de la *Transylvanie* avec.

Ni *Sigismond*, ni *André Báthory* ne crurent à ces menées secrètes. Le dernier reçut le serment de vasselage de *Michel* le 26 juin 1599 avec confiance et ne le considérait que comme un ami dévoué, un protégé reconnaissant de sa famille. D'ailleurs, n'a-t-il pas affirmé devant les envoyés du cardinal, devant le valeureux *Gaspard Kornis*, devant *Pancrace Sennyey* que son manger soit la chair, sa boisson le sang de son fils s'il trahissait les *Transylvaniens* ! *André* resta donc sourd à tous les avertissements et permit même à *Michel* de recruter des *Sicules* en vue d'une nouvelle campagne bulgare.

Or l'occupation de la *Transylvanie* par *Michel* et au profit de

Rodolphe était déjà arrêtée malgré les supplications de *Stanca*, la femme du vayvode qui ne l'envisageait qu'au point de vue de la reconnaissance que son mari et elle devaient aux *Báthory*. Mais *Michel* ne l'écouta pas, ni son logofette *Théodose* non plus, et il fit concentrer son armée à *Ploësti*. Le noyau en était formé par les troupes magyares et sicules sous la conduite des capitaines de mêmes nationalités à qui il dépeignit le cardinal comme un traître envers le roi et la religion, prêt à pactiser avec les *Turcs*. Calomnies qui trouvaient d'autant plus de croyance chez les *Sicules* que *Sigismond* s'était conduit en parjure, n'ayant pas rendu les franchises promises à *Fekete-Halom* avant la campagne de 1595. Outre cela, on fabriqua sur l'ordre de *Michel* un faux document, attribué à *Rodolphe*, avec sa signature et son sceau habilement contrefaits, dans lequel le roi s'engagea à la restitution des franchises des *Sicules* en cas où ils se rangeraient sous les drapeaux du vayvode, document que l'on montra mystérieusement aux plus influents, afin qu'ils colportassent son contenu comme un grand et précieux secret parmi les leurs.

D'autre part, il est certain aussi que *Michel* n'a pas négligé les avantages qu'il pouvait tirer du concours de ses compatriotes habitant la *Transylvanie*. Par les caloyers voyageurs il était au courant de tout ce qui s'y passait, de même qu'il s'est servi de leur intermédiaire pour préparer les serfs roumains à sa venue non pas à cause de leur nationalité, mais à cause du ressentiment qu'ils nourrissaient à l'égard de leurs maîtres, en majorité des *Magyars*. Peut-être espérait-il qu'ils allaient grossir les rangs de son armée et faciliter ainsi sa tâche de compétiteur au trône de la *Transylvanie*.

Après avoir pris ainsi ses dispositions, il s'est mis en marche avec ses troupes le 17 octobre 1599 pour rentrer en *Transylvanie* à travers le col de *Bodza*. Sûr du concours des *Sicules*, il se dirigea alors par *Fogaras* dans la direction de *Szeben* et il s'arrêta devant le col de *Voeroestorony* pour attendre l'arrivée du bán *Mihalcsa* et des *Sicules*.

On n'a appris l'attaque innatendue de *Michel* à *Gyulafehérvár* à la cour du cardinal *André* que quand l'envahisseur campait

déjà sur le territoire transylvanien. Le prince confie sans retard le gouvernement à deux régents et se met lui-même en campagne pour activer les préparatifs. Mais c'était inutile, il manquait aux troupes le temps matériel pour se rassembler autour d'*André*. Aussi se trouvait-il à la tête d'une armée tout à fait insignifiante, il n'avait que 9000 hommes contre les 25.000 de *Michel* le jour de la lutte suprême. Elle eut lieu à *Szent-Erzsébet*, à deux lieues de distance de *Szeben*, le 28 octobre 1599. La facilité avec laquelle *Gaspard de Kornis*, le chef de l'armée d'*André*, se laissa prendre au début de la bataille et la mollesse avec laquelle ses soldats se battirent en général, font involontairement éveiller l'idée de leur trahison. En tout cas, elle ne fit que simplifier la défaite certaine. *André* s'enfuit avec une centaine d'hommes d'escorte à travers le *Csikszék*, pays des *Sicules*, vers la *Moldavie*. Mais déjà *Michel* avait mis sa tête à prix ; les *Sicules*, remplis de haine contre les *Báthory*, le poursuivirent avec acharnement. On le rejoignit dans le glacier appelé *Pásztorbükk* et son escorte étant détruite jusqu'au dernier homme, un nommé *Thomas* ou *Blaise Oerdoeg* l'abattit lui-même avec un coup de hache. Crime qui n'attira pas seulement les foudres pontificales sur les habitants de *Csik-Szent-Domokos* —, le pape *Clément* VIII les excomunia pour avoir porté la main sur un prince de l'Eglise. — mais dont le triste souvenir hanta longtemps l'imagination populaire. Elle prétendait que l'endroit désigné par une croix où l'assassinat avait eu lieu, resta pendant cent ans désert et que la nuit précédant l'anniversaire de la mort d'*André*, il poussait toujours une branche verte au pied de la croix de chêne et que le matin il sortait des gouttes de sang de la terre. Aussi y allait-on en procession le jour de la Toussaint pendant bien des années !

Oerdoeg porta la tête coupée d'*André* personnellement à *Michel*, mais il n'eut aucune récompense, car la femme du vayvode fut très attristée à sa vue. « Je pense, disait à son mari *Stanca* en pleurant, que ce qui lui est arrivé, peut t'arriver ou à notre fils Petrasco aussi ! » L'ayant fait coudre au tronc du corps, *Michel* fit poser sur la tête du cardinal sa barrette et permit qu'on l'exposât dans la petite église catholique de *Gyula-*

fehervar où eut lieu l'enterrement en grande pompe. *Michel* suivit le cercueil un cierge à la main, entouré de toute la noblesse, et le cercueil en argent était celui-là même qu'*André* destinait au corps de son frère et à la décoration duquel il travaillait avec recueillement au moment où sa perte était déjà décidée.

L'impression déprimante que cette cérémonie funèbre a provoquée au début du règne de *Michel* ne fut pas favorablement modifiée par les nouvelles qui arrivaient des contrées où les *Roumains* habitaient en majorité. Excités par la victoire d'un vayvode valaque, ils croyaient qu'ils avaient maintenant le droit de se mettre à la place des nobles hongrois ; ils se soulevèrent donc en tuant leurs maîtres et en incendiant leurs propriétés. De là cette mélancolie avec laquelle les états prêtèrent serment à *Michel*, à la diète convoquée pour le 20 novembre 1599. « Il plût à Dieu, de qui dépendent tous les empires et toutes les principautés, dit le diplôme inaugural, de nous donner pour chef le vayvode Michel. » Par contre ce fut aussi avec une certaine gêne que *Michel* promit, en sa qualité de gouverneur transylvanien de Sa Majesté impériale et royale, de se conduire conformément aux anciens droits du pays.

La difficulté gisait dans la circonstance qu'il se sentait mal à son aise au milieu de l'aristocratie hongroise, beaucoup plus civilisée que son entourage roumain, et qu'il ne pouvait pas cependant s'en passer, parce qu'elle représentait l'élément politiquement le plus doué du pays. Il est d'ailleurs très curieux à constater que s'il n'a pas pensé à donner des droits politiques aux *Roumains* de la *Transylvanie*, ceux-ci ne lui en ont jamais réclamé non plus. Ils ne voulaient exploiter sa présence sur le trône de la *Transylvanie* que pour améliorer leur sort matériel par une révolution sociale, sans s'occuper de leur nationalité sur laquelle *Michel* se montrait très indifférent aussi.

Si la manière énergique dont il se servit pour réprimer cette révolution des paysans roumains lui valut une certaine sympathie chez les *Magyars* et les *Saxons*, les impôts nouveaux

(1) Szadeczky Lajos : *Erdély ès Mihály vajda törtènete*, p. 94 à 100.

qu'il introduisit dans le pays pour pouvoir payer ses troupes mercenaires, le rendirent très impopulaire. On lui en voulut également du retard qu'il apporta dans l'exécution de sa promesse, de rendre la *Transylvanie* à *Rodolphe*. Pour son malheur, il eut même l'imprudence de déclarer que si on continuait à le tracasser par trop violemment à ce sujet, il mettrait sa main dans celle du sultan qui la lui avait déjà offerte en 1598, en lui pardonnant toute ses entreprises dirigées contre les *Turcs* et la *Turquie*. C'en était assez pour que plusieurs songeassent au rappel de *Sigismond Báthory*. Alors *Michel* devint soupçonneux forçant à s'enfuir les plus compromis, contre les familles de qui il crut avoir le droit de sévir ensuite. De là le rapide développement du parti de *Sigismond*, fantasque, mais cultivé, despotique, mais bien élevé.

Ayant fait ordonner jadis l'extermination en masse de tous les *Turcs* qui se trouvaient en *Valachie*, on prête à *Michel* à cette époque le dessein d'avoir voulu faire massacrer également toute la noblesse magyare. On prétend même que ce fut l'archevêque bulgare *Démétrius* qui l'en détourna en lui faisant voir l'évangile et le menaçant du courroux de Dieu. Mais ce ne sont que des on-dit propagés pour le perdre dans l'opinion publique, pour entraîner les hésitants qui ne pensaient pas sans effroi au retour de *Báthory*.

Sans le noircir à ce point, on peut hardiment affirmer que *Michel* et ses boyards se trouvaient tellement à leur aise en *Transylvanie* qu'ils eussent désiré l'avoir à eux seuls et surtout ne pas la rendre aux commissaires de *Rodolphe*, comme ils le leur ont franchement déclaré : « La Transylvanie est un beau pays, plus le vayvode et les boyards l'habitent, plus ils l'aiment. » Pour ne pas les laisser s'y fortifier, *Georges Basta*, le commissaire en chef, prit alors la résolution de brusquer le dénouement. Ayant rassemblé les mécontents, qui devenaient assez nombreux pour donner à son armée la supériorité numérique, il fit son apparition à l'improviste. Mal préparé à l'attaque, trahi par ses meilleurs soldats, les *Sicules*, *Michel* lui barra bravement le chemin à *Miriszló* (le 18 septembre 1600) mais il perdit la bataille.

Il s'enfuit alors en *Valachie* où il disposait encore d'une armée assez considérable, mais à peine arrivé, il apprit que les *Polonais* étaient en train de ramener en *Moldavie* le même *Jérémie* qu'ils en avaient chassé auparavant. Il se précipite à sa rencontre mais les *Polonais* lui infligent une défaite à *Téléjéan*. Alors, pressé par les *Turcs* qui avaient envahi entre temps la *Valachie*, répudié par son peuple, il ne lui resta qu'un parti à prendre : il se réfugia courageusement comme prince détrôné, chez *Rodolphe* à *Prague*.

Là il reçut un très bon accueil car on avait de nouveau besoin de ses services, puisque la diète de *Kolozsvar*, convoquée pour le 21 janvier 1601 fut assez aveugle pour réélire *Sigismond Báthory* une troisième fois. L'ayant raccommodé avec *Basta*, on envoya le vayvode en *Hongrie* afin que, réunis, ils se rendissent définitivement maîtres de la *Transylvanie* au profit des *Habsbourg*. *Sigismond* les attendait de pied ferme ,mais son énergie n'eut pas le succès qu'il méritait. Il fut battu à *Nagy-Goroszlo* le 3 août 1601, par les nouveaux alliés derechef possesseurs de la *Transylvanie*.

Ce fut en *Moldavie*, dans le couvent de *Néamez* que *Sigismond Báthory* se retira après la bataille perdue. Il avait l'intention d'y faire venir la famille de *Michel* tombé en son pouvoir. En étant informé, le vayvode lui dépêcha un de ses fidèles avec une lettre dans laquelle il l'implorait d'épargner sa femme et son fils, car il serait heureux de lui faire ravoir la *Transylvanie* en lui fournissant des moyens et des subsides pour en faire partir les *Allemands*. Il écrivit en même temps au pacha d'*Eger* en lui demandant de lui envoyer à *Lippa* quelqu'un de bien sûr, car il avait des choses à lui raconter qu'il apprendrait certainement avec plaisir. Ces deux lettres furent interceptées et on les remit à *Basta*. Compromettantes en elles-mêmes, elles confirmèrent l'authenticité de celle, plus grave encore, que *Sigismond Báthory* lui fit transmettre avant la bataille de *Goroszlo* et à laquelle il ne voulut pas croire. Datée de *Prague*, elle était adressée au grand vizir *Ibrahim*. *Michel* lui demande la restitution de ses possessions et promet sa soumission complète au sultan. « Car, dit-il, j'ai eu l'occasion de connaître et

d'étudier le gouvernement, les chefs militaires et les forteresses de l'empereur allemand et de ses cousins. Que Votre Grandeur en soit certaine : ils n'ont ni pouvoir, ni forces. Ce sont des gens pitoyables et misérables, des Saxons inhumains qui sont incapables de protéger leur pays; comment voulez-vous qu'ils puissent protéger les miens? Je pourrai m'emparer de leurs forteresses et de leur pays d'un seul coup. C'est pourquoi j'implore Dieu de me délivrer d'eux! Si je pouvais ravoir la Transylvanie avec les deux vayvodies, la Valachie et la Moldavie je les mettrais sous la protection du Sultan puissant, dont la gloire rayonne au-dessus du monde entier! (1) »

Le doute n'était plus possible; *Michel* trahissait. Avant de recourir aux moyens extrêmes, *Basta* lui proposa cependant de retourner en *Valachie* et d'y régner en paix. Mais le vayvode ne voulut rien entendre de pareil. « J'ai même un traité avec l'empereur, disait-il, aux sujet de ce pays-ci, parce qu'il m'appartenait auparavant. Et comme l'empereur m'a rendu la Transylvanie par l'entremise de Bartholomé Pecz et Michel Székely, je m'en tiens toujours à ce traité. » Les dispositions qu'il prit n'étaient pas plus rassurantes. Ses troupes valaques, serbes et cosaques entrèrent à *Gyulafehérvár* pour y prendre immédiatement possession de l'habitation princière C'était plus que l'ombrage de *Basta* n'en pouvait supporter. Il envoya donc dans le camp de *Keresztesmezö* le 19 août, seize jours après leur victoire commune, le capitaine wallon *Beauri* avec deux cents de ses hommes. Ils pénètrèrent sous un prétexte quelconque dans la tente de *Michel* et l'assassinèrent après une faible résistance en plein jour, au milieu de ses troupes!

Justice sommaire contre laquelle le sentiment moral affiné du XIXe siècle se révolte incontestablement, mais justice vengeresse des trahisons et des ingratitudes passées aussi, et justice préventive pour celles également que le vayvode n'aurait pas manqué de commettre plus tard, en ayant pris par trop le goût et l'habitude.

Événement tragique mais dépourvu de grandeur, comme en

(1) *Szádeczki Lajos*, Erdély és Mihály vajda Története, p. 241

est dépourvu *Michel* lui-même à qui le plus ardent chauvinisme ne peut attribuer que le surnom de « brave » dans le sens le plus matériel du mot. Événement dont l'odieux n'atteint nullement la réputation des *Magyars*, puisqu'il a été perpétré par *Basta*, par l'un des plus grands ennemis de leur race ; événement épisodique n'ayant eu aucune influence sur aucune question importante de la politique internationale.

Les historiens roumains reprochent à *Michel* de n'avoir rien fait pour l'idée nationale. Reproche ridicule non seulement parce qu'il suppose un anachronisme : l'existence d'une idée du XIXe à la fin du XVIe siècle, mais parce qu'il ferait croire qu'il y avait une nation roumaine déjà au temps du célèbre vayvode. Or, d'après ce qui précède, on se rend très bien compte que c'était impossible qu'il y en eût une. L'organisation politique, telle quelle, du peuple roumain ne datait que de deux cent quarante ans ; au point de vue religieux, il était bulgare ; quant à sa littérature, son instruction, ses traditions, elles étaient nulles. Dans ces conditions-là, il n'y a que des *instincts nationaux* dont le développement ne forme que plus tard la *conscience nationale*, sentiment encore tout à fait défensif, pour aboutir finalement au *génie national* qui est seul appelé à rayonner dans des conquêtes durables, soit matérielles, soit intellectuelles.

Peut-on admettre que le rusé vayvode *Michel le Brave* ait pu en faire de signalées à la tête de ses boyards incultes et de ses troupes indisciplinées? La malice ajouterait même qu'il a accompli des hauts faits non pas « parce que » mais « quoique » *Roumain* — bien entendu — de l'époque!

CHAPITRE X

GRANDEUR, DÉCADENCE ET DISPARITION DE LA TRANSYLVANIE COMME ÉTAT INDÉPENDANT.

« Misericordia Dei, quod non consumpti sumus », s'écrie un chroniqueur anonyme de *Szeben* au commencement du XVIIe siècle. Et certes non sans raison; car, après les campagnes de *Michel* et de *Basta* on rencontrait, autour et dans *Gyula-fehérvár* même assez de ruines déjà pour arracher au pacha de *Témesvár*, venu à l'occasion de la seconde réapparition de *Sigismond Báthory*, l'exclamation suivante : « Et ce ne sont pas les Turcs qui ont fait cela mais vos propres coreligionnaires! » Or ce n'était alors que le commencement des misères!

D'abord il fallait que la *Transylvanie* éprouvât une nouvelle et cruelle déception encore du côté de *Sigismond Báthory*. Après avoir refoulé *Basta* grâce au concours dévoué des États, après avoir renoué des relations intimes avec la *Sublime Porte* et en avoir reçu des subsides en argent, celui-ci travaillait sous main à la reddition de la principauté aux commissaires royaux. Par suite de cette attitude équivoque, il s'aliéna ses plus fidèles partisans. *Moïse de Széhely* se jette avec quelques patriotes déterminés sur *Basta*, mais, ayant perdu la bataille de *Tövis*, il est obligé de se sauver en compagnie de *Gabriel Bethlen d'Iktár* chez le pacha de *Témesvár*. *Sigismond* se rallia alors ouvertement à *Basta* et, ayant enjoint aux États et aux administrations de se soumettre à ce dernier, il quitta définitivement la *Transylvanie*, au milieu de la malédiction générale (le 26 juillet 1602.)

Mais malgré cette tournure inopinément favorable que les événements prirent, *Basta* ne se sentit pas complètement rassuré au milieu de la population magyare et saxonne hostile de la principauté. Se rappelant des avantages que son alliance

avec *Michel le Brave* lui avait procurés, il se mit résolument du parti de *Radu Serban* que les partisans de sa victime avaient élevé à ce moment sur le trône de la *Valachie* contre *Siméon Movila*, le protégé des *Turcs*. Et la suite des événements démontra bien vite l'excellence de cette intelligente manœuvre.

Ce ne fut pas seulement un asile sûr que *Moïse de Székely* trouva chez le pacha de *Témesvár*. Il y obtint du sultan un « athnamé, » l'investissant comme prince de la *Transylvanie*, et des troupes auxiliaires qui lui permirent d'entrer en campagne dès le début du printemps de 1603, ayant pour général en chef *Gabriel Bethlen*. Grâce au réel génie militaire de celui-ci *Basta* ne put résister que pendant très peu de temps. Étant chassé de la principauté, le commissaire de *Rodolphe* s'adressa à *Radu Serban*, en lui recommandant de soulever les *Sicules* et d'en finir avec *Székely* après avoir pris pour base de ses opérations les villes saxonnes, restées fidèles à l'empereur : recommandation à laquelle le vayvode roumain ne se conforma certainement pas sans penser aux succès de son prédécesseur. Comme lui, il fit mine de se soumettre au nouveau prince. Pour le tromper sur ses vraies intentions, il signa même un document, et en fit signer un autre par ses boyards, dans lesquels on accepta les bons offices de *Székely* auprès du sultan en vue de sa réconciliation avec *Radu Serban* et la vayvodie. Pendant ce temps-là les émissaires roumains se répandirent nombreux parmi les *Sicules* pour les exciter à la rébellion. Ils y eurent d'autant plus de succès que depuis la diète de *Lécz-falva* convoquée pour le 13 octobre 1600, après la défaite de *Michel le Brave* à *Miriszló*, il y avait entre les *Sicules* et les *Roumains* une communauté de ressentiments contre les *Magyars* et les *Saxons* qui les avaient punis alors avec une sévérité égale à cause de leur attachement à *Michel le Brave*.

« Puisque nos ruines et malheurs nous proviennent des deux vayvodies valaques — dit un décret de ladite diète — nous ordonnons que dorénavant personne ne se permette plus de prendre service sans la permission du prince et du pays dans les deux vayvodies valaques, sous peine de décapitation, et de confiscation de ses biens et de perte de son honneur.

Qu'aucun pope valaque ne puisse entrer en Transylvanie venant des vayvodies non plus. Les caloyers doivent être absolument proscrits de toute la principauté. Si on découvre qu'il en est venu ou qu'il y en a « contra edictum regni » qu'il soit pris et qu'il soit dépouillé. Que le Roumain ainsi que le Sicule ne portent plus d'armes, les bergers exceptés habitants des glaciers, mais que le Magyar et le Saxon en portent. »

La duplicité et les menées de *Radu Serban* étant dévoilées, *de Székely* eut l'imprudence de diviser son armée pour pouvoir combattre à la fois les *Sicules* révoltés et se défendre contre le vayvode valaque. Mais sans succès! Sa valeur personnelle et celle de ses troupes ne pouvaient compenser la supériorité numérique de ses adversaires. Ses meilleurs lieutenants succombèrent dans le *Barczaság*; quant à lui il mourut héroïquement à la bataille de *Brassó* en s'écriant : « Que je périsse aussi avec la patrie! » Son cadavre fut décapité et *Radu Serban* le fit jeter aux chiens de *Brassó* où finalement un habitant de la ville l'enterra cependant à la tombée de la nuit. Après avoir fait lever des contributions de guerre, après avoir dévasté le territoire de ses alliés les *Sicules* eux-mêmes, *Radu Serban* s'en retourna en *Valachie,* n'ayant nulle envie de recommencer les fautes politiques de *Michel.*

La misère atteignit à ce moment de telles proportions que, ne possédant plus ni chevaux ni bêtes de somme, les paysans s'attelèrent eux-mêmes à la charrue ou aux voitures à deux roues que l'on désigna dorénavant du sobriquet de « voiture de Basta » . On mourut de faim, on se livra à l'anthropophagie, le blé étant devenu une denrée d'un prix inabordable. « Où pouvais-je aller, écrit *François de Mikó* en 1603, puisqu'il n'y avait pas un seul habitant entre Karán-Sebes et Szászváros! »

Devant ces résultats funestes du gouvernement de *Basta*, — produit composé de la réaction austro-espagnole et de la barbarie roumaine, — le parti des mécontents s'accrut journellement. Mais pour le pousser à l'action, il fallait un événement, tel que la reprise de la cathédrale de Sainte-Élisabeth de *Kassa* en *Hongrie*, que les impériaux ont de vive force enlevée aux protestants le 6 janvier 1604 Ce fut le signal de la persécu-

tion des protestants dans la *Haute-Hongrie*. On dénonça ce fait immédiatement à la diète de *Pozsony;* mais au lieu de l'arrêter, *Rodolphe* l'aggrava par l'article 22, dans lequel il admonesta les plaignants « qui ne voulaient ni se nommer ni indiquer de quelle religion ils étaient », et il renouvela toutes les lois créées en vue de la défense du catholicisme et de l'oppression du protestantisme (le 1er mai 1604).

Annoncée ouvertement pendant la diète, la révolte éclata l'automne suivant. Ce fut *Étienne Bocskay*, l'oncle maternel de *Sigismond Báthory*, qui en devint le chef malgré son attachement antérieur à la politique austrophile de son neveu, à cause de laquelle il fut même déclaré traître à la patrie par la diète de *Léczfalva*. Il exécuta cette volte-face non seulement comme protestant jaloux de sa religion, mais ayant acquis la conviction aussi, que pour conserver l'indépendance de la *Transylvanie* et par là le refuge du génie magyar, il ne fallait pas s'abandonner à la seule magnanimité des hommes d'État autrichiens.

Menacé par la réoccupation du *Banat* transylvanien au profit de *Bocskay* et la soumission des départements de l'Est de la *Hongrie* au chef de la révolte victorieuse, *Basta* se vit d'autant plus forcé d'évacuer la *Transylvanie* que *Radu Serban* n'eut aucun scrupule pour conclure un traité d'alliance offensive et défensive avec le nouvel et inopiné antagoniste de l'influence autrichienne. Élu prince de *Transylvanie* le 21 février 1605, celui-ci promit sa protection à la *Valachie* en échange du serment du vasselage prêté par *Radu*.

L'assemblée de *Szerencs* vota le titre de roi de *Hongrie* à *Bocskay* (le 20 avril 1605) et le sultan le confirma plus tard également. Mais ayant été couronné sur le *Rákos* le 10 novembre suivant par le grand vizir, *Bocskay* retira vivement l'insigne de la souveraineté, cadeau du sultan, « car, disait-il, en Hongrie il était interdit de porter la couronne, tant que vit le roi légalement couronné. »

Qu'un court règne comme celui de *Bocskay* puisse complètement rétablir l'ancienne situation internationale de la *Transylvanie*, personne ne l'eût cru du temps de *Basta*; cependant

le traité de *Vienne* (conclu le 23 juin 1606) et celui de *Zsitva-torok* (datant du 11 novembre 1606) le démontrent clairement. Dans le premier on reconnaît l'élection de *Bocskay* comme prince de *Transylvanie* et on lui donne encore trois départements de la *Hongrie;* dans le second, *Rodolphe* et le sultan confirment ces stipulations en lui donnant une importance internationale.

Bocskay mourut le 29 décembre suivant à *Kassa* en ayant déclaré dans son testament que : « Tant que la couronne hongroise se trouve là-haut (c'est-à-dire à Vienne) dans les mains d'une nation plus forte que la nôtre, il sera toujours utile et nécessaire de conserver un prince magyar en Transylvanie. » On commettrait une injustice flagrante, si on n'ajoutait pas ici que les succès de *Bocskay* étaient singulièrement facilités par l'affection sincère que l'archiduc et futur empereur et roi *Mathias* a toujours portée aux *Hongrois*. S'étant placé à la tête des mécontents hongrois, autrichiens et moraves, ce dernier força *Rodolphe* à renoncer à l'*Autriche* et à la *Hongrie* et se fit couronner roi de *Hongrie* le 19 novembre 1608 à *Pozsony*. La diète convoquée à cette occasion édicta une foule de lois libérales, reconnaissant les anciens droits de la nation magyare, organisant les deux chambres de la législature et permettant à toutes les religions reçues l'exercice entièrement libre de leur culte. Il est vrai que ce fut l'époque où le protestantisme arriva à son apogée en *Hongrie* et où, dans la grande noblesse, on ne compta plus que quelques familles catholiques. On confia même le charge de palatin successivement à deux protestants.

Après la mort de *Bocskay*, le choix des états de la *Transylvanie* tomba sur *Sigismond Rákóczy*, sans tenir compte de son âge avancé et de son caractère pacifique et paisible. Aussi sa prompte abdication ne surprit-elle personne. Elle eut pour suite l'élection de *Gabriel Báthory*, jeune homme despotique, sanguinaire et libertin, mais ayant été élevé dans les traditions de sa famille. De là la hâte avec laquelle il s'occupe immédiatement après son avènement des vayvodies roumaines. Ses envoyés n'y vont pas inutilement et rapportent des traités favorables aux intérêts de la *Transylvanie* : *Radu Serban* devient le vassal de *Báthory* et le vayvode de *Moldavie* consent à lui

payer 8,000 florins de tribut annuel. Malheureusement *Báthory* n'est pas fait pour continuer ce beau commencement. Sa tyrannie lui aliène tout le monde; soupçonneux, il accuse les deux vayvodes et surtout *Radu Serban* de trahison. Pour le châtier il passe en 1611 en *Valachie* et ayant pris *Tergoviste* il envahit tout le pays. Alors il envoie à *Constantinople* une ambassade avec la mission de lui faire donner la *Valachie* par le sultan sous le prétexte que *André Báthory* étant tué par *Michel* et *Moïse de Székely* par *Radu Serban*, il veut les venger par l'occupation du pays pour son propre compte. Mais il n'était nullement de l'intérêt des *Turcs* que la *Transylvanie* et la *Valachie* se trouvassent réunies sous un même gouvernement. *Bathory* se vit donc obligé de s'en retourner chez lui en laissant quelques garnisons hongroises en vue de la protection de *Radu Michné* que la faveur des *Turcs* avait placé sur le trône vayvodal.

En fuyant devant *Báthory*, *Radu Serban* se rendit d'abord en *Moldavie* et, de là, à travers la *Pologne*, à *Vienne* auprès de *Mathias*. Après le retour de *Báthory* en *Transylvanie*, il s'empressa de reconquérir sa vayvodie, à l'aide de mercenaires polonais et moldaves, en chassant les faibles troupes hongroises. De nouveau maître du gouvernement, il forma une coalition avec *Mathias* et les mécontents transylvaniens, magyars et saxons, pour combattre *Báthory*. Le début de cette guerre n'était nullement avantageux pour les armes transylvaniennes. Grâce à la trahison d'un des chefs de *Báthory*, acheté par les *Saxons*, *Radu Serban* put remporter une victoire à *Brassó*, mais elle fut infructueuse, car *Radu Michné* étant réapparu en *Valachie* et ayant pris *Tergoviste* à la tête d'un gros de *Turcs* et de *Tartares*, il fallut que *Radu Serban* reprit le chemin de *Vienne*. Là *Mathias* étant précisément à la veille de déclarer la guerre à *Báthory*, on le reçut mieux encore que la première fois et on le fit repartir pour la *Transylvanie* en compagnie de *Sigismond de Forgách*, général en chef des troupes royales. Mais leur campagne se termina par un désastre; ils s'enfuirent en *Moldavie*, ayant perdu la plus grande partie de leurs hommes et la totalité de leurs canons et munitions.

Malheureusement pour *Báthory*, il eut l'air, à ce moment-là, de vouloir renouveler la politique équivoque de son détesté prédécesseur et parent *Sigismond*. Il entra en pourparlers secrets avec la cour de *Vienne*. C'était assez pour éveiller la méfiance des anciens exilés; ils chargèrent *Gabriel Bethlen* d'en prévenir le pacha de *Témesvár*. Or, cette missive fut interceptée et le prince en prit connaissance. Pour éviter son courroux, *Bethlen* fut obligé de se sauver. Il alla incontinent à *Andrinople*, où séjournait alors le sultan, et il y obtint, en dehors de la promesse de sa candidature au trône de *Transylvanie*, des subsides en hommes et en argent. Pour multiplier les chances de son succès, la Sublime-Porte enjoignit même aux vayvodes de *Moldavie* et de *Valachie*, à *Étienne Tomsa* et à *Radu Michné*, de combiner leurs attaques avec celles de *Skender* pacha, général en chef de l'armée mise à la disposition de *Bethlen* et composée de 25,000 combattants. A l'approche de ce danger formidable *Báthory* ne se trouva plus en sécurité au milieu de ses sujets transylvaniens. Il s'enferma dans la ville hongroise de *Nagy-Várad* sans pouvoir éviter son sort : deux gentilshommes hongrois exaltés l'y assassinèrent pour débarrasser l'humanité d'un monstre pareil.

Sa disparition subite facilita singulièrement le début du règne de *Bethlen*, l'élu de la diète de *Kolozsvar*. En cédant aux *Turcs* la forteresse de *Lippa* il put aussi aisément déjouer les plans de *Georges Drugeth de Homonna*, son concurrent suscité par la cour de *Vienne*. Quant à *Radu Serban*, sa dernière tentative dans laquelle il eut pour auxiliaires les *Polonais*, ne fut pas couronnée de plus de succès que les précédentes. Il mourut à *Vienne* en 1620, comme pensionnaire de la cour impériale.

Les conditions où se trouvaient la *Transylvanie* et son souverain génial en 1618, au commencement de la guerre de trente ans, étaient donc excessivement heureuses. Comme dit M. *Jules Pauler* en parlant de *Bethlen* : « la race magyare n'a pas produit un prince depuis Mathias Corvin qui fût plus apte pour le gouvernement que cet homme de trente-six ans. Son esprit pénétrant comprenait parfaitement tout ce qui était nécessaire pour la sécurité et pour le développement matériel et

intellectuel de la petite Transylvanie. En sa qualité de partisan de Sigismond Báthory, d'ennemi de Basta et ensuite de Gabriel Báthory, il eut souvent l'occasion de séjourner en Turquie; il s'y était déjà aperçu de la décomposition de ce grand empire. Aussi était-il de ceux qui ne croyaient plus impossible que les Turcs pussent être chassés de la Hongrie par la chrétienté réunie, que le pays pût être délivré, et il s'était réservé dans cette œuvre immense sinon le premier mais assurément le rôle le plus important. Mais les événements ne prirent pas une tournure favorable à la réalisation de ce projet! » Comme *Corvin*, il était obligé de se mêler aux luttes des Occidentaux pendant que ses rêves ne visaient que la transformation de l'Orient!

Le caractère que la guerre de Trente ans eut en *Hongrie*, fut plus politique que religieux. Les catholiques et les protestants hongrois n'ont jamais aimé la propagande à coups d'estoc et de taille. Le cardinal prince-primat *Pierre Pazmány de Panasz* et le palatin comte *Nicolas Esterházy*, le fondateur de cette illustre famille de la *Hongrie*, préféraient la persuasion à la violence. Le premier avec ses ouvrages polémiques — servant encore aujourd'hui de modèle aux prosateurs magyars — et avec son éloquence véhémente, le second par son infatigable zèle de faire des prosélytes, ont plus ramené de protestants dans le giron de l'Église catholique que n'en eussent ramené les lois les plus draconiennes ou les dragonnades les plus sanglantes. Et l'on ne peut pas affirmer non plus que ce fussent l'absolutisme et le constitutionnalisme qui étaient aux prises; car on tenait au régime parlementaire dans les deux camps opposés avec une égale conviction et *Bethlen* n'était pas moins autoritaire que le gouvernement impérial. On peut dire plutôt que la *Hongrie* ressemblait à un organisme en état morbide s'efforçant d'éliminer les éléments étrangers qui l'encombraient, mais n'ayant pas encore assez d'énergie vitale pour les séparer d'abord et pour les expulser ensuite l'un après l'autre. L'époque de la convalescence ne devait venir que plus tard.

Ayant appris la révolte des *Tschèques* et la pointe poussée vers *Vienne* par *Mathias Thurn*, *Bethlen* se décida à une prompte action. Il comprit que le sort du protestantisme hongrois dé-

pendait de celui des États autrichiens et qu'il était en corrélation avec l'indépendance de la *Transylvanie*. Quant il vit qu'à la diète de *Pozsony* on n'était pas enclin à réparer les préjudices causés aux protestants et que la cour de *Vienne* hésitait toujours à renvoyer de la *Bohème* les troupes hongroises commandées par *Boucquoi*, il tira son épée après avoir publié un acte d'accusation, rédigé par *Alvinczy*, contre le gouvernement impérial et après avoir appelé la *Hongrie* aux armes pour la défense de sa constitution et de la liberté religieuse.

Ses premiers succès furent éclatants : toute la *Haute-Hongrie* depuis *Kassa* jusqu'à *Pozsony* le reçut à bras ouverts. A la diète de *Beszterczebánya*, on lui offrit même la couronne de saint Étienne (le 25 août 1619), en la retirant à *Ferdinand II*, jugé par trop catholique. Sans se faire couronner, *Bethlen* accepta le titre de roi de *Hongrie*, mais comme il se sentait menacé du côté de la *Pologne* par son rival constant *Georges de Homonna*, il souscrivit à l'armistice proposé qui lui assura la possession de la *Hongrie* orientale jusqu'aux montagnes de la *Fatra*. Il devint ainsi un des chef dirigeants de la grande lutte internationale. On voit figurer son nom parmi ceux à qui devait revenir la couronne de la *Bohême*, mais ce fut le prince *Frédéric de Pfalz* qu'on y élut pour le plus grand bonheur de *Ferdinand*, car il est très probable que l'issue de la bataille de la *Montagne-Blanche* eût été tout autre avec *Bethlen* comme chef des alliés qu'elle ne fut avec les princes d'*Anhalt* et de *Hohenlohe*.

Ne pouvant plus compter sur les *Tschèques*, *Bethlen* consentit à la conclusion d'une paix avantageuse. Elle fut signée à *Nikolsbourg* en 1621.

D'après ces stipulations, il fallait que *Bethlen* rendit la couronne de Saint-Étienne ainsi que les forteresses conquises et qu'il renonçât au titre de roi de Hongrie, à condition que *Ferdinand* lui cèdât à son tour sept départements de la *Hongrie* septentrionale et lui conférât le titre de prince du Saint-Empire avec promesse s formelles de respecter la constitution hongroise et de réparer les griefs de la nation.

Cette paix ne dura que deux ans, car, poussé par l'*Angleterre*, la *France* et la *Hollande*, liguées contre l'omnipotence de la

maison de *Habsbourg*, *Bethlen* recommença la guerre dès 1623 sous prétexte de l'inexécution du traité de *Nikolsbourg*. Elle aboutit à la paix de *Vienne* en 1624, où on confirma de nouveau les clauses du traité précédent. On doit attribuer cette stérilité de la deuxième campagne aux défaites subies par les protestants en *Allemagne* à la suite desquelles la situation de *Ferdinand* s'était sensiblement améliorée.

Arrivé à cette phase de sa carrière, *Bethlen* faillit imprimer à l'orientation de sa politique une direction très imprévue. Tournant le dos à l'alliance turque, il se rapprocha de *Ferdinand*. Considérant le déclin visible de l'empire ottoman, pourquoi ne se réuniraient-ils pas pour le combattre? Il dirigerait les opérations de leur armée et comme gage de leur accord *Ferdinand* lui donnerait la main de sa fille. Car quoique protestant fervent — il a lu vingt-six fois la Bible — il était patriote comme *Henri IV*.

Entre temps, de grands efforts furent tentés par les puissances protestantes. La demande en mariage du prince de *Galles* n'ayant pas été favorablement accueillie à *Madrid*, le roi *Jacques d'Angleterre* ne fit aucun mystère de ses intentions hostiles à l'égard des *Habsbourg*. Il chargea donc *Roe*, son ambassadeur accrédité à *Constantinople*, de s'entendre avec le grand vizir pour entraîner *Bethlen* dans une coalition contre *Ferdinand*. Elle serait formée de l'*Angleterre*, de la *France*, de la *Hollande*, de la *Turquie* et de *Venise*. Ils demandèrent ensemble au prince de *Transylvanie* de se prononcer franchement s'il voulait se ranger du côté de l'empereur et des catholiques ou du côté du sultan et des protestants? « Votre adhésion, disaient-ils, augmentera les forces de l'union et on acceptera le concours de Votre Altesse Sérénissime sans condition. On ne veut pas vous faire faire la guerre, on ne veut que vous indiquer les vrais moyens pour vous garantir efficacement. Plusieurs bruits circulent au sujet des intentions de Votre Altesse Sérénissime : entre autres, on prétend qu'elle veut se convertir au catholicisme et qu'elle veut former, sous la protection du pape et de l'empereur, un royaume indépendant composé de la Transylvanie, de la Moldalvie et de la Valachie. »

Il n'était pas dans l'intérêt des *Habsbourg* de favoriser la création d'un état semblable. Arrondi par l'adjonction possible de la *Pologne*, il pouvait devenir un rival dangereux en Orient. La main de l'archiduchesse fut conséquemment refusée, et *Bethlen* envoya ses négociateurs sans tarder de *Vienne* à *Berlin* pour y chercher femme et alliance. Ils y obtinrent les deux; la princesse *Catherine de Brandebourg* devint princesse de *Transylvanie* et on y promit à *Bethlen* des subsides en argent. A la suite de cette alliance, ses armées exécutèrent une attaque simultanée avec celle de *Mansfeld*. A *Vienne* on cria à la trahison, à la perfidie. Emporté par son ressentiment, *Ferdinand* prétendait que « *Bethlen* n'était ni noble, ni Magyar, mais seulement Valaque! »

Après la défaite de *Mansfeld*, au pont de *Dessau*, *Wallenstein* et *Bethlen* se trouvèrent face à face dans les environs du *Vág*. Mais affaiblis pour des causes diverses, ils n'osèrent pas hasarder une bataille décisive. Grâce aux conseils de *Nicolas Esterházy* on renouvela la paix de *Nikolsbourg* à *Pozsony* (1629) pour se refaire en vue des complications nouvelles et inévitables. Cette fois, ce fut *Gustave Adolphe*, le héros suédois, le beau-frère de sa femme, qui préoccupa *Bethlen* principalement. Il en fit son allié pour combattre la *Pologne* toujours hostile, en compagnie des *Turcs* et du tsar moscovite. Mais il mourut au milieu de ces préparatifs de guerre, le 15 novembre 1629, en recommandant à son entourage l'élection de sa femme.

Catherine ne resta que quelques mois sur le trône qu'elle abandonna à cause du départ de son favori *Étienne Csáky de Keresztszegh*. Ce fut alors *Georges Rákóczy Ier* que les états élurent pour souverain. Fils du prince *Sigismond* déjà cité, frère d'armes de *Bethlen*, *Rákóczy* était un homme intelligent, très ordonné, porté vers les idées conservatrices et dont la préoccupation dominante se rapportait à l'accroissement de sa fortune et à la consolidation de sa famille sur le trône de la *Transylvanie*.

Contrairement à la politique de son illustre prédécesseur, la sienne, très circonspecte et très timorée, le tint très longtemps éloigné de la guerre de Trente ans. Il ne s'y mêla qu'en 1644,

après avoir reçu de la *Suède* des garanties formelles au sujet de sa situation en cas d'insuccès. La campagne qu'il fit en *Hongrie* ayant son ennemi personnel, le comte *Nicolas Esterházy*, pour adversaire, se passa plutôt en subtiles négociations qu'en combats sanglants, car son énergie était considérablement paralysée par l'attitude inquiétante de la *Sublime-Porte* qui ne voyait pas d'un bon œil l'affermissement et le développement de sa puissance. De là l'empressement avec lequel il saisit la première occasion favorable, les avantages remportés en *Moravie* par *Torstenson* sur les armées de *Ferdinand III*, pour faire la paix. Elle fut signée le 16 décembre 1645 à *Linz*. Ses stipulations profitaient aux protestants et à *Rákóczy*, sans fortifier la *Transylvanie* elle-même, faute politique considérable dont les conséquences ne se firent pas longtemps attendre.

On a pu constater plus haut l'influence que les vayvodes roumains exerçaient sur le sort de la *Transylvanie* au commencement du XVII[e] siècle. Elle cessa à mesure que ce furent de vrais hommes d'État qui y occupèrent le trône. Du temps de *Georges Rákóczy* 1[er], on y était de nouveau dans les conditions normales. Aussi les boyards, mécontents des exactions du vayvode *Léon*, se réfugièrent-ils de la *Valachie* tout naturellement auprès de lui. Et avec raison, car il ne leur accorda pas seulement l'hospitalité, mais, ayant refusé de céder aux nombreuses réclamations de *Léon*, il mit leur chef *Mathieu Basaraba* à la tête d'une armée auxiliaire, à l'aide de laquelle celui-ci ne tarda pas à conquérir le trône de son persécuteur. Ayant reçu l'investiture du sultan, *Mathieu* régna. exposé aux caprices des grands vizirs, mais gardant jusqu'à sa mort une fidélité inébranlable envers les *Rákóczy*.

Elle était d'autant plus méritoire qu'à la suite de certaines menées de *Vasilié Lupu*, vayvode de la *Moldavie*, désireux de remplacer *Mathieu* en *Valachie* et de céder sa propre vayvodie à son fils aîné *Jon*, *Rákóczy* reçut de *Constantinople* l'ordre de soutenir l'entreprise du compétiteur de son ami, tout en sachant que le premier lui en voulait aussi. Mais grâce au concours de plusieurs circonstances imprévues, *Ráckózy* ne fut pas obligé de faire couler le sang des *Roumains*. Son

général *Jean de Kemény* réussit à réconcilier, au moins pour quelque temps, les deux vayvodes ennemis et à leur imposer un tribut annuel au profit de *Rákóczy*. Mais *Lupu* ne voulut pas renoncer à ses idées de conquête depuis longtemps caressées. Il recommença ses intrigues auprès des *Turcs*, en affirmant que c'était pour les combattre que *Mathieu* cultivait l'amitié du prince de *Transylvanie*. Alors il fut sévèrement défendu à ce dernier de protéger son vassal aux abois. *Rákóczy*, ne voulant pas complètement l'abandonner, lui envoya néanmoins subrepticement un corps de cavaliers à l'aide duquel il lui fut aisé d'infliger une défaite à *Lupu* (le 3 décembre 1639). Il y eut ensuite de nouvelles négociations qui aboutirent enfin à une paix définitive, confirmée par la *Sublime-Porte*. En dehors du tribut annuel de 2,500 ducats, les vayvodes lui fournirent des troupes auxiliaires dont *Rákóczy* n'eut qu'à se louer pendant sa campagne de 1644.

Au fond, le but secret de ses visées n'était ni en *Hongrie* ni en Orient. Il n'apparaît ouvertement que vers la fin de sa vie, quand le trône de la *Pologne* devient vacant. Hanté par le souvenir de la gloire d'*Etienne Báthory*, il y prépara sa candidature de longue date par l'accueil qu'il fit au prince de *Radziwil*, chef des dissidents polonais, dans son château de *Munkács*. Pour ne pas exciter la jalousie de la cour de *Vienne* et du sultan, il se serait contenté de ne placer la couronne de *Pologne* que sur la tête de son second fils *Sigismond*, en laissant la *Transylvanie* à son aîné, *Georges II* qui lui succéda en 1648. Mais la combinaison échoua par suite de l'aversion que *Sigismond* éprouva pour *Irène*, la seconde fille de *Vasilié Lupu* avec laquelle il aurait dû se marier, pour obtenir non-seulement le concours de son futur beau-père, mais aussi celui du prince de *Radziwil* autre gendre du vayvode de *Moldavie* ainsi que son fidèle allié le hetman des *Cosaques*, *Bogdan Chmelnitzky*. Le puritanisme rigide du jeune *Rákóczy* ne put s'accommoder de l'aspect oriental de la belle *Roumaine*, élevée comme otage à *Constantinople* qu'il ne connaissait du reste que d'après son portrait, don de *Lupu*. Il y eut cependant une demande en mariage formelle à laquelle le vayvode moldave répondit par un refus d'autant

plus catégorique qu'il pensait déjà à d'autres liens matrimoniaux, les *Cosaques* et les *Polonais* s'étant entre temps réconciliés. Mais dans sa réponse officielle il prétexta l'opposition du clergé orthodoxe.

Les conséquences également désastreuses pour les deux pays de ce mariage manqué ne se firent pas longtemps attendre. *Lupu* ayant marié sa fille à *Timus Chmelnitzky*, fils et successeur de *Bogdan*, se trouva bientôt en hostilité ouverte avec *Georges II*, car dans le différend qui éclata en 1652 entre la *Pologne* et les *Cosaques*, celui-ci prit fait et cause pour le roi de *Pologne*, *Jean-Casimir*, afin de se rendre populaire aux yeux du peuple, dont il voulait briguer plus tard le suffrage comme roi. L'issue de cette guerre fut longtemps incertaine. D'abord, l'armée transylvanienne eut le dessus sous la conduite de *Jean de Kemény*. Ayant chassé *Lupu* du trône moldave, il y installa, d'accord avec *Mathieu*, le vayvode de *Valachie*, le grand logefette *Ghéorgitza*. Mais déjà *Lupu* revenait accompagné de *Timus*, à la tête d'une nombreuse armée cosaque devant laquelle *de Kemény* se vit forcé de battre en retratie. A ce moment entre en ligne *Mathieu* à son tour; il rejoint le chef magyar et, réunis, ils gagnent la bataille de *Finta*. Du côté du Nord, ce sont les *Polonais*, conduits par *Lubomirsky*; du côté de l'Ouest, ce sont les *Sicules* de *Petky* qui pénètrent en *Moldalvie*. La bataille décisive eut lieu à *Sirca*, d'où *Lupu* s'enfuit en *Ukraine* tandis que *Timus* se réfugiait à *Soucsava* entouré de la famille vayvodale. Cette forteresse ne se rendit qu'à l'automne, après l'arrivée de *Jean de Kemény* et de son artillerie de siège. Quant à *Lupu*, les *Tartares*, ses hôtes, s'en débarrassèrent en l'envoyant sous bonne escorte et chargé de fers, à *Constantinople*.

Dans l'année 1654 mourut *Mathieu*, le fidèle allié de la famille *Rákóczy*. Il eut pour successeur *Constantin Serban Basaraba*. Au commencement de son règne il eut à combattre la révolte des *seimen*, de ses troupes mercenaires, pour la répression de laquelle il demanda l'assistance du prince de *Transylvanie*. *Rákóczy* parut en personne à la tête de son armée et, grâce à son sang-froid et à son énergie, il gagna la bataille de *Plojesti* (le 26 juin 1655). En réalité, il eût mieux valu qu'il ne

remportât pas cette victoire, car elle le confirma dans sa détermination d'entreprendre l'exécution de la chimère rákóczienne, la conquête de la *Pologne*.

Ayant fait élire son fils âgé de sept ans prince de *Transylvanie* sous le nom de *François Ier* (le 18 février 1653), biais par lequel il espérait apaiser les susceptibilités de ses voisins redoutables, l'empereur *Léopold* et le sultan, — confiant dans la fidélité des deux vayvodes roumains, il s'entendit avec le roi de *Suède*, *Charles-Gustave*, au sujet du partage des pays polonais et il obtint même des *Cosaques* la promesse de leur concours.

Ce fut le 18 janvier 1657 que l'armée transylvanienne, accrue des contingents des deux vayvodies roumaines et comptant plus de 40,000 hommes, se mit en marche sous la conduite personnelle de *Georges II*, ayant pour chef de son état-major *Jean de Kemény*. Au versant septentrional des *Carpathes*, elle fut rejointe par les *Cosaques*; tandis que la réunion avec les *Suédois* n'eut lieu que sous les murs de *Cracovie* même, le 28 mars suivant.

Jamais on n'a vu mieux préparer une campagne et tourner un début aussi heureux en désastre irrémédiable.

Conformément à sa politique déjà séculaire, la *Sublime-Porte* n'admettait le développement excessif d'aucun des États qui vivaient dans l'orbite de sa puissance. Elle intima donc l'ordre à *Rákóczy* de cesser la guerre et de retourner en *Transylvanie* incontinent, et comme il n'obéit pas, elle le fit attaquer par le khan des *Tartares*. D'autre part, l'empereur *Léopold Ier* réussit à susciter des difficultés aux *Suédois* du côté du *Danemark* et mit 16,000 hommes à la disposition de *Lubomirsky* pour ravager les possessions hongroises de *Rákóczy*, service immense que *Jean Sobiesky* tint à rendre vingt-six ans plus tard en délivrant *Vienne* assiégée par *Kara-Moustafa* !

Ayant chargé *Jean de Kemény* du commandement de son armée disloquée, *Rákóczy*, pour sauver sa vie, dut précipitamment rentrer en *Transylvanie*, où on procéda sans tarder à son remplacement sur l'injonction du sultan (le 1er novembre 1657). Mais l'élu des états, *François Rhédey*, ne se considéra que comme intérimaire et remit ses pouvoirs de nouveau à

Rákóczy aussitôt que celui-ci se crut redevenu populaire. Mais voulant s'emparer de la *Transylvanie* pour en faire la base de leurs opérations futures, les *Turcs* n'entendirent pas de cette oreille-là. Le grand vizir *Kupruli Mohamet* y vint en personne pour chasser *Rákóczy* et pour le remplacer par *Achate Barcsay* sous des conditions tellement onéreuses qu'on pouvait d'avance présumer que le pays ne serait pas en état de les remplir. C'était une raison pour *Rákóczy* de reparaître encore. Mais ne recevant des renforts de personne, il ne put opposer à la bataille de *Fénes* que des forces insuffisantes à *Seïdi-Amhat* pacha, dont l'armée complète ne fit qu'une bouchée de ses troupes peu nombreuses (le 22 mai 1660). *Georges II* y fut mortellement blessé et mourut quinze jours après à *Nagy-Várad*, dont les *Turcs* s'emparèrent peu de temps après.

Pour contrebalancer l'effet moral et matériel de ce grave échec, la cour de *Vienne* prit la candidature au trône de *Transylvanie* de *Jean de Kemeny* sous sa protection. Celui-ci défit son compétiteur *Barcsay* dans plusieurs rencontres ; finalement il s'en empara et le fit exécuter avec plusieurs de ses partisans. Férocité inutile, car déjà les *Turcs* envoyaient une nouvelle armée en *Transylvanie* sous les ordres de *Koutchouk* pacha. Ce fut *Montecuccoli* et son armée que l'on désigna à *Vienne* pour l'escorte de *Jean de Kemény*. Mais le général « aux pieds d'écrevisse », comme ses contemporains l'appelèrent, ne le conduisit qu'à la frontière de la *Transylvanie*. L'ayant franchie *de Kemény* et *Koutschouk* se mesurèrent à *Nagy-Szoelloes* où le premier fut vaincu et tué (le 23 janvier 1662). C'était en même temps la consécration de l'élection de *Michel Apafi* ; elle eut lieu le 14 septembre de la précédente année, ainsi que le commencement du déclin de la *Transylvanie* comme état indépendant.

Les deux vayvodes roumains, alliés de *Georges Rákóczy II*, ne furent pas plus épargnés par le sultan. Il les destitua tous deux et il mit sur le trône de la *Moldavie Gheorghe Ghica* et sur celui de la *Valachie Mihnéa Radu*.

Il faut considérer cette recrudescence apparente de l'influence turque comme les dernières flammes d'une lampe qui s'éteint ;

car dans la guerre qui éclata l'année suivante entre *Léopold Ier* et les *Turcs*, ces derniers essuyèrent à *Saint-Gotthard* (le 1er août 1664) le premier échec sérieux, précurseur de tant d'autres, sur le territoire hongrois, où ils avaient cueilli jadis de si beaux lauriers. La paix de *Vasvár* — conclue dix jours après, semblait les favoriser cependant encore, puisqu'elle se basait sur le *statu quo*. Mais cette longanimité de *Léopold* s'explique aisément par l'orage qui l'avait menacé du côté de la *France* et auquel il fallait faire face avant tout.

Cette influence de la politique française sur les affaires de la *Hongrie* ne fit que croitre depuis qu'on s'y aperçut que les hommes d'État impériaux ne s'en occupaient qu'avec une certaine indifférence. Des magnats patriotes, tels que le palatin *Nicolas Wesselényi*, le poète-héros *Nicolas*, comte *Zrinyi;* son frère *Pierre*, le supréme juge (judex curiae) *François Nádasdy* trouvaient que la situation du pays devenait intolérable à cause des courants antimagyars qui caractérisaient les résolutions de la cour de *Vienne*. Après la mort de l'auteur de la « Zrinyiade » , tué par un sanglier à la chasse (le 18 novembre 1664) et après la mort de *Wesselényi*, *Pierre Zrinyi* devenu bàn de *Croatie*, organisa une vraie conspiration, englobant son beau-frère *Pierre Frangepan* et son gendre *François Rákóczy Ier*, l'ex-prince de *Transylvanie*, qui s'était converti au catholicisme, et vivait maintenant retiré dans ses terres dans la *Haute-Hongrie*. Le mouvement n'aboutit pas parce qu'il n'avait pas de but déterminé, les conspirateurs étant tous très dévoués aux *Habsbourg* et ne voulant viser que le gouvernement impérial. Ils furent cependant condamnés et exécutés soit à *Vienne* — *Nádasdy*, — soit à *Wiener-Neustadt*, — *Zrinyi* et *Frangepan* — (le 30 avril 1671). *Rákóczy* eut la vie sauve grâce aux efforts des *Jésuites* et de sa mère, la fervente catholique *Sophie Báthory*, dernière descendante de cette famille, également douée des plus grandes vertus et des plus grands vices.

Enhardi par l'effet profond produit par ces exécutions, le gouvernement impérial composé de féodaux réactionnaires, tels que les *Montecuccoli*, les *Lobkowitz* et les *Hocher*, entra résolument dans la voie des illégalités de l'absolutisme. Il

prolongea le séjour des garnisons allemandes dans les places fortes de la *Hongrie;* pour les entretenir, il leva des impôts nouveaux, tandis qu'il substitua au palatin un gouverneur autrichien. assisté d'un conseil mi-parti hongrois, mi-parti allemand (1673). Et ces mesures anticonstitutionnelles furent rendues plus odieuses encore par les persécutions religieuses recommencées : on expulsa les protestants de leurs églises, on envoya leurs pasteurs aux galères, dans les prisons, en exil. Les mécontents y ripostèrent par une prise d'armes dès 1673, et une espèce de guerre de guérillas dura jusqu'en 1678 entre les *Labantz*, sobriquet des impériaux, et les *Kouroutz* comme s'appelaient les révoltés en souvenir des *cruciati*, (prononcez à l'italienne : *crouciati*) de *Georges Dózsa*. Soutenus par des subsides venus de la *Transylvanie* et de la *France*, les *Hongrois* se battirent vaillamment et leur soulèvement prit des proportions tout à fait menaçantes, quand *Émeric Thoekoelyi* (les historiens français écrivent *Tékély*) se mit à la tête de leurs troupes. Issu d'une très riche famille luthérienne assez illustre, — un de ses aïeux, *Georges de Thurzo*, était palatin de 1609 à 1616, fils d'un proscrit impliqué dans la conspiration de *Wesselényi* et qui mourut en défendant, contre les impériaux, la forteresse d'*Arva*, — le jeune et génial général n'avait alors que vingt et un ans, mais enflammé par l'amour qu'il ressentait pour la belle *Ilona Zrinyi*, fille et nièce de *Pierre Zrinyi* et de *François Frangepan* décapités, et veuve depuis 1676 de *François Rákóczy Ier*, il fit de tels prodiges, que *Léopold* se vit forcé de convoquer une diète à *Sopron* en 1681 « pour la restitution de la liberté du pays ». Il révoqua le gouverneur allemand et nomma *Paul Esterházy*, le fils de *Nicolas* et le beau-frère de l'infortuné *Nádasdy*, palatin de la *Hongrie*, charge qu'il remplit pendant plus d'un quart de siècle et qui ne l'empêcha pas d'être un compositeur de musique religieuse très sérieux.

C'est à ce moment que les *Turcs* tentent leur dernier effort contre la chrétienté. Le grand vizir *Kara-Moustafa* assiège en 1683 *Vienne* avec 200,000 hommes, parmi lesquels figure le contingent de *Thoekoelyi*. Mais déjà l'éclat du Croissant pâlit et, repoussés par les héroïques défenseurs bourgeois de *Vienne*,

battus par le roi de *Pologne Jean Sobieski*, les *Turcs* perdent successivement toutes les places fortes de la *Hongrie : Esztergom* le 21 octobre 1683, *Érsek-Ujvár* le 19 août 1685.

Alors dans l'espoir de faciliter la conclusion de la paix, *Thoekoelyi* fut arrêté par le pacha de *Témesvár* sur l'ordre du grand vizir *Ibrahim le Satan*. Cette trahison inutile chassa tous les mécontents dans le camp des impériaux. On les voit combattre sous les ordres de *Charles de Lorraine* au premier rang à la reprise de *Bude* (le 2 septembre 1686) où la résistance héroïque *d'Abdurrahman* pacha clôt glorieusement l'époque funeste de l'occupation turque de la *Hongrie*.

Il n'y eut qu'*Ilona Zrinyi*, devenue la femme de *Thoekoelyi* en 1682, qui n'abandonna pas la cause des mécontents. S'étant enfermée dans la place forte de *Munkács*, elle y subit un siège de trois ans et ne se rendit au général impérial *Caraffa* que faute de vivres et de munitions (le 14 janvier 1688).

Mais déjà la diète de *Pozsony*, pendant la durée de laquelle eut lieu le couronnement de *Joseph I*^er^, fils de *Léopold I*^er^ par l'archevêque *Georges Széchenyi* (le 9 décembre 1687), avait promulgué la loi concédant à la maison des *Habsbourg* le droit de régner en *Hongrie* par droit héréditaire, en souvenir des services qu'elle a rendus en « ayant chassé les Turcs du cœur du pays ». La noblesse magyare y renonça également à cette fameuse clause de la Bulle-d'Or qui lui permit de résister les armes à la main à toutes les tentatives illégales du gouvernement.

Quant à la *Transylvanie*, elle n'assista pas en spectatrice inactive à tous ces grands événements. Redevable au sultan de son élection, *Apafi* se vit obligé de prendre part aux expéditions des armées turques. Cette humiliation devint d'autant plus insupportable pour la partie la plus éclairée de la population que l'on sentait parfaitement la rapidité avec laquelle la puissance ottomane s'approchait de son déclin. Ce fut *Michel Teleki de Szék*, le génial chancelier d'*Apafi* qui servit de clef pour ouvrir à *Léopold* la *Transylvanie*. Semblable au *Frère Georges*, il soutenait d'abord les éléments anti-autrichiens de la *Hongrie* et se comportait à l'égard de *Thoekoelyi* comme un

protecteur enthousiaste ; mais depuis 1682 il travaillait en fervent apôtre de la réconciliation avec les *Habsbourg*, de la soumission à la royauté hongroise. Il eut à combattre un parti composé de mécontents qui avait *Paul Béldi* pour chef, mais dont les intentions étaient trop complexes pour réussir. Ayant exilé les principaux des conjurés, *Teleki* pressa fiévreusement l'achèvement de son plan patriotique : délivrer la *Transylvanie* du patronage turc et la rattacher à la couronne hongroise, tout en sauvegardant le trône d'*Apafi* et les franchises du protestantisme (le 19 mai 1688).

Après la mort d'*Apafi* (1690), son fils *Michel II* se put considérer encore comme prince indépendant; mais, ayant fait un sot mariage, on l'obligea à abdiquer (1694). Entre temps, les *Turcs* firent une dernière incursion pour conquérir la *Transylvanie* en faveur de *Thoekoelyi* à qui le sultan la donna en guise de dommages-intérêts après son emprisonnement malencontreux. Ayant franchi le col de *Törcsvár* par des sentiers dont on ne s'était jamais servi avant lui, son armée composée de *Turcs*, de *Tartares* et de *Kouroutz*, surprit celle de *Michel Teleki*, à laquelle venaient se joindre les troupes de général impérial *Heisler*. La bataille de *Zernyest* (le 21 août 1690) eut une issue fatale pour les *Transylvaniens* : *Teleki* mourut transpercé de coups de lance et *Heisler* fut pris vivant. Elle ouvrit le pays à *Thoekoelyi*, que la diète provoquée à *Keresztény-Sziget*, près *Szeben*, élut prince indépendant le 22 septembre suivant. Mais en octobre il fut obligé de se retirer en *Valachie* et son aventure ne lui profita qu'au point de vue sentimental. En échange de ses prisonniers importants on lui rendit sa femme avec laquelle il se rencontra après sept ans de séparation forcée à *Uj-Palanka* le 13 mai 1692. Depuis ils vécurent exilés dans la plus étroite union pour s'éteindre en *Asie Mineure* à *Ismid*, l'ancienne *Nicomédie*, à un endroit appelé « Prairie de fleurs » où *Ilona Zrinyi* mourut en 1703 et *Thoekoelyi* en 1705. La première repose dans la petite chapelle des *Jésuites* à *Galata* ; le testament du second demande « à être ramené en Hongrie, dans l'église d'une ville luthériennee et à y être désigné par un drapeau et une épitaphe. »

La guerre de délivrance contre les *Turcs* n'en continua pas moins en *Hongrie*. Après les victoires du duc de *Lorraine* à *Mohács* (le 12 août 1687) et du prince *Eugène de Savoie* à *Zenta* (le 11 septembre 1697), après la reprise successive de toutes les places fortes hongroises, le sultan *Moustafa* ne put que demander la paix. Elle fut conclue à *Karlòcza* (Karlovitz) le 25 janvier 1699 en restituant au roi de *Hongrie* toute la *Hongrie* et la *Transylvanie*, une petite partie du *Bánat* et du *Szerémség* exceptée.

De fait, ce fut *Léopold* qui régna en *Transylvanie* depuis la signature du diplôme qui porte son nom et qui règle la nouvelle constitution du pays, c'est-à-dire depuis le 4 décembre 1691.

CHAPITRE XI

LE PROTESTANTISME ET LE ROUMANISME AU XVIIe SIÈCLE.

Il est incontestable que les victoires de *Michel le Brave* et de *Radu Serban* remportées sur *André* et *Gabriel Báthory*, sur *Moïse de Székely*, ne pouvaient avoir lieu sans éveiller à un certain degré la conscience et les aspirations nationales chez les *Roumains* de la *Transylvanie* en général et surtout chez son clergé en particulier. On ne doit pas oublier non plus que c'est encore de l'époque de *Michel le Brave* que l'on possède en *Valachie* elle-même les premiers documents rédigés en roumain. Il en existe un datant de 1583 ou 1585 et provenant de *Théodoru*, logofette de *Vladesc*. C'est en roumain que le vayvode *Michel* en confirme un autre dont le texte est en slavon. Mais le premier document original et entièrement roumain provient de *Siméon Movila* et date de 1601. Il en fait écrire quatre autres en 1604 (1). Résultats qu'il faut attribuer incontestablement à l'influence des tentatives littéraires roumaines dont le protestantisme a pris l'initiative au milieu du XVIe siècle en *Transylvanie*.

Si ce mouvement littéraire national ne se propage pas aussi rapidement qu'alors les protestants, et plus tard les historiens roumains l'eussent désiré, — il ne faut s'en prendre qu'aux conditions déplorables dans lesquelles vivait le clergé roumain aussi bien dans les deux vayvodies qu'en *Transylvanie*. Dans son « Histoire des Bulgares », *Jirecek* affirme que « ni l'état militaire ni le sacerdoce n'ont affranchi le serf; s'il a été consacré prêtre, il est resté la propriété de son maître en cas où celui-ci a bien voulu se charger de son entretien. Il n'y avait que l'élévation à la dignité d'évêque qui impliquait l'affranchissement complet. Nous rencontrons en Bulgarie sur les terres des monastères de Virpins, d'Orechavo et de Ryl plusieurs popes en état de servage (2) ».

(1) Hasdeu, *Cuvinte din bètrani*, I, p. 104 à 137.
(2) Jirecek, *Geschichte der Bulgaren*, p. 402 et 403.

Dans la *Pologne* méridionale, la *Galicie* actuelle, on rencontre des colonies roumaines en grand nombre dès le XIIe siècle. Eh bien! les documents qui s'y rapportent, ne dépeignent pas autrement la situation des popes non plus. Dans un acte de vente ratifié par le roi *Sigismond* en 1532, il est dit qu'il est permis aux *Roumains* d'avoir une synagogue et un pope dans la commune de *Strwiazek*, si ce dernier veut régulièrement payer son cens au roi, comme les autres popes le font. On sait aussi que ces popes roumains appelés vulgairement des *baitko* payaient au seigneur une redevance annuelle de quatre florins ainsi qu'une peau de martre. *Hunfalvy* a donc grandement raison de supposer que : « la servitude et la rusticité des popes sont des spécialités importées de la Bulgarie dans les pays de la rive gauche du Danube (1) ». Il faut donc avouer que *Gabriel Báthory* en ordonnant dès 1609 que les popes puissent librement circuler contre la volonté elle-même de leurs seigneurs, toutefois avec la permission du vladique (évêque) de *Gyulafehérvár;* que *Gabriel Bethlen* en affranchissant le clergé roumain de *Fogaras* du payement de toute espèce de dime (le 18 septembre 1624), se laissent inspirer par des sentiments humanitaires qui leur font, et dans leur personne à toute la race magyare, le plus grand honneur. Or le clergé orthodoxe de la *Transylvanie* dans quelles conditions se trouvait-il alors? Voilà le règlement que l'évêque *Dositeïu*, en fonction de 1625 à 1627, lui impose :

« Le pope qui ne veille pas suffisamment sur sa pureté dans l'accomplissement de son ministère sacerdotal et qui s'enivre, vole ou assassine paiera 8 florins à son évêque. Si le pope ne connaît pas les psaumes, il paiera 24 florins; il en paiera autant s'il ne connaît pas la messe et les vêpres. Le pope, qui ne tient pas proprement et convenablement son église paiera 12 florins. Le pope qui, étant ivre les jours de fête ou les dimanches, est incapable de célébrer les services divins, paiera 24 florins ».

Habitué à ne considérer les affaires que d'un point de vue très élevé, *Gabriel Bethlen* croyait qu'en face d'un état de choses

(1) Hunfalvy Pal, *Az oláhok története*, vol. II, p. 319.

aussi lamentable, le patriarche de *Constantinople* n'hésiterait pas à consentir à l'introduction de certaines réformes sinon dans les dogmes mêmes de l'Église orthodoxe, mais au moins dans sa liturgie et dans son enseignement religieux. Les lettres qu'il a écrites à ce sujet-là, ne sont pas connues, mais on possède la réponse datée du 2 septembre 1629 du célèbre patriarche *Cyrille Lukaris*. Elle est digne d'être reproduite en entier parce qu'elle laisse deviner les intentions de *Bethlen* et en même temps elle fournit un admirable échantillon de la dialectique grecque et de l'esprit byzantin pris dans le meilleur sens du mot. Voici sa traduction littérale :

« Prince Sérénissime !

« Il a fallu que nous apprenions avec beaucoup de tristesse de Vos dernières nombreuses lettres et de la bouche de Votre envoyé l'état d'ignorance et le manque d'instruction, état qui est très nuisible et très compromettant pour le gouvernement de Votre Altesse, des prêtres valaques soumis à Votre pouvoir. Il est déjà tellement invétéré qu'ils ne savent plus lire et encore moins comprendre et enseigner le Saint-Évangile à cause de quoi, comme Votre Altesse le remarque avec tant de justesse, on peut sincèrement regretter la déviation journellement plus accentuée des mœurs et de la foi chrétiennes.

« Ayant appris tout ceci, c'est une douleur profonde qui pèse sur mon âme et sur ma plume et si avec nos coreligionnaires, nous n'étions pas empêchés par le mal général ici sur la terre des infidèles au Christ, nous nous hâterions certainement d'accourir là où l'enseignement des doctrines du Christ et la purification des mœurs sont redevenus si nécessaires. Mais nous sommes retenus ici étant exposés à des suspicions continuelles à cause de la religion du Christ que nous professons, et nous ne disposons non plus d'apôtres, auxquels on pourrait confier la correction de tels abus et de telles faiblesses. Nous sommes donc d'autant plus consolés de savoir que Votre

Altesse à qui Dieu a confié la protection de tant et de si grands peuples, ait promis à cette pauvre nation et à ses prêtres sa bienveillance complète et sa sollicitude entière.

« Mais comme la proposition, que Votre Altesse a désignée pour prix de sa bienveillance, ou celle qu'elle nous a confiée dans ses lettres les plus secrètement écrites, sont d'une telle espèce que nous ne puissions pas les clairement comprendre ou si elles étaient même plus clairement exposées, nous ne devions pas les clairement comprendre en notre qualité de Patriarche, Votre Altesse conviendra aisément qu'il nous est absolument interdit de prêter ouvertement notre concours à l'accomplissement de telles choses. »

« Nous comprenons aussi que la proposition de Votre Altesse pourrait s'attendre à une solution plus aisée si Gemmadius, l'évêque de ces contrées, recevait de notre part le moindre encouragement et que l'on puisse obtenir facilement de ce nommé Gemmadius d'abord le silence et ensuite l'action, si nous nous taisions et si nous fermions les yeux. Mais les secrets eux-mêmes ont aussi quelquefois leur fatalité. »

« Nous comprenons aussi que le puissant empereur des Turcs ne mettra aucun obstacle à l'exécution du plan de Votre Altesse, puisqu'il se contente de la fidélité de ses peuples conquis, fussent-ils d'une religion qui ne soit pas celle de Mahomet. Mais que ce consentement des Turcs puisse persuader au peuple valaque d'embrasser la seule religion à l'exclusion de toutes les autres, que Votre Altesse confesse avec tant de piété (car il est bien clair pour nous que c'est le désir de Votre Altesse), nous en doutons fort; car cela ne pourrait se faire sans porter préjudice aux autres religions qui jouissent des mêmes privilèges sous le sceptre de Votre Altesse et sans bouleverser les âmes, ou sans les exaspérer. Pour la réalisation heureuse et pacifique de ce projet, il faudrait en outre tout d'abord déchirer les liens de cette parenté et de cette sympathie qui existe secrètement et conséquemment, d'autant plus étroitement, entre les Valaques du gouvernement transylvanien et les habitants de la Valachie et de la Moldavie. Les vayvodes des pays susdits n'y consentiront certes jamais, et il lui suscite-

ront des difficultés sinon les armes à la main, mais au moins au moyen d'agitations secrètes. »

« Nous ne nions pas que la religion que Votre Altesse et la plus grande partie de ses sujets confessent, ne soit bien chrétienne et nullement payenne, mais elle diffère néanmoins très considérablement de la religion que confesse l'église d'Orient et dont nous sommes sur cette terre le grand prêtre, comme diffère celle confessée à Rome, laquelle, comme Votre Altesse le croit avec raison, est remplie d'erreurs. Votre Altesse affirme encore que les caloyers et les popes de la terre valaque qui se trouvent sous le gouvernement de Votre Altesse n'ont aucune religion et qu'il serait conséquemment préférable qu'ils aient une religion même erronée selon les doctrines de notre église. Qui nierait que ce ne soit pas autant que de n'avoir aucune religion? »

« Si ce pauvre peuple, dépourvu de toute instruction, embrassait la religion de Votre Altesse, soit par ignorance, soit par suite de violences, ce dont je ne crois pas qu'on puisse user dans les possessions de Votre Altesse, nous ne pourrions pas nous y opposer à cause du grand éloignement et de notre faiblesse, d'ailleurs il ne nous siérait pas de recourir à d'autres armes que la parole; mais prêter nos mains ouvertement ou secrètement à une pareille abjuration serait, à nos yeux, un crime dont nous n'aurions la rémission au prix d'aucune souffrance que l'on peut endurer sur cette terre. »

« Je suis également de l'avis de Votre Altesse quand elle fait l'énonciation que les pays vraiment heureux sont ceux où il n'y a pas la moindre différence au sujet de la religion entre les habitants, et que c'est d'y atteindre qui doit servir de loi et de raison politique aux souverains, mais ce n'est qu'un simple argument, bien entendu en faveur de la politique des princes, et cela ne peut jamais être un commandement de l'Église. Car il ne nous est pas permis de sacrifier notre foi ni contre les biens de la terre, fussent-ils les plus considérables, ni pour des raisons politiques; car le salut de l'âme est préférable au bien-être terrestre. »

« Nous ne mettons pas en doute non plus l'assertion de

Votre Altesse, elle nous semble même très clairement démontré, que le puissant rois des Suèdes, l'électeur de Brandebourg et beaucoup de souverains de l'Allemagne n'ont pas pu s'empêcher d'applaudir à ces efforts de Votre Altesse ; mais il peut advenir qu'une chose qui plaît beaucoup aux uns et qui est même peut-être très profitable à plusieurs, puisse être de telle nature qu'elle soit nuisible à d'autres. »

« Ce qu'il faut entreprendre et ce qu'il faut abandonner dans cette occurrence des points de vue et des opinions aussi divergents, la sagesse de Votre Altesse saura le mieux discerner. Quant à nous, nous révolter contre la Providence nous paraît impossible, car il ne nous est pas permis de combattre avec des armes terrestres. Mais nous implorerons Dieu de miséricordieusement communiquer à ce pauvre peuple son Saint-Esprit dans lequel réside la justice et la sagesse tout entière et de protéger l'existence de Votre Altesse contre tous les maux ».

« De Votre Altesse Sérénissime le tout dévoué

« CYRILLE (1). »

Ce patriarche a joué un rôle très considérable dans les négociations qui ont eu lieu depuis *Crusius* entre les protestants allemands et l'église d'Orient. Contrebalancées par celles des catholiques qui ne négligeaient rien non plus pour faire arriver au patriarcat les évêques dont la sympathie leur était assurée, il y eut autour de l'élection de chaque nouveau patriarche des luttes qui ne profitaient qu'à l'entourage du sultan dont la nomination dépendait en dernier ressort et que l'on n'obtenait conséquemment qu'à force de libéralités. Elles étaient fournies pour le compte des patriarches philocatholiques par la *France* et *Venise*, et pour les philoprotestants par l'*Angleterre* et la *Hollande*. Après la mort de *Meletie Pigas* ce fut *Cyrille Lukaris* qui devint patriarche d'*Alexandrie*, ayant pour compétiteur de la part du parti catholique *Gerasim Spartaliot*, grâce aux fonds recueillis pour ce but en *Saxe*. En 1622, il fut nommé à *Constantinople* pour son malheur, car la fureur de ses

(1) Lettre publiée dans les *Erdélyi Országgyülési emlékek.*

ennemis ne s'apaisa qu'après l'avoir plusieurs fois forcé de se retirer et finalement perdu, en lui imputant la rédaction d'un catéchisme entaché de prosélytisme protestant. Sous le sultan *Ibrahim* qui régna de 1640 à 1649, son adversaire *Cyrille Contari* parvint à le faire jeter en prison et exécuter.

Avec l'avénement de *Georges Rákóczy Ier* les efforts pour propager le protestantisme parmi les populations roumaines de la *Transylvanie* prennent un caractère plus accusé. L'attitude effacée de l'évêque *Gennadius*, en fonction de 1628 à 1640, à qui la lettre du patriarche fait allusion, les favorise à tel point que le clergé roumain se montre tout prêt à se soumettre au surintendant calviniste et à accepter certaines innovations, imprégnées de l'esprit du calvinisme. Mais on aurait absolument tort de croire que ces tendances à catéchiser les *Roumains* eût pour mobile et but leur magyarisation. Les lettres éminemment confidentielles, que le conseiller intime de *Georges Ier*, *Étienne Katona de Gelej* lui a écrites après la mort de *Gennadius* au sujet de l'élection d'un nouveau « vladica », évêque roumain, le démontrent à l'envi.

On lit dans celle datée du 4 septembre 1640 : « Hier est mort vers quatre heure, après de longues souffrances, l'évêque roumain... Il y en aura plusieurs qui, désireux de remplir cette fonction, iront se présenter incontinent chez Votre Altesse. Il faudrait la donner à quelqu'un qui sût quelque chose. On ne peut pas confier l'âme de tant de monde à un homme ignorant, car les Valaques sont des hommes, quoique vivant dans l'erreur. Et il incombe à Votre Altesse, comme à un prince chrétien, de veiller sur leurs âmes selon vos devoirs et votre conscience autant qu'il est possible et autant qu'on peut faire accepter la raison à des individus endurcis dans la bêtise. Le sieur Csernatoni qui est déjà allé en Valachie en connait un, ayant à peu près le rang d'un abbé et sachant le grec. Après avoir appris la mort de celui-ci, il viendra dans quatre ou cinq jours. Puisqu'il aspire à sa succession, s'il était tel qu'on le dit, il faudrait peut-être le prendre de préférance à un homme habitué aux superstitions roumaines. Car moi, je n'en connais parmi eux en Transylvanie aucun et il serait même peut-être

préférable pour Votre Grâce de prendre un Grec, la religion grecque n'étant pas aussi corrompue que la roumaine, qui ne consiste qu'en superstitions pures! Il faudrait que nous puissions d'abord l'examiner en ce qui concerne les principes de la religion, et si nous le trouvions digne et apte, on pourrait lui confier l'évêché sous certaines conditions, comme nous l'avons fait avec son prédécesseur, quoiqu'il fût pitoyable aussi, puisqu'il n'en a rempli que quelques-unes. Quand Votre Grâce en aura trouvé un qui soit acceptable, il faudra que Votre Altesse le présente et l'installe solennellement, après avoir fait réunir les popes valaques de toute part. On leur lirait alors les conditions et on leur communiquerait un ordre concernant ce dont ils ont été instruits. Celui qui ne s'y prêterait pas, on en ferait un paysan, car j'avoue à Votre Grâce que je crains que ce ne soit à nous que Dieu s'en prenne si nous nous mettons à négliger ces malheureux fourvoyés. Ce que Votre Altesse obtiendra d'eux, sera autant de gagné; s'ils se butent au contraire et qu'on ne parvienne pas à les vaincre, Votre Altesse aura son âme complètement déchargée devant Dieu, tandis qu'eux ils seront tout à fait perdus. Quant à la succession (de l'évêque), il faudrait l'employer à l'impression de quelques petits livres utiles, écrits en roumain » (1).

Ayant vu et examiné son protégé, nommé *Milovitius*, voici ce qu'il dit à son sujet le 24 septembre suivant : « Afin que Votre Altesse puisse connaître les questions qui me sont venues à l'esprit et que je lui ai soumises ainsi que la manière dont il les a envisagées, je les envoie à Votre Altesse. Je n'ai pas pu trouver quelqu'un, car on n'en rencontre pas, qui serait prêt à changer sa religion « in fundamentalibus ». Celui-ci ne peut pas s'y engager non plus parce qu'il serait excommunié par le patriarche qui ne permettrait pas sa consécration comme vladica, et les Roumains ne l'accepteraient pas; qui sait même ce qui lui adviendrait s'il se hasardait parmi eux, donc il ne pourrait nullement officier. Il me semble, Altesse, que si nous parvenions à faire abandonner par ces communes

(1) Otvos Agoston, *Geleji Katona István. Uj Magyar Muzeum*, 1859, vol. 1, p. 203.

aveugles toutes ces superstitions, ce serait assez pour le moment. Ayant été mieux éclairés par Dieu avec le temps, nous pourrions arriver à quelque chose de plus favorable; surtout si, allant à l'école, leurs enfants profitaient de quelques bribes de latin. Car leur faire tout abandonner à la fois est très difficile ou même impossible, comme c'est démontré par l'histoire de la conversion des autres nations. »

De Gelej joignit à cette lettre les instructions dont il avait imposé l'exécution au futur évêque en vue d'obtenir sa nomination du souverain. Voici les plus saillantes pour caractériser les intentions du gouvernement transylvanien : 1° Que l'évêque fonde ici auprès de lui, ou à l'endroit qu'il juge le plus convenable, une bonne école roumaine; il y fera entretenir deux ou trois maîtres sachant le latin, le grec et le roumain et aptes à bien enseigner le latin et la religion chrétienne. 2° Qu'il ait à sa disposition une imprimerie et des imprimeurs, afin qu'il puisse faire imprimer tous les livres nécessaires à son église et à son école. 3° Qu'il fasse cesser le bavardage en langue étrangère de ses popes et qu'il les oblige à ne faire le service divin devant chaque commune que dans sa langue propre, c'est-à-dire en roumain. 4° Qu'il fasse prêcher en roumain deux fois les dimanches et une fois les mercredis et les vendredis. 6° Qu'il fasse copier, imprimer nos *chorals* traduits en roumain et qu'il les fasse chanter chaque jour avant et après les prières et les sermons. 7° Qu'il fasse enseigner aux garçons et aux fillettes pendant des leçons spéciales le catéchisme qui est maintenant traduit en roumain aussi.

Certes c'est de la propagande calviniste que d'introduire ainsi dans l'Église orthodoxe les mélodies religieuses de *Gudimel* et un catéchisme inspiré par le souffle de la réforme. Mais c'est de la propagande conforme à l'esprit du temps où elle a eu lieu, voué aux guerres de religions, c'est de la propagande pacifique et exempte de toute tendance de magyarisation. Emporté par son zèle calviniste, *de Gelej* ne pense même pas à sauvegarder le droit de l'État en exigeant l'enseignement de la langue magyare. Il est vrai qu'alors les *Roumains* ne comptaient pour rien au point de vue politique. D'ailleurs, la pres-

sion gouvernementale était tellement faible qu'au lieu du protégé du conseiller intime de *Rákóczy*, ce fut celui de *Matthieu*, du vayvode de la *Valachie*, nommé *Ilié Joresté*, qui obtint l'évêché.

Voici ce que dit à son sujet l'évêque *Melchisédec* : (1)

« Les orthodoxes transylvaniens crurent qu'étant sous la protection des vayvodes et des métropolites de Valachie et de Moldavie et étant soutenu par eux auprès du prince de Transylvanie, cet évêque pourrait plus facilement défendre leur religion et résister à la propagande calviniste. Mais ils se sont trompés, car étant allé en Transylvanie en 1642 et ayant résisté aux évêques pravoslavniques de Ràkóczy, c'est-à-dire aux surintendants calvinistes, aux propagateurs du calvinisme parmi les Roumains, Oreste s'est attiré leur courroux. Le surintendant Georges Csulay, l'ayant horriblement calomnié auprès de Rákóczy, parvint à le faire punir. La punition consista dans la confiscation de ses biens et dans son emprisonnement. On jeta dans les prisons plusieurs autres popes et chrétiens, parce qu'ils étaient les partisans et les défenseurs d'Oreste. La punition infligée, la même dont on frappe ordinairement les traîtres politiques, nous fait croire que le surintendant calviniste malveillant fit d'Oreste un traître politique. Le malheureux homme resta neuf mois dans la prison calviniste et il y souffrit le martyre pour sa foi orthodoxe sans se plaindre nullement. Il est bien naturel, que le clergé d'Oreste a tout fait pour apaiser Rákóczy et pour le convaincre qu'il n'était que la victime des calomnies de Csulay. On peut supposer aussi l'intervention diplomatique des vayvodes valaques et moldaves, car finalement il lui fut permis par Rákóczy de payer une amende de 1,000 florins et de pouvoir présenter vingt-quatre garants jusqu'au payement de cette somme. »

Toute autre est l'explication que donne sur cet événement le document par lequel *Rákóczy* confirme en 1642 la nomination de son successeur, l'évêque *Étienne Simonovitsch*. « Néanmoins on a trouvé que cet Ilié Joresté, sans considérer sa

(1) Melchisédec, *Biserica orthodoxa in luptà cu protestantismulu*. P. 63 et 64.

position ecclésiastique dans laquelle, en sa qualité d'évêque des églises de rite grec, serbe et roumain, il aurait dû briller au-dessus du clergé mis sous sa juridiction et lui servir de torche lumineuse, par de bons exemples, par la sainteté de sa vie pure et par sa conduite honnête et modeste, s'étant entaché par sa mauvaise conduite et ses crimes, a ignominieusement sali et terni la dignité épiscopale et qu'il est devenu la cause, par suite de sa vie extraordinairement immorale, de diverses plaintes élevées contre lui par son clergé et se rapportant à sa façon d'être hautaine et à son irréligiosité. D'où il est résulté que les doyens et les popes de l'église roumaine de rite grec et serbe, réunis en synode général, se sont occupés de son affaire en due forme et l'ayant trouvé coupable de tous les crimes, sacrilèges et péchés, ils l'ont jugé unanimement à être destitué de sa dignité d'évêque et afin de ne pouvoir plus souiller son sacerdoce qu'il en soit également dépouillé et qu'il soit traduit au tribunal séculier. »

Entre ces deux jugements diamétralement opposés, on doit chercher la vérité. *Rákóczy* eut tort de vouloir faire de la propagande calviniste et intempestive, et l'ancien hiéromonaque du couvent du *Putna* de s'en tenir aux résolutions ultra-réactionnaires des conciles de *Kiev* et de *Jassy*. Dans le dernier, convoqué par le métropolite *Varlaam* et auquel *Pierre Moghila*, métropolite de *Kiev*, assista également, on chargea *Mélétie Sirig* de faire un anti-catéchisme pour contrebalancer l'influence de celui de *Rákóczy*. Le livre, auquel *Varlaam* lui-même écrivit une préface, parut à *Jassy*, imprimé par les typographes de la Cour. Il provoqua de la part des calvinistes une réponse spéciale et la réédition du catéchisme rákóczyen (1656). On imprima ces livres à *Gyulafehérvár*, où *Rákóczy* installa la typographie projetée par *Bethlen*. Une *Cazania* et la traduction en roumain du Nouveau Testament surveillée par *Simonovitsch* y ont été successivement publiées, en 1641 et 1648. Dans le document confirmant l'élection de *Save Brankovics*, signé le 28 décembre 1656, on lit d'autre part qu'il est autorisé de « toucher ses revenus légaux afin qu'il puisse faire les frais des livres composés en langue nationale et soutenir les écoles. »

Les instructions que *Simonovitsch* reçut de *Rákóczy*, avaient un caractère plus calviniste encore que celles données par de *Gelej*. On devait procéder au baptême, à la communion presque selon le rite calviniste. Quant à l'enterrement, il devait avoir lieu « verbalement, selon la coutume des chrétiens et on n'y emploiera le chant que là où l'on en sentira le besoin; mais on n'y tolérera aucune des superstitions empruntées aux vieilles femmes » . C'était déjà un empiétement formidable du calvinisme sur l'Église orthodoxe, et cependant l'évêque calviniste *Toféus* ne voulut pas s'en contenter. Il extorqua d'*Apafi* en 1669 un document dans lequel on ajoute aux instructions données à *Simonovitsch* quatre paragraphes nouveaux. 1° Qu'on érige partout où c'est possible, des écoles pour les *Roumains* et particulièrement dans le monastère de *Gyulafehérvár*, dans le département de *Hunyad*, en *Marmaros*, et à *Kövár*. 2° Qu'on rétablisse l'imprimerie roumaine de *Gyulafehérvár*. 3° Qu'on destitue les popes qui ne savent lire les livres de messe qu'en serbe, mais sans les comprendre et qu'on les remplace par des individus sachant parler et écrire en roumain. IV° Que l'évêque roumain ne dépende pas seulement de l'évêque calviniste en ce qui concerne l'emploi et dans la punition des popes et des doyens, dans l'inspection des églises et dans la solution des questions théologiques épineuses, mais aussi dans la convocation et la direction des synodes. Ayant clos le synode, l'évêque roumain ira avec quelques-uns de ses membres au consistoire des calvinistes magyars, afin que celui-ci puisse reviser les décisions du synode roumain et afin qu'il ait ainsi l'occasion de mieux apprendre les enseignements de la vraie religion.

Quelle que fût l'influence de *Toféus* auprès du débonnaire *Apafi*, elle n'a pas pu empêcher la publication de l'ordonnance suivante que l'évêque roumain et son frère *Georges Brankovics* ont obtenu du prince en 1675. « Brankovics, l'évêque de tous les Roumains, de tous les Serbes et de tous les Grecs de notre royaume, s'est souvent plaint avec ses doyens et ses popes des tentatives que quelques-uns font pour abolir leurs anciennes franchises, leur culte et leurs coutumes liturgiques. Nous n'avons donné jusqu'ici à personne le droit de les molester

dans leurs privilèges accordés par nos prédécesseurs glorieusement régnants. Nous ordonnons par la présente à tous ceux que cela regarde qu'on ne se permette plus dorénavant de retirer de la juridiction de l'évêque roumain l'église orientale, ni ses doyens ni ses popes. Un synode tenu après la publication de l'ordonnance citée prescrit cependant de nouveau que l'on prêche la parole de Dieu dans les églises des Roumains et partout où l'on en sent le besoin, seulement en roumain. Quant aux livres qui sont imprimés en roumain, qu'on les lise et qu'on les enseigne dans les églises où c'est nécessaire pour les chrétiens (1). »

Or c'est en 1644 que *Vasilié Lupu* érige seulement la première école et la première imprimerie de la *Moldavie* dans la *Monasteria Trei Erarchilor*. « L'influence grecque était tellement prépondérante dans la cour de Vasilié Lupu que ses filles n'apprirent à lire et à écrire qu'en grec ; elle changea aussi le caractère slave de l'école des « Trei Erarchilor » en grec. Quand le logofette Stefan Gheorghieza — l'adversaire de Vasilié Lupu — eut réussi à s'emparer du pouvoir, il s'intéressa à l'école des « Trei Erarchilor », mais il n'aimait pas les Grecs, — probablement parce qu'ils étaient à Constantinople pour Vasilié Lupu. Stefan Gheorghieza pencha donc du côté des tendances slaves et, ayant renvoyé de l'école de Vasilié Lupu les Grecs, il fit revenir les professeurs qu'on avait amenés, à l'origine, de Kiev » (2).

Donc pendant que dans les vayvodies roumaines on est pour l'éducation grecque ou slave, ce n'est qu'en *Transylvanie* que l'on cultive la langue roumaine, sous les auspices et sur l'ordre des princes magyars, ce dont convient *G. Baritiu* lui-même en déclarant que : « nous — c'est-à-dire les *Roumains* — devons convenir, pour être justes, que l'on doit attribuer la naissance de la littérature daco-roumaine à la pression exercée par le protestantisme occidental. Quoique la Réformation ait soutiré à la nation roumaine quelques centaines de mille âmes et les ait annexées aux Magyars, les ayant con-

(1) Nicolau Popea, *Vechia metropolia ortodosa romana*, p. 82.
(2) V. A. Urechia, *Istoria scolelor*, I, p. 9.

solidés ainsi d'une façon inattendue, elle a en même temps ouvert les yeux de la nation roumaine, afin qu'elle s'aperçût qu'elle pouvait écrire et s'instruire dans sa propre langue et qu'elle n'avait plus besoin de la langue slave, dans les fers de laquelle elle vivait depuis des siècles dans une complète obscurité. (1) »

Il ne faut pas oublier non plus que, s'il y a le cas regrettable de *Save Brankovics* dont le long et heureux évêché se termine par un dénoûment ressemblant de point en point à celui avec lequel s'est terminée la carrière *d'Ilié Joresté*, les conditions d'existence du clergé orthodoxe se sont tellement améliorées en *Transylvanie* que tout le monde voulait en être. *Achate Barcsai* remet aux popes roumains le payement de la dîme et de la neuvième sur la prière de ce même vladica *Brankovics* dès 1659. *Apafi* va plus loin encore en 1663 : il les affranchit de la dîme dont ils étaient redevables en raison de leurs vignobles, qu'il anoblit : « Vineas nobilitandas duximus, prout eas Nobilitamus præsentium per vigorem. » Il en est résulté que les serfs s'imposaient les plus lourds sacrifices pour obtenir de l'évêque leur consécration. Aussi la diète de 1628 défend-elle à ce dernier « de faires des popes pour prix d'argent de n'importe quel serf roumain ignorant. » Car il s'était formé de cette manière un véritable prolétariat sacerdotal qui ne pouvait végéter qu'en dépouillant le peuple sous divers prétextes religieux. La résolution du département de *Marmaros* datant de 1691 s'explique conséquemment tout naturellement. « Puisque nous voyons dans les villages de quel préjudice est l'accroissement du nombre des popes pour les habitants pauvres, nous avons décidé, à l'unanimité et d'un commun accord, et pour l'éternité, qu'on ne puisse plus dorénavant jamais admettre plusieurs popes dans le même village. Que l'on n'en admette que ceux que les villages recevront et en réalité deux seulement, car un village en a assez de deux, et il faut que ce soit eux seuls, ceux acceptés par le village, qui y remplissent les fonctions sacerdotales. Qu'on admoneste le

(1) G. Baritiu, *Cathecismulu calvenesc.*, p. 84.

vladica dans ce sens-là, et qu'il se conforme à cette résolution. »

Et ces popes improvisés ne pouvaient avoir naturellement aucune qualité qu'exige leur sacerdoce. Si on ne les prenait pas au sérieux, ils étaient tout prêts à devenir calvinistes comme il appert d'une résolution du consistoire calviniste de *Debreczen*, datée du 9 juin 1630. « Que ceux qui se montrent dignes, soient admis au sein de l'Église; mais que ceux qui, sous le prétexte de la religion, ne cherchent que la liberté, soient traduits devant le tribunal séculier. » Ils joignirent à leur ignorance beaucoup d'impudence aussi, puisqu'ils abusèrent tellement de la tolérance des religions reçues, que si, pour se marier, quelqu'un appartenant à l'une de celles-ci se convertissait à la religion orthodoxe, ils le traitaient comme un païen et ils le rebaptisaient en le plongeant dans l'eau jusqu'à mi-corps. Quant aux *Roumains* devenus calvinistes, ils les persécutèrent. « L'évêque grec, dit une pétition adressée à *Apafi* en 1680, nous fait des misères derechef... Il consacre près de Kolozsvar une église grecque où il n'y en avait pas et à l'insu de Votre Altesse et du pays. Nous implorons Votre Altesse comme notre protecteur, puisque nous avons commencé la typographie et nous voulons ériger une école sur l'ordre de Votre Altesse, en aspirant ainsi au bien de toutes nos forces; que Votre Altesse nous prenne sous ses ailes protectrices afin que la nation étrangère ne puisse pas nous tourmenter, qu'elle s'en tienne aux délibérations, qu'elle ne soit parmi nous ni lèpre ni ivraie. Il faut que la réformation puisse grandir parmi nous, et qu'à cause d'elle Dieu bénisse Votre Altesse. (1) »

« Il y a une chose qui doit blesser l'historien (roumain) quand il s'occupe de l'histoire de la Réformation, dit *Baritiu* (2), c'est que l'histoire ne présente le nom d'un seul pope, caloyer ou évêque grec oriental de 1566 à 1670, qui eût courageusement ou même au prix de sa vie défendu les dogmes de

(1) Thallóczy Lajos, *Az oláh reformatio történetéhez. Történelmi tár.* 1878, p. 707 et 708.

(2) G. Baritiu, *Parti alese din Istoria Transilvaniei*, I, p. 150.

sa religion ni, par contre, d'un seul autre non plus qui eût courageusement et ouvertement embrassé la nouvelle religion, comme quelques-uns l'avaient fait en Occident... Et ces milliers de caloyers de l'église grecque orientale, qui aiment tant se comporter et se considérer comme les fervents défenseurs de l'orthodoxie, que faisaient-ils alors? On sait que les monastères grecs possédaient à ce moment presque la sixième partie du territoire de la Roumanie. Et les théologues, les juristes du droit canonique, les défenseurs de la foi de ces monastères où étaient-ils? Les séminaires théologiques, les écoles qui y préparent, où se trouvaient-ils dans ces monastères? »

Comme son clergé, le peuple roumain n'était pas non plus à la hauteur de son époque. Les vayvodes et les kénez des districts roumains formés pendant les XIV[e] et XV[e] siècles pour la défense de la *Hongrie* dans les départements actuels de *Krassó*, de *Szörény* et de *Témès*, disparurent complètement soit en s'assimilant à la noblesse magyare, soit en succombant dans les guerres incessantes. La masse du peuple retombe dans la servitude commune, perdant la tradition de ses impôts — de la quinquagésima — et des terres vlaques et payant la dîme comme les serfs en général. Elle est toujours flottante, vagabonde, portée à la rapine et inquiétante. Et cependant c'est encore en *Transylvanie* où elle se trouve le mieux, où elle se réfugie de préférence. La diète de 1623 a beau décréter que, « pour refréner les penchants de rapine chez les Roumains, il faut leur interdire de monter à cheval, de porter des armes, » ils se sentent plus en sûreté au milieu des *Magyars* que dans les vayvodies, où on les fait traquer par des chiens et où ils périssent par milliers dans les forêts et sur les glaciers, comme l'affirme la pétition des boyards de la *Moldavie*, adressée à *Rákóczy* au temps de *Lupu*.

En terminant cette rapide esquisse de la première période des relations entre *Magyars* et *Roumains*, compatriotes ou voisins, on ne peut que les regretter à cause de la cordialité qui les a caractérisées. S'ils eurent quelques difficultés à régler entre eux, les armes à la main, ils vivaient ordinairement en

bonne intelligence et la tutelle que la *Hongrie* et la *Transylvanie* ont exercée sur les vayvodies roumaines et sur leurs propres habitants de race roumaine, s'explique aisément par leur ancienneté et leur civilisation relatives en face d'un État et d'un peuple en formation. Dans ce cas-là, ne pas abuser de sa supériorité et la mettre même au service du plus faible, est une réelle et rare vertu. Les *Magyars* l'eurent et les *Roumains* leur en furent plus d'une fois reconnaissants. Pour qu'une situation aussi normale et aussi satisfaisante, au lieu de s'améliorer avec le temps et les progrès des deux peuples, devienne tendue et pénible, il fallait l'intervention d'un élément étranger et nouveau dont l'intérêt était de faire disparaître cette harmonie naissante et de la remplacer par l'hostilité la plus profonde à son seul profit. Si les *Roumains* n'hésitèrent pas à se prêter complaisamment à l'exécution de ses desseins ténébreux, que les *Magyars* n'oublient pas leur inexpérience juvénile! Flagornés, flattés, excités, ils succombèrent à la tentation; la responsabilité pour leurs errements, pour leur lèse-patrie, lèse-humanité, lèse-liberté retombe sur ceux qui les ont sciemment trompés, en trompant leurs souverains aussi et en menant la monarchie austro-hongroise tout entière à deux doigts de sa perte.

LIVRE TROISIÈME

LES ROUMAINS AU SERVICE DE LA RÉACTION

CHAPITRE PREMIER

LE DIPLOME DE LÉOPOLD Ier.

En principe, le retour de la *Transylvanie* au sein de l'État hongrois ne pouvait et ne devait soulever aucune difficulté. Devenue indépendante par suite de la domination turque en *Hongrie*, cette principauté de circonstance n'avait qu'à reprendre sa place antérieure parmi les parties intégrantes des possessions de la couronne de saint Étienne. Mais à cause des changements radicaux survenus dans la situation générale de la *Hongrie*, cette réunion, d'apparence si simple, devenait en réalité très embrouillée et surtout très dangereuse. A la cour de *Vienne*, maintenant celle du roi de *Hongrie*, et non plus d'un roi élu mais d'un roi héréditaire, la haine de la constitution hongroise mettait tout le monde d'accord. Les absolutistes de l'école de *Philippe II*, les centralistes de l'école de *Richelieu* et de *Louis XIV*, étaient également dépités de ne pouvoir introduire leurs théories dans les institutions d'un peuple dont ils ne connaissaient ni les origines, ni la langue et qu'ils considéraient non pas comme délivré mais comme conquis. Ils pensaient que le parlementarisme rudimentaire des *Hongrois* ne pouvait aboutir qu'à la révolution, comme en *Angleterre* avec son roi récemment décapité, ou à la décomposition, comme en *Pologne* dont ils escomptaient déjà le partage prochain, tandis que

l'*Espagne* et la *France*, où les défectuosités de la monarchie absolutiste n'étaient pas encore très visibles alors, leur fournissaient le modèle de la stabilité et de l'unité gouvernementales protégeant les arts et la littérature, développant l'industrie, l'agriculture et le commerce, maintenant des armées de terre et de mer formidables. Aussi dans leur ardeur de combattre le protestantisme entrait-il autant de conviction religieuse que de politique inconsidérément empruntée aux États pris pour exemple et servilement imités. Il aurait donc fallu, selon leurs vœux, que la *Hongrie* devînt tout à fait catholique et tout à fait maniable comme l'étaient déjà les pays héréditaires de la maison des *Habsbourg*, la *Styrie*, le *Tyrol*, les archiduchés d'*Autriche*, etc., que dépouillée, de ses droits historiques, elle obéît aveuglément comme ces derniers aux ordres d'un pouvoir central indiscuté. De là la véhémente hostilité des hommes d'État autrichiens contre la réunion de la *Transylvanie* à la *Hongrie* qu'elle aurait rendue plus forte; de là leurs efforts pour s'emparer à leur profit de la première, stratégiquement si précieuse, dominant à la fois les abords de la monarchie à l'Est, et les départements hongrois limitrophes, toujours les plus sujets aux soulèvements, pour en faire une simple province autrichienne.

En face de ce point de vue réactionnaire, celui des *Magyars*, jaloux de leurs libertés politiques et religieuses, était très malaisé à sauvegarder. S'ils se sentaient extrêmement séduits par la perspective de se trouver réunis de nouveau sous le sceptre d'un même souverain, ils avaient encore la recommandation de *Bocskai* trop fraîchement gravée dans l'esprit et ils partageaient plus ou moins tous l'opinion que *Nicolas Bethlen*, le philosophe historien contemporain, a avec tant de vigueur émise dans l'introduction de son livre intitulé : « La colombe de Noé », contenant un projet de constitution nouvelle pour la *Transylvanie*.

« Il est certain que les gens réfléchis ont de tout temps considéré la domination des Turcs en Transylvanie et celle des Allemands en Hongrie comme la raison la plus secrète et la plus importante pour l'existence des deux pays, comme leur

plus grand bonheur, comme la base de leurs libertés à l'extérieur et à l'intérieur, comme d'ailleurs cela se trouvait démontré, à l'instar d'une loi irréfragable, par la chose elle-même et par l'usage remontant dans les deux pays à cent cinquante ans en arrière. Comme il est certain aussi que dans les travaux, dans la bouche, et dans le cœur des trois célèbres et magnifiques Hongrois; dans ceux de Gabriel Bethlen, le grand prince de la Transylvanie, dans ceux de Pierre Pázmány, le grand cardinal de la Hongrie et dans ceux de Nicolas Esterházy, le grand palatin de la Hongrie, il a été clairement exposé que cette séparation de la nation magyare ressemblait à une tour bâtie par Dieu lui-même au milieu de ces deux empires, afin qu'elle les conservât tous deux, malgré leurs luttes incessantes, ainsi que les libertés de la nation hongroise dont elle ne sut jamais profiter sous ses propres rois. C'est donc un bien tant pour la chrétienté que pour l'islamisme et plus spécialement pour la Moldavie et la Valachie ainsi que pour la Pologne, mais avant tout pour la nation magyare elle-même que la Hongrie et la Transylvanie ne puissent être ensemble sous la domination ni des Turcs, ni des Allemands, ni des Magyars. Sous celle de ces derniers, non, parce qu'ils donneraient beaucoup à faire à toutes les deux et ils se perdraient; sous celle des deux empires, non, parce qu'elles courraient toujours le danger d'être perdues aussitôt qu'elles appartiendraient exclusivement à l'un des deux. »

Telles étaient les méfiances toujours éveillées et réciproques à faire cesser, les opinions contradictoires et enracinées à réfuter pour quiconque croyait à l'accord complet possible entre les intérêts de la maison des *Habsbourg* et des *Magyars*, désirait sincèrement leur consolidation respective et tendait résolument à sa réalisation. *Michel Teleki*, après avoir un moment soutenu *Émeric Thœkœlyi*, se voua à l'accomplissement de cette tâche d'autant plus volontiers qu'il se rendait parfaitement compte de la décadence accélérée du pouvoir des *Turcs* et qu'il se sentait assez fort pour défendre les droits de la nation magyare contre toutes les entreprises de la cour de *Vienne*. Cependant il faut avouer que les négociations ne commen-

cèrent pas sous des auspices très heureux. Ce fut un jésuite d'origine française, le Père *Antide Dunod*, qui les entama dans l'entrevue qu'il eut avec *Teleki* dans son château de *Keresesora*. Il s'agissait de conclure une convention militaire contre les *Turcs* entre *Léopold* et *Apafi* et de faire accepter par les États de la *Transylvanie* deux traités : l'un concernant la situation future de la principauté après son union avec la *Hongrie*, l'autre se rapportant à une Sainte Alliance dont ferait partie la *Transylvanie* en compagnie de l'*Allemagne*, de *Venise* et de la *Pologne*. Entre temps, *Dunod* fit également des ouvertures à *Serban Cantacuzino*, vayvode de la *Valachie*, pour le persuader de se soumettre à l'empereur, moyennant quoi il obtiendrait sa protection avec la promesse de lui donner le *Danube* pour frontière méridionale à la conclusion de la paix qu'on devait faire prochainement avec le sultan.

Teleki présenta les traités du *Dunod* aux États de la *Transylvanie* quelques jours après l'arrestation de *Thoekoelyi* par le pacha de *Nagy-Várad* (octobre 1685), moment on ne peut plus propice, puisque cet événement démontrait plus éloquemment que tous les raisonnements possibles, l'odieux du despotisme turc. Mais les traités ne furent pas moins repoussés par la diète de *Fogaras* comme attentatoires aux droits de la *Transylvanie*, malgré la fameuse phrase de *Dunod* : « Sa Majesté vous protégera, que Vous le vouliez ou non. » (Nolentes, volentes protegit vos Sua Majestas. Cependant l'idée des négociations y fut admise et on envoya à *Vienne Étienne Haller* et trois autres délégués pour les y poursuivre.

La protection promise par *Dunod* ne se fit pas longtemps attendre. Les abords du pays furent successivement occupés par les généraux impériaux *Veterani* et *Caraffa*, instruments aveugles du plus inexorable absolutisme en *Hongrie*. Quant à *Scherffenberg*, il entra en *Transylvanie* dans le courant du mois de mai 1686 « à la tête de 15,000 orateurs armés », comme le raconte mélancoliquement *Nicolas Bethlen*. Une escorte militaire aussi considérable n'eût pas manqué de donner du poids au projet de traité élaboré à *Vienne* par la mission *Haller* et les commissaires de *Léopold* : le chancelier *Stratmann*, le

margrave de *Bade* et *Dietrichstein*; mais, quoique plus avantageux que le précédent, il n'obtint pas plus de succès. Car d'une part une armée de 40,000 hommes fut offerte à *Apafi* par la *Sublime-Porte*, et, d'autre part, l'ambassadeur de *Pologne*, en même temps agent secret de *Louis XIV* — sut si fortement peser sur l'opinion publique transylvanienne que l'on y devint de plus en plus exigeant. « Postérité crois-le bien, écrit encore le même *Bethlen*, ce fut un vent soufflant de Paris et passant à travers la trompette du roi Jean de Pologne, qui emporta ton traité ! »

Après la reprise de *Bude*, la cour de *Vienne* confia à *Charles de Lorraine* l'occupation militaire de la *Transylvanie*. Pour régler temporairement la situation de ce pays, celui-ci conclut avec la commission de la diète à *Balázsfalva* une convention (le 27 octobre 1687), plus désastreuse pour les libertés de la principauté que le traité proposé par *Dunod*. Elle ne fut cependant jamais sanctionnée par *Léopold*, dont l'entourage tenait avant tout à une déclaration de fidélité des états. *Teleki* et *Caraffa* en arrêtèrent les termes à *Nagy-Szeben* et elle se résume dans le passage suivant : « La Transylvanie fait retour à la Hongrie dont elle n'a été séparée que par le sort envieux et par les audaces ambitieuses de quelques-uns. Elle accepte la protection de Léopold et de ses successeurs les rois de Hongrie et librement, par ferveur chrétienne, elle renonce à la protection de la Turquie. Elle n'aura plus aucune relation avec la Sublime-Porte, ne lui enverra plus ni impôts, ni cadeaux et ne communiquera plus avec aucun ennemi de la maison régnante. Dans les forteresses encore non occupées de Huszt, Koevar, Görgény et Brasso, on laissera entrer les garnisons allemandes. D'ailleurs, les états implorent Sa Majesté de confirmer leurs droits, franchises et libertés religieuses. » Étant acceptée par les états siégeant à *Fogaras*, cette déclaration obtint aussi l'adhésion d'*Apafi* qui alors ne tarda plus à prêter le serment de fidélité. Grâce aux efforts de *Nicolas Bethlen*, on élabora en même temps le projet d'un diplôme que l'on remit à *Caraffa* pour être soumis à *Léopold*. Sa réponse en ajournait la sanction après la fin de la guerre, tout en admettant l

principe de la liberté religieuse et de la suspension des exactions militaires commises par les impériaux. A la cour de *Vienne*, on eut préféré accepter les conclusions d'*Absolon*, l'ancien partisan de *Thoekoelyi*, maintenant le bras droit de *Caraffa* : « Puisque c'est la Transylvanie, cette ennemie mortelle de la maison régnante, dont les princes les plus renommés furent précisément ceux qui combattirent avec le plus d'acharnement la maison régnante qui est la cause de tous les malheurs de la Hongrie, il faut que son indépendance soit supprimée, et ayant donné à *Apafi* des compensations, il faut qu'elle devienne une province de l'empire avec un gouverneur à sa tête, afin que ce boulevard de la monarchie puisse enfin se reposer » (1).

Les pourparlers trainèrent ainsi sans arriver à aucun résultat jusqu'à la mort d'*Apafi*. Alors les états étaient presque résolus à prêter le serment de fidélité au jeune *Apafi* déjà antérieurement élu, mais *Teleki* et le général impérial *Heissler* les en empêchèrent. On envoya cependant *Nicolas Bethlen* à *Vienne* pour faire ratifier l'élection d'*Apafi II*. Alors survient l'irruption de *Thoekoelyi*, la perte de la bataille de *Zernyest*, la mort de *Teleki* (le 21 août 1690). L'élection du protégé des *Turcs* qui eut lieu le mois suivant, rendit les hommes d'État autrichiens plus souples. *Nicolas Bethlen* ne laissa pas échapper cette bonne disposition et alla à *Vienne* pour y presser la publication du diplôme. Il la demanda, abstraction faite de la confirmation d'*Apafi* et parvint à l'obtenir avec l'aide des ambassadeurs prussiens et anglais, de *Nicolas Dankelmann* et de *Paget*. Entre temps, la situation de *Thoekoelyi* devint intenable, et il se vit forcé d'abandonner le territoire de la *Transylvanie*.

Ce fut à la diète de *Fogaras*, convoquée pour le 10 janvier 1691, que *Bethlen* présenta le diplôme, qu'on le discuta et qu'on l'accepta finalement. Dans sa préface, il est fait tout d'abord mention de la minorité d'*Apafi II*. Aussi remit-on son avènement au trône à l'époque de sa majorité, car dans un temps où la tranquillité du pays était à la merci des entreprises de *Thoe-*

(1) *De Rebus gestis A. Caraffaei. Liber* IV, p. 321 à 325.

koelyi, il eut été aussi dangereux pour les intérêts de la *Transylvanie* que pour le bien de la patrie de lui confier immédiatement les rênes de l'État. Jusque-là le roi *Léopold* garantit avec sa parole et sa foi jurée les stipulations suivantes :

1° Il n'y aura pas de changements dans les lois concernant les églises et les écoles des religions reçues, ni dans celles ayant rapport à l'introduction d'ecclésiastiques qui n'existent pas actuellement en Transylvanie. Il est permis aux catholiques de bâtir de nouvelles églises et de restaurer à Fehérvár l'église détruite de Christophe Báthory. Ils jouiront, dans un endroit où ils sont en majorité, des mêmes droits dont jouissent les fidèles des autres religions reçues dans un cas pareil, y compris la faculté de bâtir des églises. L'opposition des autorités civiles ou ecclésiastiques restera, sous ce rapport, toujours inefficace.

2° Toutes les lettres de franchises et de donations des anciens rois et des princes nationaux ainsi que les titres, les emplois, les dignités, les dîmes ou tous les revenus d'une autre nature qui ont été donnés à des corporations séculières ou ecclésiastiques, seront rigoureusement maintenus et utilement confirmés de manière à ce que personne ne puisse être molesté, même au moyen de procès, ni par les princes, ni par des personnages civils ou ecclésiastiques, pour ravoir ce qui est dans sa possession, même si cela eût appartenu jadis à l'Église catholique.

3° On devra maintenir les décisions des « Constitutiones Approbatæ et Compilatæ », des décrets des anciens rois, du « Tripartitum Verboeczyanum » (du Code hongrois), du décret du roi André, les paragraphes abolis par la diète de Pozsony exceptés, des lois des autorités locales, des lois spéciales de la nation saxonne. Mais comme les catholiques se voient lésés par les premier et deuxième points et comme les Saxons demandent plus de garantie pour la sauvegarde de leurs franchises et de l'application d'icelles, l'empereur propose, pour la tranquillisation de ces craintes de lui soumettre des conventions spéciales qu'il sanctionnerait ; ou, si cela ne pouvait se faire, il se réserve le droit d'arranger ces affaires avec équité, après avoir pris l'avis de ses conseillers transylvaniens.

4° Il est ordonné de conserver les us et coutumes jusqu'ici employés du gouvernement, du conseil secret de la diète, ou concernant l'organisation et la liberté du vote, le pouvoir de la table royale (la cour d'appel), des magistrats, des «tabla biró» (les conseillers généraux) et des cours de justice inférieures et la manière dont on rend la justice; tout en maintenant la liberté de s'adresser directement au roi au sujet de toute affaire importante. La gestion des revenus du Trésor devra se faire de manière qu'à la suite des renseignements donnés par les États, personne ne soit obéré par les « commissiones camerales. »

5° On ne pourra confier les emplois publics qu'à des sujets magyars, sicules ou saxons de toutes religions reçues, en réservant à l'empereur le droit de faire des propositions avec le consentement des États pour accorder l'indigénat à des personnes méritantes.

6° Les propriétés qui retournent au fisc par suite d'extinction de famille ou de crime de lèse-majesté, l'empereur les donnera à des sujets magyars, sicules et saxons. Celles occupées par suite des guerres retourneront à leurs propriétaires anciens. On confiera le contrôle des droits de compétiteurs dans ces cas à une cour de justice ou au général en chef.

Le restant des dix-huit paragraphes se rapporte à l'organisation administrative et judiciaire du pays. Dans le dixième, on parle de « sanction royale » : dans le douzième, de « revenus royaux » et, dans le dix-huitième, de « cour royale » . On voit donc que les hommes d'État autrichiens visaient dès ce moment une confusion à faire naître entre les attributs « impériaux et royaux » , afin qu'avec le temps ils pussent impunément transformer la *Transylvanie* en province impériale en la détachant de la *Hongrie*. Or les lois promulguées à la diète de *Pozsony* envisagent la question tout autrement. « Puisqu'il a plu à la bienveillance divine de restituer au droit légitime de nos successeurs, les rois de Hongrie, la Transylvanie, ce plus antique membre du royaume de Hongrie que les injures du temps en ont jadis séparé, etc. (Postquam divino nutui placuit Transylvaniam, antiquissimum Hungariæ regni membrum, olim per

injuriam temporum ab eodem avulsum nostrorum successorum Hungariæ regum legitimo imperio restituere,) D'autre part, le paragraphe six de la loi promulguée par la diète transylvanienne de 1791 contient le passage suivant : « Aussi bien Sa Majesté Sacrée, que ses successeurs suivants de la maison auguste autrichienne ne posséderont la Transylvanie qu'en rois légitimes de Hongrie, comme appartenant à la couronne sacrée du royaume de Hongrie, avec le même droit de règne et de succession qu'en Hongrie. » (Tam Sua Majestas Sacratissima, quam secuturi eiusdem ex angustissima domo austriaca successores qua legitimi reges Hungariæ, Transylvaniam tanquam ad sacram regni Hungariæ coronam pertinentem, eodem cum Hungaria imperii et successionis jure tenebunt.)

D'après le troisième paragraphe du diplôme, on confia aux états le règlement des plaintes des catholiques et des *Saxons*. Il leur a effectivement réussi de régler celles des *Saxons* dans le document appelé : « Nationalis accorda ». N'ayant pas pu aboutir à une transaction relativement aux griefs des catholiques, on s'en remit au jugement de *Léopold* selon les dispositions de ce même troisième paragraphe par qui ils furent réglés dans un autre document. Le « Diploma Leopoldianum » se compose donc, en réalité, de trois pièces : du diplôme principal, de la « Nationalis accorda » et du diplôme concernant les catholiques. On y ajouta encore en 1693 la « Resolutio Alvincziana », ainsi dénominée à cause de *Pierre Alvinczy* qui l'avait négociée ; elle se rapporte à la création d'une « Chancellerie transylvanienne » à *Vienne*, indépendante de celle fonctionnant pour le compte de la *Hongrie*. Ces « Chancelleries » ne devaient servir en principe qu'à l'expédition des documents émanant du cabinet du roi et de la transmission de ceux venant de la *Hongrie* ou de la *Transylvanie* à ce même cabinet. Mais plus tard leurs titulaires devinrent de vrais ministres sans portefeuille, dans les mains de qui se concentraient tous les pouvoirs des deux pays respectifs auxquels les ministres autrichiens, absolutistes ou centralistes, confiaient le soin de faire prévaloir leurs théories en *Hongrie* et en *Transylvanie*.

Fruit des transactions diplomatiques, car le simple retour

de la *Transylvanie* dans le cadre de la constitution hongroise ne pouvait se faire à cause des privilèges des trois nations et des quatre religions reçues; le « Diploma Leopoldianum » était fatalement condamné d'avance aux interprétations diverses. D'abord on supprima le prince en prétextant son sot mariage et en l'internant à *Vienne*; ensuite on plaça en *Transylvanie* des généraux qui apprirent aux États à « s'accoutumer aux tambours et à ne boire que le mors à la bouche », selon l'expression énergique des mémoires de *Michel Cserei de Nagyajta*. Après la paix de *Karlócza* (Carlovitz), on envoya en *Transylvanie* une commission pour inspecter les caisses du Trésor. Son président, le baron autrichien *Seeau*, élabora un règlement pour fixer le quantum annuel à faire pour la *Transylvanie*, contre les stipulations formelles du douzième paragraphe du diplôme de *Léopold*. On érigea, à la même époque, les catholiques en État, encore à l'encontre de ce qui avait été décidé. Peu de temps après, on vit arriver un évêque catholique « in partibus » qui reçut comme donation le domaine d'*Alvincz*. Aussi fut-il prié par le « gubernium » de vouloir bien se retirer du pays, parce que sa présence était illégale. Mais l'évêque ne céda pas à cette injonction, et fit même venir des *Jésuites* pour l'enseignement et la prédication.

Mais quelles que soient les entorses données par la cour de *Vienne* à l'esprit qui a inspiré le diplôme célèbre, elles restent bien loin derrière les roueries de l'interprétation des historiens roumains. M. *Eugène Brote* affirme (1) que « la Transylvanie, la troisième province, au point de vue de sa grandeur, de la monarchie des Habsbourg, n'a jamais été un pays dépendant d'un autre royaume, et elle a gardé son indépendance même au temps où il existait entre elle et la Hongrie un lien fédératif. Quand elle fut placée sous le sceptre des Habsbourg (le 4 décembre 1691) ou, comme les États transylvaniens s'exprimèrent : quand Sa Majesté l'empereur Léopold Ier daigna l'accepter sous la protection de la domination autrichienne — son indépendance ne resta pas moins intacte. L'empereur d'Autriche,

(1) EUGEN BROTE. *Die rumanische Frage in Siebenbürgen und Ungarn*. Berlin 1895, p. 11.

(déjà?) et le roi de Hongrie, en même temps, grand-duc de Transylvanie, y régnèrent selon sa constitution et selon ses lois spéciales, faites et promulguées par ses diètes spéciales. Cette indépendance et cette constitution de la Transylvanie ont été reconnues valables et sanctionnées par tous les souverains issus de la maison des Habsbourg depuis Léopold I[er] au moyen de diplômes et de rescrits impériaux. La Pragmatique Sanction, réglant la situation des pays héréditaires et de l'empire sous la maison régnante des Habsbourg et l'ordre de succession dans cette dernière, fut séparément conclue avec la Transylvanie aux diètes transylvaniennes de 1722 et de 1744, comme avec un État indépendant des autres, et comme un traité bilatéral concernant à part le grand-duc et le pays. »

D'un autre côté, on lit dans le soi-disant « programme national des Roumains de la Transylvanie », élaboré en 1791 à *Nagy-Szeben*, le passage suivant : « La souveraineté indépendante de la Transylvanie étant échangée au moyen de la convention de 1691 nommée : « diploma Leopoldiamum » contre le droit héréditaire la maison des Habsbourg, la faculté de correspondre directement avec les autres États était perdue pour celui-ci, mais non pas son autonomie intérieure; elle fut, au contraire, garantie non seulement par ce : « pactum conventum », mais par d'autres lois fondamentales aussi, ainsi que par les serments solennels, prêtés par les empereurs de la maison des Habsbourg à l'occasion de leur couronnement et au moment du renouvellement de leurs diplômes inauguraux... L'empereur indique clairement dans le troisième paragraphe de ce dit diplôme : *Constitutiones in vigore inviolabili permansuras declaramus.* »

Il faut que la haine du *Magyar* soit bien enracinée chez les *Roumains* pour qu'ils puissent ainsi chanter les louanges d'un document, qui en les ignorant complètement, devrait les gêner plutôt et surtout les rendre plus modestes. Quantités négligeables il y a deux cents ans, aujourd'hui ils voudraient imposer leur loi, ne leur en déplaise, tout simplement en raison des services qu'ils ont rendus non pas à la civilisation, à la liberté ou au progrès, mais comme on va le voir, à la réaction la plus sotte et la plus odieuse, qu'ils ont secourue sciemment ou

inconsciemment avec un zèle digne d'une meilleure cause. Il faut espérer que, revenus à des sentiments meilleurs et surtout à une plus juste appréciation de leurs vrais intérêts, ils en dépenseront tout autant pour faire prévaloir les droits de la société moderne, à la conquête desquels travaille la *Hongrie* depuis 1848. Son encourageant appui leur est assuré sans arrière-pensée, non pas par des stipulations faites pour être déjouées, mais en souvenir des luttes supportées ensemble, par les *Magyars* et les *Roumains*, contre la barbarie turque ou en vue de celles qu'on aura encore à supporter tant qu'il restera des progrès moraux et matériels à accomplir.

CHAPITRE II

L'UNION RELIGIEUSE DES ROUMAINS.

Ce fut en quelques mots que l'on fit allusion plus haut à la triste fin de l'évêque grec oriental *Save Brankovics*. Elle a été causée par ses efforts tentés en vue de la réintroduction de la langue slave dans l'église roumaine, que la majorité de son clergé, déjà gagnée aux tendances nationales roumaines, ne voulait nullement seconder. (Son frère cadet Georges rêvait la carrière de l'aventurier Jacques Héraclide sous le titre de Despote de toutes les provinces illyro-thraques et orthodoxes de l'Orient, de prince de la Haute et Basse-Mésie, de seigneur de Szerém et de Jenoe, de prince du Saint-Empire, et de comte hongrois; mais il fut arrêté par le margrave Louis de Bade, général impérial, et interné à Nagy-Szeben, le 7 novembre 1689.) Un synode composé, sous la présidence d'un secrétaire général de préfecture, de 98 ecclésiastiques, tant calvinistes que grecs orientaux, le condamna du chef de « malversations commises au détriment des deniers de son diocèse et des fonds recueillis en Russie et au profit des églises roumaines détruites par les incursions turco-tartares. » Relâché de sa prison par *Apafi* qui ne voulait pas que son nom pût servir de prétexte à révolte dans la bouche de ses ennemis du parti de *Béldi*, il mourut deux ans après.

Son successeur *Joseph Budai*, confirmé par *Apafi* le 28 décembre 1680 dans les mêmes conditions que l'évêque *Simonovitsch*, n'occupa son siège épiscopal que deux ans. Après sa mort, ce fut *Joasaf* qui l'obtint. Ils avaient été consacrés tous deux par *Théodose*, le métropolite de *Bucarest*. *Joasaf* mourut en 1686. *Save Vestimian* ne fut évêque qu'un an, tandis que *Varlaam* le fut pendant trois (de 1687 à 1690). Pendant la vacance d'une année et demie qui précéda l'élection de *Théophile* dont la consécration par le métropolite de *Bucarest*, l'introni-

sation par le gouverneur transylvanien *Georges Bánffy* ainsi que la prestation de serment dans les mains de l'évêque calviniste se passèrent selon les formalités adoptées sous les princes indépendants. — *Leopold I*er adressa le 23 août 1692 à *Paul Esterházy*, palatin de la *Hongrie*, un rescrit ordonnant que tout prêtre de l'église grecque orientale, enclin à accepter l'union avec l'Église catholique, jouisse dorénavant des immunités du clergé catholique. Or l'union consistait dans l'acceptation de ces quatre articles : 1° Les fidèles de l'église grecque orientale reconnaissent le pape pour le chef visible de toutes les églises de l'univers. 2° Ils accèdent au dogme démontrant que le Saint-Esprit procède à la fois du Père et du Fils (filioque). 3° Que le pain azyme suffit pour la communion. 4° Ils admettent l'existence du purgatoire. Par contre, l'église grecque orientale reste intacte et elle garde le calendrier Julien.

Quoique n'étant pas valable pour la *Transylvanie*, ce rescrit y fut considéré par les catholiques comme un signal encourageant le prosélytisme. Les Jésuites introduits par l'évêque catholique « in partibus » s'y mirent en relation avec *Théophile* et lui persuadèrent que, s'il acceptait l'union, elle servirait aussi bien au clergé roumain qu'à toute sa race, tant au point de vue matériel qu'au point de vue de sa situation sociale.

Les pourparlers au sujet de l'union durèrent quatre ans entre *Théophile*, les Jésuites et les ministres autrichiens, naturellement à l'insu du « gubernium ». « Avec Bánffy comme gouverneur, avec Bethlen comme chancelier, *pulvis et umbra sumus !* » s'écrie *Nicolas Bethlen*. « Quand, en 1697, nous étions tous trois à Vienne, continue-t-il plus loin, le ministre Kinsky nous présenta à une conférence tout d'un coup le mémoire des états catholiques. Cette union y figura comme premier point. Nous deux avec le gouverneur, nous nous récriâmes, en affirmant de n'en avoir rien entendu parler en Transylvanie. Elle doit être dirigée contre les trois autres religions, et surtout contre les calvinistes. Or nous le sommes ; nous ne pouvons donc rien dire de la proposition. Alors Kinsky de répondre : « Ne parlez pas comme calvinistes, mais comme conseillers du roi » (Non loquantur ut reformati, sed tanquam consiliarii regis.) Nous

protestâmes de notre mieux, nous présentâmes même un mémoire à ce sujet à l'empereur, dont nous avons la copie, mais on le jeta au panier. »

Pour expliquer ces efforts de prosélytisme de la cour de *Vienne*, les historiens roumains indiquent avec beaucoup d'habileté son désir de combattre le libéralisme hongrois. « Cette maison des Hasbourg n'est pas une dynastie tombée des nues, écrit *J. Slavici* (1), mais une dynastie ayant combattu pendant des siècles pour l'organisation de l'Europe centrale. Elle avait sa politique séculaire et elle disposait d'un mécanisme administratif complet pour la réalisation de son but. C'était une dynastie aux yeux de laquelle l'armée ne servait que de bouclier, tandis que ses conquêtes se firent à l'aide de la foule des employés administratifs. Il était tout naturel que cette dynastie s'étant battue pendant deux siècles avec les Magyars, se trouvait toute heureuse de rencontrer dans les pays nouvellement conquis et derrière les Magyars un peuple étranger, hostile aux Magyars. La cour de Vienne ne tarda pas à concevoir des plans au sujet de l'unification des éléments roumains éparpillés dans les provinces orientales ainsi qu'à ce qui pouvait concerner leurs progrès, afin qu'avec le temps on puisse leur confier le rétablissement de l'équilibre social ». Propositions au plus haut degré condamnables au point de vue du respect dû à la dynastie habsbourgeoise, puisqu'elles la représentent comme l'ennemie du peuple magyar, ainsi qu'au point de vue du roumanisme à qui elles attribuent une animosité contre le même peuple magyar, sans pouvoir en donner le motif. Quant à l'expression du « pays nouvellement conquis » , elle suppose l'ignorance la plus grossière, car la royauté des *Habsbourg* en *Hongrie*, y compris la *Transylvanie*, se base sur des traités de famille sanctionnés par les diètes hongroises et non pas sur le droit de conquête.

En tout cas, si les conseillers de *Léopold* Ier n'étaient pas des amis pour la *Hongrie*, ils n'étaient pas ceux des *Roumains* non plus, puisque dans les instructions que l'internonce de l'empereur a reçues à *Constantinople* après la paix de *Karlócza*, il

(1) *Slavici :* Andreiu baron de Siaguna, p. 26.

lui est expressément recommandé de se méfier de ces derniers, car ils sont orthodoxes et conséquemment prêts à servir les intérêts de la *Russie*. On pourrait conclure même de cette légère indication, que le vrai mobile des efforts tentés en vue de l'union est simplement la crainte de l'influence russe, dès ce moment-là sérieusement inquiétante pour la sphère d'action de la politique impériale.

Ce fut le Jésuite *Paul Baranyi*, — il s'était introduit subrepticement en *Transylvanie* du temps d'*Apafi* — à qui l'on confia la mission de faire cesser les hésitations de *Théophile*. Il lui persuada la convocation d'un synode restreint, formé de douze doyens, qui eut lieu au mois de février 1697. Il fut présidé, au lieu du « surintendant » calviniste, par le fougueux Jésuite lui-même et ouvert par un discours de *Théophile* qui ne sut pas assez s'apitoyer sur le malheureux sort des *Roumains* sous la domination des princes indépendants magyars. Ce discours très bien fait a été conservé, et comme l'évêque roumain ne brillait pas par l'esprit, il est plus que probable qu'il est l'œuvre du Jésuite hongrois qui pour attaquer les calvinistes, n'a pas craint de forger des armes dangereuses contre sa propre nation à l'usage de ses ennemis.

Après cette élucubration oratoire, on résolut l'acceptation des quatre articles plus haut cités en y ajoutant plusieurs clauses relativement à la situation particulière des *Roumains* en *Transylvanie*. L'union leur accordera l'accès des emplois publics, leur permettra de fréquenter les écoles des catholiques, de jouir des fondations catholiques. L'évêque des *Roumains* obtiendra des allocations suffisantes pour vivre honorablement. Ayant voté toutes ces résolutions, le synode en fit un mémorandum que l'évêque signa d'abord tout seul, mais comme sa signature ne satisfit pas la cour de *Vienne*, les doyens le signèrent plus tard personnellement tous aussi. Pour les historiens ecclésiastiques roumains, ce document n'existe pas. « Ce décret n'est qu'un faux, dit *Manegutiu* (1) ou, pour lui

(1) *Manegutiu* : Reunirea românilor din Transilvania si Ungaria. Sibin, 1893, p. 81.

donner le nom qu'il mérite, un simple mensonge des Jésuites ! »

La convocation de ce synode, les résolutions prises ne restèrent pas longtemps secrètes. Pour *Théodose*, le métropolite de *Bucarest*, la destitution de *Théophile* était déjà une chose arrêtée, quand l'évêque mourut subitement, selon les auteurs roumains, empoisonné. Supposition pure, qu'aucun fait ne justifie. D'ailleurs la disparition de *Théophile* ne fut d'aucune utilité pour les calvinistes. N'ayant aucun candidat sérieux sous la main, ils se virent obligés de se rabattre sur le jeune *Athanase de Csugod*, le fils d'un pope de *Bábolna*, d'origine noble qui, d'après *Nicolas Bethlen*, en sa qualité de jouvenceau, était encore étudiant à *Fehérvár* pour y apprendre la grammaire. *Bethlen* affirme également que c'étaient des ducats empruntés qui lui avaient gagné les bonnes grâces de *Constantin Brancovan* vayvode de la *Valachie*, et du métropolite *Théodose*, tandis que l'agent roumain *Dindar* prétend que ce furent les états calvinistes qui dépensèrent 500 ducats pour acheter le consentement vayvodal et archiépiscopal. Mais qu'importe ! la simonie n'en était pas moins patente et reconnue comme telle par tout le monde. Elle inaugure significativement l'évêché d'*Athanase*, si important au point de vue de ses effets.

Ayant fait le voyage de *Bucarest* pour y être consacré, le jeune candidat y rencontra beaucoup de méfiance à son égard. L'acte de la consécration y fut accompli par *Dositei* patriarche de *Jérusalem*, qui s'y trouva par hasard. Outre le serment usité, il en imposa à *Athanase* spécialement un autre, au sujet de l'exécution de certaines recommandations qu'il croyait indispensables dans la situation critique de l'église grecque orientale de la *Transylvanie*. Parmi ces recommandations il faut citer la troisième qui était ainsi conçue : « Votre Sainteté ne fera exécuter l'ochtainlu, c'est-à dire le service divin, ainsi que les chants du rite du dimanche et des jours de fêtes qu'en langue slovène et non pas en langue roumaine. » La quatrième se rapporte à la lecture de l'Évangile ; elle pourra être faite soit en roumain, soit en slovène. Dans la vingtième, on lui conseille de tenir des synodes annuels. Les affaires qu'on ne pourra pas y régler, seront envoyées d'abord chez le métropolite

de l'*Ungro-Valachie*, et s'il n'en obtient pas un résultat satisfaisant, chez le patriarche de *Constantinople*. C'étaient des précautions prises à la fois contre le prosélytisme des calvinistes et contre l'union avec les catholiques. Quant au vayvode *Constantin Brancovan*, il combla *Athanase* de cadeaux de grand prix et il lui promit le versement annuel d'une subvention de 6,000 gros car il considérait son évêché comme un bateau naviguant au milieu des flots des hérésies. (1)

Il appert de tout ceci qu'*Athanase* a dû complètement rassurer son entourage bucarestois sur la pureté de ses intentions. Mais à peine rentré en *Transylvanie*, on lui communiqua un rescrit de *Léopold*, adressé au « gubernium », dans lequel il est dit que « les prêtres de religion grecque orientale, qui acceptent l'union avec les catholiques et reconnaissent la suprématie du pape, jouiront des mêmes immunités que les prêtres catholiques; s'ils s'unissent à une autre religion reçue, ils auront les immunités, dont jouissent les ecclésiastiques de cette religion; et s'ils restent dans l'état actuel, ils en supporteront toutes les charges » (2). D'autre part, le Jésuite *Baranyi*, qui ne le quittait pas plus que son ombre depuis son retour de *Bucarest*, lui assura qu'il ne serait confirmé qu'au cas où il suivrait l'exemple de *Théophile*, en travaillant à l'union. *Athanase* convoqua donc un synode pour le mois d'octobre 1698. Les trente-huit doyens qui y furent présents, se prononcèrent pour l'union et signèrent une déclaration en roumain dont voici le contenu :

« Considérant l'instabilité de ce bas monde et l'immortalité ainsi que l'immuabilité des âmes auxquelles il faut songer avant tout, nous nous unissons de plein gré à l'Eglise catholique, et nous déclarons par cet écrit que nous sommes membres de cette même Église catholique et que nous voulons jouir des mêmes immunités, dont jouissent les membres et les prêtres de cette Eglise, comme cela nous a été assuré par le décret gracieux de Sa Majesté l'empereur et notre roi couronné, laquelle grâce nous ne voulons pas refuser étant de fidèles sujets

(1) Cipariu, *Archivul pentru istoria si filologia*, p. 453 à 455.
(2) Nilles, *Symbolæ ad illustrandam*, vol. I, p. 195.

de Sa Majesté. Nous présentons le présent document à Sa Majesté et aux états de Transylvanie après l'avoir confirmé par nos signatures. »

On sait que, vu le caractère catholique de la *Hongrie*, on n'y employa que le latin comme langue officielle. Il fallait donc que ce document roumain fût d'abord traduit en latin avant d'être présenté à *Vienne* et à la diète de *Transylvanie*. *Athanase* en confia la traduction à *Baranyi* et celui-ci ne se fit aucun scrupule d'en modifier la teneur. Au surplus il ajouta à la phrase : « Nous sommes les membres de cette Église catholique », la proposition suivante : « En acceptant, en croyant et en confessant ce qu'elle accepte croit et confesse et surtout les quatre articles qui paraissaient nous en séparer jusqu'ici et auxquels il a été fait allusion dans le diplome et dans le décret de Sa Majesté Sacrée ».

Ce fut *Athanase* lui-même qui activa à *Vienne* la marche des négociations en s'adressant tantôt à *Léopold Kollonics*, depuis 1695 prince-primat de la *Hongrie*, mais ennemi juré de la race magyare, tantôt au nonce de *Vienne*, tantôt au ministre *Kinsky*. Il avait à combattre non seulement l'opposition des calvinistes mais celle de l'évêque catholique de la *Transylvanie*, qui ne voulait pas admettre à côté de lui un autre évêque, fut-il grec uni, prétextant que les conciles du *Latran* ne permettaient pas la présence de deux évêques dans la même éparchie. D'ailleurs les *Roumains* traduisirent le mot slave de « vladica » par « métropolite » : on pouvait donc craindre qu'à la première occasion il n'y eut des discussions de préséances, de prérogatives, de juridictions entre l'évêque catholique et le futur métropolite.

Du reste, tant que la possession de la *Transylvanie* n'a pas obtenu une sanction internationale, agir ouvertement était assez difficile pour la cour de *Vienne*. D'autant plus que les vayvodies roumaines se montraient très hostiles à l'égard de ces tentatives unionistes. C'est à cause de cela qu'il leur a réussi de faire admettre dans le traité de paix de *Karlócza* (Karlovitz) un article défendant la propagande catholique sur les territoires des vàyvodies. Mais une fois le traité signé, on précipita le dénoue-

ment. Dès le 16 février 1699, il parut un rescrit de *Léopold Ier* contresigné par le cardinal-primat *Kollonics*, dans lequel non seulement les promesses antérieures relatives à la position du clergé uni se trouvent de nouveau confirmées, mais il est ordonné aux autorités et « surtout aux généraux et aux officiers », bien entendu « impériaux », de protéger et de défendre tous les *Roumains* ayant accepté l'union contre toute attaque visant leurs franchises acquises par l'union, quel que soit le prétexte invoqué.

Il est curieux de constater que si, chez les *Roumains*, on visait principalement les avantages sociaux et pécuniaires, les membres des trois nations reçues ne considéraient non plus l'union qu'au point de vue des effets qu'elle pouvait produire politiquement et financièrement. Aussi les États catholiques adressèrent-ils eux-mêmes un document à *Athanase*, dans lequel ils ne s'occupent en quelque sorte que de la situation des popes, et s'ils font mention de la valeur morale et religieuse de l'union, c'est dans une forme très vague et peu inquiétante.

D'autre part, voilà la réponse du « gubernium », datée du 14 juillet 1699, au sujet de la question que *Léopold Ier* lui fit adresser concernant la transmigration croissante des serfs roumains en *Hongrie* et même en *Turquie*. « Ils ont peur du catholicisme et c'est un tort de vouloir en faire des catholiques; car la nation roumaine n'a pas de religion, elle n'a plutôt que des superstitions et elle est encline à tous les méfaits, aussi sa conversion ne sera-t-elle d'aucun profit pour le catholicisme (1) ».

Mais déjà le rescrit de *Léopold* avait été communiqué à un synode convoqué par *Athanase* et on y avait résolu son départ pour *Vienne*. Il n'eut lieu que l'année suivante, après le grand synode, tenu le 4 septembre 1700, pour lequel on adressa des invitations à tout le clergé roumain de la *Transylvanie* : à 58 doyens et à 1,563 popes. Et pour démontrer que ce n'était pas seulement le clergé qui éprouvait le besoin de l'union, on convoqua en plus trois individus par chaque commune rou-

(1) *Documente privitore la istoria Românilor, culese de Eudosiu Hurmuzaki*, vol. V, p. 536 à 538.

maine. Ce concile de *Gyulafehérvár* fut donc la première réunion officiellement reconnue, où l'on vit figurer les *Roumains* en qualité de nation. Il faut le regarder aussi comme le prototype des « meetings » roumains ultérieurs; on peut donc affirmer que ce furent les Jésuites hongrois qui donnèrent l'idée initiale des démonstrations anti-magyares et anti-constitutionnelles des *Roumains* dans les époques suivantes.

On y revisa les décisions du synode précédent et — en les refondant sous les auspices de *Baranyi* encore — on les accepta enjoignant à *Athanase* de ne plus retarder son voyage, pour les frais duquel on y fit des souscriptions. Il eut lieu quelques semaines après. A peine arrivé à *Vienne* en compagnie du jésuite *Neurauter*, d'un ecclésiastique et d'un laïque grecs unis, *Athanase* eut une sorte d'examen à subir devant une commission présidée par le cardinal *Kollonics*. Ayant exposé ses désirs concernant sa nomination, la restitution d'une somme de 36,000 florins avancés par le clergé roumain pendant la dernière guerre turque, l'exemption dudit clergé de la dîme, etc. *Athanase* dut se défendre contre les accusations d'un certain nombre de ses popes, qui lui reprochaient sa vie immorale et ses simonies, et du jésuite *Kapy*, qui ne voulait pas croire à la sincérité de sa conversion. Ce fut à *Baranyi* qu'incomba la tâche de la défense d'*Athanase* dont il s'acquitta probablement à merveille, — les procès-verbaux n'existent pas tout entiers — puisque la commission accorda le siège épiscopal à *Athanase* sans difficultés. *Kollonics* y fit en même temps la déclaration que ni l'empereur ni le pape ne voudraient toucher aux droits de l'église grecque orientale et que l'élection des évêques resterait conservée aux synodes des *Roumains*, seulement ils présenteront à l'empereur trois candidats à la fois, parmi lesquels il pourra choisir le plus convenable. Par contre, ce sera selon la formule du concile de *Trente*, que les évêques grecs unis prêteront serment. *Athanase* le prêta le 24 mars 1701 à *Kollonics* qui lui adjoignit pour théologien consultant le jésuite *Neurauter* afin qu'il ne puisse plus retomber dans les erreurs du schisme et afin qu'on puisse avec le temps « éliminer de l'église roumaine les abus, les coutumes contraires au bon

sens et à la religion chrétienne d'après le point de vue de l'Église catholique ». Le nouvel évêque obtint le titre de « conseiller royal » et on lui fit cadeau d'une chaîne d'or ornée du portrait de *Léopold Ier*, mais comme l'adhésion pontificale se laissa attendre, on ne put l'installer solennellement dans son siège épiscopal de *Gyulafehérvár* que le 25 juin 1701. Malgré l'éclat de cette fête de l'intronisation, il y eut des *Roumains* qui ne dissimulèrent pas leur mécontentement même au seuil de l'église de la Sainte-Trinité où se passa la cérémonie.

Un nouveau synode fut convoqué par *Athanase* quelques jours après son installation. On y lut le second diplôme de *Léopold* se rapportant à l'union et une lettre de *Kollonics*. « Peu les ont compris parmi les popes, puisqu'ils ne savaient pas le latin, écrit *Sinkaï* dans sa « Chronique » et ils croyaient que l'empereur les avait anoblis tous sans qu'ils le sachent. » Ceux des popes qui ne pouvaient assister à ce synode en tinrent un second au mois de novembre suivant avec le même ordre du jour. Après avoir exprimé leur adhésion à l'union, on y vota, comme dans le premier, une adresse de remerciements à *Léopold*, au pape et à *Kollonics*, et avec raison, car à l'aide de l'union, les *Roumains* entrèrent par une voie détournée dans la constitution pour y grossir le nombre des états catholiques. Leur clergé obtint des franchises nobiliaires, il ne paya plus ni dîmes, ni péages, et leurs paysans ne furent plus considérés comme des étrangers mais comme les fils réels de la patrie!

Seulement il fallait que l'évêque acceptât un « causarum auditor generalis » dans la personne d'un théologien connaissant le droit canonique, et qu'il ne pût plus correspondre officiellement avec les vayvodes roumains, ni avec les patriarches ni avec les calvinistes. Ses lettres concernant ses affaires privées, mais adressées à quelqu'un appartenant à l'une de ces trois catégories, seront dorénavant contrôlées par le théologien. Les livres qu'il voudra publier subiront le même contrôle. Il renoncera à l'union avec l'église calviniste. Il permettra que ses doyens et ses popes puissent aller en appel, contre ses décisions, chez le prince-primat de *Hongrie*. Il érigera des écoles pour les *Roumains* dans tout son diocèse.

Le ressentiment que l'union provoqua dans l'église grecque orientale fut immense. Le patriarche *Kalinik* et le métropolite *Théodose* ne tardèrent pas à lancer leurs excommunications contre *Athanase*, contre qui les *Roumains* laïques rédigèrent aussi une protestation. Pour se justifier et pour donner du courage à ses fidèles, *Athanase* convoqua un second synode pour le 8 juin 1702. On y passa à l'ordre du jour sur les excommunications et on les envoya à *Kollonics*, qui y répondit en reprochant à *Théodose* de prendre le titre de « métropolite de la Transylvanie » et en refusant à *Kalinik* de reconnaître sa qualité de patriarche.

Ce fut à ce même synode que l'on décida la fondation d'une école roumaine à *Gyulafehérvár* en y employant les 36,000 florins que l'État devait restituer au clergé roumain. On y prit la résolution aussi de créer cinq bourses en faveur des étudiants roumains les plus remarquables qu'on enverrait soit à l'université hongroise de *Nagy Szombat*, soit à *Vienne* ou à *Rome* pour y terminer leur éducation.

Arrivée à cette phase de son développement, l'union eut une nouvelle et dangereuse épreuve à traverser. Au commencement de l'année 1703, la *Hongrie* et la *Transylvanie* entrèrent dans l'ère des guerres civiles, appelées les guerres des *Kuruez*, qui dura jusqu'en 1711. Elles eurent pour prétexte les exactions des armées impériales et les agressions incessantes directes ou détournées de *Kollonics* et des hommes d'État autrichiens contre la constitution hongroise. Il est cependant plus que probable qu'elles n'eussent pas pris une extension et une intensité si grandes sans les encouragements de *Louis XIV* qui, pour susciter des ennemis à la maison des *Habsbourg* avec laquelle il était en guerre alors au sujet de la succession d'*Espagne*, ne perdit de vue aucun des éléments politiques susceptibles d'augmenter les embarras de *Léopold I*^er^. Or, un de ces éléments était tout indiqué en *Hongrie* dans la personne de *François Rákóczy*, fils de *François Rákóczy I*^er^, prince de *Transylvanie* qui, ayant été élu du vivant de son père *Georges* II, n'a pas régné, et d'*Ilona Zrinyi*, l'héroïque défenseur de *Munkács* et femme en secondes noces d'*Éméric Thoekoelyi*. Quoique élevé

en *Bohême* chez les Jésuites et ayant pour femme une princesse allemande, le jeune *François* n'ignorait certainement pas la triste fin de son grand-père *Pierre Zrinyi* et de son grand-oncle *Frangepan* et il est même plus que probable qu'il était en correspondance suivie avec les exilés d'*Ismid*, sa mère et son beau-père. Quoi donc de surprenant si, plein de jeunesse, de noble ambition et de ressentiments refoulés, il écouta avec des oreilles complaisantes les propositions séditieuses des agents français! Trahi par l'un d'eux ou ayant eu des lettres interceptées, il fut arrêté le 18 avril 1701 et on le conduisit à *Wiener-Neustadt*, dans la cellule où avait été enfermé son grand-père; mais, plus heureux, il put s'en évader le 7 novembre suivant et se réfugier en *Pologne*. Quand quinze mois plus tard les populations de la *Haute-Tisza*, de *Szatmár*, de *Szabolcs* et de *Bereg*, écrasées par les impôts et désespérées, recoururent à la voie des armes, il entra en *Hongrie*, accompagné par son fidèle ami et dévoué serviteur le comte *Nicolas Bercsényi* et il y fit déployer le drapeau des *Rakóczy*, le drapeau des libertés civiles et religieuses, des aspirations du génie magyar. Aussi se vit-il bientôt entouré par les *Andrassy*, les *Forgách*, les *Károlyi* et, à la fin de l'année, se put-il considérer comme maître de toute la *Hongrie*. Se prévalant de ses grands-parents maternels, il s'adressa même aux *Croates*, mais ceux-ci restèrent fidèles à *Léopold*, ainsi que les villes de *Pozsony*, de *Bude*, de *Sopron* et de *Nagy-Szeben*.

Ce fut à l'assemblée de *Szécsén* que les *Kurucz* s'organisèrent (le 16 septembre 1705). Plusieurs prélats, magnats et délégués des villes libres et des départements y fondèrent une « fédération » sur le modèle polonais et élurent un conseil d'État en donnant à *Rakóczy* lui-même le titre de « souverain des États et des ordres hongrois confédérés pour la liberté de la patrie ». Celui-ci concentra d'abord tous ses efforts sur la réconciliation de ses fidèles catholiques et calvinistes ainsi que sur l'organisation de son armée, dont l'effectif, grâce aux bons officiers fournis par la *France*, s'éleva plus d'une fois à cent mille hommes. Elle contenait un grand nombre de *Roumains*, parmi lesquels il faut citer les capitaines *Draguj* et *Csurulya* — le premier fait à *Boros-Jenő* la capture de tout un escadron

d'Impériaux, y compris les officiers, tandis que le second ne se distingua que par les ennuis que ses hommes indisciplinés causèrent aux généraux des *Kurucz* eux-mêmes. Les chroniques du temps ne parlent pas avec moins d'éloges du lieutenant roumain *BasileBalla* et de son porte-drapeau *Pierre Papp*, tous originaires du département de *Szathmár* en *Hongrie*, où les Jésuites avaient le plus violemment prêché l'union religieuse, dès le début, parmi la population roumaine et russe, c'est-à-dire ruthène. Ce qui prouverait que ce furent les mesures coercitives prises en vue de l'union qui les poussaient dans les rangs des mécontents.

Leopold Ier mourut le 5 mai 1705. Il avait désiré la paix comme la désirait son jeune fils *Joseph Ier*. D'abord ils eurent pour médiateur l'archevèque *Paul Széchenyi*; ensuite leurs alliés les *Anglais* et les *Hollandais* qui, pour combattre l'influence de *Louis XIV*, ne négligèrent rien en vue de l'apaisement de leurs coreligionnaires hongrois, en majorité dans les camps des *Kurucz*. Après avoir fait élire *Rákóczy*, prince de *Transylvanie*, ceux-ci augmentèrent, au contraire, leurs prétentions. A l'assemblée d'*Onod*, ils firent même la déclaration, « qu'ils ne reconnaissaient pas Joseph pour leur roi et qu'ils considéraient le trône vacant jusqu'à l'élection de la diète prochaine » (14 juin 1707), déclaration contre laquelle le prince *Paul Esterházy*, comme palatin de la *Hongrie*, ne tarda pas à protester au nom des départements, des villes libres, des prélats et des magnats restés attachés à la maison des *Habsbourg* (26 août 1707).

Après l'élection de *Rákóczy* comme prince de *Transylvanie*, sous le nom de *François II*, les *Roumains* de ce pays ne manquèrent pas d'accourir sous ses drapeaux. Ce fut le département de *Hunyad* qui en fournit le contingent le plus fort; or ce fut là précisément que les efforts unionistes d'*Athanase* rencontrèrent la plus grande résistance. Il s'y forma de vrais guerillas sous la conduite d'un *Gligor Pintye* ou d'un *Balika* qui, avec leurs collègues *Bukur Kimpian* et *Basile Fekete*, originaires de *Marosszék*, ne menaçaient pas moins la sécurité publique que les Impériaux. Il existe une foule de mélodies populaires à moitié magyares et à moitié

roumaines qui témoignent encore en faveur de la camaraderie intime dans laquelle vivaient alors les *Kurucz* magyars et roumains en luttant pour la défense de leurs libertés et religions (1).

La peste de 1709 et les revers de *Louis XIV* eurent une influence très déprimante sur la cause de *Rákóczy*. En 1710, il était déjà complètement refoulé dans le Nord-Est de la *Hongrie* où toute sa résistance ne s'appuyait plus que sur la seule ville de *Kassa*, défendue par le baron *Daniel Esterházy*, de la branche csesznekienne de cette illustre famille. Pour tenter l'impossible, *Rákóczy* partit au commencement de 1711 en *Pologne*, car il espérait que de là il lui serait plus facile de mener à bonne fin les négociations entamées avec *Pierre le Grand*. Mais déjà on était las de la guerre de part et d'autre et la paix s'imposa tout naturellement aussi bien au comte *Jean Pálffy*, plénipotentiaire de *Joseph* qu'à *Alexandre Károlyi*, le représentant de *Rákóczy*. Elle fut signée à *Szatmár* le 29 avril 1711, malgré la défense de ce dernier, sous le règne de *Charles* (III en Hongrie, VI en Allemagne, frère cadet de *Joseph Ier*, mort douze jours auparavant. Après avoir passé quelque temps à la cour de *Louis XIV* où ce furent ses généraux qui organisèrent les premiers régiments des *houssards français*, de là leur nom de « Houssards de Bercsényi », etc., *Rákóczy* se retira en *Turquie* où il vécut à *Rodosto* jusqu'au 8 avril 1735, n'ayant pour consolation que sa religiosité. Ses cendres reposent à côté de celles de son infortunée mère dans l'église de *Galata*.

Pendant sa principauté en *Transylvanie*, les *Roumains* hostiles à l'union se groupèrent autour du pope *Jean Circa*, l'adversaire d'*Athanase*, que les magnats calvinistes avaient entretenu presque clandestinement dans le département de *Hunyad*. Ayant déclaré l'évêque unioniste renégat et l'ayant expulsé de

(1) La fameuse *Marche de Rakoczy*, popularisée en France par la transcription de Hector Berlioz dans la *Damnation de Faust*, quoique saturée de réminiscences roumaines, ne date pas de cette époque. Elle a été composée par un chef d'orchestre militaire autrichien en 1809. Il y juxtaposa des motifs hongrois anciens et, comme ils sont pleins d'élans nobles et généreux, on donna à la marche son titre après coup avec d'autant plus de raison, que Rákóczy aimait beaucoup la musique.

son diocèse, la majorité du clergé orthodoxe confia l'évêché à ce même *Circa. Athanase*, retiré à *Nagy Szeben*, et ses partisans le considérèrent cependant comme un usurpateur que la défaite de *Rákóczy* abattrait à son tour. Or *Circa* eut le verbe encore plus haut après la conclusion de la paix de *Szatmár*. Il convoqua, à l'automne de 1711, un synode général dans lequel la majorité vota une protestation contre l'union, qu'on fit signer par *Athanase* lui-même. On doit attribuer cette recrudescence du courage des orthodoxes à l'influence qu'ont exercée sur les populations de la péninsule balkanique la puissance grandissante de la *Russie* et les démêlés de *Pierre le Grand* avec la *Turquie*. D'autre part, la cour de *Vienne* se vit obligée de ménager les susceptibilités des *Serbes* orthodoxes, qui lui avaient rendu des services signalés pendant ses guerres avec *Rákóczy*.

Une fois les membres du synode dispersés, *Athanase* invoqua pour sa justification la violence subie et rétracta hautement le contenu de la déclaration (le 18 novembre 1711). Mais déjà sa santé déclinait et il mourut de la fièvre typhoïde après un long dépérissement le 19 août 1713.

Entre temps, avec l'avènement au trône de *Charles* III on entra dans une époque nouvelle. Les états de la *Transylvanie*, convoqués à la diète de *Medgyes*, pour le 4 novembre 1712, lui prêtèrent serment en sa qualité de roi de *Hongrie* et de souverain de la *Transylvanie*. Il nomma gouverneur le comte *Sigismond Kornis*, un catholique tandis que l'évêché catholique devenu vacant échut à *Georges Mártonffy*. Il y eut une nouvelle diète à *Nagy-Szeben* en 1714 où l'on prit des résolutions très sévères à l'égard des serfs à qui le port d'armes fut derechef défendu. Quant à la cour d'appel, complètement désorganisée par la suite des guerres de *Rákóczy*, elle eut aussi à subir une transformation au point de vue des religions reçues. Cinq de ses conseillers devaient être catholiques, 4 calvinistes et 3 unitariens. On décida également qu'on allait fortifier *Gyulafehérvár* et l'église et le monastère des *Roumains*, bâtis par *Michel le Brave* en 1600, tombèrent dans le tracé des fortifications. On les fit donc exproprier moyennant finances et on

leur assigna un nouvel emplacement dans la ville basse. Autant de mesures humiliantes, vexatoires, qui peuvent être considérées comme les représailles de la cour de *Vienne* à cause de la participation des *Roumains* dans la guerre précédente.

Cependant l'organisation de l'union n'en fut pas moins poursuivie avec ardeur. Après la mort d'*Athanase*, quelques doyens grecs unis, assemblés en synode électoral, offrirent l'évêché au théologien consultant du défunt, au Jésuite *François Szunyogh*, homme de grande valeur, et connaissant parfaitement le roumain. C'était pour affirmer la sincérité de leur adhésion à l'union, disent les auteurs roumains, mais plus probablement parce qu'ils n'avaient personne de plus capable sous la main. Invoquant les statuts de son ordre, *Szunyogh* n'accepta pas cependant le siège épiscopal. Mais dans une lettre adressée au prince-primat, il avoue qu'ayant eu à faire avec les *Roumains* pendant 13 ans, il les connaît suffisamment et qu'il en a assez.(1)

Alors le choix des doyens électeurs se porta sur le secrétaire du défunt évêque, sur *Venceslas Frantz*, un *Silésien* que le prince-primat ne voulut pas agréer. A cette occasion, il recommanda la nomination d'un second théologien avec le titre de « defensor et director cleri unitorum », charge que l'on confia au recteur des Jésuites de *Nagy-Szeben*, à un nommé *Bardia*, homme savantissime, ami du vayvode de la *Valachie*, *Nicolaë Maurocordato*, mort en 1716; il fut remplacé par le Jésuite hongrois *Georges Régai*.

Pour hâter la nomination de l'évêque, le gouverneur et les curateurs de l'Église grecque unie, *Étienne Rácz* et *Michel Puy* écrivirent tour à tour au prince-primat. Voici comment ces derniers motivèrent la nécessité d'une prompte solution : « Ce peuple valaque est rude, très rustique et énormément sale, et il est entouré du schisme des autres peuples voisins de la Moldavie, de la Transylvanie ou de la Valachie et non moins de ceux de la Turquie. » (2) Ils recommandèrent en même temps *Jean Patahi* à qui *Charles III* accorda finalement l'évêché (déc. 1715)

(1) Nilles, *Symbolæ ad illustrandam*, p. 395.
(2) *Ibid.*, p. 403 à 416.

en lui allouant une nouvelle fondation de 3,000 florins de rentes et en recommandant au primat d'obtenir du pape la remise des droits ordinairement perçus au moment de la nomination, vu la modicité des revenus de l'évêché.

Élève des Jésuites, *Pataki* acheva ses études en partie à *Vienne* au Pazmanéum et en partie à *Rome*, profitant un des premiers d'une des cinq bourses créées en 1702 au profit des étudiants roumains grecs-unis. Envoyé dans une paroisse de *Fogaras*, il y dépensa une ardeur infatigable pour faire de la propagande en faveur de l'union. Il en fit avec d'autant plus de zèle que, comme il avait écrit au prince-primat, il était prêt à verser tout son sang et toute sa sueur, jour et nuit, pour sa chère nation valaque tant aimée (1). Cependant le consentement pontifical se faisait toujours attendre. Il était retardé soit par les protestations de l'évêque catholique *Mártonffy*, soit par les scrupules du *Saint-Siège* indécis à admettre le droit du roi de *Hongrie* au sujet de la fondation d'un nouvel évêché. Voilà pourquoi les bulles pontificales destinées à la sanctionner ne furent signées par *Clément* XI qu'au 3 février 1721. Leur expédition subit un nouveau retard à cause de la mort de ce dernier et n'eut lieu que le 8 mai suivant après l'avènement au siège pontifical d'*Innocent XIII*.

A peine intronisé, *Pataki* se voua spécialement à la reconstitution de son clergé dont le recrutement n'avait pas pu être fait très régulièrement pendant la longue vacance épiscopale. Il y avait à peu près 400 prêtres venus des vayvodies ou consacrés par *Jean Circa* auxquels il fit adopter l'union. Il dirigea sa sollicitude sur l'éducation de la jeunesse roumaine en l'envoyant dans les 17 écoles catholiques de la *Transylvanie* tenues en grande partie par les Jésuites. *Pataki* mourut en 1727 inopinément, à la force de l'âge.

Sur les instances du « gubernium », appelé depuis 1715 « Excelsum regium gubernium », *Charles III* fit convoquer un synode électoral dès le mois d'avril 1728, mais il ne put avoir lieu, pour plusieurs raisons, qu'au 15 novembre de cette même

(1) Nilles, *Symbolæ ad illustrandam*, p. 406 à 408 : *Pro salute charæ meæ nationis Valachicæ sanguinem sudoremque die noctuque fundere.*

année. Présidé par le Jésuite *Adam Fitter* qu'entre-temps on avait nommé « Director cleri » et à qui on avait confié pendant la vacance l'administration de l'évêché, ce synode ne fut composé que de 14 membres du clergé uni, de l'avocat de l'évêché et d'un secrétaire. Trois Jésuites y assistèrent et y jouèrent un role très actif. Il dura quatre jours et ses décisions résumées en 21 propositions se rapportaient principalement à la discipline du clergé. On fixa le montant des amendes que devraient payer les popes deux fois mariés, buveurs, blasphémateurs ou malfaiteurs. On y rédigea une pétition au roi demandant la permission de pouvoir fonder un séminaire que l'on élèverait pour sa plus grande sécurité à *Vienne*. Finalement on proposa les trois candidats pour l'évêché et on mit sur la liste en première place *Jean Klein* ou en roumain *Micu* à ce moment séminariste de troisième année dans l'école des Jésuites à *Nagy-Szombat*. C'était un jeune homme excessivement intelligent et travailleur, élevé dès son enfance par les Jésuites à *Nagy-Szeben*. Grâce à leur influence, sa candidature ne fut pas trouvée ridicule à la cour de *Vienne* où l'on s'empressa de lui donner le siege épiscopal de *Fogaras* sans qu'il soit consacré prêtre. En attendant le consentement pontifical, on l'envoya dans le monastère basilite de *Munkács* où il obtint le prêtrise après un très sévère noviciat.

C'était déjà beaucoup de chance pour un jeune homme. A *Rome*, il en eut plus encore, car il y eut pour protecteur le cardinal *Cienfuegos* qui, ayant connu le défunt *Pataki* à *Vienne*, s'intéressait particulièrement à cette œuvre de l'union, qu'il patronna toujours très chaleureusement au Vatican. La nomination fut donc assez rapidement confirmée (septembre 1730) de façon que l'évêque grec-uni de *Munkács*, *Ghennadius Bizanczi* put présider à la cérémonie de la consécration le 7 novembre suivant. L'intronisation de *Klein* n'eut cependant lieu que deux ans plus tard pour des raisons inconnues. Ce fut pendant cette époque que *Fitter* quitta la *Transylvanie* et fut remplacé par le jésuite *Emeric Goergéi* connu à cause de son prosélytisme incontinent; son arrivée ne fit qu'accroitre l'antipathie avec laquelle les calvinistes accueillirent le juvénile

évêque, destiné à semer la discorde entre *Magyars* et *Roumains* au moyen de l'union !

Parmi les pays nombreux où régnait la maison des *Habsbourg* à la fin du XVIIme siècle, il n'y avait que la *Transylvanie* qui eût le protestantisme pour religion dominante. L'idée de faire cesser cet état de choses, qu'elle considérait comme une anomalie, s'imposait donc tout naturellement à la cour de *Vienne*. Aussi se voua-t-elle avec un zèle infatigable, aidée par les Jésuites, à l'œuvre de l'union des *Roumains*, destinés par leur nombre à rétablir l'équilibre au profit du catholicisme. Mais à côté de cet effet ardemment désiré et incomplètement obtenu, cette union en eut d'autres qui créèrent à ses auteurs des complications vraiment sérieuses, et qui leur parurent d'autant plus pénibles que ce fut justement *Klein*, leur Benjamin, devenu *Innocent* lors de son ordination, qui les leur suscita en grande partie.

D'abord il déploya sa juvénile activité pour transformer cette question religieuse en question politique visant l'émancipation politique et sociale de ses frères les *Roumains*. Certes, c'était accomplir un devoir sacré, et nul ne lui en eût voulu s'il avait apporté dans son accomplissement plus de tact et de discrétion. Mais, au lieu de vouloir gagner la bienveillance des trois nations au désavantage desquelles cette émancipation devait s'effectuer, il les traita dédaigneusement en s'adressant, dans ses pétitions innombrables, directement à Sa Majesté et en jouant ainsi le rôle sinon d'un délateur, du moins d'un accusateur secret.

Il faut avouer, à vrai dire, que les hommes d'État autrichiens de cette époque, et malheureusement des époques suivantes aussi, ne décourageaient pas beaucoup cette manière d'agir dès qu'il s'agissait de faire pièce au constitutionnalisme hongrois. Le général *Vallis* n'employa pas de moyens moins condamnables pour faire accepter en haut lieu ses propositions anticonstitutionnelles. Si pour servir la cause de la réaction celui-ci n'a pas craint de faire table rase des droits les plus incontestables de la *Transylvanie*, comment en vouloir à *Klein* qui, pour alléger les charges de sa race, ne manqua aucune

occasion d'élever la voix en sa faveur et, faute d'éducation première, poussa l'audace jusqu'à l'arrogance.

Par le rescrit que *Charles III* adressa à la diète transylvanienne de 1732, on apprend les récriminations et les exigences de *Klein*. Elles se rapportent soit à la prétendue persécution qu'auraient endurée les popes malgré le diplôme octroyé par *Leopold Ier*, soit à la situation du peuple roumain tout entier, en faveur duquel il demandait l'indigénat, c'est-à-dire la concession de ne plus le traiter en étranger. Pour juger la légitimité de ces réclamations, la diète nomma une commission selon le vœu et d'après les indications de Sa Majesté. Or, quoique composée d'une façon très avantageuse à l'esprit de l'union, du général *Vallis*, des évêques catholiques et grecs-unis, d'un conseiller aulique et des membres catholiques du « gubernium », cette commission ne conclut à rien, c'est-à-dire elle se prononça pour le maintien du *statu quo*.

Klein usa alors d'une autre tactique. Connaissant la mésintelligence qui régnait parmi les trois nations, — les *Magyars* et les *Sicules* trouvaient que les *Saxons* avaient pris trop d'importance depuis la promulgation du « Diploma Leopoldianum, » — il fit une pétition contre ces derniers au sujet de la dîme à payer par les *Roumains* sur le territoire des *Saxons*, et il la porta lui-même à *Vienne* dans un de ses nombreux voyages. Dans une autre pétition, il réclama que, dans les communes du *Kiralyföld*, propriété commune des *Roumains* et des *Saxons*, on assigne la « portion canonique » aux popes grecs-unis aussi c'est-à-dire une pièce de terre de la grandeur de dix à quinze hectares. Réclamation au point de vue moderne assez équitable mais qu'il a eu le tort d'accompagner par l'exposé de motifs suivant : « Nous autres Roumains, nous sommes les habitants autochtones du « Királyföld » depuis Trajan, avant que la nation saxonne ne soit venue en Transylvanie. Nous y possédons des domaines et des village entiers jusqu'à nos jours, quoique nous soyons opprimés par les plus puissants avec mille misères et tyrannies. » Voilà l'origine de la théorie de « qui prior tempore, potior iure », formulée par un évêque dès 1735 !

Sans tenir compte de ces incartades, la cour de *Vienne* ne retira cependant pas tout de suite sa bienveillance au fougueux apôtre du daco-roumanisme. Il obtint même la qualité de « regaliste » ,en étant invité par le roi à prendre part à la diète de 1734 comme son collègue l'évêque catholique. En 1736, on accorda la noblesse à ses frères *Opre* et *Michel*. Seulement, son invitation souleva la protestation des États et la publication des lettres patentes conférant la noblesse à ses deux frères, provoqua un tel mécontentement, — on disait tout haut qu'ils ne les avaient obtenues qu'à cause de leur conversion, —qu'on n'en prit acte que l'année suivante et sous certaines conditions seulement. Quant à ses tentatives ayant pour but l'amélioration de la position du clergé roumain, elles échouèrent, parce que les États prétendirent que ce dernier n'était pas digne de leur protection, étant très immoral et trés porté à exploiter ses fidèles. Mais *Klein* ne voulut pas s'avouer vaincu. A la diète de 1737, au moment où l'on discuta la répartition d'un impôt extraordinaire, destiné à couvrir les frais de la guerre, il essaya de démontrer que d'après le diplôme de l'union, il fallait considérer le clergé uni comme anobli, exempté de toutes charges et contributions. Et pour son malheur il fut soutenu par le baron *Sorger*, l'évêque catholique avec l'argumentation anticonstitutionnelle que *Klein* ne pouvait pas accepter l'augmentation des charges de son clergé sans le consentement du pape. Alors les protestants et les *Saxons* se crurent en droit de ne plus user de ménagements envers le turbulent évêque et nommèrent une commission à qui il incombait de recueillir des données authentiques et contrôlées au sujet des réclamations et du clergé de *Klein*. Effrayée du résultat de ses investigations, la commission ne fit publier son rapport que pendant la diète de 1738 comme une réponse aux dénonciations que *Klein* avait adressées à *Vienne* entre temps contre les États.

Dans ce rapport, il est démontré que l'union n'existe pas réellement. En ce qui concerne la modicité des revenus du clergé de *Klein*, on lui pose la question : Comment se fait-il cependant, que son nombre s'accroît journellement? Or la majorité de ce clergé est ignorant et indigne de porter la sou-

tane. Ils n'ont fait aucunes études et le nombre de ceux qui ont passé des examens devant l'évêque et le théologien est infime. Il suffit qu'on ait une barbe bien fournie et longue pour être trouvé apte au sacerdoce. Leurs mœurs sont déplorables. A *Soo Patak*, près de *Torda*, on a trouvé dans la sacristie une vache volée. Ils sont adultères, contrebandiers, faux-monnayeurs, et placent les commandements de leur « pravilla » au-dessus des lois régissant l'État. Si l'évêque invoque le témoignage d'*Abraham*, il ne faut pas oublier qu'il a vécu il y a 3072 ans et que maintenant on ne se conforme plus à l'Ancien Testament mais au Nouveau. Il a tort aussi d'en appeler aux décrets de *saint Étienne*, car de son temps il n'y avait pas de *Roumains* en *Transylvanie*. Et les lois qu'on y a faites du temps de son indépendance, ne leur accordent pas les mêmes droits qu'aux autres nations.

Devant une argumentation aussi écrasante, *Klein* se vit forcé de cesser ses provocations. Aussi dans sa requête du 2 février se servit-il d'un ton tout à fait conciliant. Alors les États élaborèrent un règlement pour mettre de l'ordre dans la situation jusque-là vaguement définie du clergé uni. Elle est devenue semblable à celle des pasteurs protestants sicules. Il est cependant très curieux de constater que les sommes à payer au prêtre y sont fixées pour chaque cérémonie probablement à cause des abus qui se sont produits à cet égard-là et dont les *Roumains* n'avaient jamais cessé de se plaindre. Comme dans toutes les occasions, les États imposèrent à l'évêque, en même temps, l'établissement de plusieurs écoles, confiées à des théologiens en nombre suffisant. Que le prêtre ne vive que pour son sacerdoce et qu'il n'ait pas d'autres occupations. Que l'on ne procède pas à l'ordination d'un serf sans le consentement du seigneur et sans le payement des taxes, fût-il le fils d'un pope. Ce dernier sera imposable s'il possède des terres de labeur. Au point de vue religieux, il appartiendra à la juridiction de l'évêque, tandis qu'au criminel et au civil il sera jugé par les juges laïques.

Au lieu de se contenter de ce projet, améliorant incontestablement la situation du clergé uni et susceptible certainement

de perfectionnements ultérieurs, *Klein* en attaqua presque toutes les dispositions en tâchant de brouiller les *Saxons* et les *Magyars;* mais ses prétentions furent repoussées par les États catholiques eux-mêmes. Elles arrêtèrent aussi l'application du règlement élaboré, perpétuant ainsi la situation précaire du clergé uni au profit duquel il avait été préparé.

CHAPITRE III

L'UNION ET L'ORTHODOXIE.

Le synode convoqué par *Klein* en 1739 eut une importance particulière à cause de son attitude hostile à l'égard du jésuite théologien. Il élabore un règlement pour sa gouverne, circonscrivant les limites de son activité, indiquant ses devoirs envers le clergé uni et interdisant toute dénonciation sur le compte de ce dernier. Il est plus que probable que cela n'a été qu'une manière de se venger du Jésuite *Jánosi* à qui l'on reprochait la divulgation de l'état piteux du clergé roumain, recueillie par la commission de la diète de 1737. Mais en tout cas *Klein* s'est attiré par là le ressentiment de ses anciens protecteurs les Jésuites, malgré l'attitude effacée qu'il s'est donnée pour avoir l'air de n'être nullement responsable de ce qui se passait. Aussi voit-on pâlir son étoile dès ce moment. Le successeur de *Janosi*, que les Jésuites lui sacrifièrent pour mieux cacher leur dépit — nommé *Joseph Balogh* — ne tarda pas à l'accuser de tendances condamnables, favorisant la propagation des livres orthodoxes, protégeant les popes ordonnés par l'évêque orthodoxe, ne combattant pas assez énergiquement les attaques dirigées contre l'union, et exigeant au nom du peuple et du clergé roumains des concessions et des privilèges auxquels, contents de leur situation, ils ne pensaient guère.

Cette accusation se perdit dans le bruit des événements que souleva l'avènement au trône de *Marie-Thérèse* (1740). Sachant combien elle était portée à seconder la propagation de la foi catholique *Klein* se rendit à *Vienne* incontinent pour y présenter à la jeune souveraine une nouvelle supplique. En dehors de ses demandes antérieures se rapportant à l'assimilation de son clergé avec le clergé catholique au point de vue des privilèges, elle en contint d'autres qui visaient aussi l'amélioration de la situation des laïques roumains unis. *Klein* les voudrait voir employés

partout non pas parce qu'ils sont des nobles hongrois, mais parce qu'ils sont des *Roumains*. Il faudrait qu'on en plaçât à la cour d'appel — le préfet du département de *Hunyad*, les capitaines de *Fogaras*, de *Kœvarvidèke* ne pourraient être que des *Roumains*, — l'évêque devrait faire partie du « gubernium ». Sur sa recommandation, on devrait même nommer six « régalistes » tant ecclésiastiques que laïques auxquels on adjoindrait le théologien. *Klein* appuya finalement sur la nécessité de publier un nouveau diplôme contenant les privilèges antérieurement accordés et suspendant toutes les dispositions législatives prises au détriment des *Roumains* unis. Qu'il soit interdit aux seigneurs d'accabler de charges les serfs roumains, qu'ils soient émancipés sur le territoire du *Királyfölde* où il n'y a jamais eu que des hommes libres.

Il est impossible de ne pas s'attendrir en voyant le dévouement infatigable pour sa race de cet évêque-tribun. Entraînés par son exemple, les membres de son clergé se mirent à pétitionner de leur côté. Malheureusement le ton servile du document ainsi que l'idiome allemand dans lequel il fut rédigé, le rendirent peu sympathique et suspect aux hommes d'État hongrois les mieux disposés en leur faveur. D'ailleurs *Klein* le fit suivre d'une nouvelle supplique dans laquelle il affirma que la situation de ses coreligionnaires était pire que celle des *Israélites* : on défend ceux-ci à cause des avantages que l'on en tire, tandis que l'on abandonne les *Roumains* à leur sort par haine de race. Quant aux faveurs dont il a été comblé, elles lui sont personnelles, — grâce à l'audace de la chancellerie transylvanienne — au lieu de revenir à l'évêque roumain en général : manœuvre qui indique clairement que l'on veut mettre ses sucesseurs sous la juridiction des évêques catholiques. Si on ne nomme pas une commission pour corriger cette faute de la chancellerie, lui et son peuple protesteront devant le Dieu vivant.

A la diète convoquée par *Marie-Thérèse* à *Szeben* pour le 28 janvier 1744, on devait discuter un projet de loi renfermant sept articles. Les deux derniers concernaient les religions reçues et visaient la suppression de toute disposition législative défa-

vorable au catholicisme et au clergé catholique. Et comme l'église grecque unie fait partie de l'Église catholique, ils exigeaient que l'on abrogeât toutes les lois antérieures nuisibles à l'union. C'était sanctionner sa réception et fournir ainsi à *Klein* la possibilité de faire entrer dans la constitution la nation roumaine tout entière. Aussi dans leur adresse, des États répondirent-ils qu'il était impossible d'admettre la réception du peuple roumain dans la forme projetée, car par suite de sa nature très mobile et très impressionnable, il parcourt en vagabondant non seulement le territoire transylvanien, mais la *Moldavie* et la *Valachie*, où ceux ayant accepté l'union, la renient incontinent. Son admission dans la forme indiquée ferait donc tort aux trois nations reconnues, comme elle ferait tort aux *Roumains* nobles eux-mêmes. *Klein* ne pouvait pas laisser passer cette occasion sans faire entendre sa voix. Mais les États reçurent sa protestation avec un tel *tolle* qu'il n'osa plus la maintenir. Elle le fut par son clergé qui n'imputa pas sa rétractation à sa peur, mais à la nécessité de céder à la force brutale.

Klein se rapprocha alors de quelques membres des états catholiques pour rédiger en commun une supplique contre les protestants. Il y était dit que les privilèges des trois nations dataient d'une époque où elles appartenaient à l'Église catholique et qu'elles les gardaient cependant quoique étant maintenant a-catholiques. Tandis que les *Roumains* exclus jadis de tout droit politique ayant accepté l'union, y devraient participer plutôt que les calvinistes et les unitariens, car ils n'avaient jamais quémandé l'aide d'aucun souverain étranger ou du patriarche de *Constantinople*, en opposition avec les derniers, toujours prêts à s'adresser à l'*Angleterre* et à la *Hollande*. Les pétitionnaires demandaient donc de ne pas accepter la rédaction des articles 6 et 7 telle que les États l'avaient proposée. Elle le fut cependant finalement malgré toutes ces protestations. On admit la réception de l'église unie comme appartenant à l'Église catholique, mais on déclara que les prêtres ou les nobles roumains seraient rangés parmi celle des trois nations sur le territoire de laquelle ils s'étaient fixés et que le peuple roumain ne serait pas considéré

comme quatrième nation « afin que le système de cette principauté ne soit pas bouleversé. »

Un échec semblable ne pouvait s'expliquer que par l'antipathie que *Klein* avait fait naître chez tous ceux avec qui il était en contact. A la diète, il s'est rendu odieux et ridicule, car il parlait latin — à cette époque on y parlait généralement en hongrois — et un latin tellement défectueux que les États ne pouvaient jamais garder leur sérieux en entendant ses solécismes (1). Quant à la cour de *Vienne*, elle fut tellement ennuyée par ces incessantes lamentations et ses apparitions fréquentes dans la ville impériale, qu'elle finit par accueillir les insinuations défavorables et toujours plus pressantes des Jésuites qui ne lui pardonnaient pas sa révolte dissimulée contre leur autorité. De là sa disgrâce, d'abord discrètement formulée dans l'avertissement de ne plus quitter son diocèse sans la permission du « gubernium », ensuite clairement indiquée, quand il n'est plus reçu par *Marie-Thérèse*, lorsqu'il va la dernière fois à *Vienne* pour se justifier et pour réfuter les accusations de ses ennemis. Et, chose curieuse! à ce moment-là son courage l'abandonne — ne doit-on pas en conclure au manque de sincérité de son caractère? — et sur le simple bruit qu'on veut l'arrêter et l'interner à *Gratz* (Styrie), il s'enfuit à *Rome* pour y disparaître quelques années plus tard, sans plus s'occuper ni de l'union ni de ses frères les *Roumains*, ni du daco-roumanisme dont il était l'inventeur.

Mais si ses succès moraux sont nuls, il faut avouer que ses mérites d'administrateur sont au-dessus de tout éloge. Soutenu par les conseils de son avocat *Pierre Dobra* il réussit à changer les domaines, donnés par *Charles III* à l'évêque grec-uni en 1718, contre le domaine de *Balazsfalva*, ayant appartenu aux *Apafi* et rapportant deux fois autant (6,000 florins) que ne rapportaient les deux autres. D'ailleurs, ce ne fut pas uniquement l'avantage matériel qui séduisit *Klein* dans cette opération. Il lui semblait qu'il serait plus aisé de fonder là un siège épis-

(1) Joh. Hochsmann, *Studien zur Geschichte Siebenbürgens aus dem 18ten Jahrhunderte. Archive des Vereines für siebenbürgische Landeskunde*, vol. XVI. Hermannstadt. 1881, p. 107 et 108.

copal solidement assis qu'en *Fogaras* où la majorité des habitants était protestante. Aussitôt en possession du domaine, il songea à la création d'une ville n'ayant pour habitants que des *Roumains*. En 1739 il obtint pour la nouvelle commune le droit d'avoir un marché hebdomadaire. En ce qui concernait l'entretien du séminaire qu'il voulait y établir la moitié des revenus du domaine y devait être employée, tandis que pour la construction du bâtiment lui-même et d'un monastère basilite, un synode imposa au clergé roumain le payement en cinq annuités d'une somme de 25,000 florins. Comme « conditio sine qua non » on stipula que les moines basilites y vivraient absolument selon le rite et les règlements monacaux grecs.

Aux raisons qui ont provoqué la disgrâce de *Klein* à *Vienne*, il faut ajouter le découragement auquel se sont livrés les amis non-roumains de l'union devant le spectacle désolant qu'offrait l'attitude équivoque de la grande masse de la population orthodoxe. La moindre excitation suffisait pour la détacher de l'église unie et la ramener à la religion de ses pères. Ce fut de la *Hongrie*, où on avait accordé des libertés, des droits et des privilèges à l'église orthodoxe dès 1723, que partit le mouvement anti-unioniste de 1728. Il commença par le voyage d'inspection que *Sacabent Joannovics*, l'évêque serbe d'*Arad*, entreprit dans le département de *Bihar* avec la permission de la cour de *Vienne* et sous la protection de l'armée impériale : concession que les hommes d'État autrichiens surent lui faire acorder pour obtenir son concours et celui des *Serbes* en général, dans leurs entreprises possibles contre le constitutionnalisme hongrois. Cette visite épiscopale produisit un effet foudroyant sur les paysans roumains à peine familiarisés avec l'idée de l'union. 178 fut le nombre des popes revenus à l'orthodoxie dans ce seul département inspecté par l'évêque. Or les protestations du préfet-évêque catholique, comte *Csáky*, n'éclatèrent que quand elles n'avaient plus aucune portée, *Joannovics* ayant été nommé entre temps patriarche de *Karlócza*. Cette élévation ne fit qu'augmenter son ardeur pour réconquérir à l'orthodoxie les âmes comme il affirmait, séduites « par les seuls avantages matériels de l'union ».

En *Transylvanie* ce fut un caloyer nommé *Visarion* à qui *Joannovics* confia la tâche de reconquérir les fidèles égarés. D'une intelligeance supérieure, d'une conduite irréprochable, sobre jusqu'à l'ascétisme, *Visarion* imposa surtout par son désintéressement : au lieu d'accepter des cadeaux, ce fut au contraire lui qui distribua des aumônes aux pauvres. Sa prédication n'avait rien de révolutionnaire non plus ; il se contenta d'admonester ses auditeurs et de leur exposer les grands malheurs qu'ils s'étaient attirés en ayant abandonné leur religion (1). Pour couper court à l'excitation que sa présence fit naître dans tout le Midi de la *Transylvanie*, le « gubernium » le mit en état d'arrestation. On le conduisit à *Nagy-Szeben*, où il subit un interrogatoire judiciaire et où il reçut dans sa prison la visite de l'évêque *Klein*. Et comme ses réponses furent très prudentes et comme sa conversation ne donna prise à la moindre observation, on le fit partir quelque temps après à *Gyulafehérvár* et de là à *Vienne*, où il fut relâché et d'où plus tard l'ambassadeur de *Russie* l'emmena avec lui dans son pays.

Pour combattre cette renaissance de l'orthodoxie, il aurait fallu que l'église grecque unie se levât comme un seul homme. Or la disparition de *Klein* y suscita des difficultés nouvelles. Sans trancher la question ; s'il fallait considérer son absence comme temporaire ou comme définitive, ce furent son vicaire général *Pierre Aron* et le jésuite *Balogh* à qui on imposa le gouvernement du diocèse. Pour les aider dans l'accomplissement de leur tâche, on fit paraître rescrits sur rescrits. Ils prêchaient la liberté religieuse tout en interdisant, sous peine de punitions sévères, le retour à l'église grecque orientale et ne semblaient pas en tenir compte, quoique la majorité des *Roumains* lui fût restée fidèle. On y attribua l'origine de tous les maux à la présence de ses popes venus de la *Moldavie* ou de la *Valachie* ainsi qu'au clergé indigène consacré au dehors. Et afin que les prescriptions de ces rescrits soient consciencieusement exécutées, *Marie-Thérèse* nomma en 1746 les « Protec-

(1) Comte Dominique Teleki : *A Két kaluger*. Budapesti Szemle, dix-septième année, p. 58.

teurs de l'union » au nombre de qui elle fit entrer les plus hauts employés catholiques du « gubernium » : le trésorier B. *Bornemisza*, le chancelier B. *Pongrácz*, le juge suprême *David Henter* et le fisc *Pierre Dobra*.

Ce fut au même moment que *Klein* crut nécessaire de reparaître en envoyant de *Rome* une excommunication en règle contre le jésuite *Balogh* (le 10 septembre 1746). Et comme son vicaire *Pierre Aron* ne voulut pas convoquer le synode dans lequel il aurait fallu qu'il publiât l'excommunication, *Klein* l'excommunia à son tour et le remplaça au vicariat par le doyen *Nicolas Balomiri*. Ne se sentant pas en sûreté à *Balázsfalva*, *Aron* se retira à *Nagy-Szeben* en cédant sa place au vicaire nouveau.

Cette situation bizarre dura jusqu'à l'arrivée d'*Olsavszky*, l'évêque uni de *Munkács*, à qui la reine confia l'année suivante la convocation d'un synode à *Szeben* pour replacer *Aron* dans le vicariat. Alors *Balomiri*, se basant sur une lettre de *Klein*, réunit un synode contradictoire pour décider s'il fallait considérer l'évêque absent comme démissionnaire ou non? C'était plus qu'on ne pouvait permettre à l'audace du clergé uni. Aussi *Balomiri* reçut une invitation de se rendre à *Vienne* pour se justifier. Au lieu d'y répondre, le vicaire de *Klein* s'enfuit par la *Valachie* à *Moscou* où s'étaient rendus de leur côté plusieurs doyens orthodoxes de *Brasso* pour y chercher aide et protection contre les persécutions des catholiques.

Leurs démarches ne restèrent pas infructueuses car l'impératrice *Élisabeth* ne tarda pas à faire adresser une note à son ambassadeur de *Vienne* en leur faveur (1750). Après avoir rapidement dépeint la situation des orthodoxes en *Transylvanie*, naturellement selon les indications de *Balomiri*, cette note recommanda d'abord la protection et la défense des intérêts orthodoxes. Dans le cas où cela ne serait pas possible, — pour des raisons que je ne puis pas consigner » dit l'impératrice — que l'ambassadeur rédige un mémoire pour attirer l'attention de *Marie-Thérèse* sur le peuple roumain, martyr de sa foi. Il en fut transmis un effectivement quelque temps après, et l'impératrice-reine le soumit au conseil secret. Celui-ci ne

semble pas en avoir été très impressionné puisqu'il se contente de demander au « gubernium » une liste des méfaits commis par les orthodoxes, destinée à être transmise à l'ambassadeur russe, et de conseiller la capture sinon de *Balomiri* lui-même, au moins de la correspondance qu'il doit entretenir avec les mécontents transylvaniens.

Sans pouvoir affirmer si le « gubernium » avait cédé ou non à cette injonction du conseil secret, il n'est pas moins vrai qu'il y a un rescrit de *Marie-Thérèse* daté du 27 juillet 1752, dans lequel elle recommande de ne traiter les orthodoxes qu'avec beaucoup de ménagements non seulement à cause des services qu'ils ont rendus au trône et au pays, mais aussi à cause de son alliée l'impératrice *Élisabeth*. Car elle ne voudrait pas que les persécutions dirigées contre l'église grecque orientale, puissent relâcher les liens de cette alliance (1). Telle est l'histoire de la première intervention russe en *Hongrie*, excitant les aspirations de l'orthodoxie d'une part et éveillant la méfiance des *Hongrois* de l'autre, qui s'en sentaient d'autant plus incommodés qu'il avaient à lutter continuellement contre celle des éléments non-hongrois de la cour de *Vienne*.

Ce fut l'année précédente seulement, c'est-à-dire en 1751 que *Klein* se décida à renoncer à l'épiscopat. Le synode électoral qui eut lieu le 3 novembre de la même année, lui donna pour successeur son vicaire, *Pierre Aron*. C'était un homme d'une vie exemplaire, un véritable ascète, à qui les *Roumains* doivent une reconnaissance éternelle. Envoyé à *Rome* pour y terminer ses études théologiques, il y apprit à apprécier la valeur du savoir. Aussi voua-t-il non seulement toute son intelligence et tout son bon vouloir à l'éducation et à l'instruction du peuple roumain, mais ses économies personnelles également avec lesquelles il acheta le domaine de *Kut*, ayant appartenu aux *Apafi*, et que *Marie-Thérèse* avait vendu d'abord à la famille *Bethlen*. *Aron* en confia l'administration aux moines basilites installés à *Balázsfalva* dès 1747. Ce furent

(1) BARITIU, *Istoria Transilvaniei*, vol. I, p. 341 à 344 et 732-733.

ces mêmes moines basilites qui fournirent aux écoles créées en 1754 dans ce même endroit les premiers professeurs, tels que *Grégoire Maïoru*, *Ignace Darabont*, et plus tard *Sinkaï* et *Pierre Maïor*. Ces écoles furent, dès le commencement, très fréquentées non seulement à cause de l'ingéniosité de leur organisation — il y avait des classes élémentaires, trois classes de lycées et un séminaire — mais aussi à cause des secours en nature dont purent y profiter les étudiants grâce à la munificence d'*Aron*. Le nombre restreint des moines ne permettant pas de remplir les cadres du corps enseignant, ils n'étaient que onze; plus tard, sous *Joseph II*, on y admit comme professeurs les membres du clergé séculier. En 1760 l'éclairé évêque y fit aussi installer une imprimerie roumaine pour l'impression des livres scolaires, complétant ainsi l'outillage pédagogique à l'aide duquel put s'élever ensuite tout l'édifice de la science roumaine, aujourd'hui si respectable. Il est à remarquer que dans le programme élaboré pour ces écoles par l'évêque *Gabriel Aron*, maitre absolu de ces établissements — l'étude de la langue magyare est aussi obligatoire que celle du latin. Toutefois l'enseignement y eut lieu en roumain.

On ne peut malheureusement pas être aussi élogieux au sujet de l'activité épiscopale de *Pierre Aron* en ce qui concerne ses rapports avec les orthodoxes. Il est vrai que ceux-ci devenaient beaucoup plus exigeants depuis l'intervention de l'impératrice *Élisabeth* de *Russie*. Le patriarche serbe de *Karlócza* n'avait pas hésité à exciter les *Roumains* de la *Transylvanie* dès 1751 pour demander la nomination d'un évêque orthodoxe serbe, car il avait promis d'employer toute son influence auprès de *Marie-Thérèse* pour que leur vœu soit exaucé. Encouragé par l'exemple de son supérieur, l'évêque serbe d'*Arád*, *Synèse Zsivanovics*, entreprit aussi une campagne très ardente en faveur de l'orthodoxie en consacrant plusieurs popes grecs orientaux, notamment à *Várad-Velencze* en 1753. En promettant au peuple que, redevenu orthodoxe, il ne payerait plus de dîmes, 60 prêtres unis retournèrent à la religion de leurs pères tandis que 23 se virent obligés de quitter leurs paroisses. En 1755 ce fut encore le patriarche de *Karlócza* qui revint à

la charge pour demander à la reine la permission d'étendre sa juridiction patriarcale sur la *Transylvanie*. L'agitateur *Gabriel Drongó* ne se contenta pas d'énonciations théoriques; il poussa les *Roumains* à des voies de fait provoquant l'expulsion de leurs paroisses de plusieurs prêtres unis. Arrêté sur la proposition de l'évêque catholique, *Drongo* eut pour libérateurs les *haydouk* calvinistes de *Szalonta* qui considéraient son incarcération comme une atteinte portée à la liberté religieuse, pour laquelle tout bon *Magyar* verse toujours volontiers le plus pur de son sang. Exaspérés par les allées et venues des caloyers du couvent de *Szecsor*, les grecs unis le détruisirent aussi, provoquant ainsi les représailles des orthodoxes groupés autour de *Jean Molnár* (Juon Tunsu), pope d'*Ecsel*, qui, en se basant sur une prétendue encyclique du patriarche de *Karlócza*, se permit de convoquer un synode à *Szelistye* en 1758. Il y assura que le patriarche susdit serait enclin à intercéder pour eux auprès de la reine en sa qualité de « Koponistos » — de coreligionnaire, afin qu'ils puissent avoir un évêque grec oriental en *Transylvanie*.

Aron crut que c'était plus qu'il n'en devait supporter patiemment. Quittant ses écoles et ses étudiants, il fit en 1759 un voyage de visite pastorale dans son diocèse, pendant lequel il ne craignit pas de mal parler des prêtres unis prêts à s'entendre soit avec les calvinistes, soit avec les orthodoxes. (Il y avait des églises servant à la fois aux cultes calviniste et grec uni.) Ses intempérances de langage suscitèrent beaucoup de difficultés, à cause desquelles il reçut des admonestations de *Marie-Thérèse* elle-même et préparèrent le terrain pour l'apparition d'un nouvel agitateur, le caloyer *Sophronius*, originaire de la commune de *Csora* dans le département de *Fejér*.

C'était en fait de caractère, de tempérament et d'éducation, l'antipode de son prédécesseur *Visarion*, mais son fanatisme communicatif suppléa à tous ses défauts. Ayant prêché partout contre l'union, l'administration du département de *Hunyad* le fit arrêter. Alors *Juon Tunsu* souleva ses fidèles et le peuple assiégea en foule le château du *fö-ispan* (préfet) pour obtenir la mise en liberté de son orateur admiré. Pour sauver

sa vie, le fonctionnaire pusillanime s'empressa de relâcher son prisonnier et de conseiller aux *Roumains* l'envoi d'une pétition au « gubernium », afin qu'il fît cesser leur situation intolérable résultant de la fiction que les *Roumains* appartenaient déjà tous à l'Église unie. Encouragés par ce succès, ceux-ci s'adressèrent peu de temps après au conseil général de *Hunyad* pour lui demander la permission de reprendre leurs églises injustement confisquées en faveur des grecs unis. Entre temps il y eut à ce sujet des collisions sanglantes entre ces derniers et les orthodoxes excités par *Sophronius* et *Juon Tunsu*. Aussi se décida-t-on à *Vienne* à intervenir énergiquement en s'emparant de ces deux personnalités turbulentes : *Juon* fut conduit en *Autriche* après les troubles qui eurent lieu a *Uzdi-Szent-Péter* et qui coûtèrent la vie à un noble orthodoxe; quant à *Sophronius*, il sut se tirer d'affaire très adroitement en feignant de jouer le rôle de médiateur en plusieurs occasions entre l'autorité et les mécontents. Pour son malheur, on apprit qu'il avait accepté quelques ducats du général en chef; c'était assez pour le rendre suspect aux yeux de ses coreligionnaires. Cependant il parvint encore à rassembler un synode populeux à *Zalatna* où l'on se décida de s'adresser une seconde fois à la bonté de *Marie-Thérèse* pour en obtenir la reddition de certaines églises occupées par les grecs unis et la permission d'en bâtir des nouvelles. Après avoir reconquis ainsi la confiance de ses anciens admirateurs, *Sophronius* disparut complètement en abandonnant son rôle de défenseur de l'orthodoxie à des individualités plus autorisées.

Pour complaire à la *Russie*, à l'alliée fidèle des plus tristes jours de la guerre de Sept-ans, la cour de *Vienne* était, depuis l'affaire de *Balomiri*, sérieusement résolue à donner satisfaction aux réclamations justifiées des orthodoxes. On nomma d'abord une commission pour examiner si elles méritaient considération. Le rapport de cette commission ne fut envoyé à *Vienne* qu'en 1756. Le général commandant y joignit un mémoire qui jette une lumière très suggestive sur l'esprit qui animait alors l'entourage de la reine. Étant Français, *de Ville* rédigea son travail en francais; donc pour porter remède aux

affaires de la *Hongrie* on consulta des étrangers qui ne pouvaient les connaître que très superficiellement et qui en référaient à des *Autrichiens*, ennemis jurés de la constitution hongroise! De là l'antipathie de *de Ville* contre les catholiques hongrois. « Le clergé latin, écrivait-il textuellement, mû par un vil et sordide intérêt, se sert de tous les moyens les moins licites pour faire passer tout le peuple (roumain) pour uni (1). » Il accusa l'administration départementale de négligence, elle était hongroise, et il recommanda l'abolition de la dîme et l'extension de la juridiction de l'évêque serbe d'*Arad* sur tous *Roumains* orthodoxes, faute de quoi ils suivraient l'exemple des *Serbes* émigrés en *Russie* quelques années auparavant (1751). Or c'étaient précisément eux qui formaient la digue la plus sûre contre les mouvements révolutionnaires possibles (sous-entendu : fomentés évidemment par les Magyars.)

Finalement on mit cette question de l'église orthodoxe sur le tapis dans le conseil privé de la reine. Ce fut l'opinion du chancelier impérial, du comte *Kaunitz-Rittberg*, qui y prévalut. Il la résuma dans un rapport qu'il fit sur le désir formel de la souveraine et dans lequel on remarque les passages suivants : « Les orthodoxes montant au nombre de plusieurs millions qui vivent sous le sceptre de Votre Majesté, doivent être considérés selon mon humble opinion, comme un vrai trésor et joyau de la maison régnante. On pourrait en tirer plus de profit qu'on n'en a tiré jusqu'ici, s'ils étaient mieux protégés tant au point de vue moral que matériel contre toute oppression et injustice (sous-entendu : commise par les Magyars) et s'ils étaient gouvernés en général comme doit être gouvernée une pareille nation, rude et belliqueuse, c'est-à-dire selon les règles de la prudence. » Aussi conseilla-t-il la nomination d'un évêque spécial pour les *Roumains* de la *Transylvanie*, indépendant du patriarche serbe de *Karlocza*, mais n'ayant pas le pouvoir d'un métropolite non plus. Il crut également que le mieux serait d'employer la force, car il craignait les *Roumains* à cause de leur versatilité. qui ne ferait que s'accentuer par la nomina-

(1) Bunyitai Vincze, *Biharmegye oláhjai*, p. 60.

tion dudit évêque orthodoxe spécial. On enverrait en même temps une commission à *Nagy-Szeben*, chargée de juger les cas douteux sur place en déléguant trois de ses membres, dont l'un serait toujours l'évêque spécial. De cette façon, la reine gagnerait du temps pour rétablir la paix à l'intérieur et à l'extérieur, et les *Roumains* s'abstiendraient de tout excès, car ils auraient, d'une part, peur de la force armée et, de l'autre, ils seraient contents de voir un évêque orthodoxe (1). Ces propositions obtinrent pleinement l'approbation de la reine.

Pour les mettre en pratique, il parut d'abord un rescrit royal le 21 mars 1760, dans lequel on imputa toutes les fautes au « gubernium ». La traduction et la publication en roumain de tous les documents se rapportant au libre exercice des religions y furent énergiquement ordonnées. Mais son importance consistait principalement dans la promesse d'envoyer en *Transylvanie* un évêque orthodoxe si toutefois les non-unis s'abstenaient dorénavant de tout excès. Et afin qu'ils ne pussent pas en commettre beaucoup, ce fut le général *Bucow* qui se mit à la tête de la commission de *Nagy-Szeben*, ayant pour bras droit *Denis Novakovics*, l'évêque orthodoxe de *Bude*, à qui la reine avait confié l'administration provisoire de l'église grecque orientale transylvanienne. Si la présence de ce dernier a largement suffi pour apaiser l'agitation des orthodoxes, heureux de pouvoir l'approcher dans une assemblée générale du clergé orthodoxe et des délégués communaux roumains, tenue le 26 avril 1761, elle ne fit pas moins beaucoup de tort à l'union en éveillant chez un peuple très impressionnable les souvenirs de son culte traditionnel. De là la défaite essuyée par l'évêque uni *Pierre Aron* quand il officia le même jour que *Novakovics*, le 6 juillet 1761, à *Gyulafehérvár*. Il eut à peine de monde dans son église, tandis que les ouailles de l'autre remplirent tout un grand jardin pour écouter religieusement ses conseils pacifiques concernant particulièrement la rétrocession de leurs églises aux unis.

C'était une sous-commission nommée par *Bucow* qui devait

(1) Hurmuzaki, *Fragmente zur Geschichte der Rumanen*, vol. II, p. 161 à 164.

s'occuper de cette besogne peu recommandable. Car pour se conformer aux instructions de leur chef, les membres de cette commission montraient beaucoup de partialité en faveur des unis, à qui ils firent rendre toute église leur ayant appartenu autre fois. En ce qui concernait les monastères, voici les paroles des instructions de *Bucow* « Monasteria ubique comburantur lignea, lapidea destructantur » (1). Quant à la constatation si un *Roumain* était uni ou non-uni, elle se faisait le plus souvent au cabaret où les discussions se transformèrent aisément en pugilats. Craignant de perdre leurs places, les popes n'aimaient pas à avouer de leur côté s'ils étaient pour ou contre l'union.

Si à la suite de cette intervention assez intempestive du bras séculier il n'y eut pas des troubles plus considérables, on doit l'attribuer uniquement à la nomination de *Denis Novakovics* comme administrateur de l'évêché orthodoxe (fin d'août 1761). C'était tacitement reconnaître la nécessité d'en créer un au plus bref délai; c'était réaliser le rêve le plus cher de l'orthodoxie. Il en est résulté parmi les *Roumains* un apaisement qui a permis à *Bucow* de prendre certaines mesures pour le règlement des questions financières auxquelles a donné naissance la coexistence des *Roumains* unis et des non-unis dans les mêmes paroisses. Le général commandant leur ordonna en outre de vivre en bonne harmonie en accordant toutefois quelques faveurs aux premiers. Car s'il admettait la possibilité d'entrer dans l'union, il défendait, sous peine d'incarcération, le retour à l'orthodoxie.

Ayant pris possession de ses nouvelles fonctions *Novakovics* eut d'autre difficultés à surmonter. Le patriarche de *Karlócza* souleva la question de savoir si l'on pouvait lui permettre d'administrer deux évêchés à la fois (celui de Bude et celui de Transylvanie)? Selon son opinion c'était absolument contraire au droit canonique. Ce fut *Bajthai*, l'évêque catholique transylvanien, qui prit sa défense en n'attribuant la démarche du patriarche qu'à sa rapacité. Car il aurait mille ducats à toucher en guise

(1) IEARION PUSCARIU, *Documente pentru limba si istoria*, t. I, p. 233. Sibiiu. 1889.

de taxe d'investiture si *Novakovics* optait pour la *Transylvanie*. D'autre part, le nouvel évêque sentait très bien que l'on comptait à *Vienne* sur ses complaisances au sujet de la propagande unioniste. Il ne s'y prêta pas, mais pour prouver son zèle il ramassa parmi ses fidèles une somme de 100,000 florins qu'il mit à la disposition de la reine, et il envoya à ses doyens une lettre pastorale, dans laquelle il les exhorta à ne s'occuper nullement des affaires des grecs unis et à se montrer dignes de la grâce souveraine à laquelle ils doivent le libre exercice de leur culte. Mais il ne parvint à satisfaire ni la cour ni ses ouailles; aussi avait-il l'intention de se retirer dans un monastère, quand il fut frappé par la mort en 1770.

Il eut pour successeur dans les deux évêchés *Sophronius Chirilovics* au temps où l'influence des idées libérales de *Joseph II* se faisait déjà grandement sentir. En 1774, il parut un rescrit royal qui recommandait au « gubernium » de ne plus faire fustiger les unis retournés à l'orthodoxie, mais de leur faire donner de l'instruction religieuse pendant six semaines. Cependant ce ne fut pas encore *Chirilovics* qui put rendre autonome l'évêché de *Transylvanie* confié à sa direction. Il ne le devint que sous le règne de *Joseph II* en 1783, quand, après la mort de ce pasteur orthodoxe, on lui fit succéder *Gédéon Nikitics*, l'archimandrite de *Sistovatz*, qui ne fut plus soumis à la juridiction du patriarche de *Karlócza* qu'au point de vue des affaires religieuses et dogmatiques.

Pendant ce temps-là se passèrent quelques événements mémorables dans le sein de l'église unie. Après la mort de *Pierre Aron*, survenue en 1764, la reine accorda l'évêché de *Balazsfalva* à *Athanase Rednik*, sur la proposition d'un synode tenu au siège épiscopal. Ancien basilite, vivant à la manière des ascètes, *Rednik* conquit la confiance absolue d'*Aron*, qui le plaça à la tête du séminaire. Mais il avait des ennemis acharnés dans les rangs de ses confrères les basilites, qui ne craignirent pas de s'adresser au pape *Clément* XIII lui-même pour empêcher sa nomination. Le comte *Hadik*, gouverneur de la *Transylvanie* et général commandant des troupes impériales y cantonnées, trouva leur démarche excessivement cou-

pable. Il en fit enfermer plusieurs, entre autres *Grégoire Maïoru* que l'on conduisit à *Munkacs*, tandis que les autres furent relâchés sur l'intervention de *Rednik*, mais en même temps placés comme subalternes dans des monastères dépendants de sa juridiction, où les règlements les plus sévères furent introduits et où il enjoignit aux caloyers d'apprendre un métier quelconque. Lorsqu'il pétitionna à *Vienne*, afin d'obtenir la portion canonique pour ses prêtres, on lui accorda un petit secours de 10,000 florins et deux places au Pazmanéum pour ses séminaristes. Tout en faisant beaucoup de zèle en faveur de la propagande de l'union, il veilla jalousement au maintien de la liturgie grecque.

Quoiqu'ayant été interné à cause de lui, ce fut cependant *Grégoire Maïoru* qui lui succéda sur le siège épiscopal en 1772, après avoir reçu sa grâce sur la proposition de *Joseph II*. Pendant son épiscopat survint la suppression de l'ordre des Jésuites, délivrant ainsi l'église unie de ses conseillers gênants, succès dont *Maïoru* ne put pas longtemps jouir, car ayant eu des difficultés à son tour avec les moines basilites, il eut un procès qu'il perdit et à cause duquel il se vit forcé de demander sa retraite. Il ne mourut qu'en 1785, trois ans après l'intronisation de son successeur *Jean Bobu*.

Tels furent les résultats des efforts tentés pendant quatre-vingt-dix ans par les hommes d'État autrichiens en vue de l'unification de la monarchie sur la base du catholicisme et telle était l'attitude des *Roumains* en face de leurs tentatives. Si les premiers n'atteignirent pas tout ce qu'ils attendaient de l'union, si à la suite de son introduction les seconds se virent séparés en deux fractions difficilement resoudables, il n'en est pas moins vrai qu'il se forma là un courant extra-constitutionnel derrière les *Magyars* entre *Vienne* et les églises unies et non-unies, qui ne cessa plus de les menacer depuis et dont on devait fatalement se servir tôt ou tard, quand il s'agit de les combattre en leur qualité de gardiens fidèles du constitutionnalisme.

CHAPITRE IV

LES ROUMAINS DE L'ÉPOQUE AU POINT DE VUE POLITIQUE, SOCIAL ET DÉMOGRAPHIQUE.

Si depuis l'octroi du « Diploma Leopoldianum » jusqu'à la nomination de l'évêque orthodoxe transylvanien, c'est-à-dire depuis 1691 jusqu'à 1783, toute la vitalité du roumanisme n'a pas été absorbée par les luttes qu'il soutenait soit pour faire accepter son union avec le catholicisme, afin d'obtenir des avantages politiques, soit pour défendre l'orthodoxie, ce fut une véritable faveur de la Providence. En effet, sa situation politique et sociale ne contenait à cette époque aucun élément pouvant lui être propice. L'éclipse subite du croissant en *Hongrie*, l'écroulement d'une *Transylvanie* indépendante, le développement inattendu de l'empire moscovite semblent avoir fait sur l'âme roumaine — alors en quelque sorte encore renfermée dans sa chrysalide — l'effet d'un stupéfiant, sous l'influence duquel elle ne savait plus s'orienter et se sentait condamnée à l'inaction.

A la mort de *Léopold Ier*, le vayvode de *Valachie*, *Constantin Brancovan*, prit ouvertement parti pour les *Russes*. Il jura également d'envoyer à *Pierre le Grand*, alors en guerre avec la *Turquie*, un corps d'armée formé de 30,000 hommes. Quant à *Démétrius Cantemir*, le vayvode moldave, il s'allia également au fondateur de la *Russie* actuelle. Aussi, après l'issue de la guerre, désastreuse pour les armes du tsar, disparut-il, caché dans les rangs de l'armée russe en retraite. Il fut remplacé sur le trône vayvodal par *Nicolaë Maurocordat*. Un sort plus terrible a été réservé à *Brancovan*. Emmené à *Constantinople* par les Turcs, il y fut exécuté avec sa femme, ses enfants et ses gendres. Le sultan lui donna pour successeur, en *Valachie*, *Étienne Cantacuzino*, qui n'eut pas une fin plus heureuse. Seulement ce fut cette fois-ci son père qui partagea le dernier

supplice avec le vayvode accusé de trahison au profit des *Russes* et des *Autrichiens* (1716). Alors *Maurocordat* obtint la vayvodie en *Valachie*, tandis que la *Moldavie* échut à *Michel Rakovitza*.

Avec eux commence le règne de *Fanariotes*, si funeste pour les deux pays, où il a duré plus d'un siècle. Le nom des vayvodes en faisant partie ne vient pas d'une famille; il désigne les gens qui demeuraient à *Constantinople* dans le quartier du *Fanar*, où se trouvait concentré le monde grec, tant religieux que laïque, composé de marchands, de banquiers et d'hommes d'affaires. Dès le milieu du XVII[e] siècle, le gouvernement turc s'y apprivisionna de *drogmans*, car la finesse de l'esprit grec était particulièrement apte à remplir les devoirs de l'interprète; ce fut *Nicussis Panaiotache* qui occupa le premier officiellement le poste de drogman en chef. Lui ayant succédé après sa mort, *Alexandre Maurocordat* se distingua tellement dans cet emploi, spécialement pendant les pourparlers qui précédèrent la conclusion du traité de paix de *Karlócza* (Karlovitz), que la *Sublime-Porte* se crut obligée de lui donner une récompense importante en accordant à son fils *Nicolaė* successivement les trônes des deux vayvodies comme il a été dit plus haut. Avec le temps, ces drogmans formèrent une véritable caste, celle des *Fanariotes*.

« Naturellement, — dit M. *Jancsó*, — ces fanariotes ont réussi à atteindre au *nec plus ultra* de leurs désirs, c'est-à-dire à obtenir l'un des deux sièges vayvodaux roumains. Leur première et unique préoccupation consista dans l'accaparement le plus prompt possible d'une grosse somme d'argent afin de pouvoir payer à Constantinople les trois ou quatre millions, pour lesquels ils y avaient acheté les vayvodies. Après s'être acquittés de leurs dettes, ils n'avaient qu'un but : constituer un trésor encore plus considérable afin qu'en cas de déchéance ils pussent disposer du plus d'argent possible pour le rachat du trône vayvodal. Les Turcs n'admirent à l'honneur de ce chassé-croisé d'abord que quelques familles fanariotes, telles que les Maurocordat et les Ghica, mais ils permirent aussi à la famille moldave Rakovitza d'y prendre part dès le début bien que,

devenu vayvode de Moldavie, Michel Rakovitza se fût rendu suspect à leurs yeux à cause de ses sentiments philorusses. Ayant vu par la suite qu'occuper les trônes vayvodaux était le désir suprême de beaucoup de familles fanariotes, les pachas constantinopolitains élargirent le cercle du concours à l'infini, pensant que plus il y a d'acquéreurs pour un objet convoité, plus on peut en augmenter le prix. Ce fut ainsi qu'ils ouvrirent la lice aux familles Caragéa, Ypsilanti, Moruzzi, Sutzu, Morogheni, Hangerli, Calimach. Arrivées sur le trône, celles-ci déployèrent une véritable virtuosité dans l'invention d'impôts nouveaux à côté des anciens maintenus. Il fallait que le pauvre paysan roumain payât la dîme, la *gostina*, la *desetina*, l'*oierit*, le *vacarit*, le *prisacarit*, le *vadrarit*, le *vinariciu*, le *progonarit*, le *fumarit* et qu'il les payât non seulement une fois par an, mais le plus souvent deux fois, car le gabelou n'avait pas l'habitude de lui délivrer une quittance. »

Si un malheureux paysan n'était pas en mesure de s'acquitter envers les gens du fisc, ils le malmenaient et le battaient pour en extorquer de l'argent. « On enferma les hommes et les femmes dans des mannes de maïs, raconte un témoin oculaire(1) et on alluma à côté de ces mannes des feux sur lesquels on jeta du poivre rouge afin de les enfumer ainsi sans leur donner ni à boire ni à manger. Ensuite on attacha leurs mains derrière leur dos et on les frappa avec des cravaches, jusqu'à ce qu'ils s'affaissent ou on les plaça nu-pieds sur la neige glacée et on les y maintint des heures entières, pour les forcer à donner leurs derniers liards. »

Et pour comble de malheur « chaque vayvode amène avec lui un grand nombre de Grecs, à qui il accorde les places les mieux rétribuées. Il y en a beaucoup qui contractent de riches mariages par l'entremise du vayvode et deviennent ainsi de grands propriétaires. En un mot la Valachie et la Moldavie doivent être considérées comme le Pérou des Grecs » (2).

(1) *Dimitrie Eclesiarhul* I. *Papiu Ilarianu Tesauru de Monumenter*, vol. II, p. 193.

(2) Raicsevich, *Osservazzioni storiche, naturale e politiche intorno la Valachia e la Moldavia*. Napoli. 1788, p. 164.

Les exactions que commirent ces employés de passage, car ils s'en allaient avec les vayvodes qui les avaient amenés, étaient naturellement inénarrables. On les appelle les « ciocoi » et pour les fuir, les paysans s'expatriaient en masse ou s'adonnaient au brigandage. « Il faudrait une longue série d'années pour rendre à la Valachie son ancien lustre, écrit *Bauer* (1), et pour reconstruire tant de villes jadis florissantes et pour repeupler tant de grands villages et fermes, contre les ruines des quels on bute à chaque instant (1). »

On émigra des vayvodies en trois directions : de la *Moldavie* pour se fixer en *Russie* le long du *Niester*, de la *Valachie* pour se fixer dans les contrées les plus rapprochées de la *Serbie* et de la *Bulgarie*, et principalement en *Transylvanie* et en *Hongrie* sur le territoire que l'on connaît sous le nom de « l'enclave du Tèmès ».

Cette prédilection de l'émigration pour la *Hongrie* avait une raison particulière. Elle était motivée par le bonheur dont les *Roumains* de la *Petite-Valachie* jouirent pendant vingt ans sous la domination autrichienne, c'est-à-dire depuis la paix de *Passorvátz* (1718) jusqu'au traité de *Belgrade* (1738), dont les stipulations déplorables remirent cette province sous la domination turque. Ayant profité de la tranquillité que l'administration autrichienne avait su procurer aux *Roumains* durant ce laps de temps, ils se dirigèrent de préférence vers le pays où régnaient les *Habsbourg*. Là, ils furent d'abord très bien accueillis car, dans les provinces récemment reconquises sur les *Turcs*, il n'y avait presque plus de population. Plus tard, en 1738, l'hospitalité s'est changée en hostilité quand on vit que les *Roumains* faisaient cause commune avec les *Turcs* pour dévaster ensemble la *Hongrie méridionale*. Voici à ce sujet l'opinion du comte *Perlas*, exposée dans un mémorandum, qu'il adressa à *Marie-Thérèse* en 1767.

« Le transfèrement des Roumains est indispensable pour la réussite de la colonisation allemande ; les colons allemands tremblent à l'idée seulement d'être installés sur les « prae-

(1) Bauer, *Mémoires historiques et géographiques sur la Valachie,* annexés à l'histoire de Carra, p. 232.

dia » situés au milieu des Roumains et ils en ont horreur. Car nous fîmes dans la dernière guerre contre les Turcs (de 1737 à 1738) la remarque que la population allemande avait plus souffert des Roumains révoltés et de leurs bandes que des ennemis turcs eux-mêmee. Il y avait bien peu de communes allemandes ayant vu des Turcs vivants dans le courant de la guerre, tandis qu'il y a beaucoup de communes allemandes saccagées et brûlées par les Roumains, comme il y a aussi beaucoup d'Allemands ayant été tués ou capturés par eux et vendus finalement aux Turcs. Et agir ainsi leur était d'autant plus facile que la plupart des villages allemands se trouvent être éparpillés parmi les communes roumaines et que, par conséquent, il leur était impossible d'aller se secourir mutuellement. Ce même danger ne menacerait-il pas encore les colonies allemandes en cas d'une nouvelle invasion des Turcs si on les laissait de nouveau au milieu des Roumains?... Je me permets d'attirer également, la plus gracieuse attention de Votre Majesté sur la considération s'il n'est pas plus avantageux pour la sécurité des forteresses d'Arad et de Temesvar en cas de guerre de n'avoir entre elles qu'un territoire habité par des sujets fidèles et non par des gens pour qui il est absolument indifférent qu'ils appartiennent aux chrétiens ou aux Turcs et qui ne font que retourner leurs manteaux selon les besoins des circonstances diverses? »

Dans le rapport que *Joseph II* présenta à *Marie-Thérèse* en 1768 après avoir terminé son voyage dans le *Banat*, le souverain libre-penseur ne juge pas beaucoup plus favorablement ses futurs sujets. « Les Serbes et les Roumains obéissent aveuglément à leurs prêtres; cependant il y a entre eux la différence que cette obéissance n'est chez les Roumains qu'une obéissance servile engendrée par leur ignorance et leur bêtise indescriptibles, tandis que c'est la ferveur religieuse qui inspire les Serbes, quoiqu'ils soient suffisamment ignorants aussi. Le clergé séculier, que l'on recrute parmi les paysans incultes et qui ne sait pas même lire généralement, est incapable d'expliquer l'Évangile ou de disserter sur les livres saints. Il n'est pas possible qu'un clergé semblable puisse être le propagateur

de l'éducation et de l'instruction du peuple. D'ailleurs, les écoles primaires, l'instruction de la jeunesse sont des choses inconnues aussi bien chez les Serbes que chez les Roumains. On n'en trouve pas un sur mille qui sache écrire et lire sa langue maternelle. C'est par leur pope que les communes font rédiger leurs suppliques ou leurs réclamations et, étant obligées de se fier à eux, elles ne sont pas même convaincues que le document, confectionné par leurs popes, exprime réellement leur pensée. L'enseignement religieux et la prédication sont des choses inconnues chez eux. Les efforts de leurs évêques même ne tendent qu'à extorquer le plus d'argent possible afin de pouvoir le dilapider en jouissances frivoles. On abuse beaucoup aussi de l'excommunication (afurisatio) et l'empereur a dû se convaincre que la plupart du temps l'excommunication n'est prononcée qu'en vue du chantage » (1).

Il faut avouer cependant que, malgré le peu de sympathie que les *Roumains* inspirèrent à leurs concitoyens soit en *Hongrie*, soit en *Transylvanie*, ils ne se montrèrent jamais particulière-sévères à leur égard. Pour avoir pris part aux guerres de *Rákóczy* on remit en servitude tous les serfs ayant recouvert leur liberté pendant l'insurrection (diète de 1714). On interdit en même temps aux paysans de porter des armes. Or ces rigueurs frappent aussi bien les *Roumains* que les *Magyars*, car la loi ne fait ici aucune distinction entre ces deux nations. Elle est également semblable pour les deux, quand elle impose quatre journées de corvée par semaine à tout serf, de même qu'en 1742 et 1747 on réduit le nombre de ces corvées à deux jours par semaine sans indiquer la nationalité de ceux qui y sont astreints. N'est-ce pas à la généralité des serfs que s'adresse la dénomination de « trésor vivant » (errarium vivum) dont se servent les états de la *Transylvanie* pendant cette même diète de 1747. Et comme toutes ces lois n'étaient pas très explicites sous beaucoup de rapports, le rescrit de *Marie-Thérèse* datant de 1769, dans lequel elle indique longuement tous les devoirs des seigneurs envers leurs serfs et *vice-versa*, et où elle règle le

(1) Szentklaray, *Száz èv Dél-Magyarország történetéböl*, p. 207 et 208.

pouvoir correctionnel des premiers tout en énumérant les moyens que les seconds peuvent employer pour leur défense, soulagea notablement tous les serfs, sans distinction de race ou de religion.

(De la circonstance que ces dispositions bienveillantes n'émanent pas de la diète transylvanienne, les historiens antimagyars ne manquent pas de tirer une conclusion qui, en apparence, serait une preuve évidente pour démontrer la roumainophobie et l'inhumanité des Magyars. Ils prétendent que Marie-Thérèse ne recourut à la publication de ce rescrit que parce que les états de Transylvanie eux-mêmes ne voulaient pas se conformer à ses intentions. Or il n'y a pas eu de diète en Transylvanie depuis 1761 jusqu'à sa mort, survenue en 1780; les affaires importantes ne pouvaient donc être réglées qu'au moyen de rescrits. Quant aux dispositions hostiles ou favorables des diètes qui n'ont pas eu lieu, il est oiseux de les discuter.)

Les *Roumains*, comme tels, n'eurent des difficultés que quand, à peine installés sur un territoire, ils y empiétèrent peu à peu sur les droits des propriétaires véritables. Ce qui arriva principalement sur les territoires des *Saxons* : témoins le procès célèbre de *Résinar*, entamé contre les habitants roumains de ce village par les habitants saxons de la ville de *Szeben*. Là il s'agissait de décider si les colons roumains établis dans une forêt de pins de la ville pour y recueillir la résine, avaient raison de former une commune ayant ses droits particuliers. Le procès dura de 1735 jusqu'en 1785, année où *Joseph II*, mû par ses sentiments humanitaires, prit résolument parti contre les prétentions légales mais surannées des *Szébénais* et concéda des droits communaux à *Résinar* en lui assignant au surplus la propriété d'une certaine quantité de terrains appartenant à la ville de *Szeben*, condamnée à les lui céder.

L'issue du différend entre *Roumains* et *Saxons* tourna, au contraire au tragique à propos de la commune de *Szelistye*, située sur ce domaine de *Talmács* que le vayvode de *Valachie* avait jadis possédé en fief jusqu'au désastre de *Mohács* et dont on fit ensuite un quasi-siège roumain, mais sous la direction de sept magistrats *saxons*. Avec le temps, il se trouva parmi ceux-

ci quelques-uns qui, se basant sur la donation qu'avait faite de ce domaine *Béla IV* en 1233 à l'*ispan* saxon *Konrad*, n'hésitèrent pas à considérer les *Roumains* qui y habitaient comme leurs serfs. De là un procès interminable qui finit par s'envenimer quand un *Saxon*, le baron *Samuel Bruckenthal*, devint gouverneur de la *Transylvanie* (1774); se sentant plus forts, les *Saxons* organisèrent alors une véritable descente dans le village de *Szelistye*, où ils ne purent faire prévaloir leur manière de voir qu'à l'aide d'un bataillon de soldats. Ayant employé l'argument suprême, une décharge générale, ceux-ci tuèrent aux *Roumains* vingt hommes et en blessèrent une grande quantité. Mais ce coup de force ne procura aux vainqueurs qu'une victoire éphémère car, grâce à l'intervention de *Joseph II*, les *Roumains* obtinrent gain de cause comme à *Résinar*. Le procès civil se prolongea au sujet de cette affaire jusqu'en 1868.

Le roumanisme encourut des reproches plus légitimes en se permettant des indélicatesses à l'égard du gouvernement qui, désireux de fonder des colonies roumaines dans les environs de *Temesvár*, leur fournit des terrains et les pourvut même de petites sommes d'argent nécessaires à leur premier établissement. Elles ne voulurent pas se prêter à la culture des terrains concédés et disparurent en grande partie aussitôt qu'on leur en fit la remarque, en emportant naturellement les fonds avancés, comme c'est longuement relaté dans un rapport de la commission de colonisation présidée par le comte *Schlick* et daté du 8 mars 1768 (1).

En face de ce caractère à la fois remuant et instable, obstiné et farouche des *Roumains*, on aurait eu tort de penser à leur simple introduction dans l'enceinte administrative et constitutionnelle de la *Hongrie*, d'autant plus que les contrées où ils erraient, se trouvaient tellement dépeuplées et dévastées pendant la longue et désastreuse domination des *Turcs*, qu'en dehors de leurs noms conservés par l'histoire, rien ne semblait plus les rattacher à la mère-patrie. Étant d'ailleurs sur les limites du monde civilisé d'alors, elles étaient destinées à amortir les chocs

(1) Szentklaray Jeno, *Az olahok költöztetése Dél-Magyarorszàgon*, p. 20 et 21.

que pouvait vouloir lui porter l'islamisme épuisé et à arrêter les fléaux des maladies contagieuses importées de l'Asie. Partant de là, l'idée devait forcément venir à tout esprit réfléchi que si le peuple roumain, à moitié nomade, ne devait entrer dans le chemin du progrès que sous la férule d'un régime d'une sévérité implacable, son essai ne pouvait avoir lieu que dans ces parages précisément où la proximité d'un ennemi séculaire, l'humeur voyageuse de la population, imposent tout naturellement une organisation uniquement basée sur la discipline militaire. Si on ajoute à ces considérations, d'un ordre spéculatif, le désir de la cour de *Vienne* d'avoir toujours sous la main des troupes pour combattre à l'occasion le parlementarisme hongrois, il n'est pas difficile de comprendre comment on est arrivé à l'idée de la création des *Confins militaires*. Ils formèrent une ceinture de fer depuis l'*Adriatique* jusqu'à *Orsova* et fournissaient une douzaine de régiments d'infanterie. Administrés militairement, ces *Confins* dépendaient du ministre de la guerre impérial et ne furent supprimés qu'en 1871, quand on les fit rentrer dans les cadres des départements hongrois limitrophes.

La vitalité du système ayant été démontrée par les essais faits en *Hongrie* depuis 1743, *Marie-Thérèse* se décida à son introduction en *Transylvanie* où les pérégrinations des *Roumains* prirent de jour en jour plus d'extension soit par suite des exactions des vayvodes fanariotes et alors des vayvodies roumaines en *Transylvanie*, soit par suite de la propagation intempestive de l'union, et alors de la *Transylvanie* dans les vayvodies. La nouvelle concernant la création des *Confins* les a cependant tellement réjouis qu'ils eussent été tous désireux d'en faire partie. Naturellement, on n'a pu y admettre que ceux habitant au Sud entre les cols du *Vulcan* et de *Bodza* et à l'Est entre le col de *Tolgyes* et les glaciers de *Marmaros*. Au milieu s'étendent les pays des *Sicules* : le *Csik* et le *Háromszék*; on les érigea en *Confins* aussi.

Mais pour réaliser les intentions de *Marie-Thérèse*, il fallut aplanir plus d'une difficulté. Il y en avait qui étaient provoquées par la situation délicate dans laquelle se trouvaient les *Rou-*

mains serfs à l'égard de leurs seigneurs les *Saxons*; tel était le cas, par exemple, dans la vallée de *Radna*, où ce fut la ville de *Bestercze* qui exerça les droits seigneuriaux. La commission d'enquête les reconnut valables; mais on proposa aux quatre mille *Roumains*, qui y demeuraient, d'accepter l'union et de se faire soldats. Si, pour le gouvernement, la création des *Confins militaires* n'était qu'une manière détournée de propager le catholicisme, pour les *Roumains*, en être équivalait à la libération de la servitude, en opposition avec les *Sicules*, déjà libres auparavant. Seulement il ne faut pas oublier que le prosélytisme religieux ne visait pas uniquement le salut des âmes : il importait beaucoup au point de vue de la politique que ceux à qui on confiait la garde des frontières du côté des vayvodies, soient d'une autre religion que leurs frères de race d'au delà des *Carpathes*, contre qui ils avaient à défendre la *Transylvanie*.

C'est à l'ignorance des *Roumains* qu'il faut au contraire attribuer la collision sanglante qui a eu lieu dans la commune de *Salva* à propos de la prestation du serment militaire. Le général de *Siskovich*, accompagné de l'évêque uni *Pierre Aron*, s'y rendit le 10 mai 1763. Ayant entendu lire la formule du serment, où il est question de servir l'empereur et le pays « par terre et mer », les *Roumains* ne voulurent pas la répéter, car le mot « par mer » y était introduit, prétendaient-ils, subrepticement; or ils n'avaient nulle envie d'aller sur l'eau. *Siskovich* et *Aron* avaient beau expliquer la chose, ils restèrent inflexibles et, ayant jeté leurs fusils, ils devinrent même menaçants. N'ayant pas sous la main des forces suffisantes, le général et l'évêque durent se retirer sans avoir pu éclairer la foule affolée. Ils purent cependant se convaincre que c'était un certain paysan nommé *Todoranu*, qui excitait ses camarades à la mutinerie. Il fut arrêté, sommairement jugé et exécuté avec vingt de ses compagnons quelques jours après, quand le général, entouré de plusieurs bataillons de soldats, ne craignit plus de recommencer la cérémonie si stupidement interrompue.

Pour contrebalancer la mauvaise impression que de tels événements pouvaient avoir produite sur les *Roumains*, on feignit de

prendre au sérieux leurs prétentions daco-roumaines et de les traiter pompeusement en descendants des légionnaires de *Trajan*. On fit inscrire sur le drapeau du deuxième régiment roumain la devise suivante : « Virtus romana rediviva, » que des officiers, venus des provinces italiennes de l'empire, ne manquaient pas d'expliquer à leurs hommes dans le sens le plus flatteur pour leur vanité.

Que ce soit à cause de cela ou que ce soit l'effet d'une discipline sévère, le développement, et les progrès du roumanisme dans les *Confins militaires* surprirent vraiment tout le monde. On leur fit donner de l'instruction dans les écoles, dites « normales » qui comprenaient quatre classes élementaires et que l'on installait dans tous les sièges des régiments et des bataillons. De là est sortie cette phalange de sous-officiers qui donnaient tant de solidité aux cadres des régiments *Grenzer* (les *Confins*). Et la sollicitude de l'administration militaire ne s'arrêta pas là. Elle s'étendit sur l'agriculture, l'élevage et l'horticulture, en y initiant peu à peu les *Roumains* qui en profitèrent avec une louable rapidité.

Malheureusement, ce tableau séduisant a une ombre terrible. « Dans chaque régiment roumain de la Transylvanie et, si je ne me trompe pas, de la Hongrie aussi, ce fut la langue allemande qu'on introduisit — dit le baron *Nicolas Wesselényi* il y a soixante ans (1). Si l'on eût agi ainsi à l'égard du magyar, on le parlerait déjà dans la plupart, ce qui constituerait un grand rapprochement entre les deux nations ! De cette façon, au contraire, ils ne sont pas devenus Allemands, et ne le deviendront jamais, mais, grâce à l'esprit dans lequel on les avait élevés, ils ont ajouté à la haine que les Roumains nourrissent contre nous (Magyars), la haine que nourrissent les Allemands ! » Réflexions des plus judicieuses que l'on peut taxer de prophétie aussi, car ce sont les pays des anciens *Confins militaires* qui fournissent encore aujourd'hui les plus fougueux apôtres de la « Ligue » et du mouvement magyarophobe en général.

(1) B. Wesselényi Miklos, *Szozat a magyar és szláv nemzetiség ügyeben*, p. 89.

Pour compléter les traits caractéristiques appelés à fidèlement rendre le portrait du roumanisme au XVIIIe siècle, il faut aussi consulter les résultats des recensements qui eurent lieu alors en *Transylvanie* à différentes reprises.

Du temps de *Charles II* (vers 1730), le nombre des familles imposées — c'est-à-dire des serfs — montait à 135,000 (en comptant cinq membres par familles en moyenne). Il faut en défalquer 50,000 qui n'étaient pas roumaines. Si on ajoute à ces 256,000 âmes au moins 50,000 autres non imposées, des nobles et des *Sicules* libres — on obtient les données statistiques suivantes — bien entendu approximativement :

Magyars	190,000	habitants.
Saxons	110,000	—
Roumains	425,000	—
TOTAL	725,000	habitants.

Au recensement de 1761-1765 on trouva d'après *Benkö* :

Magyars	271,000	habitants.
Saxons	120,680	—
Roumains	547,243	—
TOTAL	938,923	habitants.

C'est-à-dire l'accroissement pour les *Magyars* était de 42 $\frac{12}{19}$ pour 100, pour les *Saxons* de 9 $\frac{70}{110}$ pour 100 et pour les *Roumains* de 52 $\frac{3}{425}$ pour 100. Et ce taux immense est constant chez les derniers presque jusqu'à la disparition des vayvodes fanariotes, pour tomber de 1837 à 1857 jusqu'à 8 $\frac{1}{2}$ pour 100 et pour descendre enfin en 1870 au-dessous de zéro, ce qui prouverait que ce ne fut pas autant l'excédent des naissances qui produisit l'accroissement, mais bien plutôt l'immigration incessante provoquée par les misères que les *Roumains* enduraient sous les *Maurocordat* et consorts. On sait, par exemple pertinemment qu'au moment de l'avènement de ce célèbre pressureur il y avait en *Valachie* 147,000 familles imposées, et qu'à la fin de son règne on n'y en comptait plus que 35,000, — ce qui équivant à l'émigration de 560,000 âmes. Un exode de pareille importance eut lieu en *Moldavie* aussi pendant que *Maurocordat* y occupait le trône.

Mais quelle qu'ait été la nature de l'accroissement de leur

population roumaine, la *Hongrie* et la *Transylvanie* ne devaient que s'en féliciter, dans l'espoir qu'avec le temps elle deviendrait aussi complètement hongroise que le sont devenus certains de ses enfants. Si ce temps n'est pas encore venu, comme on le verra, ce n'est pas la faute de l'État hongrois, qui étend les bienfaits de ses libertés généreusement sur tous les sujets de la couronne de saint Étienne. Qu'ils lui montrent de l'attachement, et il les récompensera avec un paternel empressement et selon leur mérite; qu'ils le frappent avec des mains parricides, et alors il saura sauvegarder sa dignité, son unité, son intégrité, ayant conscience de ses devoirs envers lui-même et envers le rôle qu'il est appelé à jouer dans l'histoire.

CHAPITRE V

Les troubles de 1784.

Après les attaques plus ou moins dissimulées, que la réaction avait dirigées pendant deux siècles sur le terrain religieux et politique contre le constitutionnalisme hongrois, celui-ci en eut une nouvelle et bien autrement sérieuse à soutenir quand avec *Joseph II*, le fils génial de *Marie-Thérèse*, ce fut le rationalisme des philosophes encyclopédistes qui s'installa sur le trône impérial et royal. Car si la sagesse et le patriotisme des hommes d'État magyars surent toujours paralyser l'hostilité incessante de la cour de *Vienne*, tant que le souverain lui-même resta impartial au milieu des antagonistes, également convaincus de l'excellence des principes gouvernementaux qu'ils préconisaient, la défaite des premiers devenait certaine dès que *Joseph II* se déclara partisan déterminé d'une monarchie centraliste, organisée sur le modèle français, mais au profit du germanisme.

A vrai dire, son empire d'utopiste ne ressemblait guère à l'idée que les réactionnaires s'étaient faite de la monarchie depuis la réunion de la *Hongrie* et des États héréditaires sous le sceptre d'un même rejeton de la famille des *Habsbourg*. Ils l'auraient voulu franchement catholique et absolutiste, afin que la volonté souveraine, inspirée par leurs conseils, pût y être uniformément exécutée. Or, tout en visant le pouvoir autocratique, — ses intentions humanitaires, réformatrices et émancipatrices n'auraient jamais pu s'accorder avec les lenteurs et les hésitations inévitables du régime représentatif, — *Joseph II* était trop imbu des idées qui devaient engendrer plus tard la Révolution française, pour devenir l'allié d'une *camarilla* aristocratique, cléricale et rétrograde. Il rêvait un état transformé, régénéré, marchant à la tête de la civilisation et du progrès, et, pour la réalisation de cet état rêvé, il employait

des moyens tellement révolutionnaires que l'on devrait le faire figurer sans conteste parmi ceux qui ont contribué directement ou indirectement à la chute de *Louis XVI* dont les adversaires de la première heure le considéraient certainement comme un exemple à suivre, comme un précurseur inconscient, mais non moins réel.

Il faut remarquer cependant que le caractère révolutionnaire des procédés de *Joseph II* se manifestait plutôt en *Hongrie* Quant aux pays héréditaires, la source de la souveraineté y résidant dans la personne seule de celui qui régnait, il n'avait aucun compte à rendre à ses sujets. L'avènement au trône d'un prince éclairé, prêt à ne vouloir juger les hommes que selon leurs mérites, sans égard pour les prérogatives nobiliaires, ne devait donc signifier autre chose que le commencement d'une ère nouvelle, à tous les points de vue propice aux populations, qui ne pouvaient d'ailleurs qu'en prendre acte avec joie et reconnaissance, comme elles n'auraient pu que silencieusement souffrir si ce fût le moyen âge avec tous ses ténèbres que *Joseph* eût voulu faire renaître. De là l'enthousiasme que soulève encore aujourd'hui le souvenir de son règne au sein de la bourgeoisie autrichienne pour laquelle sa figure est devenue légendaire dès sa mort. (On rencontre la gravure qui le représente labourant derrière la charrue, dans tous les villages des pays héréditaires.)

En *Hongrie*, il se trouva au contraire en face d'une constitution vermoulue et ne répondant nullement aux besoins de l'époque, mais enracinée dans le cœur de la nation et à laquelle la noblesse était d'autant plus attachée qu'elle assurait en dehors de ses privilèges, l'existence elle-même de la race magyare. L'organisation administrative, confiée à des fonctionnaires élus par chaque département (comitat), l'état pitoyable de la justice civile et criminelle, le caractère exclusivement confessionnel des établissements scolaires de tout rang, l'hégémonie de la religion catholique, y ont créé une situation regrettable, faite pour provoquer la plus vive répulsion chez une nature d'élite comme celle de *Joseph II*, qui ne pouvait voir dans les traditions nationales des *Magyars* qu'un héritage

légué par les temps barbares, dont il fallait se défaire le plus promptemeut possible.

Par suite de sa franchise et de sa droiture, ses dispositions défavorables ne tardèrent pas à se faire jour. Contrairement à sa constitution et ne voulant pas prêter serment en faveur de la conservation, il se dispensa de se faire couronner et ne voulant considérer la couronne de saint Étienne que comme une curiosité, il la fit transporter à *Vienne* dans le trésor impérial. Sans s'assurer le concours des diètes, qu'il ne convoqua pas, il décréta la division en dix districts du territoire de la *Hongrie*; en *Transylvanie* il en créa trois, l'introduction de la langue allemande dans l'administration et dans la justice, illégalités qu'il racheta par la publication de son décret sur la tolérance religieuse (daté du 25 octobre 1781) grâce auquel il conquit l'amour de ses sujets protestants. Par ses lettres patentes du 22 août 1785, il soulagea les misères des serfs alors également exploités par le Trésor et les seigneurs en leur accordant le droit de déplacement et la libre disposition en fait de biens mobiliers : « car c'est le bien public et le droit naturel qui l'exigent » .

On devinera aisément l'effet que cette attitude anticonstitutionnelle de *Joseph II* a dû exercer sur l'imagination des *Roumains*, déjà si excités par les agaceries significatives et citées plus haut de la cour de *Vienne*. Dans leur ignorance ils croyaient que les actes du philosophe impérial n'avaient pour mobile que sa haine contre la noblesse magyare, objet de la leur également, et que cette communauté de sentiments leur procurerait tôt ou tard la réalisation de leurs rêves, ou plus exactement l'assouvissement de leurs appétits, croyance que eertains événements se déroulant devant leurs yeux, rendaient tout-à-fait admissible.

Parmi ceux-ci il faut citer d'abord les deux voyages entrepris par l'empereur en *Transylvanie* soit étant seulement héritier présomptif (en 1773), soit comme souverain (en 1783). C'était à ce moment un *Saxon*, le baron *Samuel Bruckenthal*, qui y occupait le siège de gouverneur. Grand protecteur de ses compatriotes, il introduisit en leur faveur des modifications

sensibles dans la répartition des impôts au détriment des serfs roumains. Elles rendirent la situation de ceux-ci à peu près intolérable : résultat qu'il imputait, au contraire, dans ses rapports adressés à *Joseph II*, à la rapacité de la noblesse magyare. Corroborant ses opinions préconçues, ils l'indisposèrent complètement à l'égard cette dernière.

« Sa Majesté ne tenait aucun compte ni des magnats ni des nobles hongrois, écrit *Michel Heidendorf*, le » committarius magistratualis » des *Saxons* dans son autobiographie (1) tandis qu'elle paraissait avoir la plus favorable opinion de la nation saxonne. Quant à la manière d'agir infiniment gracieuse du monarque envers le bas peuple (c'est-à-dire les Roumains), elle l'a littéralement ébloui. Sa Majesté reçut 19,000 requêtes. » A propos du second voyage de l'empereur, voilà ce qu'on lit dans le même ouvrage :

« Les pétitionnaires de toutes classes, de tous âges et de toutes nations, mais principalement des Roumains, se plaçaient en foule à la porte de la résidence de Sa Majesté en apportant des milliers de requêtes. On les fit entrer chez Sa Majesté sans difficulté. Elle n'avait pour garde qu'un soldat du régiment de Gyulai, à qui l'on avait recommandé de ne refuser l'entrée à personne. De cette manière, il était loisible à tout le monde, même aux paysans de la plus basse extraction, de pénétrer dans la maison jusqu'à l'escalier qui conduisait à l'antichambre de l'appartement de l'empereur. Sa Majesté sortait souvent dans l'antichambre, il était donc très facile pour chacun d'obtenir une audience. Les affaires moins importantes furent oralement réglées ; ceux qui en avaient long à raconter, Sa Majesté les fit passer dans sa chambre, afin qu'elle puisse les écouter tout à son aise. L'escalier était complètement rempli de paysans ; ils plaçaient leurs requêtes sur la marche du haut et l'empereur en sortant de quart d'heure en quart d'heure, les ramassait personnellement sans parler aux pétitionnaires ».

En quittant le pays (le 6 juin) voilà quels furent les adieux de

(1) Dr Rudolf Theil, *Michael Conrad von Heidendorf. Eine Selbstbiographie. Archive, des Vereines für siebenbürgische Landeskunde.* Neue Folge, vol. XVI, fasc. II, p. 490.

Joseph II adressés aux membres du « gubernium », aux trésoriers et aux autorités militaires : « Adieu Messieurs. Remplissez vos devoirs consciensieusement et cessez toute espèce de chicanes. » D'ailleurs, la situation de la *Transylvanie* l'avait tellement dégoûté qu'il fit publier à *Nagy-Szeben* même un document décrétant la suppression du servage, attendu qu'en *Transylvanie* on se servait encore des abus anciens, dirigés contre la liberté individuelle. Aussi permit-il dorénavant à quiconque de se marier, d'entrer en apprentissage ou de s'embaucher selon son désir et sans payer la moindre taxe. Or ce ne fut pas en *Hongrie* ni en *Transylvanie* qu'on pouvait interdire aux serfs le mariage ou le choix du métier, mais dans les pays héréditaires. Il était donc très aisé pour la chancellerie transylvanienne de relever ces erreurs dans ses réponses datées du 18 juin et du 26 juillet en remarquant respectueusement qu'il est impossible de comparer la situation des serfs autrichiens à celle beaucoup plus douce des serfs transylvaniens. Cette réfutation spirituelle et conforme à la vérité mit l'empereur tellement en fureur qu'il y fit répondre par une semonce violente, en recommandant d'accepter ses principes et de ne pas considérer ses ordres commes des accusations contre lesquelles on se rebiffe de toute sa force afin de pouvoir embellir toute chose (1).

Entre temps, *Joseph II* fit procéder au dénombrement de la population de toute la monarchie. C'était une mesure administrative très simple mais ayant un caractère égalitaire, qui pouvait d'autant moins plaire à la noblesse qu'il semblait faire supposer l'intention de l'imposer et de la contraindre avec le temps à la conscription. En *Transylvanie*, les paysans roumains l'expliquaient du moins ainsi et ils le considéraient comme une faveur spéciale de l'empereur, pléludant par là à la suppression totale de la noblesse. Et comme ils estimaient que le premier était leur puissant et dévoué protecteur et la seconde leur acharnée persécutrice séculaire, ils espéraient qu'il allait éclater entre eux au plus bref délai un conflit dans lequel

(1) Marczali Henrik, *Magyarország története II József korában.* 1888, vol. III, p. 21.

ils se promettaient tout naturellement de prendre parti pour *Joseph II*.

Leur erreur ne pouvait que s'augmenter par la publication du décret impérial du 31 janvier 1784 ordonnant, en guise d'essai, l'incorporation facultative dans les *Confins militaires* des communes limitrophes, dont on confierait le dénombrement supplémentaire cette fois à l'administration militaire. Porté à la connaissance de la population à *Gyulafehérvár*, le 22 mai suivant, il émut les *Roumains* au plus haut degré. Ce furent les habitants du village de *Herepe* qui se firent inscrire d'abord ; leur exemple entraîna en quatre semaines ceux de quatre-vingt-et-une communes voisines. Pendant le travail qu'un tel empressement imposa à l'administration, on eut recours au dévouement des popes auxquels on envoya des feuilles pour les remplir. Ce simple fait leur donnait une telle importance à leurs propres yeux qu'ils y voyaient un encouragement à l'excitation de leurs ouailles. Ils les exhortaient à se faire inscrire en leur promettant non seulement l'abolition du servage, mais la possession des terrains que les seigneurs leur avaient confiés ; et ces exhortations ne manquaient pas de porter leurs fruits : après s'être fait inscrire, les *Roumains* s'efforçaient de se soustraire à la corvée et ne se gênaient pas pour proférer des menaces de mort à l'adresse des seigneurs. « Après la Saint-Michel, on nous distribuera des armes, disait le nommé *Juon Lupas*, paysan de *Szakamas*, et alors nous ne travaillerons plus un seul jour, mais nous trancherons la tête aux Magyars comme si c'étaient des carottes ! »

Par suite de cette effervescence, il y eut des excès regrettables en plusieurs endroits. On tua le noble *Nandra* à *Klepotiva* ; on assassina le sous-préfet (szolga biró) *Herczu* dans son lit, pendant qu'il faisait sa tournée officielle. Ayant traversé la frontière hongroise, le mouvement s'étendit dans le département hongrois d'*Arad* également. De nombreuses bandes de paysans roumains s'y formaient pour piller et rapiner et l'une d'elles eut même l'audace d'enlever le vice-préfet *Forray* de son château de *Soborsin* (le 27 juillet 1784) et de le conduire dans les montagnes d'où il ne put revenir qu'après avoir signé un do-

cument promettant à ses ravisseurs la rémission complète de leurs délits ou crimes antérieurs. D'ailleurs, le brigandage prit à ce-moment là de telles proportions dans le département voisin de *Zaránd* aussi, qu'on fut obligé de s'en plaindre en haut lieu. L'empereur, quoique d'ordinaire peu tendre pour les municipes départementaux se montra cette fois à tel point ému par leurs rapports qu'il fit mettre à prix la tête des bandits, qu'ils soient capturés vivants ou morts.

Étant prévenu par les préfets de cette fermentation de la population roumaine, le « gubernium » n'hésita pas longtemps à en faire des remontrances au baron *Preiss*, le gouverneur militaire d'alors, en lui faisant remarquer particulièrement qu'il n'avait pas été averti par l'autorité militaire du dénombrement effectué. Quoique se confondant en excuses, le soldat courtisan, très bien renseigné au sujet des sentiments hostiles de *Joseph II* à l'égard de la constitution et de l'administration hongroises, ne continua pas moins d'entretenir dans le corps des officiers une aversion peu déguisée pour les institutions du pays en général et surtout pour leur soutien principal, la noblesse hongroise. D'ailleurs, ne faisant pas de mystère de l'inimitié dans laquélle il vivait avec le baron *Bruckenthal*, les fauteurs de désordre purent facilement croire que, vu toutes ces conjonctures, les temps étaient accomplis et qu'à ce moment tenter l'aventure d'un soulèvement n'était pas une absurdité. Voici les circonstances et les personnages qui contribuèrent particulièrement à sa préparation.

Sur le territoire du domaine de *Zalathna* appartenant au Trésor, ce fut une taxe fixe mais minime qui constitua l'unique charge de la population exclusivement roumaine depuis la répression de la révolte de *Rákóczy*. Elle a été presque triplée en 1775 et subit trois ans plus tard une augmentation indirecte considérable par l'introduction d'un droit perçu sur la vente du vin (dolgosia). De là la plainte des habitants de plusieurs villages adressée au « gubernium », et procès intenté par l'administration domaniale contre les plaignants devant le tribunal seigneurial qui les condamna assez sévèrement pour leur attitude inconvenante et leur pérégrination jugée inutile à *Nagy*-

Szeben. Alors ils en appelèrent à la chancellerie de *Vienne* en lui envoyant deux pétitions en 1779 et 1780, contenant l'énumération de leurs griefs contre l'administration du domaine. Si l'on sait que ce furent *Nicolas Urs*, alias *Hora* et *Jean Kloska*, qui portèrent ces suppliques dans la capitale impériale, on ne connait pas les raisons qui les désignèrent à la confiance de leurs mandataires. En tout cas, ces missions les mirent en évidence et les rendirent populaires parmi les *Roumains*, malgré le peu de succès de leurs voyages réitérés.

En 1782, il se produisit un nouvel incident qui envenima les relations déjà très tendues entre les administrateurs du domaine royal et les paysans roumains. L'année précédente, on avait affermé l'impôt sur la vente des boissons à deux *Arméniens* nommés *Bosnyák* et *Patrubán* qui, pour rentrer dans le prix du fermage, ne reculèrent devant aucun moyen de coercition contre les fraudeurs et les contrebandiers. Ils perçurent des droits même pour le vin envoyé en cadeau aux popes pour la sainte communion.

Le ressentiment que les *Roumains* pratiquants éprouvèrent au sujet de cet acte considéré comme sacrilège, n'attendait qu'une occasion pour éclater au grand jour en voies de fait. Elle se présenta au marché de *Topanfalva* où lesdits *Arméniens* confisquèrent tout le vin débité chez l'habitant conformément à un antique et traditionnel privilège du pays. Exaspérés par tant de rapacité et convaincus de leur bon droit, les gens de la contrée s'insurgent et défoncent les fûts de vin amenés par les fermiers qui n'ont que le temps de se réfugier chez l'administrateur en chef.

De tels événements méritaient à eux-seuls l'intervention de la justice ; le refus de payer le fermage et la fuite des *Arméniens* les aggravèrent encore considérablement aux yeux de celle-ci. Aussi frappa-t-elle les coupables avec sévérité par l'organe du tribunal seigneurial de *Zalathna* siègeant pendant le printemps de 1783 et attirant le courroux des *Roumains* sur ses membres recrutés parmi les nobles hongrois du voisinage, quoique les faits se soient passés sur un domaine royal et que les fermiers aient été des étrangers. Dans le jugement, il est

plusieurs fois question du « famosus seductor » *Hora* ainsi que de ses parents les deux *Nicola*, contumaces.

Le premier était déjà de nouveau à *Vienne* en compagnie de *Klosha* pour porter de la part de leurs anciens mandants une nouvelle requête remplie d'accusations contre les administrateurs de *Zalathna*. Elle fut discutée le 7 juin, en conseil secret à la suite duquel l'empereur enjoignit au « gubernium » de suspendre l'exécution du jugement rendu jusqu'à l'arrivée de ses décisions ultérieures et de ne pas inquiéter les porteurs de la requête.

Ces manifestations des sentiments élevés de *Joseph II* accrurent singulièrement le prestige de *Hora*. Pour arracher des concessions nouvelles à l'empereur, il retourna à *Vienne* une quatrième fois en décembre 1783. Mais il n'a été reçu en audience que le 1[er] avril suivant, car *Joseph* avait passé l'hiver à *Rome*.

« A la fin de l'audience, écrit le comte *Dominique Teleki* aîné (1), après avoir énuméré ses griefs contre les fermiers arméniens, Hora supplia l'empereur de délivrer les Roumains de la domination des Magyars et de la servitude, en ajoutant que s'il tardait d'accomplir cet acte de clémence, il se pourrait que les premiers se soulèvent et se rendent libres eux-mêmes au prix d'une calamité publique. Ayant reçu de Joseph en réponse les mots terribles « Faites cela » (Thut Ihr das) Hora se jeta à ses pieds en signe de reconnaissance. Ribiczei raconte cet événement d'une importance capitale dans sa lettre citée plus bas en ajoutant qu'il le tenait de Solder, juge militaire au régiment de Charles prince de Toscane, qui était également à l'audience impériale et qui mourut à Zalathna étant son ami. Beaucoup de personnes crurent à la véracité de ce récit. »

D'autre part voilà la déposition d'un paysan du département de *Hunyad*, faite plus tard devant les commissaires royaux.

« L'empereur Joseph s'étant plaint une fois à Hora de la désobéissance prolongée de la noblesse hongroise, celui-ci lui aurait répondu que si l'empereur lui confiait les paysans, il

(1) *A Hora-támadás története*. Pest. 1865, p. 8.

rendrait les nobles hongrois obéissants, ou les exterminerait. Alors l'empereur lui fit cadeau d'une croix en or. »

Il serait outrageant pour la mémoire du philosophe impérial de vouloir réfuter l'inanité et l'invraisemblance de ces racontars. Il faudrait être un *Néron* pour parler et agir ainsi. En réalité, il a dû se passer là un de ces malentendus qui ensanglantèrent plus d'une fois les pages de l'histoire. Mû par sa philanthropie et par sa magnanimité, *Joseph II* écouta certes avec bienveillance les plaintes d'un malheureux et inculte *Roumain* dont le parler allemand ne pouvait être ni clair ni compréhensible; mais de là à un encouragement pareil il y a un monde, impossible à franchir à une âme avide de progrès et de lumière. Quant au don d'un bijou et surtout d'une croix, il ne rime ni avec le cérémonial en usage à la cour impériale ni avec les habitudes personnelles de *Joseph*. Ce sont des inventions de *Hora* ayant eu vent de l'animosité théorique de l'empereur contre les institutions hongroises médiévales, et enivré du bonheur d'un entretien avec l'empereur, qui lui donnait une valeur incommensurable aux yeux de ses compatriotes roumains et qu'il pouvait raconter selon les besoins de sa cause, approprié aux sentiments et à l'intelligence de ses interlocuteurs.

L'audience en question eut cependant un résultat important et irrécusable : *Hora* reçut le 13 avril un rescrit de la chancellerie, adressé au « gubernium », dans lequel celui-ci est exhorté d'attendre les résolutions de Sa Majesté, de défendre les pétitionnaires contre l'administration domaniale et départementale. Ayant été chargé d'une commission aussi honorable, *Hora* rentra dans les communes de ses mandants en triomphateur. Ce fut cependant *Kloska* qui porta le pli à *Szeben* chez le gouverneur. Celui-ci les renvoya dans leurs foyers ainsi que le préfet du département d'*Also-Fehér*. S'étant adressés finalement au gouverneur militaire, ce fut la même réponse qu'ils obtinrent de lui aussi, car le rescrit ne contenait rien de déterminé.

Devant cette indifférence inattendue des autorités *Hora* se résolut à l'action. D'abord il parcourut les villages en compagnie de ses amis *Kloska* et *Krijan*; ensuite il fit convoquer par le pre-

mier une réunion à *Mesztakon* pour le 31 octobre. Là il ne parut pas sous prétexte de maladie et ce fut *Krijan* qui y montra à la foule sa croix et la lettre impériale. Elle contenait selon le dire de *Krijan* un ordre de l'empereur, conformément à quel ordre il fallait aller incontinent à *Gyulafehérvár* pour y être armé et enrôlé dans les régiments fournis par les *Confins militaires*. Les *Roumains*, au nombre d'environ six cents hommes, se mirent immédiatement en marche et, ayant été bénis par le pope de *Mesztakon*, se dirigèrent non pas à *Brad*, endroit habité par des *Magyars* et par où menait le chemin direct, mais vers *Kurety*, un village roumain. Là ils rencontrèrent deux juges de paix accompagnés de deux pandours (gendarmes) chargés de l'arrestation de *Krijan* par le sous-préfet prévenu du mouvement des paysans. N'ayant pas pu s'emparer promptement du chef de ces derniers les quatre représentants de l'autorité périrent misérablement sous les coups de massues et de piques des émeutiers (1er novembre 1784).

A posteriori il faut considérer ce quadruple meurtre comme un bienfait de la Providence, car en précipitant les événements il fit avorter une Saint-Barthélemy des *Magyars*, fixée pour le 24 mai suivant par les acolytes de *Hora*. Après l'incident sanglant de *Kurety* au contraire la temporisation devenait pour eux impossible : il fallait qu'ils parcourent d'un bout à l'autre le dangereux chemin de la révolte. *Krijan* l'indiqua sur le lieu du meurtre lui-même en rassemblant ses hommes autour de la croix en bois qui se trouvait devant l'église, et en déclarant que, vu les agissements des nobles, qui ne veulent pas permettre leur enrôlement volontaire dans l'armée, il faut tout simplement les exterminer. D'ailleurs ils n'avaient rien à craindre, car *Hora* reçut personnellement un ordre de l'empereur lui confiant l'extermination des nobles et la confiscation de leurs biens.

La jacquerie commença dès le lendemain à *Kristyor* où l'on fit périr 17 nobles en mettant leurs habitations au pillage. Les femmes et les enfants furent épargnés mais le pope les rebaptisa selon le rite orthodoxe. Quant à la demoiselle *Apollonie de Pakot*, on la donna pour femme à un jeune serf. Ces atrocités

recommencèrent à *Brad*, à *Mihéleny* et à *Ribicze*, avec cette variante que les *Roumains* y firent décapiter plusieurs personnes par un *Tsigane*. Au couvent de *Körösbánya*, ils souillèrent l'église catholique et dans son voisinage un temple protestant. A *Lunkoj* on dévasta le château du comte *Gyulai* après avoir tué le régisseur.

Le 4 novembre ce fut le tour du département de *Hunyad* de recevoir la visite sinistre de la troupe de *Krijan*. Elle y tua 133 personnes et détruisit 232 propriétés appartenant à la noblesse. Les meurtres y furent moins nombreux parce qu'on y eut déjà le temps de se sauver soit à *Vajda-Hunyad*, soit à *Déva*. C'était désigner ces deux villes à la fureur des émeutiers. Ils se présentèrent devant la dernière dès le 6 novembre, mais ils ne l'attaquèrent que le jour suivant.

Trois cents soldats en grande partie de nationalité roumaine, composaient alors la garnison du fort de *Déva* sous le commandement d'un lieutenant allemand, nommé *Pfeiffer*. Pour repousser la colonne d'attaque, formée de 800 hommes, celui-ci envoya soixante dix fantassins et 74 hussards auxquels se joignirent vingt deux cavaliers nobles. Les *Roumains*, mal armés et indisciplinés ne purent pas résister au choc de cette poignée de braves : ils se débandèrent en laissant 72 morts et 44 prisonniers. Le lieutenant colonel *Karp* en fit 41 de son côté quand il surprit les pillards du château de *Benczencz*, appartenant au baron *Orbán*. Sur la totalité de ces 85 prisonniers conduits devant le tribunal du département de *Hunyad* on en condamna à mort 56 qui furent immédiatement exécutés, en se basant sur les dispositions d'un rescrit impérial, daté du 16 septembre précédent, dans lequel *Joseph* ordonne la condamnation et l'exécution immédiate d'un certain *Salis*, accusé de faire de la propagande en faveur de l'émigration des *Roumains* (1).

Hora ne se mit à la tête des émeutiers personnellement que

1) Il s'appelait en réalité *Christian Herzog*, mais il s'était affublé du nom de *Salis de Salfeld*. Plusieurs Roumains affirmaient l'avoir vu souvent en compagnie de Hora près de qui il paraissait jouer le rôle d'un conseiller et dont tout à coup on n'entendit plus parler. Mais l'instruction n'a fourni aucun indice pour établir une connexion entre lui et les affaires de Hora ou la révolte des paysans.

le 4 novembre à *Blazsény*, en leur faisant jurer qu'ils lui obéiraient fidèlement, selon l'ordre de l'empereur, et qu'ils extermineraient les *Magyars*, s'ils se refusaient de se convertir à la religion orthodoxe. Il annonça également, que tout *Roumain* réfractaire à ses ordres serait empalé. D'ailleurs il n'y avait aucun danger à courir, car ayant reçu de l'empereur une croix en or, *Hora* n'avait qu'à la montrer pour désarmer et arrêter les troupes impériales.

Fomentée par des discours semblables, l'insurrection s'étendit dans les départements d'*Also-Fehér* et d'*Arad*. Les excès qu'elle y commit étaient semblables à ceux dont elle s'était rendue coupable en *Zarand* et *Hunyad* : incendier, saccager, piller les propriétés, assassiner et violenter les personnes. « Hungarico sanguine natus crimen erat », s'écrie *Charles Eder* dans son poëme latin !

En apprenant la nouvelle de ces événements terrifiants le « gubernium » et le gouverneur se laissèrent aller à un découragement indescriptible. « Je suis perdu de toute façon, disait continuellement le baron *Preiss*, car si je me comporte avec sévérité à l'égard des paysans, l'empereur me reprochera de n'avoir pas ménagé la vie de ses sujets, et si je n'agis pas, j'aggrave la situation et ce sera encore moi que l'on rendra responsable de cette aggravation ! » Paroles profondes qui expliquent complètement l'attitude suspecte de la force armée en face de l'insurrection. Le corps des officiers connaissait pertinemment la manière de voir de l'empereur au sujet des institutions de la *Hongrie;* il croyait donc que rester neutre dans un conflit provoqué par la soi-disant oppression barbare de la noblesse hongroise ne pouvait que le faire bien venir aux yeux du souverain philosophe. Du reste, il était informé de l'existence d'un ordre formel du conseil de guerre aulique suprême interdisant au gouverneur militaire de prêter main-forte au « gubernium » sans la permission expresse dudit conseil. Or elle ne pouvait être obtenue de *Vienne* qu'au bout de 18 à 20 jours, vu les distances et l'insuffisance des moyens de communication. Il fallait conséquemment louvoyer, gagner du temps, ne pas se compromettre ni devant l'empereur ni devant l'opinion publique pen-

dant toute cette période : difficulté que la mésintelligence, dans laquelle vivaient le Baron *Bruckenthal* et le baron *Preiss*, proches voisins et ne communiquant ensemble que par écrit, devait considérablement accroître encore.

Pour apaiser le mouvement par des moyens pacifiques, le « gubernium » nomma le frère cadet du gouverneur, *Michel de Bruckenthal*, commissaire du gouvernement, en lui donnant des instructions très conciliantes dans lesquelles les instigateurs du mouvement étaient seuls abandonnés à la rigueur de la loi. Sa tâche principale consistait dans la divulgation de cette vérité, à laquelle les *Roumains* ne voulaient croire à aucun prix et dont ils empêchaient même le plus souvent la publication, que l'empereur fût hostile au mouvement insurrectionnel. En même temps on invita l'évêque orthodoxe *Gédéon Nikitics* à accepter une mission semblable, pensant qu'il pèserait plus efficacement sur le clergé grec oriental, fortement compromis dans le mouvement, qu'un laïque n'appartenant pas à la religion des *Roumains*. L'exemple de *Nikitics* entraina ses collègues d'*Arad* et de *Versecz*, ainsi que l'évêque uni de *Balázsfalva*, *Jean Bob*.

Des dispositions palliatives furent prises par le « gubernium » au sujet des *Roumains* prisonniers également, afin que leur exécution en masse, telle qu'on l'a comprise à *Déva*, ne puisse se reproduire une autre fois. Par une ordonnance datée du 15 novembre, le gouverneur enjoignit aux autorités de faire trois catégories parmi les gens pris les armes à la main ou en flagrant délit de pillage ou de vol : la première comprendra les agitateurs tant agressifs que ceux se tenant sur la défensive que l'on mettra en prison ; la seconde réunissant les individus qui s'étaient laissés entrainer à mal faire par les discours des précédents, que l'on punira avec des corrections corporelles ; la troisième enfin formée par les ivrognes et les naïfs que l'on renverra simplement chez eux en leur recommandant de rester tranquilles et soumis à leurs seigneurs.

La conduite des chefs militaires, tels que du lieutenant-colonel *Schultz* et du lieutenant *Probst*, placés à la tête de

petits détachements et parcourant le pays pour quérir des nouvelles, était aussi pacifique mais en même temps plus diplomatique. Grâce aux véritables négociations qu'ils entamèrent avec les insurgés, notamment à *Tibor*, ils réussirent à obtenir une espèce de trêve de dix jours permettant d'attendre les ordres de l'empereur et l'arrivée des renforts. C'était également la seule manière pour se rendre compte du but que les *Roumains* s'étaient proposés en s'insurgeant. Ils voulaient tout simplement l'abolition du servage, leur enrôlement dans l'armée avec la clause toutefois que l'on éloigne les seigneurs magyars et que l'on supprime l'administration départementale hongroise en remplaçant les uns par des seigneurs allemands et l'autre par une administration allemande.

Dans ces négociations *Hora* figure comme chef incontesté que les *Roumains* ne veulent pas laisser arrêter et dont ils parlent comme de leur « capitaine ». Il y déploie beaucoup de ruse — car il essaie d'établir une distinction entre l'autorité impériale et constitutionnelle, comme entre les seigneurs allemands et magyars, pour se faire bien venir auprès des officiers de nationalité allemande. Mais il se montre lâche et dupe de ses propres artifices, car il croit qu'à cause de sa haine contre la noblesse magyare, on lui pardonnera ses crimes de droit commun.

Cette dernière ne se laissa pas démonter cependant par le danger croissant et les hésitations du « gubernium » et de l'armée. Elle se prépara courageusement à la défense de son existence et de son avoir en se groupant autour des siens ayant appartenu à l'armée impériale. Bien organisée et bien équipée, elle pouvait accepter aisément la lutte avec les masses indisciplinées et mal armées des troupes de *Hora*. Ce mouvement de la noblesse se répandit du département de *Hunyad* dans presque tous les autres départements de la *Transylvanie* et même dans plusieurs de la *Hongrie*. C'était certes principalement pour se défendre contre les *Roumains* révoltés, mais c'était en même temps une manière indirecte de faire face en rangs serrés au germanisme et à l'absolutisme envahissants.

Ce fut le 12 novembre que *Joseph II* eut les premières nouvelles concernant le soulèvement de *Hora* et de *Klosha*, par l'entremise du chancelier comte *Esterházy*. Sous le coup de la première émotion et indignation ses ordres sont suffisamment draconiens. « La révolte aussi exaspérante que triste et dangereuse des paysans roumains, ainsi que les atrocités et les pillages qu'ils ont commis, exigent une répression sérieuse et prompte. L'attention d'une administration bien organisée doit se diriger principalement sur la conservation de la sécurité publique tant à l'égard de la vie des sujets qu'à l'égard de leur fortune. Comme elle a été ignominieusement outragée... et comme la procédure martiale fait dans ces cas-là le plus d'impression, on doit adjoindre aux troupes des membres de l'administration départementale, afin qu'ils puissent pacifier les révoltés en les exhortant au repentir dans leur propre langue et afin qu'il soit possible de former un tribunal pour juger sommairement les récalcitrants et au besoin les condamner en les faisant exécuter immédiatement sur les lieux par des bourreaux qui se trouvent sous la main. Il est bien entendu que ce sont des moyens dont il ne faut user qu'avec circonspection et à l'égard des malfaiteurs les plus avérés. »

Outre ces instructions adressées au baron *Bruckenthal*, l'empereur envoya des ordres au baron *Preiss* en l'engageant à prendre des dispositions très énergiques en vue de la répression de l'insurrection. « Puisque dans ces cas-là, écrit-il — ce sont les canons qui font le plus d'effet, vous enverrez, par le garde du corps porteur de ces lignes, un ordre à Gyulafehérvár, afin que l'on mette à votre disposition à Szeben plusieurs canons de trois avec les artilleurs et les munitions nécessaires que vous dirigerez sans retard et à l'aide d'attelages suffisants, là où il y a des troupes pour y être adjoints à la cavalerie ou à l'infanterie. » Il enjoignit en même temps au baron *Schachmin*, gouverneur militaire de la *Hongrie*, d'envoyer en *Transylvanie* sous les ordres de deux généraux deux régiments d'infanterie et deux de cavalerie afin que l'on puisse prendre les insurgés entre deux feux.

Ayant appris l'attitude indécise et apathique du gouver-

neur militaire et son refus d'entrer en communication avec le baron *Bruckenthal*, *Joseph II* le força à prendre sa retraite. Le « gubermium » ne trouva pas de grâce devant l'empereur non plus. Au sujet d'une circulaire du gouverneur, datant du 8 novembre, dans laquelle il est interdit aux fonctionnaires en mission de pressurer les administrés, le philosophe couronné ne manque pas de s'écrier : « Rien ne pourra mieux convaincre les obtus de la mauvaise constitution de la Hongrie et de la vétusté des institutions départementales que ce qui se passe maintenant. »

La nouvelle du jugement et des exécutions sommaires de *Déva* mit *Joseph II* dans une fureur d'autant plus indicible qu'elle lui parvint en même temps que l'annonce de l'organisation militaire de la noblesse magyare. La première le froissa comme philanthrope : « Comme des faits analogues — écrit-il le 22 novembre au chancelier *Esterházy* — ne font qu'augmenter l'exaspération des gens et comme il faut juger les actes du peuple au point de vue de ses ressentiments, on ne peut le ramener sur le chemin du bien qu'en le convainquant de sa culpabilité et en lui démontrant ses torts. Pour atteindre ce but, la clémence et la mise en liberté valent mieux que la condamnation la plus rigoureuse. On doit faire comprendre aux nobles, quelle que soit la férocité de l'attaque qu'ils ont subie de la part des paysans révoltés, qu'une manière d'agir conciliante est préférable, car sans elle ils ne pourront jamais se sentir en sécurité et s'exposeront au contraire à des dangers encore plus graves. »

En face de l'allure belliqueuse des nobles *Joseph II* se sentit un peu intimidé. Il se souvint probablement du soulèvement de *Rákóczy* et il jugea sa réédition complètement inutile. Aussi en maintenant toutes ses accusations contre les seigneurs et les fonctionnaires départementaux, s'occupa-t-il très sérieusement de la prompte répression de la révolte de *Hora*, pour la capture duquel il fit promettre une récompense de 300 ducats. Finalement il nomma le comte *Jankovich* commissaire royal en lui adjoignant le général *Papilla*, très versé dans la langue roumaine, pour rechercher les causes de l'insurrection

et pour l'apaiser soit par des mesures pacifiques soit par l'énergie.

Toutes ces dispositions de l'empereur étaient de nature à désappointer *Hora*, qui, ne comprenant pas les théories philanthropiques du souverain, le considérait certainement de bonne foi comme son allié dans sa campagne entreprise contre les nobles magyars. Aux yeux des *Roumains* incultes et naïfs être reçu par un monarque aussi puissant, avoir un document sortant de la chancellerie (1) lui donnait une auréole que la tolérance des officiers impériaux au commencement de l'insurrection ne fit que rehausser. On crut au camp des *Roumains* que les troupes impériales qui se montraient hostiles, n'étaient composées que des nobles déguisés et que les vraies respecteraient toujours les exterminateurs de la noblesse. De là la supposition de la royauté future de *Hora*, de là l'ardeur nouvelle avec laquelle on se remit à la besogne destructive après l'expiration de la trêve conclue à *Tibor*.

Il y eut plusieurs sommations envoyées par *Hora* dans les communes roumaines pour les forcer à courir aux armes. Il leur fit indiquer par *Krijan* comme lieux de rassemblement pour le 22 novembre *Algyogy* et pour le 28 du même mois *Mihelény*, car il visait l'attaque de *Déva* et d'*Abrudbánya*; ensuite ce serait le tour de *Gáld* et d'*Enyed*. On peut estimer à 10,000 le nombre des *Roumains* qui répondirent à son appel.

Pour les combattre les troupes impériales ne se mirent en en marche que le 27 novembre. Elles s'avancèrent en plusieurs détachements de forces inégales — en tout 2,000 hommes et une douzaine de canons — comptant sur l'inexpérience et le peu de cohésion des insurgés. Après plusieurs rencontres insignifiantes, dans l'une le commandant *Dulcinengo* perdit un

1 Voici le contenu de cet écrit retrouvé plus tard dans la poche de Hora :
674. *Disponitur sub hodierno ad gubernium, et cum querelæ supplicantium nunc recte sub incude versentur, ad secuturam usque earum decisionem ipsos, ipsorumque deputatos, contra omnes indebitas persecutiones manuteneant. Supplicantium proinde erit, cum ipsorum præsentia nihil seu ad accelerationem, seu ad favorem negotii sui conducere possit, semet domum conferre et ibidem eventum illius proxime secutum pacate operiri. Ex Consilio Cancellariæ Regiæ Hung. Trannicæ Aulicæ.* Viennæ 13-*tia april*. 1784. Franciscus Horvath.

officier et huit soldats — il y eut une collision plus sérieuse à *Blazseny* entre le lieutenant-colonel *Kray* et *Nicolas Bibarcz* l'un des capitaines de *Hora*. Elle se termina naturellement par la défaite des *Roumains*, qui y perdirent 84 morts, beaucoup de blessés et quinze prisonniers. Mais le gros des insurgés campait entre *Abrudbánya* et *Topánfalva*. Le lieutenant-colonel *Schultz* l'attaqua avec 750 hommes le 11 décembre. Les *Roumains* se dispersèrent aussitôt les premiers coups de canon tirés. *Schultz* entra alors à *Topánfalva* où il passa la nuit, ayant invité les autres détachements à venir le joindre. Réunies en un seul corps les troupes se dirigèrent sur *Albach* pour s'y emparer de *Hora* ou au moins de sa maison. Pendant ces marches on fit parler les canons et leur grondement suffit à mettre en fuite ceux des insurgés qui étaient restés sourds aux exhortations de l'évêque *Nikitics*, chargé d'annoncer l'amnistie plénière à quiconque déposerait les armes et s'en retournerait dans ses foyers.

Cette promenade militaire et cette canonade à blanc termina d'autant plus aisément la révolte que *Hora* prêchait maintenant l'apaisement aussi. En quittant ses hommes il dit qu'il avait l'intention d'aller à *Vienne* pour y obtenir encore quelque chose de l'empereur. Or, sur l'ordre de *Joseph II*, les autorités avaient déjà son signalement ainsi que celui de *Kloska* et on leur donna la chasse dans toute la contrée. Le lieutenant-colonel *Kray* apprit finalement qu'ils s'étaient cachés dans la grande forêt de *Szkoracset*. Sur le conseil d'un garde forestier allemand, nommé *Melczer*, il y fit embaucher sept *Gornyik*, gardes-chasse roumains, qui découvrirent effectivement les traces des fugitifs dans la neige au bout de deux jours de recherches (le 27 décembre). S'étant emparé d'abord de leur confident *Krisztea*, ils surprirent *Hora* et *Kloska* assis auprès d'un feu flambant. Ils s'en approchèrent en feignant de n'être que des chasseurs inoffensifs et ne s'emparèrent d'eux que quand ils étaient déjà complètement rassurés. Pendant leur courte lutte *Hora* eut le temps de sortir quelques feuilles de papiers de sa poche et de les jeter au feu où les *Gornyik* les laissèrent tranquillement se consumer. Ayant garotté leurs

prisonniers, ils les transportèrent dans une hutte où il les gardèrent jusqu'à l'arrivée des soldats que l'on avait postés autour de la forêt. Armés de fusils et de lances, les deux chefs de l'insurrection n'avaient en leur possession que 6 florins. Ils furent conduits le 1er janvier 1785 à *Gyulafehérvár* où on les enferma séparément dans des cachots misérables. Ce qui n'empêcha pas de faire courir le bruit parmi les *Roumains* soit qu'ils étaient en liberté soit qu'on les traitait avec beaucoup d'égards.

Pour détromper définitivement la crédulité du peuple, le comte *Jankovich* organisa deux manifestations, qui étaient certes très impressionnantes mais qui laissaient beaucoup à désirer aussi sous le rapport du bon goût. D'abord pour distribuer solennellement les 300 ducats promis par l'empereur à celui ou à ceux ayant livré *Hora* et *Kloska* aux autorités, il fit venir à *Zalathna* pour le 5 février tout le « gubernium » et ce fut le baron *Bruckenthal* lui-même qui les remit aux sept *gornyik d'Aranyos* avec un cérémonial théatral. Ensuite il ordonna l'exhibition des deux célèbres fauteurs de désordres sur les lieux de leurs exploits pendant quinze jours du 5 au 19 février. Évidemment c'étaient des moyens qui devaient frapper l'imagination du peuple, mais c'était en même temps la glorification de la trahison, une coupable satisfaction donnée à la curiosité la plus malsaine.

Entre temps on put mettre la main sur *Krijan* aussi. Il fut arrêté à *Mogos* en suivant les indications du pope de *Kerpenyes* et on l'enferma également à *Gyulafehérvár* le 1er février. « Je reçus votre lettre avec une joie très vive, écrivit *Joseph II* à *Jankovich* le 7 février. Je suis particulièrement content de la capture de Krijan, le troisième capitaine. Maintenant je suis très curieux de savoir ce que l'on apprendra des aveux de ces malfaiteurs. »

Légalement il aurait fallu que ce fût le tribunal du département *d'Alsó-Fehér* qui jugeât les prisonniers. Mais *Jankovich* repoussa toutes les représentations que le préfet fit à cet égard. Il interdit la présence à l'audience de *Michel Bruckenthal*, du commissaire du « gubernium » lui-même, et il déclara que

s'il tombait malade, ce serait le général *Papilla* qui le remplacerait, selon le désir de l'empereur, au tribunal appelé à juger *Hora* et ses complices. Cette exclusion de l'élément administratif régulier avait deux raisons très valables : la philanthropie de *Joseph II* ne voulait pas admettre que la noblesse magyare, si cruellement éprouvée, puisse être juge et partie dans une cause où les passions les plus terribles jouaient les rôles principaux ; il craignait également que les dépositions ne contiennent des révélations compromettantes pour la *Russie* que le monde orthodoxe considérait depuis la paix de *Kutchuk-Kanardji*, conclue en 1774, comme la protectrice officielle des Chrétiens en Orient et avec laquelle la cour de *Vienne* ne voulait se brouiller à aucun prix.

Ce fut le 16 janvier que commença le procès de *Hora* et de ses deux capitaines, mais on ne rendit le jugement que le 26 février, car il sévissait une véritable épidémie dans l'entourage de *Jankovich*, tombé gravement malade lui-même. On fit subir à *Hora* et à *Kloska* six interrogatoires et on adressa au premier 118 et au second 134 questions en les faisant confronter avec les témoins. Ils nièrent obstinément tout, même les faits patents et ne convinrent que des démarches faites auprès de l'empereur en faveur des *Roumains* emprisonnés à cause des troubles de *Topanfalva*. Quant à *Krijan*, il avoua tout avec une certaine crânerie et il déclara que le soulèvement n'avait pour cause quo l'oppression insupportable des serfs. On ne l'interrogea que deux fois et en ne lui posant que 47 questions, car il fut trouvé pendu dans son cachot le 13 février, la veille de sa confrontation avec *Hora* et *Kloska*. D'après les rapports officiels il s'était suicidé, mais l'opinion publique eut toujours la tendance à croire qu'on l'avait supprimé afin qu'il ne puisse faire des révélations sur la prétendue connivence de *Joseph II* avec les insurgés. Or ce que l'on peut reprocher à l'empereur à juste titre, est une faute indémontrable quoique trés réelle. Il voulut transporter ses rêves humanitaires dans un milieu où les hommes n'y étaient préparés ni par l'instruction ni par l'éducation, où ses spéculations philosophiques ne pouvaient être que mal comprises. De ce côté-là il lui revient incontestablement une part de res-

ponsabilité dans les atrocités commises par les insurgés roumains, si sa bonne foi ne peut pas être mise en doute ; on doit supposer aussi que *Hora* et *Kloska* furent les victimes convaincues de ses coquetteries philantropiques.

Mais leurs méfaits n'en subsistèrent pas moins et ils durent les expier. Condamnés au supplice de la roue et à être écartelés, ils furent exécutés le 28 février à *Gyulafehérvár ;* d'abord *Kloska :* il reçut 20 coups, et ensuite *Hora* que l'on fit mourir au neuvième coup, circonstance que l'on veut expliquer par le désir de faire hâter la mort d'un complice qui pourrait parler et révéler des secrets.

Bien que les revendications des insurgés n'aient cessé de se rapporter à des questions d'ordre économique, l'historiographie roumaine en fait des martyrs du roumanisme. D'après *Densusiano* (1) « on ne doit s'étonner de rien dans tout cela. Les idées daco-roumaines c'est-à-dire les idées du droit historique s'étaient répandues en Transylvanie déjà du temps d'Innocent Klein, et la tendance à partager les propriétés des nobles y fut ramenée d'une manière tangible à cette appréciation historique que la Transylvanie était un pays roumain. On exigeait déjà à ce temps-là la reconnaissance des Roumains transylvaniens comme quatrième nation politique en se basant sur le droit historique. Entre les deux individualités nationales du XVIIIe siècle, Klein et Hora, il n'y a qu'une différence : le premier n'essaie de faire prévaloir ce droit que par des moyens politiques, par les requêtes, les rescrits et les articles de loi, tandis que Hora s'appuie sur le droit naturel. »

C'est dans le même esprit que *Ghitza Popp*, l'ancien professeur du lycée de *Brasso*, traite la question dans sa tragédie en 5 actes intitulée : *Horia*. C'est un pamphlet dialogué contre les *Magyars*, ne manquant pas d'une certaine imagination. L'auteur le termine par la glorification de *Hora* et de *Kloska*. « Vous tombez, saints martyrs de la race roumaine ! s'écrie le pope *Kosztan*, mais l'idée triomphera ! »

Il reste à savoir si elle peut triompher en suivant des chemins pareils !

(1) *Revolutiunea lui Hora*, p. 467.

CHAPITRE VI

CAMPAGNES POLITIQUES ET LITTÉRAIRES DU ROUMANISME INTELLECTUEL.

Si, comme on a pu le voir plus haut, avoir mal interprété les intentions humanitaires de *Joseph* II était la véritable cause des troubles de 1784 servant de modèles fâcheux aux mouvements ultérieurs des *Roumains* : les théories insoutenables du daco-roumanisme découlent également d'une erreur initiale commise à la même époque par leurs savants, voués à la création d'une historiographie nationale. Sans vouloir conclure de là à un défaut organique de la race tout entière, il est évident qu'une récidive semblable ne doit être passée sous silence; car il en ressort clairement qu'il faut toujours tenir compte, dans l'intellect roumain, d'une certaine absence de contrôle sérieux.

Il est vrai que dans ce cas les *Magyars* partageaient l'erreur en question de bonne foi aussi. De part et d'autre, on traitait le récit d'*Anonyme* concernant la conquête de la *Hongrie* par *Arpád* en évangile auquel ne pas croire serait un péché mortel. Or selon ce chroniqueur *Gélou*, le prince de la *Transylvanie* d'alors, était *Vlach* ou *Roumain* comme il a été dit dans un chapitre précédent (1), donc la continuité dacique ne supportait aucun doute ainsi que la souveraineté indépendante de *Tuhutum*, à l'élévation au trône duquel les *Roumains* prétendaient avoir contribué dans une large proportion. C'était un arsenal inépuisable mis à la portée de leurs revendications politiques, sociales et religieuses dont leurs chefs spirituels et leurs savants se servaient incontinent avec une égale ardeur.

Elle pouvait être expliquée par le souvenir des agissements d'*Innocent Klein*, mais elle était surtout une imitation indéniable de l'exemple donné par la noblesse hongroise après la mort de *Joseph II* (1790). Comme on le sait, celui-ci rétracta à

(1) Voir le chapitre VI du Livre I[er].

l'approche de sa fin toutes les mesures arbitraires au moyen desquelles il avait régné à l'encontre des dispositions les plus explicites de la constitution hongroise et du « diploma Leopoldianum ». L'empereur abandonna par un changement de front extraordinaire et d'un seul coup ses idées les plus chères aussi bien au sujet de l'affranchissement des serfs qu'au sujet de la germanisation de la monarchie (le 4 février 1790). En vertu de ce rescrit, la situation à l'intérieur de la *Hongrie* et de la *Transylvanie* redevint normale et l'on put considérer les actes de son règne comme non avenus. Son frère et successeur *Leopold II*, quoique très libéral aussi, ne se crut pas autorisé à recommencer les expériences bien intentionnées, mais généralement mal exécutées du philosophe impérial. Dans son diplôme publié à l'occasion de son couronnement comme roi de *Hongrie*, il déclara solennellement qu'il voulait rétablir l'ancien ordre de choses, dès le 1er mai suivant. Quant à la diète de la *Transylvanie*, elle fut convoquée après plusieurs ajournements pour le 21 décembre 1790 à *Kolozsvár*. Alors les *Magyars* à moitié gagnés au germanisme, à cause de la civilisation et des progrès qu'il avait représentés sous *Joseph II*, s'en détachèrent avec une promptitude surprenante pour reprendre leur constitution et leur administration départementale, leur langue maternelle et leurs coutumes. Accès de patriotisme devant aboutir trente ans plus tard à la Renaissance hongroise, mais alors subitement arrêté par les effets formidables produits par l'orage et les foudres de la révolution française; explosion de joie des privilégiés au sujet de l'autorité, des positions et de l'influence recouvertes, contrastant singulièrement avec le dépit de ceux retombés par le « statu quo ante » dans leur infériorité primitive, comme les *Roumains*.

Telles furent les dispositions des esprits en *Transylvanie* au moment de l'ouverture de la diète de *Kolozsvár*. Elle présentait la même physionomie que celle de 1762, sa plus proche devancière, c'est-à-dire elle ne contenait que les magnats et les députés appartenant aux trois nations et aux quatre religions reconnues; mais ses tendances portaient les empreintes libérales de l'époque joséphinienne quand même et par cela

même que le comte *Georges Bànffy*, le nouveau gouverneur de la *Transylvanie*, était un ancien franc-maçon de la loge Saint-André de *Nagy-Szeben*. Sans aller aussi loin que *Martin Hochméister*, son ex-collègue et l'auteur d'un *Almanach* ouvertement hostile aux prérogatives nobiliaires, *Bànffy* prêcha toujours la conciliation et rendit par là des services considérables à la tranquillité publique si souvent menacée par les rivalités des trois nations.

En face de cette assemblée conservatrice à outrance, quoique très impressionnée par les événements de Paris, les *Roumains*, assez suspectés depuis le soulèvement de *Hora*, ne pouvaient recourir au sujet de l'amélioration de leur position qu'à la bienveillance du souverain. Leur « Supplex libellus Valachorum » rédigé par le conseiller aulique magyar *Méhes* et présenté par l'évêque uni *Jean Bobb* et l'évêque grec-oriental *Gerasim Adamovich*, prit donc d'abord le chemin du cabinet impérial pour en être ensuite renvoyé à la diète (le 18 mai 1791). Ce sera à elle que la prise en considération de la requête et le remède à trouver contre les abus signalés incomberont selon les vœux de *Léopold*. Le jour où on lut à la diète le « Supplex » ou pour mieux dire pendant la lecture même de ce document mémorable. le tocsin annonça un incendie et les législateurs se précipitèrent vers les fenêtres pour voir sa direction et son intensité. « Restez donc tranquilles, s'écria le baron *Nicolas Wesselényi*, l'incendie est assez considérable ici, à l'intérieur. Pourvu que nous puissions l'éteindre! » Et en effet, au point de vue de la stricte légalité, le document formait un acte révolutionnaire visant le renversement de l'ordre établi.

Au commencement, on y implore le souverain au nom de la nation roumaine tout entière afin qu'elle puisse ravoir ses droits antiques qui appartiennent à tous les sujets et qu'elle avait perdus dans le courant des siècles passés non pas sous une pression quelconque, mais seulement par suite des vicissitudes du temps, comme il va être raconté (ut sibi reddantur pristina jura quæ omnibus civibus essentialiter adhærent, quibusque sæculo superiore nulla auctoritate sed iniqua dumtaxat tem-

porum illorum sorte ut mox exponetur, expoliata fuit). Ce fut ainsi, dit *Roesler* à propos de cette supplique, que les droits de l'homme se virent forcés, après avoir soulevé beaucoup d'enthousiasme sur les bords de la Seine, de s'envelopper d'un manteau historique au bord de l'Aluta ! »

Le « Supplex » expose ensuite l'histoire du daco-roumanisme depuis la conquête de la *Dacie* par *Trajan* jusqu'aux temps les plus récents, en y mêlant l'histoire ecclésiastique orthodoxe aussi, pour affirmer que ce sont les *Roumains* qui représentent l'élément autochtone en *Transylvanie*. Cette assertion n'est soutenue par aucune autre preuve que le vingt-septième chapitre d'*Anonyme*. Quant à l'ouvrage de *Samuel Timon*, intitulé « Imago antiquæ Hungariæ », le « Supplex » le cite en faveur de la religion grecque-orientale, première à faire des prosélytes en *Transylvanie*, grâce à l'apostolat de *Hyérothee*. Il prétend que pendant le règne de *saint Étienne*, si favorable à la propagande du catholicisme, il n'y a que les *Roumains* qui soient restés fidèles à l'orthodoxie sans indiquer naturellement la moindre source scientifique. C'est seulement au XVe siècle qu'il peut invoquer une donnée authentique et officielle en 1437 à l'occasion du pacte de *Kolozsmonostor* ou parle d'un « Paulus magnus de Vajdahaza, vexilifer universitatis regnicolarum Hungarorum et Valachorum in partibus Transylvanicis ». Dans ce pacte, l'universalité des habitants magyars et roumains fait allusion à une disposition de *saint Étienne* dans laquelle il s'agit de leurs droits et privilèges, démontrant ainsi clairement qu'ils étaient les mêmes pour les deux nations. Si l'année suivante, en 1438, les *Magyars*, les *Sicules* et les *Saxons* font l'union, elle n'est pas au détriment des *Roumains*, puisque c'est de leurs rangs que sortent alors les *Hunyadi*, les *Gétzi* et les *Josika*. En un mot le sort des *Roumains* ne devient intolérable qu'au XVIIe siècle. A cette époque on voit se glisser dans la loi plusieurs articles qui sont très défavorables pour le roumanisme. Comme on n'en rencontre pas de semblables dans la période précédente de 1540 à 1653, il faut croire qu'il y a là un malentendu et que les réflexions désobligeantes ne doivent être imputées qu'à l'inadvertance et à la distraction des

rédacteurs. Quoique ces réflexions et ces adjonctions n'aient aucune base légale, ni force de loi, elles firent naître la conviction que la race et la religion des *Roumains* ne pouvaient être que tolérées dans ce grand-duché. Or, la désignation « admissa » ne convient nullement à la nation roumaine, la plus ancienne parmi toutes celles qui habitent la *Transylvanie* et auxquelles on pourrait l'appliquer avec plus de raison.

Aussi les *Roumains* supplient-ils humblement Sa Majesté de vouloir bien ordonner 1° que l'on supprime en parlant d'elle les expressions froissantes : « seulement tolérée, admise, non reçue » ; 2° que la nation roumaine puisse reprendre parmi les États la place à laquelle elle a droit selon le pacte de *Kolozsmonostor* daté de 1437 ; 3° qu'il n'y ait plus de différence entre le clergé grec uni ou non-uni, la noblesse, la bourgeoisie, les agriculteurs roumains et les prêtres, les nobles, les bourgeois et les paysans d'une autre religion ou d'une autre race ; 4° qu'aux élections administratives et législatives ainsi que pour les nominations aux emplois de la Chancellerie il soit tenu compte de la nation roumaine en proportion de son importance ; 5° que l'on donne aux départements arrondissements et communes habités exclusivement par les *Roumains*, des noms roumains, et que l'on se serve du nom actuel des fleuves ou des montagnes dans les endroits où les habitants appartiennent à plusieurs nations.

Ayant démontré par des données statistiques que la population de la *Transylvanie* se composait en majorité de *Roumains*, au nombre d'un million en chiffres ronds le « Supplex » termine en demandant la permission de convoquer une conférence nationale roumaine afin que celle-ci puisse adresser ses instances à la Diète où soit par ignorance, soit par haine de race ou de religion on pourrait retarder ou même empêcher la solution de cette question.

Chose curieuse ! le « Supplex » fut en partie séance tenante démenti par l'un des signataires, l'évêque uni *Bobb*, qui ayant été interrogé par les membres de la Diète sur l'origine du document ne l'approuva qu'au point de vue de ses tendances égalitaires et en désavoua le style et le raisonnement. Selon

les usages parlementaires d'alors on le fit envoyer « ad dictaturam », c'est-à-dire on le fit copier par les secrétaires réunis des députés sous la dictée du plus âgé d'entre eux. Ensuite on le communiqua à une commission dont le rapport, soumis à la Diète le 5 août, servit de réponse aussi à la missive royale, après avoir été modifiée conformément aux remarques des *Saxons*, jaloux de leurs privilèges.

Ce rapport résumait le contenu du « Supplex » en quatre questions : comment pourrait-on accorder des droits civiques et des franchises aux postulants, permettre le libre excercice de leur religion, venir en aide à leur clergé de deux religions, répandre et accroître l'instruction parmi les *Roumains*? On y opposa le refus le plus catégorique au nom des pérogatives des trois nations, en ajoutant toutefois que l'instruction insuffisante des *Roumains* n'est imputable qu'à l'ignorance de leur clergé au sujet duquel on ferait des propositions à la Diète prochaine. Pour ne pas avoir l'air d'être inflexibles les États concédèrent cependant un article. « De libero Religionis graeci ritus Disunitorum exercitio » dans lequel on déclare que les *Roumains* non-unis dépendent de leur propre évêque, nommé par Sa Majesté: et que leur religion ne les met pas en état d'infériorité en face des autres habitants du pays au sujet des charges publiques ou de toute autre obligation.

Au courant de cette même année, *Léopold II* reçut une supplique de plusieurs officiers du premier et du second régiment roumains des *Confins militaires* dans laquelle on demandait sans ambages la reconnaissance de la nation roumaine comme quatrième nation. Si elle n'obtint pas plus de succès que le « Supplex », ses auteurs n'eurent pas au moins à subir des punitions comme en subirent les officiers hongrois, ayant demandé l'introduction de la langue magyare dans le commandement des régiments hongrois : preuve irrécusable de la prédilection de la cour de *Vienne* pour les *Roumains* qu'elle ne cessa de ménager au détriment des *Magyars* en vue d'une lutte suprême contre le constitutionnalisme.

Heureusement pour les premiers et ce dernier il y avait une raison psychologique qui rendait toute alliance sérieuse impos-

sible entre la réaction autrichienne et la grande majorité des *Daco-roumains*. Si la haine les rapprochait, ils ne pouvaient jamais être complètement d'accord à cause de leurs tendances religieuses opposées, non seulement sur le terrain des questions théologiques et canoniques, mais aussi en fait de spéculations intellectuelles en général, mises à l'ordre du jour à cette époque.

La principale se rapportait à l'origine romaine des *Roumains* et à la culture de leur langue naturellement, sur les indications d'*Anonyme* et par suite de l'impulsion que l'empereur *Joseph II* avait donnée au développement de l'instruction publique. L'honneur des succès obtenus à cet égard, surtout importants au point de vue de leur influence politique et sociale sur le roumanisme, revient à trois personnalités, originaires de *Transylvanie*, ayant vécu et étant mortes en *Hongrie*.

Samuel Klein (né à Szád en 1745), en se vouant corps et âme à la cause roumaine, ne fit que continuer l'œuvre de son oncle *Innocent*. Devenu caloyer basilite à *Balázsfalva* en 1762, il obtint, en 1766, l'une des deux places de boursier mises à la disposition de l'évêque uni par *Marie-Thérèse* au « Pazmanéum » de *Vienne*. Il y resta six ans pour étudier la théologie et la philosophie. Installé comme professeur de mathématiques et d'éthique à *Balázsfalva*, il s'y lia d'amitié avec le jeune *Sinkai* (1773). En 1779 ils se retrouvèrent à *Vienne* dans le séminaire de Ste Barbe, où *Klein* occupa la place de surveillant des études. Un an plus tard, on voit déjà leur noms réunis sur le titre de la première grammaire roumaine (1). Car les méditations du professeur furent singulièrement corroborées par tout ce que put apprendre le jeune théologien pendant son séjour à *Rome* où il crut vivre cinq ans durant dans l'antique domaine de ses aïeux. De là l'intérêt particulier de cette grammaire forcément primitive, mais exposant dans sa « Préface », sortie de la plume de *Sinkai*, les soi-disant principes fondamentaux du

(1) *Elementa linguæ daco-romanæ sive valachicæ*, composita ab Sam. KLEIN de Szád ord. S. Basilii M. in collegio græci ritno catholicorum Vindobonensi ad S. Barbarum Ephemerio; locupletata vero, et in hunc ordinem redacta à Georgio Gabrielli Sinkai, ejusdem ordinis. AA. LL. Phil, et SS. Th. D. Vindobonæ typis Jos. Nob. de Kurtzböck. MDCCLXXX.

daco-roumanisme, et recommandant l'introduction des caractères latins dans le roumain à la place de ceux de St. Cyrille. Pour démontrer l'utilité de son innovation, *Klein* publia ensuite deux livres de prières dans les mêmes conditions. C'était le meilleur moyen d'ouvrir le chemin au daco-roumanisme littéraire, aussi voit-on apparaître coup sur coup toute une série de grammaires roumaines de *Vacaresco*, de *Deleano*, de *Molnár*, de *Körösi*, de *Tempea*, et surtout de *Pierre Maior*. Plus jeune que *Sinkai*, celui-ci fut cependant son condisciple à *Rome* à la « Propaganda de fide » d'où ils revinrent ensemble, également enthousiasmés pour la cause nationale.

En faisant un parallèle tout indiqué parmi les trois coryphées de la nouvelle science, on s'aperçoit de suite qu'ils ont peu d'analogie. Ce qui les fait se ressembler c'est d'appartenir à l'ordre de St. Basile qu'ils quittent de commun accord en 1784. S'ils se défroquent ainsi, la raison en est identique aussi : quoique convaincus de l'origine latine des *Roumains*, ils trouvent que l'orthodoxie est plus favorable pour conserver le génie de leur race que le catholicisme, malgré son caractère romain si accusé. Contradiction étrange qu'une longue chaîne de déductions sophistiques pourrait seule expliquer puisque c'est l'esprit byzantin saturé d'hellénisme qui prévaut dans l'église grecque orientale, en y introduisant une foule d'éléments asiatiques et en la rendant ainsi à jamais incompatible avec la manière de penser et de sentir des Occidentaux.

L'orthodoxie nationaliste de *Klein*, de *Sinkai* et de *Maior* était d'ailleurs si peu réfléchie qu'ils reprochaient à l'évêque uni *Jean Bobb* la suppression du « sobo mare », du grand synode d'origine calviniste et seulement en usage depuis le XVIIme siècle, comme une hérésie. De là son hostilité et son indifférence à l'égard de leurs personnes et de leurs travaux malgré son attachement sincère au roumanisme. Il confia cependant au premier la traduction nouvelle de la Sainte-Bible en roumain (1792), en lui promettant comme honoraires, la moitié des exemplaires imprimés. On sait d'une lettre de *Klein*, datée de 1796 (1) que cette promesse ne fut pas remplie

(1) Cipariu, *Archiv pentru filologia si historia romàna*, p. 700.

et que *Bobb* ne lui accorda pas la permission de faire imprimer son histoire ecclésiastique (Istoria bisericésca) non plus, dédiée au patriarche serbe, et conséquemment non-uni, de *Karlócza*, et devenue parangon pour toutes les histoires ecclésiastiques roumaines ultérieures; on comprendra donc aisément avec quelle satisfaction l'auteur éconduit dut recevoir sa nomination de « censor » pour les livres roumains, attaché au conseil gouvernemental royal de *Bude*, place créée à la diète de 1790-91, dont il fut le premier titulaire. « Un savant roumain, patriote et travailleur, dit *Athanase Marianesco* (1), ne pouvait rêver pour lui-même un emploi plus beau, car il avait sous la main l'imprimerie et la bibliothèque de l'Université, afin de pouvoir se perfectionner et agir dans l'intérêt de la littérature roumaine. Le bureau du « censor » de Bude devenait un centre pour les jeunes gens roumains, venus pour faire leurs études à l'Université de Pesth ; c'était un vrai foyer du réveil national et de l'historiographie. »

Par un rescrit du 23 juin 1805, l'Empereur et roi *François I*[er] permit à l'Université l'achat d'une imprimerie illyro-roumaine en lui concédant aussi le droit d'éditer des livres pieux dans ces deux langues. Alors *Klein* obtint la place de correcteur roumain dans l'établissement nouvellement installé et le premier produit qui en sortira, sera justement la seconde édition de sa grammaire corrigée et amplifiée par *Sinkai* (1805). L'accueil que cet ouvrage reçoit lui donne l'idée de le compléter par l'adjonction d'un dictionnaire en langue roumaine, latine, magyare et allemande. En même temps, il travaille fiévreusement à l'histoire des vayvodes valaques et moldaves, déjà le fil de son existence se trouve entre les branches du mais ciseau fatal et il meurt en 1806 dans les bras de son collaborateur et ami.

A côté du travailleur paisible, mais infatigable, celui-ci repré, senta la fantaisie et l'esprit d'aventure. Au moment où il abandonna le couvent, il était déjà depuis deux ans directeur des écoles roumaines primaires en *Transylvanie*, et leur nombre s'éleva à 300 pendant son directorat. Une activité de douze

(1) *Vietia si operete lui Petru Maioru.* Bucuresci, 1883.

ans aussi fructueuse aurait dû lui assurer honneurs et pension, mais en 1794 il fit une dénonciation anonyme à *Jean Bobb* qui lui valut sa disgrâce. L'évêque l'accusa en effet devant le « gubernium » tout autant que les deux doyens qu'il avait dénoncés. Ayant appris la nouvelle de cette accusation dans le couvent des caloyers, au milieu d'une conversation arrosée de vin, *Sinkai* s'écria : « Si l'évêque me traite comme cela : ego etiam vero dux et autor rebellionis atque conjuratorum. » Ce fut maintenant le tour des Basilites de rapporter ses paroles à l'évêque qui le fit citer, étant noble, devant une commission rogatoire départementale. N'ayant pu relever contre lui rien de grave, *Sinkai* fut remis en liberté, mais on lui retira néanmoins sa place de directeur.

Sinkai n'était pas homme à supporter tranquillement un outrage pareil. Ses démarches faites à *Vienne* restèrent cependant sans résultat, car on y était encore sous l'impression de la conjuration de *Martinovich*, condamné et décapité à *Bude*, et l'on n'y voulut même pas écouter ses explications. Ce fut donc avec bonheur qu'il accepta l'invitation d i comte *Daniel Wass de Czege*, magnat magyar, qui lui confia l'éducation de ses trois fils, ne regardant ni sa nationalité ni sa religion, mais seulement ses mérites de savant et de pédagogue.

Six années de bonheur s'écoulèrent vite pour *Sinkai* au sein de cette famille aristocratique où tout en remplissant consciensieusement ses devoirs de précepteur il continua ses études historiques sans interruption. L'éducation des enfants une fois terminée, on retrouve *Sinkai* en 1803 d'abord à *Nagy-Varad*, chez l'évêque uni *Darabonth*, chez qui il traduit pour l'historien allemand *Engel* la chronique de *Costin Miron*, et ensuite à *Pesth*, où *Klein*, déjà maladif, lui abandonne sa place de correcteur. Cette occupation modeste le mit à l'abri du besoin et lui permit de fréquenter les historiens hongrois *Kovasich* et *Katona* en compagnie de *Klein*. Aussi poursuivit-il ses travaux avec plus d'ardeur que jamais en continuant sa correspondance avec *Engel* et avec le géographe-graveur *Lipsky* à qui il donna des indications très-utiles au sujet de l'orthographe des noms roumains. Mais la mort lui ravit son ami

Klein et au lieu de lui donner la place de « censor » qu'il remplit avec zèle pendant deux ans par intérim, le conseil gouvernemental la donna à *Pierre Maior* sur la proposition de l'évêque uni *Vulcan*. C'était lui retirer son pain quotidien ; il se vit donc forcé de quitter *Pesth* où il avait publié un almanach roumain pendant les années 1807 et 1808 avec les premiers chapitre de son « Istoria Românilor. » Pour finir son ouvrage *Sinkai* retourna alors chez ses anciens élèves les comtes *Wass* qui le reçurent à bras ouverts et l'aidèrent même dans la copie et l'édition de sa « chronique ». De là cette exclamation dans cet ouvrage à propos de l'année 1510 : « Je produis ici un document appartenant à la famille *Wass*, afin que je puisse démontrer que si je n'avais pas été soutenu par cette famille il m'eût été impossible de terminer avec l'aide de mes Roumains la « Chronique » que j'eusse brûlée, car ils m'ont fait beaucoup de mal au lieu de me porter secours. »

Ayant terminé sa « Chronique » *Sinkai* voulut en faire faire deux éditions : l'une en roumain à l'usage du grand public et une autre en latin pour les savants. A cet effet il la soumit à la censure. En *Hongrie* le « censor » ne fit aucune objection contre l'édition latine tandis qu'en *Transylvanie* l'ouvrage rencontra un critique impitoyable dans la personne de *Martonffy* plus tard évêque de *Transylvanie*, qui en interdit la publication. Voici quelles sont ses raisons consignées dans ses « Reflexiones in Chronicon Dni Georgii Sinkai », conservées en manuscrit :

« Le titre « Chronica Valachorum » est inexact, car, on ne parle presque pas des Roumains, quelques conjectures exceptées, dans la première partie de l'ouvrage. Il vaudrait mieux lui donner le titre suivant : « Chronicon Imperatorum Romanorum tam occidentalium, quam orientalium, qui in Dacia aut pro Dacia bellum gesserunt. » Et c'est encore superflu car dans ce genre il y a un grand nombre d'ouvrages mieux faits et celui-ci ne commence qu'avec Domitien qui n'a jamais vu la Dacie... Dans le second volume Sinkai veut démontrer que ce n'est pas les armes à la main que Tuhutum a conquis le pays, et conséquemment que les Magyars et les Saxons ne sont dans la Transylvanie que des usurpateurs d'un État en réalité

roumain. Aussi les Roumains se trouvent-ils avec eux en hostilité permanente, n'ayant besoin que d'un chef vengeur plus heureux que n'avait été Hora! Commençons à exciter le peuple, disent les savants roumains, afin qu'il continue avec l'assassinat, l'incendie et le pillage! » La phrase fameuse que plusieurs historiens roumains attribuent à cette occasion à *Martonffy* : « Opus igne et autor patibulo dignus » ne se trouve nulle part dans son rapport selon les assertions de *Densusiano* lui-même. (1)

Cet échec n'empêcha nullement la propagation de la célébrité de *Sinkai*. Quand il fit à ce même voyage sa dernière visite au couvent des caloyers à *Balázsfalva*, il y fut entouré de la vénération des séminaristes, qui ne cessèrent de le regarder et se dirent tout émus entre eux pendant le repas du soir : « C'est Sinkai! Quel homme! » Ces jeunes gens le rencontrèrent le lendemain assis devant une auberge, ayant à ses pieds un sac rempli de ses manuscrits. On lui demanda la raison de porter une charge aussi lourde! Il répondit : « C'est mon enfant, à cause duquel je vais être glorifié après ma mort. S'il n'est pas une honte de l'avoir engendré, pourquoi en serait-il une de le porter sur mes épaules? » (2)

De *Balázsfalva* il se diriga à *Nagy-Várad* où pendant son séjour chez l'évêque uni *Vulcan* il acheva une copie de sa « Chronique » pour lui en faire cadeau. Ensuite il retourna à *Szinyérváralja* dans la famille hospitalière de ses anciens élèves, pour ne plus en sortir jamais. Il y mourut en 1816 à 63 ans, et tellement abandonné par les *Roumains* qu'ils n'apprirent la date et l'endroit de sa mort que 50 ans plus tard!

Ses manuscrits ainsi que ceux de *Klein* furent pieusement recueillis par l'évêque susdit et se trouvent encore aujourd'hui dans la bibliothèque de l'évêché uni. En 1861 et 1864 il y eut des propositions faites à leur sujet par le ministère de l'Instrution publique roumaine, mais elles n'aboutirent à aucun résultat car on s'aperçut qu'il faudrait les remanier aussi bien

(1) *Raport despre misiunei mea in Ungaria si Transilvania.*
(2) Lettres de Gavra servant de préface à la *Chronique* de Sinkai, édition de 1844. Bude.

au point de vue du style qu'au point de vue de leur contenu. D'ailleurs l'évêque voulut volontiers se charger de leur publication moyennant une subvention de 70,000 francs payés par l'État roumain et la permission de bâtir une chapelle grecque unie à *Bucarest*. Ces conditions parurent inacceptables et les pourparlers en restèrent là.

C'est avec la disparition de *Klein* et de *Sinkai* que l'on voit se lever l'étoile de *Pierre Maior*, devenu curé à *Szász-Régen* après sa sortie du couvent de *Balàzfsalva*. Il était un de ces hommes heureux qui font rentrer la récolte semée et coupée par les autres, et à qui on attribue cependant tout le mérite des résultats obtenus!

Ayant succédé à *Klein* comme « censor » et comme correcteur sur la proposition de l'évêque *Vulcan*, il se place à la tête du mouvement littéraire du roumanisme. Pour commencer sa campagne il publie de 1809 à 1811 trois collections de sermons ordinaires et funèbres (Propovedanie) qu'il a dû écrire et prononcer étant curé. Après avoir présenté au public le fruit de ses efforts oratoires, qui est maintenant très peu apprécié, on le voit paraître en 1812 comme historien avec son « Histoire de l'origine des Roumains en Dacie » (Istoria pentru inceputulù Românilorû in Dacia), volume de 347 pages. Selon *Tite Maioresco* c'est tout simplement un plagiat, un abrégé de la « Chronique » de *Sinkai*. On peut la considérer aussi comme une paraphrase documentée du « Supplex libellus ». Mais qu'importe! « C'est Petru Maior qui a fait le plus, dit *Michel Kogalniceanu* dans la préface de son « Histoire de la Moldavie » pour éveiller l'esprit national parmi ses compatriotes roumains, et l'on aurait tort de ne pas convenir de l'effet considérable et profond produit par cet ouvrage dans lequel l'imagination prend des allures scientifiques. »

Ce fut le slave *Kopitar* qui se donna la peine de le critiquer en premier lieu (dans la « Literatur Zeitung » paraissant à Vienne). Il déclara que les assertions de *Maior* étaient en contradiction flagrante avec les données de l'histoire des *Slaves*. Ensuite parut à *Halle* une brochure anonyme sous le titre « Erweis dass die Walachen nicht rœmischer Abkunft sind » (Preuve que

les Roumains ne sont pas d'origine romaine). *Maior* riposta personnellement à *Kopitar*, provoquant ainsi une vraie polémique qui dura de 1813 à 1816. Quant à la critique de *Halle*, parue en 1823 après la mort de *Maior*, ce fut *Bozsinka* qui se chargea d'y répondre en 1827.

En dehors des livres susdits, *Maior* ne publia plus rien, quoiqu'il eût travaillé jusqu'à sa mort, survenue le 16 février 1827, au dictionnaire commencé par *Klein* ainsi qu'à une histoire ecclésiastique. Il est resté de lui en manuscrit une grammaire roumaine écrite également en latin, à laquelle il aurait voulu ajouter son étude intitulée : « Orthographia daco-romana sive valachica ». Le dialogue sur l'origine de la langue roumaine parut en 1825, à la tête du « Lexicon de Bude », de l'une des œuvres capitales de « l'École de Balàzsfalva. »

Au moment où *Maior* vivait à *Pesth*, la future capitale de la *Hongrie* renfermait une colonie de commerçants macédo-roumains très considérable. « Ce fut cette ville qui servit longtemps de point de contact entre les Principautés danubiennes et l'Occident, dit *Lugoziano* avec raison. Les tragédies d'*Alexandre Beldiman* : « Mortea lui Abel » et « Tragedia lui Orest » y furent imprimées conjointement aux ouvrages de *Montau* et de *Harkadet!* Pour soutenir une école grecque-orientale nouvellement fondée, on y créa en 1815 une « Union des femmes roumaines », parmi les fondatrices de laquelle on rencontre le nom de plusieurs dames hongroises.

Si l'on considère le séjour des coryphées du roumanisme en *Hongrie* et le caractère des historiens hongrois de l'époque tels qu'*Etienne Horvath* et *François Otrokócsi*, uniquement préoccupés de pénétrer le mystère de l'origine de la race magyare, il faut avouer qu'attribuer la génèse de la « Chronique » de *Sinkai* ou de « l'Istoria » de *Maior* à l'influence allemande d'un *Fichte* ou d'un *Arndt*, comme le fait M. *Urechia*, est de la malveillance pure. En fait d'*Allemagne*, *Klein*, *Sinkai* et *Maior* ne connaissaient que *Vienne* sous le règne de *Marie-Thérèse* et au commencement du règne de *Joseph* II, et c'était une ville, par excellence cosmopolite de la monarchie des *Habsbourg*. Un milieu pareil ne pouvait engendrer aucun sentiment patrioti-

que aux rares *Roumains* qui s'y trouvaient. C'est donc plutôt *Pierre Missir* qui dit la vérité en affirmant que le chauvinisme entêté des *Roumains* de la *Transylvanie* s'explique surtout par l'exemple donné par les *Magyars*.

En tout cas il y eut un apaisement notable dans les relations entre les deux races pendant le premier tiers du XIXe siècle, grâce au contact intellectuel de leurs savants et au désappointement profond que la conduite inexplicable de l'administration et de l'armée impériales dans les troubles de 1784 leur avait causé. Elles comprirent enfin qu'elles ne devaient pas chercher leur salut en dehors de leur union étroite.

Après la mort de l'évêque orthodoxe *Adamovich* (1796), son siége épiscopal resta pendant quatorze ans innoccupé. On doit imputer la longueur de cette vacance à l'espoir secret que la cour de *Vienne* nourrissait au sujet de l'extension recroissante probable de l'union au sein d'un troupeau dépourvu de son pasteur. Il y eut effectivement des velléités de rapprochement entre les *Roumains* unis et orthodoxes, mais elles tendaient surtout, sans doute sous l'influence de « l'école balazsfalvienne » à leur union sociale et politique. Car, à peine apprit-on qu'à l'assemblée de *Gyulafehérvár* convoquée en 1798 en vue de la réunion des deux clergés, *Jean Bobb*, l'évêque uni, voulait figurer comme évêque de tous les *Roumains*, que les orthodoxes se refusèrent de s'y rendre et faisaient ainsi échouer toute l'entreprise.

Contrariée dans ses desseins, la cour de *Vienne* ne se décida à nommer un évêque orthodoxe, sur les propositions d'une assemblée électorale, qu'en 1810. Son choix tomba sur *Vasile Moga* le second candidat, car il était *Roumain* et elle espérait que comme tel, il serait à sa dévotion. Or en réalité c'était un bon patriote qui ne visait que la tranquillité du pays et le rétablissement de la bonne harmonie entre ses habitants.

Aussitôt après sa nomination, *Moga* partit pour *Vienne* afin d'y obtenir quelques avantages pour le clergé orthodoxe. Ce fut un désappointement pour le parti réactionnaire, qu'il lui fit payer non seulement par un refus catégorique mais par des instructions caractéristiques, utiles à connaître pour la com-

préhension de certains côtés de la question magyaro-roumaine.

« C'est le niveau intellectuel du clergé qui élève celui du peuple, y lit-on au dix-huitième paragraphe ; on a donc ordonné dès le principe que l'on enseignerait aux séminaristes les devoirs de l'homme envers Dieu, ses supérieurs et l'humanité. Ils devaient savoir lire et écrire, connaître le catéchisme et les quatre règles de l'arithmétique. On devait exiger d'eux qu'ils aient passé non seulement par les classes élémentaires, mais aussi par les classes de grammaire et qu'ils sachent la langue magyare, si utile. Ce sera le devoir de l'évêque de veiller sur tout ceci ».

Ainsi on reconnait d'une part l'ignorance crasse des popes, et de l'autre on leur impose la connaissance du magyar, le considérant probablement comme indispensable pour leur développement intellectuel ultérieur.

L'évêque *Moga* fit énormément pour l'éducation de son clergé. Il érigea un séminaire à *Nagy-Szeben* et envoya plusieurs jeunes séminaristes à l'étranger pour y compléter leurs études. Et comme le « gubernium » paraissait être tout disposé à lui venir en aide sous ce rapport en suivant l'exemple donné par la Diète hongroise, il s'établit pour un certain temps une telle intimité entre les *Magyars* et les *Roumains* de la *Transylvanie*, que *Moga* prescrivit a son clergé de consacrer à *saint Étienne*, fondateur de la *Hongrie*, une fête annuelle, le même jour que les catholiques (1821) et que non seulement il correspondit avec le « gubernium » mais il fit tous ses efforts afin que les procès-verbaux des synodes fussent rédigés aussi en magyar. Quand l'évêque uni *Jean Bobb* meurt en 1830, c'est un sermon en magyar que le vicaire général *Leményi* prononce à son enterrement. Nommé évêque à son tour, *Leményi* donne à l'évêché un caractère absolument magyar; ses séminaristes s'habituent tellement au magyar, qu'ils le préfèrent au roumain. Il y a même des velléités d'introduire dans la liturgie grecque unie le magyar (1841) d'après la traduction d'un prêtre uni de la *Terre des Sicules*, que l'évêque soutient mais cette tentative ne peut pas aboutir par suite de la résistance inattendue du prince-primat de *Hongrie*, interrogé à ce sujet par le « gubernium ».

Cette extension de la langue magyare se fit dans des conditions si naturelles que la littérature roumaine n'en pâtit nullement, puisque à l'École balázsfalvienne, où le nombre des élèves atteignit trois cent, on put improviser un petit théâtre dans lequel les élèves et les séminaristes jouèrent pendant les vacances de Noël de l'année 1833 la première pièce de théâtre roumaine. La « Gazeta de Trasilvania » parut en 1838 avec un supplément littéraire, suivie en 1847 d'un journal plus sérieux, intitulé : « Organulu Luminaei » sur les plans conçus par l'évèque *Leményi* lui-même.

Pendant ce temps-là on peut également constater dans les principautés danubiennes quelques symptômes d'un développement, lent mais sûr, du progrès intellectuel et national. Les difficultés que le roumanisme dut y vaincre étaient d'une nature très spéciale. Les vayvodes fanariotes y avaient introduit la langue grecque dans des conditions tout à fait dangereuses pour le roumain. *Grégoire Ghica* érigea en 1748 à *Jassy* une école, qu'il fit appeler pompeusement « vayvodale, » où les deux premiers professeurs enseignèrent le grec ancien et moderne, un troisième la langue slave ancienne, et un quatrième seulement le roumain. Il est vrai que dans les trois écoles « épiscopales » dont il imposa la création aux trois évèques du pays, on n'apprenait que le slave et le roumain, mais aussi défectueusement que possible (1).

C'est de la *Transylvanie* que vient encore la réaction en faveur du roumanisme contre cet état de choses déplorable. Si, en *Moldavie*, l'instigateur de cette réaction, *Georges Asaki*, n'est pas transylvanien et s'il fait ses études d'ingénieur à *Lemberg*, capitale de la *Galicie*, et ensuite en *Allemagne*, quand en 1820, sous la protection du métropolite *Venjamin*, il veut donner de l'importance à son école ouverte en 1813, il va en *Transylvanie* pour y recruter les quatre professeurs dont il a besoin pour les sciences abstraites : esthétique, théologie etc.,

Georges Lázár, son imitateur à *Bucarest*, naquit au contraire

(1) Ar. Densusiano, *Istoria limbei si literaturei romine*. Jassy, 1894, p. 146 et 147.

à *Felek* dans le département de *Szeben*, et fut l'un des quatre jeunes théologiens envoyés à *Vienne* par *Moga* pour parachever leurs études. Ayant fait son droit à *Kolozsvár*, au centre magyar de la *Transylvanie*, il ne devint séminariste qu'à l'âge où les autres se font déjà consacrer prêtre. Avec son esprit ouvert à tout, il sut s'appropier pendant son séjour à *Vienne* assez de notions de géométrie pratique pour se mettre à même de remplir l'office d'un géomètre. Grâce à cette aptitude, il put hardiment secouer le joug hiérarchique, quand il échoua dans sa tentative de devenir évêque de rite grec-oriental à *Versecz* en *Hongrie* et reçut, à cause d'un sermon agressif, des semonces très sérieuses de *Moga*. Blessé dans son amour-propre de prêtre, il quitta *Szeben* et s'installa à *Bucarest* pour y faire valoir son savoir (1816). Ce ne fut pas de ses connaissances transcendantes qu'il tira parti. Il trouva plus aisément à s'occuper comme géomètre, car on était en train de faire faire à cette époque une espèce de cadastre pour toute la *Valachie*. Ne pouvant suffire à toutes les demandes, *Lázár* eut alors l'idée de fonder une école roumaine de géomètres sur le modèle de celle créée à *Jassy* par *Asaki*. Dans cette école, installée dans le couvent de *Sainte-Sava*, il eut pour auditeurs, non seulement les élèves de l'école grecque, mais des commerçants, des employés, voire même des professeurs qu'il sut y attirer par l'originalité de son enseignement, entrecoupé de digressions historiques et littéraires exaltant le roumanisme et rapportant les résultats obtenus à cet égard en *Transylvanie*. Sa parole imagée, persuasive et abondante convainquit bientôt tout le monde de la possibilité d'enseigner en roumain toutes les sciences. Aussi *Poteca* et *Poenaro*, deux professeurs à l'école grecque, se mirent-ils immédiatement à l'imiter. Par suite d'événements dont il sera question plus loin, *Lázár* dut quitter *Bucarest* en 1821 et abandonner son œuvre, si brillamment commencée. Il rentra alors en *Transylvanie* à *Felek* même, où il mourut à quarante trois ans, en 1823 (1).

(1) On lit sur son monument funéraire le distique roumain, suivant composé par son elève le comte Rosetti, donateur du monument : Comme Jésus ressuscita Lazare de sa mort, toi (Lázár) tu éveillas la Roumanie de sa léthargie!

Mais il est probable que des moyens aussi anodins n'eussent pas suffi à éliminer l'influence grecque du roumanisme. Grecque fut la langue de la liturgie orthodoxe ainsi que de la société roumaine en général, et les aïeux de plus d'un champion actuel de la cause roumaine se fussent sentis terriblement humiliés si on les eût appelés à cette époque des *Roumains*. Il fallait le soulèvement de *Théodore Vladimiresco* pour obtenir un résultat réellement favorable au roumanisme quoique son importance n'ait été ni prévue, ni directe.

En effet, si après le règne de *Caragéa*, d'ailleurs auteur du code roumain (Condica lui Caragea), mais dont la soif d'argent ne connut pas de bornes et se manifesta surtout dans la création de plus de quatre mille boéries nouvelles, achetées toutes pour des sommes diverses ; si après la mort subite d'*Alexandre Sutzu*, son successeur et imitateur en extorsion, survenue en 1821, *Vladimiresco* se met a la tête de la population des districts de *Gorj* et de *Mehedincz*, il n'a qu'un but : anéantir les boérs, d'après ses propres proclamations, « car les maîtres du pays, les boérs roumains et grecs nous ont tellement dépouillés et ravagés, que nous ne possédons plus rien en dehors de nos âmes ! » Et en réalité, ses hommes ne firent que piller et saccagers les boérs sans se soucier de leur nationalité. Ce n'est qu'en s'emparant de *Bucarest* que le nouveau *Hora* se rappela de la suzeraineté de la *Sublime-Porte* et voulut s'en affranchir.

Tel qu'il était, ce soulèvement arrivait juste à point pour la *Hétaïra*, cette fameuse société des *Philhellènes*, fondée par *Michel Skufoo* à *Odessa* en vue de la réalisation du testament de *Pierre le Grand*, c'est-à-dire de la reprise de *Constantinople* sur les *Turcs* au profit de la *Russie*. Son chef d'alors *Alexandre Ypsilanti*, fils d'un ancien vayvode de la *Valachie*, n'y voyait qu'une bonne occasion pour recommencer la guerre contre la *Turquie*. S'étant entouré d'une foule d'émigrés chrétiens bannis par le sultan, il traversa le *Pruth* et s'avança sans coup férir jusqu'à *Bucarest*, car on croyait qu'il était envoyé par la *Russie* et personne n'osait lui barrer le chemin. Entre temps *Vladimiresco*, transformé en libérateur national, se trouva presque complètement abandonné par ses hommes, uniquement préoc-

cupés de brigandage. Il se retira donc à *Pitesti,* pour y attendre quelle tournure prendraient les événements, car sortis de leur indolence, les *Turcs* arrivaient déjà en nombre de la *Balgarie. Ypsilanti,* menacé des deux côtés, se retira alors à *Tirgovist* et ne sachant pas exactement s'il pouvait se fier à *Vladimiresco,* décida sa perte. A cet effet, il l'attira dans un guet-apens et le fit prendre et conduire par ses *Arnautes* à *Trigovist* où on l'exécuta deux jours après.

Si, après ce meurtre, *Ypsilanti* peut renforcer son armée avec les partisans de *Vladimiresco,* il ne devient pas encore assez fort pour se mesurer avec les *Turcs.* Mais la bataille est cependant inévitable; elle a lieu à *Dragasan* et se termine par la défaite d'*Ypsilanti,* qui se réfugie à *Brassó* en *Transylvanie.* Ce furent encore les *Turcs* qui eurent le dessus en *Moldavie* contre les troupes de la *Hétaïra* dans trois rencontres sanglantes. Sans épargner précisément les *Roumains,* ils tournèrent alors leur courroux contre les *Grecs,* et les considérant tous comme autant de suppôts de la société philhellène qui leur suscitait partout des difficultés, ils les exterminèrent et les chassèrent du pays en mettant fin du même coup à la domination grecque dans les vayvodies et en rendant les trônes vayvodaux à des *Roumains,* comme c'était l'usage avant 1711. On nomma pour sept ans *Jean Sturdza* vayvode de la *Moldavie* et *Grégoire Ghica* vayvode de la *Valachie.*

Le roumanisme gagna beaucoup de terrain, pendant le séjour en *Transylvanie* des boérs en fuite, car on fraternisa ferme entre *Roumains* de la *Transylvanie* et des vayvodies. Les derniers se montrèrent très larges envers les églises orthodoxes du pays. Le prince *Brancovan* donna à lui seul deux villages de la *Valachie* à l'église de *Brassó.*

Parallèlement aux intrigues politiques qui se nouèrent à ce moment parmi les réfugiés compromis sur l'instigation du consul russe *Pini* contre le vayvode *Ghica,* des préoccupations littéraires s'emparèrent de la jeunesse expatriée et condamnée à l'oisiveté. Ils choisirent dans leurs rangs *Georges Golesco* et *Heliade Radulesco* et les chargèrent de la rédaction d'un programme secret visant la création de plusieurs écoles, d'un

journal et d'un théâtre roumains, de la traduction en roumain des chefs-d'œuvre des littératures étrangères et de la fondation d'une société littéraire. Et effectivement, à peine retournés à *Bucarest*, en 1826, après avoir fait la paix avec le vayvode *Ghica*, ils constituèrent la société en question, éditèrent une grammaire roumaine de *Radulesco* à *Nagy-Szeben*, firent fermer toutes les écoles grecques et rouvrirent l'école de *Lázár*. Excité par cet exemple, *Sturdza* ne voulut pas se laisser distancer et fonda en *Moldavie* « l'École Vasilienne. »

Telle est la reproduction exacte de l'état du roumanisme intellectuel sortant de ses langes : à cause de ses affinités destiné à s'entendre avec le magyarisme et le libéralisme, mais condamné à subir encore une nouvelle déception, en servant de champion aussi aveugle qu'exalté à l'autocratie moscovite.

CHAPITRE VII

LA RENAISSANCE DE LA HONGRIE.

Ce ne fut qu'un court repos de vingt-neuf ans que la *Hongrie* s'accorda au sortir de ses luttes séculaires avec les *Turcs*, au lendemain de la conclusion du traité de paix de *Szathmár*. L'avènement au trône de *Marie-Thérèse* (1740) la trouva déjà assez réconfortée pour pouvoir tirer son épée en faveur de son roi menacé et pendant la « Guerre de sept ans » elle fournit aux armées impériales des hommes et des subsides sans interruption et avec régularité. Preuve irrécusable de sa vitalité physique extraordinaire, mais qui toute seule n'eût pas suffit à conserver l'existence nationale de la race magyare. Il fallait que son génie se manifestât non seulement sur le terrain des questions sociales et de l'économie politique mais aussi sur celui de la littérature et des sciences. Car fertile au possible dans ses plaines, d'une richesse minérale variée et inépuisables au sein de ses montagnes, le pays retardait d'au moins deux siècles sur le restant du monde civilisé par suite de la rareté de sa population et de l'absence de toute industrie disparue en partie ou totalement pendant la domination des *Turcs*. Si son antique constitution était toujours en vigueur, elle ne pouvait pas servir le progrès, tant à cause de son caractère essentiellement nobiliaire et de son fonctionnement lent et compliqué qu'à cause de la manière dont la cour de *Vienne* comprenait son application. Les Diètes n'eurent que le temps de voter le nombre de recrues exigé par le gouvernement avec les fonds nécessaires pour leur entretien, et elles avaient déjà leurs ordres du jour épuisés. Vers la fin du règne de *Marie-Thérèse* et sous *Joseph II* on ne les convoqua même pas. Aussi celle de 1790, réunie à l'occasion du couronnement de *Léopold II* eut-elle une attitude tellement hostile — l'un des moins grands départements ne voulut pas admettre le couronnement

(Ugocsa non coronat), — que le nouveau roi consentit à la sanction du fameux article X de la loi de 1791 qui reconnait à la Hongrie le droit d'être indépendamment gouvernée et non pas avec les pays héréditaires. Malheureusement ce succès platonique n'eut pas de lendemain. Les complications internationales suscitées par la *France* républicaine et impériale fournissaient un prétexte plausible pour l'ajournement de toute rénovation. D'ailleurs les *Hongrois* croyaient que ce serait exploiter les malheurs de la dynastie que d'insister pour la réalisation de ses promesses dans des moments aussi critiques. Se sentant soutenu par les forces réunies de la « Sainte Alliance », *François* Ier, le beau-père de *Napoléon*, suspendit même le retour triennal de la législation et ne convoqua pas de Diètes depuis 1811 jusqu'en 1825, — en *Transylvanie* jusqu'en 1834, — se contentant de gouverner à l'aide de rescrits et d'ordonnances parfaitement illégaux.

Comme dans les plus tristes époques de l'occupation turque la *Hongrie* libérale et intellectuelle se réfugie alors dans les « conseils départementaux ». Ils étaient formés de la généralité de la noblesse de chaque département, mais avec le droit de se compléter par l'admission des nobles marquants des autres départements (les « Táblabirók »), et leur importance politique consistait dans leur double fonction de recevoir et de discuter les communications du gouvernement et d'élire les députés pour la diète, deux par département, qui n'étaient en réalité que leurs délégués avec un mandat impératif, obligés de consulter leurs mandants au sujet de chaque question surgissant dans le courant de la session législative. Rouages politiques assurément très pesants et peu faits pour hâter l'expédition prompte des affaires, les conseils départementaux étaient cependant autant de foyers de libéralisme et de patriotisme, servant d'école pour les orateurs et pour les hommes politiques et de champ de manœuvre pour les partis. Avec leur droit de se communiquer leurs résolutions, ils agissaient directement sur l'opinion publique, et l'administration départementale entièrement élective, — le préfet (fö-ispàn) excepté, — leur appartenait aussi, car ce fut leur influence qui se fit

prévaloir à chaque renouvellement triennal du personnel administratif (tisztujitás) (1). Naturellement ils représentaient des tendances différentes selon la nationalité, le degré de l'instruction et le tempérament de leurs membres : les conseils départementaux des contrées habitées par les *Magyars* étaient par exemple les plus avancés, et il arrivait même que leurs majorités s'étant déplacées pendant la durée d'une diète, ils révoquaient les députés fidèles à leurs mandats primitifs.

Bref, si l'on pouvait considérer les Diètes comme les pôles positifs des courants de l'opinion publique en *Hongrie* et en *Transylvanie*, les Conseils départementaux en étaient les pôles négatifs, incapables d'agir, mais admirablement faits pour résister et pour fatiguer par leur résistance autant de fois répétée qu'il y avait de départements dans les deux pays, les hommes d'État, même de la trempe d'un *Metternich*, et pour faire jaillir de leur contact avec les Diètes les étincelles les plus éblouissantes du libéralisme vrai, tolérant et patient, générateur d'une justice incorruptible, multiplicateur des énergies nationales, précurseur de tous les progrès, inspirateur de toutes les créations artistiques ou littéraires les plus élevées!

Du moins tel était le libéralisme hongrois au lendemain de la Révolution française, après avoir été enivré par la quintessence des idées généreuses et humanitaires qui ont agité celle-ci dans la nuit du quatre août, à la fête de la Fédération, et après avoir entendu la parole fatidique de *Napoléon*, rappelant aux *Magyars* leurs antiques vertus, leur ancienne grandeur. Si à cet appel glorieux, tombé de telles lèvres, ils restèrent sourds, gardant leur fidélité à leur souverain en détresse, ils n'en ressentirent pas moins un contre-coup formidable, exaltant leur orgueil, excitant leur ambition. Le pétrisseur de l'*Europe* moderne les ayant trouvés dignes de prendre part à l'exécution de son œuvre, ils se mirent incontinent au travail, sûrs de la réussite et confiants dans l'avenir.

Leurs moyens d'action étaient cependant bien insuffisants, hélas! Pour la cour de *Vienne*, la *Hongrie* n'était qu'un coin de

(1) Système administratif encore actuellement en vigueur, incompatible avec la responsabilité ministérielle et conséquemment condamné à disparaître.

l'*Asie* égaré en *Europe*, ne méritant pas sa sollicitude tant qu'elle resterait aux mains d'un peuple à moitié barbare, incapable de comprendre les bienfaits d'un absolutisme pangermanisant, les beautés de la pédanterie bureaucratique. Protectrice indirectement intéressée de l'industrie et du commerce des pays héréditaires, elle ne se souciait nullement de soustraire à leur tutelle une population légalement protégée par sa constitution contre les manœeuvres financières des ministres impériaux. Quant à la généralité de l'aristocratie hongroise, quoiqu'au fond très patriote, elle subissait inconsciemment son influence antinationale, comme toute aristocratie subit celle de la cour de son souverain, et se désintéressait peu à peu de tout ce qui concernait la *Hongrie* et les affaires publiques hongroises, en oubliant sa langue maternelle et en devenant, dans la capitale impériale, sa résidence préférée, de plus en plus allemande.

La classe moyenne, composée de propriétaires terriens, correspondant à la *gentry* anglaise, vivait dans une médiocrité dorée sans aucune préoccupation supérieure, ayant pour devise la phrase fameuse : « Extra Hungariam non est vita » . Comme elle tenait aux avantages de ses privilèges, elle était très constitutionnelle, mais par cela même très conservatrice aussi, ayant la conviction que les innovations les plus utiles n'étaient que des pièges pour la faire travailler ou l'imposer, tandis qu'elle ne devait servir la patrie que l'épée à la main ou comme législateur, voire comme magistrat et avocat.

Heureusement, l'instruction publique étant tout à fait confessionnelle, il y avait à cet égard grande rivalité entre les catholiques et les protestants au profit du savoir. Les professeurs, soit qu'ils aient appartenu à des ordres religieux enseignants, tels que Bénédictins ou Piaristes soit qu'il aient été boursiers aux universités allemandes ou hollandaises protestantes, n'ignoraient aucun progrès scientifique ou social accompli en Occident et brûlaient du désir de les voir appliquer en *Hongrie*, désir partagé également par les officiers en activité, ou ayant servi dans les armées impériales et connaissant conséquemment l'*Italie*, l'*Allemagne* et le Midi et l'Est de la *France*.

La bourgeoisie proprement dite ne comptait pas en *Hongrie* ni politiquement — n'ayant en tout qu'une seule voix collective à la diète et étant exclue des conseils départementaux — ni au point de vue national; car elle se composait pour les neuf dixièmes au moins d'*Allemands* depuis plus ou moins longtemps immigrés qui formaient un monde à part dans l'État et gardaient religieusement leurs coutumes et mœurs étrangères, avec cette nuance toutefois que, grâce à leurs franchises primitivement accordées, ainsi qu'à la richesse du sol et à la douceur du climat, ils étaient devenus des colons sans esprit de retour et très attachés au pays au service duquel ils mettaient avec empressement toutes les conquètes de la civilisation allemande.

Et tout en bas de l'échelle sociale, courbé sous le poids de la servitude, ignorant mais ayant l'instinct de la privation de ses droits naturels, le peuple végétait pour payer ses dîmes et ses neuvièmes, pour s'acquitter de ses corvées, pour verser son sang dans les rangs de l'armée impériale. Aussi n'avait-il qu'une aspiration : son affranchissement, et une seule aversion : le seigneur, quel qu'il fût, devenant ainsi la proie des coquetteries humanitaires de la cour de *Vienne*, désireuse de l'avoir pour allié contre la noblesse et le constitutionnalisme hongrois.

Donc le salut de ce dernier et de son principal facteur en *Hongrie* : du magyarisme, ne pouvait provenir dans ces conditions que de l'initiative individuelle — ressource aussi aléatoire pour les nations qu'un gros lot ou un héritige inattendu l'est pour un particulier, mais dont la Providence dispose toujours en faveur de ses élus afin que les évolutions de l'Humanité puissent s'accomplir selon ses secrets et mystérieux desseins.

Dans la *Hongrie* de cette époque, les individualités providentielles sortaient de toutes les classes de la population et en tel nombre, qu'elles ont créé ensemble la *Renaissance hongroise* : incontestablement une des plus belles et des plus consolantes pages de l'histoire. Et chose curieuse ! Elles paraissaient dans un ordre tellement logique qu'elles semblaient avoir partagé leur tâche d'après un plan mûrement réfléchi.

D'abord, il fallait établir la langue magyare sur des bases

solides, conformes au génie ouralo-altaïen ; car il est impossible qu'une nation puisse occuper une place honorable dans les conseil des peuples sans avoir à sa disposition une langue cultivée. C'est grâce au travaux linguistiques de *Nicolas Révai* avançant sur les brisées de *Dugonics*, que les *Magyars* ont la leur dans la condition voulue.

Ayant à leur disposition un outil perfectionné, les poètes magyars prennent alors leur luth pour imiter les Français avec *Barothy*, *Bessenyey* et le baron *Orczy*, les Allemands avec *Kazinczy* et *Csokonai*, ou enfin les auteurs grecs et latins avec *Berzsenyi*. A côté d'eux, il se forme aussi une poésie d'un caractère plus national, se rattachant aux traditions laissées par le comte *Nicolas Zrinyi*, le chantre de « La chute de Sziget », par le lyrique *Valentin de Balassa* et par *Gyöngyösi*, l'auteur de « La Vénus de Murány ». De là le succès énorme des « Contes » d'*Alexandres Kisfaludy* et des pièces de théâtre de son frère *Charles*. La note philosophico-patriotique c'est *François Kölcsey*, l'auteur de l'Hymne hongrois, qui l'apporte, préludant ainsi à *Michel Vörösmarty* (1800-1856), au plus grand des poètes magyars, dont la poésie intitulée « Szòzat » (Paroles graves) devient le « Credo » politique de la *Hongrie renaissante*.

Au point de vue social, l'action commença par une pétition adressée à la Diète de 1792 par *Révai* au sujet de la création d'une « Société des Savants hongrois » c'est-à-dire d'une Académie hongroise. Si elle ne fut pas prise en considération à ce moment, à la suite des complications suscitées par les événements de *Paris*, elle n'en provoqua pas moins un mouvement dans l'opinion publique, préparant l'établissement ultérieur d'une institution scientifique nationale et encourageant puissamment l'initiative privée pour tenter des efforts nombreux en vue du relèvement du niveau intellectuel du pays. Le comte *Georges Festetich* institua à *Keszthely* le « Georgicon », réunissant dans les fêtes annuelles les gloires de la littérature et de l'agriculture ; le comte *François Széchenyi* offrit au pays ses collections précieuses pour jeter les bases d'un « Musée national » — de celui que l'on visite encore actuellement à *Budapest*. Pendant les guerres napoléoniennes, on s'occupa de

la fondation d'une école militaire magyare pour la jeunesse noble de la *Hongrie*. L'idée en étant acceptée avec enthousiasme par la diète, les souscriptions affluèrent abondamment soit pour l'édifice lui-même, soit en guise de fondations de bourses. Mais quoique mise sous le patronage de l'impératrice reine *Louise*, d'où son nom de « Ludoviceum » — cette école ne fonctionne que depuis une trentaine d'années pour former des officiers au profit de l'armée des « Honvéds ».

Ce commencement de réveil plein de promesses subit cependant une brusque interruption encore quand après l'écroulement de la grandeur phénoménale de *Napoléon*, la réaction s'installa en maitresse dans tous les États de l'*Europe*. L'existence de la constitution hongroise étant de nouveau en danger, au lieu de se permettre le luxe de quelques progrès les plus indispensables, la nation se remit avec ardeur à la défense de ce legs sacré six fois séculaire, comprenant que susceptible de rajeunissement légal, elle était la source intarissable de ses forces les plus vives, le vrai pivot de ses évolutions futures.

Ce fut la galanterie maritale de *François* qui vint alors au secours de la cause hongroise. Voulant faire couronner sa troisième femme comme reine de *Hongrie*, il se décida, en 1825, à la convocation d'une Diète, acte d'autant plus méritoire qu'il était à prévoir que les députés arriveraient intraitables au sujet des impôts illégalements levés depuis le 1er novembre 1822. Le gouvernement crut d'abord que ce n'était qu'une question de forme et que la Diète ne tenait à la remise des impôts échus qu'à cause de leur inconstitutionnalité ; aussi y consentit-t-il enfin, après des tiraillements interminables.

Au fond, il s'agissait d'une chose beaucoup plus importante. Profitant de l'enseignement que l'on pouvait tirer des succès de la Révolution francaise, invincible à cause de l'extension des droits politiques sur tous les citoyens devenus libres et égaux, conséquemment avides aussi de la gloire et de la prospérité de leur pays, les hommes politiques magyars commençaient à se préoccuper de la situation du peuple et de la possibilité de son admission « dans les retranchements de la constitution ». D'après *Paul de Nagy*, le député de *Sopron* (Oedenburg), il

fallait ajouter aux fameuses paroles de l'Évangile. « Donnez à César, ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu, une troisième variante aussi : et au peuple ce qui appartient au peuple! »

Pour alléger les fardeaux qui l'accablaient, on devait améliorer sa situation directement ou faire dégrever ses redevances payées à l'État en y faisant participer les nobles. On commença par ce dernier moyen et on imposa les nobles qui vivaient sur des terrains corvéables. Comme il y en avait très peu et comme la loi ne devait pas s'appliquer à la génération d'alors, c'était une mesure très platonique, mais qui ouvrit cependant le chemin avec le temps à beaucoup d'autres réformes.

D'ailleurs, le principal intérêt de la diète de 1825, le jeune comte *Étienne Széchenyi* (1793-1860) fils du fondateur du « Musée National », l'absorba complètement par son offre aussi touchante que sublime de consacrer ses revenus d'une année — 150,000 francs — à la fondation d'une « Académie des sciences magyare » (1). Exemple de patriotisme prodigieux, qui entraîna séance tenante — l'offre avait été faite dans une Assemblée mixte de la Chambre des Magnats et de la Chambre des députés — les comtes *Georges Károlyi* et *Georges Andrássy* ainsi que le baron *Abraham Vay* à souscrire des sommes très importantes aussi : entrée en scène saisissante du « plus grand des Magyars », en qui la nation reconnaît dès cet instant le régénateur du pays et dont le génie d'écrivain, d'économiste et d'organisateur sera dorénavant complètement au service de la chose publique, avec la seule ambition toutefois d'avoir la part du lion dans le travail, le dévouement et le sacrifice!

D'abord, pour faire revenir l'aristocratie magyare à *Pesth* il y fonde une société de courses avec un *Jockey-Club* comme corollaire. Ce dernier devient le modèle de tous les cercles qu'il organise dans les principales villes du royaume.

Encouragé par le succès que ses premières créations obtien-

(1) Et vous, que ferez-vous pendant ce temps-là? demanda-t-on. — Mes amis me soutiendront, fut la réponse du généreux donateur.

nent, *Széchenyi* conçoit alors le vaste plan de la réorganisation économique et sociale entière de la *Hongrie*, et il le publie dans trois brochures parues en quatre ans, où il fustige avec une mordante ironie les travers de la noblesse et la rend principalement responsable de l'état déplorable du pays, mais où il expose aussi le programme de l'activité nationale pour un demi-siècle, visant la transformation radicale de l'ordre des choses. Ces ouvrages n'effarouchent point la censure, car les protestations de fidélité de leur auteur à la dynastie des *Habsbourg* y sont nombreuses, et il ne sépare jamais la grandeur et la gloire de son pays de celles de ses rois. Mais tout en respectant les traditions, il a les yeux toujours fixés sur l'avenir. Selon lui, ce n'est plus au passé, mais au futur qu'il faut parler maintenant d'une *Hongrie* grande et florissante.

Entre temps *Széchenyi* se mit à étudier la régularisation du réseau des voies fluviales hongroises non seulement au point de vue de la navigation mais aussi à celui de leurs endiguements, afin de réduire au minimum les terrains sujets à être régulièrement envahis par les inondations annuelles et qui sont forcément très étendus dans les plaines de la *Basse-Hongrie*. Pour déjouer la malice de la Nature qui a fermé le *Danube* par une longue série d'écueils dangereux aboutissant aux *Portes de fer* et empêché par là l'accès direct de l'Orient au commerce hongrois, il construisit en face des vestiges du chemin de *Trajan*, une route carrossable, longeant les bords du fleuve et à plus d'un endroit taillée dans le roc, car à son époque on ne pouvait même pas rêver aux travaux gigantesques exécutés tout dernièrement à ces endroits par les soins du gouvernement hongrois.

D'autre part, il comprit combien importait dans un pays aussi agricole que la *Hongrie* le développement d'une agriculture rationnelle. Pour le faciliter, il fonda donc une première société d'agriculture hongroise chargée de la propagation de toutes les nouveautés concernant la production la plus avantageuse, l'élevage le mieux conditionné et la vente la plus lucrative des mêmes produits. S'apercevant des qualités extraordinaires de la farine hongroise, il forma même des sociétés

pour établir des moulins à vapeur, dont la mouture défie encore actuellement toute comparaison.

L'idée de relier la ville de *Bude* et de *Pesth* au moyen d'un pont fixé sur le *Danube*, avait, d'après *Széchenyi*, une portée plus qu'utilitaire. C'était l'acheminement vers la réunion complète de ces deux villes en une seule capitale, siège du gouvernement et des Diètes futures, centre intellectuel, commercial et industriel de la *Hongrie* telle qu'il l'imaginait. De là aussi ses plans d'embellissements, ses appels incessants adressés aux Magnats de venir y demeurer dans de somptueux palais!

Son activité devint forcément communicative. *Michel de Földváry*, sous-préfet du département de *Pesth*, bâtit avec des sommes recueillies par souscription le premier théâtre magyar permanent à *Pesth* (1837); *Andre de Fáy*, le dramaturge et romancier, y crée la première Caisse d'épargne; à côté de l'Académie des Sciences magyare s'organise la société littéraire de « Kisfaludy », pour résister à l'envahissement de l'industrie étrangère, le comte *Casimir Batthyány* crée la Société protectrice de l'industrie nationale », un grand nombre de poètes et d'écrivains magyars de grand talent surgissent : les lyriques *Arany*, *Bajza*, *Czuczor*, *Garay*; les prosateurs *Jòsika*, *Eötvös*, *Teleki*, *Jókai*, *Toldi*; les auteurs dramatiques *Katona*, *Szigligeti Gaál*. Et le chimiste *Jedlik*, le linguiste voyageur *Csoma de Körös* se font une réputation européenne ainsi que le pianiste *François Liszt*, le paysagiste *Marko*, tandis que le compositeur de musique *Erkel*, le sculpteur *Ferenczy*, les acteurs *Lendvai*, *Egressy*, *Megyeri* rendent glorieusement témoignage de l'existence d'un art national magyar.

Il était impossible que l'influence d'un mouvement intellectuel et économiste semblable restât sans avoir son contre-coup dans la politique générale du pays. En faisant entrevoir la possibilité du relèvement prompt et brillant de la *Hongrie*, ce ne fut pas seulement une confiance réconfortante que *Széchenyi* inspira aux patriotes, mais il démontra involontairement la vétusté des institutions hongroises et. du même coup, la nécessité de les réformer dans le sens le plus avantageux pour le progrès, c'est-à-dire dans le sens libéral. « Involontaire-

ment » : non pas qu'il fût réactionnaire, mais parce qu'il s'était proposé la réalisation de vastes projets ; la construction d'un réseau complet de chemins de fer, l'installation de toute espèce d'usines, et craignait maintenant qu'elle ne fût retardée à l'infini par l'antagonisme croissant de la cour de *Vienne* et de l'opposition, antagonisme qui ne pouvait se terminer que par une collision sanglante, désastreuse ou même fatale pour les avantages si péniblement obtenus, et pour la *Hongrie* en général. Aussi son attitude fut-elle toujours conciliante, visant avant tout ,sinon l'apaisement, du moins l'ajournement des conflits, également hostile aux menées des réactionaires et aux exagérations, aux impatiences des libéraux ; aussi ses angoisses patriotiques grandissent-elles à mesure qu'il prévoit la catastrophe finale inévitable, à mesure qu'il se rend mieux compte de son impuissance à la détourner de son pays.

Dès 1832, en effet, les Diètes ne se contentent plus de reprocher au gouvernement ses illégalités avec plus ou moins d'aigreur et en citant gravement les articles de la constitution ; électrisé par la Révolution de juillet et par les événements de la *Pologne*, le parti libéral entreprend le rajeunissement des institutions du pays, avec l'arrière-pensée visible de les transformer complètement. Or, si elles produisaient l'effet d'une tête de Méduse sur la cour de *Vienne*, dans leur forme médiévale surannée, que ne devait-elle pas essayer contre les réformes que l'on voulut y introduire, surtout quand elles concernaient l'allégement des charges du peuple, aux yeux duquel elle désirait jouer toujours seule le rôle de protectrice, en opposition au seigneur oppresseur ? Alors c'est le parti conservateur qu'elle pousse en avant, et avec son aide, elle combat désespérément les huit articles du projet de loi que la Diète de 1832-1836 mit à l'ordre du jour au sujet des améliorations à apporter dans la condition des serfs. Si *François Deak*, le jeune et déjà très vénéré député de *Zala*, les soutient au nom des sentiments les plus élevés de l'homme, en compagnie d'un *Gabriel Klauzál*, d'un *Edmond Beöthy*, — la majorité de la noblesse ne leur fait pas d'opposition parce qu'elle devine déjà, ayant étudié les écrits de *Széchenyi*, que

les forces vives de la nation résident dans les couches profondes des masses populaires et que l'affranchissement de celles-ci serait autant un intérêt patriotique que le sien propre. Telle est la raison d'être de l'abandon de sa politique rétrograde antérieure et aussi de l'avidité avec laquelle elle veut mettre à exécution le programme széchenyien concernant sa participation aux charges publiques, — d'abord aux frais des Diètes, ensuite au payement du péage sur le pont fixe à bâtir entre *Bude* et *Pesth*, tandis que le député *Étienne de Bezerédj* affranchit déjà de lui-même ses serfs et impose ses propriétés bénévolement. Ce programme, elle le fait sien également au sujet de l'adoption de la langue magyare comme langue d'État au lieu et place du latin, au sujet du transfert de la Diète de *Pozsony* à *Pesth*, au sujet de l'extension des pouvoirs du conseil gouvernemental hongrois et par-dessus tout au sujet des droits à accorder à tous les *Hongrois*, habitants de la *Hongrie* devenus égaux devant la loi !

Il fallait étendre seulement un peu chacune de ces réformes pour obtenir la constitution de 1848 avec son ministère hongrois responsable et indépendant, avec son système parlementaire complet. C'était incontestablement la conviction de *Széchenyi* et, vu les succès obtenus, il avait grandement le droit de croire qu'il parviendrait à réaliser son idéal constitutionnellement, sans secousses. Mais c'était fermer les yeux à l'évidence car, nouvelle *Pénélope* de malheur et de perfidie, la camarilla tissait incessamment ses néfastes filets pour étouffer traîtreusement la brillante et divine Liberté, au sortir même de sa chrysalide ; la « jeune Hongrie », ayant pour chef politique *Louis Kossuth*, pour poète *Alexandre Petöfi*, pour adhérents toute la jeunesse, attendait frémissante et grondeuse l'heure de la délivrance. Or « par suite d'une poussée brutale — écrit «le plus grand des Magyars » — on fit succéder à l'aurore... la brume du soir. » (Lettre de Széchenyi du 1er janvier 1860 à Alexandre de Bertha père).

CHAPITRE VIII

LA POLITIQUE DE LA RÉACTION.

Personne ne comprit mieux la valeur de la constitution hongroise que le prince de *Metternich,* le fameux chancelier autrichien. Lui, l'auteur de tant de traités d'alliances éphémères, le signataire de tant de combinaisons diplomatiques louches, l'oracle vieillissant du « Congrès de Vienne » se rendait parfaitement compte de la somme de sagesse profonde, de moralité et de vitalité politiques qu'elle contenait, étant le produit de l'union de la légitimité avec la liberté, de la légalité la plus intransigeante avec les aspirations nationales les plus élevées, défiant les injures du temps, entretenant le patriotisme le plus pur et portant dans ses flancs un monde nouveau. C'était tout à fait la contre-partie de son œuvre condamnée d'avance à disparaître, de ses expédients mesquins, de ses complots ténébreux. Jaloux de ses perfections et conscient de sa propre impuissance, il lui voua une haine implacable, non seulement comme champion de la réaction mais aussi comme politicien infatué de lui-même et blessé dans son amour-propre par la résistance vigoureuse et inattendue de la *Hongrie.*

De là son plan de campagne politique longtemps et savamment étudié dans lequel il fait converger sur cette dernière, en dehors des forces intellectuelles et économiques des pays héréditaires, celles dont il peut disposer à l'étranger grâce à son prestige personnel ; de là ses actes arbitraires froidement et cruellement exécutés, par lesquels il espère exaspérer les *Magyars* pour leur faire commettre des illégalités à leur tour. Quant à lui, il use de tous les moyens que n'interdit pas formellement la constitution et qu'il se plaît à inventer avec la satisfaction d'un artiste, sous prétexte de servir les idées monarchiques, de maintenir l'équilibre européen : son arme

principale, ce sera une innovation scientifique du moment qui la lui mettra en main, car justement c'est alors que l'on proclama dans la médecine l'infaillibilité de la théorie des « similia similibus ». Eh bien! *Metternich*, pour combattre la « renaissance de la Hongrie », inventera la « renaissance de l'illyrisme », la « renaissance des Slovaques », la « renaissance daco-roumaine », et la « renaissance des Saxons » !

Pour comprendre les deux premières, ne concernant spécialement que la *Hongrie*, il faut savoir d'abord que « l'illyrisme » et le « slovaquisme « ne sont que les subdivisions du « panslavisme », — mot ainsi défini par *Herkel* dans sa grammaire slave parue à *Bude* en 1826 :» Unio in litteratura inter omnes Slavos, sive verus Panslavismus. » Pour la rendre saisissante, *Louis Gáj*, le chef de l'illyrisme, dépeint cette union par la comparaison suivante : « Dans une moitié de l'Europe on voit s'étendre un géant d'une grandeur démesurée. Sa tête se repose dans le milieu de l'Illyrie, sa poitrine se trouve en Hongrie, son cœur bat sous les chaînes escarpées de la Tatra, ses reins s'appuient sur les plaines de la Pologne, son ventre et ses cuisses sont formés par la Russie incommensurable, et ses jambes se prolongent à travers les steppes glaciales et couvertes de neige jusqu'aux murailles de la Chine. Or pour alimenter ce corps gigantesque il n'y a qu'un seul fluide vital : la nationalité slave (1). ! »

C'est une autre corde que *Jean Kollar*, le poète slovaque, fait vibrer dans les lignes suivantes (2) : « La continuation de la vie de l'humanité échoit donc aux Slaves ! Ce seront eux qui seront les intermédiaires entre le monde du passé et de l'avenir, entre l'Orient et le Midi ; c'est à eux qu'il incombe de rajeunir les éléments vieillissants de la civilisation : problème vraiment beau, honorable et élevé dont la résolution mérite incontestablement les efforts les plus nobles. »

Alors que, au commencement du siècle, ni à *Saint-Pétersbourg*, ni à *Prague*, on ne pensait au panslavisme, le lycée

(1) Danica, supplément littéraire de la *Gazette d'Illyrie*, année 1835.

(2) J. Kollar, *Uber die literarische Wechselseitigkeit zwischen den verschiedenen Stämmen und Mundarten der slavischen Nationen*. Leipsig 1827, p. 63.

luthérien de *Pozsony* (Presbourg) était déjà la véritable pépinière des écrivains panslavistes — *Kollar*, *Schaffarik*, *Palkovics*, *Benedicti*, *Dobrovsky* naquirent en *Hongrie*. — Ce fait ne devait pas être uniquement imputé au hasard. Les *Magyars* — et conséquemment la *Hongrie*, — jouent un rôle considérable dans l'existence de la race slave, et *François* en *Palatzky* en indique clairement l'importance au premier chapitre de la troisième partie de son « Histoire de la nation tchèque. »

« L'invasion et l'établissement définitif des Magyars (dans leur patrie actuelle) est un des événements les plus importants de l'histoire universelle. Le monde slave n'a jamais reçu un coup plus fatal, pendant son existence de plusieurs milliers d'années. Il s'étendait au IXe siècle après Jésus-Christ depuis les frontières du Holstein jusqu'au Péloponèse. Ce fut alors que se forma, juste au milieu du vaste territoire qu'il habitait, sous Rostislav et Svatopluk un tronc, sur les pousses vigoureuses duquel auraient dû s'épanouir un jour les plus belles floraisons de la civilisation à la fois chrétienne et nationale. Mais les Magyars, pénétrant au cœur de cet État en formation, l'anéantirent, anéantissant ainsi tous les espoirs des Slaves. »

Le foyer de l'illyrisme était *Zagrab*, la ville principale de la *Croatie*. Son programme politique consistait dans la création d'une *Grande Croatie*, comprenant tous les habitants slaves catholiques de la monarchie — les *Slovènes* de la *Styrie*, de la *Carniole* et les *Dalmatins* — ainsi que ceux de certaines provinces de la *Turquie*, comme de la *Bosnie* et de l'*Herzégovine*. C'était à peu près faire revivre l'*Illyricum* de l'empire romain, d'où le nom pompeux du mouvement. Vu l'autonomie relative que la constitution hongroise accordait à la *Croatie* (1), celle-ci

(1) Tenant compte de son indépendance antérieure et prenant en considération son caractère de contrée frontière, on accorda à l'ancienne Croatie une existence politique particulière en lui conservant sa division administrative en jupanies, sous le gouvernement d'un banus, et en permettant aux États croates de former une Diète spéciale. Mais ils envoyèrent également des représentants à la Diète hongroise, en partie dans la forme employée par les comitats hongrois pour y envoyer les leurs. La représentation de la Croatie prit cependant plus tard l'aspect d'une délégation de sa Diète : elle était composée, à la Chambre des États de

fournissait l'appoint le plus considérable à l'armée nationaliste que *Metternich* recruta contre la *Hongrie* constitutionelle en fermant les yeux sur ce que les utopies de l'illyrisme pouvaient contenir de principes dangereux pour la sécurité et la tranquillité de la monarchie, et en excitant sa jalousie devant les succès grandissants du magyarisme.

Cantonnés dans quinze départements septentrionaux de la *Hongrie*, les *Slovaques* n'ont jamais joué un rôle politique dans l'histoire du pays. En effet leurs dévastations et brigandages, au milieu du xv[e] siècle, — quand sur l'invitation de la reine *Élisabeth*, veuve du roi *Albert* ce fut le hussite tchèque *Jean Giskra* qui se mit à leur tête avec les siens (1440), — avaient plutôt le caractère religieux ou même social, ayant pour prétexte la propagation de la foi nouvelle, profondément teintée de communisme. Par suite de cette invasion de l'élément tchèque relativement plus civilisé que les *Slovaques*, ceux-ci perdirent pour plusieurs siècles leur indépendance intellectuelle et ne se servirent plus dans la liturgie de l'église luthérienne slovaque que de la langue tchèque, quoique la leur fût bien distincte de celle-ci. Probablement encouragés par les travaux de *Samuel Klein* et de *Sinkai*, en 1790 *Antoine Bernolak* (1762-1813) essaya la séparation scientifique des deux langues — tentative que *Jean Kollar* acheva par la création d'une langue littéraire slovaque. Telles sont les racines aussi ténues que peu profondes du slovaquisme dont *Metternich* fit son allié, en soutenant plus ou moins directement les efforts philologiques de *Louis Stur* et de *Miloslav Hurban*, et en leur promettant leur suprématie dans les contrées qu'ils habitent, pour pouvoir les lancer, au moment propice, contre les *Magyars* du côté du Nord.

Sur la piste de la « renaissance du Pangermanisme » on se retrouve en *Transylvanie*. Introduit dans la monarchie subrep-

la Diète hongroise, de trois députés, des représentants des chapitres et du district privilégié de Turopolya. Quant au banus et aux magnats ayant leur propriétés en Croatie, ils siégeaient à la Chambre des Magnats et cet état de choses à duré jusqu'en 1848... Verböczi déclare que les Etats de Croatie n'ont pas le droit de prendre des résolutions contraires à celles prises par la Diète hongroise. (*La Constitution hongroise d'après le D[r] Samuel Rado* par A. de Bertha. Paris 1898, p. 115 et 116.)

ticement par *Marie-Thérèse* et ouvertement par *Joseph II*, il la considérait tout entière comme sa future proie, et il faut avouer que ses revers politiques étaient en effet largement compensés par les succès qu'il remportait socialement. Car grâce aux *Gœthe*, *Schiller*, *Körner* et à la littérature, à la presse et aux théâtres allemands, grâce à la proximité de *Vienne* et à la nécessité d'y aller pour la solution de certaines affaires importantes, dépendant de la décision directe du souverain, la bonne société hongroise se germanisait d'autant plus aisément que les administrations de la poste, des mines, l'intendance militaire et à plus forte raison l'armée impériale ne se servait que de l'allemand, et que le commerce et l'industrie se trouvaient exclusivement dans les mains de la bourgeoisie citadine c'est-à-dire allemande. Quant à son quartier général, le pangermanisme l'installa dans l'*Université nationale* des *Saxons*, comprenant leurs sept sièges et deux districts, qui attendaient déjà avec impatience l'absorption de la *Hongrie* barbare par la *Grande Allemagne*, ainsi que l'arrivée de leurs frères teutons le long du *Danube*, promu « fleuve allemand », pour civiliser l'Orient, pour bâtir une série de villes allemandes autour de la *Mer Noire!* Changer ces fanfaronnades d'orphéonistes en hostilité réelle contre les *Magyars* ne pouvait pas beaucoup coûter à un *Metternich* ayant des individualités aussi remarquables à sa disposition que le corps enseignant de la nouvelle Faculté de droit de *Szeben*, créée en 1844 pour terminer l'éducation des jeunes *Saxons* dans l'esprit du pangermanisme, auquel les *Henri Schmidt* et les *Benigni* osèrent donner l'épithète de « constitutionnel », quand il s'agissait de combattre les *Magyars* au sujet de la reconnaissance de la langue magyare comme langue d'État.

Dans un chapitre précédent on a pu constater une détente très sensible dans les sentiments de l'élément roumain à l'égard des *Magyars*. Cette bonne harmonie naissante n'a pas échappé à la perspicacité de *Metternich*, et comme il lui était impossible d'y mettre bon ordre directement, en sa qualité de chancelier de l'empire à cause du discrédit où était tombé l'impérialisme aux yeux des *Roumains* depuis la répression de la

révolte de *Hora*, qui les avait complètement déroutés, — il entreprit leur captation indirecte à l'aide de la *Russie* orthodoxe, sa fidèle alliée. C'était chose d'autant plus facile à obtenir que, par suite du traité de paix d'*Andrinople* couronnant glorieusement la campagne fameuse de *Diebitsch Sabalkanski*, la *Russie* détenait justement les vayvodies roumaines comme gage jusqu'au paiement complet de l'indemnité de guerre montant à 10,000,000 de ducats. Il y eut donc dans le plus proche voisinage de la *Transylvanie* une armée d'occupation russe sous le commandement du comte *Kisseleff*, chargé en même temps de l'administration civile du pays — naturellement confiée à des fonctionnaires russes. Le prestige que le nom russe s'était acquis de cette façon ne fit qu'accroître par suite de la publication de « Regulament organic », allégeant sensiblement la situation des serfs roumains des vayvodies. Ceux de la *Transylvanie* en eurent connaissance par l'organe des popes qui ne savaient pas assez vanter la grandeur et la puissance de la *Sainte Russie*. Or elle allait la main dans la main avec l'*Autriche* de *Metternich*, persécutrice de la constitution hongroise et du génie magyar; il fallait donc s'approcher de la première et s'éloigner encore de ces derniers. Telle fut la véritable cause du mouvement anti-magyar que l'on voit se dessiner, dès 1831, au sein de la population roumaine, à moitié réconciliée, de la *Transylvanie*. Si à l'école de *Balázsfalva*, devenue avec le temps un lycée complet, on peut enregistrer plusieurs cas d'insurbordination à la suite desquels l'évêque *Leményi* est contraint de recourir aux bons offices du « gubernium; » si un *Simon Barnutiu*, après y avoir été professeur et après en avoir été chassé pour cause de rébellion avec quatre de ses collègues, s'en va à *Szeben* pour faire son droit à la nouvelle faculté des *Saxons*, malgré les dissensions de ceux-ci avec les *Roumains*, exposées à la Diète de 1841 dans la requête des deux évêques roumains, — ce ne sont que les indices symptomatiques de la grande hostilité latente d'une nationalité que l'on excite et hypnotise par des griefs imaginaires et des promesses fallacieuses. D'ailleurs on voit inoculer le virus de la haine anti-constitutionnelle aux *Serbes* ortho-

doxes également, désireux de devenir les maîtres d'un territoire qu'on ne leur avait alloué que provisoirement, à l'époque de leur arrivée en *Hongrie*

Metternich n'eut pas considéré ce cercle d'animosité, savamment formé autour des *Magyars*, comme entier, si les pays héréditaires y eussent manqué. Il les y fit détester soit en les faisant passer pour insociables, indignes des richesses de la *Hongrie*, soit au contraire à cause de leurs velléités de vouloir s'émanciper de la tutelle économique et industrielle de l'*Autriche*. Pour les hautes sphères il en fit des gens prêts à se révolter à propos de rien, — telle était la valeur des dispositions constitutionelles dans sa pensée, — pour la classe des intellectuels il les dépeignit comme impropres à tout perfectionnement, et devant le peuple, il les rendit ridicules; tâche d'autant plus aisée, qu'il n'y avait pas d'*Autrichien* pour se donner la peine d'étudier la langue, et encore moins la littérature ou l'histoire magyare. Pour mettre l'armée impériale au diapason voulu, il n'avait pas de grands efforts à faire. A la suite de l'émigration française, et des bouleversements napoléoniens, composé en majeure partie de l'aristocratie et de la noblesse internationale, que l'on accueillit en *Autriche* avec la plus large hospitalité, le corps des officiers était très imbu des souvenirs de *Coblentz* et de réaction, et avait à se venger des idées libérales aussi bien par esprit de caste qu'individuellement. Parmi ses membres indigènes les *Magyars* se trouvaient en minorité insignifiante, car pour entrer dans le service militaire il fallait posséder l'allemand et supporter les passe-droits par lesquels, en s'entr'aidant avec une partialité bien compréhensible, les camarades slaves très nombreux arrivaient aux grades supérieurs. Même anomalie dans la liste des diplomates où l'on rencontrait à peine quelques noms magyars, et ceux qui y figuraient appartenaient aux quelques grandes familles que l'adroite politique de *Marie-Thérèse* avait su attirer, fixer et germaniser à Vienne. Et afin qu'à l'étranger les *Magyars* restassent inconnus aussi et que leur cause ne pût éveiller de la sympathie nulle part, par un système de passeports tracassier, *Metternich* rendit les voyages très

compliqués aussi bien pour les *Magyars* voulant sortir de la *Hongrie* que pour les étrangers désireux d'y entrer et d'y séjourner.

A côté de ces mesures de précaution, *Metternich* ne négligea pas d'en prendre de plus énergiques. En 1831, il prescrivit pour la *Transylvanie* une levée de 2,000 hommes, malgré l'opposition de la chancellerie transylvanienne et du « gubernium ». Ce procédé absolument anti-constitutionnel, souleva un tolle général et les départements refusèrent non seulement l'obéissance, mais réclamèrent encore la convocation de la Diète dans le plus bref délai pour mettre fin à un « gubernium » et à une administration où il n'y avait presque plus un seul membre légalement élu. Sur la proposition du général *Wlassics banus* de *Croatie*, envoyé en *Transylvanie* comme commissaire royal extraordinaire, — on se décida alors à la convocation demandée. L'ouverture de la Diète eut lieu le 26 mai 1834 sous la présidence de l'archiduc *Ferdinand d'Este* sans apporter toutefois l'apaisement espéré, l'opposition ayant la majorité et le gouvernement voulant rester inflexible. Aussi se crut-on obligé de clore la législature et de suspendre la constitution dès le 6 février 1835. Et le mois suivant la « table royale transylvanienne » n'hésita plus à condamner le baron *Nicolas Wesselényi* — l'agitateur géant — à cause de « ses agissements troublant la tranquillité publique. » Il le fut deux mois après en *Hongrie* également, à cause d'un discours prononcé dans le Conseil départemental de Szathmár.

Ce « patriote errant » — les conservateurs le baptisèrent ironiquement ainsi — se conduisit d'abord en fervent admirateur du comte *Széchenyi* et n'omit aucune occasion pour le seconder avec dévouement dans ses premières entreprises. Malheureusement, leurs tempéraments n'étaient pas faits pour s'accorder, car si *Széchenyi* représentait l'activité dévorante, ses manières d'agir étaient néanmoins toujours celles d'un « gentleman » accompli qui ne cherche que les moyens persuasifs pour arriver à ses fins, tandis que *Wesselényi* était incapable de maîtriser la fougue de sa puissante organisation, et il aurait voulu faire ployer ses adversaires comme il faisait

ployer les pièces de monnaie. Chez le premier, le désir de réaliser ses plans dominait tous les autres sentiments et le rendait en quelque sorte « opportuniste », pendant que le second voyant « rouge » aussitôt qu'il se trouvait en face de quelques nouvelles perfidies de *Metternich*, était un véritable *Achille* magyar.

Ses efforts portaient sur deux points : affranchir les serfs « afin que ceux qui ne font qu'habiter, deviennent la nation », et réunir la *Transylvanie* à la *Hongrie*, c'est à dire rétablir la situation telle qu'elle avait été avant la bataille de *Mohács*. Ce n'était en somme que vouloir accélérer deux mouvements déjà commencés antérieurement, car les réformes concernant les rapports entre seigneurs et serfs ne pouvaient aboutir qu'à l'affranchissement. Quant à l'*Union*, elle devait en être le corrollaire, vu le trouble qu'elle apporterait dans l'équilibre des nationalités de la *Transylvanie* par l'admission aux droits politiques des *Roumains*, les plus nombreux, mais les moins civilisés et conséquemment les plus accessibles aux avances réactionnaires de la cour de *Vienne*. Ce fut à la Diète de 1741 convoquée à *Pozsony* pour le couronnement de *Marie-Thérèse* que l'on mit l'union la première fois sur le tapis. Mais le gouvernement la considéra comme une chose injuste (1), aussi n'en fit-on nulle mention dans les articles des lois. *Joseph II* y travailla involontairement en réunissant les chancelleries hongroises et transylvaniennes. Après sa mort, elle reparaît sur l'ordre du jour de la Diète de *Kolozsvàr* en 1791, justement au sujet du maintien de cette chancellerie réunie. On y charge une commission de préparer un projet de loi en sa faveur et on en discute les paragraphes dans plusieurs séances; finalement, on vote l'ensemble mais en vain, car à *Vienne* la séparation des chancelleries est devenue entre temps un fait accompli. En tous cas, cette union n'aurait eu aucun avantage pour personne tant elle était mesquinement conçue, dans l'esprit étroit des pires traditions de la féodalité.

Exaspéré par l'insuccès de ses campagnes oratoires et épis-

(1) Arneth, *Maria-Theresias erste Regierungsjahre*. Wien. 1863, t. I, p. 315.

tolaires, *Wesselényi* devint de plus en plus intransigeant et se crut forcé de rompre avec *Széchenyi*, qu'il jugea trop tiède, donnant ainsi une allure plus accélérée aux progrès du mouvement réformiste. C'était attirer à plaisir le courroux du pouvoir. On le fit arrêter et condamner à trois ans de prison, malgré le dévouement extraordinaire qu'il avait montré dans le sauvetage des victimes de l'inondation de *Pesth* en 1838. Être privé d'air et d'exercices corporels est nuisible pour toute organisation humaine ordinaire; pour le colosse *Wesselényi* c'était la mort à courte échéance : il perdit tout d'abord la vue, et mourut effectivement pendant la révolution, à la force de l'âge. L'emprisonnement fut aussi fatal au jeune *Alexandre Lovassy*, dont le crime consistait dans le fait d'avoir donné asile à un réfugié polonais et d'avoir signé dans un album privé : républicain. Nature délicate et impressionnable, *Lovassy* ne put impunément supporter la solitude et le silence de la casemate d'une forteresse autrichienne et en sortit dément.

Les trois ans que *Louis Kossuth* passa à la prison militaire de *Bude*, lui servirent au contraire, non seulement de piédestal pour le désigner à l'adoration de la jeunesse magyare, mais aussi pour acquérir la connaissance du français et de l'anglais et pour élargir en général son horizon intellectuel par des lectures nombreuses et bien choisies. Quoique appartenant à une très bonne et ancienne famille du département de *Zemplén*, célèbre à cause de la facilité d'élocution de ses enfants, il fut obligé de gagner sa vie avec son diplôme d'avocat aussitôt ses études terminées. Il assista à la Diète de 1832-35 comme représentant d'un magnat absent (absentium ablegatus) et y eut l'heureuse idée de rédiger pour les départements un bulletin autographié contenant les résumés des séances. Après la fin de la Diète, l'immense succès moral de cette entreprise le décida à en tenter une semblable sur les séances des « conseils départementaux ». C'était provoquer les foudres du prince de *Metternich*, car ce fut surtout le système de l'administration départementale de la *Hongrie* qui l'irrita le plus, en morcelant l'action centrale du pouvoir et en faisant échouer ainsi ses plans les plus savamment combinés.

Ayant purgé sa condamnation, *Kossuth* devint du coup le champion du mouvement de l'opposition, qu'il servit d'ailleurs admirablement avec sa plume vive et incisive, avec son talent oratoire d'un éclat et d'une véhémence incomparables. Un tel auxiliaire ne pouvait nullement convenir à *Széchenyi*, qui ne voyait le salut de la *Hongrie* que dans sa transformation pacifique; aussi l'attaqua-t-il avec une telle aigreur qu'il eut l'humiliation d'être désobligeamment jugé par l'opinion publique. C'était grandir encore le prestige de *Kossuth*, lui ouvrir la carrière d'homme d'État, le placer dans une situation où le patriotisme, le bon vouloir, le génie d'éloquence sont insuffisants pour remplacer l'expérience, le sang-froid, l'habileté. Mais arrêter les événements était déjà chose impossible, et aux élections pour la Diète de 1847, le département de *Pesth* confia un de ses mandats au célèbre chef du parti libéral, ayant dans son programme les réformes les plus étendues avec la devise : « Indépendance de la Hongrie. »

Quoique dans l'esprit de son auteur cette « indépendance » ne signifiât que la répudiation de l'influence autrichienne sans viser les rapports constitutionnels de la dynastie et de la monarchie avec la *Hongrie*, clairement désignés dans la Pragmatique Sanction, pour la cour de *Vienne* et pour *Metternich* elle devenait une source des plus graves préoccupations surtout depuis que l'on s'était aperçu que l'affranchissement des serfs par voie constitutionnelle ne pouvait tourner qu'à l'avantage de la cause des *Magyars*, ses promoteurs. Alors, par un brusque changement de front, on vit le gouvernement se rallier au parti conservateur, s'identifiant au maintien des privilèges nobiliaires et combattant les réformes par crainte de la révolution. Avouer plus franchement que les reproches adressées jadis à la *Hongrie* sur son état arriéré n'étaient pas sincères et n'avaient d'autre but que de la déconsidérer, eût été impossible. Mais au point où on en était en ce moment, il importait peu d'être deviné; il fallait avant tout être victorieux car, moralement et tacitement, la guerre était déclarée entre la réaction féodale et le constitutionnalisme magyar.

Pour surcroît de complication, l'archiduc *Joseph*, le palatin

très aimé et très populaire de la *Hongrie*, meurt en février 1847, laissant ainsi la vice-royauté en vacance. C'est non seulement la disparition du médiateur bien intentionné entre les deux adversaires prêts à en venir aux mains, mais aussi l'entrée en scène d'un nouveau personnage qui, par sa présence seule, aggrave involontairement les difficultés. Quoique résolue dès 1842, la nomination de l'archiduc *Étienne* succédant dans le palatinat à son père, effraya singulièrement les politiciens de la cour. Élevé à *Bude*, parmi les *Magyars*, comblé de faveurs par l'empereur-roi *Ferdinand*, le chevaleresque premier dignitaire de la *Hongrie* les faisait songer à la récente supplantation de la branche aînée par la branche cadette chez les *Bourbons*, malgré les hésitations de l'archiduc de quitter son poste de gouverneur en *Bohême* et malgré sa conduite irréprochable. N'avait-on pas un souverain faible? ne manquait-on pas d'héritier direct? ne pouvait-on pas redouter que la transmission des pouvoirs du vivant ou après le décès de *Ferdinand* à son neveu l'archiduc *François-Joseph*, ne se fît dans des conditions fâcheuses en face d'un autre membre adoré, énergique, ambitieux peut-être, de la famille régnante? Personnifiée dans le jeune palatin, la *Hongrie* eut un aspect particulièrement inquiétant. Avec sa constitution rajeunie, avec les preuves de sa perfectibilité, avec ses forces nouvelles sous son chef nouveau, elle devenait un argument irréfutable contre les réactionnaires affirmant l'incomptabilité de l'ordre et de la liberté, contre la bureaucratie impériale aux yeux de laquelle le développement libre de la *Hongrie* prenait les proportions d'une ironie humiliante, et contre tous ceux enfin qui, mûs par des raisons égoïstes, ne désiraient nullement la prospérité d'un pays qu'ils ne connaissaient et conséquemment ne pouvaient pas aimer.

Le firmament politique du continent présageait partout des orages formidables. Mise en mouvement par la généreuse initiative de *Pie IX*, l'*Italie* s'apprêtait à une lutte suprême sous la conduite de *Charles-Albert*, et dans la *Lombardie* et dans la *Vénétie*, alors provinces autrichiennes, les comités révolutionnaires bien organisés n'attendaient plus qu'un signal

pour se soulever contre le « tedesco » abhorré. En *France*, sous prétexte d'admettre aux élections les suffrages des capacités, les impérialistes, les républicains et les légitimistes sapaient plus ou moins ouvertement le trône de *Louis-Philippe* tandis qu'en *Allemagne* on préludait théoriquement, et en escomptant l'écroulement de la Confédération, au rétablissement de l'empire.

L'atmosphère intellectuelle était saturée d'électricité, la conscience des peuples remplie de matières inflammables Pour amener par la décharge de la foudre une conflagration générale il ne fallait qu'un léger accident : *Paris*, le fournit, formidable, avec la Révolution de février!

CHAPITRE IX

LA DERNIÈRE DIÈTE HONGROISE ET LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES ROUMAINS

Prévoir d'après ce qui précède, d'une part la transformation graduelle mais complète de la *Hongrie* médiévale en *Hongrie* moderne, et de l'autre la résistance opiniâtre et constante de la cour de *Vienne*, était chose aisée pour tout penseur. En tenant compte de l'esprit d'opposition qui présidait aux élections à la Diète convoquée pour le 7 novembre 1847, on pouvait même hardiment assurer que la marche des événements serait, cette fois, accélérée. Louis *Kossuth* paraissait être d'autant plus maître de la situation à *Pozsony* (Presbourg) que *François Deák*, retenu au lit par une grave maladie, n'était pas présent au début de la session pour atténuer les excès de sa fougueuse éloquence. A vrai dire il y avait lieu à s'abandonner aux plus douces espérances : n'entendit-on pas prononcer des discours entiers en hongrois par l'héritier présomptif du trône, l'archiduc *François-Joseph*, lors de l'installation de l'archiduc *Étienne* comme préfet du département de *Pesth*, ainsi que quelques phrases affectueuses par l'empereur-roi *Ferdinand* lui-même, à l'occasion de l'ouverture de la Diète. Avec sa majorité compacte, réconforté par l'appui du comte *Étienne Széchenyi*, le parti libéral s'engagea résolument dans la voie des réformes : pendant la discussion de la réponse au discours du trône de la Chambre basse, il souleva successivement la question de la création d'un ministère responsable, de l'abolition du servage et de l'avicité, de la liberté de la presse pour la désigner au gouvernement comme les « desiderata » les plus impérieux de la nation. Le projet de loi concernant l'indigénat, d'après lequel on ne devait l'accorder qu'aux personnes connaissant le hongrois, provoqua au contraire de la part des députés croates — reconnus tels de fait et non pas de

droit — des contestations qui décelaient une animosité de mauvais augure chez eux, tandis que le chancelier hongrois, le comte *Georges Apponyi*, quoique rempli des meilleurs intentions mais inféodé à la politique de *Metternich*, voyant les attaques dirigées contre son administration, n'attendait son salut, avec les conservateurs, que de la dissolution de la Diète. Telle était la situation politique à *Pozsony* à la fin du mois de février de l'année bissextile 1848, quand la nouvelle de la Révolution éclatée à *Paris* y arriva.

Le terrain qu'elle y trouva était plus propice à la fécondation que partout ailleurs, car les esprits y étaient déjà suffisamment montés et la Diète lui servait de porte-voix tout indiqué dans son *leader* incomparable : *Kossuth*. Celui-ci ne tarda pas longtemps à exposer le programme du parti libéral. Dans son fameux discours du 3 mars, il énuméra les réformes qu'il jugeait indispensables au bonheur de la *Hongrie* : la représentation nationale, la transformation radicale de la défense nationale, l'administration publiquement contrôlée des deniers de l'État, le règlement de l'accord des intérêts communs avec les pays héréditaires, la création d'un ministère hongrois uniquement responsable au futur parlement hongrois. Et, afin que l'harmornie puisse être absolue entre tous les peuples de la monarchie, il exprima l'espoir que le souverain accordât aussi une constitution aux pays héréditaires. Ces propositions furent acceptées à l'unanimité par la chambre basse. On y ajouta celles de *Szent-Királyi*, visant l'abolition du servage et le paiement d'une indemnité aux seigneurs, l'union de la *Hongrie* et de la *Transylvanie* et la translation du siège de la législature devenue annuelle à *Pesth*. Sur l'invitation du palatin, la Chambre haute adhéra par acclamation à l'adresse contenant toutes ces propositions, et il fut décidé qu'une députation la porterait à *Vienne*. Elle y partit le 15 mars et trouva la capitale impériale en pleine crise révolutionnaire. Enflammée par le discours de *Kossuth* du 3 mars, discours que l'on avait affiché traduit en allemand dans l'Aula de l'Université, la population viennoise renversa sans coup férir le gouvernement de *Metternich*, en-

traînant la chute du chancelier hongrois comte *Apponyi*, et réclama énergiquement l'octroi d'une constitution. *Ferdinand* le lui promit après la convocation des Diètes provinciales dans son manifeste du 14 mars; en attendant, il permit l'organisation de la garde nationale.

Quoiqu'ils eussent beaucoup de sympathie pour le mouvement insurrectionnel, les *Hongrois* gardèrent une attitude irréprochable. Aussi se montrait-on en haut lieu prêt à accéder à leurs désirs, mais on craignait d'avoir l'air d'être intimidé par les agitations de la rue. *Kossuth* se chargea du rétablissement de la tranquillité, et les chefs de l'insurrection le lui promirent. C'était certes un grand succès, mais c'était aussi un trop grand succès. Voir protéger le trône séculaire des *Habsbourg*, à *Vienne* même, par un simple député hongrois, portait un coup terrible à l'amour-propre autrichien. L'humiliation ressentie par la cour à cause de cette intervention intempestive l'avait mal disposée depuis ce moment contre tout ce qui concernait la *Hongrie*. Elle était du reste complètement désorientée, non seulement par suite de la disparition subite de *Metternich* son oracle incontesté depuis plus de trente ans, mais aussi par suite de la tournure menaçante que prenaient les affaires à la fois en *Allemagne* et en *Italie*. Si elle était assez sûre de la fidélité des *Hongrois*, elle pouvait craindre qu'un tel accroissement de leur influence ne nuisît à la sienne moralement et même matériellement. Pour la contrebalancer elle chercha dès lors des points d'appui dans les nationalités non pas pour en faire des alliés proprement dits, elle en faisait trop peu de cas, mais pour démontrer au monde que, malgré sa fameuse constitution, la *Hongrie* avait ses *Chouans* aussi. C'était une de ces alliances que les grands seigneurs contractent avec les plébéiens, dans lesquelles le profit de ces derniers consiste uniquement dans l'honneur de pouvoir fréquenter les premiers et dont, une fois les difficultés passées, ceux-ci ne veulent plus généralement se souvenir.

Ce fut le 17 mars que parut le rescrit royal investissant le palatin des droits royaux les plus étendus, l'autorisant à présenter les membres du futur ministère hongrois et lui enjoi-

gnant de présenter des projets de loi au sujet des réformes les plus pressantes à introduire en *Hongrie*. En vertu de ce rescrit, le palatin nomma ce jour-là même le comte *Louis Batthyány*, le chef de l'opposition à la Chambre haute, président du ministère hongrois dont le premier soin fut d'envoyer une circulaire aux préfets et aux municipalités pour leur recommander de ne pas se laisser troubler dans l'accomplissement des grands devoirs qu'ils avaient à remplir par les mouvements populaires probables. Ces instructions ministérielles visaient principalement la ville de *Pesth* où, le 15 mars, la jeunesse universitaire, ayant pour chefs le poète *Petœfi* et le romancier *Maurus Jokai*, s'était montrée assez inquiétante par la proclamation prématurée de la liberté de la presse et par l'élargissement de la prison d'un condamné plutôt socialiste que politique. Comme dans cette journée mémorable aucune goutte de sang n'avait coulé malgré la jeunesse des chefs, les *Hongrois* en ont fait une sorte de fête nationale annuelle, symbolisant le caractère élevé et pacifique de leur soi-disant révolution.

La Diète consacra le peu de jours qu'il lui restait à vivre — devant faire place à un parlement ouvert aux représentants du peuple tout entier — à la conception des articles de la constitution nouvelle. Ils sont au nombre de trente et un, avec une introduction en tête et donnent entière satisfaction au libéralisme de l'époque ou rendent tout perfectionnement ultérieur possible. En ce qui concerne les questions pouvant intéresser les *Roumains*, il faut citer l'article V, accordant le droit de vote pour les élections législatives à tout sujet hongrois âgé de 20 ans, possesseur d'un certain avoir, ou exerçant une profession libérale, ou exploitant une industrie, quelconque, ou étant commerçant patenté. Dans l'article VII c'est l'union de la *Hongrie* et de la *Transylvanie* qui est proclamée, toutefois avec le consentement supposé de la diète de *Kolozsvár*. L'abolition de la dîme, de la corvée et des redevances pécuniaires figure dans l'article IX, tandis que l'article X supprime les tribunaux seigneuriaux, et l'article XX reconnaît l'égalité et la réciprocité complètes des religions reçues. Dans ce dernier, il se trouve même spécialement une injonction

adressée au gouvernement pour convoquer dans le plus bref délai une assemblée des *Grecs* non-unis, destinée à s'occuper de la réorganisation de leur église.

Malheureusement, les affaires communes aux deux parties de la monarchie n'y sont mentionnées nulle part; on n'y fait allusion à la Pragmatique Sanction que dans l'introduction, car leurs auteurs, le comte *Batthyány* et *Kossuth*, étaient trop pressés et trop préoccupés de la transformation intérieure de la *Hongrie* pour pouvoir penser encore à ses relations avec les pays héréditaires. La camarilla découvrit dans cette omission une arrière-pensée coupable et défiante; elle prit rapidement ses précautions. Parmi les nationalités choyées par *Metternich* pour contre-balancer l'influence hongroise, la mieux préparée et la mieux placée était incontestablement la *Croatie*. Afin qu'elle pût plus aisément servir les dessins de la réaction on lui donna un bàn tout-à-fait dévoué à *Vienne*, et ne cachant nullement ses sentiments antimagyars, dans la personne du colonel baron *Joseph Jellatchitch*, jouissant d'une popularité énorme chez ses compatriotes à cause de la vogue de ses chansons. Il obtint le grade de général de brigade et le titre de conseiller intime en quelques jours, et *Ferdinand* lui accorda sa nouvelle dignité à la veille de la nomination du ministère hongrois, le 7 avril, se dispensant ainsi d'un contreseing du comte *Batthyány* qui l'eût certainement refusé. Mais cet acte inquiétant passa presque inaperçu au milieu de la joie générale avec laquelle la *Hongrie* salua les nouvelles qui lui apprirent successivement la sanction royale accordée à la constitution rajeunie le 11 avril, la convocation de la Diète transylvanienne pour la proclamation de l'*Union* avec la *Hongrie*, le 12 avril et l'entrée en fonction du ministère hongrois, le 16 avril. D'autre part, ce fut le 25 avril que *Ferdinand* signa la constitution octroyée aux pays héréditaires, cédant ainsi en quelque sorte sur ce point aussi aux instances de la Diète hongroise.

La première impression que les nationalités diverses éprouvèrent en apprenant ces victoires du libéralisme magyar, fut une joie sans mélange. Les avantages obtenus les concernaient

principalement puisque c'était relativement dans leurs rangs que l'on comptait le plus de roturiers et de non-privilégiés, destinés à bénéficier des bienfaits de la nouvelle constitution. On vit notamment la jeunesse roumaine faire cause commune avec la jeunesse magyare à *Maros-Vásárhely* le 25 mars où, après avoir pris connaissance des événements de *Vienne* et de *Pesth*, elles se réunirent pour rédiger et signer en commun une pétition à *Ferdinand* V en faveur de la proclamation immédiate de l'union entre la *Hongrie* et la *Transylvanie*. Le 28 mars, il y eut une réunion à *Kolozsvár* dans laquelle les intellectuels roumains adoptèrent la proposition suivante qu'ils soumirent ensuite à plusieurs assemblées populaires roumaines enthousiasmées : ils exigent qu'ils soient rétablis par la noble nation magyare transylvanienne dans des municipes spéciaux roumains, soumis au pouvoir de la sainte couronne hongroise, et que, dans ces municipes, ils puissent employer le roumain. Ils reconnaissent cependant que dans la monarchie hongroise la langue de l'État ne puisse être que le hongrois. Ils l'acceptent également dans la justice et dans l'administration afin que leur unité puisse être maintenue. Pour éviter des confusions, on emploiera dans la haute adminisiration des traducteurs roumains. Que la langue officielle de leurs évêques et l'enseignement dans leurs écoles soient roumains. Que quiconque désire entrer dans l'administration apprenne le hongrois, mais, le sachant, qu'il y soit admis sans difficultés. Il faut que l'égalité de la religion orthodoxe avec les autres religions soit proclamée. Pour le reste, ils adhèrent aux desiderata de la noble nation magyare transylvanienne avec le plus grand empressement et s'ils voient que leurs réclamations présentes sont bien accueillies par elle ils ne repousseront pas l'idée de l'union, voulant ainsi collaborer avec la noble nation hongroise au bonheur et au développement de la patrie en bons citoyens. Par contre, les assemblées populaires des roumains tenues le 25 et le 28 mars dans les villes saxonnes telles que *Brassó* amenèrent presque des collisions sanglantes entre *Saxons* et *Roumains*. (1)

(1) G. Baritiu, *Istoria transylvaniei*, vol. II, p. 88

Si c'était déjà une singulière manière d'accueillir les nouvelles libératrices, à *Balázsfalva* on les reçut encore plus mal. Dès le 25 mars, on y tenait des conciliabules interminables pour arriver à la conclusion que les *Roumains* ne devaient plus « demander » mais, se fiant à la force de leurs bras, tout simplement « exiger ». Il y avait même des exaltés qui ne se contentaient pas de l'exigence, mais qui prétendaient qu'il fallait tout bonnement reprendre ce qui appartenait aux *Roumains,* en suivant l'exemple de *Hora* (1). Finalement, après l'arrivée des jeunes *Roumains* venant de *Maros-Vásárhely*, parmi lesquels *Abraham Janco*, *Ilariano Papiu*, *Mikas*, on accepta la proposition de convoquer une assemblée populaire générale des *Roumains* pour la Saint-Thomas et on convint qu'elle aurait lieu à *Balázsfalva*. Ce fut *Aron Pumnul* qui se chargea de la rédaction de la lettre de convocation que les élèves copièrent séance tenante à plusieurs centaines d'exemplaires pour les distribuer dans tout le pays pendant les vacances de Pâques. Elle était assez amphigourique et obscure : d'un côté elle recommandait aux *Roumains* de prouver par des actes que les autres nationalités leur étaient chère, mais de l'autre l'auteur y parlait de « l'empereur » et ne disait mot des décisions mémorables prises par la Diète hongroise. En terminant, il exhortait les *Roumains* à se réunir afin qu'ils pussent se concerter au sujet d'une requète que cette assemblée adressa aux « pères conscrits » en faveur de leur émancipation.

Un écrit aussi énigmatique ne pouvait que produire des effets diamétralement opposés : la jeunesse roumaine de *Nagy-Várad* (Hongrie) y répondit le 9 avril par une circulaire engageant ses frères de race à se fier à la magnanimité de la nation hongroise et à travailler pour l'union, tandis que l'on vit se répandre en même temps une proclamation non signée, mais émanant indubitablement de *Barnutiu,* dans laquelle on prononce l'anathème contre tout *Roumain* enclin à favoriser l'union avant que la nation roumaine ne soit reconnue comme quatrième nation par la diète de *Transylvanie*.

(1) *Memorii din 1848-49 de Vasilie Moldovan fost prefect al legiunei* III, in 1848-49. Brassoov 1895, p. 5 et suivantes.

Deux raisons contribuèrent puissamment à rendre aux *Roumains* transylvaniens cette dernière manière de voir haineuse plus sympathique que l'accord avec les *Magyars*. Dans leur ignorance profonde, ils étaient tout à fait incapables de comprendre quelque chose au succès parlementaire du libéralisme magyar; aussi ne voyaient-ils dans les solennités avec lesquelles on supprima le servage dans les départements limitrophes de la *Hongrie* et dont les bruits leur revenaient, que la défaite des seigneurs qu'ils croyaient déjà livrés à leurs ressentiments. Or, prolonger cette ignorance et entretenir cette erreur ne pouvait qu'accroître l'influence des meneurs, encouragés à agir plus hardiment dans le courant impétueux du libéralisme qui prenait sa source au milieu de la Diète hongroise et envahissait tout le pays.

D'ailleurs, il y avait en *Transylvanie* des émissaires venant de la *Valachie* où, d'après les rapports de *Timoni*, le consul autrichien, on organisait des comités pour propager l'idée de la création d'une *Daco-roumanie* destinée à rassembler sous un sceptre tous les pays habités par les *Roumains* et conséquemment aussi la *Transylvanie*. Le mémoire, rédigé en ce sens-là à *Craïova*, offrait au prince *Bibesco* le trône de ce royaume projeté. Prévenu par les avertissements de *Timoni*, le commandant militaire en *Transylvanie* prit toutes les mesures pour empêcher à la frontière l'entrée des agitateurs et prévint le gouverneur de faire surveiller leurs agissements de son côté par les autorités civiles. Précautions d'autant plus superflues qu'effrayés par le développement futur inévitable du magyarisme, les *Saxons* publiaient une quantité de brochures allemandes pour prêcher en faveur de la création d'un pays semblable. Leurs projets ne différaient des tendances roumaines que relativement à la situation politique que cette *Daco-roumanie* de leur rêve devait occuper : les *Saxons* la désiraient incorporée dans la monarchie des *Hasbourg*, tandis que les jeunes boérs la comprenaient indépendante, gouvernée par une dynastie nationale. Des nuances pareilles échappent à un peuple aussi arriéré que le peuple roumain d'alors. Il ne comprenait qu'une chose : que son inimitié contre ses seigneurs

magyars était partagée par son antagoniste ordinaire, la bourgeoisie saxonne elle-même, à la magnanimité de laquelle il devait son affranchissement sur le territoire saxon depuis le 3 avril. Du reste, l'union ne plaisait pas aux conservateurs magyars non plus et soit par indolence, soit par crainte de l'avenir, la noblesse magyare transylvanienne ne montrait pas assez d'empressement dans l'application des réformes théoriquement sanctionnées par la constitution nouvelle.

Les effets de toutes ces excitations convergentes sur le roumanisme ne se firent pas longtemps attendre. Dès le 15 avril, il y eut un véritable soulèvement à *Voelisoek* où le représentant de l'autorité fut tellement maltraité par les habitants roumains du village, qu'il en mourut le lendemain. Cet exemple encouragea les serfs de même nationalité des départements de *Doboka*, du *Haut* et du *Bas-Fehér*, à ne plus obéir, ni aux seigneurs, ni à l'administration départementale. Le « gubernium » recourut alors dans ces contrées à la proclamation de la loi martiale, symbolisée par l'érection d'un gibet dans les communes où on la proclamait : coutume fâcheuse léguée par le moyen âge, qui mettait dans une singulière lumière le libéralisme magyar quoiqu'elle fût amplement motivée par les excès commis, nombreux et graves, ainsi que par l'attitude menaçante des nationalités éparpillées dans les autres pays de la couronne de Saint-Étienne. *Jellatchitch*, installé à *Zagrab* contre la volonté du ministère hongrois, décréta, le 25 avril, l'indépendance administrative et financière de la *Croatie* à l'égard de la *Hongrie*; et les *Serbes* de la *Hongrie* désireux de créer une vayvodie serbe dans les contrées situées sur la rive gauche du *Danube*, en face de la *Serbie*, la préparèrent le 24 avril à *Nagy Kikinda* par des troubles sanglants, en attendant l'assemblée populaire convoquée par *Rajatchitch*, leur patriarche, pour le 15 mai, à *Karlócza*.

Vu cet état de choses, le « gubernium » ne voulait pas entendre parler de la réunion projetée des *Roumains*. Il enjoignit donc à leurs deux évêques de l'empêcher, en les prévenant en même temps, que de son côté il s'était adressé au commandant en chef militaire pour avoir sous sa main des

forces suffisantes au maintien de l'ordre dans le cas où la réunion aurait quand même lieu. *Leményi* se montra prêt à agir selon les intentions du gouvernement; il remarqua cependant qu'il croyait indispensable la convocation des *Roumains* notables afin qu'il pussent se concerter au sujet d'une requête, destinée à exposer devant la Diète les vœux du roumanisme. Ayant trouvé juste l'observation de l'évêque grec uni, le « gubernium » lui permit la convocation demandée, ainsi qu'à l'évêque grec non-uni *Siaguna*, en exprimant le désir toutefois que ces réunions fussent séparément tenues. Tout en interdisant la réunion annoncée pour la Saint-Thomas, *Leményi* convoqua donc ses fidèles pour le 15 mai à *Balázsfalva* où il siégeait, et dans l'absence de *Siaguna*, le consistoire orthodoxe de *Szeben* à cette date également, mais sans indiquer l'endroit de la réunion : oubli volontaire ou involontaire qui laissa le champ libre à toutes les interprétations. Les *Roumains* comprirent cependant qu'ils devaient se rendre tous au seul endroit indiqué. Car les meneurs leur avaient clairement expliqué qu'il fallait faire croire au monde qu'ils ne devaient pas leur liberté à la Diète hongroise, mais à eux-mêmes ou tout au moins à l'empereur d'*Autriche*.

Dans ces conditions, on peut considérer la réunion de la Saint-Thomas comme une répétition générale seulement. Le clergé brillait par son absence et la foule ne se composait que des paysans venus des environs. Les orateurs se tenaient sous le porche de l'église, et tout en faisant allusion aux souffrances que les *Roumains*, les plus anciens habitants du pays, enduraient depuis de longs siècles, ils engageaient leurs auditeurs à la patience et leur recommandaient de rentrer chez eux. Ce fut *Simon Barnutiu* qui eut le plus de succès; on détela les chevaux de sa voiture et on le porta triomphalement de l'auberge jusqu'à la susdite tribune improvisée. *Leményi* prononça aussi quelques paroles pacificatrices, mais, d'après le rapport du sous-préfet, *Hilaire Papiu* le tourna en ridicule. Finalement, on se dispersa en se donnant rendez-vous pour le 15 mai. Le soir, la ville fut illuminée.

On peut admirer dans cette réunion la manière habile avec

laquelle la part qui revenait aux *Magyars* dans la conquête des libertés politiques, fut escamotée. On la passa sous silence en présence des représentants magyars de l'autorité, en se promettant de faire mieux à la prochaine occasion. Et l'on se tint d'autant plus facilement parole qu'entre temps les *Saxons* de *Szeben* se déclarèrent ouvertement contre l'union en affichant bruyamment leur attachement à l'empire d'*Autriche* et au caractère impérial du souverain de la *Hongrie*. Cette attitude ne déplaisait nullement à une fraction importante du corps d'officiers de l'armée impériale à laquelle la future transformation de celle-ci en armée hongroise répugnait. D'autre part, on adressa des invitations aux célébrités du roumanisme résidant tant en *Hongrie* que dans la *Valachie* et la *Moldavie*, afin que l'Assemblée ait l'aspect d'une démonstration nationale imposante autant par le nombre des assistants que par leur qualité et provenance. Le « gubernium » y envoya comme commissaires le comte *Bánffy* et un conseiller du gouvernement, tandis que le commandant en chef s'y fit représenter par le général *Schurter* à la tête d'une petite division formée de soldats de toutes armes et de deux canons. On a évalué la foule accourue dès le 13 mai à 30 ou 40.000 personnes, parmi lesquelles beaucoup d'ecclésiastiques et de femmes. On s'assembla d'abord devant l'église décorée de drapeaux autrichiens, tricolores, — sensément roumains — composés de bleu, rouge et blanc, tandis que la *Hongrie* ou la *Transylvanie* n'étaient représentées par aucun emblème. Ce fut l'hymne autrichien que le peuple y chanta avec des paroles roumaines en l'honneur du général *Schurter* et en terminant les travaux de l'Assemblée. *Siaguna* pria en outre ce même général de vouloir bien transmettre les hommages des Roumains à l'empereur, et à la dynastie à laquelle ils doivent tout ce qu'ils possèdent.

A cause de la chaleur et de l'exiguïté de la place, les assistants se transportèrent sur un pré appelé « le pré grec », où, après l'élection comme présidents de *Leményi* et de *Siaguna*, *Simon-Barnutiu* prononça un discours plein de fiel dans lequel il repoussa fièrement la liberté offerte par les *Magyars* au prix

de leur hégémonie et de l'unité de l'état magyar. A quoi sert la liberté de la presse, si l'on peut poursuivre et condamner les écrivains roumains, défenseurs de leur nationalité? Quel est l'avantage de posséder un ministère, même composé de *Roumains*, s'il ne s'occupe des intérêts du roumanisme? Pourrait-on espérer le développement du génie roumain dans une *Hongrie* où les *Magyars* ne veulent reconnaître qu'une nation? Que signifie l'égalité devant la loi, si on ne peut s'adresser au tribunaux qu'en hongrois? Quant à l'abolition du servage, elle est imposée par la force des choses avec ou sans l'union. « Nous ne nous asseyons pas à la table de la liberté magyare, s'écria-t-il enfin, car les mets y sont empoisonnés! » En guise de conclusion il proposa donc l'adoption des quatre résolutions suivantes : 1° On baptisera le champ où a eu lieu cette première assemblée roumaine « le champ de la liberté » (Câmpul libertatei). 2° La nation roumaine déclare vouloir rester fidèle à S. M. l'empereur d'*Autriche*, roi de *Hongrie*, grand duc de *Transylvanie* et à l'auguste maison autrichienne. 3° La nation roumaine se proclame, en se basant sur les libertés politiques, nation indépendante et faisant partie intégrante de la *Transylvanie*. 4° La nation roumaine prête le serment suivant à l'empereur, à la patrie et à la cause roumaine : « Moi, N. N. je jure sur le Dieu vivant le Père, le Fils et le Saint-Esprit, que je resterai fidèle à l'empereur d'Autriche, au grand duc de Transylvanie Ferdinand I[er] et à l'auguste maison autrichienne. Je serai l'ami de ses amis, l'ennemi de ses ennemis; qu'en ma qualité de Roumain, je maintiendrai la nation roumaine toujours sur le chemin du droit et de la justice et que je la protégerai de toutes mes forces contre toute attaque et oppression et que je ne ferai jamais rien contre les intérêts et les droits du roumanisme, mais que je resterai toujours attaché à notre langue et religion roumaines. Conformément à ce principe, je respecte toutes les nationalités de la Transylvanie et j'espère que j'en aurai le même respect en retour. Je ne ferai rien pour opprimer les autres, mais je ne souffrirai de personne d'être opprimé. Je veux contribuer selon mes forces à l'abolition du servage, à l'affranchissement de l'industrie et du com-

merce, à la défense du droit, au progrès de l'humanité, de la nation roumaine et de notre patrie. Que Dieu me protège et accorde à mon âme le salut éternel! Amen! » Les résolutions furent adoptées à l'unanimité, et on prêta le serment demandé les mains levées vers le ciel.

Ce fut le deuxième jour que *Lauriano* présenta les seize articles devant servir à résumer le programme politique de la nation roumaine. Elle y exige, partant du principe de la fraternité et de la liberté, son indépendance en matière politique; qu'elle puisse figurer à la Diète comme nation reconnue et en proportion de son importance numérique; qu'elle puisse avoir ses représentants dans l'administration, la magistrature et l'armée et que la législature et l'administration emploient sa langue dans la même proportion. Elle exige en même temps qu'elle puisse tenir une assemblée nationale tous les ans. En fait de religion, l'assemblée exige que l'église roumaine soit indépendante et qu'elle soit mise sur le même rang que les autres églises. Elle demande le rétablissement du métropolite et la convocation annuelle d'un synode. Elle demande l'abolition du servage, de la dîme et de la corvée. La nation roumaine désire la liberté industrielle et commerciale, la liberté de la presse, la liberté individuelle, l'introduction de la verbalité et de la publicité dans la justice, la nomination d'une commission composée des délégués de toutes les nations de la *Transylvanie* pour s'occuper des questions litigieuses relativement aux biens communaux, le paiement par l'État de son clergé, la création d'écoles roumaines de tous rangs au frais de l'État, mais tout en conservant pour elle-même le droit de choisir les professeurs. La nation roumaine exige la convocation d'une Diète composée de représentants de toutes les nations de la *Transylvanie* pour élaborer une nouvelle constitution pour ce pays, et elle demande que les autres nations transylvaniennes ne s'occupent de l'union qu'après l'avoir consultée; car dans le cas contraire, elle serait obligée de s'opposer solennellement à sa proclamation.

Ces articles furent unanimement adoptés et on décida d'envoyer le tout d'une part à *Ferdinand* et de l'autre à la

Diète convoquée pour le 29 mai. Après l'élection des deux députations chargées de transmettre les requêtes, la première ayant *Siaguna* pour président et la seconde *Leményi*, on forma un *Comité permanent*, composé de vingt-cinq membres et devant siéger à *Szeben* sous la présidence de *Siaguna* et avec *Simon Barnutiu* pour vice-président afin que par ses soins les réponses du souverain et de la Diète puissent être recueillies et une nouvelle assemblée convoquée.

Si l'ostentation avec laquelle les *Roumains* ont souligné et spécifié leurs demandes au sujet des différentes libertés, indiquait clairement le désir de ne vouloir rien devoir aux *Magyars* et de pouvoir faire croire à la foule ignorante que l'amélioration projetée de son sort n'était pas le résultat de la sollicitude de la constitution hongroise, mais de la leur, la formation de ce comité dont la direction devait, par l'absence de *Siaguna* fatalement échoir au magyarophobe *Barnutiu* était absolument une déclaration de guerre à l'adresse du gouvernement hongrois. Installé au milieu des *Saxons* à *Szeben* où l'on ne ressentait pas beaucoup d'affection pour l'union, il se sentait en sécurité pour travailler à l'organisation du soulèvement des *Roumains*.

CHAPITRE X

LA DERNIÈRE DIÈTE TRANSYLVANIENNE ET LA SECONDE ASSEMBLÉE DES ROUMAINS.

Dans la pensée des députés magyars et sicules, la Diète de *Kolozsvár*, convoquée pour le 29 mai 1848, n'était qu'une formalité : accepter et proclamer officiellement l'union avec la *Hongrie*, selon les dispositions de l'article VII de la nouvelle constitution. Aussi, après le discours hongrois du général baron *Puchner*, commandant en chef en *Transylvanie* et, dans l'espèce, commissaire royal chargé de l'ouverture de la Diète, on procéda immédiatement à la disscusion de la troisième proposition royale, c'est-à-dire de celle concernant l'union. Le baron *Denis Kemény* y prit part le premier en donnant lecture du projet de loi que les *Magyars* avaient préparé à ce sujet. Comme *Roumain, Alexandre Boheczel*, le député de la ville de *Hátszeg*, ne voulut le voter que sous la condition que l'on fît de la nation roumaine la quatrième nation reconnue du pays. De son côté, le député sicule d'*Illyefalva*, *Daniel Gál*, ne promit son adhésion qu'au prix de la transformation en gardes nationaux des *Sicules* des *Confins militaires*. Alors un autre *Roumain*, le député de *Vajda-Hunyad*, *Constantin Papfalvi*, réunit les deux amendements et déclara qu'il fallait avant tout reconnaître les *Roumains* comme quatrième nation et transformer aussi les deux régiments roumains des *Confins* en gardes nationaux. Le baron *Wesselényi* n'eut pas beaucoup de peine à démontrer que la nouvelle constitution hongroise établissant l'égalité devant la loi de tous les sujets hongrois, il serait superflu d'entrer dans ces détails car, par l'acceptation de l'union, cette constitution entrerait en vigueur en *Transylvanie* également, abolissant tous les vestiges de la législation médiévale. Après cette explication les deux députés de nationalité roumaine qui parlaient au nom de la nation roumaine et le député sicule se

considérèrent comme rassurés et ne virent plus d'obstacles à voter l'union.

Parmi les quinze députés saxons, un seul consentit à se rallier à l'opinion des *Magyars* et des *Sicules*. Ceux de *Brassó* et de *Szász-Seben* posèrent des conditions dont le rejet les eût forcés à protester contre l'union. Sous l'impression d'un superbe discours de *Charles Szász*, dans lequel il leur reprocha de vouloir arracher à la *Hongrie* un territoire qu'elle leur avait donné et de vouloir employer contre elle les richesses qu'ils y avaient acquises, ils tinrent à l'issue de la séance une réunion nocturne où ils décidèrent cependant l'acceptation du projet de loi avec une majorité de cinq voix. Mais ce revirement ne devait pas être attribué à l'effet de l'éloquence seule : ayant appris de l'aide de camp du baron *Puchner*, à son retour de *Vienne*, les sentiments bienveillants de *Ferdinand* à l'égard de la nouvelle constitution hongroise et ayant reçu des avis de l'*Allemagne* dans lesquelles on leur recommandait de s'unir aux *Magyars* dans l'intérêt du libéralisme, ils croyaient plus prudent de se montrer conciliants. De là leur attitude dans la séance du 30 mai. Après avoir prononcé quelques paroles patriotiques, *Wesselényi* y posa la question de savoir si l'on accepterait ou non l'union dans l'esprit de l'article VII de la constitution hongroise. Et comme l'enthousiasme avec lequel les *Magyars* et les *Sicules* répondirent affirmativement pouvait ressembler à un moyen d'intimidation, le baron *Denis Kemény* pria l'assistance de laisser la parole à ceux aussi qui pouvaient ne pas être du même avis. Au milieu d'un silence religieux, ému jusqu'aux larmes par cette magnanimité chevaleresque, *Élie Roth,* le député de *Brasso,* prit alors sur lui de déclarer au nom de ses collègues saxons l'adhésion de sa nation à l'union, espérant qu'elle ne serait pas en contradiction avec la Pragmatique Sanction et que l'on prendrait en considération les revendications légitimes de leurs commettants.

La députation roumaine, ayant pour président l'évêque uni *Leményi* et envoyée par l'assemblée de *Balázsfalva* pour présenter à la Diète les fameux seize articles plus haut énumérés, assista à la séance dans les rangs du public. Après l'adoption

à l'unanimité de l'union, la jeunesse magyare prit *Leményi* et le député saxon *Schmidt* sur ses épaules. L'évêque bénit alors l'union et saisit l'occasion pour affirmer que si l'union avait des opposants, ceux-ci ne représentaient que leurs personnes et nullement la nation roumaine. Pendant qu'il parlait, on lui présenta un drapeau tricolore hongrois quelconque qu'il saisit et qu'il souleva. Or il y avait sur ce drapeau une inscription : « L'union ou la mort, » c'est-à-dire la devise de la jeunesse magyare, qu'elle avait adoptée pour exprimer son attachement profond au projet de loi en discussion. L'historien roumain y voit, avec une malveillance indéniable, sinon une menace, au moins une tentative d'humiliation à l'adresse de sa nation.

La séance fut reprise dans l'après-midi même de cette journée historique et on y élut une commission composée de vingt-cinq membres dont quatre *Saxons* et trois *Roumains : Leményi*, *Siaguna* et *Boheczel*. Elle eut pour mission d'établir le texte définitif de la loi. En voici la disposition principale :

« Considérant la chaleureuse sympathie avec laquelle la Transylvanie a reçu l'article VII de la loi de 1848, créée par la législature hongroise ; considérant qu'elle a fait complètement sienne l'union de la Hongrie avec la Transylvanie, tout en maintenant avec la monarchie ses liens, qu'avait noués la Pragmatique sanction, intacts et dans leur sens le plus large : il en résulte que comme en Hongrie — la sœur-patrie — on a déjà proclamé et mis en pratique l'égalité devant la loi de tous les sujets, on en reconnait le principe immuable et éternel ici, et de la même façon aussi pour tous les habitants de la patrie sans distinction de race, de langue ou de religion, et on déclare toutes les lois existantes, qui sont avec elle en contradiction, dès à présent abrogées. »

Suivent quatre paragraphes : le premier corrige une erreur arithmétique de la loi hongroise et élève le nombre des députés transylvaniens pour le parlement de Pesth de 69 à 73 ; le deuxième se rapporte à la nomination de la commission chargée de régler les détails de l'union ; le troisième concerne les mesures transitoires à prendre et le quatrième l'administration et la magistrature.

Pour faire sanctionner cette loi par *Ferdinand*, on l'envoya à *Inspruck* où la cour s'était retirée après les nouveaux troubles qui avaient ensanglanté *Vienne* au milieu du mois de mai. A peine remise au souverain par les envoyés, la loi fut sanctionnée le 11 juin par une clause signée de la main de *Ferdinand* qui la reconnut obligatoire aussi bien pour lui-même que pour ses successeurs. A *Kolozsvár*, elle fut promulguée dans la Diète le 19 juin, mais l'exemplaire original de la loi destiné à être conservé, ne porta jamais la signature royale, ni le contre-seing du chancelier parce qu'on ne l'expédia à cet effet au ministère de l'Intérieur hongrois que le 27 juillet, et la formalité requise par la constitution ne put être remplie plus tard à cause des événements.

Ce fut le 20 juin que la diète transylvanienne s'occupa du « Mémoire » des *Saxons* et de la requête de l'assemblée roumaine de *Balázsfalva*. On renvoya le premier à la commission de l'union chaleureusement recommandé, quant à la seconde on fit à son sujet la résolution suivante : « Les États comprennent qu'il est de leur devoir de donner les gages d'un amour fraternel à leurs concitoyens roumains avec qui ils ont partagé leur bon et mauvais sort pendant des siècles et dont les droits et les devoirs sont aujourd'hui égaux aux leurs: — mais ils trouvent que les lois hongroises de 1848, entrées en vigueur en Transylvanie aussi depuis la proclamation de l'union, font grandement disparaître les raisons de leurs peines et de leurs réclamations légitimes et remplissent pleinement leurs équitables demandes. En ce qui concerne le règlement juste et pratique des affaires encore en suspens, comme elles intéressent les Roumains vivant en dehors de la Transylvanie ainsi qu'en général les autres habitants de la patrie aussi et comme elles forment l'objet des discussions du parlement composé des représentants de toute la population de la patrie, il serait déplacé de s'en occuper maintenant dans le courant de cette législature spéciale. »

La réponse verbale (du 11 juin) et la réponse écrite (du 18 juin) données par *Ferdinand* à la députation roumaine présentant la requête de l'assemblée de *Balazsfalva* et conduite

par *Siaguna*, exprimaient le même sentiment bienveillant mais constitutionnel. « J'attends de vous, dit le souverain en terminant, qu'attachés fidèlement à ma couronne hongroise, vous évitiez tout ce qui pourrait amener des complications; car vous ne pouvez jouir en sécurité des libertés que je vous ai accordées, qu'en restant en bonne harmonie avec vos concitoyens. »

Pour contre-balancer l'effet salutaire d'une déclaration royale pareille et de l'attitude bienveillante de la Diète de *Kolozsvár*, les membres du Comité national roumain de *Szeben* n'avaient qu'à passer sous silence tout ce qui pouvait être favorable à la cause hongroise et raconter de prétendues atrocités sur le compte des *Magyars* et des *Sicules* dans les journaux roumains et saxons qu'ils avaient entièrement à leur disposition et qu'ils distribuaient au besoin dans un milieu où toute prose imprimée est considérée, à cause de sa rareté, comme parole d'Évangile. Ce fut ainsi qu'il leur réussit de faire accroire à leurs naïfs lecteurs que loin d'être pour l'abolition du servage, les *Magyars* en faisaient un piège pour y faire tomber les paysans roumains qu'ils voulaient exterminer. N'eurent-ils pas l'aplomb d'en appeler au monde civilisé tout entier au sujet des femmes violées de *Koslard* et du massacre de la population paisible de *Mihálczfalva* (le 2 juin)? Or d'après la déposition elle-même de 40 habitants roumains de ces deux communes, les autorités ne s'y rendirent à la tête de deux bataillons de gardes nationaux sicules qu'à cause d'une mutinerie qui éclata par suite de l'impatience des paysans attendant leur libération. Cette mutinerie cessa à *Koslard* d'elle-même et sans qu'il fût tombé une seule larme des yeux d'une seule *Roumaine*, tandis qu'à *Mihálczfalva* ce furent les paysans roumains qui tirèrent les premiers, après avoir barré la route de leur masse compacte toute une journée pour empêcher l'entrée du préfet dans la commune. D'ailleurs les investigations de la justice découvrirent que la veille de l'échauffourée, *Mihálczfalva* avait reçut la visite du professeur *Aron Pumnul*, membre du comité national. On transforma les incidents d'un marché d'*Abrudbánya* également en atrocités, quoiqu'ils fus-

sent simplement des faits qui se reproduisent chaque fois que la police intervient dans une rixe. Mais ici ce furent des gardes nationaux hongrois qui intervinrent pour séparer les combattants roumains ; ils ne pouvaient donc commettre que des iniquités ! De fait, on dut y arrêter plus tard un ecclésiastique roumain, parce qu'il excitait ses ouailles contre les *Magyars*. Mais son incarcération ne servait qu'à fournir un thème de plus pour les éternelles variations fantaisistes que les publicistes roumains brodaient sur la barbarie magyare. On dépeignit avec des détails horribles le martyre d'une fille roumaine et d'un père de famille roumain, tués à *Szent-Király* sans rime ni raison, et l'on dénonça les gardes nationaux magyars comme désireux de se jeter sur *Balázsfalva* pour y mettre à sac l'évêché roumain et pour y détruire les locaux des écoles roumaines.

Il faut rapporter à l'honneur du consistoire de l'église grecque orientale que non seulement il se tenait éloigné de tous ces agissements mais qu'il s'en plaignit même au gouverneur dans une lettre datée du 7 juin. Il y exprima la crainte que ces fauteurs de désordre, déjà coryphées à l'assemblée de *Balázsfalva* ne réussissent à soulever le peuple ignorant. « Tout le monde connaît leur nom, car étant membres du « Comité national », ils parlent contre l'union au nom du roumanisme tout entier et excitent et poussent le peuple roumain contre le peuple hongrois. » Et les membres du consistoire ne se cachaient pas de cette opinion ; ils l'exprimèrent en face des jeunes agitateurs eux-mêmes, comme le prouve la scène de pugilat rapportée par *Baritiu*, qui se passa à *Szeben* dans un conciliabule du comité entre un de ses membres âgé, modéré, et *Abraham Janco* (1).

Si l'on tient compte de la nature apathique des *Roumains*, leur pacification à l'aide d'éléments aussi assagis et patriotiques pouvait être encore facilement entreprise à ce moment, d'autant plus que le « gubernium » ne tarda pas à dissoudre le Comité et à déférer en justice ses membres les plus remuants.

(1) Baritiu, *Istoria Transilvaniei*, vol. II, p. 164.

Malheureusement les *Saxons*, et derrière eux la réaction, faisaient tous leurs efforts pour empêcher la réconciliation entre *Magyars* et *Roumains*. D'après certains historiens magyars, il y aurait eu de véritables traités verbaux au sujet de la coopération effective des *Roumains* et des *Saxons* contre l'union, — traités de peu d'importance tant que le ministère hongrois put disposer de l'armée impériale, mais traités calamiteux au service des ennemis de la cause hongroise. Et, hélas! la camarilla entraîna la dynastie de plus en plus dans les rangs de ces derniers dès cette époque.

Comme au mouvement libéral du mois de mars, ce fut *Paris* qui donna l'impulsion à cette volte-face funeste. Vainqueur des insurgés de juin, le gouvernement de la *République française* se vit forcé de retourner en arrière, après avoir perdu pied dans le courant tourbillonnant d'une politique sentimentale et fantaisiste : reculade significative, qui remonta le courage de la réaction sur tout le continent. D'autre part, les troubles survenus dans les *Principautés danubiennes* y amenèrent les armées de l'empereur de *Russie*, *Nicolas I*er, à peu près à la même date, tandis qu'en *Italie* le maréchal autrichien *Radetzky* infligeait une sérieuse défaite au roi de *Sardaigne*, *Charles-Albert*, à *Custozza*, quelques semaines plus tard. C'étaient autant d'atouts dans les mains de la cour de *Vienne*, devenue de plus en plus méfiante par suite des écarts de langage de certains orateurs du parlement hongrois, réuni à *Pesth* et ouvert par l'archiduc palatin *Étienne*, le 5 juillet. Car pour ne parler que de *Louis Kossuth*, si le 11 juillet il obtient du patriotisme des 415 députés hongrois la création d'une armée de 200,000 hommes et l'autorisation de contracter un emprunt de 42,000 florins — sa phrase célèbre : « Je me prosterne devant la grandeur de la nation, » a été prononcée ce jour-là, — le 20 juillet suivant, à propos de l'envoi possible des recrues hongroises en *Italie*, il donne une telle interprétation à la Pragmatique Sanction, que le ministre président, et les ministres de la Justice et de l'Instruction publique se voient obligés à le désavouer. Confier une mission diplomatique auprès du parlement allemand de *Francfort* (le 19 juillet)

à l'historien *Ladislas Szalay* avait aussi l'air d'un acte séparatiste puisque c'était se passer de la diplomatie impériale et s'adresser à un corps politique plein d'exigences à l'égard de la monarchie et conséquemment mal noté en haut lieu. Il y eut même des députés qui ne craignirent pas de déclarer ouvertement que si les troupes impériales n'arrivaient pas à se rendre maîtresses des *Serbes* révoltés, c'est qu'elles étaient de connivence avec ceux-ci, conformément à certains ordres secrets venus du ministère de la guerre viennois (le 19 août). Paroles irréfléchies d'autant plus graves que pendant ce temps-là *Jellatchitch* promettait à la cour 50,000 soldats croates pour la défense des provinces italiennes.

Entre ces deux interprétations diamétralement opposées de la Pragmatique Sanction, les hommes d'État autrichiens n'hésitèrent pas un seul instant. Ce fut le ministre *Doblhoff* qui consigna leur manière de voir dans un mémoire où il conclut à la nécessité de reviser la constitution hongroise nouvelle dans l'esprit de la Pragmatique Sanction, d'assurer l'intégrité de la monarchie et de rétablir l'unité de son gouvernement.

Présenté par son auteur, d'abord au parlement autrichien, ce mémoire fournit une base théorique excellente à la camarilla pour rétrograder sur le terrain parcouru depuis le mois de mars. Grâce à lui, *Ferdinand* put rendre par son rescrit du 4 septembre à *Jellatchitch* toutes ses dignités retirées entre temps, en le complimentant sur sa fidélité à la dynastie et à l'unité de la monarchie. Ce rescrit ne fut contresigné par aucun ministre hongrois et entraîna la démission du prince *Esterházy*, ministre « a latere », inaugurant ainsi les hostilités entre le souverain et le parlement hongrois. La folie du comte *Étienne Széchenyi* se déclara le lendemain, pour diminuer encore les dernières chances d'une transaction pacifique.

Désireux de connaître les véritables intentions de la cour, le parlement de *Pesth* envoya alors une délégation à *Vienne*, sous la présidence du président de la Chambre basse, *Denis de Pázmándy*. Dans son allocution adressée à *Ferdinand*, *Pázmándy* l'adjura de venir au milieu de ses *Hongrois* fidèles, car sa présence seule suffirait pour désarmer les *Serbes* révoltés et déli-

vrer la *Croatie* de la dictature militaire qui l'empêchait de s'expliquer librement et de s'entendre équitablement avec la *Hongrie*. Mettant en avant la faiblesse de sa santé, *Ferdinand* déclina affectueusement l'invitation et ne donna aucune réponse satisfaisante, relativement à l'arrangement des questions pendantes.

L'insuccès de cette démarche suprême rendit la situation du ministère hongrois tronqué insoutenable. Il remit sa démission, le 10 septembre, au palatin, qui l'accepta et le chargea de l'expédition des affaires jusqu'à la nomination d'un nouveau ministère. *Kossuth* ne voulut pas admettre cet atermoiement et invoqua le texte d'une loi de *Mathias Corvin* permettant au palatin d'exercer le pouvoir du roi en cas de maladie. Pour *Batthyány* tout semblait préférable au manque de gouvernement; il proposa donc de confier le pouvoir à *Kossuth* seul. C'était aux yeux du palatin un vote de défiance à son adresse, entraînant la Chambre sur le terrain de la révolution. Et effectivement, ordonner la levée et l'émission d'un papier monnaie sans avoir obtenu la sanction royale, étaient des actes que la nécessité pouvait seule expliquer : ayant passé la *Drave*, *Jellatchitch* se trouvait déjà sur le sol hongrois sous les couleurs autrichiennes et le général comte *Adam Teleki* ne voulait pas le combattre, le considérant toujours comme un frère d'armes. Sur la proposition de *Kossuth*, on pria alors le palatin de se mettre à la tête des troupes restées fidèles à la constitution. L'archiduc *Étienne* y consentit, mais *Jellatchitch* n'ayant pas accepté un rendez-vous d'explication sur le lac *Balaton*, à bord d'un bateau à vapeur, il retourna subitement à *Pesth* pour annoncer au comte *Batthyány*, derechef chargé de la formation d'un ministère, qu'on l'attendait à *Vienne*. L'archiduc s'y rendit le 23 septembre, pour ne plus revoir la *Hongrie* et mourir en disgrâce à *Schaumbourg* (Nassau) en 1867.

Le manifeste de *Ferdinand*, daté du 25 septembre, annonça la nomination d'un gouverneur civil — du comte *Georges Májláth* — et d'un général en chef — du comte *François Lamberg*. Vu le patriotisme notoire de ces deux personnages, *Batthiàny* ne se laissa pas arrêter par l'inconstitutionnalité du document,

et se rendit à *Székes-Fehervár* (Albe-Royale) pour s'y aboucher avec *Jellatchitch* (le 27 septembre). Malheureusement le comte *Lamberg* arriva à *Bude* en même temps, et comme son arrivée coïncidait avec l'interception des missives du ministre de la guerre autrichien adressées à *Jellatchitch* donnant un caractère suspect à son apparition, la populace de *Pesth* le massacra le jour suivant. Condamné à mort pour crime de lèse-patrie par un conseil de guerre dans l'île de *Csepel*, le comte *Eugène Zichy* y fut pendu le 10 octobre sur l'ordre d'*Arthur Görgey*, le futur général en chef des armées hongroises, alors commandant. Événements regrettables qui permirent à la camarilla de faire prévaloir ses sentiments hostiles à l'égard de la *Hongrie* auprès de *Ferdinand* avec d'autant plus d'autorité que l'on escomptait à *Vienne* la victoire de *Jellatchich*; or celui-ci fut sérieusement battu à *Pákozd* le 29 septembre par le général *Jean Moga*, roumain d'origine, remontant ainsi le courage du gouvernement. Aussi, le rescrit royal du 30 octobre contresigné par le ministre président improvisé baron *Adam Récsey*, un soudard ridicule, rescrit ordonnant la dissolution du parlement, déclarant ses dernières résolutions illégales et instituant *Jellatchitch* comme « alter ego » du roi tant en *Hongrie* qu'en *Transylvanie* et mettant *Louis Kossuth* en quelque sorte hors la loi, — fut-il reçu avec résignation, sans surprise, et, au lieu d'inspirer de l'effroi et du découragement, excita-t-il le désir même chez un *Deák* de défendre la constitution jusqu'à la dernière extrémité. En suspendant les séances, les députés retournèrent dans leurs circonscriptions pour préparer la résistance, en laissant à *Pesth* un comité parlementaire de 31 membres, pour seconder les efforts du comité de la « Défense nationale », présidé par *Kossuth*.

Malgré l'agitation que devait produire sur l'esprit des députés l'interminable suite d'événements aussi graves, le fonctionnement régulier du parlement ne fut pas un seul instant interrompu. Parmi les commissions de la Chambre basse il y en avait une, composée de trente membres et présidée par le comte *Joseph Teleki* dite « de l'union », à laquelle échut le devoir de s'occuper particulièrement de la situation des

Roumains dans l'avenir (1). Elle tint sa première séance le 16 juillet. La pétition de *Balázsfalva* y fut présentée le 7 août. Le 8 on y conclut à cet égard à une fin de non-recevoir, la nouvelle constitution hongroise fournissant une base suffisante au développement de chaque nationalité. *Siaguna* déclara alors qu'il présenterait bientôt une motion particulière à ce sujet. Elle ne fut présentée que le 31 août, quoiqu'elle ne contint aucun nouvel argument en faveur du roumanisme ou contre l'union qu'elle visait principalement. Du 1er septembre au 23, que la commission travailla à la confection de la loi sur « les droits civils de la nation roumaine garantis dans l'esprit de l'égalité », — loi qui devait figurer comme article XXI. Elle comprenait cinq chapitres, consacrés à la nationalité et à la langue roumaines (7 paragraphes), à l'administration et à la justice (5 paragraphes), à l'instruction publique (trois paragraphes) à la religion (un paragraphe subdivisé en sept alinéas) et aux élections des députés (un seul paragraphe). Pour caractériser l'équité du projet de loi, qu'il suffise de citer le texte de ce dernier — seizième — paragraphe. « On doit faire participer les Roumains à tous les droits et faveurs que possèdent les autres nationalités ou que la législature va encore leur concéder ». A la séance du 23 septembre de la commission de l'union, la majorité appartenait aux *Roumains;* ils étaient au nombre de huit : Alexandre *Boheczel, Siaguna, Leményi*, membres de la commission, — *Cipariu*, Paul *Dunca*, Joseph *Jghian*, Jean *Boán*, et Démétrius *Moldovan*, auteurs d'un projet de loi qu'ils avaient soumis au ministre président le 19 septembre, et convoqués par le sous-secrétaire d'État baron *Denis Kemény* « pour prendre part à la discussion sur les pétitions des Roumains avec voix consultative. » Les membres roumains de la commission soutenaient les propositions de *Balázsfalva*, mais la commission ne les adopta pas, estimant qu'elles étaient antérieures à la proclamation de l'union, qui les avait fait en partie disparaître. On ne discuta donc que le projet proposé au ministre président, que la

(1) Marki Sandor, *Az erdélyi unio-bizottság*. Budapesti Szemle (201 p. 321 à 358.

commission — les membres roumains y compris — adopta le lendemain en seconde lecture, avec quelques modifications.

Mais il fut question de la situation des *Roumains* dans les séances publiques des deux Chambres également. Le baron *Wesselenyi* en parla à la Chambre haute le 24 août en lui soumettant la proposition suivante :

« La Chambre haute déclare — et elle prie amicalement la Chambre basse aussi de le déclarer, — que le parlement hongrois entretient des sentiments fraternels à l'égard des nationalités qui habitent le pays et notamment à l'égard des Roumains, qu'il partage avec eux de bon cœur tous les droits, qu'il veut attacher leur sort et leurs intérêts aux siens par la liberté constitutionnelle et par l'égalité devant la loi et l'accomplissement des devoirs, et qu'il les considère comme étant sous la protection de la constitution. Et pour que cette déclaration puisse prendre corps, il invite le ministère à lui soumettre le projet de loi ainsi conçu : que les concitoyens de religion grecque unie ou non-unie puissent librement règler les affaires de leur église ; qu'ils puissent rédiger les écrits s'y rapportant en hongrois et en roumain ; qu'ils puissent employer la langue roumaine dans leurs écoles primaires, en y enseignant toutefois le hongrois aussi ; qu'il rédigent les actes officiels dans les communes roumaines en hongrois et en roumain et que tous les documents privés roumains soient recevables par les administrations s'ils sont écrits avec des caractères romains » .

Par suite de la tournure de jour en jour plus inquiétante que prirent alors les événements, le parlement ne put s'occuper des nationalités qu'en juillet 1849.

Il faut ajouter cependant qu'indirectement elles étaient en cause quand on discuta le projet de loi sur l'instruction primaire présenté le 4 août par le baron *Eötvös*, ministre de l'Instruction publique. En voici les principales dispositions :

§ 1. C'est un devoir pour l'État que tout le monde reçoive de l'instruction.

§ 2. L'État fera tout son possible pour installer des écoles dans toutes les communes et tous les hameaux populeux.

§ 10. La langue de l'enseignement sera celle de la majorité de la population.

§ 11. Aux endroits où, conformément au § 10, la langue de l'enseignement ne serait pas le hongrois. on enseignera le hongrois à part.

§ 12. Ce seront les membres du clergé des diverses religions qui donneront directement l'enseignement religieux aux enfants.

§ 16. La surveillance des écoles incombe aux comités, nommés à ce but par les communes, comme il leur incombera aussi de choisir les instituteurs parmi ceux ayant obtenu les brevets nécessaires pour devenir des instituteurs.

Relativement aux paragraphes 10 et 11 la commission de l'enseignemet proposa deux amendements ainsi conçus :

§ 10. L'enseignement de la langue hongroise sera partout obligatoire.

§ 11. Les élèves qui ne comprennent pas le hongrois recevront l'enseignement primaire dans leur langue maternelle.

Ce fut la rédaction de la commission que la Chambre adopta après une longue et très-intéressante discussion. Les députés roumains *Sigismond Pap* et *Dragos* y prirent part, sans se montrer hostiles à l'esprit du projet de loi. D'ailleurs les *Roumains*, originaires de Hongrie, — tels que l'avocat Emmanuel *Gozsdu* ou *Euthyme Murgu*, — ne furent jamais intransigeants et implorèrent même à l'occassion la protection du ministère hongrois contre les empiétements de *Rajatchitch*, le patriarche serbe de *Karlócza*.

On doit mentionner finalement les travaux de la commission de l'union qui se rapportaient à l'abolition du servage en *Transylvanie*, intéressant particulièrement les *Roumains* dont se composait la majorité des serfs transylvaniens. A cet égard, elle dut s'occuper surtout des omissions de l'article IV de la loi créée par la dernière diète de *Transylvanie*. Ne précisant pas certains détails concernant la nature des propriétés, elle fit naître à ce sujet des contestations entre les anciens seigneurs et leurs serfs émancipés, contestations qui amenèrent des collisions sanglantes même là où la population des communes était magyare ou saxonne. Aussi le député roumain Sigismond

Pap, pressa-t-il la Chambre hongroise le 13 septembre de discuter avant tout le projet de loi sur le règlement de cette question, car « la conspiration — dit-il, dont le but est notre anéantissement, ne cesse d'opérer sa séduction sur le peuple avec ses leurres de toutes espèces » (1).

La pétition du second régiment des *Roumains* des *Confins militaires* eut également les honneurs d'une discussion à cette commission déjà citée. Les réclamations des pétitionnaires y étaient presque les mêmes que celles de l'assemblée de *Balázsfalva* seulement le ton en était un peu moins hostile et indiquait la possibilité d'une transaction. La commission y répondit en déclarant : 1° que les anciennes conditions de la possession terrienne ne seront pas maintenues chez eux non plus ; 2° qu'ils nommeront des députés pour la législature future et 3° que la langue du commandement sera la même chez eux que dans l'armée hongroise. Pour le reste, elle transmettra la pétition au ministère.

Au point de vue administratif, les dispositions prises à l'égard de la *Transylvanie* par le gouvernement hongrois étaient nombreuses. Le 17 juin l'archiduc-palatin procéda à la dissolution de la chancellerie transylvanienne de *Vienne* et le lendemain on émancipa les serfs avec solennité. Ensuite on nomma le baron *Nicolas Vay*, un des collaborateurs de *Széchenyi* dans ses œuvres régénératrices, commissaire royal pour la *Transylvanie* afin qu'il y présidât à la transformation politique du pays exigée par l'introduction de la constitution hongroise.

Un de ses premiers actes fut de faire partir le 1er bataillon du second régiment roumain de *Confins* contre les *Serbes* révoltés. Parti de *Naszod*, ou les membres du comité national roumain dissous de *Szeben* l'avaient sans cesse excité contre le nouvel ordre des choses, ce régiment ne voulut ni accepter les drapeaux hongrois, ni prêter serment à la nouvelle constitution, refus qu'il recommença obstinément plusieurs fois encore pendant son odyssée à travers la *Hongrie* d'où il ne retourna dans ses foyers qu'en août 1849.

(1) Pap Dénes, *A pesti magyar nemzetgyülés*, 1848-*ban*, vol. II, p. 213.

Soit à cause de leur participation dans l'excitation de ce régiment, soit à cause de leur connivence avec les cercles saxons les plus antimagyars et de leurs agissements incessants, les anciens membres du comité national roumain ne purent longtemps échapper à la vigilance du commissaire royal. Il les fit arrêter le 18 août à *Szeben*, où il vivaient sous la protection et aux crochets des autorités saxonnes, par le comte *Béldi*, préfet du département de *Doboka*. Et comme parmi les détenus il y avait un *Trébonien Lauriano* qui était sujet valaque, quoique né en *Transylvanie*, le gouvernement révolutionnaire roumain intervint en faveur de sa mise en liberté. Voici l'explication donnée par le commissariat royal : « Quels que soient les efforts tentés par le pays pour faire participer le peuple roumain aux concessions justifées par les idées de l'époque ainsi que pour le mettre sur le même rang que les autres habitants du pays, ces concessions ne furent pas acceptées partout avec le sentiment qui les avait inspirées. Au contraire le peuple, circonvenu et aveuglé par des meneurs malveillants, se laissa entraîner à une foule d'actes qui sont aussi dangereux pour le pays que pour lui-même... Or c'est de semblables méfaits que ledit Lauriano est accusé et à cause desquels il a été arrêté et sa correspondance confisquée » (1).

Au moment ou le baron *Vay* prit cette attitude énergique, la cour de *Vienne* était déjà décidée à barrer le chemin au libéralisme magyar. Elle dut même donner avis de cette décision à ses subordonnés les plus sûrs, car le baron *Puchner* ne mit pas tout le zèle désirable pour surveiller les prisonniers en question qui lui furent confiés. Délivrés par son aide-de-camps, le général *Pfersmann*, sous un futile prétexte, ils se réfugièrent à *Orlát*, en pleins *Confins militaires roumains*, où ils se sentirent tellement protégés qu'ils poussèrent leur entourage à la convocation d'une assemblée populaire roumaine, en en demandant la permission à l'autorité militaire. Elle la leur accorda pour le 10 septembre. La permettre était déjà un

(1) Jakab Elek, *Szabadság harczunk történetéhez*, p. 345 et 346.

contre-coup de la volte-face plus haut signalée de la cour de *Vienne*, mais sa signification s'accentuait davantage encore par les événements qui l'avaient précédée en *Transylvanie*.

D'abord le refus des *Saxons* de procéder à la levée des recrues ordonnée sur la proposition de *Kossuth*. *Szeben* excusa sa désobéissance le 6 septembre par l'absence de la sanction royale dans la loi votée par le parlement hongrois; exemple que *Brasso* suivit immédiatement. Le lendemain, le lieutenant-colonel *Urban*, du second régiment roumain, présida une réunion de ses officiers à *Naszod*, où l'on décida de ne plus obéir au ministere hongrois, traitre à la monarchie. En même temps, *Urban* annonca au commandant en chef qu'il pourrait facilement lever 10,000 hommes, si on lui procurait les armes nécessaires.

La réunion d'*Orlat* ne put ajouter aucun trait hostile à ces déclarations de guerre formelles. Son inportance consistait dans la présence du commandant *Riebel*, de l'armée impériale, autorisé par le baron *Puchner* à y assister. Encouragés par des succès semblables, les meneurs improvisèrent une seconde assemblée des *Roumains* à *Balázsfalva* pour le 16 septembre, où la foule ne devait se présenter qu'armée afin que l'impression produite fut plus terrifiante.

Le 13 septembre il se passa malheureusement un fait, qui ne fit qu'augmenter l'effervescence des *Roumains*. A *Loua* on était obligé de recourir à l'intervention de la force publique pour briser la résistance de l'autorité communale et des habitants ameutés qui ne voulaient pas se soumettre au recensement en vue de la levée des recrues. Après avoir épuisé toutes les tentatives de conciliation pendant plusieurs heures, on était obligé de faire tirer sur la foule menacante et insubordonnée. Il y eut treize morts et un grand nombre de blessés parmi les paysans qui comptaient évidemment sur l'impunité, car les soldats réquisitionnés appartenaient à l'armée impériale.

Aussi vit-on arriver à *Balázsfalva* le jour indiqué plus de 2.000 *Roumains*, munis de faux, de fourches et de lances, auxquels s'adjoignirent quelques jours plus tard les 6,000 *Motzes* — habitant les glaciers — de *Janco* et d'*Avente*. Accouru

pour dissoudre cette assemblée illégalement convoquée, le baron *Vay* se sentit impuissant en face d'un déploiement de forces pareilles, les troupes envoyées par le commandant en chef n'étant ni assez nombreuses ni assez sûres. Alors, se déclarant rassuré par la promesse des chefs de n'entreprendre rien de criminel, il repartit à *Kolozsvár*. C'était enhardir les plus turbulents et céder la place aux *Barnutiu*, *Lauriano* et *Papiu*, qui venaient de *Szeben* escortés par un lieutenant et ses hommes du premier régiment roumain pour faire adopter leur programme préparé d'avance (le 25 septembre).

Avant tout, ils se déclarèrent contre la constitution hongroise et pour celle octroyée à l'*Autriche* le 25 avril, que l'on introduirait également en *Transylvanie*. Et comme les officiers du détachement militaire chargés du maintien de l'ordre étaient justement des *Roumains* aussi, et qu'ils prirent part bénévolement aux délibérations, on s'occupa ensuite de l'organisation des forces roumaines du pays. Elles devaient comprendre quinze *légions* conduites par des *prefekt*, remplacés à l'occasionpar des *sub-prefekt*. On préposerait les *tribuns* ou les *vice tribuns* aux bataillons; ils se composeraient de dix centuries, ayant chacune cent hommes, et commandées par des *centurions*. En enrôlant tous les *Roumains* valides de dix-sept à cinquante ans on obtiendra de cette façon 180,000 hommes, auxquels il faudrait ajouter encore à peu près 1,000 cavaliers par légion, en tout 195,000 hommes.

Deux déclarations devaient expliquer à la *Transylvanie* les décisions prises par cette deuxième assemblée de *Balázsfalva*: dans la première portant la signature : *Populus romanus*, on s'en tint aux généralités, tandis que dans la seconde signée par *l'Assemblée de Balázsfalva*, on annonça la formation de l'armée nationale roumaine, conformément à la permission reçue de *Ferdinand*, ainsi que la reconstitution du « Comité national roumain », mais n'ayant cette fois-ci que six membres.

Le 24 septembre, on vit paraître inopinément le général *Schurter*, que les *Roumains* connaissaient depuis la première

assemblée et qui avait apparemment une mission officieuse. Ayant acquis la conviction que les *Roumains* étaient d'accord, il leur proposa d'envoyer à *Szeben* une délégation composée de vingt-deux membres pour remettre au baron *Puchner* le procès-verbal de l'assemblée traduit en allemand (1). Il devait être présenté à *Ferdinand* sous forme de pétition et contenait les conclusions suivantes.

1° L'assemblée ne reconnait à aucun prix l'union de la *Transylvanie* avec la *Hongrie* contre laquelle les *Roumains* ont déjà préalablement protesté et dans la discussion de laquelle ils n'ont pas pris part à la Diète.

2° Elle ne reconnaît pas non plus le ministère hongrois, car il n'a été imposé qu'à la suite de l'union.

3° Elle déclare qu'elle ne veut dépendre que de Sa Majesté l'Empereur directement et du ministère impérial et qu'elle ne veut recevoir les ordres de Sa Majesté Impériale que par l'entremise du commandant en chef des forces militaires.

4° Elle demande à Sa Majesté Impériale qu'Elle lui accorde la convocation d'une assemblée nationale et populaire générale afin d'y pouvoir discuter les intérêts du peuple roumain; elle lui demande également de ratifier la nomination des membres « du Comité national roumain », élus par l'assemblée précédente et poursuivis de la manière la plus inhumaine par le ministère hongrois.

5° Elle demande la convocation, le plus promptement possible, d'une Diète transylvanienne dont les membres seraient les élus des trois nations en proportion du nombre de la population des trois nations et à laquelle il incomberait de décider du sort futur du pays.

6° Elle désire participer aux bienfaits de la constitution impériale autrichienne et demande qu'elle soit introduite en *Transylvanie*.

7° Elle demande un gouvernement provisoire pour la *Transylvanie*. Pour former ce gouvernement on prendrait ses membres dans les trois nations magyares, saxonnes et roumaines en

(1) *Baritiu* : Istoria transilvaniei. Vol. II, p. 246.

proportion du nombre de leur population. On confierait le pouvoir à ce gouvernement jusqu'à la formation d'un gouvernement provincial définitif.

Après le départ des chefs, le 28 septembre, la grande masse des assistants resta à *Balázsfalva*, au nombre de 15 à 20,000 hommes sous le commandement d'*Axente*, pour y former le dépôt de l'armée nationale roumaine. Quant à la délégation chargée solennellement de transmettre au baron *Puchner* la pétition votée par la deuxième assemblée de *Balázsfalva*, elle fut reçue le 2 octobre. Ce fut déjà un acte anticonstitutionnel manifeste, qu'aggrava encore considérablement la réponse bienveillante du commandant en chef des troupes impériales ainsi que les appointements fixes mensuels qu'il accorda aux membres du « Comité national roumain ». L'alliance longtemps préparée de la réaction et du roumanisme devenait de cette manière un fait accompli enfin, inspirée par la camarilla de *Vienne* et les souvenirs sinistres du soulèvement de *Hora*.

Leurs députés s'étant retirés du parlement hongrois le 19 septembre, les *Saxons* refusèrent aussi l'obéissance au ministère hongrois dix jours après, pour demander à *Vienne*, le 2 octobre suivant, leur incorporation dans l'empire d'*Autriche*, sous la forme d'un margraviat.

CHAPITRE XI

LA GUERRE CIVILE.

Sans vouloir résoudre la question : s'il convenait d'appeler la guerre soutenue par la *Hongrie* en 1848 et 49 contre l'*Autriche* et la *Russie* une guerre « d'indépendance » ou « de révolution », ou encore une « guerre constitutionnelle », ce qui serait probablement la dénomination la plus rationnelle, il est incontestable que pour caractériser les événements qui se sont passés à cette même époque en *Transylvanie*, on ne peut employer que la triste expression de « guerre civile ». Ils en avaient toute la férocité et tout le décousu, conduisant le pays comme dans le temps de *Basta*, à deux doigts de sa perte et préparant ainsi tout naturellement le triomphe de l'absolutisme.

En guise de réponses aux provocations de la seconde assemblée de *Balázsfalva* et pour enrayer le mouvement croissant du roumanisme révolutionnaire, le commissariat royal prit les mesures les plus énergiques. Dans les premiers jours d'octobre il ordonna l'arrestation des tribuns fraîchement nommés, *Baternai*, *Simonis* et *Vasilié Pop*, et les ayant fait passer devant une cour martiale, il les fit pendre pour crime de rébellion contre le gouvernement établi, en se basant soit sur leurs propres aveux, soit sur les témoignages de leurs correspondances, trouvées chez eux. Alors, voulant remonter le courage de ses nouveaux alliés et contrebalancer les effets d'une assemblée populaire que les *Sicules* devaient tenir le 15 octobre à *Agyagfalva*, le baron *Puchner* publia, le 10 octobre, une proclamation dans laquelle il enjoignit aux troupes impériales régulières, et au besoin au peuple roumain armé, le désarmement de la garde nationale magyare. C'était lâcher les brides à toutes les furies de la guerre civile. Aussi les *Roumains*, après avoir saccagé plusieurs demeures seigneuriales et tué plusieurs proprié-

taires magyars, accomplirent-ils dès le 14 octobre un méfait épouvantable à *Kis-Enyed* en y massacrant les habitants magyars de la localité, au nombre de 141.

Sous le coup de ces nouvelles cruelles et après avoir juré fidélité au roi de *Hongrie* et à la constitution hongroise, les *Sicules* réunis à *Agyagfalva* se décident à une action militaire en faveur des *Magyars*. Leur bravoure les conduit à *Szász-Régen*, mais leurs victoires sur le *prefekt Mikás* et le colonel *Urban* restent stériles, car finalement battus par le général impérial *Gédéon*, ils sont obligés de regagner leurs foyers le 4 novembre.

Entre temps, chaque jour apporte son contingent d'événements nouveaux. Le 10 octobre *Kossuth* adresse une proclamation emphatique aux *Valaques* pour les rappeler à l'obéissance ; le 14, le baron *Puchner* annonces aux troupe impériales qu'elles ne doivent plus recevoir d'ordres que de lui seul ; le 17, on distribue parmi les *Roumains* un règlement pour le service militaire en temps de guerre, dans lequel on admet, à l'occasion, la nécessité de massacrer les blessés et d'incendier les villages ; le 18, c'est encore *Puchner* qui prend la parole pour communiquer aux populations les nouvelles concernant l'abdication du palatin, la démission du ministère hongrois, l'usurpation d'un soi-disant comité de « défense nationale » présidé par *Kossuth* et pour en tirer la conclusion qu'il représente dorénavant seul l'autorité légale en *Transylvanie* ; le 19, *Siaguna* se déclare pour l'empereur tandis que *Leményi* défend, le 21, la manière de voir du baron *Vay* qui ne veut plus traiter le baron *Puchner* que comme traître ; le 24, on installe à *Szeben* un « comité de pacification », composé de deux membres saxons, de deux *Roumains* et de deux officiers.

Mais les *prefekt* roumains n'entendaient pas rester longtemps inactifs. Ce fut *Buteano* qui se chargea du désarmement du département de *Zaránd*. Le 22 octobre, il fit envahir par *Costan Macra* la ville de *Körösbánya*. Ayant rassuré la population par ses protestations pacifiques, il engagea les propriétaires des villages voisins, réfugiés dans la ville, à s'en retourner chez eux, tout tranquillement. La famille *Brady*, composée

d'une vingtaine de personnes, se laisse persuader et part, ayant pris avec elle, par mesure de précaution, le pope de *Körösbánya*. A peine sortie de la ville, la caravane est assaillie par une soixantaine de *Roumains* qui l'entraînent dans la commune de *Váka* où le lendemain il y a dix-neuf cadavres y compris celui du pope, brûlé vif, qui gisent sans être ensevelis sur le sol glacé.

Le même jour, 25 octobre, eut lieu le massacre de *Prézaka*, où s'était réfugiée la population magyare, fuyant de *Zalathna* devant les hommes du *prefekt Dobra*. D'après les recherches d'un employé autrichien, nommé *Nahlik*, faites en 1851, à une époque très peu tendre pour les *Magyars*, le nombre des victimes y atteignit le chiffre de 640, parmi lesquels 110 appartenant à la bonne société. Leurs cadavres servirent pendant longtemps de pâture aux fauves des alentours. Grâce aux efforts de *Jean Ursu*, du pope de *Metesd*, on parvint à épargner la vie à 130 blessés. Quant à la ville de *Zalathna* elle fut pillée, incendiée et détruite par les massacreurs.

Si *Axente* ne fit pas subir le même sort à ce moment à la ville de *Nagy-Enyed*, malgré les menaces de son *vice-prefekt Prodano*, le mérite en revient au capitaine *Baumgarten*, de l'armée impériale, grâce auquel le camp roumain de *Muzina* fut défait. Malheureusement le lendemain, 24 octobre, il dut abandonner les rangs des *Magyars* et se retirer à *Gyulafehervár* pour les combattre! Les succès du baron Jean *Bánffy* et du comte Grégoire *Bethlen* n'aboutirent pas au but visé non plus, c'est à dire à la délivrance des prisonniers magyars, détenus par les *Roumains* dans leur camp de *Krakko*. Pour venger leurs pertes, ceux-ci massacrèrent sans merci tous les *Magyars* qui se trouvaient en leur pouvoir (1).

C'est au contraire avec joie que l'on peut raconter la conduite exemplaire du *prefekt Nicolas Solomon* dans le département de *Hunyad*. Le désarmement des *Magyars* s'y effectua sans qu'une seule goutte de sang fût versée.

Pour paralyser l'impression que les déclarations magyaro-

(1) Szilágyi Farkas. *Nagy-Enyed pusztulása 1849-ben*, p. 11 à 13.

philes de *Leményi* pouvaient produire sur l'opinion publique, le « Comité national roumain » publia le 1er novembre un manifeste qui est le document incontestablement le plus suggestif de cette époque et à cet égard. Il est signé par le président *Barnutiu* et le secrétaire *Baritiu*, et il débute par cette phrase stupéfiante : « Frères, vous avez appris certainement que c'est le commandant en chef qui s'est chargé du gouvernement de la Transylvanie au nom de l'empereur et dans le sens du manifeste impérial du 3 octobre pour délivrer le pays des assassinats, des pillages et de tous les forfaits inouïs que les délégués et les agents de Kossuth y commettent à la face de l'univers pour la honte de la nation magyare ! » Partant de là, ce document démontre que les *Magyars* ne veulent traiter les *Roumains* en frères que pour les rendre parjures à l'égard de l'empereur, que l'union ne concerne en rien ces derniers car elle n'a été votée que par des députés menacés de mort, que le baron *Vay* ment quand il affirme que ce sont les *Magyars* qui ont émancipé les *Roumains* et que ce sont ces derniers qui ont commencé les assassinats. « Frères roumains ! ne vous fiez pas aux mensonges de Kossuth, de Vay et de Leményi ! Ne croyez pas que Jellatchitch ou d'autres généraux impériaux soient battus. Non, ceux-ci sont partout victorieux. Ayez foi dans vos droits et dans la grâce de Dieu, du père des peuples, et soyez convaincus que l'année 1848 est la dernière année de la tyrannie magyare et la première de la résurrection des peuples » (1) !

Après la défaite des forces sicules il ne resta plus en *Transylvanie* de troupes hongroises de quelque importance qu'à *Kolozsvár* et dans ses environs. *Nagy-Enyed* tomba le 8 novembre au pouvoir du colonel impérial *Losenau*, et *Deés* le 10 en celui du général *Wardener*, qui détacha *Urban* pour occuper *Szamos-Ujvár*. Le 13 les *Roumains* brûlèrent *Felvintz* et s'emparèrent de *Torda*. La position devenait insoutenable pour les *Magyars ;* ils se retirèrent à *Csucsa*, abandonnant *Kolosvár* aux *Autrichiens* qui y entrèrent le 17 novembre. D'ailleurs

(1) *Memorialul Archiepiscopului Andreiu baron de Saguna*, p. 203, et *passim*.

la cour de *Vienne* ou plus exactement d'*Olmütz*, où elle s'était retirée pendant le siège de la capitale impériale, se crut assez forte pour rétablir par un simple rescrit de *Ferdinand* le « gubernium » à peine supprimé et pour nommer gouverneur le comte *Émeric Mikó* (14 novembre). On procéda alors à l'installation d'une administration mi-partie autrichienne, mi-partie roumaine dans les départements de *Zaránd*, de *Hunyad*, d'*Also-Fehér* et de *Felsö-Fehér*, ainsi que dans *Fogaras*. A vrai dire, cette coopération des *Roumains* et des *Austro-Saxons* n'était pas toujours très amicale, car si le « comité de pacification », où l'élément allemand se trouvait en majorité, ne se gênait pas pour envoyer des canons à *Résinar* et à *Filiskár* ou pour faire arracher les toits des maisons à *Poplak* et à *Szelistye* afin de stimuler l'ardeur militaire des *Roumains*, ceux-ci se donnèrent la satisfaction de s'emparer des moulins des premiers, sis à *Szászsebes*, ou d'attaquer et de piller la paroisse de *Denzdorf*. Mais rien ne peint mieux la situation respective des alliés que le rescrit du commandant en chef adressé au « Comité national roumain » le 22 novembre, dans lequel, tout en lui concédant le droit d'organiser la milice, il lui défend d'en disposer, sous n'importe quel prétexte.

Dans le courant de ce même mois de novembre eut lieu la déposition de l'évêque *Leményi* et son remplacement par le chanoine *Krajnik*, sur les ordres du baron *Puchner*, ainsi que le désarmement des *Sicules* des sièges d'*Udvarhely* et de *Csik* par le capitaine de dragons *Heydte* et par *Droschner*. *Háromszék* ne se prêta pas à cette triste comédie, malgré les insinuations de certains personnages sicules influents. Elle prit au contraire la résolution, dans son assemblée populaire du 23 novembre, de se transformer en un vaste arsenal pour fondre des canons, pour fabriquer de la poudre et des capsules, pour sacrifier à la patrie la vie de tous ses hommes valides. Sur 80,000 habitants 12,000 s'enrôlèrent du coup sous les drapeaux tricolores, et parmi eux cinquante-quatre membres de la seule famille *Jancsó*, à laquelle appartient M. le Dr *Benoît Jancsó*. Le 29 novembre, les 4,000 hommes de *Heydte* furent repoussés à *Arapataka* où se firent, pour la

première fois, entendre les canons sicules d'*Aaron Gábor*, pour la fonte desquels il avait employé successivement toutes les cloches de la contrée, c'est-à-dire en tout trois cent treize. Au bout de quinze jours il n'y avait plus un seul étranger sur le sol de ce siège sicule héroïque, et, pour le tenir en échec, *Puchner* se vit forcé de le faire investir par toutes ses troupes disponibles.

Le principal événement du mois de décembre 1848 fut l'abdication de *Ferdinand* et la renonciation au trône de son frère, l'archiduc *François-Charles*, au profit de son fils *François-Joseph*. Ces deux actes furent passés à *Olmütz*, le 2 décembre, et dans des conditions telles que le parlement hongrois dut les considérer comme non-avenus. La constitution hongroise n'admet en effet de changements semblables qu'avec l'assentiment du parlement et, dans le cas présent, on ne l'avait même pas consulté. Aussi protesta-t-il énergiquement contre la « révolution de palais qui eut lieu à *Olmütz* » quoique en évitant toute allusion personnelle, dès le 7 décembre. Depuis ce jour-là les soldats ne prêtaient plus serment que sur la constitution. Et, si le jeune empereur nomme le prince *Windisch-Graetz* le 15 décembre son « alter ego » pour la *Hongrie* avec les pouvoirs les plus étendus et à la tête d'une armée de 56,000 hommes, *Kossuth* confie le 16 décembre le commandement militaire suprême en *Transylvanie* au général polonais *Joseph Bem*, au héros d'*Ostrolenka*, en lui adjoignant comme gouverneur civil d'abord *Edmond Beöthy* et, après la maladie de celui-ci, *Ladislas Csányi*. En face de chefs semblables et de leurs troupes fraîches et enthousiasmées, les forces impériales de la *Tansylvanie* ne pouvaient s'y maintenir dans une posture brillante, même en s'appuyant sur la milice roumaine, car il leur était impossible de tirer des subsides de l'*Autriche*, dont elles étaient séparées par la *Hongrie* tout entière. Elles abandonnèrent donc, après plusieurs défaites, *Kolozsvár*, le 23 décembre, pour y laisser entrer *Bem* à son tour le jour de Noël. Pendant la retraite de ses troupes, le général autrichien *Wardener* mourut le lendemain à *Torda*, et *Urban* fut refoulé jusqu'en *Boukovine*, hors des frontières de la *Transylvanie*.

Or, le 9 décembre, le baron *Puchner* avait convoqué les

Roumains pour le 28 décembre en assemblée nationale; seulement, comme il ne voulait pas donner à celle-ci trop d'importance, il partagea la convocation en deux, en réunissant les *Roumains* unis à *Balázsfalva* et les *Roumains* orthodoxes à *Nagy-Szeben*. Les premiers ne purent se rendre à cette invitation à cause des événements de la guerre, mais la réunion des seconds se passa complètement selon le programme tracé et sous la présidence de *Siaguna*, gagné d'avance à la cause autrichienne. On salua d'abord l'avènement au trône du nouvel empereur par un triple « hourrah. » Ensuite, on ordonna à *Lauriano* de rendre compte des faits et gestes du « Comité national roumain ». Finalement, on discuta pendant quatre heures la rédaction d'une résolution composée de treize paragraphes, dans lesquels il est question à la fois de choses politiques et économiques, des « desiderata » les plus divers et même de l'élection d'un chef national roumain, dont les pouvoirs seraient ultérieurement confirmés par S. M. Après avoir ainsi sacrifié sur l'autel du daco-roumanisme, l'assemblée s'occupa des rapports déplorables entre *Roumains* et *Saxons*, en imputant à ceux-ci toutes les causes de leurs mésintelligences. Relativement aux bruits que les *Magyars* faisaient courir au sujet des atrocités commises par les *Roumains*, on les déclara tout simplement mensongers.

Cependant, le lendemain de ce jour au moins « trois fois heureux », ne tint pas tout ce que pouvait en attendre l'assemblée. On apprit en effet dès le matin l'entrée en action de *Bem* ainsi que ses rapides progrès. Il fallait donc organiser sans retard la résistance des *prefekt*. C'était déjà chose pénible, mais combien ne devait-elle pas être dépassée en odieux par l'injonction du commandant en chef, adressée au « Comité national roumain » le 31 décembre! Il s'agissait à cette date, au sein d'une réunion composée des membres du « Comité national roumain », du « Comité de pacification », de quelques *Saxons* et de quelques officiers impériaux (1), que les *Roumains* et les *Saxons* priassent le général *Lüders*, commandant en chef des armées d'occupation russes dans les

(1) Barith, *Istoria Transilvaniei*, vol. II, p. 400 et *passim*.

Principautés danubiennes d'envoyer en *Transylvanie* des troupes auxiliaires. Tout en faisant préparer toutes les choses nécessaires pour les bien recevoir, le baron *Puchner* aurait l'air de s'opposer énergiquement à leur apparition afin que la réputation de l'armée impériale pût sortir honorablement de cette épreuve. Cette proposition ne fut bien accueillie ni par les *Roumains*, ni par les *Saxons*. « Si la maison d'Autriche n'est pas en mesure de garder la Transylvanie, s'écria le baron *François Reichenstein*, elle ne mérite pas d'y régner! » Pour *Siaguna* la question se posait ainsi : si on laisse le pays au pouvoir des rebelles, sur 1,200,000 Roumains il n'en restera que 200,000 et sur 200,000 Saxons que 20,000. « Voyant l'opposition, dit-il en terminant, que vous faites à Son Excellence le commandant en chef, je renonce à mon siège épiscopal. » Impressionnés par ce mouvement oratoire, les assistants consentirent à entrer en négociations avec le commandant en chef, si toutefois il ne donne pas suitait à son projet de protestation. Ayant obtenu par ses délégués toutes les satisfactions désirables à cet égard, la réunion se prononça pour l'envoi, près du général russe *Lüders*, d'une mission chargée de lui expliquer la situation et de l'inviter à une intervention. Les *Roumains* ne voulaient à aucun prix que cette invitation se fît au nom de la nation roumaine, car ils craignaient qu'ayant demandé des secours à la *Russie*, celle-ci ne s'autorisât à garder en échange les *Principautés danubiennes* auxquelles ils tenaient tant, en vue de la création de leur *Daco-Roumanie* rêvée. Mais leur opposition resta stérile : dans la missive portée par *Siaguna*, un commerçant roumain de *Brasso* et deux *Saxons* au quartier général de *Lüders*, les pétitionnaires sont les nations roumaines et saxonnes représentées par *Barnutiu*, *Ciparin* et *Balasiesco* d'une part et de l'autre par *A. Zay*, *Joseph Benigni* et *Joseph Wächter*. La réponse de *Lüders* était évasive, cependant il promit de recommander favorablement la pétition à l'empereur *Nicolas* Ier. Mais l'acquiescement ne pouvait arriver avant dix-huit jours, vu l'éloignement de la capitale russe et l'insuffisance des moyens de communication.

Cependant, les événements marchaient avec une rapidité vertigineuse sur les champs de bataille. *Bem*, après avoir proclamé l'amnistie pour tous ceux qui étaient susceptibles de revenir à des sentiments meilleurs à l'égard de la cause hongroise, remonta promptement le courage des *Sicules*, déjà enclins à déposer les armes, conformément à la convention d'*Arapatak*, devant le général autrichien *Gédéon*.

Ces quelques semaines, consacrées de part et d'autre à la préparation d'une campagne définitive, furent particulièrement propices à l'action de la milice roumaine. La contrée située entre *Szeben*, *Medgyes*, *Torda* et *Déva*, complètement dégarnie de troupes régulières, devint sa proie, et elle put tranquillement s'y abandonner à ses instincts les plus barbares. Dès le 5 janvier, on vit tomber le *vice-prefekt Popovitch* sur la ville saxonne de *Szászváros*, renfermant un grand nombre des propriétaires magyars réfugiés. Prenant cette circonstance pour un bon prétexte, les *Roumains* exigèrent de la ville le payement d'une contribution de guerre considérable, garanti par la présence de douze otages. Ce fut grâce à la prompte intervention du commandant en chef que l'on put arrêter les exactions du zélé administrateur « sui generis », révoqué et condamné par le baron *Puchner*, au remboursement des sommes déjà versées.

Tout autre fut le sort de *Nagy-Enyed*, où se trouvait le collège bâti et doté par *Gabriel Bethlen*, avec sa belle bibliothèque et sa population d'étudiants. *Axente* et les *Motzes* réduisirent entièrement en cendres cette ville ouverte, le 8 janvier. Pendant l'incendie, les *Roumains* ne purent empêcher les pillards d'achever l'œuvre de la destruction. Si en fait d'assassinats on peut moins aisément démontrer la culpabilité de la milice roumaine, il est incontestable que les habitants ont énormément souffert des suites de l'incendie, car il les a condamnés à la dispersion au cœur de l'hiver, et conséquemment à être exposés aux intempéries des journées de janvier. Il y a eu du reste parmi les populations roumaines des environs d'*Enyed* une partie notable, qui n'est pas restée insensible devant les maux des fuyards. Quant au capitaine *Suini* du

régiment roumain des *Confins militaires*, il ne savait pas assez énergiquement exprimer son indignation au sujet de la conduite d'*Axente* et de ses lieutenants, les popes *Czirlea* et *Bukur*. Parmi les tentatives faites pour ramener les survivants magyars à *Torda*, il faut signaler l'expédition du capitaine hongrois *Pereczi*. Il arriva à *Enyed* le 16 janvier avec un détachement d'environ six cents hommes et ayant recueilli six ou sept cents sinistrés, il les ramena dès le lendemain à *Torda*. En route, *Axente* fit un essai pour lui barrer le chemin à *Felvincz*, mais les incendiaires ne purent pas résister à l'attaque des troupes hongroises et le convoi des réfugiés atteignit sain et sauf le camp des *Magyars*.

Pour dédommager sa milice avide de sang et de pillage de l'échec subi, *Axente* la dirigea, le 18 janvier, sur *Nagy-Lak* et *Hári* où ils assassinèrent 108 personnes désarmées. A *Boros-Benedek* on conduisit les *Magyars* au supplice au moment même où le pope *Frink* procédait à la bénédiction des eaux. Les *Magyars* se jetèrent à ses pieds pour implorer sa protection, mais il ne les écouta pas, ne voulant pas interrompre la cérémonie religieuse. Le nombre des victimes atteignait 143 d'après le rapport d'une commission mixte autrichienne et roumaine envoyée au mois de février pour faire enterrer les cadavres. En apprenant ces horribles méfaits, le baron *Puchner* se crut obligé de récuser toute solidarité avec le « Comité national roumain » et lui fit ordonner d'employer toutes ses forces pour empêcher le retour d'atrocités semblables, « qui ne pourraient présenter toute la nationalité que sous un aspect des plus défavorables » (1).

Bem arriva le 13 janvier à *Maros-Vásárhely* pour y remonter le moral des *Sicules* et pour y préparer son attaque contre *Szeben*. Ce fut à cette époque qu'il fit occuper *Balázsfalva* par le colonel *Czecz*, qui en chassa le fameux camp roumain par quelques coups de canon et eut beaucoup de mal pour empêcher les *Magyars* indignés de ne pas se permettre quelques actes de représailles dans la métropole du roumanisme

(1) Szilagyi Farkas, *Alsó-fehérmegye, 1848-49 ben*. Appendice, p. 447.

19 janvier). Le baron *Puchner* ne voulut pas assister les bras croisés à la réorganisation des forces magyares, et livra bataille à *Bem* près de *Gálfalva*. L'avantage resta aux *Magyars*. Alors *Bem* s'avança dans les environs de *Szeben* jusqu'à *Szelindek* où il prit une forte position. *Puchner* l'y attaqua le 24 janvier, mais sans pouvoir l'en déloger. Cependant, après l'incendie de la commune, *Bem* se vit forcé de se retirer à *Vizakna*. *Puchner*, se voyant perdu, s'adressa à son tour au général russe *Lüders* pour lui demander des secours. Et comme dans la réponse de l'empereur *Nicolas Ier*, arrivée entre temps, il était justement spécifié que les secours ne pouvaient être accordés que sur la demande du commandant en chef autrichien, *Lüders* envoya immédiatement le général *Engelhardt* avec 6,000 hommes à *Szeben* et le général *Skariatin* avec 4,000 à *Vöröstorony* (1er et 2 février). C'était plus qu'il ne fallait à *Puchner* pour reprendre l'offensive avec succès. Il infligea dès le 4 février une défaite sérieuse à *Vizakna*, à son célèbre adversaire. Ce fut alors vers *Déva* que *Bem* se retira, car les renforts promis par le gouvernement hongrois ne pouvaient arriver que de ce côté, le long du *Maros*. Son lieutenant, le baron *Farkas Kemény*, y eut à soutenir une attaque nocturne de la part de la milice roumaine conduite par le *préfekt Solomon*, attaque que les Magyars repoussèrent victorieusement (6 février). Quant à *Bem* lui-même, il gagna la bataille de *Piski* (9 février), ayant pu être secouru à temps par le détachement du commandant *Hrabovszky* (4,500 hommes et 12 canons). Au lieu d'accepter la bataille offerte par *Puchner* à *Szász-Sebes*, *Bem* se dirigea alors vers les sièges des *Sicules*, car ils avaient été défaits par *Urban* dans plusieurs rencontres. Les *Magyars* entrèrent le 26 février à *Besztercze*, et *Urban* se retira incontinent en *Boukovine*.

Avant de reparaître sous *Szeben*, *Bem* eut une sanglante journée à supporter à *Medgyes* (3 mars), où le général autrichien *Kalliany* lui fit subir des pertes sérieuses (400 hommes mis hors de combat). Mais ses manœuvres savantes avaient si bien déjoué les calculs stratégiques de ses adversaires, qu'il se trouva inopinément le 11 mars à la porte de *Szeben*. Là,

les *Autrichiens* et les *Russes* l'attendaient dans une position fortifiée. Mais rien ne put arrêter l'attaque impétueuse des *Magyars* qui, après les avoir chassés de leurs positions, s'emparèrent séance tenante de cette capitale de la réaction, de ce quartier général de la contre-révolution roumaine et saxonne, où 850 blessés, 21 canons et une immense quantité de munitions, d'armes et de provisions tombèrent en leur pouvoir. Le 20 mars *Brassó* eut le même sort ; là, ce furent les *Autrichiens* qui couvrirent la retraite des *Russes;* mais le 26 mars il n'en restait plus un seul sur le sol de la *Transylvanie*, les garnisons des forteresses de *Gyulafehérvar* et de *Déva* exceptées. Les *Roumains* ne jouèrent dans ces combats qu'un rôle tout-à-fait secondaire ; d'après les avis des historiens autrichiens eux-mêmes, — tel que l'auteur du « Der Revolutions Krieg in Siebenbürgen in den Jahren 1848 und 1849 » — ils exercèrent plus d'une fois une influence néfaste sur les troupes impériales, car la panique s'étant emparée d'eux aux premiers coups de canon, ils entraînèrent avec eux les éléments les moins solides de l'armée impériale. Le « Comité national roumain » eut toutes les peines du monde à mettre en sûreté ses papiers et ses correspondances ; un de ses membres — *Balasiseco* — ne put se sauver à travers les lignes hongroises qu'en poussant des « vivat » répétés en l'honneur de *Kossuth*. *Janco* et *Axente* se retirèrent dans la contrée montagneuse de l'*Ercz-hegység* où, sur un territoire de 500 kilomètres carrés, ils avaient leurs milices sous la main en attendant les événements.

Dans le pays ainsi purgé de l'ennemi, *Csányi* poursuivit sans relâche la réorganisation de l'administration civile et le rétablissement des conditions normales de la vie sociale. Il lui fallut beaucoup d'énergie pour empêcher les représailles des *Magyars* dont les blessures étaient trop récentes encore pour qu'ils ne cédassent pas, à l'occasion, aux insinuations de la vengeance et ne commissent des actes répréhensibles, tels que l'exécution improvisée de 17 *Roumains* à *Batiz*. Il fit donc sévèrement punir le sous-officier *Balos* pour sa conduite à *Mezö-Ör* et n'admit nullement que l'on pût faire son procès à quelqu'un

sans recourir aux tribunaux réguliers. En fait de tribunaux, le parlement hongrois siégeant à *Debreczen* en avait installé de tout à fait spéciaux, « les tribunaux de sang », pour juger martialement les délits de droit commun, dont le nombre devait fatalement s'augmenter pendant une époque aussi troublée. Un projet de loi se rapportant au fonctionnement de ces tribunaux fut présenté par *Balthasar Halasz* le 8 février 1849 à la Chambre des représentants, qui le vota le 13 février. Ses tendances étaient aussi humanitaires que possible. D'abord, ces tribunaux se composaient de deux juges civils et de deux juges militaires, avec un président, soit civil, soit militaire. L'accusé recevait d'office son défenseur s'il n'en choisissait pas un en six heures de temps ou ne voulait pas se défendre lui-même, et on ne devait exiger de lui ni un aveu, ni une autre déclaration. Les témoins, et d'abord ceux de l'accusé, ne pouvaient déposer qu'en sa présence et ils étaient obligés de répondre aux questions soit de l'accusé, soit de son défenseur ainsi qu'à celles des juges et de l'accusateur public. L'accusé et l'accusateur public pouvaient également faire suspendre la procédure pendant douze heures afin qu'ils pussent présenter des témoins supplémentaires ou recueillir un supplément d'informations. Après la déposition des témoins, la parole revenait à l'accusateur public pour exposer son accusation, à laquelle répondait ensuite le défenseur. Les juges se retiraient alors dans une pièce attenant au tribunal pour délibérer et la condamnation ou la mise en liberté de l'accusé ne pouvaient être prononcées qu'à l'unanimité. En cas contraire, on devait renvoyer l'accusé devant les tribunaux ordinaires. S'il y avait condamnation, elle impliquait la mort du condamné trois heures après le prononcé du jugement, en présence d'un des juges et au moyen d'un peloton d'exécution. Il devait y avoir des tribunaux pareils dans tous les départements de la *Hongrie*, mais le ministre de la justice *Vukovics* en réduisit le nombre à dix au commencement du mois de mai 1849, pour n'en garder finalement qu'un seul à *Budapest* (20 juin).

Comme d'après *Baritiu* le nombre des *Roumains* condamnés

1. Baritiu, *Istoria transilvaniei*, vol. II, p. 488. et suivantes.

à mort par ces tribunaux et exécutés atteindrait le chiffre extraordinaire de 6,000, il ne sera pas inutile de citer les totaux relevés sur les livres d'écrou des prisons (1). Dans le département d'*Alsofehèr*, où les *Roumains* avaient commis le plus d'excès, il y a eu 105 accusés. Sur ce nombre les condamnations à mort montaient à 35, parmi lesquelles trois frappant des *Magyars*. Dans le département de *Doboka-Belsö-Szolnok* il y eut 418 emprisonnements, mais le nombre des condamnations à mort n'y dépassa pas six. En admettant que les autres départements habités par les *Roumains* aient fourni le double, la somme totale excédera à peine une centaine, laissant encore une marge énorme pour obtenir le chiffre indiqué par *Baritin*.

Mais la marche des événements qui vont suivre serait incompréhensible si on ne mentionnait pas très spécialement l'apparition de la constitution octroyée par *François-Joseph* à la monarchie le 4 mars 1849. Œuvre du prince *Schwarzenberg*, le tout-puissant conseiller du jeune empereur, qui, d'après les bulletins de *Windisch-Graetz*, se considérait déjà absolument comme le maître indiscuté de la *Hongrie* soumise, cette charte n'est qu'un long réquisitoire — elle se compose de 128 paragraphes — contre la constitution hongroise. L'intégrité territoriale de l'État hongrois, ses droits historiques, ses traditions populaires y sont anéantis d'un trait de plume; il y est relégué au niveau d'une simple province conquise. Et, ironie amère! la publication de ce malencontreux document coïncidait justement avec les revers de l'armée impériale. De là cette indignation de la *Hongrie* victorieuse, qui prit fatalement la forme d'un acte révolutionnaire : la proclamation à *Debreczen* de l'indépendance du pays et de la déchéance de la maison des *Habsbourg* par le parlement (14 avril.) Cet acte, que *François Deák* ne craignait pas d'appeler regrettable, permit à la *Russie* d'intervenir sous prétexte de défendre l'équilibre européen et de garantir la tranquillité de ses propres provinces. Elle n'agissait donc pas seulement dans son pro-

(1) Szilagyi Farkas, *Alsofehér-vármegye 1848-49-ben.*

pre intérêt, mais dans celui de la paix générale en cédant aux instances du gouvernement autrichien, qui avait imploré son secours.

Les deux mois qui précédèrent l'apparition effective des armées russes en *Hongrie*, constituent l'époque la plus glorieuse de la guerre de 1849 pour les *Magyars*. Victorieux en bataille rangée à *Nagy-Sarló* (19 avril), ayant débloqué *Komarom* (26 avril) et ayant pris *Bude* d'assaut (21 mai), ils pouvaient considérer la guerre comme terminée et attendre en sécurité les propositions de l'*Autriche*, ainsi que l'espérait de bonne foi le parti « de la paix » du parlement hongrois.

Sous l'influence de ce court laps de temps heureux, auquel l'historien *Alexandre Marki* donne avec raison le nom de « Printemps sacré », il y eut un mouvement de rapprochement entre *Magyars* et *Roumains*, qui, malgré son avortement, indique bien que l'entente de ces deux peuples, tant désirée par leurs amis sincères, n'est pas une utopie et peut facilement se réaliser, s'ils y mettent tous deux un peu de bonne volonté.

Ce fut à vrai dire *Bem* qui aplanit principalement le chemin pour arriver à ce résultat si désirable. Le lendemain de la prise de *Szeben* il proclama une amnistie générale, et le 21 mars fit à la population de la *Transylvanie* un appel que résume la phrase suivante : « Magyars, Saxons et Roumains! tendez-vous la main fraternellement ; chassez de vos cœurs toute haine de race et vous serez tous heureux! » Tombées des lèvres du vainqueur, de telles paroles ne manquent jamais leur effet. Aussi apprit-on sans surprise que le mouvement offensif commencé le 2 avril par le commandant magyar *Csutak* contre *Axente* et *Janco*, établis dans l'*Érezchegység*, s'arrêtait subitement, malgré la défaite du prefekt *Buteano* On comprit que le moment était on ne peut plus propice pour entamer des négociations en vue de la paix. D'abord, les *magyars* venant d'*Abrudbánya*, d'*Albák* affirmaient que *Janco* vivait en parfaite harmonie avec les habitants magyars de la contrée. Ayant accumulé ses provisions de vivres et de munitions et même ses trésors à *Topanfalva*, il s'y faisait traiter en véritable « Roi des glaciers » à qui *Ferdinand* avait transmis ses

pouvoirs. En tout cas il fut le seul libéral parmi les *Roumains* anti-magyars; il accueillit donc avec empressement les avis qu'il reçut par l'entremise de *Balcesco*, du « Comité révolutionnaire » des *Principautés danubiennes* l'engageant à s'allier aux *Magyars* pour combattre dans l'intérêt des peuples opprimés. En dehors du journal roumain de *César Bolliac*, fondé à *Szeben*, le grand patriote roumain *Rosetti* ainsi que *Borléa*, travaillaient aussi avec ardeur à cette réconciliation. D'autre part, pressé par les députés roumains fidèles à la constitution tels que *Wlád* et *Dragos*, *Kossuth* se montra également enclin à faire faire des démarches en vue de l'apaisement. Ayant chargé *Jean Dragos* d'ouvrir des pourparlers avec les chefs des *Roumains*, celui-ci partit de *Debreczen* dès le 17 avril; trois jours après il se trouvait à *Brád* pour demander à *Janco* et à *Buteano* un rendez-vous. Quant à *Axente* il ne voulut se mêler de rien car, selon son opinion, les *Magyars* ne devaient traiter qu'avec le « Comité national roumain » ou avec le gouvernement impérial.

Ce fut à *Mihályfalva* que *Dragos* rencontra *Janco* et les prefekt *Dobra*, *Buteano*, *Vladutin* et *Boer* (le 25 avril). La tâche de l'envoyé du gouvernement hongrois y était énormément facilitée par les glorieuses nouvelles qu'il pouvait communiquer à ses interlocuteurs; les victoires de *Hatvan*, de *Bicske*, d'*Isaszeg* et de *Vácz*, gagnées sur l'armée impériale contrainte à se retirer de la capitale hongroise d'abord et ensuite probablement de toute la *Hongrie*. Éblouis par de semblables succès, les chefs roumains ne firent aucune difficulté pour signer la paix, seulement ils demandèrent un armistice préalable leur permettant de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute complication ultérieure. *Dragos* ne pouvant pas le leur accorder s'en retourna incontinent à *Debreczen* pour y obtenir des pouvoirs assez étendus pour mener les négociations à bonne fin. *Kossuth* résuma en 18 paragraphes les conditions de la *Hongrie*. Elles étaient tellement équitables que, *Dragos* les ayant présentées le 5 mai à *Abrudbánya* aux chefs roumains, ils les acceptèrent toutes sans difficulté, et, en signe de soumission, *Janco* fit arborer le drapeau hongrois (le 7 mai).

Ici s'impose le récit d'un événement dont il est presque impossible de démêler les causes. Au moment même où *Dragos* réussissait à obtenir des résultats aussi avantageux, se répandit à *Abrudbánya* le bruit de l'approche d'un détachement hongrois composé de 1,500 hommes et appuyé de quatre canons. Il arrivait du coté de *Brád* et il avait pour chef *Éméric Hatvani*, le remplaçant du commandant *Csutak*. Or ce *Hatvani* était tout simplement un « mamelouk » de *Kossuth* (à *Debreczen* on les appelait des « flamants » à cause de la plume rouge qu'ils portaient à leur chapeau) à qui malheureurement on avait donné pleins-pouvoirs pour le règlement des affaires roumaines, afin qu'il puisse être grassement rétribué. N'étant pas prévenu de l'arrivée de ce favori du « gouverneur », titre conféré à *Kossuth* par le parlement après la proclamation de la déchéance de la maison des *Habsbourg*, *Dragos* se porta à sa rencontre en compagnie du maire d'*Abrudbánya*, espérant qu'ils l'arrêteraient en lui faisant connaître la situation changée et les résultats obtenus. Mais *Hatvani* ne voulut rien écouter et désireux de cueillir des lauriers faciles, il entra quand même à *Abrudbánya*. Il y fit immédiatement arrêter les *prefekt Dobra*, *Buteano* et *Virano*, en exigeant en outre mais vainement que les *Roumains* lui livrassent leurs armes.

Janco considéra ces faits et gestes comme une trahison. S'étant retiré immédiatement *d'Abrudbánya*, il demanda des secours aux *prefeckt Axente* et *Bálint* ainsi qu'au lieutenant *Munzáth*, qui ne les lui marchandèrent pas. Alors il prit l'offensive et ayant incendié le matin du 9 mai *Verespatak*, il attaqua le même soir *Abrudbánya*. *Hatvani* se retira à *Brad* avec une partie de la population magyare le lendemain matin; ceux qui restèrent se réfugièrent en majorité dans les églises orthodoxes, où ils eurent la vie sauve. Leurs maisons furent cependant incendiées et pillées et les *Magyars* qui s'y étaient cachés périrent tous. *Dragos*, déclaré parjure et traître, tomba sous les coups de pique de la milice roumaine. Voulant réparer le mal qu'il avait causé, *Hatvani* reprit le chemin d'*Abrudbánya* le 15 mai et il s'en empara effectivement le lendemain. Mais ne pouvant pas songer à s'y maintenir au milieu d'une con-

trée remplie d'ennemis, il en repartit le 19 mai emmenant avec lui environ 2,000 habitants magyars et allemands. Ceux-ci, y compris les femmes, les enfants et les malades marchèrent pêle-mêle avec les soldats. Aussi n'était-ce pour les *Roumains* qu'un jeu d'anéantir ce troupeau d'individus au pied du pic de *Vulkan*, haut de 1264 mètres. Ce fut là que l'on vit les soldats de la légion viennoise s'entretuer pour ne pas tomber vivants dans les mains des *Roumains*. Il n'y eut que la moitié d'une compagnie de hussards et quatre-vingt-quatre hommes de la milice sicule qui purent se frayer un chemin à travers les lignes des *Roumains*. Mais *Hatvani* put se sauver aussi. Pour se venger, il fit fusiller le prefeckt *Buteano* le 23 mai tandis que *Dobra* disparut pendant l'attaque dirigée par *Janco* contre *Abrudbánya*. L'activité néfaste de *Hatvani* ne se prolongea pas plus longtemps : le gouvernement hongrois le destitua quelques jours après.

Enhardis par ce succès, les *Roumains* ne se contentèrent plus de porter la terreur dans la contrée des mines : ils inquiétèrent à la fin de mai l'armée hongroise elle-même investissant *Gyulafehérvár*. Là, ils furent repoussés, provoquant ainsi le retour offensif des *Magyars*. Mais le baron *Farkas Kemény* ne put se maintenir longtemps dans les ruines réoccupées d'*Abradbánya* et crut plus prudent de rallier les troupes d'investissement. Exaspéré par cette résistance héroïque des *Roumains*, *Bem* conçut alors le plan d'une attaque convergente contre leur position avantageusement fortifiée par la nature. *Farkas Kemény*, les commandants *Szép Volgyi* et *Paul Vasvári*, un des jeunes gens ayant proclamé à *Pesth* la liberté de la presse et dont l'éloquence lui procura le surnom de « Kossuth le jeune » devaient pénétrer de trois côtés à la fois dans l'*Ercz-hegység*. Conformément aux ordres de *Bem*, *Vasvári* se porta avec 600 hommes contre le *Marisel* en pleine révolution où il devait rencontrer les troupes de *Szépvolgyi*. L'ayant vainement attendu pendant deux jours, il voulait regagner sa base d'opération; mais déjà averti de l'exiguïté de ses forces, *Nicolas Crochesio*, un des *tribuns* de *Janco* lui barra le chemin à *Fontanele* et le tailla en pièces avec les trois quarts de ses hommes.

Cette catastrophe ne doit être imputée à personne. Après avoir commandé un mouvement en avant à ces trois chefs, *Bem* se vit obligé de les rappeler et, par une fatalité, *Vasvári* ne reçut pas de contre-ordre! La raison de ce rappel fut la nécessité de rassembler toutes les forces hongroises, car des armées russes étaient entrées en *Transylvanie* depuis le 18 juin! Le général *Lüders* y fit irruption avec 28,636 hommes et 56 canons à *Brassó* et le général *Grothenhjelm* à *Besztercze* avec 10,501 hommes et 32 canons. Il furent rejoints par les *Autrichiens* disposant de 15,000 hommes et de 45 canons, sous les ordres du général de division comte *Clam-Gallas*, venus soit de la *Boukovine*, soit des *Principautés danubiennes*. Les forces dont *Bem* pouvait disposer ne dépassèrent pas au contraire 24,000 combattants appuyés par 64 canons.

La présence des envahisseurs étrangers produisit un double résultat. Militairement, elle changea la situation complètement au désavantage des *Magyars* : malgré la défense héroïque de *Ferdinand Szabo*, d'*Alexandre Kis*, mortellement frappé et de *Szidlovszki*, qui en sa qualité de *Polonais* ne voulut pas se rendre aux *Russes* et se fit sauter la cervelle, *Brassó* tomba le 21 juin au pouvoir des alliés; *Bem* perdit la bataille de *Wallendorf* le 28 juin et le général russe *Hasford* se rendit maître du pays des *Sicules* dès le 25 juin et détruisit leur fonderie de canons, leurs moulins à poudre, leurs fabriques de capsules. Politiquement, ses effets étaient au contraire très favorables, puisqu'ils produisirent en face du danger commun du panslavisme un rapprochement entre les *Magyars* et les *Roumains*.

Pour le rendre le plus prompt et le plus efficace possible, on s'y prit de deux manières : *Balcesco*, l'envoyé de l'émigration roumaine, entama des négociations avec le gouvernement hongrois à *Debreczen* dès le milieu du mois de mai, tandis que son collègue *Balaceano* essaya de faire comprendre aux *Roumains* de la *Transylvanie* sous les armes le tort qu'ils faisaient aussi bien à la cause de la liberté en générale qu'à la leur propre en combattant les *Magyars* en compagnie de l'*Autriche* et de la *Russie* absolutistes. *Kossuth* agréa les ouvertures de

Balcesco avec empressement et put d'autant plus aisément promettre l'élaboration d'un projet de loi à ce sujet que les victoires remportées par les *Magyars* semblaient enfin rendre au parlement le loisir nécessaire pour s'occuper de la réorganisation intérieure du pays. Malheureusement l'éclaircie ne dura pas longtemps, et après avoir joui quelques semaines de ses triomphes à *Budapest*, le gouvernement se trouva de nouveau dans la nécessité de l'abandonner et de se réfugier vers le *Tisza*. Cette fois ce fut à *Szeged* (Szegedin) qu'il s'installa avec les débris de la Chambre des députés, qui y tint quelques séances encore. Dans celle du 21 juillet, le ministre président *Barthélemi de Szemere* présenta lui-même le projet de loi sur les nationalités. Les dispositions qui s'y rapportent aux *Roumains* sont les suivantes : on n'emploiera plus le nom de *Valaque* en voulant désigner les *Roumains;* si la langue de la législature était le magyar, il serait permis aux départements où les *Roumains* sont en majorité de se servir du roumain dans l'administration et dans les écoles ainsi que devant les tribunaux, une fois la procédure orale introduite; il serait loisible aux *Roumains* de pétitionner dans leur langue maternelle; ils pourraient librement administrer leurs églises et leurs écoles; au ministère des cultes il y aurait une section spéciale avec des employés roumains spéciaux, pour les affaires de l'église orthodoxe ; on traiterait leurs églises et leurs écoles de la même manière que celles des autres religions; on installerait à l'Université de Pesth une faculté théologique orthodoxe; on pourrait réunir des synodes avec l'assentiment du gouvernement; dans les communes roumaines ce seraient des *Roumains* qui commanderaient la garde nationale; dans les administrations gouvernementales on admettrait les *Roumains* au même titre que les *Magyars;* les révoltés roumains en déposant leurs armes seraient amnistiés, à condition de prêter serment à l'indépendance hongroise.

Voté dans les derniers jours de juillet, ce projet de loi sombra avec beaucoup d'autres quelques semaines après dans le terrible naufrage de la cause hongroise, tout en démontrant la bonne volonté des hommes d'État magyars. Les pourpalers engagés entre *Kossuth* et *Janco*, sur les instances de *Balaceano*

le jour même du combat de *Funtanele*, n'aboutirent à aucun résultat pratique non plus. Si *Kossuth* signe un traité le 14 juillet relativement à la création d'une légion roumaine, formée par les émigrés moldo-valaques et destinée à lutter en *Hongrie* contre l'absolutisme et le panslavisme, après avoir juré fidélité à la fois à la *Hongrie* et la *Roumanie*, le temps fait défaut pour mettre à exécution ce projet, beau et précieux gage de la fraternité magyaro-roumaine.

Quoique platonique, ce rapprochement exerça une influence morale des plus heureuses dans le camp des *Magyars*, profondément troublés par l'arrivée inattendue des *Russes*. *Bem* y découvrit les indices d'une révolution dans l'empire des tsars, le soulèvement des *Principautés danubiennes*, comme il le dit dans sa proclamation du 5 juillet, parue à *Besztercze*. Aussi se sentit-t-il peu amoindri par l'échec que *Lüders* lui y infligea cinq jours plus tard. Sans en être ému plus que de raison, il courut au secours des *Sicules*, et après y avoir châtié ceux dont l'enthousiasme s'était refroidi, il y réunit une petite armée de 15,000 hommes et 40 canons, à la tête desquels non seulement il rétablit l'équilibre entre les belligérants, mais il put encore reprendre l'offensive. Afin qu'elle impressionnât mieux les alliés, *Bem* l'exécuta sur leur base d'opération en entrant en *Moldavie* avec trois mille hommes par le col d'*Oïtoz*. Il y fut précédé par *César Boliac*, l'émigré roumain, à qui *Kossuth* avait confié la mission de prévenir *Omer-pacha*, général en chef de l'armée d'occupation turque en *Valachie*, de cette incursion probable des *Magyars*. On ne demanda au représentant de l'autorité de la *Sublime-Porte* que sa neutralité bienveillante qu'il ne pouvait pas accorder sans faire naître des complications internationales. *Bem* n'apprit sa réponse négative qu'étant déjà sur le sol moldave, où il remporta un petit avantage près d'*Onestie* sur le général russe *Oustrougoff* dès le lendemain de son entrée (le 23 juillet). Mais comme ses deux proclamations, invitant les *Roumains* à un soulèvement contre les *Russes*, ne produisirent aucun effet et comme son absence de la *Transylvanie* ne pouvait qu'y aggraver la situation, il y retourna au bout de trois jours. Y ayant rejoint le 28 juillet le petit corps

du commandant *Damaszkin* à *Szent-György*, il se jeta incontinant sur le général *Lüders* établi avec 16,000 hommes et 24 canons à *Segesvár*. L'attaque impétueuse des *Magyars* au nombre de trois mille y surprit d'autant plus les *Russes*, qu'au début de l'action un coup de canon, pointé par *Bem* lui même tua net un de leurs généraux. Mais s'étant aperçu de l'insignifiance des forces magyares, *Lüders* les fit envelopper par ses cosaques par qui elles furent presque complètement détruites. C'est à cette bataille que l'on perd les traces du *Tyrtée* de la *Hongrie*, du poète *Alexandre Petœfi*. Attaché à la personne si extraordinaire de *Bem*, comme officier d'ordonnance, il le suivait partout, étant un de ses plus fanatiques admirateurs. Son corps a dû se trouver parmi ceux de ces 1,030 *Magyars* que l'on a enterrés près du champ de bataille le lendemain (1er août).

Les tentatives que les émigrés moldo-valaques entreprirent en vue de la réconciliation des *Magyars* et des *Roumains* ne rencontrèrent pas chez ces derniers partout le même accueil. La haine d'*Axente* ne désarma pas. Pour faire lever le siège de *Gyula-Fehérvár*, il exécuta une nouvelle attaque contre les assiégeants magyars de cette forteresse (le 25 juillet). Elle fut repoussée comme les trois antérieures en terminant, il faut l'espérer, à jamais, la série des collisions à main armée entre les deux nations. De son côté *Barnutiu* se fit l'interprète des *Russes* en recommandant à ses frères de se grouper autour des drapeaux des deux empires (29 juillet). Aussi y eut-il des discussions très-violentes entre les chefs du mouvement roumain dans leur conciliabule de *Zalathna*. Fidèle à son libéralisme, *Janco* s'y déclara contre les *Russes* et prêt à se battre pour les *Magyars*, bien que ses hommes aient incendié le 31 juillet *Toroczkó*, tandis que pour *Axente* l'ennemi héréditaire resta toujours le *Magyar*!

En réalité, ennemi déjà peu redoutable alors, hélas! Les batailles perdues de *Szöreg*, et de *Temesvar* et de *Debreczen*, les deux premières contre les *Autrichiens* et la dernière contre les *Russes*, l'acculèrent dans les murs de la patriotique ville d'*Arad* où s'étaient entassées successivement, dans les premiers jours

d'août, les épaves du parlement, du gouvernement, de l'administration et de l'armée de la *Hongrie*. Le « gouverneur, » accompagné des ministres *Vukovics*, *Horváth* et *Csányi* y arriva le premier et la Chambre des députés y tint des séances depuis le 4 jusqu'au 11 août. *Arthur Görgei* y entra le 9 à la tête du premier corps d'armée, que deux autres suivirent le lendemain. Menacé par les *Russes* du général *Rüdiger* du côté du Nord et par les Autrichiens du baron *Haynau* du côté du Sud, le gouvernement jugea la situation perdue. *Kossuth* résigna donc tous les pouvoirs civils et militaires dans les mains de *Görgei* (11 août). Celui-ci, pour arrêter toute effusion inutile de sang, ne s'en servit que pour entrer en pourparlers avec le quartier général russe au sujet de la capitulation de l'armée hongroise. Elle eut lieu le 13 août à *Világos*, livrant aux *Russes* 64 drapeaux, 32,314 soldats, parmi lesquels 11 généraux, et 144 canons. *Kossuth* s'était déjà enfui l'avant-veille vers *Orsova* d'où après y avoir enterré la couronne hongroise dans un endroit écarté, il entra en *Turquie* pour commencer son exil involontaire et volontaire de 45 ans.

La capitulation de *Világos* entraîna avec elle naturellement la cessation graduelle de toutes les résistances ultérieures des forces hongroises. En *Transylvanie* c'est *Alexandre Gál* qui se rend avec ses 4,000 hommes (25 août) au général russe *Grotenhjelm*. En *Hongrie*, la reddition des places fortes de *Munkács* et de *Pétervárad* se suit dans le court espace de quelques jours, du 26 août au 7 septembre. Et malgré les brillantes sorties du général *Klapka*, l'imprenable forteresse de *Komárom* ne peut à la fin dans son isolement que capituler. Ayant obtenu pour la garnison les conditions les plus honorables, son héroïque défenseur l'évacue le 5 octobre! Conclusion consolante d'une lutte formidable d'où la *Hongrie* sortit glorieuse et admirée, quoique couverte de plaies béantes, et elle put croire à un meilleur avenir, au triomphe final de sa juste et noble cause!

CHAPITRE XII

VAE VICTIS — ET VICTORIBUS!

« La Hongrie gît au pied de Votre Majesté », écrivit avec emphase le prince *Paschkievitsch* à l'empereur Nicolas après la capitulation de *Világos*, « et elle est à la merci de notre vengeance », ajouta à la cantonade la camarilla de *Vienne*, les dents serrées et les yeux injectés de sang. Car s'il était déjà assez humiliant pour elle d'implorer le secours de la *Russie* et d'avouer ainsi son impuissance en face d'une « poignée de factieux, égarés par *Kossuth* », comme elle aimait à appeler les défenseurs de la constitution hongroise, le fait que le général-dictateur *Arthur Görgei* avait préféré se rendre aux *Russes* qui n'étaient à vrai dire que les rabatteurs des armées autrichiennes et non pas à celles-ci, ses vrais vainqueurs, la mit complètement hors d'elle. Et cette acte, inspiré plutôt par le dépit et le désespoir que par un calcul politique quelconque, eut d'ailleurs un autre résultat imprévu et important encore : il relâcha les liens de l'étroite et vieille amitié des deux empires du Nord en apparence à cause des officiers hongrois s'étant rendus aux *Russes*, que ceux-ci livrèrent aux *Autrichiens* sous la condition de les épargner et qui furent quand même exécutés. mais en réalité à cause de la conviction acquise par *Nicolas* pendant cette campagne que le chemin de *Constantinople* menait à travers la *Hongrie* et qu'il commettait donc une faute politique irréparable en ne la gardant pas, en remplissant scrupuleusement sa parole solennelle d'être toujours le protecteur des enfants de l'empereur *François* Ier, du beau-père de *Napoléon*. Or cette crise psychologique qui fait le plus grand honneur à l'autocrate russe, n'échappa pas à la sagacité des hommes d'État autrichiens; ayant mesuré le danger que la monarchie avait couru, ils en voulurent au tsar comme s'il était devenu parjure et se promirent dès lors de s'affranchir

de sa tutelle. Voilà la raison initiale de l'attitude de l'*Autriche* pendant la guerre d'Orient : si en ne soutenant pas la *Russie,* elle devait étonner le monde par son ingratitude, au fond c'était encore un sacrifice puisque ses intérêts eussent été mieux servis par une alliance ouverte avec la *France* et l'*Angleterre,* empêchant la *Sardaigne* de se mettre en avant et rendant ainsi impossibles les complications survenues en *Italie* quelques années plus tard.

Quant à la rage antimagyare des hommes d'État autrichiens de l'acabit du voluptueux prince *Félix Schwarzenberg,* d'*Alexandre Bach,* le « ministre des barricades », fraîchement converti à la réaction, elle ne trouvait pas malheureusement de contre-poids suffisant dans la modération du souverain, trop jeune encore pour avoir une politique personnelle. De là les pleins pouvoirs donnés au baron *Haynau* dont les victoires remportées à *Szöreg* et à *Temesvár* méritaient incontestablement des récompenses de la part de la cour, mais à qui on ne pouvait confier le gouvernement civil et militaire de la *Hongrie* qu'avec le désir qu'il y renouvelât les cruautés commises par lui en *Italie* cruautés qui lui avaient valu le surnom de « l'hyène de Brescia ». Et cet espoir ne fut pas déçu, hélas! Il fit prononcer 500 condamnations à mort politiques par les cours martiales et le nombre des exécutés atteignit 114, parmi lesquels treize généraux, le ministre-président comte *Louis Batthyány,* le baron *Perényi* un vieillard de soixante-douze ans, le baron *Jeszenák.* Les casemates des forteresses autrichiennes de *Josephstadt* et de *Kuefstein* se remplirent de notabilités condamnées à la reclusion perpétuelle, tandis que l'on imposait de fortes amendes aux comtes *Károlyi* et que l'on confisquait les biens des réfugiés n'ayant pu être pendus qu'en effigie.

Au milieu de cette avalanche de condamnations, frappant les meilleures familles et les individualités les plus marquantes on n'oublia pas le pays. Réduit au rang de simple province de l'empire d'*Autriche,* il vit sa constitution supprimée, et eut encore à supporter des mutilations considérables et humiliantes relativement à son intégrité territoriale. On lui enleva *Fiume* pour l'annexer à la *Croatie,* devenue l'égale de

la *Hongrie* provincialisée. Elle dut renoncer à ses départements méridionaux dont on forma à l'Ouest la *Vayvodie serbe* et à l'Est le *Banat*. La *Transylvanie* redevint une province séparée, avec *Nagy-Szeben* comme centre de l'administration civile et militaire. On y remplaça les anciens départements (comitats) par cinq districts répartis de manière que l'élément magyar y restât toujours en minorité. On répéta cette même tactique dans la *Hongrie* proprement dite, où, tout en maintenant le cadre départemental, on établit également cinq districts naturellement beaucoup plus considérables, mais néanmoins destinés à produire un résultat analogue. Dans les cinq centres administratifs des cinq districts hongrois, on installa autant de cours d'appel, tandis que la cour de cassation siégeait à *Vienne* pour nettement indiquer la dépendance judiciaire de la *Hongrie* de la justice de l'empire. Cette dernière ne laissait d'ailleurs rien à désirer, grâce à sa récente réorganisation judicieuse et bien comprise, due aux lumières du ministre de *Schmerling*. L'administration civile autrichienne était incontestablement en progrès sur l'ancienne administration nobiliaire et élective hongroise. Si malgré ses avantages et son caractère démocratique on l'avait en horreur dans toute la *Hongrie*, il faut l'imputer à l'origine étrangère de ses représentants, recrutés dans les pays héréditaires et notamment en *Bohême;* on leur donna le sobriquet de « hussards de Bach » parce qu'ils étaient nommés par ce ministre, ainsi qu'à la langue allemande dont ils se servaient officiellement aussi bien que dans la vie privée pour contribuer de leur mieux à la réalisation de l'idée maîtresse de *Bach :* la germanisation de la *Hongrie*. L'introduction du corps des *gendarmes* y visait indirectement, car ceux-ci tenaient d'autant plus en suspicion tout *Magyar* fidèle à sa langue, aux mœurs et traditions de sa race, qu'il leur était dû une certaine récompense pour chaque arrestation suivie de condamnation et qu'ils savaient être agréables à leurs supérieurs en inculpant le plus de *Magyars* possibles (1). A côté d'eux la police, tant publique que secrète, put cueillir maints

(1) *Beksifés* (G) : I Ferencz-József és kora. Page 440 et 441.

lauriers, soit au moyen de la délation et d'un « cabinet noir » bien organisé en vue de la violation des correspondances, soit en arrêtant ou tout au moins en contrariant l'essor de la vie intellectuelle de la *Hongrie*. On suspendit le fonctionnement public de l'Académie des sciences hongroise ainsi que de la société littéraire *Kisfaludy* et on ne laissa paraître que quelques journaux hongrois soumis à la censure la plus rigoureuse et qu'une simple ordonnance de police pouvait à chaque instant supprimer. La plus simple allusion poétique, le simple titre d'un morceau de musique suffisaient pour attirer les foudres de la police sur la tête de leurs auteurs, généralement cachés sous des pseudonymes.

Les empiètements de l'absolutisme autrichien ne respectèrent pas davantage le domaine de la religion. Aussitôt installé à *Bude*, le baron *Haynau* chassa trois évêques de leurs sièges épiscopaux. Le prince-primat *Hám*, nommé par le ministère hongrois, se vit forcé de donner sa démission peu de temps après. Mais ces intimidations ne changèrent nullement les sentiments patriotiques du clergé catholique. Le nouveau prince-primat *Scitovszky* ne voulut pas consentir à renoncer à la situation indépendante de l'église catholique en *Hongrie* et refusa net de reconnaître un chef dans l'archevêque de *Vienne*. Cette résistance ne cessa pas, même avec la proclamation du Concordat, en 1855, quoiqu'il garantît une situation inespérément favorable à l'Église. Pour en tirer par la suite quelques bénéfices le ministre des Cultes et de l'Instruction publique, comte *Léo Thun*, l'interpréta de manière à ne voir dans les membres du clergé catholique que des agents de la réaction et de la germanisation, prêts à prêcher la soumission la plus absolue au pouvoir établi, à extirper du cœur de la jeunesse hongroise toutes les fibres la rattachant aux traditions nationales. Calcul heureusement erroné, comme celui concernant l'asservissement des églises calvinistes et luthériennes, dont l'autonomie, garantie par la constitution hongroise, devait souverainement déplaire à des hommes de gouvernement hypnotisés par l'idée de la centralisation à outrance de toute la monarchie.

Égalant celles de sa situation politique, les misères matérielles de la *Hongrie* atteignirent aussi des proportions inquiétantes. Aux pertes subies par le pays en hommes (32,000 Hongrois, 1,000 Croates, 6,000 Serbes et 6,000 Roumains environ), aux propriétés bombardées, incendiées, saccagées, s'ajoutait la crise financière provoquée par la confiscation du papier-monnaie émis par *Kossuth*. D'autre part, on introduisit en *Hongrie* l'impôt foncier dès le 4 mars 1850, en basant son assiette sur un cadastre fantaisiste, dans lequel il s'agissait moins de déterminer la valeur du sol que les opinions politiques des propriétaires. Aussi les départements magyars furent-ils frappés de charges énormes, pendant que l'on en exempta le plus possible les contrées habitées par les nationalités. L'introduction de cet impôt parut d'autant plus ruineux aux propriétaires terriens, à la « gentry » hongroise, formant la classe moyenne, conséquemment la plus importante, qu'elle suivait de près l'abolition du servage, la forçant à recourir à l'emploi de main-d'œuvre payée en espèces, tandis qu'elle-même ne pouvait toucher l'indemnité due par l'État en raison de l'abolition qu'à des intervalles très espacés et par fractions insignifiantes, qui en diminuaient presque entièrement l'efficacité. En *Transylvanie*, on ne décréta les indemnités pour les redevances qu'en 1858 et leurs intérêts ne devaient courir que de cette date. C'était diminuer leur valeur de 50 pour 100 (1); c'était viser les propriétaires magyars ostensiblement.

La constitution impériale du 4 mars 1849 proclamant l'égalité devant la loi de tout sujet de l'empire, il fallait que la masse du peuple ne fut pas épargnée non plus par le fisc. Les impôts indirects étaient inconnus dans la *Hongrie* d'avant 1848; leur naturalisation graduelle, expliquée dans des ordonnances allemandes que personne ne lisait, et conséquemment à cause desquelles on s'exposait à mille vexations de la part de la gendarmerie, provoqua un mécontentement général allant quelques fois jusqu'aux voies de fait. Or les ressources

(1) Beksics (G), I. *Ferencz-József és kora*, p. 440 et 441

ainsi obtenues n'avaient même pas l'avantage de solder les dépenses disproportionnellement accrues de l'empire; il y eut des déficits de 50 pour 100 dans ses budgets, imposant la nécessité d'aliéner les meilleures lignes de chemin de fer, de contracter emprunts sur emprunts soit à l'étranger, soit à l'intérieur, mais là sous forme d'emprunt forcé.

Pour supporter les rigueurs de ces mesures financières administratives généralement employées, les *Magyars* puisaient leurs forces dans la conviction qu'elles étaient des représailles dont la grandeur sous-entendait la leur propre, conviction qui leur donna une secrète confiance dans l'avenir, même au milieu de leur plus cruelle détresse. Mais tout autre était forcément l'état d'âme des nationalités ayant figuré dans la guerre constitutionnelle comme alliées de la réaction : elles espéraient des récompenses consistant en privilèges et faveurs, pour prix de leur hostilité à la cause du constitutionnalisme. Or, la désinvolture avec laquelle les hommes d'État autrichiens traitaient les *Russes* eux-mêmes, à qui l'*Autriche* devait indiscutablement son salut, indiquait assez qu'à cet égard elles n'auraient que des déceptions.

Si celles des *Roumains* paraissent être les plus grandes, vu l'ardeur qu'ils avaient mis à exterminer les *Magyars* et les pertes qu'ils avaient éprouvées, il ne faut pas en rendre responsable la seule ingratitude de la cour. Elles s'expliquent bien mieux par les conditions sociales particulières où se trouva alors la race roumaine dans la monarchie des *Habsbourg* . Les traditions et les mœurs y assignaient dans la vie publique un rôle si considérable à l'aristocratie de naissance, détentrice principale du pouvoir, que la cause des *Roumains* complètement dépourvus de représentants dans la haute société, n'y compta aucun partisan influent. L'évêque *Siaguna* avait beau pousser de *Bucarest* à *Olmütz* à travers la *Moldavie*, la *Boukovine* et la *Galicie*, et y écrire pétitions et mémorandums soit à l'empereur, soit au ministère, tant au nom du peuple roumain seul qu'au nom de toutes les races non-magyares, demandant la création d'un ministère roumain au sein du cabinet autrichien ainsi que l'adoption par l'empereur du titre de « grand duc des

Roumains », se plaignant de certaines dispositions de la constitution impériale du 4 mars, telles que les concessions faites aux *Saxons* et aux *Serbes*, qu'il considérait comme attentatoires aux droits des *Roumains*, son activité dévorante, ses audiences chez l'empereur et chez les ministres, n'aboutirent qu'à une réponse évasive du ministre *Bach* lui conseillant de s'en remettre aux bonnes dispositions du gouvernement à l'égard des *Roumains* (18 juillet 1849). Rien d'ailleurs ne caractérise mieux l'indifférence témoignée par l'aristocratie autrichienne à l'endroit de ces derniers que la proclamation du général comte *Clam-Gallas* publiée après la réoccupation de *Brassó* par les *Autrichiens* et adressée aux *Saxons* comme au seul peuple de la *Transylvanie* resté fidèle à l'empereur. Il est vrai qu'à la suite de cette omission, *Schwarzenberg* ne lui confia pas le gouvernement militaire du pays; mais le général de *Wohlgemuth*, qui l'obtint, ne se montra pas beaucoup plus aimable envers les *Roumains* quand il leur recommanda, dès le 11 août, de remettre leurs armes à l'autorité, recommandation qui prit un caractère tout à fait comminatoire le 2 septembre suivant, sous la forme d'une véritable ordonnance. Comme on rencontra chez *Axente* quelques velléités de résistance, car il parlait de l'organisation d'un grand camp roumain, *de Wohlgemuth* le fit arrêter, et le 24 novembre on le condamna à deux mois de prison. D'autre part on suspendit la publication du journal roumain « Gazetta Transylvanici », on mit les chefs du mouvement roumain sous la surveillance de la police et *Siaguna* reçut, le 29 octobre du commandant militaire une lettre, dans laquelle celui-ci lui reproche très vivement l'attitude équivoque de son clergé, trop préoccupé de la marche des affaires politiques. C'était une indication suffisante pour l'évêque ambitieux, prêt à tout sacrifier à ses propres intérêts. Aussi abandonna-t-il promptement le terrain compromettant des revendications où ce fut *Basile Erdélyi*, l'évêque grec uni de *Nagy-Varad*, qui le remplaça en signant une nouvelle pétition des *Roumains* (janvier 1850), réclamant la création d'un territoire roumain avec un chef national. A peine arrivé au ministère à *Vienne*, elle fut suivie d'une autre, le 6 mars suivant,

et une députation composée des plus importants représentants du roumanisme la transmit à l'empereur lui même. Ce factum était à vrai dire plutôt un amas de récriminations et de dénonciations contre la tyrannie des employés de l'administration impériale, parmi lesquels il y avait des *Magyars*, et contre l'arrogance des *Saxons*. Il est à remarquer ici avec le docteur *Jancso* que ces pétitions roumaines se rapportent aux demandes les plus diverses et renferment en même temps des plaintes à propos de toutes choses. Elles semblent sortir de la plume d'un homme possédé de la manie des persécutions et décèlent, en tout cas, avec la naïveté de l'esprit roumain, ses hésitations au sujet de la justesse de ses réclamations.

Ce fut pendant cette audience impériale que l'on présenta *Jancso* au jeune souverain et ensuite à *Schwarzenberg*. Mais le « roi des glaciers » ne voulut pas se contenter d'une présentation sommaire pareille et en demanda une autre toute privée. Au lieu de l'obtenir, la police lui signifia de quitter *Vienne* dans les vingt-quatre heures. Une manière d'agir aussi hostile n'était pas faite pour contenter ses aspirations nationales et ne contribua pas peu à troubler sa raison. Il se vit joué « par les Allemands », auxquels il ne voulut du reste jamais croire, et il comprit que toute la triste besogne plus ou moins avouable des *Roumains* n'aurait même pas l'excuse de la réussite. Son état maladif ne fit que s'accroître avec le temps et lui suggéra l'idée baroque d'inviter chez lui l'empereur, lors de son voyage à travers la *Hongrie* et la *Transylvanie* en 1852. Naturellement il ne parvint même pas à l'aborder et se rendit complètement ridicule aux yeux de tous ceux qu'il avait assemblés dans sa maison de *Felsoe-Vidra*, pour rehausser l'éclat de la réception, notamment les popes dans leurs ornements. D'ailleurs, il était très-malheureux à cause des remontrances continuelles de son père, qui ne comprenait pas il fit la sourde oreille quand des places lucratives lui étaient offertes par le gouvernement. Mû par les sentiments patriotiques, libéraux et humanitaires les plus nobles, il était très vivement impressionné par le désaccord dans lequel ses rêves se trouvaient avec ses actes. Mais le calice des amertumes contenait d'autres

poisons encore : sous prétexte qu'il excitait les *Motzes* contre l'introduction du cadastre, on le fit emprisonner, mettre aux fers à *Gyulafehérvár* et transporter à *Nagy-Szeben*. Là, il fut mis en liberté et on voulut même le dédommager des mauvais traitements qu'il avait subis par une forte somme d'argent (1,250 francs). Mais il n'accepta rien et il suivit au contraire docilement, quoique déjà en proie à la folie, son père, qui le ramena dans son pays, où il vécut longtemps encore en recourant à la charité publique. De préférence, il s'adressa aux *Magyars*, qui l'aidaient de bon cœur, car ils savaient pertinemment que plus d'un des leurs lui devaient la vie et que si ses hommes commirent des atrocités, c'était toujours à son insu et contre son gré.

Depuis la déposition de l'évêque grec-uni *Leményi* par le baron *Puchner*, le siège épiscopal de *Balázsfalva* resta inoccupé. *De Wohlgemuth* lui intima l'ordre de donner sa démission formelle en mars 1850. Sa prompte obéissance ne le préserva pas des foudres de la réaction : pour le punir de son attachement à la constitution hongroise, on l'enferma dans le couvent des *Franciscains* de *Vienne*, où il mourut en 1861. Quant à l'évêché de *Balázsfalva*, un synode convoqué en 1850, pour l'élection du nouveau titulaire, en disposa en faveur de *Sterca-Siulutiu* que l'empereur agréa incontinent. C'était le triomphe complet des ultras, car le daco-roumanisme du nouvel évêque était tellement outré qu'il déplaisait à *Siaguna* lui-même.

Au commencement de l'année 1851, il y eut un changement dans le gouvernement militaire de la *Transylvanie*. Le général prince *Charles Schwarzenberg*, y remplaça *de Wohlgemuth*. Attiré par ses sympathies personnelles vers la société de l'aristocratie magyare, le nouveau commandant en chef ne se montra cependant pas aussi hostile aux *Roumains* que son prédécesseur. Ce furent alors surtout les *Saxons* qui firent une guerre acharnée au roumanisme. Fiers de leur origine germanique à cause de laquelle ils devinrent les alliés naturels de l'absolutisme allemand, ils se conduisaient en protecteurs plus ou moins bienveillants à l'égard des *Roumains* et trouvaient mille raisons plus ou moins admissibles pour les dépouiller à leur propre

profit des places que ceux-ci avaient obtenues dans l'administration. Aussi était-ce simplement du voyage entrepris par le jeune empereur en 1852 à travers la *Hongrie* et la *Transylvanie* que les ouailles de *Siulutiu* et de *Siaguna* attendaient la réalisation de leurs espérances. Mais ils devaient éprouver une déception encore, car les bruits que *Bach* faisait courir avant l'arrivée du souverain, et d'après lesquels ont eût été à la veille de grands événements, cessèrent brusquement aussitôt le voyage terminé. En réalité, ce n'était donc qu'une manœuvre du ministre peu scrupuleux pour obtenir les acclamations des populations et pour démontrer ainsi à *François-Joseph* par l'allégresse générale l'excellence de son gouvernement. En guise de consolation, les *Roumains* se payèrent alors plus que jamais des théories daco-roumaines, qui n'eurent qu'un résultat pratique : l'introduction définitive des caractères latins dans l'écriture et la typographie roumaine.

Il devenait ainsi de plus en plus clair que le système absolutiste et germanisateur infligé aux *Magyars* rebelles comme un châtiment, ne ménageait en rien les nationalités et, par surcroît, les humiliait encore, puisqu'il démontrait avec la dernière évidence combien on appréciait peu à *Vienne* le concours qu'elles avaient prêté pendant la guerre constitutionnelle. De là ce refroidissement de leurs rapports avec le gouvernement impérial et leur rapprochement inconscient des *Magyars* qui, étant malheureux, n'excitaient plus maintenant autant leur jalousie séculaire.

Mais ce n'était pas la seule satisfaction que les retours de la justice immanente réservaient à la *Hongrie* vaincue. Les conservateurs magyars qui, par tradition et conviction, étaient restés inébranlablement attachés à la cause de la maison des *Habsbourg* pendant le conflit, croyant qu'il ne s'agissait là que de la répression d'une révolte et qu'on allait rétablir la constitution suspendue immédiatement après la cessation des hostilités, se sentaient douloureusement atteints par les procédés des absolutistes pangermanistes et mettaient tout en œuvre pour prouver l'imprescriptibilité des droits de la *Hongrie*. Par leur intervention personnelle, comme celle des comtes *Georges*

Apponyi, *Émile Dessewffy* ; par leurs écrits, comme le livre de *Paul de Somssich* (1), ils entretenaient à la cour et dans le monde politique autrichien un courant, sinon de sympathie, au moins d'intérêt pour la *Hongrie* qui, servant de protestation contre le fait accompli et démontrant la viabilité de cette dernière, lui était doublement utile. L'action exercée à l'extérieur par les émigrés hongrois avait une portée morale semblable. Les discours prononcés par *Kossuth* en *Angleterre* et en *Amérique*, dépeignant la grandeur passée et la misère actuelle de son pays, faisant connaître au monde le libéralisme des *Magyars* et leurs facultés d'assimilation, soulevaient l'enthousiasme de l'Occident que ses lieutenant : les comtes *Ladislas Teleki*, *Jules Andrássy*, le colonel *Kiss de Nemeskér*, *François de Pulszky* entretenaient savamment dans la haute société et dont les échos parvenaient ensuite jusqu'au public, grâce à l'activité des publicistes *Szarvady*, *Édouard Horn*, *Jean Ludwigh*, *Irányi*.

La coopération incessante de tant de patriotisme, jaillissant de sources si opposées, était déjà un gage sérieux de l'amélioriation probable et proche de la situation de la *Hongrie*. Elle devint une certitude le jour (24 avril 1854) où *François-Joseph* conduisit à l'autel la princesse *Elisabeth de Bavière*. C'était installer sur le trône, sous l'égide de la beauté et des charmes, l'ange tutélaire des *Magyars*, vers qui la jeune impératrice se sentait attirée en souvenir de sa sainte patronne, la personnification idéale de la charité chrétienne, issue de la famille des *Arpad*. Son affection ne se manifesta d'abord que dans le nombre toujours grossissant des amnistiés hongrois dont elle devenait l'avocat infatigable auprès de l'empereur, d'ailleurs très bienveillant par lui-même. Le voyage que le couple impérial entreprit à travers la *Hongrie* en 1857, ne fit qu'augmenter cette bonne disposition. L'impératrice se mit alors à apprendre le hongrois et son professeur, le publiciste Dr *Max Falk*, lui fit connaître non seulement la langue, mais la littérature et la politique magyares, en se faisant écrire, par le baron *Joseph Eötvös*, le romancier et ancien ministre, des let-

(1) PAUL VON SOMSSICH, *Das legitime Recht Ungarns und seines Königs*, 1850.

tres qu'il communiqua à son auguste élève, lui dévoilant ainsi, sous prétexte d'exercices de style, la situation, les aspirations véritables de la *Hongrie*. Ayant étudié à l'aide de ce moyen détourné les qualités principales de l'âme et du génie magyars, elle prépara leur triomphe final en saisissant toute les occasions pour les mettre en lumière favorable auprès de l'empereur.

Mais avant que justice fût rendue aux revendications légales et légitimes de la *Hongrie* outragée, il fallait que le système absolutiste et pangermaniste disparût sous les ruines d'un effondrement ignominieux. A l'intérieur, ce fut la situation financière de la monarchie qui le prépara. Le système de *Bach* était aussi coûteux que stérile au point de vue économique. Pour équilibrer le budget, relativement insignifiant, mais dans lequel les recettes ne couvraient que la moitié des dépenses, on vendit à vil prix tout ce qui pouvait se vendre, pour aboutir finalement à un emprunt forcé d'un milliard deux cent cinquante millions de francs qui fut à peine souscrit, malgré la pression la plus cynique de l'administration et dont on n'employa qu'une infime partie seulement d'une façon utile. Pour éblouir les populations mécontentes on fit de la politique internationale pompeuse, qui eut certes quelques victoires à enregistrer, — telle que l'humiliation de la *Prusse* dans la conférence d'*Olmütz* (mai 1851) — mais dont les maladresses finirent par ameuter contre l'*Autriche* toutes les puissances et lui susciter les plus graves difficultés.

Celle que fit naître la guerre d'Orient entre *Nicolas Ier* et le sultan *Abdul-Medjid*, fut la plus inextricable. En raison de sa reconnaissance, de ses traditions et de ses tendances politiques, l'*Autriche* ne pouvait être que l'alliée de la *Russie*, d'autant plus qu'elle avait un compte personnel à régler avec la *Turquie* au sujet de la protection que celle-ci avait accordée jadis aux réfugiés hongrois. Mais, d'autre part, le cabinet de *Vienne* savait aussi pertinemment qu'en jouant le jeu de la diplomatie russe il se livrait pieds et poings liés au panslavisme orthodoxe auquel étaient inféodés en ce temps-là les *Roumains* ainsi que les *Serbes*. Donc, l'intervention autrichienne en faveur de la *Russie* eut été une faute politique aussi irréparable que l'avait été l'in-

tervention russe en *Hongrie*. Mais comme *François-Joseph* n'avait contracté aucun engagement individuel envers le tsar, il lui était permis de ne prendre souci que des intérêts de la monarchie. Il fit même plus : il envoya une armée d'occupation dans les *Principautés danubiennes*, empêchant ainsi l'envahissement de la *Russie* du côté sud-ouest et lui donnant la possibilité de concentrer tous ses efforts sur la défense de *Sébastopol*. — occupation qui coûta une somme de 400 millions de francs et à cause de laquelle l'*Autriche* s'aliéna les bonnes dispositions de l'*Angleterre*, tandis que la *Sardaigne* put tranquillement préparer l'unité italienne sous la protection de la *France*. Mais ce ne fut qu'une demi-mesure qui ne satisfit personne; aussi le comte *Buol*, ministre des Affaires étrangères de l'*Autriche* et son représentant au congrès de Paris en 1856, s'y trouva-t-il complètement isolé. Sans pouvoir rien obtenir pour son gouvernement, il y figura comme un comparse dont l'insignifiance encouragea singulièrement les ennemis plus ou moins déclarés de la monarchie habsbourgeoise.

L'occupation des *Principautés danubiennes* se prolongea jusqu'au mois de mars 1857. Les hommes d'État autrichiens en profitèrent pour mettre tout en mouvement contre l'union de la *Valachie* et de la *Moldavie* sous le sceptre d'un seul souverain. Attitude que la perspective d'une *Roumanie* forte, unie et heureuse, exerçant une attraction irrésistible sur les *Roumains* de la monarchie, a dû leur inspirer justement à la suite des déclamations des daco-roumains dont les rêves semblaient se réaliser ainsi, grâce à la politique nationaliste de *Napoléon III*. Elle visait à ce moment la réunion des deux principautés sous un même prince, dans l'espèce sous le prince *Couza*, réunion que les patriotes roumains considéraient avec raison comme un acheminement vers l'indépendance de leur pays. Prévoyant ce résultat, la *Turquie* fit tout son possible pour empêcher cette double élection, mais elle eut lieu quand même en janvier 1857. Les discussions aigres-douces que cet événement souleva entre l'*Autriche* et la *France* prirent peu à peu un tel caractère d'acuité qu'on en pouvait hardiment conclure à la collision imminente de ces deux États. Elle ne se produisit pas cependant

à cause de la question roumaine, mais à cause des empiétements constants de la cour de *Vienne* dans les affaires italiennes auxquelles *Napoleon* ne s'intéressa plus théoriquement seulement depuis qu'il avait l'intention de devenir l'allié de la famille de *Savoie*.

A l'époque de la guerre d'*Italie*, il y avait déjà dix ans que durait, dans la monarchie des *Habsbourg*, l'absolutisme centraliste et pangermaniste. Ses prétendus triomphes remportés à l'intérieur, que le fraîchement baronisé *Bach* avait si pompeusement commentés dans sa brochure fameuse : « Un regard en arrière, *Rückblick*, » attirant ainsi la réponse foudroyante du comte *Étienne Széchenyi*, — devaient avoir un brillant contre-coup à l'extérieur, en garantissant pour toujours aux principes conservateurs, représentés par l'*Autriche* concordataire et réactionnaire, leur prépondérance définitive dans l'*Europe* tout entière. Or, au lieu de pouvoir se targuer de résultats pareils, par suite des défaites de *Magenta* et de *Solférino* les hommes d'États autrichiens se virent obligés d'avouer non seulement leur incapacité mais aussi leur corruption, soit en remettant leur démission dans les mains de l'empereur comme *Bach*, *Kempen*, soit en se suicidant comme le ministre des finances, le baron *Bruck*.

D'autre part, les succès purement moraux de l'émigration hongroise, la désinvolture avec laquelle la question hongroise fut traitée lors de la conclusion de la paix de *Villafranca* démontrèrent clairement à la *Hongrie* qu'elle n'avait rien à attendre de l'étranger, qu'elle ne devait chercher son salut que dans sa réconciliation sincère avec *François-Joseph*, à qui revenait la couronne de Saint Étienne même d'après la constitution hongroise.

Ce fut donc en apparence la nécessité qui fit éclater la secrète sympathie que le souverain et la nation avaient de tout temps ressentie l'un pour l'autre, dont on avait traitreusement interrompu le courant, et qui, en unissant le trône et les chaumières, rend la *Hongrie* d'aujourd'hui si glorieuse, prospère et florissante !

CHAPITRE XIII

LE COMPROMIS

Peu de grandes figures de l'histoire ont l'intérêt psychologique que *François-Joseph Ier* offre au penseur. Au début de son règne, le prince de *Hohenzollern*, alors ministre président-prussien, le juge comme un souverain voué corps et âme à l'absolutisme (1), tandis qu'aujourd'hui ses sujets lui donnent le surnom de « Constitutionnel » : évolution extraordinaire que sa logique rend plus extraordinaire encore. Car ce n'est pas de l'opportunisme qui transforme ses opinions pour mieux servir ses desseins : chez lui, l'influence d'une conviction profonde est manifeste et il épuise obstinément les arguments en faveur d'un principe adopté. Si à son avènement au trône on grave dans son esprit les préceptes de l'absolutisme et de la centralisation pangermaniste, il s'en inspire pendant dix ans et il consacre à leur mise en œuvre toute son activité et toute son énergie. S'étant convaincu de l'inanité des théories absolutistes, il se décide alors pour le système constitutionnel, sans abandonner encore ses tendances à la centralisation allemande. Dailleurs il ne connaît les affaires hongroises que d'après les interprétations de ses familiers les conservateurs magyars, pour qui les lois de 1848 sont entachées de radicalisme et qui considèrent la *Hongrie*, affranchie de la tutelle autrichienne, comme la proie certaine des nationalités hostiles.

Leurré par les centralistes libéraux qui avait à leur tête l'excellent juriste *Schmerling*, et qui lui promettent à bref délai l'unification de la monarchie s'il y introduit le parlementarisme, induit en erreur par ses conseillers réactionnaires de la *Hongrie* sur les véritables dispositions de leurs compatriotes, ni serviles ni révolutionnaires, mais prêts à tout sacrifier pour

(1) Beksics G., *Elsó Ferencz-József és kora*. Budapest, 1898, p. 514.

leur constitution, *François-Joseph* croyait avoir tout fait en improvisant un constitutionnalisme octroyé. Ses rescrits, datés du 5 mars et du 16 juillet 1860, élargissant la sphère d'action du « Reichsrath » (conseil de l'empire), son diplôme du 20 octobre 1860 faisant prévoir la convocation des Diètes provinciales, parmi lesquels celles de la *Hongrie*, de la *Transylvanie* et de la *Croatie* aussi, étaient effectivement des concessions considérables à l'égard des pays héréditaires dans lesquels ce fut à la volonté du souverain que remontèrent les droits politiques. Tout autre était le cas dans les pays de la couronne de Saint Étienne où, en dehors des lois votées par les Diètes et sanctionnées par le roi couronné, on n'en reconnaissait aucune. Là l'arbitraire, fût-il le mieux intentionné et le plus libéral, ne pouvait jamais compter sur un bon accueil.

Du reste, il y soufflait depuis l'issue désastreuse de la guerre d'*Italie* un vent de mécontentement qui n'avait rien de rassurant pour le gouvernement. Il s'éleva à l'occasion de la promulgation d'une loi, règlant l'autonomie des protestants (1er septembre 1859). Comme elle s'attaquait à leurs droits garantis par la constitution hongroise, le pays tout entier, y compris le clergé catholique, prit fait et cause pour eux. Mais ce furent les notes des gouvernements anglais, prussien et hollandais qui, en invoquant les stipulations des traités de *Lintz* et de *Westphalie*, impressionnèrent le plus l'empereur. Le ministre des Cultes et de l'Instruction publique se vit obligé de donner sa démission, et l'ordonnance fut retirée. Il y eut aussi des fêtes commémoratives dans toute la *Hongrie* à l'occasion du centenaire de la naissance de *François Kazinczy*, à qui l'on doit le développement définitif de la littérature et de la langue hongroise, fêtes qui réunirent en un seul faisceau toutes les forces vives du pays. Cette union de toutes les classes de la nation ne fit que s'accroître devant le cercueil de *Szechenyi*, du « plus grand des Magyars. » Redoutant une nouvelle révolution, il se suicida le 8 avril 1860. Sa mort fut un deuil profond pour toute la *Hongrie*, deuil auquel les éléments les plus cultivés du roumanisme prirent aussi pieusement part.

Ces mouvements significatifs de l'opinion publique avaient

d'autant plus de gravité que la réussite de l'expédition de *Garibaldi* en *Sicile* encourageait singulièrement les exaltés. Soutenus par une fraction des émigrés, ils organisaient un soulèvement en comptant sur les secours militaires et financiers du gouvernement de *Victor-Emmanuel*. Heureusement pour la cause hongroise, qui y eût plus perdu que gagné, leurs efforts restèrent infructueux, faute de trouver une base d'opération dans les pays limitrophes de la Hongrie. Les tentatives faites en *Valachie* à cet égard échouèrent à cause de l'inimitié du prince *Couza*, qui, considérant la *Transylvanie* comme une province future de la future *Roumanie* (1), ne tenait nullement aux succès des armes magyares. Il fit au contraire tout son possible pour troubler la bonne harmonie naissante entre les *Magyars* et les *Roumains*.

L'effet que le diplôme d'octobre produisit à *Pesth* fut déplorable. Encore obsédée par le souvenir des machinations de la camarilla, l'opinion publique hongroise s'en méfiait comme d'un piège, et sans vouloir tenir compte de l'intention qui l'inspirait, elle ne mesurait que la distance qui restait à parcourir pour arriver à la restitution complète de la constitution. Et cependant, exiger un semblable changement, aussi brusque et aussi radical, ne pouvait être qu'une aberration, car si *François-Joseph* eût pu l'accomplir personnellement, les créatures de l'absolutisme, encore toutes vigoureuses et placées au premier rang, et qu'il ne pouvait renvoyer en bloc décemment puisqu'elles n'avaient d'autre crime à se reprocher que de l'avoir trop bien servi, ne se fussent jamais prêtées à la réconciliation à ce moment-là. Il fallait que la transition s'effectuât d'une manière plus nuancée, que l'irréconciabilité s'émoussât des deux côtés, que le besoin de l'entente se fît plus violemment sentir, aussi bien dans le camp des *Autrichiens* que dans celui des *Magyars* !

En tout cas, voir reparaître des noms magyars sympathiques dans les plus hautes fonctions pouvait passer pour une satisfaction : on confia la chancellerie hongroise rétablie au

(1) Urmossy Lajos, *Tizenhét év Erdély történetéböl*, vol. I, p. 229.

baron *Nicolas Vay*, à l'ancien commissaire royal en *Transylvanie* du ministère *Batthyány*, et on plaça à la tête des affaires transylvaniennes le comte *Miko* et le baron *Kemény*. Quant à la dignité de « judex curiæ » — de président de la cour de cassation ayant des attributions ministérielles, — elle échut au au comte *Georges Apponyi* dont il fut question en sa qualité de chancelier hongrois. On peut enregistrer à côté de ces concessions illusoires — puisque d'après la constitution de 1848 il ne devait plus exister ni chancelier, ni un autre chef judiciaire que le ministre de la Justice, — la réintégration de la *Voyvodie* serbe et du *Banat* à la *Hongrie*, ainsi que le rétablissement de l'administration départementale autonome dans tous les pays de la couronne de Saint Étienne. Il résulta de cette dernière disposition l'exode général des « hussards de Bach » et le boycottage moral de tous les *Hongrois* ayant servi l'absolutisme. La réinstallation de l'administration élective fournit à chaque département l'occasion d'exprimer sa réprobation au sujet des actes du gouvernement autrichien et son espoir concernant l'avenir du pays, sans indiquer bien clairement si sous cet « avenir » on sous-entendait tout simplement une évolution légale ou s'il signifiait une véritable révolution. Attitude expectante que les événements de 1848 pouvaient pleinement justifier, mais que les centralistes allemands expliquaient naturellement au désavantage de la *Hongrie* et dans laquelle ils découvraient un nouvel argument en faveur de l'application la plus prompte possible de leurs principes.

En attendant, il s'agissait de savoir quelles seraient les lois électorales que l'on emploierait dans les élections pour les Diètes projetées? On convoqua donc en *Hongrie* et en *Transylvanie* sous la présidence du prince-primat d'*Esztergom* (Strigonie) et du chancelier transylvanien provisoire, des conférences consultatives composées des notabilités politiques des deux pays. La première eut lieu le 16 décembre 1860 et ses 52 membres votèrent presqu'à l'unanimité en faveur de l'application de loi électorale de 1848. C'était un résultat prévu et cependant *François Deák* n'accepta pas l'invitation du cardinal

Szitovszky, car il avait toujours défendu pendant l'absolutisme l'imprescriptibilité des droits de la *Hongrie* et il considérait conséquemment qu'on commettait une illégalité rien qu'en posant une question dont la solution se trouve dans la constitution de 1848 au su de tout le monde. Comprenant la valeur d'un caractère antique semblable, *François Joseph* exprima le désir de le connaître. *Deák* se rendit sans retard à son invitation. Ce fut leur première rencontre, pendant laquelle ils échangèrent leurs idées sur la situation sans pouvoir se convaincre, mais d'où ils ne remportèrent que les meilleures impressions.

Les controverses que souleva la question, quelle sera la ville où se tiendra la conférence transylvanienne? indiquèrent clairement l'hostilité qui allait y régner entre les 23 membres magyars, les huit *Saxons* et les huit *Roumains*. Ces deux nationalités tenaient pour *Nagy-Szeben*, pour la capitale créée par l'absolutisme, mais elles avaient organisé préalablement des conventicules anti-magyars et anti-unionistes — celui des *Roumains* n'eut lieu qu'avec l'autorisation verbale du ministre autrichien *Schmerling* et se termina par les pétitions habituelles, adressées a l'empereur d'*Autriche*! Quant aux *Magyars* et aux *Sicules*, ils ne voulaient entendre parler ni de conférences, ni de Diète puisque la *Transylvanie* n'existait plus constitutionnellement depuis la proclamation de l'union. Cependant, par déférence pour le souverain, ils étaient prêts à se réunir à *Kolozsvár*, où résidaient jadis leurs princes indépendants et se rassemblaient leurs Diètes. Alors *Kemény* pour ne froisser personne, proposa *Gyulafehérvár* et la conférence y eut lieu réellement le 11 et 12 février 1861.

Cet fut l'évêque catholique de *Transylvanie*, *Louis Haynald*, qui y prit la parole le premier en déclarant que les lois sanctionnées de 1848 n'étant pas constitutionellement abrogées, on ne devrait demander au souverain que leur simple application. *Siulutiu*, l'évêque grec uni, se leva ensuite pour exposer, dans un discours prononcé en roumain, le projet de loi électorale comprenant six paragraphes, qu'avait préparé la réunion des *Roumains* et qui était très avantageux pour les électeurs de cette nationalité. Celui des *Saxons*, présenté finalement en alle-

mand par *Conrad Schmidt*, contenait des combinaisons visant la suprématie électorale de l'élément citadin auquel ses commettants fournissaient le contingent le plus considérable. Au point de vue de l'union, ils se montraient réservés tous deux en mettant pour prix de leur adhésion certaines conditions inaccepables pour les *Magyars*. Mais la victoire resta quand même à ceux-ci, car la proposition de *Haynald*, formulée par le comte *Dominique Teleki*, obtint 27 voix sur 38 votants. Ce résultat ne fut pas salué avec enthousiasme par les *Magyars* et les *Sicules* seuls ; les habitants roumains et saxons de la ville de *Segesvár* surent très heureusement exprimer leur joie sur cet événement présageant le rétablissement de l'union.

Or, pour *Schmerling* et ses adeptes, l'attachement à la constitution de 1848 ne signifiait qu'une chose : la réapparition dans l'esprit magyar des idées révolutionnaires. Ils redoublèrent donc leurs instances pour obtenir de l'empereur la consécration définitive de leur système. Elle leur fut accordée dans les lettres patentes du 26 février 1861, contresignées par les ministres autrichiens seuls, — car les conservateurs hongrois les considéraient eux-mêmes comme trop centralistes. Elles contenaient une véritable constitution parlementaire : le « Reichsrath » se composait d'une Chambre des seigneurs et d'une Chambre des députés, élus au nombre de 343, directement par les Diètes provinciales. Les pays de la couronne de Saint Étienne, devenus provinces autrichiennes, reçurent 120 sièges : la *Hongrie* 85, la *Transylvanie* 26, la *Croatie* 9, et du sein de leurs Diètes on transporta le centre de gravité de l'activité législative au « Reichsrath » auquel il incomba de voter les impôts et le contingent militaire, la législation concernant la monnaie, le crédit, la douane et le commerce, comme aussi la surveillance et la direction qu'exige la circulation du papier-monnaie (1).

C'est le 2 avril qu'eut lieu l'ouverture de la session du parlement hongrois, et le discours d'inauguration y fut prononcé par le comte *Georges Apponyi*. Le sentiment de la légalité inébranlable et développé jusqu'à l'intransigeance, ainsi que l'atta-

(1) A. DE BERTHA, *La constitution hongroise*, d'après le Dr. S. Rado, Paris 1898, p. 82 et *passim*.

chement à la constitution nationale qui se révolta inpétueux contre la constitution octroyée du mois de février, s'y révélèrent dès le début. Sous le coup de leur influence, on y était d'avis de ne pouvoir répondre au discours du trône par une « Adresse », puisque le roi ayant laissé écouler le délai de six mois pour se faire couronner selon les dispositions de la constitution, n'était qu'un roi de fait et non pas de droit, à qui le parlement n'avait aucune obligation d'envoyer une Adresse. Et cela d'autant moins, que la renonciation au trône de *Ferdinand* V et de son véritable héritier présomptif, l'archiduc *François-Charles*, n'ayant pas eu lieu avec le consentement du parlement et selon les formalités requises par la loi, ne pouvait être acceptée par la *Hongrie*. Donc on ne devait faire connaître les vœux de la nation qu'au moyen d'une « Résolution ». Cette manière de voir avait une majorité de quatorze voix dans la Chambre des députés, mais par suite du suicide tragique de son chef, le comte *Ladislas Teleki* et grâce au patriotisme éclairé du centre gauche, on réussit à en obtenir une des trois voix nécessaires à la proposition de *François Deák*, tendant à envoyer une « Adresse ». Le diplôme d'octobre et les lettres patentes de février y furent rejetés. En se basant sur le principe de la continuité du droit, *Deák* remonta jusqu'aux lois de 1848. « Abandonner ce point de vue serait un crime — s'écria le chef dorénavant incontesté du parlement hongrois — car il est toujours possible de recouvrer les droits dont le pays devait être spolié par l'absolutisme, tandis que les sacrifier volontairement, c'est y renoncer pour toute l'éternité ».

Ce langage respectueusement ferme n'était pas fait pour déplaire à l'empereur, qui en comprit la justesse, mais il ne souriait pas à *Schmerling*, qui ne voulut voir dans la constitution hongroise que les côtés semblant viser le démembrement de la monarchie et l'effondrement de sa situation de grande puissance. Au surplus, déclarait le rescrit adressé au parlement, le souverain ne se sentait pas engagé personnellement par les lois de 1848.

La réplique de *Deák*, votée à l'unamimié, fut écrasante avec sa logique, sa dialectique et son argumentation irréfutables.

Il contesta que la constitution de 1848 signifiât le relâchement de l'union entre les deux parties de la monarchie. « Plus elle accordait d'indépendance à la *Hongrie*, plus elle devenait puissante », affirma « le sage de la patrie ». On serait prêt, bien au delà de la part due, à contribuer aux charges de la dette publique et à traiter avec les pays héréditaires pour régler les affaires communes, mais, bien entendu, seulement comme État indépendant et sur le pied de la parité. Pour toute réponse, *Schmerling* ordonna la dissolution du parlement. Et on vit alors la *Hongrie*, placée devant l'alternative d'envoyer des représentants au « Reichsrath » ou d'endurer encore l'absolutisme, préférer ce dernier au cadeau redoutable d'une constitution octroyée !

Les deux Adresses de *Deák* et les principaux orateurs des deux Chambre hongroises ne manquèrent pas de protester contre l'absence des députés transylvaniens et croates. C'était exalter les sentiments unionistes de l'élément magyar et sicule de la *Transylvanie ;* aussi ne vota-t-il dans les élections, pour l'administration et conseils départementaux que pour les partisans de l'union. Par contre, les nationalités saisirent d'autant plus toutes les occasions de faire des démonstrations en faveur de l'autonomie de la *Transylvanie* qu'elles se considéraient comme encouragée par le rescrit impérial adressé au parlement hongrois, et affirmant hautement que les intérêts des nationalités étaient lésés dans plusieurs paragaphes des lois de 1848. Agaceries du gouvernement centraliste, destinées à tenir en haleine les populations non-magyares afin de pouvoir exercer une pression sur les *Magyars* avec leur aide ; agaceries qui relativement aux *Roumains* devaient mal tourner en développant dans leur sein l'irrédentisme, comme les articles parus dans le journal bruxellois « Le Nord » et envoyés de *Nagy-Szeben*, le démontrèrent (septembre 1861). Il faut avouer cependant que les souvenirs des atrocités commises en 1849 ne permirent ni au gouvernement autrichien, ni aux coryphées du roumanisme de recommencer les agitations précédentes. De là l'insuccès de l'assemblée convoquée par *Axente* à *Balázsfalva* (15 mai).

Entre temps *Vay*, *Kemény* et *Mikó* ayant donné leur démission, *Schmerling* organisa ce gouvernement « sui generis » qu'on appela par euphémisme le « provisoire » mais qui n'était en somme qu'un absolutisme déguisé. On les remplaça par le comte *Antoine Forgách*, le comte *Maurice Pálffy* et le comte *Crenneville* comme chancelier hongrois, gouverneur de la *Hongrie* et chef du « gubernium » transylvanien. Le semblant de constitutionnalisme que le diplôme d'octobre avait inauguré fut arbitrairement suspendu.

Schmerling ne s'occupa plus alors que de la composition d'une Diète transylvanienne, prête à envoyer ses députés au « Reichsrath ». Et afin que les séductions de celui-ci fussent plus irrésistibles, il fit compléter par l'empereur les dispositions constitutionnelles des lettres patentes de février par l'octroi de la responsabilité ministérielle. Mais des concessions pareilles n'étaient pas nécessaires pour entraîner la majorité future d'une assemblée — d'après la constitution hongroise — illégale. Les *Roumains* et les *Saxons* ne pouvaient que gagner dans ce conflit du centralisme et du constitutionnalisme; ils tenaient donc à l'envenimer et, quelle que fût l'issue de la tentative schmerlingienne, c'était déjà au moins un profit momentané pour eux. Malheureusement les meneurs roumains ne se contentaient pas de l'emploi des moyens moraux : l'année 1862 était en *Transylvanie* l'année des incendies. Ils prenaient de telles proportions qu'on recourut à l'installation des cours martiales et que les *Saxons* se virent eux-mêmes obligés de donner des leçons à cet égard aux *Roumains*.

Ceux-ci reçurent cependant des étrennes assez considérables dans la reconnaissance officielle et internationale d'une *Roumanie* indépendante. Cette reconnaissance, à laquelle on applaudissait en *Hongrie* de bon cœur, impressionna tellement *Kossuth* qu'il n'hésita pas à apposer sa signature au projet que *Canini* lui avait présenté et qui se rapportait à la création d'une *Confédération danubienne* républicaine, projet attaquant à la fois l'intégrité géographique et l'indépendance politique de la *Hongrie*. Cet acte inconsidéré de l'ancien « gouverneur »

porta un coup fatal à sa réputation et prépara indirectement le chemin du compromis entre l'*Autriche* et la *Hongrie* en démontrant l'inadmissibilité de toute combinaison illégale et inconstitutionnelle.

Telle était du reste aussi celle que *Schmerling* avait conçue pour faire entrer la *Transylvanie* dans le « Reichsrath ». S'il en avait retardé jusque là l'exécution, ne pouvant pas abaisser le cens suffisamment pour atteindre aux couches les plus basses mais nombreuses du corps électoral roumain, finalement il avait pris la résolution, encouragé par le nouveau chancelier transylvanien, comte *Nádasdy*, ce *Magyar* dénaturé, de faire élaborer une organisation des circonscriptions électorales telle qu'elle fût une impossibilité pour l'élément magyar et sicule d'obtenir la majorité. Au lieu d'avoir 22 députés, les *Saxons* en eurent 44, et dans les contrées ou les *Roumains* étaient en majorité, on augmenta leur nombre d'une vingtaine. Parmi les 38 « régalistes » invités par la couronne, il n'y avait qu'une dizaine de *Magyars*, de sorte que la majorité roumano-saxonne montait à 67 voix sur 163 votants. Quelques élections étaient particulièrement émouvantes, comme celle du département d'*Alsó-Fehér* ou le candidat magyar réussit à vaincre le célebre *Axente*, malgré les excitations religieuses du clergé orthodoxe, d'ailleurs partout très militant.

Ce fut pour le 1[er] juillet 1863 et à *Nagy-Szeben* que le rescrit impérial convoqua la Diète « afin que les mesures prises, concernant les droits politiques de la monarchie, reçoivent leur application » selon la volonté déjà manifestée du souverain. Dans la réunion des députés magyars, précédant l'ouverture officielle de la Diète, on se décida à l'unanimité pour l'abstention et pour l'envoi de deux déclarations adressées à la Diète et à *François-Joseph*. Cette attitude des *Magyars* ne fit aucune impression sur la Diète; conformément à la proposition du député saxon *Rannicher*, on en prit simplement acte dans le procès-verbal. La déclaration que le comte *Mikó* et le baron *Kemény* présentèrent à l'empereur, comme délégués des abstentionistes, était très volumineuse et très énergi-

que, car ses auteurs, le comte *Michel* de *Miko* et *Charles de Zeyk* s'inspirèrent des adresses de *Deák*. Selon le désir de l'empereur, les délégués la remirent au chancelier *Nádasdy*, qui n'en tint naturellement aucun compte.

Ce furent deux projets de lois dont on saisit d'abord la Diète tronquée : l'un se rapportait à la « légalisation de la nation roumaine et de ses religions », et l'autre à l'égalité devant la loi des trois langues : magyare, allemande et roumaine ». Cependant il fallait avant tout rédiger l'Adresse, qui n'était naturellement d'un bout à l'autre qu'une paraphrase élogieuse du discours du trône. Les tendances anticonstitutionnelles s'y manifestaient si fortement que le député saxon *François Brennenberg* se vit obligé de déposer son mandat. Quant à la discussion des deux projets de loi, elle se noya dans un flux de mots interminable dans lequel ce furent les sorties dirigées contre la nation et la langue hongroise qui firent l'office du sel. Le premier fournit une nouvelle occasion pour démontrer l'antipathie des *Saxons* contre les *Roumains*, mais dans le vote du 7 septembre, ce furent cependant ces derniers qui l'emportèrent. Le 30 septembre, le second projet étant voté aussi, on procéda solennellement à l'inarticulation du diplôme d'octobre et des lettres patentes de février. C'était le « jour de gloire » des *Saxons*. Ils déclarèrent par la bouche de *Rannicher* que « la Transylvanie ne trouve son bonheur, son bien-être et son avenir que dans la grandeur et la puissance de l'Autriche. » D'après *Siaguna* « le pays ne pourra être heureux que par l'application des principes que ces deux documents renferment. » Il proposa en même temps que l'on votât à l'unanimité le projet; ce que l'on fit effectivement, car ceux parmi les *Roumains*, avec *Baritiu* à leur tête, qui ne considéraient la situation présente de la *Transylvanie* que comme un acheminement à sa réunion à la *Roumanie*, sachant ce qui allait arriver, ne parurent pas à la séance.

L'élection des députés pour le « Reichsrath » n'eut lieu que le 10 octobre parce que *Nádasdy* avait le ferme espoir de vaincre dans les élections supplémentaires que l'on prescrivit pour la seconde fois dans les circonscriptions représentées par

des députés qui ne voulaient pas siéger. Or on les réélut la deuxième fois et la Diète ne put envoyer à *Vienne* que des *Roumains* et des *Saxons*. Ils y furent reçus à bras ouverts et avec d'autant plus d'ostentation que les *Tchèques* venaient de se retirer du « Reichsrath. » Mais la lune de miel ne dura pas longtemps : les *Roumains*, inspirés par *Baritiu*, ne voulaient pas voter les dépenses incombant à l'*Autriche* en sa qualité de membre de la *Confédération germanique*, car la *Transylvanie* était un pays de la couronne de Saint Etienne qui n'avait rien à faire avec la dite confédération. C'était assez pour désillusionner les centralistes; s'ils avaient tant fêtés les *Transylvaniens* au début, parce qu'ils les regardaient comme les précurseurs des *Magyars*, ceux-ci restant immobiles, ils déclaraient maintenant dans leurs journaux que par l'apparition des députés transylvaniens, les forces vitales du « Reichsrath » n'étaient nullement augmentées. Compliment désobligeant auquel le principal organe des *Roumains* le « Telegraful roman » répondit aigrement aussi... « Les députés roumains nous reviennent du « Reichsrath » en rapportant ce qu'ils y ont emporté : l'espoir! »

Avant l'ouverture de la nouvelle session de la Diète transylvanienne, *Nádasdy* courut de nouveau la chance des élections. Cette quatrième épreuve ne lui réussit pas plus que la cinquième quelques mois plus tard (10 août 1864). Il eut beau faire éloigner *Haynald*, l'évêque de *Transylvanie*, menacer les *Magyars* du remaniement radical des circonscriptions électorales : ils refusèrent avec persévérance d'accepter leurs mandats pour une Diète illégalement convoquée.

Schmerling et *Nádasdy* ne se sentaient pas désarçonnés par tant d'échecs; ils auraient continué la partie engagée avec la *Hongrie* indéfiniment, comme des joueurs entêtés, sans penser au salut, au bonheur de la monarchie. *François-Joseph*, en chef de la famille glorieuse des *Habsbourg*, en souverain soucieux de l'avenir de ses peuples, lui, ne pensait au contraire qu'à cela. Aussi, voyant que les expérimentations des centralistes ne faisaient qu'aggraver la situation financièrement et politiquement si précaire de son empire, pressentant les ora-

ges qui allaient fondre sur lui du côté de la *Prusse* et de l'*Italie*, prit-il personnellement en main la direction des affaires et prépara-t-il au-dessus de la tête du comte *Hermann Zichy*, le nouveau chancelier hongrois, la réconciliation avec les *Magyars*. Ce qui ne l'empêcha pas d'écouter les justes réclamations des *Roumains* au sujet de la nomination, en *Transylvanie*, d'un métropolite roumain indépendant du patriarche serbe de *Karlocza*, et d'accorder cette dignité à *Siaguna*, devenu baron, dont l'activité dévorante, dans l'intérêt plus ou moins bien compris de ses ouailles, méritait assurément une récompense.

Ce fut par l'entremise des conservateurs magyars que l'empereur commença ses négociations avec *François Deák*. Il lui fit comprendre qu'il serait heureux de savoir de quelle manière il comprenait la réconciliation entre le souverain et la nation, sans nuire à la situation que la monarchie occupait dans le concert européen comme grande puissance? Pour répondre à ce désir, *Deák* affirma dans son fameux article de Pâques (16 avril 1865) que les *Magyars* étaient toujours prêts à mettre d'accord par des moyens légaux leurs lois avec ce que pouvait exiger l'assurance de l'existence de la monarchie, et n'empêcheraient jamais le libre et constitutionnel développement des pays héréditaires.

Encouragé par ces promesses, *François-Joseph* se rendit à *Pesth* sous prétexte de visiter une exposition agricole. En arrivant, il répondit publiquement au prince-primat qu'il avait l'intention de se faire couronner roi de *Hongrie*. C'était d'autant plus une condamnation indirecte du système de *Schmerling* qu'il prononça ces paroles sans s'être consulté avec son ministre omnipotent. Celui-ci d'ailleurs, battu déjà au « Reichsrath », se vit finalement forcé de donner sa démission avec ses fidèles *Achates : Zichy* et *Nádasdy*. Alors, pour pouvoir entamer les négociations avec la *Hongrie*, on suspendit la constitution de centralistes (septembre 1865) et on convoqua la Diète hongroise pour le 10 décembre et celle de la *Transylvanie* pour le 20 novembre afin qu'elle puisse vider à temps la question de l'union de nouveau remise sur le tapis.

En réalité, une Diète semblable n'avait plus aucune raison

d'être, et les *Magyars* la condamnaient unanimement; mais ils comprenaient aussi que, pouvant compter hardiment sur une majorité unioniste, car les élections devaient avoir lieu d'après les lois de 1848, il était préférable de démontrer un fois de plus que, sur le terrain de la discussion légale, ils étaient sûrs de la victoire. Par contre, les *Roumains* et les *Saxons* ne revenaient pas de leur stupéfaction. En mettant toute leur confiance en *Schmerling*, ils auraient donc bâti sur le sable de l'Évangile? Cette entente de la couronne et de la *Hongrie* se pouvait donc réaliser en détruisant d'un seul coup tous leurs espoirs? Ils auraient beau pétitionner à *Vienne*, tenir conférences sur conférences à *Balázsfalva* et à *Nagy-Szeben* : les élections favorables à la cause hongroise, la diète siégeant à *Kolozsvár*, la nouvelle proclamation de l'union par une majorité de 107 voix sur 225 votants (6 décembre 1865) n'en eut pas moins lieu! Mais l'adresse de la Diète, qu'elle vota le 18 décembre et qui sortait de la plume du député magyar *François Ocsvay*, ne fut pas envoyée seule à l'empereur : on y joignit les pétitions des *Roumains* et des *Saxons*, rédigées par le baron *Siaguna* et *Rannicher*. Elles plaidaient contre l'union parceque les *Roumains* ne voulaient pas admettre une autre loi électorale que celle adoptée en 1863 par la diète de *Nagy-Szeben*, et parce que les *Saxons* ne se souciaient pas d'abandonner pour le bien public leurs privilèges datant du moyen âge. Or la Diète en question était illégalement convoquée par *Schmerling* et les privilèges ne pouvaient plus subsister après 1848. De là le rescrit communiqué à la Diète le 10 janvier 1866 la suspendant et invitant le « gubernium » à procéder aux élections pour le parlement hongrois. On les fit faire dans le courant du mois de mars, mais l'entrée solennelle des élus dans le parlement hongrois ne s'effectua que le 14 avril, au milieu de l'enthousiasme général. Et comme on y avait réservé plusieurs places de vice-président et de secrétaires pour les députés transylvaniens, sur la proposition de *François Deák*, leur arrivée ne fut pas seulement au point de vue politique et moral un complément définitif du parlement hongrois, mais aussi au point de

vue de son bureau. Depuis ce temps-là on y voit toujours figurer aussi quelques députés transylvaniens.

La tournure inattendue que prirent ainsi les choses ne manqua pas de provoquer un certain trouble dans les rangs des anti-unionistes roumains et saxons. Le gros des *Roumains* accueillit sans arrière-pensée les avances conciliatrices des *Magyars* et vota avec plaisir en plusieurs endroits pour leurs candidats. Le baron *Siaguna* lui-même penchait vers cette manière de voir. Mais les intransigeants, qui ne voulaient rien savoir du parlement hongrois, trouvaient un chef puissant également dans la personne de l'évêque *Siulutiu* dont l'influence grandissait de plus en plus. Parmi les *Saxons*, ce fut *Bömches,* le représentant de *Brasso*, qui soutint la politique de conciliation en face de *Rannicher,* qui ne pouvait pas renoncer à ses rêves de centralisation pangermaniste.

D'ailleurs, qu'ils fussent des antagonistes plus ou moins modérés de la *Hongrie* constitutionnelle ou qu'ils désirassent se rapprocher des *Magyars*, les députés nationalistes se trouvaient tout-à-fait désorientés dans la Chambre hongroise où ils n'exerçaient plus aucune influence et où il s'agissait de terminer à l'amiable et sous les yeux du monde tout entier, un procès historique ayant duré déjà plus de trois siècles.

« Beata Ungheria! » — Hongrie heureuse! — l'impérissable exclamation de *Dante* ne pouvait jamais mieux lui convenir qu'à ce moment. Elle avait pour avocat une de ces individualités providentielles qui, sentant la responsabilité que leurs qualités exceptionnelles leur imposent, ne se trouvent jamais assez parfaites, assez impartiales, assez désintéressées. Et, chose plus rare encore, ayant reconnu les vertus de *François Deák* de son vivant, la *Hongrie* lui confia son sort sans hésitation et sans condition. Spectacle unique dans l'Histoire : *François-Joseph*, à la force de l'âge, abreuvé d'amertumes, désillusionné sur le caractère et les capacités des hommes, eut l'inspiration d'avoir une foi illimitée dans cet *Aristide*, ce *Caton* hongrois, malgré les méfiances traditionnelles de son entourage, malgré les changements énormes qu'exigeait la réconciliation complète avec la *Hongrie*!

Voilà l'éthique du compromis austro-hongrois, qui lui donne une valeur morale si extraordinaire. Dans sa création, il n'entrait que ce qu'il y a de plus noble dans le cœur humain : justice, amour et confiance. Il fallait donc qu'il se réalisât quand même, démontrant ainsi sa nécessité dans le présent et dans l'avenir, directement pour le bonheur de la monarchie et indirectement pour celui de l'*Europe*, conséquemment pour le monde tout entier.

La difficulté principale résidait dans la définition, organisation et expédition des affaires communes aux deux pays — l'*Autriche* et la *Hongrie* — traitées dorénavant sur le pied de la parité la plus complète. *Deák* y rangeait la défense de la monarchie c'est-à-dire la diplomatie et l'armée régulière avec la marine, ainsi que le ministère des Finances communes, chargé de régler les dépenses de ces administrations. Et il proposa, afin que la parité des deux pays fût toujours manifeste et que le parlementarisme n'y perdît rien de son intégrité, la création d'une assemblée de délégués des parlement, de *Vienne* et de *Pesth*, composée de 60 membres autrichiens et de 60 membres hongrois, envoyés par les deux chambres de chaque parlement dans la proportion de 1 à 2 et discutant séparément — les *Autrichiens* en allemand et les *Hongrois* en magyar — mais votant ensemble.

On confia l'élaboration d'un projet de loi s'y rapportant à une commission formée de 67 membres des deux chambres hongroises qui élut à son tour une sous-commission composée de 15 membres pour en arrêter le texte. Celui-ci ne fut terminé que le 25 juin ; or, le lendemain, on était obligé de proroger la Diète à cause de la guerre austro-italo-prussienne et conformément au désir de *Deák* qui, pressentant les revers de l'armée impériale, ne voulait pas que les négociations pussent être interrompues par des manifestations désobligeantes pour l'empereur. Grâce à son influence, l'organisation d'un corps franc hongrois, sous les auspices du général *Klapka*, n'eut pas non plus le succès qu'une partie des émigrés en attendait. C'étaient des nuances qui n'échappaient pas à *François Joseph* ; aussi ses sympathies s'accrurent-elles à tel point pour le « sage de la patrie », qu'au milieu du danger que courut sa famille et son empire après la bataille de *Sadowa*, il s'adressa

à lui pour avoir un peu de consolation. Leur entrevue secrète eut lieu le 19 juillet, et il fut décidé que l'empereur nommerait un ministère responsable hongrois afin qu'il pût se faire couronner roi de *Hongrie*, selon les dispositions de la constitution de 1848, et que *Deák* ferait accepter par le parlement hongrois le compromis avec l'*Autriche!*

Pour tenir leur parole, ils durent vaincre plus d'une difficulté. A *Vienne*, les hommes d'État autrichiens ne voulurent pas se prêter à l'exécution d'un plan qu'ils jugèrent dangereux pour la sécurité de l'empire, opinion qu'une partie des conservateurs hongrois partagea du reste; à *Pesth*, il fallait calmer les ardeurs des partisans de *Kossuth*, qui était encore très influent alors et dont une lettre adressée à *Deák* manqua presque de compromettre toute la réconciliation au dernier moment. Mais déjà, pour conclure les négociations, *François-Joseph* s'adressa à l'ancien ministre saxon, au baron de *Beust* et *Deak* au comte *Jules Andrassy*, au pendu en effigie, au diplomate génial, et avec leur aide ils purent heureusement résoudre toutes les questions de détails et vaincre les obstacles les plus gênants. Le 17 février 1867, l'empereur signa la nomination du deuxième ministère hongrois avec le comte *Andrássy* comme président du conseil, et après avoir notifié l'abdication de *Ferdinand V* et la renonciation au trône de l'archiduc *François-Charles* au parlement hongrois, il se fit couronner roi de *Hongrie* le 8 juin 1867.

Ce n'est pas par amour du faste que les *Hongrois* tiennent à ce grand acte de la vie constitutionnelle, qui ne peut s'accomplir qu'en suivant strictement les règles prescrites par la tradition. Ils trouvent dans son cérémonial une garantie pour le maintien de leurs droits, puisqu'il impose au souverain la prestation, à la face de Dieu et du peuple, du serment par lequel il promet de régner conformément à la constitution. D'ailleurs il ne suffit pas d'avoir des droits légitimes : c'est être ceint de la couronne de saint Étienne dont dépendent les pays hongrois, qui donne la véritable investiture au roi. La reine y participe aussi en recevant le joyau historique un instant sur l'épaule droite. Parmi les autres particularités dignes

de remarque dans la cérémonie on doit remarquer : 1° que ce sont le prince-primat et le palatin, maintenant remplacé par le ministre président qui couronnent; 2° que le roi ne quitte la couronne qu'après avoir porté à cheval, sur un tertre, avec son épée, quatre coups dans la direction des quatre points cardinaux, symbolisant la défense du pays; 3° que pour la formation de ce tertre on apporte une certaine quantité de terre de chaque département; 4° qu'en y conduisant le roi, tout le cortège se tient à cheval. Après le sacre auquel le couple royal ne peut procéder qu'après avoir jeûné pendant trois jours, les nouveaux souverains dînent en public, servis par les titulaires des charges de la cour eux-mêmes!

Mais si le jour du couronnement de *François-Joseph* le monde avait les yeux fixés sur la capitale de la *Hongrie*, ce n'était pas seulement pour admirer ce curieux, ce touchant et ce grandiose spectacle. Les montures magnifiques des seigneurs bannerets avaient beau piaffer, les costumes étincelants des magnats éblouir, les cris de joie du peuple, les salves des canons, les sonneries des cloches assourdir : ce qui émouvait, c'était la pensée que l'on assistait à la réconciliation sincère d'un souverain et d'une nation également bien intentionnés, mais n'ayant pu se comprendre tout d'abord, que l'on applaudissait au dénouement d'un drame commencé dix-neuf ans auparavant par l'avènement au trône de *François-Joseph* dans une froide matinée d'hiver, au fond de la sombre forteresse d'*Olmütz* et finissant au seuil de l'été, au milieu d'une foule ivre de bonheur, sur les bords poétiques du *Danube* majestueux, par son couronnement comme roi apostolique de *Hongrie!*

« Trente-deux ans sont déjà passés depuis que celle-ci a recouvert ses droits séculaires, depuis que l'œuvre de *Deák* subsiste, et l'*Autriche-Hongrie* est aujourd'hui plus puissante, plus estimée et plus respectée que jamais. Le compromis était donc une chose juste, utile et moralement belle. Gloire à tous ceux qui y ont contribué! Trois fois gloire à *François-Joseph* qui l'a consommé, avec la simplicité d'un homme loyal et la dignité d'un grand roi » (1)!

(1) A. de Bertha, *François-Joseph Ier*. 1888, p. 134.

ÉPILOGUE

L'éclatante victoire, comme on put s'en convaincre, si chèrement payée et certes si méritée de la cause hongroise, apporta des changements radicaux dans la situation de la monarchie des *Habsbourg* tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, aussi bien au point de vue de sa physionomie qu'au point de vue de son essence. Ce furent le roi et la reine qui en donnèrent le signal en abandonnant aux « honvéd » invalides de 1848-1849 les cinquante mille ducats que le parlement leur avait offerts en guise de don de joyeux avènement, et en reconnaissant ainsi tacitement la légitimité de la résistance d'alors de la *Hongrie*. Conformément aux dispositions d'un rescrit de *François-Joseph*, on notifia aux puissances étrangères que pour caractériser le dualisme sanctionné, la dénomination d'*Autriche* tout court cesserait afin d'être remplacée par celle d'*Autriche-Hongrie*. On abolit également le titre de « ministre de la guerre de l'empire » pour lui substituer celui de « ministre commun de la guerre ». Après le départ du comte de *Beust* on fit disparaître pour toujours la dignité de « chancelier de l'empire », la monarchie ne pouvant plus être désignée comme formant un seul État. Dans cet ordre d'idées on introduisit plus tard la conjonction *et* entre les adjectifs « impérial » et « royal » chaque fois qu'il s'agissait de la famille régnante ou de quelque chose se rapportant aux deux pays; tel que : ministère de la maison « impériale et royale » ambassades, consulats, armée. (La désignation « impérial-royal est cependant maintenue pour les affaires concernant l'Autriche seule, parce qu'elle est un empire renfermant des royaumes).

L'introduction du service militaire obligatoire permit d'atténuer l'acuité de la question irritante du drapeau. On décida

que l'armée et la marine communes garderaient le jaune et noir des *Habsbourg* et que les armées territoriales autrichiennes et hongroises, celles-là appelées des « Landwehr » et celles-ci des « Honvéd », se réuniraient au contraire autour de leurs couleurs respectives. Quant à la langue de l'administration et de la justice, on la décréta allemande en *Autriche* et magyare en *Hongrie*, car admettre qu'un État puisse offrir à chacune des races installées sur son territoire le développement entier de son individualité, est chose impossible. Tout au plus s'il peut abandonner à l'activité sociale, à l'influence du foyer et de l'école, l'éducation et l'instruction. L'application d'une langue usuelle doit être tolérée encore devant la justice. Mais si la faculté de recourir à cette dernière ou de briguer les emplois ne doit avoir aucun rapport avec l'origine et la nationalité des requérants et des compétiteurs, exiger de ceux-ci la connaissance de la langue de l'État ne suppose de la tyrannie chez aucun gouvernement.

La *Croatie* fait exception à cet égard : vu son autonomie provinciale reconnue et de tout temps respectée par la *Hongrie*, elle se sert de la langue croate dans tout ce qui concerne son existence nationale, tandis qu'au point de vue international elle se fond complètement dans la *Hongrie*.

En face de l'équité magnanime et de la constitutionnalité scrupuleuse du souverain, on vit rapidement se transformer l'opinion publique magyare. De frondeuse, elle devint courtoise pour arriver à la sympathie réelle. D'ailleurs, l'impératrice-reine *Élisabeth* savait si affectueusement seconder les efforts conciliateurs de l'empereur-roi ! Elle voulait que son dernier enfant vît le jour sur le sol hongrois, et que la nouveau-née archiduchesse *Marie-Valérie* devînt une vraie *Magyare*. Et quand il s'agissait de choisir un précepteur à l'archiduc *Rodolphe*, à l'héritier présomptif, les parents royaux ne craignirent pas de s'adresser à l'évêque *Hyacinthe Rónay* quoiqu'il eût pris part à la révolution. Pour le cœur endolori de la *Hongrie* ce furent autant de gouttes de baume vivifiant qui la rendirent de plus en plus confiante, qui l'attirèrent de plus en plus violemment vers *François-Joseph*, devenu par son libéralisme

éclairé, par son attachement à la constitution, par son affection pour le génie hongrois, le second fondateur de la *Hongrie*. De là aujourd'hui cette union indissoluble, étroite entre le trône et le peuple hongrois, cimentée par l'estime mutuelle, alimentée par les plus précieuses effusions, réchauffée par les sentiments les plus nobles et les plus délicats.

Quoique ayant le plus sacrifié pour arriver à ce résultat magnifique, les *Magyars* n'ont jamais eu l'intention d'en bénéficier en égoïstes. Afin que toutes les nationalités en aient leur part, ils ont créé l'article XLIV de la loi de 1868. Il comprend 27 paragraphes, et dans son introduction, sortie de la plume de *Deák*, il contient la déclaration suivante ; « Au point de vue politique, tous les sujets hongrois ne forment qu'une seule nation : la nation hongroise une et indivisible, à laquelle appartiennent tous les citoyens de la Hongrie, de quelle nationalité qu'ils soient. » Après avoir fait tomber ainsi bénévolement toutes les barrières entre les diverses nationalités de la *Hongrie* en les assimilant à celle qui est la plus forte, la mieux outillée matériellement et intellectuellement, à tous les points de vue la plus autorisée pour s'attribuer la prédominance dans le pays, la loi prescrit que si le magyar est la langue de l'État, les affaires d'une commune peuvent se faire dans la langue de ses habitants, les procès-verbaux des conseils géneraux des départements peuvent être rédigés, outre le magyar, dans un autre idiome aussi. Ce sera leur langue maternelle que les parties adverses emploieront en s'adressant aux tribunaux, prêts à mettre la plus grande complaisance possible à cet égard dans leurs rapports avec les populations et à tenir volontiers compte de leurs besoins. Il n'y a que l'avocat diplômé de qui on exige absolument l'emploi de la langue de l'État. D'autre part, l'instruction publique se trouvera de fait dans les mains des communes, suivant les confessions respectives dont elles sont les protectrices, et on leur abandonnera le choix de la langue de leurs écoles. Aussi 43 pour 100 des écoles primaires ne sont-elles pas hongroises, le nombre des écoles purement roumaines s'élevant en 1890 à 3,289, fréquentées par 244,540 écoliers sur 750,000 enfants soumis à la

loi scolaire (1). Depuis 1879, l'enseignement du magyar y est obligatoire : on doit lui consacrer au minimum trois heures par semaine. (2)

Eh bien! toutes ces avances faites aux nationalités et particulièrement au roumanisme, ne les désarmèrent point. Avec une aberration grandissante, elles gardèrent leur attitude hostile à l'égard de l'État hongrois, tandis qu'il avançait imperturbable dans la voie du progrès, du développement intellectuel, matériel et politique. Pour comble de malheur, les *Roumains* proclamèrent la passivité, l'inaction même le 7 mars 1869, malgré l'opposition d'une fraction très importante de leurs hommes politiques tels que *Joseph Hosszu*, *Samuel Poruts*, *Cristea*, *Bardos*. Cet acte, qui les empêcha de reparaître depuis au parlement hongrois, et qui n'avait même pas le mérite d'être original puisqu'il imitait l'attitude des *Magyars* à l'égard du « Reischsrath », ne pouvait être inspiré que par une supposition outrageante ou par un jugement faux. Il fallait que ses promoteurs crussent que le compromis ne serait qu'une feinte, le serment prêté par *François-Joseph* se rapportant à sa fidélité à la constitution qu'une comédie, ou que leur détermination changerait complètement l'état des choses en *Hongrie*. Or il n'y pas une seule promesse que le roi apostolique actuel n'ait scrupuleusement remplie, il n'y a pas de tentative du gouvernement hongrois qui n'ait été couronnée de succès : l'équilibre budgétaire est rétabli, les réformes les plus importantes, politiques, administratives ou judiciaires sont exécutées ou en voie d'exécution. Il en résulte que l'on doit considérer la situation brillante de la *Hongrie* créée par la sagesse des *Szlávy*, des *Tisza*, des *Szápáry*, des *Wekerle*, et des *Bánffy* et que M. *Coloman de Széll* est en train de considérablement augmenter encore, uniquement comme l'œuvre des *Magyars*, à cause de laquelle le monde civilisé tout entier ne leur marchande plus ses applaudissements les plus chaleureux, et que la bouderie injustifiée des *Roumains* tourne, en proportion de sa

(1) G. Beksics, *La question roumaine*, Paris 1896, p. 121.

(2) A. de Bertha. *La Constitution hongroise*, d'après le Dr. S. Rado. Paris, 1898, p. 139.

durée, contre eux de plus en plus, à leur propre confusion.

Mais déjà ils ont trouvé un motif plausible pour se donner contenance dans une position aussi fausse : ils se plaignent de l'injustice et de la tyrannie des *Magyars* soit en pétitionnant contre eux près de l'empereur d'Autriche à *Vienne*, soit en adressant des « Mémorandums » à l'opinion publique européenne pour provoquer un mouvement de compassion en leur faveur. Démarches évidemment permises et en principe bien combinées, puisque comme dit *La Fontaine* :

> ... C'est être innocent que d'être malheureux !

Seulement il est loisible aussi de poser la question : leur malheur est-il réel? En tout cas la manière dont ils se plaignent, ne le ferait pas croire, car en voulant se passer de l'entremise du ministère hongrois pour présenter leur supplique non pas au roi de *Hongrie*, qui est leur souverain, mais à l'empereur d'*Autriche*, qui n'a rien à faire avec eux et non pas dans la capitale de la *Hongrie*, qui est la leur, mais dans la capitale autrichienne, où ils n'ont rien à chercher ; en voulant se servir de l'aide des *Roumains* de la *Roumanie*, qui, quoique leurs consanguins, ne sont pas moins de simples voisins pour la *Hongrie*, ils font preuve d'une indépendance de cœur et d'esprit qui n'est pas ordinairement l'indice d'un peuple accablé par les iniquités.

Et en effet les *Roumains* de la *Transylvanie* ne le sont que dans l'imagination de quelques ultras. C'est sous un aspect tout différent que la réalité les fait paraître devant les yeux de l'observateur aussi bien au point de vue intellectuel et moral, qu'au point de vue de leur situation matérielle.

« Il est incontestable, écrit le journal roumain magyarophobe « Tribuna » de *Nagy-Szeben*, dans un numéro (59) de l'année 1894, que ce sont les Grecs orientaux de la Hongrie-Transylvanie qui se trouvent au plus haut degré de la civilisation parmi les chrétiens du rite grec-oriental. Qu'ils soient unis ou non-unis, ils ont une excellente organisation religieuse et ils disposent d'un clergé très-savant. Ce sont eux qui ont réformé toute l'église grecque orientale ! »

A côté de la religion, l'instruction et l'éducation s'y trouvent dans un état très florissant en comparaison de celles données en *Roumanie*. D'après le recensement de 1890 chez les *Roumains* de la *Hongrie*, les lettrés fournissent 14,04 pour 100 en face des 53,34 pour 100 du reste de la population, tandis qu'en *Roumanie* le pour cent descend à cet égard à 12,6 (recensement de 1894). « De 1867 à 1888, dit le Dr *Moldován* (1), le nombre des écoles primaires roumaines s'est accru de 1,200, et on enseigne en roumain, malgré la soi-disant hostilité du gouvernement hongrois. Avant 1867, le nombre des instituteurs diplômés roumains était très restreint, tandis qu'aujourd'hui, à peu d'exceptions près, nos instituteurs ont tous leur brevet. Ce n'est donc pas seulement par le nombre que nos écoles actuelles témoignent en faveur du relèvement de l'instruction chez les Roumains, mais aussi par les conditions de leur enseignement, de leur installation, de leur salubrité. Dans le pays, on rencontre partout des associations de professeurs, des sociétés littéraires, des crèches, des orphéons roumains que nul n'arrête dans leur développement et qui certes sont très utiles à la civilisation roumaine. »

« Vos écoles, continue le savant professeur de l'Université de *Kolozsvár* en s'adressant à ses consanguins de la *Roumanie*, se débattent encore contre les misères du début. Ici, en Transylvanie, nous commençons déjà à nous appauvrir, tant nous sommes forcés à vous fournir des professeurs pour vos écoles. Nous ne pouvons pas former assez d'instituteurs pour vous satisfaire. Chez vous, l'enseignement se trouve, à commencer par les écoles primaires jusqu'à l'Université, dans les mains de jeunes gens élevés aux mamelles de la science magyare, et cependant vous ne vous plaignez pas ! »

« Il est inexact qu'il soit interdit aux jeunes gens roumains (de la Hongrie) de faire leurs études à l'étranger. Quelques-uns y sont envoyés par le gouvernement hongrois lui-même, qui leur donne des bourses pour subvenir aux frais de leur séjour à l'étranger. Babès était un des ceux-là : il est aujourd'hui

(1) Le Dr Grégoire Moldovan, *Réponse au Mémoire de la jeunesse roumaine*. *Koloszvar*. 1895, p. 49, et *passim*.

chez vous et il est l'ornement de l'Université de Bucarest. »

« Notre « Société de Propagande » (Asotiaciunea Transilvana) date de 1861 déjà, et combien grand est le nombre des Magyars inscrits dans la liste des membres de cette société. C'est seulement en 1885 que les Magyars ont commencé à organiser leur « Société de Propagande ».

« Maintenant il s'agit de savoir qui a créé les fondations scolaires de Naszod? Ce fut le gouvernement hongrois lui-même, qui céda une véritable fortune de plusieurs millions en faveur d'œuvres se rapportant à l'instruction des Roumains. »

« Nous n'obtenons pas d'emplois! Or il est à remarquer que nous sommes des passivistes, qui ne considérons pas le gouvernement hongrois comme sérieux; nous lui faisons opposition et nous ne voulons pas lui obéir. Comment pouvons-nous exiger des emplois d'un gouvernement à l'égard duquel nous sommes en opposition constante? Nous n'obtenons pas d'emplois! Mais montrez-moi un seul Roumain ayant fait ses études qui n'ait pas d'emploi; présentez-en un qui, ayant ses certificats d'aptitudes, n'ait pas été placé dans des emplois auxquels il avait droit! Le fait est que nous, Roumains de la Hongrie, nous ne produisons pas assez d'hommes pour la Roumanie. Elle guette nos enfants dès leur berceau; elle nous enlève la crème de notre jeunesse et, si elle ne veut pas suivre son invitation, elle lui garantit par des lois spéciales de riches dotations. Voilà la raison de notre appauvrissement intellectuel; c'est ainsi qu'il nous manque une génération de braves employés, c'est ainsi que nous n'avons pas pu créer une caste viable de fonctionnaires départementaux. »

« Nous avons la liberté de la presse. Le nombre de nos journaux roumains s'est considérablement accru; malheureusement le nombre de ceux aussi qui ne savent qu'abuser des bienfaits de la presse. Et cependant les procès de presse, jugés par nos jurys, sont suffisamment rares, et encore plus de 50 pour 100 des accusés est-il acquitté. Il n'y a eu que 13 écrivains roumains de condamnés dans l'espace de vingt-quatre ans! Et même parmi ces 13 il y en a qui ne furent condamnés que sur

la requête d'accusateurs privés pour calomnies ou injures graves ! »

Si on passe en revue maintenant les conditions physiques et matérielles dans lesquelles les *Roumains* vivent en *Hongrie*, la stastisque fournit les données suivantes : « Pendant la période de 1880 à 1890, l'accroissement des différentes races dans l'ensemble de l'État hongrois s'est élevé à 15,22 pour 100 pour la race magyare (à 14,85 pour 100 dans la Hongrie proprement dite), à 7,77 pour 100 pour la race roumaine et à 2,45 pour la race slovaque. Au cours de la même période, la population totale accusait un accroissement moyen de 10,91 pour 100, que celle de la race magyare dépasse de plus de 4 pour 100 et à laquelle celle de la race roumaine est inférieure de 3 pour 100. »

« Et cependant la mortalité est moins forte dans les contrées habitées par les Roumains que dans celles qu'habitent les Magyars ; certains départements roumains se trouvent même sous ce rapport dans une situation très favorable. Mais en somme, la race roumaine est la race du royaume de la Hongrie dont l'accroissement est le plus lent. Cette lenteur d'accroissement ne se rencontre pas uniquement chez les Roumains de la Hongrie et de la Transylvanie. Il en est ainsi en Roumanie où elle est plus considérable encore. D'après M. Levasseur, l'éminent savant français, sur vingt-neuf États européens, la Hongrie occupe pour les naissances la quatrième place. Or, la moyenne générale du pays est sensiblement affaiblie par la race roumaine. La Roumanie n'occupe au contraire que le vingt-sixième rang, c'est-à-dire qu'elle vient après la France elle-même (1). » Il est à remarquer encore que la population roumaine est à tel point campagnarde qu'elle n'est pas en majorité même dans les villes qui se trouvent dans les contrées essentiellement roumaines.

Depuis le rétablissement de la constitution hongroise on constate chez les Roumains un progrès sensible sur le terrain économique. Ils ne possédaient pas moins de quarante et

(1) GUSTAVE BERSIUS, *La question roumaine*, Paris 1895, p. 237 et *passim*.

un établissements financiers en 1894, dont le capital social dépassait quatre millions de francs et le capital de réserve 1,200,000 francs. La gestion en était excellente, car ces établissements payèrent dans la même année une moyenne de 18 pour 100 de dividendes, tandis que les dépôts y représentaient 25 millions.

Si en fait de grande industrie le roumanisme se montre absolument stérile, puisque sur les 907 entrepreneurs industriels de la *Hongrie*, employant plus de 20 ouvriers, il n'y avait pas un seul R*oumain* (1890) — dans le domaine de la petite industrie ses progrès sont incontestables, notamment dans les départements de *Szeben* et de *Brasso* où il entre déjà pour une part assez respectable dans la population des villes.

La proportion dans laquelle les propriétés foncières de grande et de moyenne dimension, appartenant à des *Roumains*, se trouvent relativement à la totalité des propriétés de cette catégorie, est insignifiante aussi : 69,335 « hold » cadastraux en *Transylvanie* et 82,043 dans la *Hongrie* proprement dite, c'est-à-dire à peine 0,6 pour 100 sur vingt-sept millions de « hold » (le « hold », en allemand « Joch », valant un peu plus qu'un demi hectare). Mais les établissements financiers spéciaux des *Roumains* s'occupent activement de l'amélioration du sort des paysans roumains et leur facilitent de leur mieux les moyens d'acquérir par parcelles les propriétés que la noblesse magyare est incapable de conserver.

Tenant compte de tout ceci, il est incontestable que le cens électoral, quelque faible qu'il soit, ne favorise pas encore les *Roumains* pour le moment. Comme il est cependant moins élevé en *Transylvanie* où ils ont la majorité numérique, et comme les circonscriptions électorales y sont plus petites qu'en *Hongrie*, — une sur 30,000 habitants contre une sur 38,000 habitants, — ce désavantage devient finalement assez insignifiant. D'ailleurs la *Hongrie* ne pourrait que se féliciter de l'accroissement du nombre des électeurs roumains, car il correspondrait à l'accroissement des forces intellectuelles ou de la richesse matérielle du pays.

*
* *

...Or force et richesse, bonheur et prospérité, gloire et grandeur, y a-t-il un seul *Hongrois* pour ne pas les souhaiter de tout cœur à sa patrie, pour ne pas savoir que, sans l'union la plus étroite, sans l'accord le plus complet de ses enfants elle ne les possèdera jamais? Et cette entente si désirable, tant pour les *Magyars* que pour les *Roumains*, peut-elle avoir une autre base que la conviction de n'être humiliante pour personne, de ne léser les intérêts ni des uns, ni des autres?

Grâce au règne glorieux de *François-Joseph*, à la politique libérale et équitable d'une suite d'hommes d'État gouvernant dans l'esprit de *François Deák* ainsi qu'au bon sens et aux sentiments élevés de ses populations, la *Hongrie* moderne, la *Hongrie* du Millénaire, de plus en plus respectée et de plus en plus respectable, peut hardiment prononcer des paroles de paix. Soutenue par l'affection de son souverain et de la maison régnante tout entière; appuyée sur sa demi-sœur chérie et son alliée naturelle, l'*Autriche* puissante; sûre de l'héroïsme et du dévouement de la nation hongroise, rajeunie par les épreuves, elle se montre conciliante et avenante parce qu'elle préfère la sympathie à la crainte dans ses relations internationales, dans ses rapports avec ses voisins.

Quant aux diverses nationalités, elle leur tend ses bras maternels avec le même amour qu'à leurs frères magyars.

Douce et généreuse, juste mais indulgente, elle oublie, pardonne et espère. Si, égarés par quelques inconscients, jusqu'ici les *Roumains* n'ont écouté le plus souvent que les conseils d'une rudesse primitive ou des instincts intempérés : ayant élargi l'horizon de leur savoir, affiné leurs sentiments, éliminé de leur esprit les idées fausses subrepticement inculquées, dorénavant ils s'abandonneront à leurs penchants les meilleurs, que leurs nombreux grands hommes ont suivis pour se confier filialement à la *Hongrie*, leur hôtesse accueillante pendant les plus tristes époques de leur histoire, leur tutrice toujours pleine de sollicitude au début de leur développement intellectuel,

leur libératrice en 1848, la protectrice de leur nouveau royaume au congrès de *Berlin* en 1878, par la bouche du comte *Jules Andrássy*.

Hôtesse, tutrice, libératrice et protectrice tour à tour, la *Hongrie* n'exige aucune reconnaissance, car après avoir savouré le bonheur réconfortant de faire son devoir, elle se trouve déjà largement récompensée. Avec la conviction d'être inattaquable sur le terrain du droit, les yeux fixés sur les problèmes politiques et sociaux les plus graves, dont l'avenir prochain doit donner la solution, elle monte d'un pas ferme, à la suite du groupe auguste des grandes nations et par les chemins ardus mais sacrés du Bien, du Vrai et du Beau, vers les sommets radieux, où dans sa miséricorde infinie Dieu attire secrètement l'Humanité, cette éternelle assoiffée d'idéal !

FIN

ERRATA

Page 7, ligne 32, au lieu de *sont*, lire *soient*.
Page 55, ligne 10, au lieu de *Valch*, lire *Vlach*.
Page 78, ligne 23, au lieu de *Roumanis*, lire *Roumains*.
Page 93, ligne 11, au lieu de *romaines*, lire *roumaines*.
Page 95, lignes 14 et 22, au lieu de *Bassarah*, lire *Bassarab*.
Page 175, lignes 14 et 15, lire *aisément*.
Page 176, ligne 22, lire de 1546.
Page 178, ligne 17, lire *à Brasso*.
Page 184, ligne 27, au lieu de 1566, lire 1556.
Page 193, ligne 28, au lieu de *Transylvanie*, lire *Transylvanie*.
Page 234, ligne 24, au lieu de *provoquée*, lire *convoquée*.
Page 286, ligne 33, au lieu de *labeur*, lire *labour*.
Page 319, ligne 5, au lieu de *la*, lire *sa*.
Page 319, ligne 6, au lieu de *sa*, lire *la*.
Page 347, ligne 29, lire *mais déjà le fil...*
Page 374, ligne 6, lire *François Palatzky*.
Page 405, ligne 30, au lieu de 42.000, lire 42.000.000.
Page 425, ligne 17, lire *il ne donnait pas suite*.
Page 448, ligne 14, au lieu de *Jancso*, lire *Janco*.
Page 448, ligne 31, au lieu d'*il fit*, lire *qu'il fit*.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

CONTROVERSES THÉORIQUES

LIVRE DEUXIÈME

RELATIONS ENTRE MAGYARS ET ROUMAINS JUSQU'A LA FIN DU XVIIe SIÈCLE

LIVRE TROISIÈME

LES ROUMAINS AU SERVICE DE LA RÉACTION

PARIS
TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET C[ie]
Rue Garancière, 8

BINDING SECT. JUN 12 1969

DB 925 B4
Bertha, Sándor de
Magyars et Roumains devant l'histoire

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY